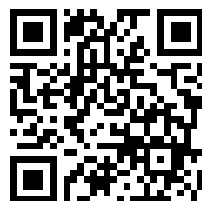

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

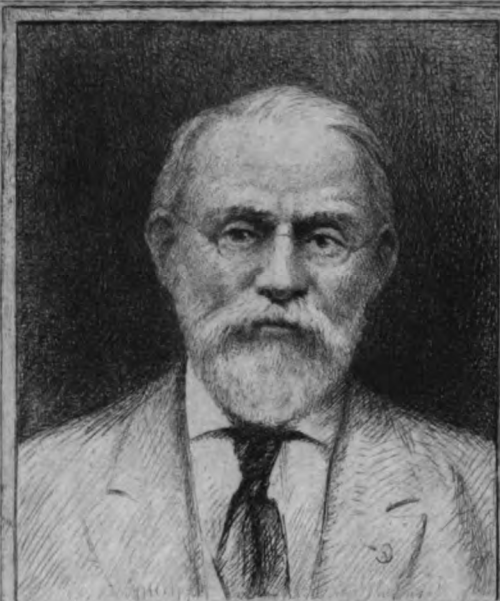
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

B 377791 DUPL



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY

AS
162
M 92

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ D'ÉMULATION
Du Bourbonnais

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ D'ÉMULATION
DU BOURBONNAIS



LÉTTRES, SCIENCES ET ARTS

TOME VINGT-SEPTIÈME



MOULINS
" LES IMPRIMERIES RÉUNIES "
15, RUE D'ENGHIEN, 15

1924

ALICE

ALICE

ALICE

ALICE

ALICE

ALICE

Finishing
Aug 1924
3-10-24
13603



PROCÈS-VERBAUX

SÉANCE DU 7 JANVIER 1924

PRÉSIDENCE DE M. LE D^r DE BRINON

Etaient présents : M^{me} MONCEAU, MM. BAURY, DE BONY, Georges BRUEL, CAPELIN, CHAMBRON, GAUTIER, GÉNERMONT, MILCENT, docteur MONCEAU, PAVAILLON, SABATIER, SARRAZIN.

— Excusés : M. Amédée BARDET (un cours fait à l'Université populaire en remplacement d'un collègue l'empêchera, pendant quatre mois, de prendre part à nos réunions), MM. le chanoine CLÉMENT, DELAIGUE, TIERSONNIER.

— En ouvrant la séance, M. le PRÉSIDENT annonce que M. le chanoine Clément vient d'assister pour la première fois à une séance de la Société Nationale des Antiquaires de France, dont il a été nommé membre il y a quelques mois. Cet honneur si mérité rejail-
lit sur notre Société.

Puis il fait part de la distinction dont vient d'être l'objet M. Loiseau, directeur de l'école normale d'instituteurs, promu chevalier de la Légion d'honneur, au titre militaire. La Société adresse ses félicitations à M. Loiseau.

— Correspondance. Vœux de bonne année de la Société de Montauban formulés, comme de coutume, en vers latins, d'une frappe à la fois élégante et correcte.

— M. le Président informe nos sociétaires que le Conseil, dans la réunion du 31 décembre 1923, a décidé qu'à l'avenir le procès-

verbal élaboré par le Secrétaire serait transmis dans les huit jours au Président et aux membres intéressés à sa rédaction, pour que l'étude en soit faite sans précipitation, avant la lecture en séance.

Il est utile de rappeler à ce propos que les sociétaires qui font des communications sont instamment priés de rédiger une note qui sera remise en séance ou dans les huit jours au Secrétaire général.

Il est porté à la connaissance de nos adhérents que la demande en reconnaissance d'utilité publique n'est pas encore envoyée à Paris. M. Sabatier, qui s'occupe activement de cette affaire, achève de rassembler les dernières pièces nécessaires au dossier exigé par le Ministère.

Il est procédé au dépouillement de la correspondance. Lettres :

— Du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, demandant de dresser un inventaire supplémentaire des monuments historiques. M. le chanoine Clément a bien voulu se charger de ce travail et satisfera à cette demande.

— De la Société d'Emulation de Montbéliard, annonçant l'envoi de ses mémoires, par l'intermédiaire du Ministère.

— M. le Président lit la note suivante :

« Dans les publications reçues ce mois, un article de M. Franck Jenbadis, sur Agénor Bardoux, nous intéresse parce que le grand avocat de Clermont a des attaches Bourbonnaises. Sa famille paternelle était originaire de cette partie du Bourbonnais qui confine au Berry. A quelque 5 kilomètres au sud du Veudre, un domaine porte encore le nom de Bardoux — il y a deux localités appelées le Bardoux, une commune de Bressolles et une commune du Veudre (CHAZAUD, *Noms de lieux*), c'est à la deuxième que l'auteur fait allusion, — on peut avec quelque vraisemblance y voir l'origine de la famille : soit que les premiers ancêtres du futur ministre l'aient possédé, soit plus vraisemblablement qu'ils l'aient cultivé eux-mêmes de père en fils pour le compte d'un propriétaire. Quoi qu'il en soit, nous les retrouvons, pendant la Révolution, petits bourgeois solidement établis dans toute la région qui s'étend entre Lurcy-Lévy et Sancoins. François Bardoux est propriétaire à Mornay, et son fils en 1846 sera vice-président du tribunal civil de Moulins ; une de ses sœurs est mariée à Sancoins, une autre à Sagonne. Son frère Joseph est commerçant à Moulins, et s'est marié à Marguerite-Sophie Thi-

bault, issue d'une famille de chirurgiens originaire de Bourbon-l'Archambault et qui compte parmi ses ancêtres maternels plusieurs gens de robe, notamment un procureur en la châtellenie de Lurcy. C'est ce Joseph qui sera le père de Jacques, et le grand-père du futur sénateur.

« Le vice-président du tribunal civil de Moulins était un des membres de notre Société, il en faisait partie, et M. Méplain, dans sa notice nécrologique — XIII^e vol. de nos Bulletins, p. 483, — rappelle qu'il a écrit pour la Société des pages où il loue les hommes qu'il aimait, et d'autres où il fronde sous une forme plaisante des préjugés dont il aimait à rire. Il est mort à Souvigny, le 13 mai 1874.

« Je viens de constater au greffe que les prénoms du vice-président étaient : Jean-François-Joseph ; il était fils de François et de Marguerite Mareillac et était né à Mornay, en 1806, puisqu'il est mort à Souvigny à 68 ans, en 1874. »

— M. G. BRUEL signale une brochure fort curieuse (1) de M. Jean-François-Joseph Bardoux, vice-président du tribunal de Moulins, dans laquelle il discute les avantages et les inconvénients des emplacements envisagés pour la gare de Moulins. Il a combattu la solution du Champhonnet et a préconisé celle qui a été finalement adoptée.

— M. BAURY signale que des travaux de consolidation sont entrepris au château d'Hérisson.

— M. CHAMBRON expose que le Touring-Club est devenu propriétaire de ces ruines en acceptation du don fait par la famille Bignon.

M. Baury doit écrire au Touring-Club pour lui demander de faire placer des plaques indicatrices permettant aux touristes de traverser facilement la gorge du Saut-du-Loup, voisine d'Hérisson.

— M. GAUTIER attire l'attention de nos membres sur une statue de Jupiter qui figure au Musée de Moulins, et demande s'il existe quelque chose d'analogue.

— M. G. BRUEL communique à la Société trois cartes que l'arpenteur général du *Topographical Surveys Branch* Canadien lui a

(1) « Aperçu concernant la direction du chemin de fer aux abords de Moulins et la position de l'embarcadere », lu à la Société d'Emulation et publié le 22 août 1846 dans le *Mémorial de l'Allier*, Moulins 1846, Enaut, impr. — broch., in-8 de 46 pages. (Bibl. des Archives Dép. de l'Allier, n° 28.)

adressées, sur sa demande, le 18 juin dernier, en même temps qu'une lettre qui sera déposée dans les archives de la Société avec une des cartes. Les deux autres seront remises au Musée de Moulins, pour être placées dans la salle Laussedat.

La lettre nous apprend que le Mont Laussedat culmine par 3.058^m.70 (10.035 foot) et se trouve dans les Montagnes Rocheuses par 51°34'18" de latitude et 116°57'30 de longitude Ouest de Greenwich. Les cartes de 1908 (triangulation) 1913 et 1914 donnaient une altitude provisoire de 10.015 foot.

Le Mont Laussedat, situé dans le E.-N.-E. du port de Vancouver, à environ 500 kilomètres, se trouve près du Canadien Pacific Railway Sud et non loin de la branche que le fleuve Columbia ou Orégon décrit vers le Nord à 300 kilomètres de sa source.

Les pentes Sud du Mont Laussedat font partie du bassin de la Beaberry Rivers, affluent du Columbia qui se jette dans le Pacifique.

Le service topographique Canadien, qui depuis longtemps se servait des méthodes de métrophotographie inventées par notre illustre compatriote, avait tenu à l'honorer de son vivant en donnant son nom à une des cimes les plus élevées, qui se trouve à 30 kilomètres de la station de Zolden.

— M. Bruel fait connaître qu'un docteur d'Anvers a demandé à notre compatriote le Dr H. Meige, professeur d'anatomie à l'Ecole des Beaux-Arts, des renseignements concernant le sarcophage de la Cathédrale de Moulins, qui représente un cadavre mangé par les vers.

Grâce à la notice sur la Cathédrale de notre confrère le chanoine Clément, nous avons pu fournir au Dr Meige de premiers renseignements. En réponse à cet envoi, le Dr Meige a écrit : « Il s'agit d'une figuration remarquablement exacte de l'anatomie du cadavre (les vers à part bien entendu). Il me serait agréable de signaler aux artistes l'existence de cette belle œuvre, en les invitant à s'arrêter à Moulins pour la contempler. »

M. G. Bruel signale à nos confrères l'article fort intéressant de M. P. Morin, sur « *La géologie des environs de Montluçon* » (1). L'auteur signale et localise exactement les diverses failles de la haute vallée du Cher et explique quelles sont les actions dues soit aux variations de la température soit aux eaux d'infiltration, ce qui

(1) *Bull. Soc. des Amis de Montluçon*, 4:23, p. 305-319, 5 fig.

l'amène à parler de la formation des boules granitiques que l'on rencontre en de nombreux points du pays. Son étude se termine par un chapitre sur la circulation souterraine des eaux en pays granitique.

— M. CAPELIN informe la Commission du Musée que M. Robert Tuloup, cousin de Théodore de Banville, offre au Musée une voiture ayant appartenu au poète. Outre son intérêt quasi historique, ce véhicule, genre victoria, est *vraisemblablement* de carrosserie moulinoise, et sa construction soignée, le fini de ses détails, font honneur à l'habileté de nos anciens artisans. M. Tuloup tient cette voiture à la disposition du Musée. Elle est remise aux Coquats.

— M. le Président prend la parole en ces termes :

« Je signale à la Société une pièce qui nous intéresse.

« A la séance du 13 décembre 1888, M. l'abbé Sibilis, curé de Lucenay, fait don à la Société Eduenne d'un rôle en parchemin contenant la montre et revue faite à Bessay près le camp de la Ferté-aux-Amoines en Bourbonnais, le 5 juin 1570 (Société Eduenne, *Mémoires*, 1889, t. XVII, p. 362). Outre l'intérêt que nous avons à savoir que ce rôle est dans les archives de la Société Eduenne, la présence d'un camp à la Ferté-Hauterive en 1570 me paraît utile à signaler. Où était le camp ? Quels soldats y étaient logés ? »

— M. PAVAILLON demande si la motte qui existe près du village de Saint-Loup a été fouillée ? Un de nos membres croit savoir que M. Bertrand a exploré cette motte et n'aurait rien trouvé.

— M. GÉVERMONT signale qu'au moment où les eaux de l'Allier sont devenues très basses, pendant l'été 1923, on a pu apercevoir les substructions du pont romain de *Vorocium* (près Varennes-sur-Allier).

— M. le PRÉSIDENT donne lecture des notes relatives : 1° A un incident survenu à Moulins, au passage du grand-vicaire d'Autun, André Guijon, en 1627-28 : « L'abbé Guijon, grand-vicaire d'Autun, vient à Moulins, en 1627 ou 28, faire une inspection. Sa réputation de sainteté attire sur son passage une foule nombreuse, qui lui demande sa bénédiction. Il invite en vain cette foule à se retirer, et ne rentre à son domicile qu'au prix de mille efforts. On s'aperçoit alors que sa soutane est en lambeaux : le public en a détaché une partie pour en faire des reliques. D'où colère du grand vicaire, qui jure de ne plus revenir à Moulins. »

2° Aux pierres à bassin : « M. Morin, dans un article sur la géologie des environs de Montluçon, paru dans le numéro de décembre 1923 des *Amis de Montluçon*, parle incidemment des pierres à bassin de Larequille, de Treignat et des Pierres Jaumâtres. Il rejette, non seulement leur caractère druidique, mais encore toute intervention humaine dans la création de ces bassins. M. de Brinon, qui a pu étudier à loisir ceux des Pierres Jaumâtres, s'inscrit en faux contre cette assertion ; il est convaincu que ces bassins sont dus à l'action de l'homme. »

3° A un instrument néolithique semi-lunaire trouvé à Saint-Prix : « Parmi les instruments recueillis par M. Bertrand Duflos, à Saint-Prix, se trouve un petit croissant semi-lunaire, très finement taillé, qui mesure 48 millimètres de corde ; chacun des bords du côté concave et du côté convexe, est dentelé comme une scie d'horloger. Les recherches faites par l'auteur de cette communication, pour découvrir l'utilisation de ces petits instruments ont été infructueuses. Il espère qu'en le signalant à la Société il obtiendra une indication utile. »

— Lettre de M^{me} la baronne DURYE, attribuant un tableau du Musée de Bruxelles au même peintre que le triptyque de la Cathédrale de Moulins.

— M. CAPELIN donne lecture d'une communication envoyée par notre confrère M. WALTHER, d'Hérisson. Dans la lettre qui accompagnait cette communication, M. Walther écrit : « Pour les motifs
« que j'indique dans ma note ci-jointe, et vu les difficultés que l'on
« éprouve à pouvoir mettre au point l'appareil, n'ayant pu avoir une
« bonne épreuve photographique, il m'est difficile, pour le Lycabas,
« de battre complètement mon contradicteur ; mais, avec les beaux
« jours, j'espère pouvoir me procurer un moulage qui mettra fin au
« différend.

« Quant à la notice sur le trilingue, notice destinée à trouver place,
« si la Commission le juge à propos, dans la collection de la Société.
« L'épreuve photographique à elle seule suffira, je crois, à me donner
« raison. »

La communication de M. Walther est accompagnée de nombreux dessins et de photographies présentant un très haut intérêt, qui sont

versés aux archives de la Société, en attendant la réception du mou-
lage dont M. Walther promet l'envoi ultérieur.

— Sont présentés à l'admission :

M. Paul BAGNOLET, négociant à Moulins, rue Mathieu-de-Dom-
basle, par MM. le chanoine Clément, Loizel, Pavaillon ;

M. BOILLARD, route de Lyon, par MM. le chanoine Clément, Loizel,
Pavaillon ;

M. Henri TARDY, ingénieur des Travaux publics, à Varennes-sur-
Allier, par MM. Georges Bruel, Chambron, Génernmont.

— Sont admis en qualité de membres titulaires :

MM. Joseph GUY-COQUILLE ;

Abbé TAMINEAU ;

LA CHAMBRE DE COMMERCE DE MOULINS-LAPALISSE.

— L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22 heures.

E. CAPELIN.

SÉANCE DU 4 FÉVRIER 1924

PRÉSIDENCE DE M. GEORGES BRUEL

— Etaient présents : M^{me} MONCEAU ; MM. Amédée BARDET,
BAURY, DE BONY, BROSSARD, CAPELIN, chanoine CLÉMENT, DELINIÈRE,
DÉPIGNY, comte Jean de DREUILLE, GAUTIER, GÉNERNMONT, GRAND-
MOUGIN, LAURENT, MILCENT, Adrien MITTON, François MITTON,
D^r MONCEAU, abbé MULLER, PAVAILLON, André ROY, lieutenant-
colonel DE SAINT-HILLIER, THONIER DE LA BUSSERIE, TIERSONNIER.

— Excusés : MM. le docteur DE BRINON, CHAMBRON, VIPLE qui
avait délégué M. GIACOBBI, sous-préfet de La Palisse, pour faire,
en son nom, une communication importante.

A l'ouverture de la séance, M. le Président souhaite la bienvenue
à M. l'abbé Müller, qui assiste pour la première fois à nos réunions.
Il se fait l'interprète de la Société pour exprimer des félicitations

à M. le docteur de Brinon, notre président, au sujet du mariage de sa fille.

— Il est procédé au dépouillement de la correspondance :

Lettres de M. l'abbé **PLANCHE**, curé-doyen d'Hérisson, et de M. A. **DÉRET**, directeur d'école, remerciant de leur admission.

— De M. **THOMAS**, représentant de la Société des Arts Graphiques, donnant sa démission pour cause de départ.

— De M. **Léon BIDEAU**, qui s'offre à réunir et coordonner les documents qui seraient recueillis pour une *Etude sur l'enseignement primaire en Bourbonnais*. Cette question intéresse au plus haut degré notre confrère qui a déjà commencé à traiter le sujet.

— De M. **MONTAGNE**, écrivant : « Je me suis informé déjà des personnes susceptibles de fournir des renseignements sur les bas-reliefs et groupe de Montluçon. Les Nuret — un M. Nuret a découvert le groupe des divinités dont on a parlé à la Société — sont très nombreux à Nérès. Je les verrai et les interrogerai jusqu'à ce que j'en aie trouvé un qui puisse m'éclairer. Je retournerai à Reugny, mais auparavant, je prendrai jour avec M. Walther... »

— Lettre de M. le curé de Billy, transmise par M. Gabriel Morand. La découverte d'une grotte à Sanssat avait suscité dans la presse et dans le public une vive curiosité.

« Je suis allé, hier mardi, visiter la fameuse caverne découverte récemment à Sanssat, et je viens tout de suite vous dire que j'ai été désappointé.

« Cette grotte est comme les bâtons flottants de La Fontaine : de loin, c'est-à-dire d'après les journaux, c'est quelque chose, et de près ce n'est rien C'est une grotte semblable à toutes celles de la région de Sanssat ; mais il doit y en avoir beaucoup d'autres (cette petite vallée est assez chaude et bien abritée, et de plus le terrain se prête assez bien au creusement). Le coup de mine a mis à découvert le fond de la caverne, la chambre du fond, si l'on peut dire. On ne voit rien de remarquable ni dans le fond ni dans le couloir qui tourne à gauche et s'enfonce à une douzaine de mètres.

« On a relevé sur les pierres des traces de feu et on a trouvé quelques petits ossements d'animal très petit (oiseau ou rat) et

« c'est tout... à part cependant quelques menus tessons de briques, « je crois. J'ai voulu voir, chez le régisseur de M. Noailly, tous ces « débris de poterie recueillis dans la région de Sanssat. Il n'y en a « pas, à mon avis, d'intéressant. »

A la fin de cette lecture, M. Amédée Bardet fait observer qu'il est extrêmement important de cribler les cendres du foyer, placé à l'orifice de ces cavernes. C'est, mélangés à la cendre et aux débris, que peuvent se trouver les objets intéressants.

— Lettre de la Chambre de Commerce de Moulins-Lapalisse adressant un pressant appel à toutes les personnalités de la région susceptibles de devenir les collaborateurs bénévoles de la *Région du Centre*, organe de la XVII^e Région Economique, et demandant de lui envoyer, de temps en temps, un article ou une étude sur un sujet d'ordre régional.

— Lettre de M. MORIN, ancien professeur au Lycée de Montluçon, en réponse à une lettre de M. de Brinon au sujet des pierres Jau-mâtres. M. Morin conserve sa conviction au sujet de la cause purement physique des excavations.

Ces blocs ne lui paraissent pas avoir été transportés par les déplacements glaciaires. Un glacier ne transporte qu'en descendant et il n'existe dans la contrée aucun point supérieur. Les actions glaciaires paraissent, au contraire, avoir pris des blocs à la montagne des Jau-mâtres et à celle de Toulx, pour les descendre dans les vallons.

— Lettre de la Société de Montbéliard offrant à notre Société une réduction de 25 pour cent sur le prix de l'ouvrage (450 fr.) : « *Le miniaturiste Francis Laine*. »

— Lettre de l'Association amicale des anciens Elèves de l'Ecole d'Art de Bourges et Amis des Arts du Berry, qui organise du 6 avril au 4 mai, à Bourges, sa deuxième exposition d'Art et d'Art appliqué.

— M. GIACOBBI, sous-préfet de La Palisse, veut bien nous tracer les grandes lignes d'un projet d'exposition du travail qui serait organisée à Vichy. (Voir plus loin l'article de M. Giacobbi.)

Le Président remercie M. Giacobbi de son très clair exposé et l'assure que nos confrères ne manqueront pas de répondre à cet appel, dans la mesure du possible ; mais il tient à faire remarquer que les délais prévus pour organiser cette exposition sont bien courts, et il

exprime le désir de voir accorder plus de temps à la mise sur pied d'une exposition qui mérite de ne pas être improvisée.

— M. LE PRÉSIDENT annonce que, dans sa séance du mercredi 30 janvier 1924, le conseil municipal de Moulins a émis un avis favorable à la reconnaissance d'utilité publique de la Société d'Emulation.

— Il est signalé que le numéro du 1^{er} janvier 1924 du *Centre Médical*, renferme un article de notre confrère M. Bourdérioux sur l'histoire de l'hôpital thermal de Bourbon-l'Archambault.

— M. Adrien MITTON demande s'il a existé une forme de chaise spécialement bourbonnaise. Les membres présents n'en connaissent pas.

— M. Amédée BARDET demande si le Bureau a pris une décision au sujet de l'excursion annuelle de la Société, de façon à éviter que celle organisée par la Société des Etudes locales ne se fasse dans la même région. M. le chanoine Clément déclare que, pour répondre au désir exprimé par nombre de nos confrères de se joindre à la Société française d'Archéologie qui doit tenir son Congrès annuel à Clermont, il a demandé à cette Société des détails précis et les communiquera dès qu'il les aura reçus.

— M. BAURY annonce que, par les soins du Touring-Club, l'accès du ravin dit le *Saut-du-Loup*, près d'Hérisson, sera désormais signalé par des poteaux indicateurs.

— Il est donné lecture d'une note envoyée par M. DELAIGUE, extraite des papiers de M. Jules Gras, au sujet de la démolition des tours du château de Bourbon-l'Archambault. (Renvoyé à la Commission du *Bulletin*.)

— M. DELINIÈRE communique la note suivante :

« Le 26 janvier dernier, il a été vendu à l'hôtel des Commissaires-Priseurs à Paris, un exemplaire de Plutarque, Paris, Vascosan (1567-1574), 14 volumes in-8, reliés en maroquin bleu janséniste, chiffrés aux angles des plats, doublés de maroquin rouge avec dentelle à la Chamillart encadrant les armoiries.

« Cet ouvrage, le plus important de ceux qui composaient la bibliothèque de M^{me} de Chamillart, avait été prisé 100 livres lors de l'établissement du catalogue de ses livres, prix très supérieur à tous les autres.

« Depuis longtemps il était considéré comme perdu ; ce qui fait dire à Ernest Quentin-Bauchart dans son ouvrage sur les Femmes bibliophiles, à l'article consacré à M^m de Chamillart et en parlant de ce même exemplaire :

« L'estimation de ce beau livre indique assez la valeur qui lui était attribuée dès cette époque.

« Il serait difficile de déterminer le prix qu'il atteindrait de nos jours, si le dieu qui protège les Bibliothèques en révélait tout à coup l'existence et le faisait passer sous le feu des enchères. »

« En réalité ce "Plutarque" n'était pas sorti soit de la Bibliothèque de M^m de Chamillart, soit de celles de ses descendants. En effet, il porte l'ex-libris de Thomas Dreux marquis de Brézé, conseiller du Parlement de Paris, et gendre de M^m de Chamillart, et on le retrouve à une époque récente en la possession de Monseigneur de Dreux Brézé, évêque de Moulins, arrière-petit-fils de Thomas Dreux, époque à laquelle il a été incorporé dans la bibliothèque de l'évêché dont il porte également le cachet. Après la promulgation de la loi sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, il passe dans la bibliothèque d'un amateur moulinois ; puis il est acquis par un libraire Dijonnais qui le vend au D^r Armand Ripoult, et le 26 janvier, lors de la vente de la bibliothèque de ce dernier, il est adjugé au prix de 36.100 francs. »

— Il est donné lecture de la note suivante envoyée par M. le docteur DE BRINON :

« A la dernière séance, il a été question d'une motte de Saint-Loup que M. Bertrand aurait fouillée. Il y a en réalité deux mottes à Saint-Loup dont parle M. Bertrand dans son travail intitulé : « Exploration archéologique de la rive droite de l'Allier. » (*Bulletin de la Société*, tome 8, page 326.)

« 1° Au-dessus du village de Saint-Loup, sur la crête du coteau, avec un fossé : pas de fouilles, quelques bronzes romains.

« 2° Aux Billets, une seconde avec fossé. La fouille faite au sommet a donné des matériaux pareils à ceux de la butte du Bois-des-Moines (tuiles creuses et tuiles à rebords).

« En somme, d'après M. Bertrand, il paraît que des fouilles sérieuses n'auraient été exécutées qu'à la butte du Bois-des-Moines, commune de la Ferté. »

— M. le Président donne lecture de la communication suivante adressée par M. Morin, de Montluçon, concernant la notice de M. Bruel parue dans les Bulletins l'an dernier, sur la Région entre Bouble et Sioule.

« I. A quel point de son cours la Sioule a-t-elle les débits indiqués par O. Reclus ? Les chiffres des documents officiels où a puisé O. Reclus sont très sujets à caution. J'en sais quelque chose pour le Cher où l'on évalue des pointes de crues à 1500 m³/sec., alors que mes mesures personnelles ne m'ont guère donné plus de 500 à la crue de novembre 1905. J'ai démontré d'autre part que cette crue ne fut pas inférieure à celle de juin 1856, cotée 1500. D'autre part l'administration du barrage de Queuille m'a assuré que le débit d'étiage extrême ne descendait pas au-dessous de 4 m³/sec. sous Queuille. Toutefois, cette administration ne s'est pas prêtée de bonne grâce, comme l'a fait celle de Loire et Centre pour Rochebut, à me permettre des mesures précises. Celles-ci seraient pourtant intéressantes pour elle.

« II. Les méandres ne prouvent pas que la rivière soit ancienne. Des rivières jeunes, comme la Seine, s'offrent volontiers aussi de nombreux et très grands méandres. Le tracé d'un cours d'eau en terrains primitifs, comme presque tous ceux du Massif Central, est fonction de la structure des massifs rocheux traversés, structure extrêmement disloquée ici par un *réseau* de failles. Chaque élément approximativement rectiligne du parcours est presque invariablement un segment de faille. Cela s'explique au moins par deux raisons que je développerai prochainement chez les "Amis de Montluçon" : le mouvement de faille appelle nécessairement les eaux de ruissellement vers la dépression créée au pied de faille ; en outre, dans toute faille existe une masse souvent considérable de roches écrasées (brèche de faille) formant un aliment facile pour l'érosion. Les zigzags du réseau de faille donnent aux cours d'eau un tracé brisé dont les angles s'arrondissent par l'effet de l'inertie de l'eau en mouvement.

« III. Il est bizarre que, dans la région considérée, *le vent d'Est amène la pluie*, alors que partout ailleurs c'est le vent frais et sec. L'observation suivante (dernier alinéa page 6) confirme d'ailleurs la règle : la pluie vient du S.-O. Les vents humides (du S.-O.) s'élevant sur la ligne de faite *se défendent*, conséquemment se refroidissent,

dépassent le point de saturation et *pleuvent*. Le même vent, en partie déshydraté, se recomprime sur l'autre versant, se réchauffe et repasse à l'état *non saturé*, la pluie cesse.

« IV. Il est fâcheux que la plupart des postes pluviométriques soient installés dans les dépressions, où il pleut moins que sur les plateaux.

« V. Pour les nombres de jours pluvieux, on peut les trouver en détail dans les Bulletins de la Commission météorologique de l'Allier. »

— M^{me} MONCEAU donne lecture d'une lettre attribuée à M^{me} de Pompadour, au sujet de Latude :

« Monsieur de Puisieux, ministre d'Etat,

« Je suis étonnée que vous ne preniez pas une mesure plus rigoureuse au sujet de ce Latude dont je ne veux plus entendre parler, à l'avenir, pour votre pouvoir, faites en sorte que la Bastille soit son tombeau : l'ingratitude doit être punie, elle le sera en sa personne.

« Si je puis vous être utile, je vous prie de ne pas accorder à d'autres le plaisir de vous être agréable.

« La Marquise DE POMPADOUR.

« Versailles, 7 janvier 1750. »

(Cachet de la marquise.)

Cette lettre est revêtue du cachet de M^{me} de Pompadour. Il est noté par les héraldistes que certains attributs réservés aux duchesses ont été usurpés par la trop célèbre marquise.

— M. le lieutenant-colonel DE SAINT-HILLIER entretient les membres présents d'un travail qu'il a entrepris sur « les voies romaines », étudiées jusqu'alors au seul point de vue de leur structure et non de leur tracé. M. le lieutenant-colonel de Saint-Hillier a remarqué, après force observations faites dans toutes les régions de la France, qu'elles présentent des particularités spéciales qu'il signale : la volonté absolue de joindre une ville à une autre par le tracé le plus direct et la façon d'aborder les accidents de terrain. Les constructeurs ne cherchaient pas, comme les ingénieurs de notre époque, à faire serpenter une voie afin de desservir le plus grand nombre possible de localités, mais de réaliser, pour les besoins militaires et postaux, la communication la plus rapide. Ce travail, qui serait de nature à modifier nos connaissances sur les voies romaines de l'Allier, abonde en aperçus tout nouveaux et du plus haut intérêt.

— M. le Chanoine CLÉMENT signale à l'attention de la Société, d'abord un remarquable article de M. Louis Bréhier, sur la sculpture romane en Auvergne et les théories iconographiques de M. Mâle, paru dans la *Revue d'Auvergne* (avril-juin 1823, p. 49). Après avoir loué le nouveau volume consacré par notre éminent compatriote à l'art français du Moyen-Age, M. Bréhier fait remarquer que l'étude de la sculpture romane en Auvergne prouve que si la parenté entre les manuscrits illustrés et les œuvres sculptées paraît établie, elle ne suffit pas à expliquer tous les caractères de l'art auvergnat, dont la sculpture relève plutôt de l'étude des monuments gallo-romains. Il écarte enfin l'influence arabe, à laquelle M. Mâle semble donner une trop grande importance.

— Notre confrère nous entretient ensuite de la très érudite thèse de notre jeune compatriote, M. François Dumont, docteur en droit, sur le *Bureau des Finances de la Généralité de Moulins*, de 1587 à 1790, et qui a valu à l'auteur les chaudes félicitations du jury parisien. Après un résumé sur les bureaux des finances de l'Ancien Régime, M. Dumont étudie tour à tour celui de notre Généralité dans ses origines, son organisation, ses attributions. Il nous fait connaître les différents domaines de la Généralité de Moulins, et la compétence, la juridiction, la procédure de l'administration ; puis les finances, la voirie et les travaux publics ; enfin les rapports du Bureau avec les autres institutions, jusqu'à sa suppression. Ce travail, très fouillé, est rempli de citations, de preuves, qui nous font connaître intimement les rouages et le fonctionnement en Bourbonnais de cette puissante administration gouvernementale.

— Enfin, M. le chanoine Clément nous parle d'un curieux manuscrit de notre Bibliothèque municipale, où il porte le n° XLII. Au dos, une note du XVIII^e siècle lui donne pour titre : *Distinctiones juris canonici*. C'est l'œuvre d'un moine qui vivait dans la première moitié du XIII^e siècle. L'enlumineur des lettres qui ornent à profusion ce manuscrit, utilise tantôt des onciales romaines du XII^e siècle, tantôt des onciales du siècle suivant. Une note écrite au XV^e siècle, à la fin des feuillets en parchemin de cet intéressant document, nous apprend qu'il a été donné au prieuré de Souvigny par le fameux prieur Geoffroy Cholet, le grand restaurateur de l'église aujourd'hui paroissiale, et déposé par lui dans la « librairie » du monastère à l'usage des religieux.

Le caractère des « illustrations » de ce recueil, qui l'apparente si sensiblement à la grande Bible dite de Souvigny, fait supposer qu'il a été, avec elle, écrit et enluminé par un moine des écoles du Nord et apporté en Bourbonnais, toujours avec elle, par dom Cholet, du monastère du Mont-Saint-Michel. En attendant que notre confrère puisse faire sur l'illustrateur et surtout le texte de ce manuscrit, dont il nous cite quelques extraits, une étude plus complète, il nous parle surtout ce soir de la couverture, qui offre sur ses plats de précieux fragments d'un antiphonaire de la fin du ^x^e siècle sur lesquels on lit, entre autres importantes antiennes, celle de l'office des vêpres de saint Austremonne, au-dessous de la musique du temps, indiquée par des neumes inscrits sans portées. C'est sur ce fait que notre confrère appelle particulièrement l'attention de nos membres, en faisant passer sous leurs yeux la photographie de ces documents et la mise en notes grégoriennes modernes par dom David, un des grands restaurateurs du chant liturgique ancien, prieur de l'antique abbaye de Saint-Wandrille. Notre confrère souligne tout l'intérêt qui s'attache à cette trouvaille, dont il avait jadis entretenu la Société. Ce chant de l'antienne vespérale de l'office de saint Austremonne est le plus ancien qui ait été retrouvé, de l'aveu même des liturgistes du diocèse de Clermont, dont Austremonne fut l'apôtre et le premier évêque.

— M. le DIRECTEUR du *Bulletin* annonce qu'il est en train de faire imprimer des fiches qui serviront aux présentations des nouveaux membres. Ces fiches permettront à la Société d'avoir la série des renseignements qui lui sont indispensables et que les parrains omettent souvent de donner, n'en ayant pas la liste sous les yeux.

— *Don à la Société.* — La Société a reçu, avec hommage de l'éditeur, notre collègue M. Marcellin Crépin-Leblond, une élégante brochure intitulée : *L'abbé Amédée Laronde, 1867-1922*. Cette brochure de quarante-huit pages est divisée en trois chapitres. Le premier, signé de M. l'abbé Bourdot, curé de Saint-Priest, précédé d'un portrait de M. Laronde (1907), décrit la vie scientifique de M. Laronde, dirigé en particulier du côté des études botaniques. Le second, signé de M. l'abbé Pélissié, professeur au Petit Séminaire de Paris, raconte ses années de professorat à ce petit séminaire. Le troisième, signé de M. René Garnier, professeur à la Faculté

des Sciences de Poitiers et élève de M. Laronde, constitue le plus bel éloge qu'un élève puisse consacrer à son maître. Un second portrait de M. Laronde en 1920, illustre ce dernier chapitre où l'élève, devenu lui-même un maître, fait en quelque sorte une synthèse de ce que peut et doit être l'enseignement, compris dans la plus haute acception de ce mot.

— Acquisition pour la Bibliothèque : *Histoire poétique du XV^e siècle* (Pierre Champion). Cette publication nous intéresse spécialement par les articles consacrés à Villon, Baude, de Nesson, etc.

— Sont présentés à l'admission :

M. MAX COLLAS DE CHATELPERRON, propriétaire, rue de Bourgogne, 35, Moulins, par MM. Georges Bruel, chanoine Clément, Milcent.

M. ROUGANE DE CHATELOUP, propriétaire, avenue d'Orvilliers, 14, par MM. Bruel, chanoine Clément, Milcent.

M. Alfred PAVAILLON, fourreur, rue Bourreau frères, 5, par MM. le docteur de Brinon, chanoine Clément, Paul Pavaillon.

M. Victor BOUET, vice-président de l'Union bourbonnaise de Paris, rédacteur du *Bourbonnais de Paris*, avenue Pasteur, 29, Courbevoie (Seine), par MM. le docteur de Brinon, chanoine Clément, Générmont.

M. Paul NAGELEISEN, négociant, rue Régemortes, par MM. le chanoine Clément, Chambron, Générmont.

— Sont admis en qualité de membres titulaires :

MM. BOILARD, Paul BAGNOLET, TARDY.

— L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22 heures et demie.

E. CAPELIN.





UNE EXPOSITION BOURBONNAISE

Contemporaine et Rétrospective des Chefs-d'Œuvre du Travail

Concours des meilleurs Ouvriers de France

A la suite de la séance du 4 février, au cours de laquelle M. Giacobbi, sous-préfet de Lapalisse, exposa dans ses grandes lignes le projet d'organisation d'une « Exposition Bourbonnaise du Travail », le Président de la Société d'Emulation a reçu la lettre suivante, qu'il recommande tout particulièrement à l'attention de nos confrères, en exprimant l'espoir que ne restera pas sans réponse l'appel persuasif adressé aux membres de notre Compagnie en vue d'une collaboration dont les résultats, au seul point de vue régional, peuvent être de la plus haute importance :

« MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

« Ainsi que j'ai essayé de l'exposer au cours de la séance de la Société d'Emulation à laquelle vous avez bien voulu me faire l'honneur de me convier, l'Exposition nationale du Travail, dite par la grande presse « Concours des Meilleurs Ouvriers de France », et qui aura lieu à Paris au mois de novembre prochain, sera précédée d'une Exposition départementale qui se tiendra à Vichy, vraisemblablement au mois d'août. Cette Exposition, à laquelle pourront prendre part tous les ouvriers et artisans français du département, a pour but de mettre en valeur leurs qualités professionnelles et d'encourager leur esprit d'initiative, leur goût et l'attachement qu'ils portent à leur profession.

« Au premier rang des industries appelées à y prendre part, doivent nécessairement figurer toutes les formes de l'artisanat rural : cordiers, vanniers, sabotiers, fabricants de jougs, maréchaux ou-

vrant leurs fers eux-mêmes, sont parmi ceux qu'il y a un intérêt social supérieur à encourager, puisque tout progrès accompli dans leur technique peut, dans une certaine mesure, en facilitant la vie du paysan, faire obstacle à la désertion de la campagne. Il existe d'autre part, dans le pays, quelques industries d'art : lutherie à Jenzat, fabrique de grès flammés à Gannat, verrerie à Souvigny, reliure à Moulins, tissage de mousseline dans la région d'Arfeuilles, etc. ; des métiers féminins, passementerie, tricotage, broderie, un peu partout. Cette énumération est bien loin d'être limitative : un des buts de l'Exposition est précisément de mettre en valeur certains métiers peu connus, et nous accueillerons avec plaisir toute suggestion nouvelle.

« Enfin une section rétrospective pourra être organisée. Il convient de bien en préciser la portée : ce n'est pas à proprement parler une Exposition bourbonnaise rétrospective que nous cherchons à constituer : le but serait trop vaste, eu égard au peu de temps dont nous disposons, et sortirait du cadre qui nous est proposé. L'Exposition du Travail, la préoccupation professionnelle qui en a guidé l'institution doivent demeurer les buts principaux. Mais dans ces limites, il nous a paru qu'il pouvait être extrêmement intéressant d'exposer les œuvres des artisans de jadis. Cette exposition pourrait, me semble-t-il, se faire sous plusieurs formes : pour certaines industries vraiment propres au pays, et qui vivent encore, il conviendrait de retracer leur évolution complète ; une exposition du sabot bourbonnais par exemple peut montrer comment le bois, les outils employés et les nécessités de la vie rurale ont conditionné sa technique, guidé l'évolution de ses formes, et amené sa transformation progressive jusqu'au sabot contemporain. De même, une exposition de la lutherie peut montrer la transformation de la vielle bourbonnaise. D'autres industries au contraire ont disparu, mais seraient intéressantes à rappeler, non seulement parce qu'elles ont produit d'admirables objets, faits au goût du pays, mais encore parce que leur résurrection ne serait peut-être pas impossible un jour : telles sont les faïences de Moulins. Enfin, pour les métiers dont les souvenirs ne sont pas assez nombreux ou assez importants pour justifier une vitrine spéciale, peut-être pourrait-on grouper autour de quelques faits, bien choisis, de l'histoire du Bourbonnais, des objets divers, mais contemporains :

la voiture de Banville jeune dont on parlait à votre dernière séance. si elle fut carrossée en Bourbonnais, figurerait bien comme monument de l'artisanat du siècle dernier : le romantisme est à la mode et un coin de l'Exposition réunissant, à l'occasion de la jeunesse de Banville, des objets du temps fabriqués dans le pays, ne serait pas un des moindres attraits de l'organisation : prétexte aimable à montrer la technique de jadis, pour en comparer les règles avec les règles de la nôtre, à reconstituer des scènes du temps passé pour comparer les conditions de la vie sociale d'alors aux conditions où se trouve l'artisan d'aujourd'hui.

« Je vous remercie vivement, Monsieur le Président, de bien vouloir donner à ce projet la publicité de votre Bulletin. Je suis persuadé que l'appui moral de la Société d'Emulation nous sera précieux. Chacun de ses membres peut nous apporter une aide certaine s'il veut bien faire connaître autour de lui l'idée de l'Exposition, user de persuasion auprès des artisans qu'il connaît pour les décider à y prendre part, les encourager à préparer dès maintenant des objets d'Exposition, demander enfin aux heureux propriétaires d'objets bourbonnais anciens de bien vouloir nous les prêter. Je n'ai pas besoin de vous dire que toutes les garanties possibles de garde et d'assurances leur seront données. Notre organisation est en train de se constituer sous les auspices du Comité départemental de l'Enseignement technique et nous serons, sous peu, j'espère, à même d'indiquer à toutes les personnes qui voudront bien s'y intéresser, tous les renseignements voulus sur l'Exposition.

« J'ajoute que le département de la Creuse a manifesté l'intention de se joindre à nous, nous apportant ainsi le concours de ses dentellières et des tapissiers d'Aubusson.

« Je vous serais obligé de vouloir bien être, auprès de Messieurs les membres de la Société d'Emulation, l'interprète de ma gratitude pour le concours qu'ils voudront bien nous donner et je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

« F. GIACOBBI. »



Sur la Bible de Souvigny

Une lettre de M. Dufour

Chacun sait que la Bible dite de Souvigny passe pour avoir servi pendant longtemps à la bibliothèque de Moulins, après qu'elle y eut été transportée sous la Révolution, de marchepied ou d'escabelle, à même le plancher où elle était tout simplement délaissée ; et nul ne soupçonnait la valeur de ce meuble de bureau improvisé, dont chacun faisait usage à sa guise pour les besoins les plus usuels. Ce n'était qu'une légende, hâtons-nous de le dire ; mais une légende acceptée jusqu'à maintenant comme vérité par le public toujours crédule, ici comme ailleurs.

L'in vraisemblable eût dû cependant couper court à ces absurdes racontars, car un fait de cette nature, suffisant pour entacher une ville d'ignorance et de ridicule n'eût dû être admis qu'à la condition de reposer sur des circonstances précises et certaines, notoirement établies. Mais on n'y regardait pas de si près. Aussi incroyable que fût cette fable, on y a cru. On y croit encore.

Mais quel en a été le point de départ ? ces bavardages doivent bien remonter à une cause déterminante qui en a été le commencement, et c'est ce qui était ignoré de tous sans que personne s'en souciât. On avait fait, disait-on, pendant nombre d'années à Moulins ce sort original à un inestimable manuscrit, voilà tout.

Mais aujourd'hui l'occasion imprévue se présente de faire la lumière sur ce point et, chose curieuse, nous n'aurons pour cela qu'à rééditer une preuve déjà antérieurement fournie il y a plus de quatre-vingts ans, et fournie par l'homme qui était le plus qualifié et le plus autorisé à la produire, le conservateur des objets d'art de l'époque,

qui était en même temps inspecteur de la bibliothèque, l'artiste savant et sagace, l'initiateur et fondateur originaire de l'*Ancien Bourbonnais*, Claude-Henri Dufour lui-même. Et la preuve dont nous parlons sera irrécusablement établie par une lettre de lui ou la copie par lui, signée de lui, d'une lettre que nous avons entre les mains, qu'il adressait à un M. Knab, le directeur d'une revue d'art intitulée le *Magasin universel*, laquelle se publiait alors à Paris, 20, rue des Grands-Augustins.

Cette lettre appartient à M. Jean-Baptiste Reignier, fils de notre si regretté confrère M. le docteur Ambroise Reignier, le parent le plus proche de M. Dufour. Madame Reignier sa mère et lui-même ont bien voulu me la communiquer aimablement et me permettre d'en faire profiter le présent *Bulletin*. En les remerciant je mentionnerai seulement que tous les deux possèdent encore nombre d'autres documents et papiers du plus haut intérêt et ayant la même origine.

M. Dufour était doué de facultés aussi remarquables que variées. Il mourut en 1845. Toute sa vie avait été consacrée à de laborieuses études dont il avait à un éminent degré la passion. Les services qu'il rendit dans sa sphère, facilités par des aptitudes spéciales pour les arts, sont infinis et d'ailleurs généralement oubliés. Pourtant tout ce qui vient de lui est digne d'attention et mérite la considération attachée aux choses qui se conservent.

Ce qui paraîtra surprenant c'est que ladite lettre était justement destinée à détruire le propos mensonger dont il est question et qui nonobstant a continué de circuler avec un plein succès ; car il faut bien l'avouer l'honorable effort de notre vieux maître n'a nullement contrarié la marche tranquille et sûre de la calomnie ; il semblerait plutôt l'avoir accélérée. Encore de nos jours, tant l'erreur a de force pour séduire, on pourrait dire de puissance de pénétration, on voit les esprits les plus distingués ne pas refuser de croire à la possibilité d'une aussi mauvaise fortune pour notre Bible. Un exemple caractéristique vient justement de nous en être donné par le savant professeur à la Faculté des Lettres de Clermont-Ferrand, M. Bréhier, dont les travaux de haute érudition sont assez goûtés à Moulins pour que la citation que nous faisons ici nous soit permise sans crainte de préjudicier à son autorité scientifique. Or, il publiait récemment dans le *Bulletin de la Société Bourbonnaise des Etudes locales* (n^{os} de juillet, août et septembre 1923), un très remarquable travail

sur l'Art de la miniature au moyen âge, traitant précisément de la Bible de Souvigny où nous lisons : «... Après la dispersion des moines de Souvigny en 1790, la Bible échut à la ville de Moulins, mais à ce moment les œuvres du moyen âge n'étaient guère appréciées. Elle resta longtemps dans un grenier et servit même à garnir, en guise de coussin, le fauteuil d'un fonctionnaire municipal. »

On voit par là combien une simple erreur, conséquence d'une opinion acclimatée comme légendaire, se place aisément dans la mémoire aux dépens de la vérité.

Nous avons du reste l'heureuse chance de pouvoir encore rectifier M. Bréhier à propos du même article. Nous y trouvons en effet la mention qu'en 1830 l'administration de la Bibliothèque Nationale fit venir la Bible à Paris pour l'examiner et en offrit généreusement la somme de *six mille francs*. Le vrai c'est que ce n'est pas six mille francs, mais trois mille seulement que voulut la payer la Bibliothèque Nationale. Cela est établi par une lettre de M. Abel Rémusat, président du Conservatoire de ladite bibliothèque, du 12 juillet 1832 (et non 1830), adressée au maire de la ville de Moulins. M. le docteur Cornillon en possède une copie qu'il a eu l'obligeance de me gracieusement communiquer (1).

Dans le moment les habitants de Moulins firent grand bruit de cette affaire. Cette offre de trois mille francs leur parut dérisoire car on la considéra comme infime par rapport à la valeur que l'on s'était mis à attribuer à l'objet. Les chiffres les plus fantastiques étaient, en effet, couramment mis en avant, car on ne connaissait pour ainsi

(1) Cette lettre qui fait suite à une autre du 8 février de la même année, précisant les ouvertures faites par le maire au nom du Conseil municipal pour céder la Bible, est ainsi conçue dans sa partie essentielle : «... Le manuscrit a été examiné avec toute l'attention qu'il exigeait et considéré sous le rapport de sa valeur intrinsèque à ses ornements et à son état de conservation, soit relative à l'égard des autres monuments de ce genre plus ou moins anciens, plus ou moins ornés que la Bibliothèque possède déjà. C'est d'après ces considérations que le Conservatoire a cru satisfaire aux devoirs que lui imposent les intérêts de la Bibliothèque du Roi et les vœux très louables de MM. les membres du Conseil municipal de Moulins ainsi que les vôtres, M. le Maire, en portant le prix de ce manuscrit à *trois mille francs* et en décidant en même temps qu'il sera ouvert un crédit de cette somme chez MM. de Bure frères, libraires de la Bibliothèque, rue Serpente, n° 7, à qui vous pouvez adresser la liste des livres que vous choisirez et qui vous seront fournis par lui à des prix modérés jusqu'à concurrence de la somme sus-énoncée... »

dira plus de limites. On protesta avec énergie à l'avance contre le marché qui aurait été, croyait-on, passé dans ces conditions et le conseil municipal, dont c'était d'ailleurs l'avis, ne fit pas attendre sa réponse négative. Le 24 janvier 1832, il prit à l'unanimité de ses membres présents une délibération en conséquence (1).

Il eût été peu explicable que M. Dufour, conservateur des objets d'art et inspecteur de la bibliothèque, n'ait pas eu à s'inquiéter de ce projet d'aliénation. Il s'en inquiéta en effet, mais non à titre officiel comme on pourrait le croire. Le Conseil municipal ne l'avait pas consulté, même les négociations avaient eu lieu hors de sa connaissance, ce qui ne laisse pas de surprendre, et s'il s'en occupa ce fut ultérieurement par voie indirecte, voici comment :

Le 4 août 1832, M. Dufour intervenant en sa qualité de conservateur des monuments adressait au préfet une lettre pour le prier de vouloir bien solliciter « de la munificence de son altesse royale monseigneur le duc d'Aumale la non exécution du projet de vente des tours de Bourbon-l'Archambault », dont la mise en adjudication était annoncée.

Les démarches entreprises en conséquence de cette lettre furent couronnées d'un plein succès. Dès le 11 en effet le *Moniteur* annonçait que les tours venaient d'être retirées de l'adjudication ; — d'où il suit que ce n'est pas à Achille Allier, ainsi qu'on le

(1) Voici cette délibération, encore communiquée par l'aimable docteur Cornillon :

« Séance du 24 janvier 1832.

« M. le Maire donne lecture au Conseil d'une lettre par laquelle M. le Président du Conservatoire de la Bibliothèque du Roi propose d'acheter la Bible manuscrite du XI^e siècle appartenant à la Bibliothèque de Moulins, moyennant trois mille francs ou livres.

« Le conseil considérant qu'il ne s'était déterminé à se défaire du précieux manuscrit dont la Bibliothèque de cette ville est propriétaire, que dans l'espoir d'obtenir en échange un nombre considérable d'ouvrages de littérature, d'histoire et de voyages ;

« Considérant que son espoir fondé sur l'estimation que plusieurs personnes éclairées avaient faite de ce manuscrit ne se trouve pas réalisé par les offres de l'administration de la Bibliothèque du Roi ;

« Arrête à l'unanimité que la proposition de M. le Président du Conservatoire de la Bibliothèque du Roi ne sera point acceptée et que ce fonctionnaire public sera invité à renvoyer à Moulins la Bible qui lui avait été envoyée pour qu'il l'examinât et en fît connaître la valeur ;

« En séance les jour, mois et an susdits. »

croit généralement, que doit être attribuée leur conservation, mais à M. Dufour. Cela résulte de pièces irrécusables, dont cette lettre au préfet, imprimée et suivie de la correspondance administrative qu'elle comportait, a été la conséquence, et la principale.

Mais aussi intéressant que cela paraisse, ce n'est pas là la vraie question. La vraie question se trouve dans un *post-scriptum* qui y est ajouté, et que voici : « Je déplore, monsieur le Préfet, que l'état de ma santé, qui me tient dans une espèce d'isolement, m'ait empêché d'être informé, dans les temps, du projet d'échange de l'ancienne Bible déposée à la bibliothèque publique de la ville de Moulins. Sa disparition d'un dépôt littéraire que, pendant nos orages politiques, j'ai tant travaillé à préserver, m'a été vraiment pénible (1). Il me semble que, puisque le gouvernement, d'accord avec messieurs vos prédécesseurs, a placé une sentinelle pour veiller à la conservation des objets d'antiquité ; il me semble, dis-je, qu'il eût été raisonnable, de la part du corps municipal, de la consulter sur le projet d'échange, non d'un simple ouvrage, mais d'un rare monument de peinture et de calligraphie. Le conservateur eût peut-être fourni à ce sujet des notions propres à améliorer et mieux assurer les résultats de ce même échange.

« Au reste, mon avis est que la ville, qui n'est que gardienne du dépôt littéraire à elle confié par le gouvernement, n'a pas le droit de consommer l'aliénation de cette Bible sans un décret spécial du corps législatif à ce sujet. »

Certes cela eût été raisonnable, en effet, de la part du corps municipal, M. Dufour a raison d'en faire la remarque. Il eût pu même dire que cela eût été convenable.

Pour en revenir à la lettre de M. Dufour au Directeur du *Magasin universel*, il est bon d'observer qu'en l'écrivant notre compatriote avait aussi et surtout pour but de protester contre certaines menées dont il avait à se plaindre et ne tendant à rien moins qu'à l'annulation de ses droits à se qualifier d'auteur de l'*Ancien Bourbonnais*, droits cependant établis antérieurement dans des conditions irréfutables et qui le placent à cet égard au même rang qu'Achille Allier. Mais ceci est tout différent de ce qui concerne la Bible, c'est une

(1) Il fait évidemment allusion ici à l'expédition de la Bible à Paris, qui a pu passer pour un enlèvement définitif et donner lieu à des craintes justifiées.

affaire qui exigerait d'être traitée à part pour être considérée suivant son importance et dans laquelle on trouverait matière à de longs développements. Nous ne nous en occuperons pas davantage, pour ne pas être porté à entrer dans des complications qui seraient sans doute mieux placées ailleurs et qui risqueraient ici de nous entraîner trop loin.

Au sujet de la Bible proprement dite, M. Dufour note qu'il s'étonne que l'on ait accueilli au *Magasin universel*, du moins sans modification, le nouvel article qu'il vient d'y découvrir dans la livraison de juillet 1839, page 323, qui s'y rapporte.

« Il est un peu tard, ajoute-t-il, pour réclamer contre cet article, mais diverses indispositions et la multiplicité des affaires m'ayant forcé de laisser s'accumuler sur mon bureau sans les lire plusieurs livraisons quoique pleines d'intérêt, ce n'est que depuis avant-hier qu'il m'a été permis d'en prendre connaissance. Toutefois comme il est des vérités ou des (impostures) qu'il importe toujours de signaler au public, je me hâte aujourd'hui de répondre à ce même article, qu'il devient urgent de réfuter, 1° parce qu'il contient les erreurs les plus graves ; 2° parce que ces erreurs sont préjudiciables à la mémoire des agents à qui, pendant nos époques néfastes, avait été confié le soin de rassembler les objets d'art et de bibliographie que les lois ordonnaient de conserver ; 3° parce qu'elles tendent à représenter le pays lui-même comme entaché d'une ignorance et d'une apathie qui le rapprocheraient de la barbarie ; 4° enfin parce que ledit article présente dans un de ses passages l'acte d'audace le plus insolite contre les droits de l'auteur primitif de l'*Ancien Bourbonnais* (1), sur lesquels pourtant vous vous êtes déjà expliqué en septembre 1838.

« Pour répondre à l'auteur aussi succinctement que catégoriquement, permettez que je dispose les choses de manière que, en face de ses assertions se trouve la réplique à chacune d'elles, mais consignons d'abord comme faits de notoriété publique, 1° que ce n'est qu'en 1793 que commencèrent dans le département de l'Allier les destructions d'édifices religieux, les mutilations d'objets d'art, la dispersion patente et le gaspillage des bibliothèques et des archives ; 2° que c'est afin d'y porter remède que, par arrêté de l'adminis-

(1) Lui-même avons-nous dit

tration du district de Moulins le 24 germinal an II fut créée une commission spécialement chargée de recueillir et de préserver les objets relatifs aux arts, aux sciences et aux lettres ; 3° que bientôt après le 12 germinal an III, M. Dufour, l'un des commissaires, fut nommé conservateur des objets d'art avec inspection sur le dépôt littéraire.

« Que s'est-il passé avant le 24 germinal an II, lors de la séquestration de tous ces objets ? Je ne pourrais en parler ici que vaguement, mais ce que je puis vous affirmer comme témoin oculaire, c'est ce que je vais consigner ici en opposition aux étranges affirmations de votre correspondant :

Suit le texte sur deux colonnes mais que nous reproduisons dans l'ordre suivant :

« *Assertions de l'auteur :*

« Les mutilations qu'elle a subies, nous dit-il en parlant de la Bible de Souvigny, datent de l'ère révolutionnaire de 1792, époque à laquelle elle fut enlevée de Souvigny et transportée à Moulins.

« *Leur réfutation :*

« Dès le commencement de leurs opérations les commissaires dont je viens de parler entre lesquels était feu Batissier (1), homme lettré, l'un des curés proposés dans les temps comme candidat à l'épiscopat constitutionnel de Moulins, firent toutes les recherches praticables pour découvrir de quelle époque et de quelle part pouvaient provenir les mutilations (2) de la dite Bible, à laquelle ils attachaient le plus vif intérêt.

« Ces investigations n'aboutirent qu'à nous porter à croire que ces mutilations remontaient à une époque antérieure à la translation à Moulins de la bibliothèque des Bénédictins et qu'elles pouvaient bien avoir été opérées par quelques-uns de ces moines qui,

(1) Décédé depuis le 24 germinal an II, date de sa nomination.

(2) Ces mutilations ne sont autres, pensons-nous, que les enlèvements de feuillets ou découpages de lettres ornées remplacés depuis tant bien que mal par des copies étrangères. Dans le public on avait attribué ces détériorations à des touristes peu délicats et mal surveillés (des Anglais, avait-on dit) qui avaient, profitant de leur dextérité, abusé de la liberté qu'on avait eu le tort de leur laisser. Autre légende que la lettre de M. Dufour fait disparaître.

n'étant plus alors des Calmet et des Montfaucon (1), ne portaient pas à ce monument tout le respect dont il était digne (2).

« *Assertion de l'auteur :*

« Là il resta longtemps confondu dans les greniers qui servaient alors d'archives avec les débris des bibliothèques conventuelles.

« *Réfutation :*

« Ces prétendus greniers étaient une mansarde immense située au-dessus du corps principal des bâtiments de l'ancien collège, où avait existé la bibliothèque des jésuites, sauf quelques portions du nouveau dépôt littéraire qui avaient été apportées confondues dans des *bauges* (3). Les livres y étaient disposés convenablement, et même avec ordre selon les formats. Le dépôt ne servait point d'archives ; personne n'y pénétrait hormis les employés, et tous les papiers relatifs aux archives en étaient soigneusement triés et renvoyés à l'administration départementale où ils se trouvaient agglomérés.

« *Assertion de l'auteur :*

« Il paraît qu'elle (la Bible) fixa peu les regards des agents qui de ces débris furent chargés de former le noyau de la bibliothèque de Moulins, CAR ELLE A TOUJOURS TRAINÉ IGNOMINIEUSEMENT SUR LE PLANCHER, FOULÉE AUX-PIEDS ET SERVANT A RAISON DE SON ÉPAISSEUR D'ESCABELLE AUX GARÇONS DE BIBLIOTHÈQUE.

« *Réfutation :*

« ERREUR ABSURDE ET CALOMNIE qui prouve jusqu'à l'évidence que l'auteur de l'article n'a jamais vu par lui-même ni le dépôt littéraire ni la bibliothèque provisoire, ni celle qui fut établie définitivement lors de la création des écoles centrales ; l'une et l'autre tirées de ce dépôt, et placées dans la partie des bâtiments de l'ancien collège où siège aujourd'hui le tribunal civil, vaisseau régulier orné d'un beau plafond (4) qui fut à cette époque convenablement disposé pour recevoir lesdites bibliothèques.

(1) Deux savants bénédictins le premier de la congrégation de Saint-Vannes né en 1672 près de Commercy, et le second de la congrégation de Saint-Maur né en 1655 au château de Soulaye (Languedoc).

(2) Simple hypothèse.

(3) Grands sacs usités dans le commerce des charbons de bois.

(4) Le classement comme monument historique en a été demandé il y a quelques années. La Commission n'a pas fait de réponse à la demande.

« Là, sous les soins assidus de M. Batissier, alors devenu bibliothécaire et sous la surveillance de l'inspecteur en même temps conservateur des objets d'art, le monument calligraphique dont il s'agit ne traînait pas ignominieusement sur le plancher, comme on le dit injurieusement à la mémoire de mon ancien collègue, mais il demeurait placé sur la grande table recouverte d'un tapis, et il était montré par lui avec empressement et même avec une espèce d'orgueil à tous les étrangers qui venaient visiter la bibliothèque.

« Ladite Bible ne servait point d'escabelle aux garçons de salle, car 1° il ne manquait ni d'escalles ni de chaises ; et certes il eût été plus facile de s'en servir que de déplacer une masse énorme de vélin de 21 à 22 pouces sur 15 à 16 et d'une compacité proportionnelle ; car en second lieu les aides de notre savant bibliothécaire étaient sous sa surveillance comme sous la mienne, et que, en troisième lieu, ce n'étaient pas de jeunes fous ni des révolutionnaires, que nos garçons de salle, mais de vieux serviteurs de bonnes maisons qui par leurs opinions personnelles étaient portés à respecter le monument religieux dont il s'agit.

« Que conclure de ces antécédents, dit en terminant M. Dufour, sinon que l'article que nous venons de réfuter par les faits les plus positifs, n'est qu'un tissu d'absurdes impostures dirigé par son auteur contre d'anciens fonctionnaires plus capables que lui peut-être de sentir le prix des objets que leur devoir était de conserver. Mais ce n'est pas là seulement ce qu'il se proposait dans ce même article.

« N'y avez-vous pas remarqué le passage suivant, Monsieur le Directeur ? (Voyez la description qui en a été donnée — de la Bible — dans le grand ouvrage sur l'*Ancien Bourbonnais* de MM. Achille Allier, Ad. Michel et L. Batissier), titre dont les mots : *d'après les dessins et les documents de M. Dufour* ont été soigneusement retranchés. Eh bien, c'est à faire enregistrer dans les colonnes de votre *Magasin universel*, ce nouveau titre ainsi mutilé donné maintenant à l'*Ancien Bourbonnais*, par Messieurs les éditeurs et continuateurs actuels que tendait principalement votre correspondant, l'une des parties intéressées.

« Ce titre d'ailleurs est parfaitement conforme au prospectus publié par ces Messieurs en septembre dernier. C'est pour s'y attribuer une plus grande part dans l'ouvrage qu'ils ont audacieu-

sement supprimé le nom de l'auteur primitif, même comme simple collaborateur. Ils espéraient sans doute, au moyen de cette insertion, lui acquérir d'autant plus de crédit que par là ils vous faisaient infirmer vous-même la décision émise par M. Mazuy (?) dans la livraison de septembre 1838, pages 388-389, sur les droits respectifs d'Achille Allier et de Dufour à être regardés comme fondateurs de l'*Ancien Bourbonnais*.

« Telle a été évidemment l'intention capitale de votre correspondant et de sa camaraderie (*sic*). Si elle se déguise d'abord sous la forme d'une attaque générale contre plusieurs anciens fonctionnaires plus dignes d'éloge que de blâme, c'est que cette attaque devenait une transition indispensable pour arriver à son but. Ainsi, c'est à cette intention que vous êtes redevable de l'article sur la Bible de Souvigny comme le plus propre à le lui faire atteindre. »

Nous devons ajouter ces quelques lignes de conclusion, qui visent directement et la Bible et l'article dont elle a été l'objet. En fin de compte, M. Dufour annonce qu'il va recourir à une action judiciaire.

« Encore quelques jours, dit-il, et cette hardiesse téméraire de faire disparaître de la tête d'un ouvrage le nom de son auteur primitif, d'en dénaturer le titre devenu sacré par la convention (1) expresse du cessionnaire comme de ceux auxquels il a été cédé, sera soumis au contrôle de juges qui, mieux éclairés par les pièces probantes que ne peuvent l'être les journaux et autres écrits périodiques, prononceront sur les diverses questions relatives à l'*Ancien Bourbonnais* et apprendront enfin au public ce qu'il devra penser de l'ensemble de cette affaire. »

E. DELAIGUE.

(1) C'est-à-dire le traité passé sous signature privée portant cession de l'*Ancien Bourbonnais* par M. Dufour à M. Achille Allier et M. Desrosiers, ces deux derniers solidaires, le 15 mars 1833; ratifié le 1^{er} juin suivant.





Une Réplique anglaise du Jaquemart moulinois ⁽¹⁾

Le Plagiat, dit Larousse, est « l'action du Plagiaire, de celui qui s'approprie les productions d'autrui ». Le cas dont je vais parler ci-dessous rentre-t-il dans le cadre de cette définition ? Je le crois volontiers, quoique « autrui » soit, en la circonstance, un architecte inconnu mort depuis quelques siècles.

Notre dévoué directeur du *Bulletin* fut fort surpris, il y a quelque temps, en voyant reproduire dans un journal la silhouette d'un monument qui lui était familier et sa stupéfaction ne fit qu'augmenter en apprenant par la légende qui accompagnait le dessin que ce monument se trouvait à Loughborough, en Angleterre, alors qu'il avait l'habitude de le voir à Moulins-sur-Allier.

(1) De la communication faite en séance de la Société, le 5 novembre 1923, par M. Générmont, nous extrayons les précisions suivantes :

« M. Tapper, auteur du monument, membre de l'Institut royal des Architectes britanniques, de passage à Moulins il y a quelques années, avait remarqué notre beffroi municipal et, lorsque la ville de Loughborough, désirant perpétuer par un monument digne de leur sacrifice, le souvenir de ses enfants tombés sur le sol français pendant la grande guerre, lui demanda un projet de mémorial, l'architecte londonien se souvint du Jaquemart français et conçut une tour très nettement inspirée de notre moyenâgeux beffroi.

« Car il convient de dire que Loughborough est un centre très important de fonderie de cloches et c'est un carillon qu'elle décida d'élever à la mémoire de ses héros de la guerre.

« La première pierre fut posée le 22 janvier 1922 et, dix-huit mois après, avait lieu l'inauguration, présidée par le maréchal Robertson. La tour abrite quarante-sept cloches, toutes offertes par des survivants ou des familles de soldats tués pendant la guerre, ainsi que par les élèves des écoles. La plus lourde pèse quatre tonnes et demie, et l'ensemble vingt et une tonnes. Ce monument, qui a les proportions exactes de notre Jaquemart, à ceci près que le plan est carré et non rectangulaire, reproduit très fidèlement son socle, son corps principal, sa galerie de circulation avec les mêmes balustres, son campanile avec les croix de Malte de la main-courante et ses arcatures, ainsi que les deux toitures au profil caractéristique.

« Cette tour, qui domine le Queen's Park, émerge de massifs de verdure et de

Il crut avoir une hallucination, se frotta les yeux, regarda de nouveau et ne put que se rendre à l'évidence. Il voulut en avoir le cœur net.

Fervent adepte de l'Espéranto, notre confrère Générmont qui, grâce à la pratique de cette langue universelle, peut correspondre avec tous les pays du monde, écrivit aussitôt au délégué espérantiste de Loughborough et reçut, avec sa réponse, une carte postale du monument, puis un numéro de *The Architects' Journal* de Londres, qui en donnait une petite monographie avec plans, coupes et façades à l'appui.

Cette œuvre, qui a été considérée comme très originale et bien en dehors des sentiers battus et connus, a été élevée sur les plans de M. Walter Tapper, architecte, membre de l'Institut royal des architectes britanniques.

Loughborough est une petite ville de vingt-six mille habitants, du comté de Leicester, et célèbre par ses fonderies de cloches.

Voulant élever un « War Memorial » en l'honneur de ses enfants morts pendant la grande guerre, elle demanda à M. W. Tapper, F. R. I. B. A. architect, d'en concevoir le projet et de présider à son exécution.

Il eut la très bonne inspiration d'unir dans un même édifice la vieille réputation de la ville et l'héroïsme de ses morts glorieux : il convient de le féliciter de cette heureuse idée.

Mais il en eut une autre qui défie tout éloge et, pour réaliser ces deux idées, la bonne et la mauvaise, il se souvint que, lors d'un voyage à Moulins-sur-Allier, il avait remarqué une tour

plantations variées, cadre un peu nouveau pour nos yeux moulinois habitués à voir notre vieux beffroi flanqué de ses maisons à pans de bois et à pignons pittoresques. La base est en pierre blanche de Portland, et la tour proprement dite en briques du pays ; elle mesure 132 pieds de hauteur, et 18 pieds pour le carré de base, dimensions supérieures à celles de Jaquemart. Sur une plaque de bronze figurent les noms des 447 enfants de Loughborough, « qui donnèrent leur vie pour la liberté pendant la guerre 1914-1918 ».

« Le jour de l'inauguration, s'installèrent au clavier le célèbre chevalier Jef Denys, carillonneur de la cathédrale de Malines, et Gustave Nees, directeur du Collège des élèves-carillonneurs de Malines. Ces deux artistes interprétèrent les airs nationaux de France, d'Angleterre et de Belgique, ainsi que la *Marche funèbre* de Chopin et diverses autres compositions de circonstance.

« Dernier détail à noter : la ville de Loughborough, qui ne compte guère plus de 26.000 habitants et qui a versé le sang de plus de 400 de ses enfants, a consacré à ce monument, le carillon non compris, une somme de 10.000 livres, ce qui, au cours actuel, ne représente pas moins de 750 à 800.000 francs. »

d'horloge d'un beau caractère et il la reproduisit, outre-Manche, sans plus d'hésitation.

Ceux qui l'ont complimenté de l'originalité et de la nouveauté de son œuvre ont été, de très bonne foi d'ailleurs, des ironistes de premier ordre.

Le monde est petit et les hasards sont grands.

Ce qui pouvait sembler impossible est pourtant arrivé.

Un beau jour, le « War Memorial » de Loughborough et le « Jaquemart » de Moulins se sont trouvés côte à côte pour la plus grande confusion du premier.

L'*Illustration*, dans son numéro du 3 novembre 1923, a donné les photographies de cette entrevue des deux frères, l'ancien et le moderne, et, malgré que le moderne ait voulu copier la belle structure de l'ancien, il n'a pu y réussir complètement.

Le beffroi de Loughborough n'a pas tout à fait les mêmes dimensions que celui de Moulins ; il est construit en matériaux différents et, tout en lui ressemblant comme un frère, il n'est qu'un faux frère, abâtardi, bien loin d'avoir la noblesse et l'élégance de son aîné. Il lui manque l'esprit qui anime nos vieux monuments et leur donne cette crâne allure bien française de conception spirituelle et de proportions agréables aussi bien dans leur ensemble que dans leurs détails.

Dans le beffroi de Loughborough sont installées quarante-sept cloches qui composent un magnifique carillon au répertoire illimité. Lors de son inauguration, l'élite des maîtres sonneurs lui fit exécuter tous les chants nationaux des Alliés, les airs les plus variés et la *Marche funèbre* de Chopin.

Alas ! alas ! poor Chopin !

Le beffroi de Moulins n'a pas d'ambitions aussi élevées et il faut lui en savoir gré : il n'en a même pas du tout, ce qui est encore mieux. Mais il a un passé, dont il a le droit de s'enorgueillir, et, comme son sosie l'ignore vraisemblablement, il semble intéressant de lui apprendre, en quelques mots, en quelles circonstances il fut élevé et quels sont ses sentiments.

Le beffroi moulinois fut construit alors que la guerre que nous nommons « guerre de Cent Ans » avait quelque trois quarts de siècle de durée et, en 1409, il dressait sa fière silhouette sur une place de Moulins, capitale du duché du Bourbonnais. Bien campé

dans le cadre qui lui convient, à l'angle saillant et bien dégagé d'une grande place et d'une petite qui se continue par une vieille rue pleine de caractère avec ses vieilles maisons aux pans de bois ouverts, sculptés et bien culottés, encorbellés sur des rez-de-chaus-



Le Jaquemart de Moulins.



Cl. Illustration.
Le Belfroi de Loughborough.

sée en pierre, il a, ma foi, très grande allure et a toujours tenté le crayon et le pinceau des artistes qui le voient.

A l'époque où il fut élevé pour remplacer une vieille tour chancelante, les Anglais infestaient, ravageaient et pillaient notre pays. Notre bonne ville, qui depuis longtemps avait ses franchises, tenait à les affirmer et à les défendre. Tout en élevant son beffroi, qui était aussi la tour du « Reloge » communal, elle procédait, sous la bonne et vigilante administration de ses ducs et de ses consuls, à la construction de sa maison du guet ainsi qu'à la

remise en bon état de ses murailles et de leurs défenses, ce qui n'était certainement pas précaution inutile.

En 1655, la Tour, qui avait déjà été remaniée en 1455, faillit être anéantie. Un incendie formidable détruisit les halles qui la joignaient et il menaçait de s'étendre à tout un quartier de la ville, lorsqu'il s'arrêta par miracle. Le feu avait cependant atteint la charpente du beffroi, il la réduisit en cendres et son intensité était telle que les cloches furent fondues.

Les dégâts, quoique considérables, furent assez promptement réparés et, en 1656, on remontait dans le nouveau beffroi une grosse cloche à laquelle deux petites vinrent tenir compagnie en 1658. Pour les servir, on y logea une famille composée du père Jaquemart, de sa femme Jaquette, de leur fils Jacques et de leur fille Jacqueline qui, tous munis du traditionnel marteau, venaient à tour de rôle faire un demi-tour et frapper les heures, les trois quarts, les demies et les quarts sur le bronze aux amples sonorités. Le père porte toujours gaillardement l'uniforme des gardes françaises et certainement il sonna avec vigueur et allégresse l'heure de Fontenoy.

C'est sous le nom de cette famille de sonneurs automates, aujourd'hui immobilisés par l'âge et par la rouille, que la tour de l'horloge est connue dans toute la région et, lorsqu'on parle de Jaquemart, chacun sait de « qui » il s'agit.

Les maîtres d'œuvre des temps passés étaient d'esprit et d'imagination beaucoup plus modernes pour leur époque que nous pour la nôtre. Ils ne s'attachaient pas à reproduire ou à reconstituer ce qui avait été fait avant eux. Les travaux de 1655 n'ont pas trop nui à l'aspect général du monument ; le temps, qui est un grand metteur au point, a fondu l'ensemble dans une patine presque uniforme et le beffroi du ^{xviii}^e, avec sa toiture en accolade et son campanile en dôme, s'harmonise assez bien avec la base robuste que lui fait la Tour du ^{xv}^e.

Depuis cette époque jusqu'à nos jours, elle a vu passer bien des personnages célèbres, bien des grands, bien des petits. Elle a assisté à bien des événements mémorables et a entendu sonner bien des heures joyeuses ou tristes.

Elle a vu les derniers ducs de Bourbon-France mener le bon combat contre l'Anglais et les habitants de la ville les soutenir par tous les moyens en leur pouvoir.

Elle a vu le bon duc Louis II, compagnon du connétable Duguesclin, qu'il avait reçu en son duché au temps où elle n'était encore qu'en projet. Tous les deux avaient été prisonniers des Anglais et le duc Louis, retenu huit ans à Londres, où il s'était rendu en otage volontaire pour garantir la rançon du roi Jean II, avait trouvé à son retour ses châteaux assiégés et sa femme captive.

Elle a vu le duc Jean II qui, fait prisonnier à Azincourt en 1415, mourut à Londres dix-huit ans après sans revoir son pays.

Elle a vu Jeanne d'Arc qui, en 1429, au cours de sa chevauchée en Bourbonnais, s'était arrêtée à Moulins, dont elle connaissait les sentiments patriotiques et généreux pour se ravitailler en munitions et en subsides.

Elle a vu le comte de Clermont, le futur duc Jean II, « le fléau des Anglais », se couvrir de gloire dans les batailles qui terminèrent un siècle de guerre.

Elle a vu les réceptions splendides faites à l'occasion de la venue du prince Henri II de Condé, gouverneur de la province, dont la plus grande gloire et la seule, dit Voltaire, fut celle d'être le père du grand Condé, auquel Louis XIV donna en échange de son titre de duc d'Enghien celui de duc du Bourbonnais.

Elle a vu naître à Moulins le maréchal de Villars qui, en 1712, sauva son pays à Denain et le duc de Berwick, qui s'illustra dans les armées françaises.

Elle a vu, depuis Louis XII jusqu'à Louis XIV, presque tous les rois et toutes les reines de France défiler devant elle en somptueux cortèges.

Elle a vu Bonaparte, premier consul, au commencement de 1802, à la veille de ce traité d'Amiens, qui semblait devoir réconcilier deux grandes nations et qui ne réalisa qu'une paix éphémère.

Elle a vu... Que n'a-t-elle vu, d'ailleurs, au cours de sa longue carrière, la vieille tour, si intimement liée à la vie et à l'histoire de son pays ?

Elle a vu, en 1792, en 1812, en 1870 et en 1914, tous les enfants de la cité partir pour défendre, comme l'avaient fait leurs aïeux, le sol de la patrie.

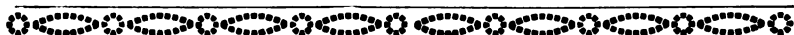
Hélas ! elle ne les a pas vus tous revenir.

Elle a vu, Elle, vénérable et incorruptible témoin des luttes séculaires, nos anciens ennemis, rapprochés de nous par un péril

commun, devenir nos alliés et leurs drapeaux, mêlés aux nôtres, pavoiser son beffroi pour fêter la victoire. Elle les voit aujourd'hui, maintenant que le danger semble conjuré, oublier bien des choses... Mais, toujours fière et impavide, elle ne s'émeut pas. Elle en a bien vu d'autres... et elle sait que la France est immortelle.

A ses pieds, autrefois, se dressait le pilori.

RENÉ MOREAU.



Fouilles au vieux château de Munay

(Jendi 8 février 1923)

Présents : M^{mes} de Bony, Monceau ; MM. Capelin, Bardet, de Brinon et le D^r Monceau, de la Société, Bertrand Duflos.

Avec le concours de M. le comte Philippe de Chabannes, qui mettait six ouvriers à notre disposition, une tranchée a été ouverte sur le bord oriental de la Motte. On est arrivé, à une profondeur d'environ 0^m,50, sur un mur épais de 0^m,70 dont la direction est parallèle au bord ; ce mur se termine d'une façon brusque vers le nord, par de grosses assises en grès bien jointées. Dans l'épaisseur, il se continue avec des matériaux formés d'un mélange de pierres calcaires et de tuilots, et un mortier désagrégé.

En avant du mur nous avons trouvé une série de blocs taillés, en grès de Coulandon, de couleur lie-de-vin ; nous avons pu juxtaposer trois morceaux qui forment comme un claveau avec amorce de voûtes latérales. Des morceaux ornés de gros boudins ovulaires accompagnaient mais n'ont pu être mis en place.

En dehors du mur, une quantité énorme de débris de tuiles, parmi lesquelles des tuiles jaune pâle et de très grosses briques (0^m,32-0^m,17). Deux morceaux de fer avec ouverture à clous. Des débris de vases.

Un ouvrier nous a apporté des tuiles à rebord trouvées à 1 kilomètre de là environ, sur la pente qui regarde l'étang. Nous avons été voir l'endroit mais n'avons retrouvé aucune trace de construction.

En résumé, la motte qu'on appelle le vieux château est surmontée de murailles qui paraissent être les fondations d'un fortin que nous serions enclins à reporter au ^{xiv}^e siècle, époque de la guerre de Cent Ans, du siège de Belleperche et de la présence des Anglais à Beauvoir.

MUNETZ (1). — « Ledict Munetz conciste en un mothe noble située dans les boys de Munetz sur lesquelles y a maison basse en forme de metherie accompagnée de quelques terres maigres à soigle, 3 étangs, un grand et deux petits étant le tout en la paroisse de Gennestine distante de Molins 2 lieux ou environ. »

**Munay, frontière entre le « pagus nivernensis »
et le pagus éduen**

Au congrès de Moulins 1854, M. Clairefond répondant à la 21^e question : limites et divisions de l'Ancien Bourbonnais dit en s'appuyant sur les travaux de Guérard, que :

Le pays Arverne laissait Moulins à gauche se dirigeant par Montbeugny vers les confins de la Loire.

Le pays Eduen comprenait la partie Est au-dessus de la ligne susdite jusqu'à Trevol et Gannay-sur-Loire.

Le *pagus nivernensis* (créé par Clovis) comprenait Villeneuve, Aurouër, etc.

Donc Munay se trouvait sur la limite entre les *pagus nivernensis* et *eduensis*.

(Congrès, compte rendu, p. 253.)

D^r DE BRINON.

(1) NICOLAÏ : *Générale description du Bourbonnais*, édition Desrosiers, liste Lagrillière.





MONTLUÇON

ET SES RICHESSES D'ART

Bibliographie - Histoire - Description

AVANT-PROPOS



N a déjà beaucoup écrit sur Montluçon. La « littérature » du sujet — comme il sera facile de s'en rendre compte, en consultant surtout la liste des ouvrages locaux, dans la Bibliographie — est abondante, sans avoir pourtant épuisé la matière.

Depuis l'essai un peu enfantin et tendancieux du jeune Yves, en 1846, jusqu'à l'*Annuaire-réclame*, bien composé, de M. Duportet, en passant par les agréables légendes de « Méténier » qui cache un Montluçonnaï, le chanoine Bournichon, et les doctes études parues dans le *Bulletin de la Société d'Emulation*, dans celui des *Amis de Montluçon*, ou publiées par M. Maurice des Gozis, M. Henry de Laguërenne, M. Grenier, M. Vignier (dans le *Centre*), la volumineuse et intéressante compilation de M. Edouard Janin et les deux résumés présentés sous un angle politique par MM. Alexandre Giraud et Montusès., Montluçon a été étudié dans son histoire, dans son développement industriel, c'est-à-dire dans les institutions de son passé comme dans son merveilleux essor moderne. .

L'extraordinaire importance prise au XIX^e siècle par les multi-

ples et puissantes usines, le quartier neuf de la Ville-Gozet... a été l'objet de rapports, de statistiques, qui suffisent pour le moment à satisfaire la curiosité des économistes.

Mais, de l'avis de nombreux Montluçonnais, on n'a pas assez parlé des richesses d'art que renferme la ville.

C'est une grave lacune dont les amis des arts, et les touristes, à la recherche de la beauté artistique, souffrent depuis longtemps, si on en juge par les demandes de plus en plus pressantes d'un « guide des édifices »...

Nous nous proposons donc ici de résumer ce qu'on sait de plus certain sur l'histoire de la cité, — sans faire état plus qu'il ne convient des hypothèses oiseuses dont certains auteurs nous ont fait entendre de trop copieux échos, — et d'étudier surtout nos monuments qui offrent un véritable intérêt au point de vue de l'Art. Nous nous efforcerons de faire connaître en détail, et de mieux faire comprendre par des descriptions minutieuses et d'abondantes reproductions photographiques et graphiques, les édifices et les œuvres artistiques de notre vieux Montluçon.

Nous ne nous flattons pas cependant de donner à nos chers compatriotes et aux touristes toute satisfaction, ni surtout de faire aujourd'hui une œuvre définitive.

L'histoire complète, scientifique et critique de notre ville ne pourra être rédigée que lorsque l'on aura pu méthodiquement étudier les fonds si riches des Archives et de la Bibliothèque Nationale, les archives de l'archevêché de Bourges, de l'évêché de Clermont, les fonds du domaine et la série judiciaire, non classée, des Archives départementales de l'Allier, celles de la ville de Montluçon, les minutes des études notariales de l'arrondissement, les documents que conservent encore de nombreux greniers inexplorés de maisons particulières...

C'est ce qui explique que nous croyons devoir faire précéder l'Histoire et la Description de la ville, par une copieuse **Bibliographie** qui aidera nos successeurs à traiter à fond tout ce qui la concerne.

Trop « débordé » par de multiples travaux, pour entreprendre aujourd'hui un aussi gigantesque ouvrage, nous n'avons d'autre ambition que de travailler aux fondations de ce futur monument, en faisant

connaître aux Montluçonnais qui s'intéressent à nos richesses artistiques trop méconnues, aux distingués membres de la Société d'Emulation qui, en 1914, visitèrent officiellement la ville, enfin aux étrangers, aux touristes chaque jour plus nombreux, l'intérêt que Montluçon présente moins encore par ses merveilleuses industries que par des édifices et des objets qui méritent d'être regardés comme de précieux spécimens du patrimoine d'art de la France.

CHANOINE JOSEPH CLÉMENT.



A. — BIBLIOGRAPHIE ⁽¹⁾

I. Les Sources manuscrites

AN ⁽²⁾. Archives Nationales :

A¹, 17; — F¹⁴, 138 et 165, routes et chemins; — G⁹, 147, Ursulines; — K, 898, levées d'impôts; — O, 647; O^b, 47, n° 19, Bernardines; n° 20, Ursulines; — P, 452 à 473, aveux et hommages; P, 773⁴³, déclarations de francs-fiefs; P^{ux}, 21, n° 316, serments à la constitution civile du clergé; — Q¹, 17, titres domaniaux; — Z¹, B, 730, fausses monnaies faites à Mn.

(1) Nous donnons à la Bibliographie — partie trop négligée jusqu'ici — le développement qui nous a paru nécessaire, non seulement pour indiquer les références de notre propre texte, mais aussi dans le but de fournir aux futurs historiens de Montluçon l'indication des indispensables sources de documents qu'ils devront utiliser pour écrire une monographie plus complète de notre ville, ou des études plus détaillées de certaines institutions du passé.

Pour les fonds des grands dépôts d'Archives, comme pour les ouvrages généraux, on trouvera aisément — en dehors des séries et des dossiers que nous avons cru utile de signaler spécialement — les documents concernant Montluçon, dans les inventaires publiés ou sur les fiches classées de ces dépôts, comme aussi dans les tables de ces divers ouvrages.

(2) Pour diminuer, au bas des pages, l'étendue des citations et des notes justificatives, nous désignons, sous des lettres conventionnelles ou des chiffres **gras**, les ouvrages lus ou utilisés, de manière à moins gêner le lecteur, tout en permettant aux érudits de juger de la valeur des références.

BN. Bibliothèque Nationale :

Département des Ms. N° 280 des V^c de Colbert, rapport de Pomme-reu, int. du Bourbonnais, 1664, f. 18; commanderie de Saint-Jean-entre-les-Vignes; f. 18^r, chapitre Saint-Nicolas; f. 24, prieurés et couvents; f. 90^r, châtelles; — NA L 2378, chapitre Saint-Nicolas; pièces div. et fondations d'obits.

— Fonds Gaignières, 22, 299, n° 654 du cabinet: T. 11, 20^e liasse: dénombrement des fiefs mouvant de la châtelles (pp. 60-62); 7^e registre, f. 199, les du Lyon.

ADA. Archives départementales de l'Ailier :

Séries: **A**, 8, 99, 100, 102-113, terriers et lièves des reçus; — **B**, spécialement 11, châtelles, audiences: 1616-1789. Pour le reste, cf. inventaire imprimé; — **C**, 112-121, bureau de Mn., XVIII^e s., contrôle des actes et insinuations des donations; — **D**, 43, 102, 103, église de Blanzat; Boireau, s^r des Tizons; — **E**, Pour les familles, cf. fiches alphabétiques, et spécialement les n^{os} 155, 163, 220, 292-3, 338, 396, 414, 451, 481-6, 491, 514, 519. — E^{AA}, Communes et municipalités; dossiers très importants pour l'histoire de Mn: privilèges de la ville, mémoires en sa faveur, serments des officiers; n° 8, lettres patentes de Henri IV (1593, juillet); consulter aux dates 1314, 25 mars, mandement de Jean I; 1360, 20 nov., mandement de Louis II; 1376, 14 mai, *id.*; 1377, 3 déc., ordonn. de G. Pradelle, lieut. du cap. et châtelain de Mn; 1411, 1413, 1416; 1418, 18 mars, mandement de Jean II, relatif aux fortifications de la ville; 1446, mai, lettres de Charles I^{er}, franchise et droits de bourgeoisie; — E^{BB}, 1464, 1573, 16 novembre, délibération des consuls; — E^{CC}^{6.7}, 1506, mandement d'Anne de France; — E^{CC}^{31.72}, fortifications et ponts anciens; — E^{DD}^{1.3. 11. 45. 16. 19. 20.25}, concernant la ville, les murailles et les institutions religieuses ou charitables; 18, 78. 81.82.83, topographie ancienne de Mn; — E^{EE}^{1.3. 6}, fortifications, armes à feu; — E^{FF}, pièces concernant les consuls de Montluçon n° 1 et les prieurs de Notre-Dame et de Saint-Pierre n° 25; — E^{GG}^{1. 2. 3}, pour la prieure de Saint-Pierre; les écoles de Mn; — E^{HH}^{1. 2}, lettre de Loys, duc de Bourbon; *id.*³, mandement de Pierre II; *id.*⁴, sur la requête du chapitre Saint-Nicolas; — **G**, Collégiale de Saint-Nicolas; nombreuses pièces, n^{os} 134-217 *bis*; consulter les fiches spéciales concernant cet important chapitre; — **H**, les prieurés de Mn; 377-393-4, 0,966; 572, Capucins; 675-9; 0,938, Cordeliers; 0,7860, 0,789, Bernardines; 0,805-7, Ursulines; 0,844-850, confréries, hôpitaux, Maison de la Charité, les « Charités ».

Pour la période *révolutionnaire* (**L**) (spécialement: L. 499) et les *séries modernes*: **M** (administration générale), **N** (administration départementale), **O** (administration communale), **P** (finances: cadastre, eaux et forêts, postes, chemins de fer, etc.), **Q** (biens communaux), **R** (guerre et affaires militaires, subsistances, garde nationale, gendarmerie), **S** (tra-

vaux publics, ponts-et-chaussées, voirie, cours d'eau et usines, navigation, canaux, mines, etc.), **T** (instruction publique, sciences et arts, bibliothèques, imprimeries, etc.), **U** (justice), **V** (cultes), **X** (établissements de bienfaisance, hospices, etc.), **Y** (établissements de répression, prisons), cf. les fiches et les dossiers rangés par ordre alphabétique dans chaque série.

ACM. Archives communales de Montluçon. A la mairie :

(Archives très dévastées au cours du XIX^e siècle.)

a) **Les Archives :** cf. : Répertoire des actes de sépulture de l'Hôtel-Dieu, 1736-1790; — Livre des Demoiselles et Dames de la Feste de Madame Sainte Anne et Sainte Elisabeth, depuis le XVII^e siècle; — Registre des noms et surnoms des enfants de l'Hospital dont les pères et mères sont inconnus, 1688-1701; — Terrier de la communauté de Saint-Pierre de Montluçon, 1649-1656; — Registre des délibérations du bureau de conciliation, an I; — Table alphabétique du terrier de la chàtellenie, fin XV^e s.; — Les registres des délibérations du conseil municipal.

b) **La Bibliothèque :** « Le Terrier des cens, rentes et devoirs deus chacun an à Messieurs de Saint-Nicolas », 1577-1595; — « Le Terrier de cens deubz chascung an à Monseigneur le Duc en la baillie de la Marche », 1492; — Deux tables alphabétiques de la « Baillie de Nérís », fin XV^e s.; — Actes de partages, achats, XV-XVIII^e s., documents sur Nérís, Quinssaines, Nassigny, etc.

c) **Etat-civil. Registres paroissiaux :** NOTRE-DAME: deux registres: 1) Baptêmes, 1650-1774; Sépultures, 1674-1733; — 2) Vendémiaire an VII.

SAINT-PIERRE: huit registres se faisant suite, 1620-1654; 1654-1674, contenant en plus le registre paroissial de Blanzat, 1641-1708; 1674-1700; 1700-1720; 1720-1739; 1740-1760; 1761-1777; 1778; avec 8 autres registres: 1590-1791; 1654-1790; 1733-1792; 1792-an IV; 1763-1779; an IV; vendémiaire an IX-an X; 1^{re} décade de vendémiaire an XI.

AAM. Archives des Amis de Montluçon :

Terrier et pièces diverses.

AP. Archives des particuliers :

a) A *Montluçon*, diverses personnes, -- appartenant aux Sociétés d'Emulation du Bourbonnais et des Amis de Montluçon, bien connues par leurs publications ou le légitime renom de leurs précieuses collections, — possèdent de nombreux documents et des manuscrits sur les institutions du passé, qui seront utilement consultés, ainsi que les

archives des établissements religieux, des notaires, des grandes administrations, de la Chambre de Commerce et de la sous-préfecture.

b) A *Moulins*, les archives de l'auteur : inventaire des titres du chapitre de Saint-Nicolas (1782-5), 1216 pièces ; divers registres de catholicité de l'ancienne paroisse de Châteauneuf et des paroisses de Mn ; séries de documents manuscrits, concernant la ville ; fonds Dufour : « Topographie du Bourbonnais », etc.

ADC. Archives départementales du Cher :

Séries G et H pour les anciennes paroisses et les établissements religieux de l'archiprêtré de Montluçon.

ADCr. Archives départementales de la Creuse :

Série H., fonds d'Evaux.

ADPD. Archives départementales du Puy-de-Dôme :

Séries G. et H., spécialement fonds de l'abbaye de Menat.

ADR. Archives départementales du Rhône :

Série H. : ordre des Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem ou de Malte ; — H. 5, membre de Saint-Jean-entre-les-Vignes à Mn ; — H. 139, f° 257, 460, description de la chapelle ; état de ce « membre ».

AEB. Archives ecclésiastiques de l'évêché de Bourges :

Pour la période antérieure à 1789, les pouillés et les dossiers de l'archiprêtré de Montluçon, et de l'archidiaconé de Narzenne.

AEC. Archives ecclésiastiques de l'évêché de Clermont :

Pour la période antérieure à 1789, fonds de l'archiprêtré de Menat ; depuis 1789, registres ecclésiastiques du conseil épiscopal ; organisation religieuse, circulaires, etc. ; de 1803 à 1823, fonds de l'Allier. (Cf. notre *Personnel concordataire dans le département de l'Allier*, pp. 57-58.)



II. Les Sources imprimées

§ 1. Ouvrages généraux

a). Les Périodiques

1. — Les *Almanachs et Annuaire du département de l'Allier*, depuis 1754.
2. — Les *Annales Bourbonnaises*, Moulins, imp. Et. Auclaire, six volumes, 1887-1892. Tables.

3. — *Les Archives historiques du Bourbonnais*, Moulins, imp. Crépin-Leblond; Durond, éd.; 1890-1894. Tables.
4. — *L'Art en Province*, Moulins, Desrosiers. 14 volumes in-4°, 1834-1858.
5. — *Bulletin de la Société d'Emulation et des Beaux-Arts du Bourbonnais*; collection depuis 1846. Moulins, imp. Desrosiers et ses successeurs. Cf. à la Bibliothèque de la Société la table manuscrite dressée par M. le Dr de Brinon: « Noms de lieux » jusqu'en 1910.
6. — *La Chronique Bourbonnaise*, directeur: Mgr de Conny, Moulins, imp. Desrosiers, 2 volumes in-8°, 1869-1870. T. I, p. 124, 218, 257; T. II, p. 25, 243, 265, 364.
7. — *La Quinzaine Bourbonnaise*, Moulins, imp. Crépin-Leblond, 1892-1901. Tables.
8. — *La Revue Bourbonnaise*, Moulins, imp. Et. Auclaire, 1884-1897. Tables.
9. — *La Revue Scientifique du Bourbonnais et du Centre de la France*, Moulins, imp. Et. Auclaire; depuis 1888. Tables.

b). Les Livres

10. — ALARY (L.-J.): *Petite Géographie historique, commerciale et agricole de l'Allier*, Moulins, imp. P.-A. Desrosiers, 1851.
11. — *Ancien Bourbonnais*, par MM. Achille Allier, Michel, Batissier. [D'après les recherches, documents, dessins de M. Dufour], 1833-1838, 2 vol. et un album, in-folio, Moulins, imp. Desrosiers, éditeur; spécialement T. II, l'oy. *pitt.*
12. — ARBOIS DE JURAINVILLE (D'): *Recherches sur l'origine de la propriété foncière et les noms des lieux habités en France*, Paris, 1890.
13. — ARDOUIN-DUMAZET: *Voyage en France: Bourbonnais et Haute-Marche*, Berger-Levrault, 27^e série, 1903.
14. — ARGOUGES (Florent D'): *Procès-Verbal de la Généralité de Moulins* (1686), publié par M. Vayssière, Moulins, imp. Et. Auclaire, 1892.
15. — ASSISES SCIENTIFIQUES DU BOURBONNAIS, Moulins, 19-22 novembre 1866, imp. C. Desrosiers, MDCCCLXVII.
16. — AUNAY (Alfred D'): *Voyage en France: Allier*, Paris, Paul Dupont, éditeur, 1882.
17. — AUROUX DES POMMIERS: *Coutumes générales et locales du pays et duché du Bourbonnais*, 1732-1780.
18. — BARAILLON: *Recherches sur les peuples cambiotvicenses*. Paris, Dentu, 1806.
19. — BERTHOUMIEU (Chanoine): *Atlas géologique du département de l'Allier*. Moulins, imp. Et. Auclaire, 1900.
20. — BÉTENCOURT (Dom): *Noms féodaux de ceux qui ont tenu fiefs en France*, Paris, chez Beaune-Durand. 2 vol. in-8°, 1826.

21. — BIERNAWSKI (Louis): *Formation et Organisation du département de l'Allier*. Thèse, 1908.
22. — — — *Un Département sous la Révolution française (L'Allier, de 1789 à l'an II)*, Moulins, L. Grégoire, éd., 1909, in-8°, 452 pages.
23. — BOUCHARD (Ernest): *Les Guerres de religion et les Troubles de la Fronde en Bourbonnais*, Moulins, imp. Desrosiers, 1867.
24. — BOULANGER (C.): *Statistique géologique et minéralogique du département de l'Allier*, avec atlas, Moulins, imp. Desrosiers, 1844.
25. — BRETTE: *Recueil de documents relatifs à la convocation des Etats généraux*; et Atlas des Bailliages ou Juridictions assimilées ayant formé unité électorale en 1789.
26. — CATALOGUE DU MUSÉE DE MOULINS, Moulins, imp. Desrosiers, 1885, p. 137: 39 pièces trouvées dans le pont de Mn; p. 138: monnaies de Guy de Dampierre.
27. — CHAZAUD (M.-A.): *Dictionnaire des noms de lieux habités du département de l'Allier*, Moulins, Desrosiers, imp., 1881, in-16.
28. — — — *Etude sur la chronologie des sires de Bourbon (X^e-XII^e siècle)*, Moulins, C. Desrosiers, imp., MDCCCLXV.
29. — — — *La Chronique du bon duc Loys de Bourbon*, Paris, Lib. de la Société de l'Histoire de France, rue de Tournon, 6, MDCCCLXXVI.
30. — — — *Les Villes franches du Bourbonnais (XI^e-XV^e s.)*, publ. dans les *Archives historiques du Bourbonnais*, I, 1890.
31. — — — *Fragments du cartulaire de La Chapelle-Aude*, Moulins, imp. C. Desrosiers, 1860, tirage à part du « Bulletin de la Soc. d'Emulation », T. VI, 1860. — *Additions au cartulaire de La Chapelle-Aude* (Bull. Soc. d'Emulation, T. VII, 1861).
32. — CHÉNON (Emile): *Histoire et coutume du prieuré de La Chapelle-Aude*, Paris, 1915, Lib. de la Soc. du recueil Sirey.
33. — — — *Le « Pays » de Berry et le « Déroit » de sa coutume*. Lib. du recueil Sirey, 1916.
34. — — — *Les Voies romaines du Berry*, Lib. de la Société du recueil Sirey, Paris, 1922.
35. — CLÉMENT (Chanoine Joseph): *Le Personnel Concordataire dans le département de l'Allier, 1801-1803*, Moulins, Grégoire, éd., 1904. (Cf. ouvrages locaux.)
36. — COIFFIER-DEMORET: *Histoire du Bourbonnais*, Paris, Michaud, 1816.

37. — CONGRÈS ARCHÉOLOGIQUE, tenu à Moulins en 1854: pp. 19, 41, 42, 57, 59, 95, 115-6, 127 (Saint-Pierre), 130, 133 (Notre-Dame), 187 (*id.*), 211, 250, 252, 256, 259, 263, 266, 303-5, 309.
38. — CORNILLON (Dr): *Le Bourbonnais sous la Révolution française*; Vichy, Bougerol, 1888. — **38 bis**, *Vente des biens nationaux*, Moulins, Lib. L. Grégoire, 1911. — **38 ter**, *L'Enseignement à Moulins et à Montluçon à la fin du XVIII^e s. et au commencement du XIX^e*. 1922.
39. — COUPAS: *Le Département de l'Allier*, Moulins, Armand Couvreur, 1883.
40. — DÉSORMEAUX: *Histoire de la Maison de Bourbon*, 5 vol. in-4°, imp. Royale, 1779-1788.
41. — *Dictionnaires départementaux: L'Allier*. Notice sur les notabilités, et portraits. Paris, Flammarion, éd., 1900, in-8°.
42. — DUBUISSON-AUBENAY: *Voyage en Bourbonnais*, 1646.
43. — DULAC (L^a-Colonel): *Les Levées départementales dans l'Allier (Histoire des bataillons de volontaires de l'Allier)*. Paris, Plon, 1911.
44. — DULAURE (J.-A.): *Description des principaux lieux de France*, 1788-9, 6 vol. in-12.
45. — ESMONNOT (L.): *Nérès: Vicus Neriomagus*. Moulins, imp. Et. Auclaire, 1885.
46. — FAZY (Max), archiviste du département de l'Allier: *Les Origines du Bourbonnais*, impr. du « Progrès de l'Allier », 2 volumes in-8°, 1924.
47. — FÉRAULT-DAIGNET (Jean): *Topographie du Duché de Bourbonnoys*, 8, 1886-1887.
48. — FODÉRÉ (Père Jacques), religieux cordelier: *Narration historique et topographique des couvents de l'ordre de Saint-François*. Lyon, P. Rigaud, 1619, in-4°.
49. — *Gallia christiana*. Paris, éd. Palmé, MDCCCLXXIII; T. II, Province de Bourges.
50. — GAUME: *Recueil des Usages locaux*. Clermont-Ferrand, imp. A. Joachim, 1907.
51. — GAUTIER (Pierre): *Nouveaux extraits du cartulaire de La Chapelle*, tirage à part d'un article paru dans le « Bulletin de la Société d'Emulation du Bourbonnais », 1912, janvier.
52. — GLANGEAUD: *Le Massif Central de la France*, Clermont-Ferrand, imp. Joachim, 1919.
53. — GUILBERT (Aristide): *Histoire des Villes de France*, Paris, Furne, 1845.
54. — GUTTON (Paul): *Monographie économique de l'Allier*, Moulins, imp. du Progrès, 1919.
55. — HUET: *La France pittoresque: Département de l'Allier*, 1835.
56. — HUGUET, préfet de l'Allier: *Tableau de la situation du département de l'Allier*, 1802.

57. — HUILLARD-BRÉOLLES: *Inventaire des titres de la maison ducal de Bourbon*, Paris, Plon, 2 volumes in-4°; T. I, par M. Huillard-Bréolles, 1867, XIV-616 pp.; T. II, par M. Lecoy de la Marche, 1874, 536 p., plus une table.
58. — JOUIMONT (DE): *L'Allier pittoresque*, Moulins, Martial Place, éd., 1850.
59. — LA MURE (Chanoine Jean-Marie DE): *Histoire des ducs de Bourbon et des comtes de Forez*, Paris, Potier et Picard, 1860-1897, 4 vol. in-4°. Voir T. IV, Tables générales, par le comte Léon de Poncins.
60. — LA THAUMASSIÈRE (Thomas DE): *Histoire du pays et duché de Berry*, Bourges, François Toubeau, impr. 1689.
61. — LAVERGNE (Géraud): *La Guerre anglaise en Bourbonnais* (1356-1366).
62. — — — *Le parler bourbonnais aux XIII^e et XIV^e s.*, Moulins, imp. Crépin-Leblond, Grégoire, éd., 1909.
63. — LE VAYER (Intendant J.): *Mémoire de la Généralité de Moulins, 1698*, publié par Pierre Flament, archiviste de l'Allier, Moulins, imp. Crépin-Leblond, L. Grégoire, éd., 1906.
64. — LEWIS (B.): *Physiologie du Bourbonnais*, illustrée de 60 gravures par Pottin, Moulins, imp. P.-A. Desrosiers (s. d.).
65. — MAS-LATRIE: *Trésor chronologique* (1889), 1643.
66. — MAUVE (E.): *Le Bourbonnais sous la Seconde République (1848-1851)*, Moulins, imp. du Progrès social, 1909.
67. — MÉPLAIN (E.): *Les Jurisconsultes du Bourbonnais. Sa législation et son administration judiciaire*. Moulins, lib. André Paris, 1888.
68. — MÉTÉNIER (Joseph) (le Chanoine BOURNICHON): *Le Château de l'Ours par le Roc-Dussaint*, Paris, Blériot et Gautier, lib. éd., 1832.
69. — MONTÉGUT (Emile): *En Bourbonnais et en Forez*, Paris, Hachette, 1875.
70. — MOREAU DE NÉRIS: *Néris, capitale des Gaules*, Paris, Leroux, 1902, in-4° illustré de nombreuses gravures.
71. — MORET (le chanoine J.-J.): *Les Ecoles bourbonnaises avant 1789*.
Extrait de *La Croix de l'Allier*,
Moulins, imp. Et. Auclaire, 1894.
72. — — — *Les Paroisses Bourbonnaises*, T. I,
Moulins, imp. Bourbonnaise, 1902. (D'après les pouillés du diocèse de Bourges.)
73. — NADEAU: *Voyage en Bourbonnais*, Paris, 1865, in-12.
74. — NICOLAS DE NICOLAY: *Description générale du Bourbonnais*, 1569, édition Vayssièrre. Moulins, imp. Et. Auclaire, 1889.
75. — PÉRARD (A.): *Matériaux pour la flore du Bourbonnais*, 1884-1885, Montluçon.

76. — PÉROT (Francis): *Du caractère ethnique du Bourbonnais*, Montluçon, 1897.
77. — POEY-D'AVANT: *Monnaies féodales de France* (1858), 1, 331-3.
78. — POMMEREU (A. Robert DE): *Mémoire de la Généralité de Moulins* (1664), (Arch. départementales de Moulins, et Bibl. N^{le} des V^e de Colbert).
79. — POTIER (Jacques), « avocat en parlement, lieutenant en la ville, terre et justice d'Huriel-en-Bourbonnois »: *Les Coustumes du pays et duché de Bourbonnois*, Paris, chez la Veusve G. Loyson, MDCLIII.
80. — RAVISSETTE: *Guide Ravisette: Allier*, 1893-1894.
81. — RAVEUR (L.-A.): *Les Départements français: L'Allier*, Moulins, à la direction des « Départements français », rue d'Orvilliers, 13, 1891, imp. Et. Auclaire.
82. — RAYNAL: *Histoire du Berry*.
83. — ROY (Jules): *Les Coutumes des Villes franches du Bourbonnais* (XII^e-XV^e siècles).
84. — SALADIN: *Hydrographie du département de l'Allier*.
85. — SOULTRAIT (le Comte DE): *Armorial du Bourbonnais*, 2^e édition, publiée par M. Roger de Quirielle; Moulins, André Paris, lib. éd., 1890. 2 vol. in-4°, avec planches en couleurs.
86. — THOUARE (Antoine): *Les Etats provinciaux de la France centrale sous Charles VII*; Paris, Champion, éd., 1879.
87. — TOUCHARD-LAFOSSE: *La Loire historique*, Paris.
88. — TUDOT (Edmond): *Carte des Voies romaines du département de l'Allier*. Paris, Rollin, éd., 1859.

(A suivre.)

CHANOINE J. CLÉMENT.





La mésaventure de Rochon de Valette à Moulins en 1780

Le 22 janvier 1780, vers les 9 heures du matin, les habitants de la rue des Augustins (actuellement rue Michel-de-l'Hospital) virent se dérouler une scène qui était bien de nature à exciter leur curiosité.

Deux hommes venaient de s'arrêter devant le couvent des Augustins, où Messieurs les Officiers du Bureau des Finances tenaient leurs séances. L'un d'eux, un inconnu, devait être, à en juger d'après son costume, un personnage de quelque importance. L'autre, bien connu à Moulins, était Maître Boulard, notaire en cette ville, où il avait succédé depuis peu à Maître Beraud, décédé. Le personnage inconnu qu'il assistait, ès-qualités, était Antoine-Isaac Rochon de Valette, conseiller du Roy, assesseur civil, lieutenant particulier criminel en la sénéchaussée et présidial de Guéret.

Il s'était rendu à Moulins de Guéret, où il résidait deux jours auparavant, ayant ainsi fait vingt lieues de poste, et son premier soin avait été de se présenter en l'hôtel de Monsieur le Procureur du Roy du tribunal de Messieurs les Officiers du Bureau des Finances, pour lui faire part du motif de son transport, qui était de rendre entre les mains de ces derniers les foyes et hommages qu'il devait personnellement au Roy son sire et très auguste monarque, pour deux fiefs lui appartenant, le fief de Villepetoux, en la paroisse de Saint-Feyre, près Guéret, et celui de Chabanne, en la paroisse de Saint-Victor, comme aussi pour faire pareils foyes et hommages pour dix autres personnes qui possédaient des fiefs aux environs de Guéret, conformément aux procurations qu'il avait reçues d'elles à cet effet.

Mais il éprouva de la part de Monsieur le Procureur du Roy

et de Monsieur de Chaux, Président du Bureau des Finances, des difficultés, tant sur la forme nouvelle de se présenter pour être admis à rendre les susdits foy et hommages que sur les suites de ces mêmes foy et hommages, et il insista vainement pour obtenir qu'il y fut procédé, conformément aux dispositions textuelles de la coutume du Comté de la Marche. Le jour suivant, 21 janvier, il s'était présenté de nouveau à Monsieur le Procureur du Roy; mais il l'avait trouvé dans les mêmes dispositions que le jour précédent, ce qui l'avait mis dans la nécessité de se transporter au Bureau des Finances, à l'ouverture de sa séance, pour obtenir par le secours d'un réquisitoire en règle, qu'il fût entendu sur sa demande, ou tout au moins qu'il lui fût donné acte de ses diligences.

Il avait eu la mortification et de voir mépriser son réquisitoire, et d'éprouver un refus formel de lui donner acte de ses diligences.

Pour parer à cet événement inattendu, il avait estimé qu'il n'avait d'autre parti à prendre que de faire signifier par le ministère de Mandosse, huissier à la police, un acte qui fut contrôlé sur le champ, par lequel il suppliait derechef Messieurs les Officiers du Bureau des Finances et Monsieur le Procureur du Roy de le recevoir le jour suivant, 22 janvier, à 9 heures du matin, heure ordinaire des séances du dit bureau, à l'effet de rendre les susdits foy et hommages.

Mais craignant que cet acte ne produise pas plus d'effet que le réquisitoire par lui déjà fait, avec cette honnêteté, cette décence et ce respect qui sont dus à tous les corps de la magistrature, et comme l'article 206 de la Coutume du Comté de la Marche, portait que si le Seigneur refusait sans cause raisonnable de recevoir son vassal à foy et hommage, le vassal pouvait se présenter devant la porte du lieu dont dépendait le fief, et illec, en présence de notaire, faire ces foy et hommages comme il aurait fait s'il avait trouvé son seigneur féodal ou autres pour lui, il requit Maître Boulard de l'accompagner à la porte du lieu des séances du Bureau des Finances, à l'effet d'être présent aux susdits foy et hommages qu'il serait forcé de faire au Roy son sire, à la porte du dit bureau.

C'est pourquoi Maître Boulard, ayant cru que le devoir de

sa charge l'obligeait d'adhérer à cette réquisition, s'était rendu le 22 janvier 1780, à 9 heures du matin, avec le sieur Rochon de Valette, à la maison religieuse des Augustins, où Messieurs les Officiers du Bureau des Finances tenaient leurs séances.

Aussitôt arrivés à la porte du couvent, ils sonnèrent le timbre qui s'y trouvait, mais la porte resta fermée.

Et après avoir attendu de neuf heures à dix heures et demie, Rochon de Valette enleva sa ceinture, et, tête nue, les mains jointes, les deux genoux en terre, conformément aux articles 187 et 188 de la Coutume du Comté de la Marche, déclara à haute et intelligible voix que, ne pouvant être assez heureux pour être introduit dans le Bureau des Finances, il allait rendre à la porte d'icelui, au Roy son sire et très auguste monarque, à cause de son comté de la Marche, les susdits foy et hommages.

Et à cet effet, il déclara, à même voix entrer envers le dit seigneur Roy en foy et hommage d'abord pour lui Rochon de Valette et se dire son vassal pour ses fiefs de Villepetoux et de Chabanne, lesquels deux fiefs il tenait de Sa Majesté, promettant et jurant le servir dorénavant envers et contre tous et accomplir tout le contenu ès chapitres de fidélité anciens et nouveaux.

Il fit ensuite les mêmes déclaration et aveux de vassalité pour chacun de ses dix mandants pour les fiefs ou parties de fiefs dont ils étaient possesseurs dans le comté de la Marche.

1° Alexandre-François Marigot, marquis de Saint-Feyre, sénchal et grand Bailly d'Epée de la province de la Marche.

2° Dame Marguerite de Préaux, veuve de Henri de Madot, seigneur de Jouillac, Boisfranc et autres lieux.

3° Etienne de Seiglière, chevalier, seigneur baron du Breuil.

4° Jean-Baptiste Tourniol, écuyer, seigneur de Valades, capitaine au régiment d'Armagnac.

5° Joachin Delafont, procureur du Roy de la Maréchaussée au département du Bourbonnais.

6° Jean-Baptiste Tourniol de la Rode, capitaine des chasses, Maître des eaux et forêts de la province de la Marche.

7° Jean-Joseph Fillioux de Saint-Sulpice, Conseiller du Roy élu en l'élection de Guéret.

8° Dame Rebière, veuve de Pierre Carteau, avocat en parlement.

9° Pierre Baraudon, bourgeois.

10° François Nivaud, laboureur.

Cependant, cette scène inaccoutumée avait attiré un certain nombre de curieux : compères et commères du voisinage, gens de métier, apprentis, bourgeois, manants, laquais, se pressaient tout autour pour mieux voir Rochon de Valette à genoux humblement et pour mieux entendre ce qu'il disait. Des laitières qui passaient, retournant à leurs locateries vers Saint-Bonnet ou Yzeure, s'étaient arrêtées et, juchées sur leurs ânes, regardaient. Quelques religieux augustins portant des corbeilles vides des fleurs qu'ils venaient de vendre en ville, s'étaient approchés avant de rentrer au couvent et interrogeaient pour savoir si ce n'était pas quelque dévôt pèlerin venu de loin pour s'acquitter d'un vœu comme autrefois.....

Lorsqu'il eut terminé, Rochon de Valette se releva de terre, rajusta sa ceinture, puis il requit Maître Boulard de dresser du tout procès-verbal.

Ce procès-verbal, dont nous venons de faire le résumé, est dans les minutes de Maître Monnac, notaire à Moulins, mon successeur.

SABATIER.



NÉCROLOGIE

LE BARON MICHEL DE TRÉTAIGNE

Notre confrère Jean-Baptiste-Alexandre-Marie-Léon, Baron Michel de Trétaigne, officier de la Légion d'honneur, chevalier magistral de l'Ordre de Malte, décoré de la Croix de guerre, membre du Conseil général de l'Aisne, maire de Festieux (Aisne), y est mort, en son château à peine relevé de ses ruines, le 21 août 1923.

Issu d'une ancienne famille de la région de Montluçon, y possédant depuis près de deux siècles la terre de Trétaigne, il était né à Paris, le 11 janvier 1856 (1).

Après de fortes études, plusieurs fois lauréat du concours général des Lycées de Paris, le Baron de Trétaigne fit son droit et se fit inscrire au barreau de Paris, puis fut, en 1875, reçu premier au concours pour l'inspection des finances.

En 1882, il donnait sa démission d'inspecteur adjoint des finances et devenu, par son mariage avec Mademoiselle Charlotte du Cauzé de Nazelle, possesseur du château de Festieux, s'adonnait à l'agriculture et acceptait les fonctions de maire de la commune de Festieux, qu'il a remplies pendant quarante ans.

En 1891, il entra au Conseil général de l'Aisne et, pendant trente-deux ans, y représenta le canton de Neufchâtel.

Lorsque survint la grande guerre, malgré son âge, le Baron de Trétaigne partit au premier jour comme sous-intendant militaire de 2^e classe de l'armée territoriale et, du 2 août 1914 au 4 avril 1919, soit pendant 4 ans, 8 mois et 8 jours, rendit les meilleurs services et parfois dans les circonstances les plus critiques. Pendant ce temps, il fut en effet sous-intendant divisionnaire des 81^e et 102^e Divisions d'Infanterie territoriale, de la 81^e Division d'Infanterie active, de la 1^{re} Division de cavalerie à pied, restant au front pendant trois ans et deux mois, ne rentrant à l'intérieur que par application des nouvelles décisions sur la limite d'âge.

(1) Sur la famille Michel de Trétaigne, voir la *Collection des Gozis* et aussi le *Bulletin*, 1910, p. 90, et 1923, p. 324.

Deux citations à l'ordre du jour, deux lettres de félicitations vinrent successivement témoigner des services de notre confrère.

Le 9 décembre 1916, le Baron de Trétaigne recevait cette première citation :

« Le général commandant la 81^e division territoriale cite à l'ordre du jour... Le Sous-Intendant militaire Michel de Trétaigne, Sous-Intendant de la 81^e division territoriale.

« Dégagé par son âge de toute obligation militaire, a donné un bel exemple de devoir en reprenant du service à la mobilisation, et s'est dé-pensé sans compter depuis cette date, rendant les meilleurs services partout où il a été employé :

« A dirigé successivement le service de l'Intendance dans deux divisions territoriales avec beaucoup de zèle et d'activité, dans des circonstances parfois très difficiles, payant largement de sa personne et ne craignant pas de s'exposer pour assurer son service, notamment pendant les combats d'octobre et de novembre 1914, et pendant la défense d'un secteur, d'août à novembre 1916.

« Le général commandant la 81^e Division.

« Signé : BAJOLLE. »

Moins de deux ans plus tard, il recevait cette seconde citation :

« Est cité à l'ordre du service de l'Intendance du 34^e Corps d'armée :

« M. Michel de Trétaigne, Sous-Intendant militaire de 2^e classe du cadre auxiliaire de l'Intendance.

« Sous-Intendant du cadre auxiliaire de haute valeur morale et du plus grand mérite.

« Malgré son âge, a continué son service au front, où, toujours préoccupé du bien-être des troupes, il s'est dépensé sans compter, allant fréquemment dans les postes les plus exposés se rendre compte des besoins du soldat. On l'a vu, dans maintes circonstances, en plein combat, méprisant le danger, aller s'assurer du bon fonctionnement du ravitaillement, donnant ainsi aux jeunes générations l'exemple des plus solides qualités militaires et françaises.

« Au Q. G. (Secteur postal 42), le 19 avril 1918.

« L'Intendant militaire du 34^e C. A. Signé : POMMEROL. »

Deux jours auparavant, le Baron de Trétaigne avait reçu la lettre suivante :

« Q. G., le 17 avril 1918.

« Le Général Brécard, commandant la 1^{re} Division de Cavalerie à pied, à Monsieur le Sous-Intendant militaire de 2^e classe, de Trétaigne.

« Monsieur l'Intendant,

« Au moment où vous allez quitter la 1^{re} D. C. P., je tiens à vous adresser tous mes remerciements pour les bons services que vous y avez rendus.

« Depuis le début de la guerre, vous n'avez pas ménagé votre peine. Dans tous les emplois que vous avez exercés, vous n'avez jamais cessé de vous donner corps et âme, à la tâche qui vous était imposée.

« Parvenu à l'âge où tant d'autres se reposent, vous avez demandé à rester en fonctions, et vous avez donné un exemple que les jeunes générations pourront suivre avec profit.

« Vous avez été un bon serviteur du pays.

« Je tiens surtout à vous dire combien il m'a été agréable personnellement de retrouver, après bien des années, le parfait galant homme que j'avais appris à connaître et à respecter pendant nos premières années de jeunesse.

« Nous garderons, Monsieur l'Intendant, le souvenir de vos belles et solides qualités, si militaires, si françaises : et je souhaite ardemment que la proposition pour Officier de la Légion d'honneur, faite en votre faveur, que je renouvelle aujourd'hui, et que le général commandant le 34^e Corps d'armée m'a promis d'appuyer chaleureusement, reçoive bientôt une suite favorable.

« Signé : BRÉCARD. »

Et en effet, la rosette d'officier de la Légion d'honneur vint bientôt, avec la Croix de guerre, l'honorariat du grade et une lettre de félicitations du Ministre de la Guerre, affirmer encore les services du Baron Michel de Trétaigne.

De son côté, le Conseil général de l'Aisne voulut rendre hommage à notre confrère et le proclama, à l'unanimité, vice-président.

La paix allait apporter au Baron de Trétaigne une nouvelle tâche à remplir : la reconstitution de sa commune, de son canton dévastés par les Allemands. Il s'y donna de tout son cœur, de toute son énergie, et l'on peut dire qu'il est mort à la peine.

Tant d'occupations pressantes et variées ne suffisaient pas à accaparer l'activité du Baron de Trétaigne. Reçu en 1899 Donat d'honneur et de dévotion de l'Ordre de Malte, après avoir fait les preuves de noblesse requises, ses services le firent nommer, le 9 mai 1908, chevalier magistral. Au sein de l'Association française des Chevaliers de Malte, il accepta les fonctions de membre du Conseil et assumait celles si délicates et si absorbantes de Chancelier.

Le Baron de Trétaigne était en outre un remarquable érudit et si c'était dans l'Aisne qu'il était appelé à déployer sa plus grande activité, il n'oubliait pas le Bourbonnais, patrie de ses ancêtres. Fervent explorateur de la collection des Gozis, il recueillait avec

soin toutes les publications historiques relatives à notre province. Mis en rapport avec moi à l'occasion de ses recherches sur le Bourbonnais, il avait tenu à prendre rang dans notre compagnie. J'avais été heureux de le présenter, le 2 mars 1908, et de le voir reçu le 6 avril suivant. Il a enrichi plus d'une fois notre bibliothèque et nous lui devons notamment un ouvrage non mis dans le commerce et tiré à un nombre restreint d'exemplaires : *L'Ordonnance des Chevaliers de Malte, du Baron de Montagnac*.

Tous ceux d'entre nous qui ont connu le Baron de Trétaigne, ceux notamment qui furent ses confrères au sein de l'*Association française des Chevaliers de Malte*, garderont le pieux souvenir de cet homme de bien, mort comme il avait vécu, fidèle à toutes les traditions qui ont fait la force et la grandeur de notre patrie.

PHILIPPE TIERSONNIER.

BIBLIOGRAPHIE

Le Bourbonnais et le Berry, choix de textes précédé d'une étude,
par Augustin BERNARD. Paris, librairie Renouard, H. Laurens,
éditeur, 1923.

Le nouvel ouvrage de notre confrère vient, par une gracieuse attention dont nous lui sommes redevables, d'enrichir, dès son apparition, notre bibliothèque. Il fait partie d'une série d'anthologies illustrées : *Les Provinces françaises*, publiées sous la direction de M. Henry Marcel, directeur honoraire des Musées nationaux.

Voisins géographiquement, les deux provinces se trouvent tout naturellement réunies sous la couverture d'un même volume. Cette réunion s'explique encore historiquement. On ne saurait oublier en effet que l'ancienne viguerie de Bourbon (le futur Bourbon-l'Archambault), noyau primitif du Bourbonnais, était entièrement berruyère.

Comme l'indiquent le titre et le sous-titre, le livre se divise en deux parties. La seconde est un choix de textes se rapportant au

Berry et du Bourbonnais, empruntés aux auteurs de tous genres, anciens et modernes. La première partie, c'est « l'étude », Là se trouve le vrai travail de M. Bernard. Notre confrère parle d'abord des régions naturelles du Berry et du Bourbonnais ; puis, à très larges traits, il résume l'histoire des deux provinces, remontant aux plus anciennes limites de la préhistoire, pour ne s'arrêter qu'à l'époque contemporaine. Vient ensuite l'étude du type physique et du caractère des habitants et enfin les mœurs, coutumes, langage, croyances, fêtes provinciales, etc...

De nombreuses illustrations documentaires, une carte, une bibliographie et des tables complètent un ouvrage intéressant, pour lequel notre érudit confrère a eu la gracieuse collaboration de sa fille, Mademoiselle Anne-Marie Bernard, ainsi qu'il en informe le lecteur dès la première page. Cette noble et affectueuse « émulation » entre père et fille ne peut évidemment que toucher profondément notre compagne.

Pour ma part, je regrette que dans le résumé historique du Bourbonnais, M. Bernard, tout comme M. Viple (1), n'ait rien dit du grand mouvement social qui fit passer la classe agricole de l'esclavage au servage, puis, par le bail à cens, à la liberté ; qu'il n'ait pas noté non plus l'époque où apparut le métayage dont l'influence est encore si grande sur notre agriculture. Rien dit non plus de tant de villes franches d'origine religieuse ou laïque. C'est là pourtant que, sortie en majeure partie de la plèbe agricole, vint se former une bourgeoisie qui a joué aussi un grand rôle dans notre histoire et, petit à petit, par des anoblissements dus à la bienveillance du prince, aux services rendus ou aux charges exercées, alla souvent renforcer les rangs éclaircis de la vieille noblesse féodale.

Page 58 de son livre, M. Bernard, qui reproduit textuellement un passage de l'*Histoire du Berry*, de Raynal (I, préliminaires LI), nous dit : « Au XI^e siècle, on ne donnait encore le nom de Bourbonnais (*Borbonenses*) qu'aux habitants du pays situé sur la rive gauche de l'Allier ; les habitants de la rive droite, qui relevaient du sire de Bourbon, s'appelaient les Transaléritains (*Transaleritani*), habitants d'Outre-Allier. » C'est, à mon sens, tirer une

(1) *Histoire du Bourbonnais*, Moulins, Société des Etudes locales, 1923.

conclusion excessive d'un passage d'une charte par laquelle Archambaud II, sire de Bourbon, fait, vers le milieu du XI^e siècle, une donation en faveur du prieuré de Saint-Léopardin [d'Augy], dépendant de Saint-Sulpice, diocèse de Bourges. On lit en effet dans cet acte (1) : « ...ipse prefatus princeps Archembaldus omnesque cum eo procures Borbonensium necne cum eis quidam Transaleritanorum... »

Or, de ce texte, on peut conclure seulement, me semble-t-il, que le sire de Bourbon, assisté des principaux vassaux de sa seigneurie de Bourbon, auxquels se joignent certains autres vassaux d'Archambaud, habitant sur l'autre rive de l'Allier, comparaissent à l'acte en question.

Les termes : *omnes procures Borbonensium* ne s'appliquent ici, selon moi, qu'aux vassaux immédiats du *princeps Archembaldus*, à ceux qui habitaient le primitif noyau de la seigneurie, à ceux peut-être qui faisaient partie de sa cour féodale, ou de sa « mesnie ».

Quant aux mots *quidam Transaleritanorum*, ils n'ont pour but que de désigner l'habitat de quelques personnages possessionnés sur l'autre rive de l'Allier. Et du texte reproduit ci-dessus, le seul à ma connaissance où le mot transaleritain soit employé, il me paraît excessif de conclure que ce soit un nom officiel de *pays*.

Nous verrons ce qu'en dira M. Fazy, dans ses *Origines du Bourbonnais* (2), car ce texte important ne lui a pas échappé.

M. Bernard, continuant à reproduire Raynal, corrige quelque peu sa précédente affirmation même en ce qui concerne les *Borbonenses*, car il ajoute, après son devancier : « Ce n'est que dans le courant du XII^e siècle que la séparation définitive d'une partie de la province du Berry et la formation d'une seigneurie particulière sous le nom de *Baronnie de Bourbon* et plus tard *Bourbonnais*, paraît avoir passé dans le langage officiel. » Les *transaleritani* ont donc dû, jusque-là, rester Bourguignons ou Nivernais.

Au surplus, de cette réflexion inspirée par un passage de son livre, M. Bernard ne voudra bien retenir qu'une chose, l'intérêt avec lequel je l'ai lu.

PHILIPPE TIERSONNIER.

(1) Cartulaire A de Saint-Sulpice, f^o 82.

(2) Il s'agit ici des deux volumes mis en souscription par l'archiviste de l'Allier et dont les lecteurs du *Bulletin* ont eu connaissance par l'annonce encartée dans un précédent numéro.

Un double Centenaire. *Etablissement de l'Evêché de Moulins ; son premier évêque : 1823*, par le Chanoine JOSEPH CLÉMENT, membre correspondant du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, inspecteur de la Société française d'Archéologie, membre associé de la Société nationale des Antiquaires de France, ancien vice-président de la Société d'Emulation du Bourbonnais. — Moulins, Librairie historique du Bourbonnais, Marcel Chambalous-Testard.

La création d'un diocèse à Moulins a été l'objet de nombreuses négociations partiellement racontées par les contemporains, mais qui n'avaient jamais fait le sujet d'une étude suivie et spéciale.

A l'occasion du centenaire de cet évêché, M. le chanoine Joséph Clément a réuni tous ces documents épars, en a analysé la substance et a présenté au public un ouvrage aussi intéressant qu'instructif. Bien plus, cette question qui paraît, au premier abord, exclusivement locale, grâce à l'abondance et à l'inédit des pièces consultées, prend une envolée qui dépasse de beaucoup les limites de notre province et devient une œuvre d'histoire générale.

La première partie du livre est consacrée à l'examen des projets conçus pour l'établissement d'un évêché à Moulins.

Le territoire du Bourbonnais, domaine féodal taillé dans les pays voisins par les Archembaud, puis augmenté par les ducs par voie de conquêtes, d'alliances, d'annexions ou d'échanges, se ressentait de cette formation arbitraire. Les divisions ecclésiastiques subsistaient, en dépit des changements politiques. Les évêques d'Autun, de Bourges, de Clermont et de Nevers se partageaient l'autorité spirituelle du Bourbonnais. Il ne paraît pas que les sires de Bourbon, non plus que les ducs, occupés plus ou moins, les uns et les autres, d'expéditions belliqueuses, se soient préoccupés de cette situation quelque peu anormale. Les princes de Condé absorbèrent leur activité dans d'autres questions.

Le pouvoir royal, sollicité à la fois par le Chapitre de la Collégiale et par les assemblées délibérantes des habitants, s'émut et arrêta une solution plus conforme aux vœux des populations.

Pendant les dernières années de son règne, Louis XVI décida de faire enfin de Moulins le siège d'un nouveau diocèse, dont il demanda, dès 1788, au Souverain Pontife, l'érection canonique. Après

l'exposé des raisons, la requête royale indiquait les bénéfices de nomination royale qui formeraient la dotation de l'évêché de Moulins. L'union de l'abbaye royale de Saint-Menoux et de l'abbaye de Bénévent, diocèse de Limoges, fournirait 20.000 livres, dont bénéficierait le chapitre nouveau. Le roi proposait enfin comme candidat l'abbé des Gallois de la Tour. Le consentement unanime de tous les intéressés, et ils étaient cependant nombreux : le prince de Condé, usufruitier du duché du Bourbonnais, le chapitre collégial de Moulins, l'assemblée communale, le prieur de Souvigny, l'abbé de Bénévent, l'abbesse de Saint-Menoux, le métropolitain de Lyon, l'évêché de Clermont, l'archevêque de Bourges et son Chapitre, les archidiares de Bourbon et de Narzenne, donnait à l'affaire la tournure la plus favorable. L'évêque d'Autun, Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord, avait abandonné assez lestement une partie de son diocèse ; le Chapitre cathédral s'était montré plus récalcitrant ; la solution s'annonçait rapide. L'enquête canonique avait envoyé son approbation. Cinquante-deux paroisses étaient retranchées au diocèse d'Autun : soixante-sept à Bourges ; quatre-vingt-onze à Clermont. Survint la Révolution, qui, dans l'ordre religieux, débuta par la Constitution civile du clergé, votée le 12 juillet 1790. Dès lors, toutes les tractations antérieures sont anéanties. L'abbé des Gallois de la Tour refuse de prêter le serment constitutionnel. Un très grand nombre de prêtres imitent son exemple. L'Assemblée Constituante nomma François-Xavier Laurent, évêque assermenté de Moulins : il fut remplacé quelques années après par Butaux-Dupoux. L'un et l'autre n'éprouvèrent que de sérieux mécomptes.

Le Concordat, qui rendait la paix religieuse à notre pays, fut passé entre Pie VII et la République française, représentée par Bonaparte, premier consul, le 15 juillet 1801. Le diocèse projeté de Moulins ne fut pas maintenu. Clermont l'engloba. Bourges, toutefois, conservait le rang honorifique de premier siège suffragant. Mgr Duwalk de Dampierre, qui en vertu du Concordat gouverna le clergé et les fidèles de l'Allier, de 1801 à 1823, fut sacré le 2 mai 1802, à Paris. Le 12 mai, jour de l'Ascension, il s'arrêta à Moulins, seconde ville de son diocèse. Là il institua comme curé de Notre-Dame l'abbé Florimond Roux. Les principaux membres du clergé claverin étaient MM. Caillot de Bégon, Guérignon, vi-

caires généraux, Bouillaud, Colin de Gévaudan, Micolon de Guérines, *Pierre de Pons*, Thomas Mercier, François Blateyron, *Nicolas de la Mousse*, *Le Groing de la Romagère*, vicaires généraux sans titre légal. L'abbé Amilhon fut nommé secrétaire de l'évêché, l'abbé Delamarre, secrétaire particulier.

Bientôt des difficultés surgirent. Les prêtres auvergnats s'habituèrent péniblement dans l'Allier. La difficulté des communications espacait trop les tournées épiscopales. L'empereur Napoléon s'occupa en 1813 de donner corps au projet d'un évêché à Moulins. Une enquête donna les noms des prêtres susceptibles d'être élevés à l'épiscopat ; c'étaient : MM. de Begon, Bouyon, Colin de Gévaudan, Fayolle, de la Mousse, Le Groing de la Romagère, Micolon de Guérines, Melin, de Pons de la Grange, de Pons des Fourneaux, Raynaud de Mons.

La chute de l'Empire arrêta, une fois de plus, tous les projets.

Seconde partie : *Etablissement définitif de l'Evêché de Moulins, sous la Restauration.*

Louis XVIII était assez mal disposé pour le Concordat de 1801 : à ses yeux le Concordat de 1516 était le seul qui existât encore ; aussi n'éprouvait-il aucun scrupule à supprimer les clauses de l'accord entre Pie VII et Bonaparte, surtout lorsque le vœu des populations s'accordait avec sa volonté. A la première demande formulée par les autorités et les populations clavérines, Louis XVIII se décida à reprendre l'œuvre de son frère. Mgr de Dampierre, pressenti, envoya à Rome, par lettre du 26 juin 1817, son adhésion au projet de création d'un diocèse à Moulins.

Pour diverses raisons, l'abbé des Gallois de la Tour fut écarté. Une compensation l'attendait d'ailleurs : le siège archiepiscopal de Bourges. Le 8 août 1817, Louis XVIII arrêta son choix sur l'abbé Antoine de Pons, ancien vicaire général de Clermont.

L'opposition parlementaire retarda quelque temps l'érection des nouveaux diocèses, et Moulins attendait toujours. Une ordonnance du roi, en date du 2 juillet 1823, mit fin à une situation équivoque. L'évêché de Moulins était officiellement établi, son évêque nommé. La question si longtemps discutée recevait la solution définitive.

Antoine de Pons de la Grange, né à Riom en 1759, d'une famille d'Auvergne, élève des Oratoriens de Juilly, fut sacré le 13 juillet 1823, à Paris. Il ne put quitter la capitale au lendemain

de la prestation du serment. Différentes affaires le retenaient contre son gré à Paris. L'abbé Nicolas-Florimond Roux administra le diocèse pendant cet intérim. L'entrée et l'intronisation de l'évêque eurent lieu le 5 septembre. Le Conseil général du département, désireux de manifester sa bonne volonté en faveur de l'érection de l'évêché de Moulins, mit à la disposition de l'évêque l'hôtel d'Ansac, devenu, sous l'Ancien Régime, le logement de l'intendant du Bourbonnais. Une nouvelle organisation, adéquate à la situation, s'imposait : elle eut lieu. Un grand et un petit Séminaires furent créés. Dès lors, le diocèse de Moulins ne connaît plus de vicissitudes. M. le chanoine Clément en conduit l'histoire jusqu'à la mort de Mgr de Pons, survenue en 1849.

L'ouvrage est accompagné d'une bibliographie très complète, d'un appendice donnant l'état du diocèse en 1823, d'une carte indiquant les divisions successives, enfin d'un index des noms de personnes citées dans l'ouvrage.

Je ne signalerai pas de nouveau la haute valeur de cette histoire. Mais il serait souverainement injuste de ne pas accorder un tribut mérité d'éloges à l'imprimerie Crépin-Leblond. Si la typographie est impeccable, l'iconographie est particulièrement soignée. Le goût artistique bien connu de M. le chanoine Joseph Clément n'a pas manqué d'embellir le livre de nombreuses illustrations, les unes originales : fleurons, lettres ornées et culs-de-lampe, les autres reproduites d'après d'excellents modèles. En tête et précédant une lettre hautement approbative, figure la photographie de Mgr J.-B. Penon, cinquième évêque de Moulins.

E. CAPELIN.





NOS CONFRÈRES M. Gabriel FAURE, professeur à l'Ecole centrale des arts et manufactures et à l'Ecole des hautes études commerciales, a été nommé chevalier de la Légion d'honneur.

CARNET DE DEUIL Nous avons à enregistrer la mort de M. Joseph DE CHAMPIGNY, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre, conseiller général d'Hérisson, maire de Maillet.

MIETTES ✂ Le Syndicat d'initiative bourbonnais (Moulins et sa région), **D'HISTOIRE** formé sous les auspices de notre société, vient de se constituer définitivement. Ont été élus : président, M. Lucien **LOCALE** ✂ CHAMBRON ; vice-présidents, MM. le chanoine CLÉMENT, Pierre BUCHERON et Victor RAY ; secrétaire, M. Paul CHATRON ; trésorier, M. Henri PINSTON. Le conseil d'administration du nouveau groupement, composé de trente-trois membres, comprend vingt de nos confrères.

A TRAVERS ✂ Le 21 février, sous le patronage de notre compagnie, **LES LETTRES** M. Henry BORDEAUX, de l'Académie française, a fait à Moulins une conférence à laquelle le renom du distingué romancier avait attiré une nombreuse assistance.

Le sujet de cette conférence : « Lamartine en Orient », a permis à M. Bordeaux, — qui lui-même a fait, il y a peu d'années, un voyage en Syrie, — de parler en connaissance de cause d'un pays qui a toujours exercé une attraction fascinatrice sur nos écrivains et sur nos artistes. Le succès du conférencier a été très vif. Notre vice-président, M. Georges BRUEL, l'a constaté en termes excellents et, au nom de la Société d'Emulation comme en son nom à lui, vieux colonial, il a félicité chaleureusement M. Henry Bordeaux.

BEAUX-ARTS La ville de Moulins avait mis au concours un monument « destiné à glorifier et à perpétuer le souvenir de ses enfants morts pour la France pendant la guerre ». Trente-sept projets ont été soumis au jury dont les opérations ont eu lieu le 9 février, et qui a rendu le jugement suivant :

Le premier prix comportant la commande et l'exécution du monument, a été attribué à MM. Pierre MOURET (né à Yzeure), architecte diplômé par le gouvernement, et Pourquet, statuaire à Paris.

Le second (prime de 4 000 francs), à M. Marius SAIN, sculpteur à Paris.

Le troisième (prime de 2.500 francs), à MM. Adrien MITTON, architecte,

élève de l'Ecole des beaux-arts, membre de notre société, et Jean CAMUS, statuaire.

Le quatrième (prime de 1.500 francs), à MM. Henri RAPIN, architecte à Paris, J. RAPIN, architecte diplômé par le gouvernement, à Reims, et Henri BOUCHARD, sculpteur à Paris, auteur du monument aux morts de la République.

NOTES **❧** **❧** **❧** **❧** Relevé des publications enregistrées par le service BIBLIOGRAPHIQUES du dépôt légal : Imprimerie Crépin-Leblond, à Moulins : Marcel Lamaisière, architecte..., 1879-1823 (extrait du *Bulletin de l'Association provinciale des architectes français*), 8 pp. ; *Généalogie de la maison de Lausières de Thémis en Languedoc et en Guyenne, 1100-1877*, par le général comte DE MITRY, 159 pp.

✦ En 1921, les *Cahiers du Centre* annonçaient une Anthologie de l'œuvre du vieux poète nivernais Achille MILLIEN, avec une introduction de M. Maurice MIGNON, professeur de l'Université d'Aix-en-Provence. Pour des raisons qu'on pourra lire en appendice dans l'ouvrage même, cette Anthologie va paraître à Aix, aux éditions de la revue *Le Feu*, en un volume in-16 d'environ 350 pages.

Les personnes qui avaient souscrit à l'édition ordinaire recevront celle-ci aux conditions primitivement fixées. Pour les nouveaux souscripteurs, les prix sont de : 8,50 l'ex. sur papier bouffant ; 15 fr. l'ex. sur vélin Montgolfier (ex. numérotés de 31 à 100), 40 fr. l'ex. sur vélin Madagascar (ex. numérotés de 1 à 30).

Les souscriptions sont reçues aux *Editions du Feu*, 1^{er} bis rue Aude, Aix-en-Provence, jusqu'au 31 mars. La liste des souscripteurs sera publiée dans l'Anthologie.

✦ Notre confrère M. J.-B. BOISSONNET publie une étude sur l'esprit public de 1815 à 1830 ; l'ouvrage intitulé : *Le Bourbonnais sous la seconde Restauration*, paraîtra le 1^{er} juillet. Les membres de notre Compagnie trouveront un bulletin de souscription encarté dans ce numéro.

RÉGÉNÉRETS.





PROCÈS-VERBAUX

SÉANCE STATUTAIRE DU 3 MARS 1924

PRÉSIDENCE DE M. LE D^r DE BRINON

— **Etaient présents :** MM. BAGNOLET, BAURY, DE BONNY, Georges BRUEL, CAPELIN, CHAMBRON, GAUTIER, GÉDEL, GÉNERMONT, GUY-COQUILLE, LOIZEL, MILCENT, PAVAILLON, ROUILLON, SARRAZIN, TIERSONNIER.

— **Excusés :** M^{me} MONCEAU ; MM. CHAMBALOUS, chanoine CLÉMENT, LEUTRAT, D^r MONCEAU.

— Le procès-verbal de la précédente séance est lu et approuvé.

— M. le PRÉSIDENT salue la présence de MM. Bagnolet, Rouillon et Guy-Coquille, membres prenant part pour la première fois à nos séances.

— Il est procédé au dépouillement de la correspondance :

— Lettres de MM. Goutodier et Bridot, instituteurs à Ebreuil, remerciant de leur admission.

— Du Ministère de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts, en réponse à la question de la dénomination Oeil ou Aumance :

« J'ai l'honneur de vous informer que, conformément aux conclusions du rapporteur auquel cette affaire avait été soumise, la Section Géographique du Comité, sans méconnaître d'ailleurs l'intérêt scientifique de la question que vous avez bien voulu me présenter, n'a pas cru devoir s'associer au vœu dont il s'agit. Son sentiment est basé sur ce fait qu'il convient, dans la plupart des cas, de respecter les appellations choisies depuis un long espace de temps par les premiers intéressés, c'est-à-dire par les riverains, par les habitants, pour désigner les cours d'eau ou les

« expressions géographiques d'une région ; et que, d'autre part,
« s'il fallait d'une manière générale rétablir les noms primitivement
« adoptés et auxquels se sont, depuis des siècles, substitués d'autres
« qui sont l'œuvre du temps, le nombre des modifications prendrait
« une importance excessive et gênante pour le développement des
« études géographiques.

« Je n'ai pu, en la circonstance, que me ranger à l'avis du Comité,
« estimant avec lui qu'il était difficile aux pouvoirs publics de pren-
« dre position dans une question de cet ordre. »

— M. le Président signale que le *Bulletin* du deuxième trimestre de 1923, de la Société Nivernaise, renferme une bibliographie très complète due à M. Desforges, concernant *Gorgobina*, *Gortona* ou *Gergovia Boiorum*. M. Desforges cite le travail de M. Soyer qui adopte la forme *Gortona*, comme l'avait déjà fait son collègue Chazaud, et place cette ville à Sancerre. Dans les vingt-sept noms de lieux qui ont été proposés, figurent six noms du Bourbonnais, à savoir : Bourbon-l'Archambault, Iseure, Montluçon, Nérès, Souvigny et Thiel. Le nom de Cordes n'a jamais été prononcé.

Il convient d'ajouter que la Société Nivernaise vient d'obtenir la reconnaissance d'utilité publique par décret du 3 mai 1923.

— M. le Président met l'assistance au courant des démarches faites par notre Société pour l'obtention du même but. M. le Préfet de l'Allier, dans une audience accordée à M. le Président, a exprimé sa haute sympathie à notre Société. Le dossier, a-t-il dit, est en route pour le Ministère avec toutes approbations utiles.

La Société d'Emulation est très reconnaissante à M. le Préfet des sentiments bienveillants qu'il veut bien lui témoigner en toutes circonstances.

— M. GÉNERMONT présente à l'assistance une brique trouvée dans les aménagements pratiqués dans la maison située à l'angle des rues de la Flèche et Candie. Cette brique, de dimensions voisines de celles de briques modernes, paraît provenir d'un édifice plus ancien. Elle présente la particularité d'avoir un biseau sortant, d'un côté, une entaille dans l'autre sens (parties mâle et femelle).

M. PAVAILLON a vu des briques du même modèle dans la démolition d'anciens immeubles à Dijon. Il s'agirait, croit-il, de briques à emboîtement destinées à remplir les intervalles des colombages.

— M. le chanoine CLÉMENT a reçu une lettre de M. du Ranquet.

l'informant que la Société Française d'Archéologie tiendra son Congrès à Clermont, du 16 au 21 juin. Notre excursion annuelle pourra se joindre à la visite de Clermont ou à celle de Riom. Notre confrère attend du directeur de la Société française et du secrétaire général, la communication du programme définitif pour nous soumettre des propositions d'excursion.

— Notre confrère fait circuler une photographie d'une très intéressante Madone portant l'Enfant, se trouvant dans l'église de Saint-Pourçain-sur-Sioule. C'est une très belle œuvre du xvi^e siècle, qui paraît en marbre et qui a été classée. En raison de sa valeur et pour la soustraire aux convoitises des cambrioleurs, elle vient d'être scellée très solidement à une place qui en rend l'enlèvement plus difficile.

— M. le chanoine Clément veut bien nous donner quelques détails sur le concours destiné à choisir le monument qui doit être élevé à la gloire des Moulinois morts pour la France au cours de la grande guerre, et que le Comité d'accord avec la Municipalité se propose d'ériger place de la République.

Le jury était composé de M. Blanc, maire de Moulins; de MM. Buvat, Larmé et Ray, conseillers municipaux; Brincourt, vice-président de la Société Centrale des Architectes; Couteilhas, sculpteur; Mohler, délégué de l'Association provinciale des Architectes Français; René Moreau, architecte des Monuments historiques, et Talbourdeau, délégué des architectes diplômés par le gouvernement; Perraud, président de l'Association des mutilés de guerre; chanoine Clément, correspondant du Ministère de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts.

La presse a fait connaître la décision du jury. Certains de nos confrères regrettent le choix qui a été fait. Quelques-uns se prononcent contre l'emplacement choisi. D'autres demandent qu'il soit construit une maquette en toile, grandeur nature, de façon à permettre de juger de l'effet que le monument fera place de la République.

Toutefois, l'assemblée consultée ne juge pas à propos d'émettre un vœu quelconque sur ces divers sujets, en considérant que la Société se trouve en face de décisions prises par le jury et qui restent intangibles.

— M. le chanoine Clément fait circuler un dessin exécuté par

M. Corbière et représentant des poutres sculptées existant dans l'ancienne salle du bailliage à Saint-Pierre-le-Moûtier.

Cet immeuble est présentement à vendre. M. le chanoine Clément craint soit une démolition qui pourrait anéantir ces intéressants vestiges, soit une vente qui pourrait faire passer à l'étranger ces curieux motifs de la sculpture française du xvi^e siècle. Le très habile dessin de M. Corbière permet de voir des armoiries du roi de France. Nous croyons savoir que notre jeune compatriote, M. Jacques Monicat, élève de l'Ecole des Chartes, prépare un travail sur le bailliage de Saint-Pierre le-Moûtier.

— En l'absence de M. Frobert, trésorier, M. Génernont donne lecture de l'état de nos finances au 31 décembre 1923, et du projet de budget établi pour 1924.

COMPTE DE GESTION 1923

RECETTES

Solde en caisse au 31 décembre 1922.	Fr.	2.177 81	
1 rachat de cotisation à 300 fr.	300 »		
38 rachats de cotisations à 250 fr.	9.500 »		
203 cotisations à 20 fr.	4.060 »		
61 cotisations à 10 fr.	610 »		
3 correspondants à 20 fr.	60 »		
1 correspondant à 10 fr.	10 »	15.661 73	
16 abonnements à 20 fr.	320 »		
1 abonnement à 10 fr.	10 »		
Intérêts de l'avoir.	691 73		
Subvention Conseil Général.	100 »		
TOTAL	Fr.	17.839 54	17.839 54

DÉPENSES

Impression du <i>Bulletin</i> et gravures.	4.352 57		
Frais de recouvrements et de bureau.	411 55		
Bibliothèque.	47 40	3.081 32	
Gens de service.	170 »		
Reversement Subvention à Société bourbonnaises d'Etudes locales.	100 »		
Achat de 18 obligations Crédit Na- tional.	8.700 »	8.700 »	
Au fonds de réserve (article III, des statuts)		69 17	
TOTAL	Fr.	13.850 49	13.850 49
Solde en caisse au 31 décembre 1923	Fr.		<u>3.989 05</u>

PROJET DE BUDGET POUR L'EXERCICE 1924

RECETTES

203 Cotisations	à 20 fr.	Fr. 4,060 »
61 d°	à 10 fr.	610 »
3 Correspondants	à 20 fr.	60 »
1 d°	à 10 fr.	10 »
16 Abonnements	à 20 fr.	320 »
1 d°	à 10 fr.	10 »
Intérêts de l'avoir.		700 »
Publicité		600 »
TOTAL.		6.370 »

DÉPENSES

<i>Bulletin</i>	3,600 »
Frais de recouvrements et de bureau.	200 »
Bibliothèque	25 »
Gens de service.	170 »
Imprévu	200 »
TOTAL Fr. 6.195	

L'assemblée exprime à M. Frobert tous ses remerciements pour la bonne gestion de nos finances.

— M. CHAMBRON expose quel est le fonctionnement du Syndicat d'Initiative. Cette création rencontre à Moulins une sympathie unanime.

— M. TIERSONNIER propose qu'un compte rendu succinct soit adressé aux journaux de l'Allier après chacune de nos séances mensuelles et demande qu'un ordre du jour sommaire soit publié en même temps que la convocation. Adopté.

— M. Tiersonnier lit une note résumant, d'après des documents officiels, l'histoire de l'hôpital militaire des chevaliers de l'Ordre de Malte pendant la guerre (1914-1918), insistant sur son séjour à la Visitation de Moulins en 1914-1915. L'auteur de la communication signale que de nombreux Bourbonnais se dévouèrent au service et à l'entretien de cet hôpital. (Renvoyé à la Commission du *Bulletin*.)

— Sont présentés à l'admission :

M. GIACOBBI, sous-préfet de Lapalisse, par MM. le Dr de Brinon, le chanoine Clément, Pierre Depigny ;

M. le Dr POURRAT, médecin principal de l'armée, en retraite,

propriétaire à Limoise, par MM. le chanoine Clément, Bourdérioux, Gabriel Giraudet ;

M. Robert THURET, propriétaire au château de Béguin, commune de Lurcy-Lévy, par MM. le chanoine Clément, Bourdérioux, Gabriel Giraudet ;

M. Jacques MONICAT, élève de l'Ecole nationale des Chartes, demeurant rue de Bourgogne, 39, Moulins, par MM. Pierre Monicat, avocat, Chambron, chanoine Clément ;

M. Joseph d'ORJO DE MARCHOVELETTE, propriétaire, rue Michel-de-l'Hospital, 22, par MM. le Dr de Brinon, Tiersonnier, le chanoine Clément ;

M. Jean-Baptiste BOISSONNET, contrôleur des contributions directes, à Chalon-sur-Saône, rue de la Motte, par MM. Bardet, Moulin, Viple ;

M. Elisée MUXET, propriétaire, chevalier de la Légion d'honneur, demeurant au château de Plaisance, Yzeure, par MM. le Dr de Brinon, chanoine Clément, Milcent.

— Sont admis en qualité de membres titulaires :

MM. Paul NAGELEISEN ; Victor BOUET ; Alfred PAVAILLON ; ROUGANE DE CHANTELOUP et COLLAS DE CHATELPERRON.

— L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22 h. 1/2.

E. CAPELIN.

SÉANCE DU 7 AVRIL 1924

PRÉSIDENCE DE M. G. BRUEL

Etaient présents : M^{lle} DE BONAND, MM^{mes} MONCEAU, V^{ices} D'ORCET, MM. Amédée BARDET, BAURY, CAPELIN, CHAMBRON, chanoine CLÉMENT, comte DE DREUILLE, GAUTIER, GÉNERMONT, GRÉGOIRE, Dr MONCEAU, MONNAG, Paul PAVAILLON, André ROY, lieutenant-colonel DE SAINT-HILLIER, TIERSONNIER.

— Excusés : MM. le Dr DE BRINON, MILCENT.

— Le procès-verbal de la précédente séance est lu et approuvé.

— Il est procédé au dépouillement de la correspondance. Lettres :

— De M. Alfred PAVAILLON, remerciant de son admission.

— De M. MONTAGNE, précisant que la pièce de monnaie trouvée dans les fouilles opérées dans la forêt de Munet est un double tournois Louis XIII. Notre confrère annonce qu'il se propose d'aller, en compagnie de M. Morin, examiner de nouveau les Pierres Jaumâtres. M. Montagne se propose, en outre, de continuer son enquête sur la pierre signalée par M. Walther.

— Bulletin de souscription adressé par M. Léon Bideau. L'ouvrage proposé est l'*Histoire d'un village en Bourbonnais : Bellenave*. Il ne s'agit pas de la réimpression des deux volums parus en 1909 et 1914, mais d'un ouvrage nouveau qui sera d'une grande utilité à tous les curieux d'études locales.

— A signaler, dans les publications reçues, la *Revue du Berry et du Centre* (1923, n° III et IV, fin), laquelle renferme une série d'études sur le « régionalisme », qui ont été lues à l'assemblée générale du 4 octobre 1923 de l'Académie du Centre, à Châteauroux. L'un après l'autre, M. Henry Berton, président de section au conseil de préfecture de la Seine, MM. Adrien Blanchet et Hugues Lapaire, ont exposé leurs idées sur la question. L'étude de M. Blanchet, qui résume en quelques pages l'histoire du Berry, touche en plusieurs points notre histoire bourbonnaise.

— La Société a reçu les dons suivants :

— De M. DANIEL CHARBONNIER, un volume de poésie : intitulé *Les heures légères et les heures graves*, imprimé chez Jouve, à Paris, 1923. L'auteur est un bourbonnais, originaire de Chantelle ou des environs. Il parle, en effet, de Chantelle comme de son pays. Il est l'auteur d'un drame historique en cinq actes, intitulé : *Le Connétable de Bourbon*, et de quelques autres volume de poésie. La Société remercie l'auteur de son envoi (1).

— De M. EMMANUEL GRELLET DE LA DEYTE, demeurant à Allègre (Haute-Loire), (par l'intermédiaire de M. Tiersonnier) : « *Louis Comte de Montlaur, baron d'Aubenas, conseiller et chambellan du roi Charles VII (1372-1440)*. Le Puy-en-Velay, éditions de la

(1) Les œuvres complètes de M. Daniel Charbonnier sont à la bibliothèque du Lycée Banville.

Société académique du Puy, 1923. » Il sera rendu compte de cette brochure.

— De M. PHILIPPE SARROT (par M. Tiersonnier) : « Georges de Fonclare : *Un épisode de l'annexion. La Banque de Savoie et le droit d'émission de billets*. Chambéry, librairie Dardel, 1924. »

La Banque de Savoie, instituée par la loi du 26 avril 1851, possédait le privilège d'émettre des billets. Quand l'annexion de la Savoie à la France fut accomplie, cette Banque eut l'espoir de voir ses billets circuler à côté de ceux de la Banque de France. Ce dernier établissement s'opposa de la façon la plus vive à cette prétention et triompha. C'est l'histoire de cette lutte que raconte M. de Fonclare.

— De M. le docteur CORNILLON : « *Le Bourbonnais à la fin de l'Empire et sous le gouvernement de la Défense Nationale*. Imprimerie du Progrès, 1924. » Avec dédicace, volume de 350 pages. La Société est très reconnaissante à l'éminent historien du Bourbonnais de songer ainsi à elle, à chaque nouvelle publication de ses intéressantes recherches.

— De M. JACQUES CHEVALIER (de Cérilly), élevé récemment à la dignité de président de l'Académie Delphinale, l'allocation prononcée à la séance du 28 mars 1924, en prenant le fauteuil de la présidence (1). (Dédicace.)

La Société d'Emulation est heureuse de constater une fois de plus que certains de nos compatriotes ne manquent pas de se distinguer, partout où ils se trouvent, dans la voie des productions intellectuelles.

— M. le docteur DE BRINON communique une note relative à la sauvegarde de l'Art français, et que nous résumons ainsi : Sous la présidence de M. de Nalèche, une réunion s'est tenue chez le duc de Trévise. Les opérations de la Société pour la sauvegarde de l'Art français ont été énumérées. Il est fait appel au concours de toutes les bonnes volontés, et l'appui des sociétés savantes de province est particulièrement sollicité.

— M. GÉNERMONT fait la communication suivante :

« Le *Journal des Débats*, dans son numéro du 23 mars 1924, publie, sous la rubrique : « Choses de Province », un article pour

(1) Parue dans le *Courrier de l'Allier* du 2 avril 1924.

la protection des monuments historiques. Il s'agit d'un vœu émis par M. Demartial, président de la Société archéologique et historique du Limousin. M. Demartial souhaiterait la création d'une caisse départementale des monuments historiques. La caisse serait alimentée par un prélèvement fait sur les subventions que l'Etat verse aux communes, sur le fonds commun produit par les droits sur les alcools. On propose aux Sociétés soit d'adopter le vœu, soit de l'amender pour le faire entrer dans la législation. »

Une commission, composée de MM. le chanoine Clément et Moreau, est constituée dans le but d'étudier la réalisation pratique du vœu de la Société historique et archéologique du Limousin.

— La reconnaissance d'utilité publique fait l'objet de la note suivante, transmise par M. le docteur de Brinon : « Le lendemain de la dernière séance de la Société, c'est-à-dire le 4 mars, le président recevait (transmise par M. le maire de Moulins) une demande du ministère qui invitait la Société à lui envoyer d'urgence pour compléter le dossier : le budget et les comptes de 1924, et ceux des années 1921, 22 et 23. Cette demande a été immédiatement transmise à M. Frobert. Celui-ci a remis avant-hier la pièce réclamée pour 1924 et fera passer incessamment les autres. »

Il est décidé qu'aussitôt le fait accompli, les titres au porteur seront mis nominatifs.

— La Librairie nationale d'art et d'histoire, Van Oest et C^{ie}, boulevard Haussmann, adresse un bulletin de souscription à un important ouvrage : « *La sculpture chinoise du v^e au xiv^e siècle*, par Osvald Sirén, professeur à l'Université de Stockholm. » Prix de l'ouvrage en souscription : 900 francs français. 5 vol. grand in-4°, contenant 624 pages en héliotypie.

— M. le Dr DE BRINON communique la note suivante relative à la Bibliothèque :

« La Commission qui s'occupe du catalogue de la bibliothèque et qui se compose de MM. Leutrat, bibliothécaire, Raynaud, Paul Pavaillon, M^{me} Monceau et le Président, soumet au conseil la première ébauche de ce travail et désire son avis.

« Le travail comprend :

« 1^o La préparation d'un registre dit d'entrée, sur lequel chaque livre sera représenté à son numéro de bibliothèque avec son signa-

lement ; les feuilles présentées écrites au crayon seront reportées à la plume sur un registre ;

« 2° La confection de fiches où les ouvrages classés par matières : liturgie, histoire générale, histoire locale, biographies, monographies de paroisses, communes, etc., seront classés par ordre alphabétique. »

— Lecture est faite de la communication suivante adressée par M. le D^r DE BRINON :

« Le procès-verbal, à propos d'une correspondance de notre dévoué et très érudit collègue de Montluçon, M. Montagne, fait allusion à des recherches sur l'origine d'un prétendu groupe de Montluçon. Voici ce qui a donné lieu à cette correspondance.

« M. Bulliot, dans son travail sur *Saint Martin et sa mission en pays éduen*, parle d'un groupe de divinités de la région autunoise et ajoute qu'il est pareil au groupe de Montluçon. Il renvoie comme référence à une communication de M. Flouest, à la Société des Sciences naturelles de Semur. L'article de M. Flouest, intitulé : *Les Temples des sources de la Seine*, a paru en 1869 et 70 ; il ne fait pas allusion au groupe de Montluçon ; mais, dans un tiré à part que le président de Semur a bien voulu me communiquer, Flouest décrit et représente ce groupe très curieux. Il comprend deux personnages : un homme assis, en costume gaulois, qui tient sur ses genoux un serpent à tête de bœuf et une femme nue, debout, qui semble le couronner de la main gauche. M. le chanoine Clément, qui avait bien voulu rechercher au Musée de Saint-Germain le moulage de ce groupe, l'a retrouvé. Mais un article de M. L. de Laigue, dans le tome IX des *Mémoires de la Société des Antiquaires de France*, 1888, p. 174, donne les précisions suivantes : Le groupe en pierre a été trouvé par M. Nuret, dans son jardin, au faubourg du Peschin, en 1877. Le dieu tient dans sa main droite une bourse pleine et dans sa main gauche un énorme serpent ayant les cornes et le facies du bœuf. Comme vous le voyez, ce n'est plus le Dispatier classique, avec le marteau dans la main gauche.

« J'ai communiqué ces détails à M. Montagne, et je l'ai prié de faire une enquête sur l'existence de ce groupe ; est-il au Musée de Nérès ou conservé dans la famille Nuret ? »

— Par les soins de M. Viple, un programme complet de l'expo-

sition interdépartementale du travail, est transmis à la Société. M. Giacobbi, sous-préfet de Lapalisse, qui l'a rédigé a arrêté un règlement dans le but d'améliorer la formation professionnelle, de fortifier l'esprit corporatif, de développer le goût de l'ouvrier pour son travail, par la création d'expositions régionales annuelles.

— M. GAUTIER donne lecture de la première partie d'une note relative aux documents du Grand Prieuré du Val-des-Choux, copser-vés au dépôt départemental de Moulins, suivie d'un aperçu des origines légendaires et de l'historique de ce monastère, chef d'ordre de Trappistes de la règle de saint Benoît, 1188-1764.

Situé dans la forêt de Châtillon-sur-Seine, c'est-à-dire en pleine Côte-d'Or actuelle, le Grand Prieuré faisait jadis partie du diocèse de Langres. Ses archives, après la suppression des ordres monastiques, auraient donc dû normalement être déposées, soit à Dijon de par sa situation topographique, soit à Chaumont de par ses origines de propriété. Mais devenu, en 1764, par voie d'union, membre de l'abbaye de Sept-Fons, en Bourbonnais, le Grand Prieuré avait perdu son individualité propre de chef d'ordre, et ses archives avaient été transportées dans le monastère dont il constituait désormais une simple filiale.

Elles y étaient encore en 1790 et c'est alors qu'avec celles de l'abbaye-mère elles furent amenées dans la capitale du Bourbonnais.

Ce qui a pu en être sauvé constitue actuellement aux Archives départementales de l'Allier, le fonds dit du Grand Prieuré du Val-des-Choux. Série H. 185 à 253, 14 registres et 93 liasses. Plusieurs de ces registres in-folios, reliés, plein maroquin poli, grenat, à filets et ornements d'or, contiennent une transcription magnifique de ses titres du ^{xiii}^e au ^{xviii}^e siècle, faite de 1776 à 1780, sous la direction des notaires Boullier, de Dompierre, et Alamartine, de Pierrefitte. Un autre de ces registres et de beaucoup sans doute le plus intéressant est un martyrologe avec obituaire du Val-des-Choux et transcription de son ordinaire. La dernière date qui y est relevée est celle de 1268.

M. Gautier a arrêté là sa lecture se proposant de la reprendre, s'il y a lieu, à une séance ultérieure.

— La communication suivante, relative aux découvertes faites

dans la caverne de Montespan (Haute-Garonne), par MM. le comte Begouen, Norbert Casteret, le D^r Capitan, nous est transmise par le D^r de Brinon :

« *La Revue Anthropologique*, numéro de novembre-décembre 1923, p. 533, a publié un compte rendu détaillé, illustré de nombreux dessins. Ce numéro est mis sous les yeux des membres présents.

« La grotte-caverne de Montespan est traversée par un petit ruisseau, qui coule sous terre pendant environ 1.200 mètres et reparait à 400 mètres du village de Montespan.

« M. Casteret pénètre dans la grotte où coule le ruisseau par un puits situé un peu au-dessus de la résurgence. Au bout de 60 mètres, la voûte s'abaisse et plonge dans l'eau : il y a un siphon. M. Casteret y plonge et sort dans une nouvelle galerie. — Cette galerie conduit à une vaste salle, puis à un pilier où se fait une bifurcation : à droite c'est le ruisseau ; à gauche une galerie sèche où ont été trouvés les fauves modelés en argile et les dessins gravés.

« Modelages en argile : un grand félin, tigre reconnaissable à l'empreinte de sa tête carrée, très nettement marquée ; la tête et une partie du corps manquent. Dimensions, 1^m,60 de long, sur 0^m,70 de haut.

« Plus loin, un ours sans tête ; mais entre les jambes crâne d'ours, qui s'adaptait sur la section nette du cou.

« Derrière l'ours un cheval est dessiné profondément sur l'argile du sol.

« Nombreux dessins gravés sur les parois : hémione, bison, cheval, bouquetin ; pas de rennes. Pas de peinture.

« Signes magiques.

« Figures en arceaux.

« Cuve creusée dans la paroi de 50 à 60 cm. de large, ovale de 30 cm. de profond.

« Plus loin : multitude de trous, je dirai cupules, de 1 cm. de diam., 1 à 2 de profond, pratiqués dans l'argile au moyen d'un bâton à extrémité carbonisée.

« Signe ovalaire rappelant les signes vulvaires.

« Banquette recouverte de boules d'argile.

« Plaque d'argile façonnée en protonce de cheval.

« Cuvette de 20 à 30 cm. de diam., sur 15 à 20 de profond, creusée dans l'argile.

« Cuvette en nid de 10 cm. de diamètre.

« Divers signes : une petite saillie stalagmitique de 8 cm. de long, vraie pierre figure aménagée et donnant l'aspect d'un petit animal courbé. Plusieurs points rouges ou noirs. »

— M. le chanoine CLÉMENT soumet à l'assistance le programme du Congrès que tiendra à Clermont la Société Française d'Archéologie, et indique les jours et itinéraires des excursions projetées. Les membres présents se prononcent pour la visite des monuments et curiosités diverses de Clermont, qui aura lieu lundi 16 juin. A l'arrivée, les excursionnistes se proposent d'aller visiter Montferrand.

— M. TIERSONVIER donne lecture de la note suivante :

« Où il est prouvé que le roi Charles VIII, pour lors à Bourbon-l'Archambault, aimait fort la moutarde. »

« C'est là un bien minuscule détail de la biographie de Charles VIII, j'en trouve la preuve dans une lettre datée de Bourbon-l'Archambault, le 3 décembre (sans millésime) (1), adressée à Jean Bourré, trésorier de France, par laquelle le roi lui mande de lui envoyer à Amboise, où il va passer les fêtes de Noël, trois douzaines de barils de moutarde de most, la meilleure qu'il pourra trouver, pour festoyer, dit le roi, ceux qui me viendront voir.

« L'intérêt bourbonnais de cette lettre, c'est qu'elle prouve que Charles VIII, un 3 décembre, se trouvait à Bourbon-l'Archambault. Mais en quelle année ? Ce doit être le 3 décembre 1490, car cette année-là, Charles VIII vint en Bourbonnais, et fit à Moulins une belle entrée dont parle M. Faure dans son *Histoire de Moulins*. Le dépouillement du fonds Bourré, en ce qui concerne le Bourbonnais, dont j'ai versé le résultat l'an dernier aux archives de la Société, me confirme dans mon opinion.

« En 1490 Charles VIII n'était pas encore marié, mais l'heure approchait du coup de maître par lequel la diplomatie d'Anne de France et la pression militaire de Charles VIII allaient amener l'union de la Bretagne au royaume de France. C'est en 1491, en effet, que le roi épousa Anne, duchesse de Bretagne.

« Et maintenant, dira-t-on, que faut-il entendre par « moutarde de

(1) Voir : *Revue des provinces de l'Ouest*, livraison de juillet 1857. — *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, 19^e année, t. IV, 4^e série, 1858.

most » ? C'est, je crois, soit de la moutarde nouvelle, comme l'est le moût ou vin nouveau, soit peut-être de la moutarde mêlée à du moût. Les vieux dictionnaires de la langue française ne m'ont rien révélé sur ce point. En tous cas, Charles VIII aimait la moutarde, *la moutarde de most*. »

— M. le colonel DE SAINT-HILLIER donne lecture de la continuation de ses travaux sur le tracé des voies romaines. Il fait remarquer combien il est imprudent de se baser sans contrôle sur les indications, peu précises, de la table de Peutinger.

— Est présenté à l'admission :

M. Victor LARZAT, propriétaire, avenue Victor-Hugo, Moulins, par MM. le Dr de Brinon, Milcent, chanoine Clément.

— Sont admis en qualité de membres titulaires :

MM. GIACOBBI, Dr POURRAT, Robert THURET, Jacques MONICAT, Joseph d'ORJO DE MARCHOVELETTE, J.-B. BOISSONNET, Elisée MUNET.

— L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22 heures et demie.

E. CAPELIN.





XXII^E EXCURSION

DE LA SOCIÉTÉ D'ÉMULATION A CLERMONT-FERRAND

==== LE LUNDI 16 JUIN 1924 ====

La Société d'Emulation a décidé de ne point poursuivre cette année, exceptionnellement, la suite de ses excursions dans le département, et de se joindre à ses éminents confrères de la Société Française d'Archéologie, qui doivent tenir leur congrès national annuel, à Clermont-Ferrand, du 16 au 21 juin prochain, au moins le jour de l'ouverture de cette importante manifestation.

M. le chanoine Clément, inspecteur pour l'Allier, de la Société Française d'Archéologie, s'est mis en rapport avec M. le Directeur général de cette Société, et avec son collègue de Clermont-Ferrand, notre confrère M. Henry du Ranquet, pour fournir les renseignements suivants :

Les membres de notre Compagnie qui désirent prendre part à cette réunion du lundi 16 juin prochain, seront admis à se joindre à nos confrères de la Société Française d'Archéologie et de l'Académie de Clermont pour visiter, le matin, les vieilles maisons de Clermont, le musée local ; et après-midi, l'église de Notre-Dame du Port et la Cathédrale, sous la direction de nos érudits confrères Clermontois.

Horaire : *Aller :* départ de Moulins à 4 h. 18, et arrivée à Clermont, à 7 h. 20.

Retour : départ de Clermont, à 21 h. 50. arrivée à Moulins, à 23 h. 59.

De 7 h. 20 à 10 h. 1/2, heure de la visite au musée local, rue des Gras, les excursionnistes pourraient visiter Montferrand.

Nos confrères auraient la facilité de ne partir de Moulins que par le train de 7 heures, qui arrive à Clermont à 10 h. 35, et alors ils rejoindraient les excursionnistes au musée local, maison des Architectes.

Prix du billet aller et retour, de Moulins-Clermont : en première classe : 49 fr. 60 ; — en seconde classe : 34 fr. 65 ; — en troisième classe : 21 fr. 90, auxquels prix il convient d'ajouter ceux des repas.

Comme d'habitude, les personnes amies de notre Société pourront participer à cette excursion, en se faisant présenter par un membre de notre Compagnie à M. le Président.

Chaque excursionniste réglera ses dépenses, soit pour le chemin de fer soit pour l'hôtel, à Clermont.

S'il est possible d'obtenir des réductions sur le prix du billet de chemin de fer, de la Compagnie P.-L.-M., le Trésorier de cette excursion le fera savoir par la voie de la presse qui voudra bien aussi faire connaître les changements qui pourraient se produire dans l'horaire des trains indiqué ci-dessus.

Enfin, *tous les membres, et les personnes étrangères à la Société, qui désirent prendre part à cette excursion, sont priés de bien vouloir en donner avis à M. le Président : M. le docteur de Brinon, boulevard de Courtais, n° 25, avant le 5 Juin, dernier délai.*



MONTLUÇON

ET SES RICHESSES D'ART

A. — Bibliographie ⁽¹⁾ (Suite et fin)

§ 2. Ouvrages locaux

a). Les périodiques : Bulletins, revues et journaux

89. — *L'Agriculteur bourbonnais*, Mn., imp. Herbin.
89 bis. — *L'Album de l'Allier*, journal de littérature, des sciences, des arts et de l'industrie, etc., hebdomadaire, 1831, dirigé par A. Placide Pisseau (2).
90. — *L'Alliance Deslinières-Dormoy*, journal politique et satirique.

(1) Voir Bulletin, page 38.

(2) Nous croyons devoir donner ici, in-extenso, une note très intéressante que nous devons à l'amitié et à l'érudition de M. Marcellin Crépin-Leblond. Cette communication précise la date de fondation des premiers journaux de la ville et servira très utilement aux futurs écrivains qui voudront faire l'histoire des commencements de l'imprimerie à Montluçon.

« Très peu de temps après la révolution de juillet 1830, Alexandre Placide Pisseau installe une imprimerie à Montluçon, qui n'en possédait pas, les essais faits sous la Révolution, puis sous l'Empire, n'ayant pas eu de suites durables. Dans les premières semaines de 1831, il fonde l'*Album de l'Allier*, « journal de littérature, des sciences, des arts et de l'industrie, annonces et avis divers ». Au numéro 9 de cette publication hebdomadaire (12 avril 1831), Achille Allier en assume la rédaction ; mais, bientôt en désaccord avec le « propriétaire-éditeur », il cessait ses fonctions le 12 août (numéro 26).

En juillet 1843, l'*Album*, qui appartient alors à la veuve d'Alexandre Pisseau, change de titre et devient le *Courrier de l'Allier*.

En 1846, l'imprimerie Pisseau et le journal sont acquis par Hippolyte Ledoux (gendre de M. Boisrot, de Terre-Neuve), qui lui-même les cédera, en 1860, à Alfred Crépin-Leblond.

Bi-hebdomadaire en 1865, le *Courrier*, après avoir paru quatre fois par semaine en 1870, devient quotidien en 1873.

En 1875, Crépin-Leblond transfère son journal au chef-lieu. Le *Courrier de l'Al-*

91. — *L'Ami des Cochers*, mensuel (1877), réd. en chef: pasteur Seitte; publication protestante.
92. — *Les Amis de Montluçon*, bulletin trim. (janvier 1912), revue littéraire, artistique. Mn., imp. Herbin et Bouché.
93. — *L'Ami du Village*. Mn., 1873-1876.
94. — *Annales et journal spécial des justices de Paix*, 1923, imp. Herbin et Bouché.
95. — *L'Avenir libéral*.
96. — *La Bataille*.
97. — *Le Bourbonnais de Paris*, Mn., imp. Midon.
98. — *Le Bulletin de l'Union des Propriétaires Montluçonnais*, impr. ouvrière.
99. — *Le Bulletin des Fédérations des Sociétés musicales du Centre*, Mn., imp. Herbin et Bouché.
100. — *Le Bulletin spécial des décisions des juges de paix*, imp. Herbin et Bouché.
101. — *Le Bulletin du Comice agricole de l'Arrondissement de Montluçon*, Mn., imp. H. Ledoux.
102. — *Le Centre*, journal trihebdomadaire, fondé par M. Alfred Crépin-Leblond, en 1872, devenu quotidien en 1875, sous la direction de M. Arthur Herbin.
103. — *Le Centre illustré*, 1900. Mn., imp. Herbin.
104. — *Le Centre industriel*, journal du Centre, Mn., 1871-1875.
105. — *Le Cheveau-Fug*, satirique, littéraire, artistique (!), 15 août 1886, fondateur Stéphane Létang. (On ne lui connaît qu'un numéro.) Il fut continué, pendant quelques semaines, par *Le Pavé*.
106. — *Le Combat Social*, hebdomadaire, organe de la fédération de l'Allier du parti socialiste (section française de l'Internationale ouvrière), 1913. Rédaction et administration, rue de Damiette, imp. ouvrière.
107. — *Le Courrier de l'Allier*, nouveau titre, adopté en 1843, par *L'Album de l'Allier*. Transféré en 1875 à Moulins, par M. Alfred Crépin-Leblond.
108. — *La Défense des Ouvriers*, organe du parti ouvrier, 1885. Administration: rue de Damiette; impr. à Paris, chez Deladrière, 3, rue du Sommerard.

lier paraît à Moulins le 1^{er} août de la dite année. Il est remplacé à Montluçon, comme organe quotidien, sous la direction d'Arthur Herbin, par le *Centre*, alors tri-hebdomadaire et fondé par Crépin-Leblond en 1872.

Deux autres journaux, hebdomadaires ceux-là, furent publiés à Montluçon avant 1870 : *l'Impartial de l'Allier*, fondé antérieurement à juin 1852, date où je le trouve mentionné pour la première fois, et qui cessa sa publication fin 1859; et *le Journal de Montluçon*, créé en juin 1864, « sous les auspices du Comice agricole ».

109. — *La Démocratie Bourbonnaise*, journal de l'arrondissement de Mn.; Mn., 1880-1881; devenu *La Démocratie du Centre*, Mn., 1881; transférée à Moulins.
110. — *La Dépêche de l'Allier*, quotidien; Mn., imprimerie Maugenes et Mitterand, 48, bd de Courtais.
111. — *Le Dimanche*, revue de la semaine, agricole, commerciale, politique, littéraire et annonces. Mn., imp. A. Herbin, 14 mai 1876-1877.
112. — *L'Echo de l'Allier*, bi-hebd., 1877, dir. propriétaire: M. A. Herbin.
113. — *L'Echo de Montluçon*. Paris, 1882.
114. — *L'Eglise réformée*, bi-mens., 1889. « *Messenger évangélique de la 3^e circonscription synodale* ». Dir., pasteur Seitte.
115. — *La Gazette Bourbonnaise*, hebd., républicain progressiste, 1885, bd de Courtais. Dir. réd.: Lucien Deslinières.
116. — *L'Impartial de l'Allier*, Mn., 1850-1859.
117. — *L'Indépendant*, républicain démocratique de l'arrondissement de Montluçon, 25 novembre 1904, Mn., imp. Midon.
118. — *La Jeunesse Bourbonnaise*, revue critique, littéraire et scientifique, 1886. Adm.: bd de Courtais, 19, Mn.; réd.: Desmazières.
119. — *La Jeunesse républicaine de Montluçon*, 1899, Mn., imp. de la Démocratie du Centre.
120. — *Le Journal de Montluçon*, bi-hebd.; 1864. Directeur: M. Prot; indépendant, agricole; continué par MM. Herbin et Bouché, 11, avenue de la Gare.
121. — *Moniteur officiel de l'Exposition nationale de Montluçon*, bi-hebdomadaire, 2 juillet 1893. Mn., imp. de la Démocratie du Centre.
122. — *Montluçon illustré*.
123. — *Montluçon républicain*, radical-socialiste, Mn., imp. Maugenes, mars 1902.
124. — *Le Petit Messenger évangélique*, mens., 1879. Dir.: le pasteur Seitte.
125. — *Le Petit Montluçonnais*, bi-hebd., 1892, avenue de la Gare.
126. — *Le Réveil*, républicain-socialiste, quotidien, 1876. Mn., imp. Th. Lépicé, Rocher et Lardet.
127. — *Le Réveil Montluçonnais*, républicain-anticollectiviste. Fondateur: Louis Dubost. Mn., imp. Midon, 10 janvier 1904.
128. — *Le Socialiste de l'Allier*, hebd., 1895, 24, avenue de la Gare.
129. — *Le Trait d'Union des Amicales et des Cercles d'Instituteurs*, mensuel, 1901. Mn., dir. et imp. A. Thorinaud.
130. — *Le Travail*, journal du dimanche du parti communiste, des masses ouvrières et paysannes. Imp. ouvrière, rue des Jardi-

niers (auj. rue Marcel Sembat), 1877-1882; devenu *L'Echo de l'Allier*, 1882-1885.

- 131. — *Le Travailleur de la Terre*, imp. Deneuvy.
- 132. — *Le Pavé*, journal satirique illustré, par M. Létang (1886).
- 133. — *Le Veilleur de Montluçon; Le Veilleur bourbonnais*, Mn., 1922, imp. ouvrière.
- 134. — *La Voix du Peuple*.

b). Les livres

1° Anonymes

- 135. — *Almanach-Annuaire de l'Arrondissement de Montluçon*, Mn., imp. Herbin, 1902, 182 p. in-16.
- 136. — *Almanach du Tocsin populaire*, an 32 de la commune (1902); Mn., Mazuel, Bonnet, 55 p. in-16.
- 137. — *L'Arbre et l'Eau*, 6^e Congrès, Montluçon, juillet 1912. Limoges, imp. de Ducourtieux et Gout, 1913, in-8°, 200 p., plan, cartes et figures.
- 138. — *Arrêt du Conseil d'Etat du Roy*, qui maintient les médecins et chirurgiens de la ville de Mn. dans le droit de réunir les maîtres chirurgiens de leur ressort, contre les médecins de Moulins, prétendant le contraire, le 12 juin 1703, in-4° (s. l.).
- 139. — *Chemin de fer d'Orléans à Vierzon*, dans ses rapports avec l'arrondissement de Mn. Montluçon, le 21 janvier 1844, imp. A. Pisseau, in-8°, 16 pp.
- 140. — *Chemin de fer de Tours à Montluçon*. Mn., lith. et imp. Prot, rue de Bretonni, 1867.
- 141. — *Commune de Montluçon*: Demande en nullité de l'adjudication de la maison commune de Montluçon (2 floréal an V). A Moulins, de l'Imp. de Thibaud et Filanchère, rue du Temple. Brochure petit in-4° de 18 pages.
- 142. — *Compte rendu sommaire des travaux de la Chambre de Commerce de Montluçon*, 1909.
- 143. — *Conférences des Chambres de Commerce*, ... tenues à Montluçon, les 24, 25 et 26 septembre 1900. Compte rendu, Montluçon, imp. Herbin, 1901.
- 144. — *La Dispute sur l'Antimoine*, imp. Herbin, in-8°.
- 145. — *Etude sur les eaux de Montluçon*, août 1885, Moulins, imp. Crépin-Leblond, in-12, 40 p.
- 146. — *Etudes vinicoles*. Bibliographie du Bon Rural. Mn., imp. Herbin, in-folio, 11 p. (s. d.).
- 147. — *Fondation de la Société de la Manufacture des Glaces et Verres de Montluçon*. Paris, 1845, 16 p., in-8°.
- 148. — *Fragments sur l'histoire de Montluçon*; X. et M.; Mn, imp. Prot, 1889.
- 149. — *Les Montluçonnais de 1790*. Liste du serment civique; Mn.,

impr. montluçonnaise 1896, in-8°, pièce publiée par M. Alex. Giraud.

150. — *Notre-Dame de Montluçon*, son histoire et sa neuvaine. Mn., chez les libraires. 1912, in-16, 48 p., fig. et musique (par M. l'abbé Guéret).
151. — *Recherches historiques sur Montluçon*, suivie d'un guide aux usines de Montluçon et Commentry. Montluçon, chez Crépin-Leblond, imp., rue des Serruriers, 30, (1863 ?). (L'auteur serait un M. Adrien Bonvalet.)
152. — *Unions du Nivernais et du Bourbonnais* (Union de la Paix Sociale). Réunions régionales du 6 avril 1884, à Montluçon. Mn., imp. Prot, 1884.

2° Ouvrages classés par noms d'auteurs.

153. — ACHILLE ALLIER: *Esquisses bourbonnaises*. Album in-4°, 82 p. et 13 lith. Moulins, impr. Desrosiers, 1832.
154. — BERGERAT (Emile): *Ode à Montluçon*. Dans la « Quinzaine Bourbonnaise », T. I., 1892, p. 40.
155. — BOSTSARRON (A.): *Œuvre montluçonnaise de la vie au grand air*. Rapports annuels de l'œuvre, depuis 1915-1919.
156. — BOUILLET (J.-B.): *Monnaies des seigneurs de Mn., département de l'Allier*. Dans la « Revue numismatique », 1838, T. III, p. 110-9.
157. — BRUGIÈRE DE LAMOTHE: *La Question des Boïens*, Moulins, Desrosiers, 1866. — 157b: *Essai sur la Gergovie des Boïens et sur son identité avec Mn.*, 6^e session du Congrès scientifique, tenu à Clermont, en 1838. Clermont-Ferrand, imp. Pérol, 1839. — 157c: *Découverte de monnaies baronales, près de Mn. (Allier)*. Dans la « Revue numismatique », 1859, T. IV, 310.
158. — BUSSIÈRES (Dr M.-Fr.): *Rapport sur l'inspection médicale des écoles de Mn.* pendant l'année scolaire 1911-1912. Paris, Masson, 1913, in-8°, 22 p.
159. — CHAZAUD (Alph.): *La Lombardie de Montluçon*, dans le « Bulletin de la Société d'Emulation, 1878, p. 18. (Voir les ouvrages généraux.)
160. — CLAUDON (Ferdinand): *Moulins ou Montluçon, chef-lieu de l'Allier en 1790*. Dans la « Quinzaine Bourbonnaise », T. VI, 1897, p. 368.
161. — CLÉMENT (le Chanoine Gilbert): *Récits et impressions sur Nérises-Bains et Montluçon*, Nérises et Mn., lib. Crépin-Leblond, en face de l'avenue de la Gare, 1872.
162. — — — — — *M. l'Abbé Guillomet*. Souvenir de Notre-Dame de Montluçon. Mn., imp. Prot, lib.-édit., 1869.

163. — CLÉMENT (le Chanoine Joseph): *Le Tableau à compartiments de la vie de la Très Sainte Vierge dans l'église de Notre-Dame de Montluçon, fin du XV^e s.* Moulins, imp. Et. Auclaire, juin 1896.
164. — — — — *La Transfixion de la Très Sainte Vierge dans l'art et spécialement dans la Pieta du vitrail de l'église Notre-Dame de Montluçon.* Dans la « Revue du Centre », 1913, Moulins. (Voir les ouvrages généraux.)
- 164 bis. — CRÉPIN-LEBLOND (Alfred): *Le Progrès à Mn.* Dans le supplément du Centre du 24 novembre 1898.
165. — DECHAUX (D^r): *La Variole et le Croup à Mn.* Paris, Baillière, 1888.
166. — — — — *Notes sur une épidémie de fièvre typhoïde observée à Mn.,* 1894.
- 166 bis. — *Les quatre Points cardinaux de la Médecine.* Paris, Bail lière et fils, 1891.
167. — DES GOZIS (Maurice): Deux Conférences, publiées par *Les Conférences de l'Institution Saint-Joseph.*
- — — — *Nos Pères, Montluçon, imp. Herbin, 1906.*
168. — — — — *Les Célébrités Montluçonnaises,* imp. Herbin, 1909, in-12, 31 p.
169. — — — — *Les Montluçonnais de 1490 à 1497.* Dans les « Annales Bourbonnaises », T. V, 1891; T. VI, 1892.
170. — — — — *Armorial de la généralité de Moulins; bureau de Mn.* Dans les « Archives historiques du Bourbonnais », T. III, 1894, p. 68-343.
171. — DESLINIÈRES (Auguste): *Un Tas d'Histoire.* Mn., 1890.
172. — DESLINIÈRES (Lucien): *Etudes politiques: La Lutte pour la vie.* Mn. et Moulins, imp. L. Deslinières et Cie, 1888. — *Notice historique sur Montluçon,* 1892, in-8°.
173. — DUBOIS (Adolphe): *Une Nuit de 1171 ou le siège de Montluçon.* Chronique du XII^e siècle. Argenteuil, imp. P. Worms, rue de la Chaussée, 1871.
174. — DU BROC DE SEGANGE (Com^t Louis): *Les Bourbon-Montluçon ont-ils existé?* Moulins, imp. Et. Auclaire, 1905.
175. — — — — *Archambaud de Montluçon et les sires de Bourbon.* Moulins, imp. Et. Auclaire, 1905.
176. — DUCHET (M^{lle} Léonie): *Les Frères Farier de Montluçon.* Mn., imp. Herbin, 1909.
177. — — — — *Les Papiers d'un vieux Montluçonnais.* id., 1913. (Cf. Perrot de Saint-Angel.)

178. — DUCHET (Lucien): *La Vie de la Vierge* d'après le tableau à compartiments de l'église Notre-Dame de Montluçon. Notice explicative. Mn., imp. Herbin, 1896. (Belles reproductions en phototypie.)
179. — DUPORTET (Maurice P.-G.): *Montluçon et les communes de l'arrondissement*. Annuaire général de l'arrondissement. Bellegarde, imprimerie S.A.D.A.G.
180. — DUPUIS (P.): *Notice sur le capitaine Second*. 1894, in-8°.
181. — — *Jadis et Aujourd'hui*. Mn., 1899.
- 181 bis. — *Emmerock et Boina: vieux mots montluçonnais*. Mn., imp. A. Herbin, 1900.
182. — FOURNIER-SARLOVÈZE: *Quelques Primitifs du centre de la France* (Jean de Mn.). Extrait de la « Revue de l'Art ancien et moderne, 1909, in-4°, 34 p.
183. — GIRAUD (Alexandre): *Notice historique sur Montluçon*. Mn., imp. Deslinières et Cie, 1892, in-16.
184. — — — *Les Maires de Montluçon*, d'après les Archives municipales, impr. Montluçonnaise, avenue de la Gare, 1896.
185. — — — *Les Montluçonnais en 1790: Liste du serment civique*, impr. Montluçonnaise, 1896, in-8°, 48 p.
186. — — — *Les Confrères du Corps de Dieu et de Monsieur Saint Jean-Baptiste*. Etude sur une confrérie mantluçonnaise du XVI^e s. Mn., impr. J. Vergeat, av. de la Gare, 1898.
187. — — — *Abrégé des actes des Assemblées délibérantes de Montluçon*. Livres I à IV (1751-1799). Impr. Montluçonnaise, J. Vergeat, MDCCCIC, in-8°, 259 p.
188. — — — *Les Couvents de Mn. pendant la Révolution*. Dans la « Quinzaine Bourbonnaise », T. V, 1896, p. 418, 446, 464.
189. — GRENIER (Emile): *Achille Allier*, conférence, le 22 février 1913. « Les Conférences », Montluçon, imp. Herbin, in-12, 51 p.
190. — GRIMAUT (A.): *Exposition universelle de 1889*. Note sur les produits de l'usine des fers creux de Mn. (Allier), exposés par MM. Mignon, Rouart et Deslinières, classe 41, Paris, 1889, in-4°.
191. — HACHETTE (Alfred): *L'Enseignement secondaire à Montluçon*. Moulins, 1900, imp. Et. Auclaire.
- 191 bis. — — — *Les Logis et les Etapes de L'Enseignement secondaire à Montluçon*. 92, n^o 5, 6.
192. — — — *Un Bataillon scolaire des enfants de Mn. en 1790*. Paris, in-8°, 14 p.

- 192 bis. — HACHETTE (Alfred): *Le Cahier d'un Rhétoricien de 1778 au Collège de Montluçon*. Extrait de la *Revue Pédagogique*, 1911.
193. — JANIN (Edouard): *Montluçon industriel*. Dans la « Quinzaine Bourbonnaise », T. VI, 1897, p. 505-529.
194. — — — *Histoire de Montluçon*, Montluçon industriel, notabilités montluçonnaises, environs de Montluçon, étude sur Nérès. Mn., imp. J. Maugenest, 11, avenue de la Gare, 1904. Grand in-8°, VIII, 607 p., et figures.
195. — LAGUÉRENNE (Henry DE): *Notice sur la famille Grozieux de Laguérègne*. Rome, 1903.
196. — — — *Simple Croquis de Montluçon au bon vieux temps*. Châteauroux, imp. P. Langlois et Cie, 1904, in-8°, 280 p.
197. — — — *Notes et Souvenirs relatifs à l'Ancien Couvent des Ursulines de Montluçon (1643-1909)*. Mn., A. Herbin, grande imp. du Centre, 1911, in-8°, 142 p.
198. — — — *Montluçon pendant la Terreur*, Cours fait à l'œuvre des « Conférences », 23 mars 1914. Mn., impr. F. Herbin et Bouché, 1914, in-12, 56 p.
199. — — — *Pourquoi Montluçon n'est pas chef-lieu de département*. Saint-Amand (Cher), imp. Clerc-Daniel, 1919, in-12, 108 p.
200. — — — *Légende des Bourbon-Montluçon*, in-8°. [Voir: Villatte des Prugnes.]
- 200 bis. — LA ROMAGÈRE (Charles): *L'Instruction sous l'Ancien Régime*. Montluçon, imp. Herbin, 1898, in-8°, 70 pp.
201. — LAUNAY (L. DE): *La Vallée du Cher dans la région de Mn*. Service de la carte géologique. Paris, Baudry, 1892.
202. — — — *Carte géologique: feuille de Mn.*, 1892.
203. — LENOIR (Albert): *Les Antiquités romaines détruites à Mn*. Dans la « Revue Bourbonnaise », T. IV, 1887, p. 300-332.
204. — LOCARD (A.): *Reconnaissance des laydes, péages et autres droits*, que prend et exige Mgr le duc de Bourbonnais en la ville et franchise de Mn. Moulins, 1890, publié par M. Vayssière, dans les « Archives Bourbonnaises ».
205. — — — *Récit des fêtes solennelles célébrées à l'Institution Saint-Joseph de Mn*, en l'honneur du bienheureux Pierre-Louis-Marie Chanel, de la Société de Marie, 1890, in-8°.

206. — LOCARD (A.): *Description de deux Pseudanodonta nouveaux observés aux environs de Montluçon*. Moulins, 1894.
207. — MANGERET (le P. Antonin): *M. l'Abbé Lapendrie*. Mn., imp. A. Herbin, 1885, in-8°.
208. — MEILHEURAT (Gabriel): *Notice sur Chabot-de-l'Allier: sa vie, son œuvre législative*. Moulins, imp. C. Desrosiers, 1880.
209. — MIQUEL: *Montluçon au XVI^e siècle*.
210. — — *La Porte Fouquet à Mn.* Publié dans la « Revue Bourbonnaise », T. I, 1884, 46 p. avec gravures.
211. — — *Les Anciens Couvents de Mn.* Id, T. II, 1885, p. 90-199.
212. — MONTUSÈS (Ernest): *Histoire de Montluçon*. Mn., imp. A. Thorinaud, 1912.
213. — PÉRARD (A.): *Catalogue raisonné des plantes de l'arrondissement de Mn.* (Bull. Soc. Bot. française, 1869.)
214. — — *Note sur quelques batraciens du Centre de la France*. Trois espèces observées aux environs de Mn., 1876.
215. — — *Liste des reptiles et des batraciens de l'arrondissement de Montluçon*, 1880.
216. — PÉROT (Francis): *Le Cheval-Fug à Montluçon (Allier)*. Extrait du « Bulletin historique et philologique », 1898, Paris, imp. Nationale, décembre 1898, in-8°.
217. — PERROT DE SAINT-ANGEL (Gilbert-Bon): *Montluçon, ses établissements civils et religieux, du Moyen-Age au commencement du XIX^e siècle*, publié d'après son manuscrit par son arrière-petite-nièce, M^{lle} Léonie Duchet. Mn., imp. A. Herbin, 1913. (Important ouvrage, avec de nombreuses gravures.)
218. — SERVANT (Stéphane): *Fragments d'œuvres. — Les Cahiers du Centre*. Octobre 1911.
219. — TUDOT (Edmond): *Album historique de Tronçais, Commeny, Montluçon, Nérès et Montassié*. In-folio, Paris, typ. J. Claye; lith. Lemercier, 1856.
220. — VACHER (Antoine): *Essai de géographie urbaine*. 1904, Paris, in-8°.
221. — VAUQUELIN: *Analyse d'un minéral d'antimoine des environs de Montluçon* (Ann. de Chim. et Phys. T. VII, 1817).
222. — VILLATTE DES PRUGNES (Robert), et DE LAGUERENNE (Augustin): *Etude sur l'Histoire de l'ancienne Seigneurie ou Baronnie de Montluçon*, augmentée de divers documents intéressant l'Histoire de Montluçon. Mn, imp. J. Mauge-
nest, 1904.
223. — — *Faune de l'arrondissement de Montluçon. Les Poissons*. Mai 1897. Mn, imp. A. Herbin, 1897, in-16.
224. — Y(ves) (Aimé): *Montluçon et son château au XVII^e siècle*, par A.

Y., étudiant en médecine, Clermont-Ferrand, imp. de Pérol, 2, rue Barbançon, 1846, in-8°.

Enfin les autres ouvrages cités comme nouvelles références au bas des pages.

c). Plans ; cartes.

- *Montluçon*. Carte topographique du dépôt de la guerre. 1849, in-fol.
- *Carte géologique du département de l'Allier*, par BOULANGER. Moulins, imp. Desrosiers, in-fol. et volume de texte (voir n° 24).
- *Plan cadastral de la ville de Montluçon*, en 1800 (dans **194**, p. 232-233; dim. de l'original: h. 0,80; larg. 127).
- *Nouveau plan de Montluçon*, dressé par Achille Delaval, employé des Ponts et chaussées, 1886; autographie Prot, à Mn (h. 0,61; l. 0,45).
- *Plan général de Montluçon*, dressé par A. WEISS, architecte-voyer, 1899 (dans **194**, p. 412-413; dim. de l'orig.: h. 0,655; larg. 0,96).
- *Montluçon-Néris*, carte en couleur au 1/25.000. dressée par R. RAYNAUD (1916). Mn., imp. Herbin et Bouché (h. 0,42; l. 0,57).
- Dans *Guide-Ravisette*, Allier. 1893. (h. 0,16; l. 0,24). autocopie chez Robert-Dulac, à Moulins.
- Dans les *Départements français*, de A. RAVEUR, 1891, gravé par A. Simon, impr. chez Ménétrier, Paris. Edité par A. Fayard, 78, boul. Saint-Michel. « Collection unique des 160 plans de villes. » (H. 0,17; l. 0,247.)
- Des *Guides Joanne*. Hachette et C^{ie}, Paris. Dessiné par L. Thuillier, imp. Dufrenoy, Paris (h. 0,19; l. 0,111).
- Dans l'*Annuaire général de l'Arrondissement de Montluçon*, de M. Maurice Duportet (h. 0,28; l. 0,215).
- Dans *Livrets Guides du Touriste*, publications Marcel Thiolier (h. 0,115; l. 0,095).
- Dans *Guide Michelin*, 1923 (h. 0,09; l. 0,065).
- Position géographique et hauteurs absolues des principaux points de Montluçon, sur la nouvelle carte. (Paris (s. d.), 4 p., in-4°.)

(A suivre.)

CHANOINE J. CLÉMENT.





Les Ruines du Château féodal de Bourbon-l'Archambault

AU XIX^e SIÈCLE (1)

Le 8 pluviôse, an II, le directoire du district de Cérilly avait mis en adjudication les ruines de la Sainte-Chapelle et du château de Bourbon, à l'exception toutefois des trois tours actuelles, qui furent conservées pour servir de « supplément » à la maison d'arrêt.

Après la Révolution, Louis-Joseph de Bourbon, prince de Condé, par une ordonnance du roi en date du 24 mai 1814, et un arrêté du préfet de l'Allier, du 13 octobre suivant, rentre en possession de la partie restée invendue de son château.

Le procès-verbal dressé le 31 octobre 1814 à la réquisition du receveur des domaines constate que ces ruines consistaient à cette époque en trois grosses tours construites en « pierres de taille, à tête à diamants », avec une petite cour devant et un puits commun entre les propriétaires voisins ; enfin en une petite parcelle de terrain escarpé joignant au Nord le déversoir de l'étang.

Il est observé que les tours ne sont point couvertes et sont en très mauvais état, qu'elles n'ont ni châssis, ni vitres, ni soliveaux et que le morceau de terre au-devant est inculte et couvert de décombres.

A la mort tragique du prince de Condé, les administrateurs des biens de son légataire universel, le duc d'Aumale, alors âgé de 10 ans, décidèrent la vente de ce qui restait du château. Achille Allier protesta contre cette décision dans une lettre indignée qu'il adressa à la *Gazette Constitutionnelle de l'Allier* et que ce journal publia dans son numéro du 29 juillet 1832.

Nous ne la reproduirons pas, si intéressante qu'elle soit, les continuateurs de l'*Ancien Bourbonnais* l'ayant publiée dans cet ouvrage. D'après eux elle sauva nos tours d'une perte certaine...

(1) Communiqué par M. Delaigue, 4 février 1924.

Sans enlever à l'historien auquel nous devons tant de brillants travaux sur notre province, l'honneur d'avoir sauvé ces ruines, il est juste de reconnaître que M. Dufour, ancien conservateur des monuments publics, y contribua pour une large part.

Les archives municipales de Bourbon contiennent à ce sujet un dossier qui ne peut laisser aucun doute.

Le 4 août 1832, M. Dufour adressait au préfet de l'Allier une lettre trop longue pour que nous puissions la mettre sous les yeux de nos lecteurs. La première partie de cette lettre est consacrée aux souvenirs historiques que rappelle le manoir des ducs de Bourbon. Dans un style élégant, M. Dufour refait en quelques lignes l'histoire de la ville et la monographie du château. Il recherche ensuite combien la vente de ce dernier rapportera au prince : « S'il se présente un adjudicataire pour achever de mettre ce roc à nu, dit-il, quelle somme pourra-t-il en offrir ? 12 à 1.500 francs au plus ; et ce serait pour ajouter au trésor du prince une somme aussi minime que messieurs ses régisseurs lui auraient conseillé de faire disparaître du sol français les derniers vestiges d'un édifice qui fut le berceau de son illustre maison. »

Et il ajoute :

« N'y aurait-il pas lieu de demander au duc la concession à la ville de son ancien château, à la charge par elle d'en surveiller la conservation ? »

Le 8 août suivant le préfet de l'Allier lui répondait qu'il avait transmis sa lettre à qui de droit et qu'il avait tout lieu d'espérer que la vente projetée ne serait pas consommée.

« Vous aurez fait, écrivait-il à M. Dufour, honneur à votre double mission d'artiste et d'historien en contribuant à conserver à votre pays un monument qui appartient également à l'art et à l'histoire. »

Le 11, le *Moniteur* et le *Messenger des Chambres* annonçaient que c'était par suite d'une erreur que les tours de Bourbon avaient été mises en vente.

Le baron de Surval, intendant général des biens du duc d'Aumale, par une lettre du 18 août et adressée à M. Dufour, confirmait le rapport des deux journaux. Il assurait qu'il avait lu avec le plus grand intérêt ses observations et le remerciait vivement.

JULES GRAS.



Application des Rayons X à l'étude des tableaux ⁽¹⁾

Lors de leur découverte, les rayons X ont passionné l'opinion publique qui suivait pas à pas les applications de cette « lumière nouvelle », comme l'appelait Röntgen ; notre Société ne resta pas indifférente, et le *Bulletin-Revue* de 1898 enregistre à chaque séance les faits nouveaux publiés à ce sujet, en termes qui paraissent parfois un peu naïfs maintenant, tellement ce procédé d'exploration est passé dans les mœurs actuelles.

A la page 91 du *Bulletin* de 1896, entre une narration de la radiographie du bras de l'empereur Guillaume et la découverte de l'écran radioscopique, on trouve la note suivante :

« Voilà bien autre chose ! Le conservateur du musée impérial de Vienne, M. Wedekinch, ayant soumis à l'épreuve des dits rayons une momie égyptienne réputée des plus précieuses, a constaté sur le cliché révélateur que les bandelettes mortuaires recouvraient non un squelette humain, mais un assemblage d'os d'ibis. Encore un truc de brûlé ! »

La lecture de cette note m'a suggéré l'idée de vous entretenir de l'application, relativement nouvelle, des rayons X à l'étude des tableaux.

L'image radiographique est obtenue par le contraste produit par la plus ou moins grande perméabilité des corps exposés à l'action des rayons X ; plus le poids atomique d'un corps est faible, plus il est perméable. Or les couleurs employées par les peintres anciens et les peintres modernes ont varié dans leur composition. Les couleurs anciennes, surtout à bases minérales, sont plus opaques que les cou-

(1) Communication faite à la séance du 5 mars 1923.

Voir, sur le même sujet, un article dans *la Nature* du 8 mars 1924.

leurs modernes à base d'aniline ou végétale, sauf les blancs (sels de Pb ou de Zn) et le vermillon (sel de Hg). De même l'enduit recouvrant le panneau ou la toile constitué autrefois par un mélange de carbonate de chaux et de colle, actuellement par une couche de céruse, est bien plus transparent.

Il en résulte qu'une peinture ancienne donne une image radiographique beaucoup plus nette qu'une peinture moderne. Ce serait donc un procédé mécanique infaillible pour différencier une œuvre ancienne d'une œuvre moderne : la peinture ancienne donnant un cliché net reproduisant tous les contours du dessin, la peinture moderne, au contraire, ne donnant qu'un cliché imprécis, parfois « illisible ».

Malheureusement, il y a des causes d'erreur ; une peinture ancienne peut avoir été réentoilée : donc interposition d'une couche opaque de céruse ; une œuvre moderne dans laquelle les blancs dominent donnera une image nette.... Quoi qu'il en soit, sans donner la certitude, la radiographie peut apporter à l'expert une aide précieuse. Mais où l'intérêt de ce procédé devient énorme, c'est la révélation de retouches modernes dans une œuvre ancienne. On a pu ainsi trouver d'importantes modifications apportées à certains tableaux, par exemple *La Crucifixion*, d'Engelbrechtsz, dans laquelle la radiographie pratiquée par le Dr Heilbron, d'Amsterdam (reproduite dans l'article du Dr Cheron au *Journal de radiologie* d'avril 1921), a montré la superposition de deux personnages.

Il serait intéressant de développer ce procédé d'investigation ; peut-être ferait-on des trouvailles inattendues et, à l'encontre du malheureux conservateur du musée de Vienne, quelque chef-d'œuvre du XVIII^e siècle apparaîtrait sous une étude sans intérêt du début du siècle dernier.

Bien des points restent à élucider : époque de substitution de l'enduit à la céruse à l'enduit au carbonate de chaux, époque de modification dans l'emploi des couleurs (époques qui ont probablement varié selon les écoles) ; ce n'est que par l'expérience, en radiographiant un grand nombre de tableaux, que des précisions pourront être obtenues, précisions non seulement intéressantes pour les expertises, mais aussi pour l'histoire de l'art.

Dr MONCEAU.





Trois Inscriptions bourbonnaises

DU XVIII^e SIÈCLE

Par lettre du 8 novembre 1922, M. l'abbé Feignon, curé doyen de Sancergues (Cher), a bien voulu m'envoyer un document anonyme sur papier, d'une écriture du XVIII^e siècle, à lui remis alors qu'il faisait des recherches sur sa paroisse.

Ce document porte en exergue :

« *Différentes inscriptions pour des premières pierres de plusieurs bâtiments, etc.* »

A la suite vient le texte de trois inscriptions. Je le reproduis, en y ajoutant quelques commentaires.

« *Pour le bâtiment de M^r de Saugé, Receveur des tailles à Montluçon, etc...*

Deo opt. + max. Amen.

Sapientia ædificavit sibi Domum. Salom. C.

Hanc primam petram posuit Do. Clusel de Saugé, etc...

Il fut posé un jeton d'argent ☉ du collège des Secrétaires du Roy du grand collège etc. dont il étoit. »

Il s'agit ici d'Alexandre Clusel ou Cluzel de Sauget, écuyer (1), seigneur de Sauget (Saint-Marcel-en-Murat), Conseiller du Roi, receveur ancien et alternatif des tailles et autres impositions royales pour l'Election de Montluçon, Conseiller Secrétaire du Roi, maison et couronne de France et de ses finances. Alexandre Clusel de Sauget devait sa noblesse à cette charge de secrétaire du Roi. Né vers 1706, sans doute à Saint-Marcel-en-Murat ou à Montmaraud, il était fils de Jean Sauget, sieur du Petit-Puy (Saint-Marcel-en-Murat),

(1) Cf. Collection des Gozis, aux Arch. de l'Allier.

marchand à Montmaraud, et de Françoise Savoisin. Il trépassa à Montluçon, le 16 octobre 1763, âgé de 57 ans, ayant épousé Marie Bauyn, issue de la famille bourguignonne des Bauyn d'Angerviller, dont il eut quatre enfants.

Alexandre Cluzel de Sauget fit bâtir le grand et bel hôtel devenu, depuis 1859, la sous-préfecture de Montluçon.

Cette inscription est je crois inédite.

La seconde inscription est déjà connue. C'est celle qu'on voyait jadis sur le Château-d'Eau de Moulins, dont nous pouvons encore admirer l'élégante architecture, 81, rue de Bourgogne, en bordure de la propriété de M^{me} Capelin.

A ma connaissance, cette inscription a été publiée au moins deux fois, une première fois, en 1900, dans l'*Histoire de Moulins* de M. Faure (t. II, p. 542), M. Faure n'indique pas, du reste, la source à laquelle il a puisé son texte. Une seconde fois, en 1903, dans le *Bulletin* de notre Société, p. 160, par M. le chanoine Berthoumieu, au cours de son article : *Les fontaines publiques de Moulins, depuis le xiv^e siècle jusqu'à nos jours*. Le chanoine Berthoumieu s'est visiblement inspiré de M. Faure, mais son texte latin est défiguré par deux barbarismes. A la seconde ligne de l'inscription, *Marchis* est imprimé à tort pour *Marchio*, et à la cinquième, *Profecto* pour *Præfecto*. Et ceci prouve qu'on ne saurait corriger avec trop de soins les épreuves d'imprimerie.

Je donne néanmoins ci-dessous le texte du manuscrit envoyé par M. le curé doyen de Sancergues, parce qu'il présente, avec ceux de MM. Faure et Berthoumieu, quelques variantes, dont la plus importante est le verset pieux qui lui sert d'exergue :

« Pour le Château-d'Eau à Moulins

Deo + omnipotenti

⊙
médaillon d'argent
du Roy

⊙
médaillon d'argent
de M. de Berule.

Sicut servus (1) *ad fontes aquarum.*

Aquæ in hurbis (sic) *usum et ornamenta colectæ* (2) *ædem hospitam*

(1) Lire : *cervus* et non *servus*.

(2) Lire : *collectæ*.

D.D. De berulle provinciæ marchio et dignitate præses, integritate, tutela, beneficentia deliciæ, ponebat.

Plaudentibus præfecto urbis Jouanne (sic) Jacobo Perrotin de la Serrée.

Ædilibus DD. Jouanne (sic) Baptista Merlin, Joanne-Baptista Picard, Petro-Josepho Fournier et Josepho Ripoud. Regis procuratore Joanne Gilb. De Lans.

Gilb. Jacob. tabulario.

Anno Domini M.D.C.C. L. I.X. die 24 sept.

(•)
*Médaille d'argent
de la ville. »*

Voici maintenant la troisième inscription. Sauf erreur, celle-là aussi est inédite.

« *Pour une maison appartenant aux R. D. D. Carmélites de Moulins.*

Deo opt. + max. Amen.

Deus in domibus ejus cognoscitur. Psalm. XI.VII

Et hujus hunc primum lapidem posuit DD Dionisius

Michael Philibertus Du Buisson, Eques, comes de Douzon

Dominus de Montaigu le Blain, Poncenat, Mont,

Sallonne, etc., chiliarchus dimacharum, legatus legionis

Aureliæ, et ad exemplum ipsius majorum, de Carmelitarum monasterio benemeritus :

Plaudentibus Reverendissimis et piissimis Dominis

D. Mariâ Sebastianâ Masson priorissâ, Mariâ

Victoriâ de Montigny vicariâ, Annâ Priolo depositariâ, et aliis in Christo Sororibus dilectissimis.

Sub administratione prudentissimâ Domini D.

Michaelis Girard De La Batisse abbatis Nostræ

Dominæ Du Boucher ad Arvernus Claromontensis ecclesiæ

Decanus nec non, hujus ordinis superioris vigilantissimi.

Anno Domini MDCCLXX die Martis 31^a.

(•)

*Médail. d'argent
de M. de Douzon*

(•)

*Médail. de cuivre
des RR. dd. Carmélites.*

En marge du texte ci-dessus se trouvent deux reproductions des

médailles placées au-dessous du texte de l'inscription et sans doute scellées dans la pierre, de façon apparente. Celle du comte de Douzon présente un écusson circulaire dans un cartouche, aux armes suivantes : *Ecartelé aux 1^{er} et 4^e de gueules à trois lions léopardés d'or l'un au dessus des autres en pal*, qui est d'Audier en Marche (1); *aux 2^e et 3^e d'azur, à la fleur de lys d'or en abîme accompagnée de trois étoiles à six rais de même*, qui est de Morin d'Arfeuilles, en Marche; *sur le tout, d'azur à une épée d'argent, la poignée d'or, posée en pal la pointe en haut, accompagnée de trois molettes d'éperons d'or*, qui est de du Buysson en Bourbonnais.

L'écusson timbré d'une couronne de comte. Tenants : deux Hercules appuyés sur leur massue.

Le personnage dont il est question n'est autre que le C^{te} de Douzon, qui allait quelques mois plus tard, le 20 décembre 1770, être promu mestre de camp, et devait un jour périr à Lyon, sur l'échafaud révolutionnaire, au nombre des trente-deux, le 11 nivôse an II (31 décembre 1793).

Il était fils de François-Senectaire du Buysson-Audier, chevalier, C^{te} de Douzon, et de Marguerite-Mayeule Alexandre de Beausson.

Sa grand'mère paternelle était née Jeanne-Marie Morin d'Arfeuilles. Il était donc fondé à faire figurer dans ses armoiries celles de cette maison. Il ne l'était pas moins à y placer les armes des Audier dont il descendait également.

Pour achever la description de la médaille du C^{te} de Douzon, j'ajouterai que, sur la bordure autour de l'écusson, d'après la reproduction annexée au texte de l'inscription, on lit :

DIONYSIUS-MICHAEL-PHILIBERTUS DUBUYSSON. 1770.

Cette médaille fut donc frappée vraisemblablement à l'occasion de la pose de la première pierre de la maison en question.

Pour finir, je crois devoir faire remarquer que le blason des du Buysson y présente des écartelures que les armoriaux n'indiquent pas. Il y a donc lieu d'en prendre note et de remarquer que le C^{te} de Douzon ne portait pas *la partition d'or au buisson de sinople* qu'on adjoint d'ordinaire aux armes de cette maison.

(1) D'après les armoriaux, les armoiries des Audier sont ordinairement données avec le champ d'azur et les lions léopardés d'or sont indiqués : *lampassés de gueules*.

Quant à l'édifice qui devait être orné de la plaque commémorative et de l'inscription ci-dessus, elle se trouvait sans aucun doute rue de Decize, jadis rue des Carmélites, près du couvent ; on sait que, proche de leur monastère, les Dames du Carmel avaient des maisons qu'elles louaient pour augmenter les revenus de leur établissement.

La seconde médaille, celle des Carmélites, était aux armes de l'Ordre. Dans un cartouche se trouve un écusson d'argent, à une pointe arrondie de pourpre se terminant par une croix pattée de même, à trois étoiles à huit rais de l'une en l'autre. L'écusson timbré d'une couronne de duc, de laquelle sort un bras dextrochère paré, armé d'une épée posée en barre, accosté de dix étoiles, cinq de chaque côté.

Sur la reproduction de la médaille, autour de l'écusson, on lit cette inscription :

ZELO. ZELATVS. SVM. PRO. DOMINO. DEO. EXERCITVVM.

La date 1770 est dans le champ, aux flancs de l'écusson : à droite, les chiffres 1,7 ; à gauche les chiffres 7,0.

A cette reproduction de la médaille est annexée une épreuve d'une petite gravure sur cuivre qui provient de l'exergue d'un livre quelconque, comme l'indiquent des traces de lettres imprimées en rouge. On peut lire encore, au-dessous, un fragment d'adresse du libraire « A PARIS ». Cette gravure donne les mêmes armoiries, avec les seules différences suivantes : l'épée est flamboyante et un listel s'enroule autour de ladite épée, descendant des deux côtés du cartouche contenant l'écusson. Sur ce listel est inscrite la devise ZELO ZELATVS SVM, etc.

Je verse le document que m'a envoyé M. le doyen Feignon, aux archives de notre Compagnie, ainsi que la lettre accompagnant l'envoi.

12 novembre 1922.

PHILIPPE TIERSONNIER.





NOTES SUR VOUSSAC

Voussac (Allier) est-il le *pagus vosagensis* situé en Berry, où Chramisinde, meurtrier de Sichaire (Tours 587), se réfugia pour échapper à la reine Brunehaut (Grégoire de Tours: *Histoire des Francs*, chap. xix^e, livre ix)?

Il y a intérêt à rectifier une erreur lorsqu'elle se présente à nous sous le patronage d'une autorité aussi incontestée que celle de Chazaud. Or Chazaud a inscrit, dans son *Dictionnaire de noms de lieux de l'Allier*, à l'article « Voussac », l'indication *pagus vosagensis* comme la plus ancienne (vi^e siècle) des dénominations connues de Voussac; il faisait allusion au texte de Grégoire de Tours. Or, M. Charles de Laugardière, dans un travail très complet du 28^e volume des *Mémoires des Antiquaires du Centre*, démontre que le mot *pagus vosagensis* s'applique au territoire Vouasay, canton du Blanc (Indre).

Le *pagus vosagensis*, en Berry, cité par Grégoire de Tours (*Histoire des Francs*, chap. xix^e, livre ix), comme lieu de refuge de Chramisinde, meurtrier de Sichaire, a été identifié avec Voussac par Guérard 1877; Chazaud 1879.

Longnon (1878, *Géographie des Gaules*) rejette Voussac et l'identifie avec Bouges.

Voussac ne peut représenter le *pagus vosagensis*, parce que les formes connues :

Voussat (1246),
Vocianus (xiii^e siècle),
Vocat, Vocas (xiv^e siècle),
de Vauxaco (1529),
de Voussaco (1603-1648),

éloignent de *Vosagus* et indiquent un radical *voca, voci*, qui en dif-

fère complètement comme phonétique. C'est l'argumentation de M. Longnon à la Société des Antiquaires de France (1879), contre Chazaud.

Bazaiges, que l'on a proposé, vient de *Basilica*, église rurale fort ancienne.

Bouge vient de *Bulbia* comme Baugy vient de *Bulbiacus*. Ouges, de *Ubia*.

Vosagus, nom du massif montagneux des Vosges, s'applique à des lieux placés au milieu de forêts (abbaye de Prémontré, diocèse de Laon), *Vosagus*, *Vosegus*, *Vogesus* *Vogasus* (*Zeus*).

Vogasus, par chute du *g*, devient *voasus* et *oa* est noté en français *oi*.

Le monastère de *Voyge* ou *Voyse*, près des sources de la Meuse, a conservé le nom *Vosagus* ou *Vosegus*.

La forêt de la *Voyge* ou *Voyse*, aussi la forêt de *Vois*, dont celles de Coucy, Saint-Gobain et Monceau-les-Lemps, sont les restes (Aisne), s'appelle *Vedogium* en 1101 et *Vosagus* en 1119, — *foresta Vosagi* en 1170, — *foresta de Voas* en 1209, — forêt de *Voiz* 1287, de *Vouys* 1397.

Voisey, commune de la Haute-Marne, passe des *Vosegus* 1172 à *Voysey* en 1676, *Voysé* en 1221, *Vousey* en 1417, *Voulsey* en 1448, *Voisey* en 1496, etc.

Or, en 1372-1498, il existait une châellenie de Voazoïs en Berry (*Inventaire sommaire des archives de l'Indre*, par M. Théodore Hubert, E 304). Cette châellenie est appelée de *Vouazays* dans un partage de succession des Poquières, seigneurs de Belabre, de 1497 à 1498.

Vosagus-Belabre, chef-lieu de canton de l'arrondissement du Blanc-Indre, était un fief important du Bas-Berry, la châellenie de Vouazays faisait partie de l'ancien archiprêtré d'Argenton, diocèse de Bourges, et, avec ce diocèse, se confondait le *territorium Biturici* au temps de Grégoire de Tours. Le vouazays était une contrée accidentée et boisée.

Le *pagus vosagensis* était une circonscription territoriale, comme les *pagi burbunensis*, *nivernensis*, *aurelianensis*, et la terminaison *ais* est la traduction de la terminaison *ensis*.

En 1246, Pierre et Geoffroy de Vouhet, chevaliers, reconnaissent aux Frères de la Maison-Dieu de Montmorillon, le droit de chasser et pêcher *in castellania* de Vohaseis.

En 1482, Grill et Jean Couraud frères sont maintenus en possession de leurs droits de justice sur les habitants de la seigneurie de la Rochechevreul contre les coseigneurs de la terre de Vouazas ou Voazoïs, au pays de Berry. Sur une copie le nom est Vazoïs ; or, il existe dans la région une forêt des Vazoïs et un lieu dit des Vasoires (commune de Prissac).

D^r DE BRINON.



L'ANCIEN PETIT CHATEAU DU PLAIX PRÈS YGRANDE

Dans ce reste de manoir, on remarque encore des cheminées du xv^e siècle, en pierre, qui ne manquent pas d'intérêt. La porte d'entrée existe avec des ferrures du xv^e siècle, et on voit outre le logement dans les murs de l'énorme poutre qui consolidait à l'intérieur la fermeture de l'huis, l'ingénieux système de défense du logis. Derrière la porte se trouvait un vestibule donnant accès aux pièces du rez-de-chaussée et à l'escalier conduisant au premier étage, escalier alors situé face à la porte d'entrée, percée sur la façade. Le plancher du vestibule est mobile. Si on le relève on aperçoit le trou béant de la cave. Un assaillant, qui après avoir forcé la porte aurait voulu pénétrer, se trouvait donc en face d'une sorte de saut de loup dans lequel il devait inmanquablement tomber s'il avançait avec trop de vivacité.

Le linteau de la porte du côté extérieur était orné d'un grand écusson accosté de deux motifs décoratifs inscrits dans un rectangle, le tout est actuellement fruste, par suite d'un soigneux grattage qu'on peut attribuer sans trop de témérité à l'époque révolutionnaire. Cet écusson portait *une fasce* accompagnée de trois objets semblables. Peut-être, mais c'est moins probable, brochant sur un lion ?? Ce sont certainement les armoiries du constructeur du ma-

noir, malheureusement on ne sait rien des possesseurs du Plaix, paroisse d'Ygrande au xv^e siècle.

Les fiches de Maurice Perrot des Gozis nous font seulement savoir que la famille de Monestay possédait Le Plaix de 1555 au moins à 1700. Les Jehannot en prirent possession par mariage à cette époque et gardèrent Le Plaix jusqu'en 1722. En 1743, M^{me} veuve Jehannot, née de Monestay, était dame du Plaix.

Les registres paroissiaux d'Ygrande (voir Inventaire E supplément, Arch. de l'Allier), donnent d'intéressants détails sur les possesseurs du Plaix, ses habitants, ses hôtes ; malheureusement ils ne commencent qu'à 1583.

Par la suite, l'entrée du château ou manoir du Plaix a été modifiée. L'escalier dont j'ai parlé fut supprimé. En avant de la porte si bien défendue, fut élevée une tour carrée, renfermant un escalier en spirale desservant le premier étage et les greniers. La nouvelle porte percée dans cette tour est ornée de pilastres et d'un fronton, le tout assez lourd, peut-être datant de Louis XIII, peut-être de date plus récente. Ce fronton était orné d'un écusson aussi fruste que celui du xv^e siècle.

Au temps de sa splendeur, le château du Plaix présentait le type classique des petits châteaux de plaine. Il formait un rectangle cantonné de tours aux angles. Une subsiste, accolée à ce qui reste de l'ancien logis seigneurial. Ce rectangle enserrait, outre le logis, toutes les dépendances. L'ensemble était ceint d'un profond fossé et, face au logis, le fossé devenait un étang. Etang et fossé sont aujourd'hui asséchés, mais nettement visibles.

De l'ancien fief du Plaix, dépend une petite chapelle sans caractère architectural, située entre le Plaix et le bourg d'Ygrande.

La terre du Plaix, appartenant aux héritiers de notre regretté confrère Abel Chabot, doit, dit-on, être bientôt vendue. Que deviendra le petit château déjà bien maltraité ? On ne sait. Aussi est-il utile de signaler les restes archéologiques d'une noble demeure qui meurt peu à peu, de jour en jour défigurée par le rôle agricole auquel elle est affectée.

PH. T.

NÉCROLOGIE

Marquis de LAS CASES

La Société d'Emulation du Bourbonnais a perdu, en la personne de M. le marquis de Las Cases, un de ses membres les plus distingués et les plus éminents. Sa grande affabilité lui avait gagné la sympathie de tous ceux qui le connaissaient et fit naître, à la nouvelle de sa mort, un sentiment général de tristesse.

Jean-Marie-Barthélemy, marquis de Las Cases, naquit à Chalonnes (Maine-et-Loire), le 19 août 1845.

Il était le petit-fils du compagnon fidèle de l'empereur en exil, auteur du *Mémorial de Sainte-Hélène*. Son père, chambellan à la cour de Napoléon III, fut élu député de Maine-et-Loire en 1857.

Il fit ses études au collège Rollin, et à 18 ans entra dans la carrière diplomatique pour laquelle le désignaient tout spécialement la clarté de son jugement et sa très grande culture intellectuelle.

Il fut nommé attaché à la légation de France à Athènes et passa en Grèce des années fécondes et charmantes, grâce à la bienveillance amicale que lui témoigna le futur roi Georges, alors prince héritier, et à l'intimité des relations qu'il entretenait avec l'homme éminent, qui était alors son chef, le comte de Gobineau.

Il fut envoyé ensuite à l'ambassade de France en Espagne ; il s'y trouva sous les ordres directs du baron Mercier de Lostande, dont il devait plus tard épouser la fille.

En 1870, lorsque la guerre éclata, M. de Las Cases s'engagea aux mobiles de l'Anjou et y reçut, avec les galons de capitaine, le commandement d'une compagnie : il prit part à la bataille de Coulmiers et aux dures opérations de l'armée de l'Est, qui devaient se terminer en Suisse.

Au sortir de la tourmente, il hésitait sur la route à prendre, lorsqu'il rencontra le comte de Chaudordy, que le gouvernement de la Défense Nationale venait de nommer ambassadeur à Madrid. Il le suivit et passa trois ans sans revenir en France.

Son séjour en Espagne devait durer jusqu'en 1879. A cette date, sur l'initiative peu élégante du représentant de la France, il fut brutalement révoqué pour avoir assisté à Londres au service funèbre célébré à la mémoire du Prince Impérial.

Rentré en France, il se maria et vint s'installer dans la propriété de La Presle, qui lui venait de sa mère, et se mêla presque aussitôt à la vie politique de son département d'adoption.

En 1881, il était élu maire de Coulandon, et en 1886, conseiller général du canton ouest de Moulins. Il conserva ces deux mandats jusqu'à sa mort.

Il rendit dans l'administration du département des services considérables, grâce à la lucidité de son intelligence, à une culture très étendue et à l'application soutenue qu'il apportait à l'étude de toutes les questions qui se présentèrent de 1886 à 1923.

Très accueillant et très bienveillant, son appui à toutes les causes justes était assuré et il aimait rendre service à tous ceux, sans distinction, qui s'adressaient à lui.

Il tenait une place considérable dans notre ville, où sa grande expérience des affaires et sa connaissance des hommes l'avaient appelé à diriger ou administrer de nombreuses et importantes sociétés : Société Mutuelle contre l'incendie, Caisse d'Epargne.

Dans toutes, sa disparition cause un grand vide et laisse d'unanimes regrets.

Nommé Chevalier de la Légion d'honneur en 1920, il mourut au château de La Presle le 10 novembre 1923.

LUCIEN CHAMBRON.

BIBLIOGRAPHIE

Le Bourbonnais à la fin de l'Empire et sous le gouvernement de la Défense Nationale. par M. le docteur CORNILLON. In-8° de 345 p. Moulins, imp. du *Progrès de l'Allier*.

Sous le titre qui précède, M. le docteur Cornillon vient de publier un nouveau livre où il a résumé les souvenirs qu'il a conservés de la guerre de 1870-71 et qui se rapportent principalement aux moyens de défense mis en œuvre pour continuer la guerre contre les Allemands, malgré les désastres du début. On n'était nullement préparé à cette résistance. La France ne put donc mettre sur pied

dans les départements que des moyens de défense improvisés et on dut forcément y recourir à l'organisation de corps isolés ou indépendants. Le sujet était donc tout tracé et après une étude sommaire des premiers préfets qui eurent à administrer l'Allier, M. Cornillon passe en revue les francs-tireurs que l'on organisa tout d'abord, et en premier lieu les éclaireurs de l'Allier, puis les francs-tireurs républicains de Gannat et les francs-tireurs Bourbonnais du capitaine Turlin, ensuite la garde mobile de l'Allier, puis la garde nationale sédentaire et la garde nationale mobilisable. Ce furent les principales créations. Il y en eut d'autres peu importantes, et qui ne laissèrent pas de traces. Le sujet très vaste conduit ensuite le docteur à s'occuper du comité départemental de secours aux blessés et du secours hospitalier, de l'ambulance internationale du Bourbonnais et enfin des ambulances communales. Dans ces différentes organisations, la population de l'Allier se montra d'ailleurs pleine de dévouement. Elle fut de tous points à la hauteur des pénibles circonstances du moment, le docteur en en faisant la remarque lui rend pleine justice.

Une étude succincte sur l'espionnage allemand trouve aussi sa place dans cet ouvrage, ainsi que les péripéties du siège de Paris dont le drame clôtura lugubrement cette époque néfaste.

Ce travail abondant donne lieu à quantité d'évocations individuelles où l'intérêt trouve son compte. Mais aussi malheureuse que fut la guerre de 1870-71, par le concours des circonstances toutes contraires pour le malheur de la France et dont les Allemands se sont trouvés à même de pouvoir profiter, le patriotisme et les actes d'héroïsme n'en furent pas absents, loin de là. En lisant M. le docteur Cornillon, on ne saurait l'oublier.

E. D.

Louis C^{te} de Montlaur, B^{on} d'Aubenas, conseiller et chambellan du Roi Charles VII (1372-1440), par E. GRELLET DE LA DEYTE, Le Puy en Velay, édition de la Société académique du Puy, 1923.

L'auteur a bien voulu enrichir notre bibliothèque de cette biographie ; elle retrace la carrière d'un grand personnage qui eut un rôle de premier plan dans les événements politiques, militaires et historiques de son temps.

Bien que n'appartenant pas à notre province, la maison de Montlaur, du Velay, n'est pas entièrement étrangère à l'histoire du Forez et du Bourbonnais. Pour s'en rendre compte il suffit de parcourir la table des noms de personnes terminant la publication, par CHANTELAUZE, de l'*Histoire des ducs de Bourbon et des comtes du Forez*, du chanoine Jean-Marie DE LA MURE.

Chemin faisant, dans cette vie de Louis de Montlaur, si mêlée à la grande histoire, on trouvera sur Charles VII et Jeanne d'Arc d'intéressants détails et sur ce roi notamment, puisé à bonnes sources, un jugement qui s'éloigne des données rendues classiques par les manuels d'histoire.

Des planches de sceaux, un portrait quelque peu fantaisiste du très victorieux et libéral Roy de France « Charles VII », deux vues d'Arlempdes qui fut baronnie possédée par Louis de Montlaur, illustrent cette intéressante brochure.

De nombreuses notes, dans lesquelles l'auteur, avec sa coutumière érudition, renseigne sur les personnages cités, leurs tenants et aboutissants, fournissent de précieuses indications. On y relève bien des noms intéressant le Bourbonnais, par exemple : Villardi de Montlaur, Aycelin de Montaigu-Listenois, Roquefeuil, Tournon, Bourbon, Viry, Mottier de La Fayette, Tourzel d'Alègre, d'Estaing, du Peschin, Chazeron, Chabannes, etc.

Voilà donc une bonne publication, où les chercheurs de chez nous trouveront à glaner.

PH. TIERSONNIER.

Les heures légères et les heures graves, par Daniel CHARBONNIER, chez Jouve et Cie, Paris.

Ils se font rares, ceux qui, de nos jours, parlent encore la langue des dieux. Il semble au vulgaire qu'exprimer par des mots rythmés des pensées d'un ordre transcendant, ce soit pratiquer un culte périmé.

Heureusement que certains hommes, non des moindres, ne jugent pas de cette manière et qu'ils conservent aux poètes un peu de cette sympathie admirative que l'antiquité leur prodiguait si largement. Au nombre de ces disciples d'Apollon, figure M. Daniel Charbonnier.

Le recueil de poésies qu'il a eu l'aimable attention d'offrir à notre

Bibliothèque, nous montre sous la forme de sonnets, d'épigrammes, d'élégies, de chansons, les manifestations d'un talent souple et varié. Porter un jugement sur une œuvre poétique serait chose facile ; mais, s'il s'agit de les faire apprécier au lecteur, le cas devient embarrassant, il faudrait lui citer tout sans aucun changement et la brièveté d'un compte rendu n'en tolère que quelques fragments. Choisissons donc ceux qui ont plus particulièrement trait à notre province.

Chantelle a fréquemment inspiré M. Charbonnier, et voici un extrait qui a pour titre : « Le Couvent ».

Ceux qui venaient ici rêver près du Castel
et bercer leur tristesse en faisant un beau rêve,
ne reviendront jamais lorsque le jour se lève
chanter l'hymne divine en invoquant le ciel.

O nonnes, regardez ce charmant paysage,
ce pont, ces arbres verts, ce joyeux voisinage,
ces sentiers escarpés sont pleins de liberté
où Dieu parle bien haut dans sa divinité.

L'Angélus a sonné dans le vieux monastère,
j'entends quelques versets qu'on récite tout bas,
j'entends les chants plaintifs mêlés à la prière,
dans le cloître j'entends sa voix, j'entends ses pas.

O château des Bourbons maintenant en ruine
qui brillait, rayonnait sous de dorés lambris,
O murs démantelés que le peintre dessine,
l'Art n'a pu ranimer vos antiques débris.

Citons deux couplets de sa « Chanson d'étudiant » :

Je jette un regard indiscret
vers la maison lorsque je passe,
je lève aussitôt mon béret,
je vois votre fer qui repasse
ma chemise ou bien mon col blanc.
D'être surpris je fais semblant,
et ce qu'alors je n'osais dire,
je le dis à présent sans rire :
je vous aime et je suis jaloux,
de qui ? demandez-vous, Palmyre :
nul n'ignore que c'est de vous.

II

L'aime votre bouche vermeille,
vos cils tout noirs, votre œil malin,
votre mouchoir sur votre oreille,
vos charmes, votre ton câlin.
Devant vous parfois je m'arrête,

qu'ils sont beaux vos pendants en or !
 je n'ai pas besoin d'interprète
 à présent pour vous dire encor
 ce que trop souvent je répète :
 Je vous aime, je suis jaloux,
 nul n'ignore que c'est de vous.

Après ce chapitre des « Violettes », viennent les « Cyprès », dont le ton est plus grave.

Au cimetière de Chantelle 1892.

Pendant nos jours de deuil, sondant le grand mystère
 de la mort, l'homme dit : Rien ne semble pareil
 au repos de la tombe, à ce dernier sommeil,
 à ce calme profond, à ce silence austère.

Croyez en Dieu, priez, vous qui versez des pleurs :
 tous ces morts qui sont là souffrent de vos douleurs,
 C'est pour eux qu'on a dit la dernière prière,
 Ils ont eu parmi vous un espoir éphémère.

Ils combattaient en vain contre l'adversité.
 En partant, quelques-uns ont regretté la vie,
 les autres ont vécu sans haine et sans envie,
 ils pensaient au bon Dieu qui fait la charité.

Le titre les « Flèches » désigne, cela va de soi, des épigrammes. Si l'intention est louable, la pointe s'égare peut-être parfois. Suivent les « Nouveaux sonnets », dont nous extrairons « Le bon juge » (rien de Château-Thierry).

Ah ! vive le juge de paix,
 ce magistrat doux et tranquille,
 ce bon papa, cet homme habile
 à concilier les procès.

Il veut éviter tous les biais
 de la procédure civile,
 en rédigeant dans le vieux style
 un jugement fait tout exprès.

Dans une affaire difficile,
 il va consulter la Sibylle
 qui connaît des lois et décrets.

Et si le recours est utile
 pour qu'on ne fasse pas de frais,
 ses conseils valent des arrêts.

Arrive la « Guerre », et le poète délaissant les sonnets, embouche la trompette, célébrant le drapeau, la colonne, Charleroi, Verdun, n'oubliant pas Miss Cavell. Sa bonne volonté est louable.

Le livre se termine par des œuvres diverses, en prose : dissertation philosophique, discours, et une comédie en un acte, le drame de Chantelle. Sous des appellations mythologiques, les héros d'un fait judiciaire qui eut ses jours de célébrité, sont rappelés à la mémoire.

En terminant, M. Daniel Charbonnier met en scène la Bouble « chantant à ses rives les souvenirs de Chantelle ». Sur ses bords défilent l'armée de Pépin le Bref, Anne et Pierre de Beaujeu, le Connétable et François I^{er}. Puis ces ombres s'évanouissent, il ne reste plus « qu'un couvent de sœurs cloîtrées ».

Du commencement jusqu'à la fin, qu'elle soit exprimée en vers ou en prose, la pensée de M. Daniel Charbonnier témoigne d'un élan continu vers l'idéal : de ce généreux effort, la Société d'Emulation le remercie.

E. CAPELIN.

ABEL FAURE : Enseignement et Réalité. 1 volume in-16 double couronne. Librairie Stock, Delamain-Boutelleau et C^{ie}, éditeurs, 7, rue du Vieux-Colombier et place du Théâtre-Français, Paris, 5 francs.

L'auteur, notre compatriote et collaborateur M. Abel Faure, expose sur les vicissitudes de l'Education française une opinion formée par une longue fréquentation du réel. L'analyse de la réforme opérée dans l'enseignement secondaire par Léon Bérard montre que notre système pédagogique est atteint d'un vice rédhibitoire, qui est la fausse utilité. On verra également dans ce livre une mise au point sans illusion de la question du latin ; un projet d'organisation d'un enseignement parallèle à l'enseignement secondaire et destiné aux enfants du peuple ; un projet de réforme de l'enseignement primaire ; un exposé des motifs qui militent en faveur de l'unité d'origine des maîtres des trois degrés d'enseignement ; enfin des considérations sur la formation de l'esprit français.

Après que la matière de l'enseignement public a été le sujet de tant de discours, de la prétention et de l'incompétence politiciennes, de tant de poncifs grandiloquents, et de tant de réformes contradictoires, on verra avec plaisir un véritable pédagogue montrer quelles qualités conviennent pour résoudre ces problèmes si épineux : bon sens, expérience, saine morale démocratique.



NOS CONFRÈRES M. Joseph VIFLE, membre de notre conseil d'administration, a fait, — au profit de l'Œuvre de la Croix-Rose, — une conférence sur ce sujet : « Un péril social : la détresse de nos campagnes ». Magistrat et agriculteur, notre confrère possède toutes les données de l'angoissant et si actuel problème que forment l'exode vers les villes et la « dénatalité ». Sa conférence, très documentée, a produit une vive impression.

NOS COMPATRIOTES Notre « Chronique » a signalé en son temps l'accession au ministère du travail de M. Albert PÉYRONNET, sénateur, et celle de M. Gaston VIDAL député de l'Allier, au sous-secrétariat de l'enseignement technique. Nous avons à enregistrer aujourd'hui la fin de leur existence ministérielle, le cabinet auquel ils appartenaient ayant démissionné le 27 mars.

BEAUX-ARTS Nous relevons aux catalogues des deux Salons du Grand-Palais les envois suivants d'exposants bourbonnais :

1^{re} Société des Artistes français :

PEINTURE

ANSALONI (Edouard), né à Yzeure. — 46. *Le Jardin de l'horticulteur*.

CHAUMARD (Henri), né à Vichy. — 436. *L'Ecolière*.

NOIROT (Emile), à Bourzat, Saint-Germain-des-Fossés. — 1468. *Soirée d'automne* (Polignac); 1469. *Vallée de Royat*.

DESSINS, AQUARELLES, PASTELS, ETC.

CHARPY (Mlle Jeanne-Marguerite), née à Moulins. — 2243. *Roses blanches*, aquarelle.

DORBEC-CHARVOT (M^{me} Henriette), née à Moulins. — 2630. *Portrait de M. Margot*, miniature.

JAMOT (Mlle Marie), à Moulins. — 2574. *Portrait de Betsy*, miniature.

PÉNAT (Lucien), né à Vallon. — Deux pastels : 2836. *Portrait de M^{me} Marchal*; 2837. *Portrait de l'auteur*.

SCULPTURE

FOURNIER DES CORATS (Pierre), né à Moulins. — 3488. *Marcel Régnier*, sénateur, président du conseil général, maire de Billy, buste bronze; 3489. *Offrande*, marbre.

LAURENT (Pierre), né à Montluçon. — 3627. *Portrait du poète Louis Mirande*, buste plâtre; 3628. *Portrait de M. Torau-Bayle*, avocat à la cour de

Paris, buste plâtre; 3629. *Portrait du docteur Pierre Mirande*, médaillon terre cuite.

RIVOIRE (Raymond), né à Cusset. — 3856. *Nausicaa*, statue plâtre.

ARCHITECTURE

MOURET (Pierre), né à Yzeure. — 4241. *Monument aux Morts pour la ville de Moulins*.

GRAVURE ET LITHOGRAPHIE

ALBERT PHILIBERT, né à Moulins. — 4290. *A Trianon*, lithographie originale.

PÉNAT (Lucien). — Deux eaux-fortes : 4601. *Vue d'Userches (Corrèze)*; 4602. *Portrait de M. G.*

ARTS APPLIQUÉS

DIEFLOTH (Émile), né à Couleuvre. — 4853. *Céramiques de grand feu à émaux cristallisés irisés*.

2^e Société nationale des Beaux-Arts :

PEINTURE

AMÉDÉE WETTER (Henri), né à Montluçon. — 19. *Marché bourbonnais*; 20. *Marché breton*.

ANDREAU (René), né à Moulins. — 22. *La Porte du jardin*.

DESLEIENS (M^{lles} Cécile et Marie), nées à Chavenon. — 310. *Un Chasseur* (portrait de M. B. de B...).

DESSINS, AQUARELLES, PASTELS, ETC.

LACROIX-BRAVARD (Pierre-Gabriel), né à Doyet. — Cinq gouaches. — 1495. *Jeunes loriots et jeunes fauvettes*; 1496. *Jeunes geais et jeunes pies*; 1497. *Jeune coq et poules*; 1498. *Grive litorne*; 1499. *Écureuils*.

RICHARD (M^{lle} Mariette), née à Montluçon. — 1591. *Croquis marocains*; 1592. *Roses*.

TISSIER (M^{lle} Jeanne), née à Moulins. — 1630. *La Porte ouverte*; 1631. *La Commode à la lampe*.

ARCHITECTURE

GÉNERMONT (Marcel), né à Moulins. — 1973. *Clinique de M. le D^r Pénard*, à Moulins.

✚ Notre compatriote René ANDREAU a été élu secrétaire du jury de peinture, au Salon de la Nationale.

ANTIQUITÉS ET CURIOSITÉS BOURBONNAISES

Notons pour les archéologues de l'avenir la disparition de l'impasse qui longea le chevet de l'église Saint-Pierre de Moulins. La porte donnant sur le cul de-sac a été murée. Une autre entrée a été percée sous la baie de l'avant-dernier vitrail de la façade est. Au-dessus de cette porte, et servant d'appui au meneau de la verrière, a été placée la petite *Nativité* de 1665 qui surmontait la porte de l'impasse.

RÉGEMORTES.



PROCÈS-VERBAUX

SÉANCE DU 5 MAI 1924

PRÉSIDENCE DE M. LE D^r DE BRINON

— Etaient présents : M^{me} MONCEAU ; MM. BAURY, BROSSARD, Georges BRUEL, CAPELIN, CHAMBRON, chanoine CLÉMENT, comte DE DREUILLE, GÉDEL, GÉNERMONT, LASSIMONNE, LOISEAU, LOIZEL, MILCENT, Adrien MITTON, docteur MONCEAU, MOREAU, d'ORJO DE MARCHOVELETTE, lieutenant-colonel DE SAINT-HILLIER, TIERSONNIER.

— Excusé : M. GAUTIER.

— Le procès-verbal de la dernière séance est lu et approuvé.

— M. le PRÉSIDENT adresse quelques paroles de courtoisie à M. d'Orjo de Marchovelette, qui assiste à nos séances pour la première fois.

— Il est procédé au dépouillement de la correspondance.

— Lettres de MM. GIACOBBI, D^r POURRAT et R. THURET, remerciant de leur admission.

— De M. LÉON BIDEAU, envoyant le projet d'une organisation de Société coopérative qui aurait pour but d'encourager les travaux intellectuels de ses membres. Il voudrait que notre Société fût la première à donner son adhésion. — Renvoyé à l'examen du Bureau.

— De M. LASSIMONNE, annonçant que l'excursion de la Société Scientifique aura lieu dans la région de Billy et de Saussat, le jeudi 8 mai.

— De M^{me} DE CHAMPIGNY, faisant part du décès de son mari,

M. Joseph DE CHAMPIGNY, conseiller général, maire de Maillet. La Société d'Emulation adresse ses vives condoléances à la famille de Champigny.

— De M. MONTAGNE, donnant des renseignements ; 1° sur le dieu, dit « de Montluçon », bas relief trouvé à Nérès et vendu au Musée de Saint-Germain ; 2° sur une motte située à Arfeuilles (arrondissement de Lapalisse) ; 3° sur des mégalithes décrits par Baraillon, dans la région de Montluçon. Ces pierres, qu'on peut voir au hameau de Boisdijoux, sur la route d'Huriel à Quinssaines, paraissent à M. Montagne n'être sorties du sol que par la dégradation normale du terrain, sans intervention humaine ; 4° sur les travaux entrepris pour l'établissement d'une ligne de chemin de fer à Nérès. Aucune découverte intéressante n'a été faite jusqu'à présent. Le quartier qui s'édifie autour de la gare est à l'opposé de la ville gallo-romaine.

La question de l'emplacement du camp gallo-romain de Nérès donne lieu à diverses remarques faites par MM. le chanoine Clément, le lieutenant colonel de Saint-Hillier, Chambron et Tiersonnier.

— M. LE PRÉSIDENT rend compte de démarches diverses entreprises pour la reconnaissance d'utilité publique ; il porte à la connaissance de nos adhérents qu'il a adressé une demande de subvention à MM. les maires de Moulins et de Montluçon.

— A ce propos, M. Georges BRUEL lit un article de la *Revue des Deux-Mondes* (15 mai 1924, p. 209), au sujet de généreuses subventions accordées par le conseil général de la Côte-d'Or.

— Lettre de la Bibliothèque des Sociétés Savantes, remerciant des volumes reçus et de la décision prise de lui adresser désormais le *Bulletin*.

— Lettre de la Société de Géographie, déclinant provisoirement notre proposition d'échange en raison de son organisation actuelle des publications.

— Lettre de M. Benoît CLÉMENT, au sujet du Rocher de Carton, à la Guillermie. Il s'agit d'un bloc de granit de 2 mètres de hauteur et de 1^m,60 de largeur, appuyé obliquement sur un autre bloc. On y voit nettement trois cuvettes, ayant respectivement 0^m,50, 0^m,40 et 0^m,30 de diamètre, et une profondeur de 9 à 11 centimètres. Ces cuvettes sont parfaitement rondes et à bords nettement perpendiculaires ; le fond est plat.

Ce rocher est situé au Rez Binon, à la limite de l'Allier et du Puy-de-Dôme. Le guide qui a conduit M. Clément a entendu dire que la grande cuvette représentait le carton, la moyenne le demi et la petite le quart de carton.

Le carton était l'ancienne mesure à blé, il contenait 40 livres de grains.

Ce rocher est orienté N.-N.-O. M. B. Clément suppose qu'il faisait partie d'une table et que c'est par suite d'une cassure qu'il a glissé à sa position actuelle.

Il existe un deuxième rocher de carton, malheureusement endommagé par les maçons qui y ont pris de la pierre.

La communication de M. B. Clément est accompagnée de plans et de photographies.

— M. le Président signale une notice consacrée à M. Louis Milcent, frère de notre sympathique confrère (article paru dans les *Procès-verbaux et mémoires de l'Académie de Besançon*, année 1919, p. 86). L'auteur est M. René Garon.

— Il est porté à la connaissance de nos adhérents que le prix de vertu « Montlaur-Chamerlat - Edmond de Tarrieux - Anicie Desmanèches » sera attribué cette année à des œuvres ou à des personnes de l'Allier. Ceux d'entre nous qui connaîtraient des œuvres ou des personnes susceptibles de récompense sont priés de les faire connaître.

— M. le chanoine CLÉMENT donne des renseignements sur l'excursion à Clermont-Ferrand, fixée au lundi 16 juin. M. Adrien Mitton a bien voulu accepter de s'occuper de l'organisation matérielle de cette excursion.

Notre confrère donne lecture d'une lettre de M. Louis Grégoire au sujet du centre de la France dont il a été question à notre dernière séance à propos de l'ouvrage de M. Auguste Bernard (*Berry et Bourbonnais*). M. Grégoire joint à sa lettre une carte postale de la colonne de Bruère (Cher), « centre de la France ».

M. le chanoine Clément nous montre ensuite diverses photographies d'édifices ou d'objets intéressants : 1° celle de la statue en pierre de la Vierge, portant l'Enfant-Jésus, placée à Bourbon-l'Archambault, dans une niche, à l'angle de la rue Achille-Allier et de celle des Trois-Maures ; 2° une très intéressante porte de la maison Calemard, dans

la même rue, datant du ^{xvii}e siècle, et qu'il espère faire classer ; enfin 3^e d'une très importante miniature d'un ms. de la bibliothèque de Clermont. En effet, cette reproduction d'une Madone romaine, portant l'Enfant-Jésus sur ses genoux, est empruntée au ms. 145, folio 130 ; elle a été signalée autrefois par M. Rohault de Fleury dans son grand ouvrage sur la Sainte Vierge, depuis par M. Louis Bréhier, le distingué professeur de la Faculté des lettres de Clermont. Le manuscrit qui renferme cette Madone date du ^xe siècle, il a été écrit par l'ordre de l'évêque Etienne, qui fit construire la seconde cathédrale de Clermont. C'est une copie de l'ouvrage de Grégoire de Tours : *De miraculis sanctorum et confessorum*. Ce qui est remarquable dans cette miniature carolingienne, reproduisant une statue en or de la Vierge, c'est que non seulement elle nous donne le type exact des vieilles madones auvergnates — et des nôtres, — mais encore qu'elle nous prouve que les orfèvres et les sculpteurs n'ont pas attendu le ^{xii}e siècle pour sculpter « dans l'espace » ces vénérables statues dont une réserve excessive n'osait pas jusqu'ici attribuer la facture à un artiste antérieur à la fin du ^{xii}e siècle.

— M. le Dr DE BRINON annonce que l'ancienne église de Souvigny, Saint-Marc, sera désormais ouverte aux touristes, par les soins de la municipalité.

— M. Adrien MITRON présente à l'assistance le dessin qu'il a fait, au Musée, du chapiteau trouvé à Châtel-Deneuve. Il semble que ce soit celui dont parle Nicolaï : « et sur le mont y a apparence de quelque grande antiquité tant pour une ancienne mothe qu'y a que pour quelques viels fragments de murailles qui s'y trouvent : même à la porte de l'église se voit un très antique chapiteau de l'ordre corinthien fait du temps des romains. » (NICOLAS DE NICOLAÏ : *Description Générale du Bourbonnais*, en 1569, publiée par les soins du comte Irisson, d'Hérisson, Moulins, Desrosiers, 1875, page 85.)

— M. MITRON lit à ce sujet la note suivante :

« Ce chapiteau est de l'ordre composite, caractérisé par l'assemblage des acanthes corinthiennes avec les oves et volutes ioniques.

« Le chapiteau composite de pur style devrait présenter deux rangées d'acanthes superposées, et trois oves entre les volutes, ainsi que le montre le croquis annexe, d'après Vignole. Notre chapiteau ne possède au contraire qu'un ove et qu'une rangée d'acanthes. Le détail

le plus caractéristique de ce chapiteau est la feuille d'acanthé échappée de la volute et qui vient s'accrocher ou plutôt se coller sur la feuille d'acanthé de la corbeille inférieure. C'est le développement démesuré de la foliole A de notre croquis. Pour qui réfléchit combien l'architecture romaine et surtout les éléments de la colonne avaient été rigoureusement codifiés par Vitruve et ses continuateurs, il y a là une preuve de réelle indépendance de la part de notre artiste.

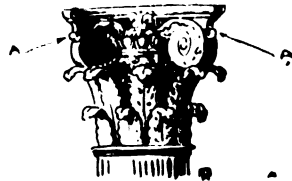
MUSÉE DE MOULINS
CHAPITEAU GALLO-ROMAIN
TROUVÉ A CHÂTEL DE NEUVRE



DISTANCE D'UNE VOLUTE À L'AUTRE : ENVIRON	75 cm
DIAMÈTRE DE LA COLONNE	85 cm
DU TORE	37
DISTANCE DE L'ŒIL À L'AXE	30
HAUTEUR DU CHAPITEAU	46
DU DÉPART DU TORE AU DÉPART DE L'ACANTHE	13 1/2
HAUTEUR DU TORE : ENVIRON	5



CHAPITEAU GALLO-ROMAIN
TROUVÉ A NEUILLY
(MUSÉE DE MOULINS)



CHAPITEAU CORINTHIEN CLASSIQUE

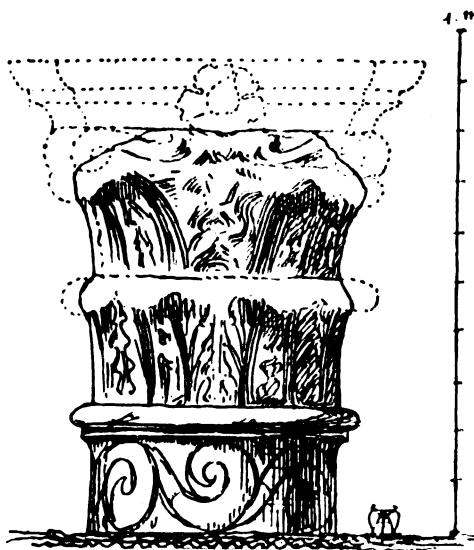
Dessin A. Milton.

« Cette désinvolture à l'égard des règles, la proportion anormale de l'ensemble du chapiteau, l'empâtement du modelé, nous portent à croire que ce morceau date de la basse époque gallo-romaine, et peut-être même des premiers temps de la barbarie (v^e siècle). Cependant, la subdivision méthodique des lobes des acanthes atteste que le sculpteur, bien qu'ayant perdu de vue les purs modèles de la Métropole, pratiquait encore les procédés des ateliers romains.

« La colonne a 0^m,33 de diamètre sous l'astragale. En supposant, ce qui est loin d'être certain, que la colonne avait le même galbe et les pures proportions des modèles romains, le diamètre inférieur de la colonne serait des 10/9, soit de 36 cm. 66. Et comme la colonne com-

posite normale doit avoir une hauteur totale de dix diamètres, nous aboutissons, pour notre colonne, à une hauteur totale de 3^m,66.

« C'est une médiocre hauteur, et qui ne convient ni à un temple, ni à des thermes, ni à une basilique. Pourtant, l'ordre composite, le plus riche de tous dans la hiérarchie des ordres, oblige à croire que



Chapiteau trouvé à Pélange,
Saint-Yrieix-la-Montagne (Creuse) (1).

cette colonne ornait un bel édifice. Était-ce un petit sanctuaire, un monument triomphal, la villa d'un opulent particulier, autant d'hypothèses invérifiables.

« L'abaque était percée d'un trou rectangulaire par où passaient ces crampons de bronze dont se servaient les architectes anciens pour lier la colonne à l'entablement.

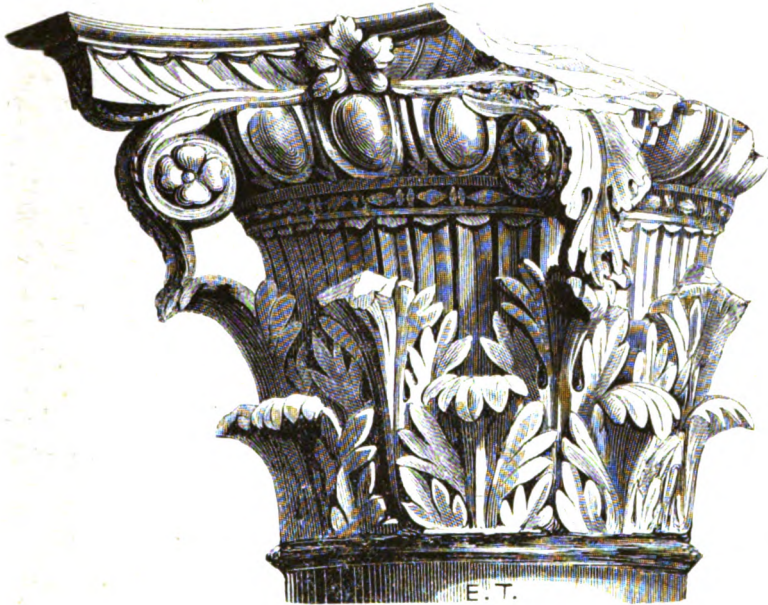
« L'astragale est réservée dans la même pierre que le chapiteau. C'est une exception tout à fait intéressante, car dans

toute l'antiquité, l'astragale était réservée dans le dernier tambour du fût ; au contraire, dans tout le Moyen-Age, l'astragale fait corps avec le chapiteau. Cela nous montre qu'avec ce chapiteau, nous entrons dans le haut Moyen-Age français. Cela prouve aussi que le fût ne présentait probablement aucun galbe... comme les fûts du Moyen-Age.

« Il existe au musée de Moulins un superbe chapiteau gallo-romain, découvert je crois à Nérès, qui présente la même particularité que notre château : la feuille d'acanthé issue de la volute et qui se colle sur l'acanthé inférieure. Il faudrait avoir étudié l'ensemble de tous

(1) Extrait des *Mémoires de la Société archéologique de la Creuse*. T. XXII, 1^{er} et 2^e fascicules, 1922.

les chapiteaux gallo-romains pour émettre un avis sûr à ce sujet ; mais il serait à souhaiter que chacun de nous, dans ses voyages et ses recherches, observe si cette particularité se retrouve ailleurs et dans quelles provinces. Il serait intéressant de trouver dans cette innovation la marque d'une école régionale, arverne, éduenne ou autre. »



Le chapiteau de Nérès (1).

— M. TIERSONNIER signale les lettres suivantes de Théodore de Banville, mentionnées dans le catalogue n° 18, d'avril 1924, du libraire Henri Saffroy, 15, rue Guénégaud, Paris-VI^e.

« 10765. — Lettre aut. signée à Alexandre Dumas fils, 26 avril 1870. 4 pp. in-8. 75 fr.

« Très belle lettre d'envoi d'un exemplaire de *Florise*, comédie dont les théâtres n'ont pas voulu et que Banville eut l'intention de dédier à Dumas « non pour vous demander si « *Florise* » méritait ou non d'être représentée ! Ceci n'est rien, mais il me semblait que cette

(1) Extrait du *Catalogue du Musée de Moulins*.

morte serait doublement morte si elle restait inconnue des quelques hommes que j'aime spirituellement, et dont la pensée m'occupe, m'éclaire et féconde ma petite inspiration ». Banville croit à la nécessité de la poésie. « Je crois réellement et matériellement à cette figure du flambeau qui est transmis de main en main à travers les âges. Non seulement rien de la pensée humaine ne peut mourir, mais encore rien ne peut ni ne doit mourir de ce qui a existé comme forme. Si, au moment où il passe dans ma main, le flambeau n'a plus qu'une toute petite étincelle mourante, au lieu d'être vive flamme et lumière comme il était aux mains des grands hommes, je n'en dois pas moins faire ce que j'ai à faire, — transmettre le flambeau tel que j'ai pu le conserver. »

« 10766. — Lettre aut. signée (à Alphonse Daudet); Paris 6 février 1868, 1 p. in-8. 60 fr.

« Belle lettre où il le remercie de son *Histoire du Petit Chose*. « J'ai veillé comme un écolier laissant couler les bougies finies et ne pouvant quitter le livre qui m'a amusé dans le meilleur sens que je donnais à ce mot quand j'étais enfant. Après réflexion, j'ai admiré l'esprit, la délicatesse, un art infini de composition, un style qui est si bien à vous, mais j'ai d'abord été empoigné, tout bêtement ! »

« 10767. — Lettre aut. signée, 4 pp. in-8. 60 fr.

« Lettre à un écrivain, qui désirait voir l'insertion d'un article dans une revue dirigée par Arsène Houssaye. Banville lui indique la manière d'arriver à son but : « Houssaye ne sait jamais ce qu'il a ordonné ni quand, ni comment, et pourquoi. Le plan est donc tout bêtement de faire l'article tout de suite, et l'ayant fait de le lui envoyer en lui écrivant : Cher Monsieur Houssaye, voilà l'article que vous m'avez promis de faire passer tout de suite dans la *Presse* en m'en avançant le prix. Retenez ceci : on peut toujours (sans exception) dire à Houssaye : Voilà ce que vous avez dit, et, qu'il l'ai dit ou non, il ne se le rappelle pas davantage. »

« Banville parle ensuite de son *Gringoire* qu'il refait entièrement d'après les conseils de Régner. »

— M. Tierzonier lit un fragment de sa monographie inédite du château de Rochefort (commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort) (1).

(1) Voir *Bulletin* 1902, p. 212 et suivantes.

C'est la description du château et des principales richesses d'art qu'il renferme.

Cette lecture est précédée de quelques indications sur l'intérêt historique de cette vieille forteresse en partie démantelée et dont on peut suivre l'histoire depuis sa fondation, au ^{xiii}^e siècle jusqu'à nos jours. Les possesseurs successifs en sont connus sans aucune lacune, et, comme ils furent pour la plupart de puissants personnages, avec eux côtoie à chaque instant notre histoire provinciale et même la grande histoire. Notre confrère donne la chronologie de ses seigneurs et possesseurs et, à l'appui de sa lecture, il fait circuler différents documents iconographiques. Il se propose ultérieurement de lire en séance l'étude archéologique du château de Rochefort, en indiquant ses transformations au ^{xiii}^e siècle et aux siècles suivants jusqu'à nos jours.

— Le lieutenant-colonel DE SAINT-HILLIER continue la lecture de son important travail sur les voies romaines, sujet qui lui fournit l'occasion de très ingénieux aperçus. Notre confrère intéresse vivement l'assistance par les étymologies de nombreux noms de lieux.

— Lecture est donnée de la communication suivante envoyée d'Hérissou par M. WALTHER :

• Nous croyons que nos confrères seront peut-être intéressés à connaître quelles furent les mesures prises par nos pères pour remédier à la cherté de la vie.

« Extraits des registres de la commune de Thémistocle, ci-devant Saint-Caprais.

« Règlementation des cabarets, 2 nivôse, an II :

« Défenses sont faites à tous aubergistes ou cabaretiers de cette commune de donner à boire à chaque citoyen *plus d'une chopine de vin* — mesure de cette commune — ainsi qu'aux externes, à peine de *dix livres d'amande*. »

« Prix de la journée, 4 frimaire, an II :

« Au même instant un membre a dit que, pour remplir l'article 8 du décret du 29 septembre dernier, qui fixe le *maximum du prix des denrées*, il fallait *taxer les journées de travail*.

« Le conseil général a arrêté que les journées de travail seront *taxées à seize sols sans nourriture et à dix sols nourris*.

» « De plus, il a arrêté que les charons pour façon d'une paire de roues seront taxés à *dix livres dix sols et nourris* ; plus pour le lit de charette *trois livres cinq sols* ; plus il a été arrêté que les *tixerands* en toile seront taxés pour façon de l'aune de toile fine à *six sols dix deniers* ; l'aune de toile commune à *quatre sols dix deniers* ; l'aune de grosse toile et drogué à *trois sols six deniers* ; plus il a arrêté que la journée du maître tailleur sera taxée à *huit sols et nourris*. »

« Rationnement du pain, 3 novembre 1793 :

« Le conseil général qui, vu la disette du bled, avait interdit aux cabaretiers ou aubergistes de fournir du pain « aux citoyens domiciliés en cette commune, même aux externes », par délibération du 3 novembre 1793, arrête que « à tous chefs de famille, il ne seroit plus accordé que trois livres de pain par jour ; aux enfants, au-dessous de l'âge de dix ans, deux livres ».

« Le registre est signé : Bonned et Maillier. »

— Le numéro du *Journal des Débats*, en date du 8 avril 1924, renferme sous le titre de « la Cathédrale de Clermont et les statues reliquaires », un travail de M. Bréhier. Il est question d'un clerc architecte, sculpteur et orfèvre. Entre autres œuvres citées, il est question des Vierges, en bois, qui se trouvent à Toulon-sur-Allier, Gusset et Chappes.

— M. GÉNERMONT donne lecture du rapport ci-dessous, relatif à l'organisation à Moulins d'une exposition artistique :

« Il a semblé, Messieurs, aux dirigeants du Syndicat d'Initiative Bourbonnais que pourrait vraisemblablement figurer dans le cycle des fêtes et manifestations dont cet actif Comité rêve de doter notre bonne ville de Moulins, une Exposition artistique et florale, de caractère nettement bourbonnais. En nous faisant part de ce projet, notre collègue, M. Chambron, Président du Syndicat d'Initiative, désirerait savoir s'il pourrait éventuellement compter sur le concours de la Société d'Emulation pour l'organisation de la partie proprement artistique de cette manifestation, à laquelle a déjà promis de collaborer, de son côté, la Société d'Horticulture.

« L'Exposition projetée, dont le seul nom rappelle les belles manifestations de 1885 et 1896, se différencierait pourtant de façon assez

sensible de ces expositions artistiques, au demeurant très réussies, dont Moulins a conservé le souvenir. Celles-ci étaient ouvertes à tous les artistes, quelle que fût leur région d'origine, quel que fût le caractère de leurs œuvres ; elles étaient, dans leur cadre restreint, une réduction des salons annuels de Paris. Il est douteux qu'à moins d'une préparation longue et coûteuse, de semblables essais puissent actuellement être tentés. Aussi tel ne serait pas le caractère de l'Exposition que le Syndicat d'Initiative espère organiser si la Société d'Emulation juge à propos de lui prêter son appui, son patronage et son concours.

« La première objection qui se peut présenter, réside dans la difficulté de réunir un nombre suffisant d'exposants, recrutés dans les seuls artistes d'origine ou d'inspiration bourbonnaise ; après avoir consulté quelques confrères et fait l'appel de partisans éventuels nous croyons pouvoir néanmoins réunir une collaboration assez étendue pour donner à cette première exposition artistique bourbonnaise d'après-guerre, une ampleur suffisante. Car, en dehors des salles habituelles de peinture, aquarelles, dessins, gravures, sculptures, bronzes, terres cuites, etc..., pourquoi ne pas songer à la possibilité de réserver une place assez importante aux arts décoratifs, aux arts appliqués à l'ameublement et au mobilier ? Conçu dans cet esprit et à la veille de la grande exposition internationale des Arts décoratifs de 1925, un tel projet semble de nature à tenter un certain nombre d'artistes et d'artisans du département. Et voici de la sorte une exposition ouverte aux décorateurs, aux ébénistes, à diverses autres industries du bâtiment, aux ferronniers d'art, aux peintres-verriers, etc... Ce sont, par exemple, des ensembles conçus par un architecte et réalisés par des peintres, des tapissiers, des menuisiers, des électriciens, des artisans du fer et du bois, ensembles présentés sous forme de stands (chambres, salons, salles à manger, halls, bureaux, etc...) comme nous sommes accoutumés à en voir chaque saison à Paris, aux salons des Artistes décorateurs, par exemple.

« La réalisation d'une partie rétrospective pourrait également être envisagée : exposition d'œuvres d'artistes bourbonnais disparus : Outin, Perret, Desboutins, ... exposition de richesses archéologiques dont notre département abonde, ou bien d'anciennes faïences, de vieilles lithographies, reconstitution, à l'aide de meubles anciens, d'un vieil intérieur de ferme bourbonnaise, avec personnages présentant les costumes de la province, etc.....

« A toutes ces fins, la Société d'Emulation accepterait-elle de prêter son concours, voilà ce que nous demande le Syndicat d'Initiative ? »

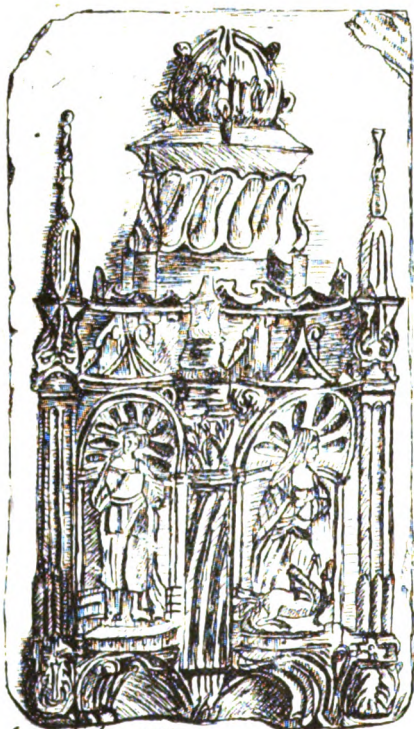
« Comme celui-ci prendrait vraisemblablement à sa charge les frais d'installation, assurerait un local large et spacieux, comme celui du Hall de la Société d'Agriculture qu'il suffirait de cloisonner et à la

décoration duquel participerait la Société d'Horticulture, chargée plus spécialement de l'Exposition Florale et de tout ce qui toucherait à l'art des jardins voisinant avec les réalisations dont nous venons de parler et consacrées à l'art de l'intérieur, le rôle de notre Société se trouverait assez limité et bien dans le cadre de nos statuts.

« Nous avons donc à décider si le projet semble réalisable et si nous pouvons lui promettre notre concours, auquel cas une Commission de quelques membres nommés par la Société d'Emulation pourrait se mettre en rapport avec le Syndicat d'Initiative et envisager, de concert, les moyens pratiques de réaliser cette Exposition artistique bourbonnaise qui pourrait avoir lieu,

après l'Exposition du travail de Vichy et avant l'Exposition internationale des Arts décoratifs, par exemple vers le mois d'octobre ou de novembre de cette année, ou au printemps de l'année prochaine. »

Cette proposition reçoit un accueil favorable et une commission est aussitôt nommée pour étudier, de concert avec le Syndicat d'Initiative, les modalités pratiques de sa réalisation. En font partie,



E. Capelin 1914

Pierre sculptée (XVI^e siècle) (1)
trouvée au domaine de Laillaud (Toulon).

(1) Cliché offert par notre collègue M. Capelin.

outre les membres du bureau : M^{me} Monceau, MM. J. Baury, Henri Buvat, Paul Buvat, Delaigue, Délinière, Galfione, Giron, Grégoire, Michel et Adrien Mitton, René Moreau, Place, Queyroi, Sarrazin et Viple.

— M. CAPELIN présente à l'assistance deux peintures à l'huile qu'il



Pierre sculptée (XVI^e siècle) (1)
trouvée au domaine de Laillaud (Toulon).

vient d'exécuter, et reproduisant dans leurs dimensions réelles deux pierres sculptées datant du xvi^e siècle. Ces pierres ont été trouvées en 1883, par M. Félix Arcil, au domaine de Laillaud, commune de Toulon, où elles servaient au métayer à caler ses cuves. Il est à noter que la métairie actuelle de Laillaud paraît avoir été, avant la Révolution,

(1) Cliché offert par notre collègue M. Capelin.

une dépendance de Mibonnet où se réunissait, dans une chapelle, une confrérie de Moulins. Ce serait peut-être une indication de provenance. M. Francis Pérot les avait signalées à l'époque mais sans en donner ni description complète ni reproduction. La plus curieuse de ces pierres, haute de 0^m,64, large de 0^m,39, en calcaire tendre, paraît avoir servi de dais au-dessus d'une statue.

La fine sculpture a souffert du vil usage auquel elle fut assujettie. Plusieurs fuseaux sont brisés ainsi que plusieurs colonnettes. Ce qui en reste donne néanmoins une idée très précise de cette œuvre d'art.

En haut est une sorte de pomme de pin stylisée démesurément grossie et agrémentée de volutes, au-dessous une sorte de tronc de cône rayé de cannelures, au-dessous se trouvaient des balustres inclinés, la plupart brisés, entrecoupés de colonnes torsées. Au-dessous, se voient deux sortes de niches où figurent sainte Marguerite appuyée sur un dragon ailé, et une autre sainte non identifiée. Le bas est creusé en dessus de niche. De chaque côté, des pinacles creusés de cannelures et surmontés de feuilles d'acanthé assez vaguement indiquées encadrent le tout. L'épaisseur de cette pierre va de 0^m,10 à 0^m,22, ce qui donne un relief considérable surtout dans la partie basse.

L'autre pierre, haute de 0^m,56, large de 0^m,46, épaisse d'environ 0^m,11, représente un écusson surmonté d'une couronne.

La similitude de cet écusson avec un chanfrein de cerf est très marquée, d'ailleurs le dessin en donnera une idée plus exacte que toute description.

— Le numéro des *Nouvelles Littéraires*, du 19 avril 1924, signale l'exposition du peintre Henri Chaffray, qu'on peut voir chez notre confrère M. Galfione, place de la République, Moulins.

— M. Georges BRUEL donne des renseignements intéressants sur la carrière et les publications astronomiques (1) de notre compatriote le colonel d'artillerie Raoul-Marie vicomte du Ligondès, né à Moulins le 11 mars 1847, décédé au château de Rochefort (Saint-Bonnet-Rochefort), le 24 mars 1917. En 1902, notre Société s'est occupée de sa théorie cosmogonique.

(1) La liste complète des livres, brochures, articles de revues publiés, ainsi que des articles inédits laissés par le colonel, sera donnée dans le *Bulletin de la Société Scientifique du Bourbonnais*.

Une notice sur le colonel du Ligondès sera publiée ultérieurement dans le *Bulletin*.

— M. le Dr MONCEAU fait circuler plusieurs photographies, prises par M. Rocart, place de la République. Elles ont pour sujet la rue des Orfèvres, la place de l'Ancien-Palais, la vieille maison dite de la Faulconnerie, etc. Elles sont absolument parfaites tant au point de vue de l'exécution qu'au point de vue pittoresque. Dans l'ombre de nos vieilles ruelles médiévales, il a fallu à l'opérateur une observation attentive et de nombreuses allées et venues pour saisir chaque sujet dans un éclairage favorable.

— M^{me} MONCEAU exprime le vœu que la Bible de Souvigny puisse être montrée aux visiteurs le jeudi et le dimanche.

Un couteau de silex de l'époque néolithique, trouvé près de l'hippodrome, est présenté par M^{me} Monceau.

— Sont présentés à l'admission :

M. Paul GERBAUD, chef d'escadrons de cavalerie en retraite. Chevalier de la Légion d'honneur, à Ussel (Allier), par M^{me} la comtesse de Fradel, MM. le Dr de Brinon, Tiersonnier.

M. Benoit CLÉMENT, instituteur à la Guillerme, par MM. Amédée Bardet, le docteur de Brinon. Viple.

M. Fernand CHAMPENIER, propriétaire, cours de Russie, 26, par MM. le docteur de Brinon, chanoine Desuoix, chanoine Clément.

M^{me} Marie-Josèphe ADEVOT, cours de Russie, 26, par MM. le chanoine Clément, docteur de Brinon, Louis Grégoire.

M^{me} la M^{me} DE SCEY DE BRUN, château de Buthier, par Vorey-sur-l'Oignon (H^e-Saône), par MM. de Quirielle, de Bonny, Dr de Brinon.

M^{me} Odile DE BONAND, château de Montaret, Souvigny, par M^{me} la vicomtesse d'Orcet, chanoine Clément, M^{lle} F. de Bonand.

— Est admis comme membre titulaire : M. Victor LARZAT, avenue Victor-Hugo, à Moulins.

— L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 23 heures,

E. CAPELIN.

SÉANCE DU 2 JUIN 1924

PRÉSIDENCE DE M. le D^r DE BRINON

Etaient présents : M^{me} MONCEAU, MM. BAURY, CAPELIN, CHAMBROY, chanoine CLÉMENT, GÉDEL, GÉNERMONT, LARZAT, MILCENT, Adrien MITTON, D^r MONCEAU, André ROY, lieutenant-colonel DE SAINT-HILLIER, SARRAZIN.

— Excusés : MM. G. BRUEL, GAUTIER, LASSIMONNE.

— Le procès-verbal de la précédente séance est lu et accepté.

— M. LE PRÉSIDENT souhaite la bienvenue à M. Victor Larzat, qui assiste pour la première fois à nos séances

— Il est procédé au dépouillement de la correspondance :

— Lettres de : M. LASSIMONNE, annonçant que la prochaine excursion de la Société Scientifique du Bourbonnais aura lieu le mercredi 11 juin, dans la région de Montaigu-le-Blin.

M. LASSIMONNE informe la Société que la Grotte de Sanssat, visitée récemment par la Société Scientifique, vient d'être fouillée méthodiquement. Il en a été retiré des ossements et des débris de poteries, déposés pour l'instant à la cure de Sanssat.

— De M. BRÉHIER, professeur à la Faculté de Clermont, annonçant l'envoi des numéros de la *Revue d'Auvergne* qui nous manquaient depuis 1914. La Société des Amis de l'Université a traversé une crise de recrutement et aussi d'administration, ce qui explique l'oubli qui a été fait. La Société d'Emulation adresse en échange ses *Bulletins*, sauf ceux de 1923, qui sont épuisés.

— De M. Georges BRUEL, donnant les notes biographiques suivantes sur M. Charbonnier, auteur des poésies dont il a été question dans le *Bulletin* précédent : Daniel Charbonnier, né à Chantelle, le 9 juin 1855. Juge de paix depuis 38 ans. A quitté le Lycée de Moulins en 1873.

— De la Société des Sciences Naturelles et Archéologiques de la Creuse, accompagnant le cliché du chapiteau de Pélanges, destiné à être confronté avec notre chapiteau corinthien de Châtel-Deneuve.

— De M. VIPLE : la subvention demandée au conseil général ne pourra être allouée.

— De la Faculté des Lettres d'Aix, demandant de souscrire à l'*Anthologie*, d'Achille Millien.

— De la Société Linnéenne de Lyon, sollicitant notre abonnement à son *Bulletin*. (Renvoyé à la Société Scientifique.)

— Numéro du *Bourbonnais de Paris*, juin 1924.

— De M. LÉON BIDEAU, proposant de créer une Société locale : « Les Amis de Bellenaves-Ebreuil », laquelle éditerait un *Bulletin*. (Renvoyé pour étude supplémentaire au Bureau.)

— Catalogue de la librairie Edouard Champion.

— Lettre de M. MONTAGNE, que nous résumons :

Le camp de César à Nérès. M. Montagne l'a revu, et de plus en plus il est convaincu que ce n'est qu'un tumulus. Un poste d'observation n'aurait pas de raison d'être dans ce lieu dominé de trois côtés par des collines et ouvert seulement au nord et nord-ouest. Son élévation de cinq mètres environ n'aurait d'ailleurs rien ajouté à l'étendue de la vue. Il n'y a jamais eu en ce lieu aucun fossé, aucun autre travail apparent. Cette butte, en forme de poire, a été coupée dans sa partie étroite par la voie ferrée ; et cette entaille n'a donné aucun vestige. Le centre n'a pas été fouillé.

Camp néolithique d'Arfeuilles. C'est bien à Arfeuilles, canton de la Palisse, et non à Arpheuilles-Saint-Priest, que j'ai découvert deux fossés, ceinturant le sommet d'une colline parfaitement nivelée et sur lequel il n'a été fait aucun apport de terre qui puisse lui donner l'apparence d'un tumulus. A mon avis, c'est un camp qui pourrait bien être néolithique, si je m'en rapporte à ce que j'ai lu depuis dans Déchelette sur ces sortes de remparts (*Manuel d'archéologie préhistorique*, t. I, p. 370).

Le trou de la pierre de Boisdijou (Quinssaines) n'est certainement pas l'œuvre des carriers. Ceux-ci, autant que je me souviens, font, lorsqu'ils veulent fendre une pierre, des tailles rectilignes et bisautées, de manière à y introduire facilement un coin en fer. Celui de cette pierre est rond comme le trou d'un nid de pic-vert dans le tronc d'un arbre. De plus, il est placé à trois mètres au-dessus du sol environ et sur le côté où la pierre est inclinée. Si des carriers avaient voulu fendre cette pierre, ils auraient procédé par une série de trous

disposés en ligne droite sur la face supérieure. A Montluçon, les uns m'ont dit qu'on y avait trouvé des poteries, d'autres des silex.

La pierre en pupitre du moulin d'Estivareilles. Je suis retourné à Estivareilles voir la pierre saillante du lanternier que vous supposez avoir servi de polissoir. Formée d'un granit à gros grains et assez peu consistant, je ne crois pas qu'elle ait jamais pu être employée à cet usage. Le silex ou toute autre roche dure l'eût plus profondément entamée. J'y ai relevé cinq entailles (parallèles), peu profondes et mousses au fond : aucune ne se termine en biseau. Cette pierre a d'ailleurs été taillée dans un but que je n'arrive pas à m'expliquer : elle ne fait pas saillie dans l'intérieur du monument.

Non loin d'Estivareilles, sur les bords de la route conduisant à Vaux, il y a une pierre brute, fichée dans le sol, au-dessus duquel elle s'élève d'environ 1^m,80. Primitivement, elle devait être plus longue et a été rognée au-dessus pour y mettre une croix. Je ne suis pas éloigné d'y voir un menhir. Elle a été signalée par M. Brugière de Lamothe, elle est en granit bleu étranger au pays. (*Bulletin* 1899, p. 160).

— De M. GAUTIER. — « La serpe au millésime 1582, damasquinée d'or, aux armes de François Chabot, marquis de Mirebeau, comte de Charny, et de Catherine de Silly, sa femme. — serpe que j'ai placée sous les yeux de la Société d'Emulation, le 3 décembre 1923 — a été, comme je vous l'avais annoncé, présentée par mes soins au 57^e Congrès des Sociétés Savantes tenu à Dijon, le 24 avril dernier. Je vous dois, Monsieur le Président, un compte rendu sommaire de la séance, présidée avec autant de talent que de courtoisie, par M. Etienne Michon, conservateur au musée du Louvre, et où cette présentation a eu lieu.

« Au vu de la serpe, M. Michon a immédiatement affirmé qu'il n'existe, à sa connaissance, ni dans les collections du Louvre, ni dans celles de Cluny, ni dans toutes autres qu'il ait eu à étudier, aucun objet analogue à cette serpe, complétée de sa gaine en cuir ouvragé et serti de grenats. A son avis, partagé d'ailleurs par d'autres spécialistes consultés, c'est cette gaine surtout qui constitue l'élément le plus rare, la caractéristique de l'objet et son originalité.

« L'un de ces érudits, spécialisé dans les choses de la fauconnerie,

estime que cette gaine est un travail d'origine persane. La serpe pourrait être, d'après lui, d'une origine et d'une époque différentes. Je ne me suis point associé à son avis sur ce dernier point.

« En fait, il est certain que la Perse est une région où la chasse au faucon a été jadis fort en honneur. Des reproductions de miniatures de ce pays représentent le faucon dessiné d'après des lignes analogues à celles de la sculpture de la gaine, notamment pour le ressaut de l'aile qui est très spécial. Dans les dessins persans ce ressaut se retrouve identique.

« Rien, d'ailleurs, d'extraordinaire à ce que la serpe soit advenue entre les mains du comte de Charny. L'outil est élégant en lui-même. Or, il est avéré que les objets en usage chez les gentilshommes fauconniers, et spécialement ceux de Bourgogne, étaient d'une richesse somptueuse. Les damasquinures de la lame, les dorures de la gaine, et les grenats dont elle est sertie, n'ont donc rien d'anormal. Ces gemmes, elles-mêmes, qui se tirent en partie de l'Orient, confirmeraient au besoin l'origine attribuée à l'arme dont elles complètent l'ornementation.

« L'originalité du dessin tant des gaufrures de la base de la gaine et de ses plats que du fleuron d'acier étoilé qui arrête la serpe à l'extrémité du manche d'ivoire de la serpe, est aussi tout à fait remarquable. Enfin, serpe et gaine ne portent aucune marque d'ouvrier, cependant la marque était obligatoire en France, d'après les statuts des corporations de l'époque. Cette absence de marque apporterait donc encore un argument de plus à l'appui d'une origine non française.

« Dans un autre ordre d'idées, il est exact que les fauconniers lorsqu'un animal venait d'être atteint par leurs oiseaux, avaient coutume de fendre la tête de la victime pour en extraire la cervelle qui servait de récompense au faucon à qui ils en faisaient « courtoisie ». Tout, dans ces conditions, autorise à croire que la serpe, solide, tranchante, et bien en main, devait être destinée, et a été utilisée, à ces sortes de curées toutes spéciales aux oiseaux de proie.

« J'ai donc conclu en ces termes : serpe inséparable de sa gaine et faites ensemble l'une pour l'autre à la même époque ; — travail d'origine non française, vraisemblablement persane ; — arme utilisée pour la chasse au faucon, venue par suite de circonstances indéterminées entre les mains de François Chabot, comte de Charny.

Bourguignon de race, et à ce dernier titre particulièrement intéressante, ce semble, à placer sous les yeux d'un Congrès tenu en la ville de Dijon.

« Ces conclusions ont été adoptées dans la séance de l'après-midi du 24 avril 1924, sauf en ce qui concerne l'origine persane du travail, qui a été réservée. »

Dans une autre note, M. Gautier fournit quelques renseignements sur la subvention récemment allouée à l'Académie de Dijon par le conseil général de la Côte-d'Or :

« De tout temps, l'Académie de Dijon et la Commission des antiquités de la Côte-d'Or ont joui de la faveur d'une subvention accordée par le conseil général. Cette subvention s'explique, pour la Commission des antiquités, par le caractère départemental de celle-ci, créée par un arrêté officiel lui donnant une mission qu'elle a toujours remplie.

« L'allocation annuelle était de 1.500 francs.

« Suspendues pendant la guerre, les allocations ont été rétablies et, dans des circonstances mal connues, se sont trouvées accordées en bloc à l'Académie chargée de faire la part de chaque Société. Une a liquidé, les autres se sont profondément transformées pour devenir des Sociétés ouvertes à tous et tâcher de se créer des ressources en multipliant leurs membres. L'Académie s'est beaucoup développée sous l'active direction de son président actuel, et la Commission n'est plus qu'une simple section de l'Académie, qui la fait profiter en partie de la subvention départementale de 5.000 francs.

« Dans l'ancien état de choses, chaque année, Commission et Académie faisaient chacune de leur côté une demande au conseil général, appuyée de leur dernier budget et de l'envoi de leurs publications aux membres du conseil général. Maintenant, c'est l'Académie, devenue personne importante, qui est seule chargée de ce soin et fait sa part à la Commission. »

— Don à la Société : « Guide de Saint-Pourçain ».

— M. Boikot envoie un travail intitulé : « Bourbon-Lancy, le Pont Saint-Martin, l'Ermitage Coeffard, le Port de l'ancien pressoir de Sept-Fons. » Quant à l'Ermitage, il s'agit d'une inscription moderne du Musée de Bourbon-Lancy ; inscription qui se rapporte à la maison de campagne d'un cabaretier de Bourbon,

ancien cuisinier de la famille de Dormy : il n'a rien de cénobitique. La Société remercie M. Boirot de son hommage.

— M. le chanoine CLÉMENT donne à la Société quelques renseignements complémentaires sur l'excursion projetée à Clermont le 10 juin.

Ensuite, notre confrère fait part à la Société d'un bordereau d'édifices bourbonnais réclamé déjà par le Ministre à notre compagnie, et qu'il se propose, de concert avec M. René Moreau, de comprendre dans un projet de classement supplémentaire. M. le chanoine Clément a réparti quatre-vingt-douze églises en trois catégories d'importances inégales, comprenant des églises, des châteaux et des maisons particulières, dont les propriétaires approuveraient le classement. Nos confrères y joindront des plans et quelques dessins qui feront mieux comprendre l'utilité de la conservation de ces monuments.

Enfin, M. le chanoine Clément nous entretient des séances que tiendra à Clermont la Société Française d'Archéologie, et la part qu'il compte y prendre au nom de notre compagnie. Après discussion sur l'école romane d'Auvergne, aux XI^e et XII^e siècles, et son influence en Bourbonnais, il signalera d'abord la répartition chez nous des arcs en mitre auvergnats dans la décoration des édifices ; ensuite, un tableau qui lui paraît des plus remarquables, conservé dans la maison des missionnaires diocésains de Clermont. C'est une très grande toile qui lui paraît appartenir à un maître de l'école primitive de Gand, qu'on a appelé tout d'abord — à tort — le maître de Flémalle et aujourd'hui le maître de Mérode, qui cache soit Robert Campin, soit Nabur Martin's, tous les deux d'ailleurs élèves du célèbre Robert Van Eyck. Il fait une dissertation sur cette école Gantoise, dont Clermont posséderait ainsi une des œuvres remarquables qui représente la Sainte Famille dans un intérieur et qu'on peut rapprocher des célèbres Annonciations du même peintre, conservées dans la maison de Mérode, à Cassel, ou dans une œuvre célèbre du Prado de Madrid.

— M. CHAMBRON annonce que le conseil municipal de Moulins a pris des dispositions pour rendre la Bible de Souvigny visible aux visiteurs, le jeudi et le dimanche.

— M. Adrien MITTON demande aux membres de la Société d'Emulation de dresser une liste des amateurs, professionnels, collection-

neurs, pouvant fournir des œuvres, tant modernes que rétrospectives, pour l'exposition artistique projetée en 1925 à Moulins.

— M^{re} MONGEAU signale l'existence à Moulins d'un atelier d'art créé par M. Mazoyer, et produisant des peintures sur verre et des émaux recherchés déjà par l'étranger, alors qu'ils sont quasi inconnus dans leur ville d'origine.

— M. le lieutenant-colonel DE SAINT-HILLIER, poursuivant sa savante étude des voies romaines dans l'Allier, donne l'itinéraire de la voie romaine allant d'Autun à Roanne, et de l'embranchement Avrilly-Dompierre.

— M. CAPELIN fait la communication suivante :

« Parmi les livres récemment parus, il serait intéressant de signaler : *Les noms de lieu de la France*, Auguste LONGNON (Edouard Champion, Paris). »

Continuant l'œuvre d'Auguste Longnon, MM. Paul Marichal et Léon Mirot ont fait paraître un deuxième et un troisième fascicule, donnant l'origine, la signification, les transformations des noms de lieu.

Lors de la publication du premier, il en a été donné un aperçu, je dirai donc quelques mots de cette suite.

Le deuxième fascicule a pour objet l'étude des noms d'origine saxonne, burgonde, wisigothique, franque, scandinave, bretonne et basque. L'ouvrage ne se borne pas à une nomenclature ; chaque chapitre débute par un aperçu rapide sur le rôle joué en France par l'envahisseur dont on va examiner l'influence philologique.

Dans tout cela nous ne trouvons d'abord rien qui ait trait à notre province. C'est tout au plus si, dans les étymologies romano-franques, nous relevons Coulandon, *Cortis Landonis*, le domaine de Landon (nom propre) ; dans les noms communs de sites, nous relevons Breuil, *De Broialum* ; celtique, bois clos, parc.

Rien à relever dans les origines bretonnes ou basques.

Dans le troisième fascicule sont contenus les noms de lieu d'origine ecclésiastique ; ils tiennent une place considérable dans la toponomastique bourbonnaise. Il suffira de les nommer car ils s'expliquent d'eux-mêmes. Sont cités : la paroisse, *parochia*, Aurouer, *oratorium*, le Mouëtier, *monasterium*, Montcenoux, *mons cenobiti*, la montagne du cénobite (communautaire).

Suit une longue énumération de noms de saints : Puy Saint-Ambreuil, forme régulière Ambroix. Saint-Ennemond, Annemundus, évêque de Lyon au vi^e siècle. Saint-Benin (?), de Benignus. Saint-Caprais, Caprasius. Saint-Eloi, Elygius, etc.

Ce qui intéresse spécialement le Bourbonnais, c'est la remarque de la nullité d'influence qu'ont exercée les idiomes septentrionaux.

Le numéro de l'*Illustration économique et financière*, consacré à la « Nièvre » renferme, entre autres, un article dû à l'un de nos confrères. Il est intitulé : *L'Industrie extractive de la Nièvre*.

L'auteur, M. Pierre Salin, ingénieur, directeur des mines de La Machine, fait la description du sous-sol nivernais, très intéressant par la variété de ses formations géologiques.

M. Pierre Salin examine les couches successives, indique leur emplacement, précise les produits qu'on en retire.

Tout l'article est empreint d'une haute portée scientifique, et la Société d'Emulation est heureuse de voir figurer au bas la signature d'un de ses adhérents.

— Sont proposés à l'admission :

M. Georges BOUSSAC, bijoutier, rue de l'Horloge, Moulins ; par MM. le chanoine Clément, René Moreau, Générmont.

M. Robert DEXANT, chirurgien-dentiste, à Montluçon, rue Achille-Allier, par MM. Louis Grégoire, Tiersonnier, Dénier.

— Sont admis en qualité de membres titulaires :

MM^{mes} ADENOT, DE BONAND-MONTARET, marquise DE SCEY DE BRUN.

MM. Fernand CHAMPENIER, Benoît CLÉMENT, Paul GERBAUD.

— L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22 h. 1/2.

E. CAPELIN.





Rapport sur l'Excursion de la Société d'Emulation à Clermont-Ferrand, le 16 juin 1924

La ville de Clermont-Ferrand fut choisie comme but de notre excursion de cette année, à l'occasion du Congrès de la Société Française d'Archéologie qui tint cette année ses assises en Auvergne.

Ont participé à l'excursion : MM. Georges Bruel, notre vice-président ; Capelin, le chanoine Clément, l'abbé Dumont, l'abbé Forestier, curé de Billy ; Montagne, M. et M^{me} Montillet. MM. Michel et Adrien Mitton, Roy, le colonel de Saint-Hillier.

S'étaient excusés au dernier moment : notre Président M. le Dr de Brinon, et M. Thonier de la Busserie.

Ceux d'entre nous qui arrivèrent les premiers à Clermont visitèrent le matin les pittoresques maisons de Montferrand et la maison dite des Architectes à Clermont, où est installé le musée d'art auvergnat. Le rassemblement complet de notre petite troupe se fit devant la cathédrale, où M. le chanoine Clément nous commenta excellemment les vieilles pierres et les vieilles peintures de la crypte de la première cathédrale bâtie par Etienne II au x^e siècle. Bien nous prit de visiter la crypte dès le matin sans attendre la visite officielle du soir, car cette « souterraine » n'étant accessible que par d'étroites échelles de fer, ne put être visitée que dans l'après-midi par la foule compacte des congressistes.

Le soir, agrégés à la troupe officielle, nous visitâmes l'église des Carmes Déchaux et son précieux sarcophage du iv^e siècle, qui sert de maître-autel, et que M. Bréhier nous présenta avec infiniment de compétence ; puis l'église des Jacobins, où la conférence fut donnée par M. du Ranquet.

M. Marcel Aubert, directeur de la Société d'Archéologie, nous expliqua ensuite l'église Notre-Dame du Port, qui est probablement la mère et le prototype des églises auvergnates. Il le fit avec une jus-

tesse d'expression et une clarté qui nous instruisirent en vingt minutes, plus que ne l'aurait fait la lecture de tout un ouvrage. Il nous montra sur le fait l'évolution du chapiteau roman en chapiteau gothique et, dans le tympan du fameux portail sud, l'évolution parallèle de la draperie romane.

Nous fûmes guidés dans la cathédrale par M. du Ranquet, qui nous exposa, avec le renfort d'une véritable érudition, la construction des trois cathédrales successives, et nous fit admirer les vitraux des XII^e et XIII^e siècles, si parfaitement réparés après l'explosion des Gravanches, qu'il fallut le flair de M. le chanoine Clément pour distinguer les parties anciennes des parties restaurées.

M. Audollent, l'éminent latiniste, nous fit enfin le plus aimablement du monde les honneurs de son musée. Nous y avons admiré surtout la très précieuse collection de faïences de Delf, de Lorraine, d'Espagne, de Nevers, de Clermont, etc...., parmi lesquelles se trouvent quelques pièces remarquables provenant des Hospices de Moulins. Elles me paraissent être de la famille de Nevers, mais je laisse à de plus compétents que moi de juger si elles proviennent de fabriques moulinoises. Le « clou » du musée, au jugement de tous, ce sont les débris gallo-romains découverts dans des tombeaux aux Martres-de-Veyre, et invraisemblablement conservés par des émanations souterraines de gaz carbonique. Les cercueils paraissent avoir dix ans d'existence, les souliers ont encore tous leurs clous, les robes de toile brune montrent leur teinture intacte, et les ourlets et les coutures semblent sortir des mains de la couseuse, des chevelures même étalent leurs ondulations toutes fraîches.

Le soir, M. Bréhier fit à la Faculté une très belle conférence sur l'Iconographie Auvergnate, à laquelle la plupart de nos excursionnistes ne purent malheureusement pas assister.

ADRIEN MITTON,
Commissaire de l'Excursion.





MONTLUÇON

ET SES RICHESSES D'ART

(Suite)

B. — HISTOIRE

CHAPITRE PREMIER

LE TERRITOIRE



AVANT de résumer l'histoire de la *ville* de Montluçon, il nous semble nécessaire d'indiquer la situation, au double point de vue physique et politique, du *territoire* sur lequel elle s'est agglomérée à travers les âges.

§ 1 — SITUATION GÉOGRAPHIQUE

DE L'EPOQUE PRIMITIVE AU IX^e SIECLE

a). — Géologie.

Les terrains de formations primitive et tertiaire s'enchevêtrent pour former le sol de la commune ou des environs (1).

Les collines situées à l'Ouest du Cher datent de la première période et offrent de superbes granits bleus (dont le canton voisin d'Huriel présente les plus beaux spécimens), des micaschistes et des gneiss (2).

Mais c'est surtout la période tertiaire (miocène) qui a vu se former

(1) M. Morin (92, p. 40) déclare que peu de contrées ont été plus bouleversées que la région Montluçonnaise, où l'on retrouve toutes les périodes de l'histoire géologique.

(2) 54, 54.

le territoire montluçonnais, avec ses granulites à grains cristallins (quartz transparents, incolores, et feldspath rosé), qui servent de base au château (1).

Autour de la ville des filons de quartz et de granit bleus voisinent avec des porphyres à travers les gneiss extrêmement répandus (2).

b). — Coordonnées géographiques.

Montluçon est situé à 326 kil. de Paris ; par 46°20'27" de latitude, et 0°16'1" de longitude Est du méridien français (3).

Sa superficie, depuis la Révolution, c'est-à-dire depuis que les anciennes paroisses de Blanzat et Châteauvieux ont été réunies à la commune de Montluçon, s'étend sur 1.715 hectares 47 ares, et mesure 6 kil. du Nord au Sud, et 5 kil. de l'Ouest à Est.

c). — Altitude.

Le territoire de Montluçon est situé à la lisière septentrionale du massif central, sur la pente que la rivière du Cher a détachée du tronçon Ouest de ses plateaux terminaux.

Les collines qui, en des gorges sauvages, parfois profondes, enserrant le Cher depuis son entrée dans l'Allier, au confluent de la Tardes, entre Teillet et Mazirat, et aussi son affluent, le ruisseau de Lameron, depuis la commune de Chamblet, s'écarterent sur le territoire de Montluçon en un vaste cirque, pour laisser s'étendre une riante plaine au centre de laquelle s'allongent le canal du Berry et la rivière qui coule en dessinant les plus capricieux méandres.

A l'Est de la rive droite du Cher, des hauteurs plus rapprochées se détachent de la ceinture de collines pour s'abaisser, d'abord à la limite de la commune, et se relever bientôt pour servir d'assiette à la ville féodale et offrir à son château une solide paroi rocheuse, le rendant imprenable avant l'invention de l'artillerie (4).

(1) 92, 33.

(2) *Id.*, 38-39 — et 201, 2 : « Le tertiaire de Montluçon offre des veines de calcaires qui pénètrent profondément dans les fissures du gneiss [très chargé de mica ou micaschistes que l'on rencontre au Sud de Montluçon] et du granit sous-jacent à l'Ouest du Cher (aux Iles) et à l'Est (Roc de Pyraume). »

(3) Cf. Carte d'Etat-Major, et *Dict. géogr. et administratif de la France et de ses colonies*, sous la direction de Paul Joanne, lib. Hachette, Paris, 1886, t. IV, p. 2802.

(4) Cf. 81, 266.

On sera fixé sur l'altitude générale du territoire, quand on saura que le Cher coule au Nord-Ouest de la ville, à 202 mètres au-dessus du niveau de la mer ; que le château s'élève à 220 m. et qu'on compte : 214 m. sur le Lamaron, au Diénat ; 213 m. sur celui de Saint-Jean, à l'embranchement de la route de Nérès ; enfin 223 m. à la Grange-aux-Rats ; 266 m. au village de Hume ; 279 m. sur le sommet qui domine le hameau des Isles... (1).

d). — Climat.

Le climat est, pour cette région, celui de la Gironde, qui aussi bien est celui de l'Ouest, du Centre et du Nord du département, tandis que le Sud-Est semble appartenir plus spécialement au climat auvergnat (2).

e). — Cours d'eau.

Le Cher (3), qui contourne la ville à l'Ouest et au Nord, reçoit sur sa rive droite : 1° le *Lamaron* (15 kil.) qui prend sa source à l'Est du domaine de Chadoux, dans la commune de Durdats-Larequille ; — 2° le *ruisseau de Saint-Jean* (12 kil.), formé dans le bois de Tigoulet, vers les Combes, dans la commune de Durdats ; et sur la rive gauche : 1° le *ruisseau de Brignat* (1 kil.), qui vient du Sud-Ouest de Couraud, dans la commune de Domérat, et se jette dans le Cher, au Nord des Pasquis ; — 2° le *ruisseau des Etourneaux* (14 kil. 500), parti de la frontière Sud-Ouest de Lamaids, à l'Ouest du domaine du Roussel, en traversant l'étang de Sault ; — 3° le ruisseau qui descend de *Fontbouillant*, au Sud des Guineberts ; — 4° le *ruisseau des Isles* (4 kil.), qui prend naissance dans le petit bois de la Caille, au Nord-Ouest de Lignerolles, et sert de limites,

(1) Cf. 201, 13, — et les cartes d'état-major et du ministère de l'Intérieur.

(2) 54, 54.

(3) Il vient des montagnes de la Marche, du hameau de Chard, dans le département de la Creuse, et atteint celui de l'Allier au moulin Rameau, commune de Saint-Marcel, dans l'arrondissement de Montluçon qu'il traverse ou borde, du Sud au Nord, sur une longueur d'environ 75 kilomètres. Resserré d'abord dans des gorges étroites et pittoresques, entre les arêtes granitiques du Sud du département, où il roule parfois comme un torrent, avec une pente moyenne de 10 mètres par kilomètre, il atteint, en ralentissant son allure, le grand pont en aval duquel il coule paisiblement dans la plaine, à la pente moyenne et régulière d'un mètre par kilomètre, en temps normal. (Cf. 10, 15 ; — 54, 17.)

au Nord, aux communes de Montluçon et de Lavault-Sainte-Anne (1).

f). — Routes.

A). — Si l'on ignore, sous le gouvernement des Gaulois, l'état des voies de communications de cette région, on sait du moins qu'à l'époque GALLO-ROMAINE (1^{er}-VI^e s.), le territoire de Montluçon était traversé par diverses routes dont la plus connue aujourd'hui, d'après la fameuse carte dite de Peutinger (2), reliait *Augustonemetum* (Clermont qui avait pris la place de la fameuse *Gergovia*, primitive capitale des Arvernes), à *Limonum* (Poitiers), par *Mediolanum* (Châteaumeillant) et *Argentomagus* (Argenton); et aussi *Avaricum* (Bourges), par deux routes dont l'une partait du territoire de Montluçon, la seconde de *Mediolanum* (3). Nous serions là en présence, sinon d'une de ces grandes voies, *viæ publicæ* qui correspondent aujourd'hui aux « routes nationales », du moins en face d'une importante route intermédiaire reliant deux chemins de premier ordre (4). Son parcours était jalonné dans l'Allier, par Chantelle-la-Vieille (*Cantilia*), Target, Beaune (*Belna*), Hyds, Malicorne, Nérès (*Aquæ Neri*, *Neriomagus*). Sur le territoire de Montluçon — qui avait, peut être,

(1) Cf. Les cartes d'Etat-Major, du ministère de l'Intérieur,... — la carte topographique et orographique de l'Allier, sous la direction de M. Montaut, par les soins de M. Doërr, 1896, arrondissement de Montluçon, — les deux cartes cantonales de Montluçon, de l'Atlas général de l'Allier, publié par L. CHANCHE, sous les auspices du Conseil général et la direction de M. Radoult de Lafosse. 1882.

(2) Carte manuscrite et coloriée sur onze feuillets de parchemin, œuvre d'un anonyme, moine de Colmar (qui vivait en 1265), découverte à Worms et donnée à l'érudit Peutinger, en 1494. C'est une copie de documents remontant au 1^{er} siècle et relatifs à des étapes militaires de diverses époques, d'abord de celle d'Auguste, puis revisée sous Théodose II, augmentée sous Justinien, et en 1265. (Cf. *Géographie historique et administrative de la Gaule romaine*, par M. Emile DESJARDINS, de l'Institut, t. IV, — les sources de la topographie comparée, Paris, Hachette, 1893, p. 72 et 148, — 34, 10, 28.)

(3) Voir fig. 1 : carte des voies Gallo-romaines, de l'Allier, par Edmond Tudor : — 88, — et 5, t. VII.

(4) C'est l'opinion qui correspond mieux à notre sentiment et que le docteur lieutenant-colonel de Saint-Hillier a exposée à la séance de la Société d'Emulation du Bourbonnais, le 5 mai 1924. — Mais, d'après ce dernier, la route directe de Clermont à Tours et à Blois, par Montluçon, passait par Saint-Hilaire-la-Croix, Menat, Montaigu, Durdar, Nérès... L'embranchement Baune-Malicorne n'aurait été qu'une voie secondaire reliant la route de Lyon à Bourges et celle de Lyon à Tours.

dès cette époque son *Monslucii* fortifié (1), — la route pavée franchissait le Cher (*Carus*) se dirigeant, d'après l'érudit M. Emile Chénon (2), en traversant la Magieure, vers Ricros (Domérat), et Onrousat. Elle franchissait la Meuzelle au pied de la colline qui devait porter, au XI^e siècle, l'église et le bourg de la Chapelaude, touchait le Cluzeau, limitait les futures paroisses de Courçais et de Viplaix, voisinait avec les terres de l'actuel domaine de l'Augère, celles des Fosses, séparait les paroisses actuelles de Viplaix, de la Chapelette et de Saint-Eloy, pour gagner celle de Sidiailles (Cher) et enfin Château-meillant.

D'autres routes plus secondaires, que nous appellerions aujourd'hui de « grandes communications », signalées par M. Tudot (3), comme partant du territoire de Montluçon, suivaient, les deux premières, la rivière, empruntant les deux rives. Celle qui côtoyait la rive droite (4), devait atteindre Bourges par Saint-Victor, Estivareilles, Meaulne, Urçay (5), Drevant (*Derwentum*) où elle était rejointe par la voie parallèle qui empruntant, la rive gauche (6) du Cher, passait par Blanzat (*Blandiacus*) (7), Passac, Vaux (*Vallis*) (8), Nassigny (*Napsiniacus*) (9), où au VII^e siècle l'évêque de Lyon, Godin, possédait une villa (10), Vallon-en-Sully. De Drevant les deux chemins qui s'étaient rejoints, permettaient de gagner Saint-Amand, Ali-champs, et, enfin, par Levet, la capitale des Bituriges.

Montluçon devait communiquer avec la Creuse par la voie qui partait de Nérès et, par Villebret, Sainte-Thérènce, Mazirat, atteignait Evaux, en direction de Chenérailles et d'Ahun (*Acitodunum*), où elle se soudait à la grande voie de Clermont à Limoges (11).

(1) Voir plus loin : chapitre II, § 1.

(2) 34, 82, 83 et carte.

(3) 88, — 5, t. VII, — 34, 29.

(4) 82, 99 et carte.

(5) 34, 31 ; — carte de Cassini ; — 18, 186 ; — 88, et 5, t. VII.

(6) 18, 186.

(7) Cf. ce nom dans d'Arbois de Jubainville, p. 163, cité par 34, 31.

(8) 31 et 5, t. VII, doc. III, 6.

(9) 31, 477-489.

(10) 34, 31.

(11) 34, 94. — D'après M. de Saint-Hillier, Montluçon communiquait avec Limoges par une voie qui passait par Quinssaines, Ahun et Bourgneuf. C'est la route qui reliait Limoges à Autun par Fins, Souvigny, Decize, etc. Cette voie pénétrait à Montluçon vers le village des Isles. De fait, aujourd'hui encore deux chemins qui aboutissent au Cher, à l'ouest de la ville, portent les noms de rue Appienne et rue Romaine.

B). — Actuellement la ville et la commune sont traversées par trois routes « nationales » qui portent les numéros : 143, de Clermont à Tours ; 144, de Clermont à Bourges ; 145, de Moulins à Limoges ; et par sept chemins de « grandes communications » : n° 3, de Montluçon à Lurcy-Lévy ; n° 5, de Montluçon à Boussac ; n° 9, de Montluçon à Pionsat ; n° 17, de Montluçon au chemin de grande communication n° 14 ; n° 33, de Montluçon à Châtel-de-Neuvre ; n° 37, de Montluçon à Gannat ; n° 45, de Montluçon à Evaux (1).



§ 2. — SITUATION HISTORIQUE

DES TEMPS PRÉHISTORIQUES A LA FÉODALITÉ

a). — Aux temps préhistoriques et protohistoriques.

Dans l'état actuel de la science (2), on ne connaît rien d'absolument précis sur les peuplades qui occupèrent, pendant les âges paléolithique et néolithique, la vallée du Cher.

Les silex taillés, le fragment de hache, trouvés à Montluçon sur les côtes de Châtelard (3) et que conserve le Musée de Moulins (4), les haches polies et les pointes de flèche des collections locales, prouvent du moins que dans les trois ou quatre millénaires avant notre ère, les races dites aurignaciennes, solutréennes ou de la Madeleine, furent représentées sur notre sol (5).

(1) *Carte topographique de l'Allier...* par les soins de M. Doërr (ouvr. cité).

(2) Cf. les admirables travaux de notre regretté confrère Joseph Déchelette, dont l'autorité s'impose à tout le monde savant, et qui a pu mettre au point les études si téméraires parfois — pour ne pas dire si fantaisistes, — de Gabriel de Mortillet, trop fidèlement suivi de nos jours par M. Jacques de Morgan dans son *Humanité préhistorique*, de la collection tendancieuse d'Henri Berr (Bibliothèque de synthèse historique) dont la chronologie surtout reste sans fondements scientifiques.

(3) 5, VII, 86.

(4) N° 19 de l'ancien catalogue (1885), p. 120, Don de M. E. Sallard.

(5) Deux *tumuli* sont en outre signalés sur le territoire de Montluçon, l'un au Sud-Est, sur la route de Nérès, à l'Ermitage (voir plus loin n° 24 de la carte générale de Montluçon à l'époque féodale et moderne), l'autre au Nord-Est, à Châteaueux (n° 23, *id.*). Mais aucun d'eux n'a été l'objet d'études et de fouilles. Ils gardent donc encore le secret de leur origine. (Cf. 194, 10.)

Nous ne doutons pas que, lorsque des fouilles sérieuses et méthodiques seront faites dans les gorges du Cher, et peut-être mieux encore dans celles du Lamaron, qui offrent de si nombreux abris sous roche, on ne puisse trouver, dans leurs foyers, des restes de l'industrie des troglodytes des diverses époques paléolithiques, et des traces d'habitats néolithiques (1).

Les quatre-vingt-dix-sept hachettes à bord droit groupées en série sur le sol de Teillet, dans la cachette d'Argenty (2), les treize haches (3) trouvées aux Trillers, commune de Vaux, indiquent assez que, du moins à l'âge du bronze (2500-900 ans av. J.-C.), des hommes habitaient le pays.

b). — **Ligures, Celtes et Gaulois.**

Notre territoire fut ensuite soumis à la puissance des Ligures, chassés par les Celtes, remplacés eux-mêmes par d'autres races que les auteurs grecs appelaient « Galates » et les romains « Galli » d'où nous avons fait « Gaulois ».

c). — **Sous les Gaulois.**

Dans le Massif Central de la Gaule et sur ses confins, des peuplades (4), dont l'histoire nous a conservé les noms, se disputaient la possession du sol : — au centre, les ARVERNI, les « Arvernes », dont la capitale fut *Gergovie*, détrônée plus tard par Clermont (*Augustonemetum*, puis : *clarus mons*), qui occupaient l'Auvergne actuelle ; — au nord-ouest, les BITURIGES CUBI, « les Bituriges », avec, pour capitale, *Avaricum* (Bourges), qui constituèrent la province du Berry (5) ; — au nord-est, les ÆDUI, « les Eduens », avec la capitale primitive gauloise de *Bibracte*, remplacée, sous les Romains, par

(1) Ce sont des recherches qui devraient bien tenter les archéologues montluçonnais... L'intérêt de telles découvertes au point de vue des rapports de notre histoire ancienne avec la géographie humaine de notre région et celle plus générale de la France, n'est plus à démontrer. Cf. sur ce sujet : *Histoire de la Nation française*, t. I, *Géographie humaine de la France*, par Jean BRUNHES, Paris, Plon-Nourrit, chap. III, p. 105.

(2) Cf. *Manuel d'archéologie préhistorique, celtique et gallo-romaine*, par Joseph D'ÉCHELETTE, Paris, Alfred Picard, éd., Appendices, 1910, 10.

(3) Collections Brugière de Lamotte et de Montaignac, à Montluçon. Cf. Joseph D'ÉCHELETTE, *id.*, p. 9.

(4) Cf. GUÉRARD : *Essai sur le système des divisions territoriales de la Gaule, depuis l'âge romain jusqu'à la fin de la dynastie carolingienne*, Paris, 1833, in-8°, XV, 193 ; — et Auguste LONGNON : *Géographie de la Gaule au VI^e s.*, Paris, Hachette, in-8°, MDCCCLXXVIII, passim.

(5) Cf. 82 : I, p. XLVI-XLVIII ; IV, 539-540.

Augustodunum (Autun) dans ce qui devint l'Autunois et le Mâconnais ; — au sud-ouest, les LEMOVICES (1), capitale *Augustoritum* (Limoges), ou territoire de la Creuse et de la Haute-Vienne ; — avec les CAMBIOVICENSES, les habitants de la Combraille (2) ; — au sud-est, les SEGUSIAVI, qui ont formé le Forez, la Loire, et une partie du département du Rhône.

Notre territoire « Montluçonnais » était compris dans les limites des terres possédées par les « Bituriges » (3) et devait en partager le sort jusqu'à l'établissement du régime féodal (4).

(1) Cf. DELOCHE : *Etudes sur la Géographie historique de la Gaule et spécialement sur la division territoriale du Limousin au moyen âge*, Paris, 1864, 541 pages et deux cartes.

(2) Cette région devait être, antérieurement au x^e siècle, comprise dans le *pagus Nigromontensis*, dont le chef-lieu était *Niger Mons*, aujourd'hui Saint-Georges-Nigremont (Creuse, arr. d'Aubusson, canton de Felletin), qui devait comprendre les archiprêtres d'Aubusson, de Combrailles et de Chirouze. Ce *pagus* séparait le *pagus lemovicinus* du *pagus arvernus*. (Cf. A. LONGNON : *Atlas historique de la France depuis César jusqu'à nos jours*, Paris, Hachette, 1885. Époque carolingienne, et x^e s.) ; — *Pouillé du diocèse de Limoges...* publié par M. l'abbé A. Lecler, Limoges, imp. Ducourtieux, 1886, p. 44 et suiv.

(3) Nous ne tenons pas compte ici de la « Légende des Boïens », parce que, pour nous, la question est irrévocablement tranchée. Au cours du xix^e siècle, les auteurs s'étaient beaucoup préoccupés de savoir où l'on devait placer, en Gaule, les *Boii*, peuplade helvétique vaincue par César (en 58 av. J.-C.), et, d'après le traité même du général romain, établie par lui, à la prière des ÉDUENS, chez eux, et le long de « leurs frontières ». Interprétant ce passage de *De Bello Gallico* (lib. I, cap. xxix), on a fait dire à César qu'il campa les *Boii* « entre la Loire et l'Allier »... ce qui du reste ne justifierait pas les prétentions de certains montluçonnais.

D'ailleurs, si on relit les textes mêmes du célèbre général romain, on constate qu'il n'est nulle part question d'emplacement entre la Loire et l'Allier.

Le chauvinisme de notre compatriote M. Brugière de Lamotte a seul pu placer les « *Boii* » dans l'arrondissement de Montluçon, dont cette ville aurait même été leur place forte, la fameuse *Gorgobina* ou *Gergovia Boiorum* dont parle *De Bello Gallico* (lib. VII, cap. ix) .. La question de l'emplacement de cette cité paraît résolue du moins pour Montluçon — qui est vraiment trop éloignée des *frontières éduennes* ... Si on ne s'entend pas pour savoir exactement où se trouvait la capitale du petit peuple — bien que Sancerre (Cher) semble réunir de nombreux suffrages, — de bons auteurs s'accordent pour placer les *Boii* soit dans la région sancerroise ou dans la partie voisine, nivernaise... M. Chazaud a traité aussi cette question (28, 114-116 ; — 5, t. VIII, 87 à 95) et a démontré du moins, après discussion des textes et l'appui des historiens anciens, que les Boïens sont restés étrangers au Bourbonnais. (Cf. 5, t. VII, — 157, 157 ; — 194, 5.)

(4) On sait que le territoire de Montluçon a appartenu au diocèse de

d). — Sous les Romains.

C'est ainsi qu'avec la *civitas*, puis le *pagus* des BITURIGES, après la conquête de la Gaule par les Romains (58-50 av. J.-C.) et jusqu'au dernier tiers du IV^e siècle de notre ère, notre territoire appartient à la vaste province dite AQUITANIA PRIMA.

Avant de suivre le sort de notre territoire à travers les premiers siècles de notre histoire nationale, on peut se demander s'il jouissait de quelque autonomie particulière avant le haut moyen âge.

Nous ne le pensons pas. Nous croyons au contraire que, si déjà à la croisée des voies romaines qui le traversaient d'une part, et étant donné d'autre part sa situation stratégique importante entre les *civitates* ou les *pagi* des Bituriges, des Arvernes et des Lémovices, il possédait vraisemblablement déjà un castrum, et quelques habitations romaines (1), comme nous le dirons au chapitre suivant, il dépendait du moins de la vaste région dont la ville gallo-romaine

Bourges jusqu'à la Révolution. On peut donc avancer, sans crainte de se tromper, qu'au civil il fit toujours partie de la *civitas* et du *pagus Biturigum*.

En effet, comme le fait observer LONGNON (*Atlas historique*, déjà cité), et avant lui GUÉRARD (*Essai sur le système des divisions...* cité plus haut), « le principe de la corrélation des divisions ecclésiastiques avec les circonscriptions civiles, exprimé dans les prescriptions de plusieurs conciles de l'époque romaine, est un fait des plus importants pour l'étude de géographie historique. On donna aux diocèses ecclésiastiques la circonscription des *civitates* » (p. III). Le savant auteur fait en outre observer que « le principe de l'immutabilité des diocèses n'a subi, antérieurement à 1790, qu'un petit nombre d'atteintes, et on n'en signale pas pour le diocèse de Bourges ».

(1) On avait trouvé tout autour de Montluçon des « fragments de statues de marbre et de grandeur naturelle. Des moulures ornées de perles et de feuilles sculptées furent découvertes à Argenty vers 1780, avec des médailles romaines, une entre autres d'Auguste, rappelant par sa légende la reprise, chez les Parthes, des insignes militaires et le retour des soldats retenus prisonniers... un bas-relief représentant un repas funèbre, un cimetière antique... avec des urnes cinéraires... » (Cf. 8, 1887, *Les Antiquités romaines détruites à Montluçon*, par Albert LENOIR, membre de l'Institut). — « Dans les murailles de deux vieilles maisons de Montluçon, on trouva, en thermidor de l'an II, une médaille en grand bronze de Faustine et une autre de Probus, en argent. La même année, on découvrit dans le mur de la ville, près de la porte Fouquet, une médaille votive en l'honneur de Constantin. » (18, 176..)

Ces découvertes, comme celles qui furent faites à diverses époques dans les environs, prouvent assez que cette région avait été très habitée par les Romains et les Gallo-Romains.

de Nérès [« *Aquæ neri* » (1), « *vicus Nereensis* » (2) « *Nerisio (palatium de '3)* »] était le chef-lieu, et qui devait logiquement s'étendre jus-

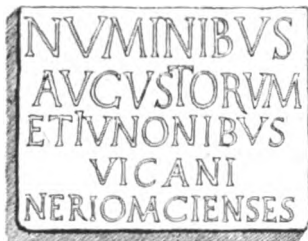


Fig. 2. — Inscription du Peschin.

qu'aux rives du Cher. Ses habitants devaient donc faire partie de ces VICANI NERIOMAGIENSES dont parle l'inscription romaine (fig. 2), découverte en 1776, au-dessus du Peschin à Nérès, et déposée, depuis le milieu du XIX^e siècle, dans le vestibule de son grand établissement thermal (4).

e). — **Sous les Wisigoths, les Francs et les Mérovingiens.**

Après les invasions des WISIGOTHS (378), notre territoire passa sous le pouvoir de ces barbares, maîtres de toute l'Aquitaine, de la Loire aux Pyrénées (412). Mais bientôt il suivit la fortune des FRANCS qui, établis d'abord, en 480, entre la Moselle et le Rhin, s'emparèrent avec Clovis, en 507, de l'Aquitaine (5). Depuis la mort du célèbre roi MÉROVINGIEN et la division de l'empire entre ses fils, notre territoire releva, en 561, du roi Gontran, fils de Clotaire et petit-fils de Clovis ; de Childebart II, roi d'Austrasie (574) ; de Théodoric II (600) ; de Clotaire II (622-628) ; de Dagobert I^{er} (628-638), puis de son fils Clovis II, roi de Neustrie, à la mort de son père (638).

f). — **Sous les Carolingiens et les Capétiens.**

Le pays des Bituriges fit de nouveau partie des possessions du duc d'Aquitaine qui s'était soustrait à la domination des Mérovingiens

(1) Carte de Peutinger, ouv. cité.

(2) Grégoire DE TOURS : *Vitæ Patrum*, chap. ix, § 2 : *Vie de saint Patrocle*. Cf. LONGNON : *La Gaule au VI^e siècle*, p. 470.

(3) 27, 247, pour l'année 834.

(4) 45, qui nous apprend que cette inscription fut longtemps conservée au lieu dit : des Billoux ; — Cf. J. BARRAU : *Nérès-les-Bains, ses thermes...* Mn., impr. Prot, 47, 50, 51 ; — BOIROU-DESSERVIERS : *Recherches et observations sur les eaux minérales de Nérès*, Paris, Ballard, imp., Delaunay, lib., 1817.

(5) LONGNON (*Géographie de la Gaule au VI^e siècle*, ouv. cité, p. 463) dit que « le Berry passa sous la domination des Francs après la défaite d'Alaric à Vouillé, en 507, et que « le partage de 511 le fit entrer dans le royaume d'Orléans ».

(714-768) mais qui fut contraint par Charles-Martel de jurer fidélité au puissant maire du palais ; puis de Pépin le Bref, le premier roi de la dynastie CAROLINGIENNE (752-768) ; de son second fils Carloman (771), ensuite de son premier fils, Charlemagne (771-806), qui pour prévenir les discussions que la division de ses états pourrait faire naître après sa mort, régla lui-même le partage de son immense empire et assigna le royaume d'Aquitaine à Louis, le plus jeune de ses fils, qui le gouvernait déjà depuis 781 ; de Pépin I^{er}, fils de Louis le Débonnaire, roi d'Aquitaine (814 à 830) ; de Pépin II, fils de Pépin I^{er} (839) ; de Charles-le-Chauve, après le traité de Verdun (843) ; de Charles l'Enfant, fils du précédent, proclamé et couronné à Limoges roi d'Aquitaine (855-866) ; de Louis-le-Bègue (870) ; de Carloman, fils de Louis-le-Germanique (880) ; d'Eudes, le vaillant marquis de Neustrie et comte de Paris, fils aîné de Robert-le-Fort, qui fut reconnu pour roi par tout le royaume que le traité de Verdun avait assigné à Charles-le-Chauve (890) ; de Charles-le-Simple qui en 898 avait succédé au roi Eudes et qui perdit, en 924, les deux couronnes de France et de Lorraine ; de Robert, duc de France, frère du roi Eudes, auquel les grands feudataires donnèrent, en 924, le royaume de France ; de Louis IV, dit d'Outremer (935-954) ; et des deux derniers carolingiens, en attendant que Hugues-Capet, l'un des plus puissants seigneurs de la couronne, — dont la maison avait déjà donné au royaume, comme rois, Eudes, Robert et Raoul, — monta sur le trône (987), et gouverna toute la France, sauf la Lorraine et le royaume d'Arles (1).

Nous ne poursuivrons pas plus avant le sort du territoire « Montluçonnais » qui resta dès lors, — si on ne tient pas compte des conquêtes éphémères anglaises, — définitivement attaché à la couronne de France, sous le sceptre des *Capétiens*, troisième race de nos rois (987-1848) et le vasselage des sires puis des ducs de Bourbonnais (1202-1523).

(1) Cf. Les grands historiens de France ; — LONGNON : *Atlas historique* ; — Bibliothèque de l'école des Chartes, spécialement, t. XXII, pp. 341-350 ; — etc.



Fig. 3. — Lance gallo-romaine.

CHAPITRE II

LA VILLE FÉODALE

§ 1. — MONTLUÇON CIVIL

DU HAUT MOYEN AGE A LA RÉVOLUTION

a). — Nom, étymologie.

Il serait tout à fait oiseux de rapporter ici toutes les fantaisistes étymologies et les vaines hypothèses présentées par les auteurs, au cours des deux derniers siècles, pour expliquer le nom de notre cité (1).

C'est un fait que Montluçon s'est appelé « Mons Lucii » dans les chartes les plus anciennes, depuis le VIII^e siècle jusqu'au XV^e siècle (2).

Dans la vie de saint Ménélee, abbé de Menat, dont la mort serait survenue vers 720 (22 juillet), il est fait mention, pour la première fois, semble-t-il, de l'oppidum de Montluçon : « *Mons Lucii* » (3).

(1) On est allé jusqu'à lui trouver l'étymologie de « *Mons Lucens* » parce que « la ville reposait sur un roc de micaschiste brillant » !... ou, mieux encore, parce que, située dans une forte position stratégique, la ville « éclairait » tout le pays !... d'autres enfin font venir son nom d'un bois sacré « *Lucus* », dont la colline « aurait été primitivement recouverte » !... (Cf. 48, 692.)

(2) 27, 245 ; — et note 1 de la page suivante.

(3) « *In quodam oppido... quod MONSLUCII communi vocabulo nuncupatur a tempore prisco...* ». — Cf. 46. Sous ces chiffres nous désignons les thèses de doctorat es lettres de M. Fazy, archiviste du département de l'Allier, qu'il intitule pour le public : *Les Origines du Bourbonnais*, mais qui portent pour le jury d'examen, le premier volume, le titre : *HISTOIRE des Sires de Bourbon jusqu'à la mort d'Archambaud VIII (12-19) et de la formation territoriale du Bourbonnais*. La thèse complémentaire a pour titre : *CATALOGUE des actes concernant l'histoire du Bourbonnais, jusqu'au milieu du XIII^e siècle, accompagné d'un REGESTE des documents narratifs*. L'importance de ces volumes documentaires justifie cette note. — Pour la vie de saint

Les graphies de ce genre ne manquent pas. On trouve seize fois « **MONS LUCH** » rien qu'au x^e, au xii^e et jusqu'au xiii^e siècle (1).

Il existe quelques variantes, qui se justifient par la nationalité ou l'éloignement des écrivains.

Un anglais, Benoît de Péterborough, racontant, vers le 23 novembre 1170, que le roi d'Angleterre s'est avancé en Berry, ajoute : « **versus MUNT-LUSZUN** » (2).

A la fin du xii^e siècle, Rigord, parlant de la ville qui fut prise par Philippe-Auguste, la nomme : **MONTEM LUZZONIS** (3) ; en août 1200, Archambaud, seigneur de Saint-Geran, parle de son frère, Guillaume, seigneur de Montluçon, qu'il écrit *Monlucum* (4).

Ménelée, nous renvoyons donc le lecteur aux indications suivantes du second de ces ouvrages : *Catalogue*, p. 575-6 : *Regeste*, n° 11. M. Fazy y répète, d'après M. Molinier (*Sources de l'histoire de France*, I, n° 593), que cette vie légendaire est pleine de contradictions. Nous voulons bien l'admettre sur de si sérieux témoignages, bien que nous n'ayons pu nous en assurer par nous-même ; mais on n'a pas par là démontré que les réserves qu'une sage critique peut être autorisée à formuler sur les détails hagiographiques doivent s'étendre aux détails purement « géographiques » insérés dans la vie des saints. L'amplification, l'exagération même, une certaine crédulité naïve peuvent s'y rencontrer au sujet des vertus ou des miracles d'un saint : elles trouvent leur explication dans les méthodes d'information, les moyens dont dispose l'auteur et le but de fausse édification qu'il a le grave tort de se proposer. Par contre, les inutiles et dangereuses « inventions » de noms de lieux, par exemple, nous paraissent peu admissibles par une critique que n'aveuglent pas de tenaces préjugés. Le bon sens, au contraire, démontre qu'un faussaire a tout intérêt, pour faire accepter des choses « extraordinaires », à les étayer par d'autres faits certains et les détails d'état de lieux empruntés à une topographie dont tout le monde connaît l'existence indéniable... — Cf. 28, 130. M. Chazaud cite comme référence les *Acta SS. ordinis, S. Benedicti...*, t. III, p. 423.

(1) Cf. 46 : en 1049 (*Regeste*, n° 12, 28) ; — 1071-1089 (*Cat.*, n° 159) ; — 1077, 4 août (*id.*, n° 137) ; — 1078-95 (*id.*, n° 178) ; — 1079 (*id.*, n° 141) ; — 1108-20 (*id.*, n° 238) ; — 1171 (*id.*, 392) ; — 1174 (*id.*, n° 402 et 403) ; — 1175 (*id.*, n° 407) ; — 1188 (*id.*, n° 439 et 440) ; — 1223 (*id.*, n° 638) ; — 1242 (*id.*, n° 846) ; — et dans le testament d'Archambaud VIII, sire de Bourbon (*id.*, n° 934).

18, p. 175, fait observer qu'un médecin montluçonnais, écrivant en 1577, intitule son ouvrage : « *Harmonia superioris nature mundi et inferioris Antonio Misaldo MONLUCIENSI medico et mathematico* », Paris, in-12, 1577.

(2) 46, rég., n° 61 d'après « *Gesta Henrici II et Ricardi I regum* », dans *Historiens de France*, t. XIII, 145 ; — 18, p. 175.

(3) 46, rég. n° 65 d'après RIGORD : *Gesta Philippi-Augusti*, éd. Delaborde, I, 91 (*Historiens de France*, XVII, 27), et Guillaume le Breton, éd. Delaborde, I, 188 ; — 18, p. 175.

(4) 46, cat., n° 468. — Au xiv^e siècle, on trouve dans les actes : *Monluzcon*,

Une *chronique* d'Aubri des Trois Fontaines, des environs de 1216, relatant la mort de Guy de Dampierre, le puissant sire de Bourbon, parle de sa descendance et spécialement de son fils aîné Archambaud, seigneur le plus opulent d'Auvergne, non seulement par l'héritage de sa mère, mais encore par la dot de sa femme, qui fut la fille d'un autre Archambaud de « MONTE LUCIONIS » (1).

Cette dernière transformation du primitif : « *Mons Lucius* » explique parfaitement, et d'après les règles de la plus docte philologie (2), le nom actuel de Montluçon.

Mais alors de quel personnage romain le nom de notre cité per-

Montluzon, Montlicon, Mohlicon, Molicon, Mollicon, Moluccoz, enfin Moluçon (Cf. 62, p. 167). Cette dernière déformation se retrouve encore de nos jours dans les conversations populaires de la ville.

(1) 46, regeste, n° 80 ; — *Historiens Français*, t. XVIII, 786 ; — Cf. 18, 175, qui indique « deux bulles, l'une de Calixte II, en 1120, l'autre d'Adrien IV, en 1158, qui désignent Montluçon par *Mons Lucinus*,... *ecclesiam sancti Petri de Monte Lucino* ».

(2) La règle philologique à laquelle nous faisons allusion est parfaitement résumée dans la note suivante que nous devons à un brillant chartiste moulinois, M. Jacques Monicat. Nous la reproduisons sans changement ici, à cause de son importance pour l'étymologie scientifique de Montluçon.

« Par analogie avec des noms propres d'origine germanique tels que *Hugo, Guido, Odo*, etc., certains noms propres d'origine latine et, en particulier les noms chrétiens tels que *Petrus, Marcus, Lucius*, ont revêtu une forme barbare en *-onis* et sont passés de la *seconde* à la *troisième* déclinaison ; EXEMPLES : *Petrus* : *Petro-PETRONIS* ; *Lucius* : *Lucio-LUCIONIS*.

« Les envahisseurs germaniques s'étant convertis au christianisme ont souvent adopté des noms religieux d'origine latine ; ils tendaient ainsi à diminuer la distance qui les séparait de leurs sujets. Cette coutume une fois établie chez les Gallo-Franks, ces noms latins employés comme noms familiers devaient subir l'influence des noms hypocoristiques germaniques en *-one*.

« Un père du nom d'*Azo* imposant à son fils le nom *Petrus*, formait le cas régime sur le modèle du sien, *Azonem* : *Petronem*.

« *Mons-Lucii* devient donc par suite de ce phénomène : *Mons-Lucionis* et aboutit régulièrement à *Montluçon*, de même que *Castellum-Petri* devient *Castellum-Petronis*, puis *Châtelperron*.

« Les graphies *Munt-Lussun* et *Montcio-Luzzoni* sont purement phonétiques et confirment qu'en 1170 et 1188 on prononçait bien *Montluçon*. Dans l'ouest de la France et le français parlé en Angleterre, la graphie un équivalait au son *on* dont *Munt-lussun* : *Mont-lusson*. De même la forme *Luzzoni* ne peut remonter qu'à une forme française se terminant en *on*. » — Pour indications complémentaires, Cf. *Recherches sur la genèse et la diffusion des accusatifs en AIN et en ON*. — Thèse présentée à la faculté de Zurich, par IAKOB JUD, Halle, 1907. (B. N. 0, zur, philologie, 1010).

pétue-t-il le souvenir ? Quel est le « Lucius » qui a donné son nom à la colline sur laquelle, selon toute vraisemblance, un oppidum gallo-romain commandait la vallée du Cher ?

De nombreuses inscriptions trouvées sur le sol de Nérès mentionnent le nom de **LUCIUS**.

Une inscription (fig. 4) notamment répétée sur deux plaques de marbre placées en des lieux différents, nous apprend qu'en l'honneur des divinités Augustales et du divin Nérès, un romain de l'ordre équestre, duumvir et deux fois flamine, et un autre personnage, fils de **LUCIUS JULIUS**, chevalier, avaient consacré ou restauré les hôtelleries, les thermes et les portiques sous lesquels s'épanchaient les sources de Nérès, ainsi que toutes les décorations qui enrichissaient ces édifices (1).

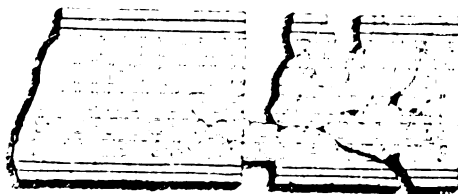


Fig. 4. — Inscription sur marbre découverte en 1853 à Nérès. — Vestibule du Grand Etablissement.

On a même trouvé à Nérès, dans le champ de la Pale, sur des tuiles à rebords, d'une pâte assez fine, qui devaient appartenir aux couvertures d'une construction du camp romain dit « camp de César », l'inscription suivante :

LEG. VIII AVG. L. APPIO. LEG. (2).

Légion huitième Augustale. Lucius Appius, légat.

Parmi les écrivains qui s'occupèrent des origines de la ville en cherchant dans l'histoire la justification de son nom, les uns n'ont pas manqué d'en attribuer la fondation à un Lucius, supposé fils de Cons-

(1) Nous donnons cette inscription reconstituée, partiellement, à l'aide des fragments des deux plaques de marbre.

[num]INIB[us]. AV[gusti]ET. NERI[o] DEO V[otum]... — ... AS. FIL. EQVES[t]ER II VIR. II FLAM. ROM. ET. VG... — LVCI[us] IVL[ius] H. EQ[ui] ESTRIS. FILII. CIMBER... — ... [tabern]AS. PORTICVS. QVIBVS. FONTES. N[eris]... — ... [cum]OMNIBVS. SVIS. ORNAMENTIS. — (Cf. J. BARRAU, ouvrage cité, p. 51).

(2) Cf. J. BARRAU, ouv. cité, p. 53. L'auteur ajoute : « Les traces du passage de cette même légion sont indiquées à Laisné, dans le Maconnais, par l'épithaphe d'un soldat qui en faisait partie : *Hic jacet miles candidatus legionis Octavae Caesaris Augusti.* »

tance Chlore (1) ; d'autres, plus simplement, à un proconsul, à un gouverneur romain ou mieux à un commandant en second, lieutenant d'un général romain, ce qui à la rigueur pourrait, en s'appuyant sur les inscriptions nérisiennes, se rapprocher de la réalité.

b). — **Montluçon chef-lieu
de toute la région au X^e siècle.**

Pour toute la longue période qui va de la conquête de la Gaule par les Romains (50 ans avant Jésus-Christ), jusqu'au x^e siècle de notre ère, des ténèbres couvrent toute l'histoire particulière de notre petite région.

Une seule cité émerge de ces épais brouillards. C'est Nérès, dont l'importance, si grande sous les Romains, s'affirme encore au ix^e siècle, comme chef-lieu d'un archiprêtré déjà ancien (2), et par le séjour qu'y fit alors le roi d'Aquitaine Pépin I, en 834 (le 24 novembre), et en 838 (le 25 novembre) (3).

L'heure de la décadence allait pourtant sonner. Les énormes richesses, la splendeur de la cité thermale romaine qui devaient exciter tant d'âpres convoitises, avaient dû déjà diriger vers Nérès la ruée des barbares qui, aux iii^e, iv^e et v^e siècles, anéantirent presque complètement en Gaule la civilisation gallo-romaine. On sait que tour à tour Goths, Alamans, Huns, Saxons, Francs, Vandales, Lom-

(1) 74, t. I, 196 : « Montluçon ainsi nommée selon aucuns de Lucius, très renommé capitaine romain » ; allusion probable à la tradition dont nous parlons ; — 18, p. 175 qui rapporte cette légende, la déclare commune avec celle dont se flatte la ville de Luçon « d'après Thibeaudeau » (*Abrégé de l'histoire du Poitou*, t. I, 238) et la déclare une fable. — Constance Chlore (Valérius Flavius), né vers 250, mourut en 306, nommé César par Doclétien et Domitien, bien que chargé du gouvernement de la Gaule et de l'Espagne, paraît n'avoir eu d'autre fils que l'empereur chrétien Constantin.

(2) Cf. A. LONGNON, *La Gaule au VI^e s.*, ouvr. cité, d'après Grégoire de Tours (*Vitæ patr.*, cap. ix).

(3) 28, 129 ; — 46, 8 ; et 229 note 6, qui fait judicieusement remarquer que peut-être l'*Ancien Bourbonnais* va trop loin quand il dit (t. I, p. 150) que les dates des diplômes délivrés à Nérès « prouvent que Pépin faisait de Nérès son séjour d'hiver ». — Du moins pour Chazaud il reste établi que « Nérès était bien le chef-lieu d'un district, ou *pagus*, dont les limites ont dû être à peu près les mêmes que celles de la viguerie et plus tard châtellenie de Montluçon, ou même que celles de l'archiprêtré de Narzenné. (28, 117, 118.)

bards, Normands (1) sortis de la Scandinavie... piétinèrent la France.

Dans les dernières invasions, tandis que les Arabes, les « *Sarrasins* », faisaient la conquête de la Septimanie, en attendant d'être arrêtés à Poitiers par Charles Martel (732), les Hongrois, « peuple complètement sauvage », entrèrent dans le royaume franc, une première fois en 910, et dévastèrent la Lorraine ; ils revinrent en 915 saccager les provinces de l'Est pendant trois ans, et depuis, jusqu'en 955, ils multiplièrent de redoutables incursions, qui achevèrent la ruine des riches cités gallo romaines, répandant un sentiment de terreur dont on trouve des traces dans les traditions populaires (2).

Il s'est alors passé pour Nérès un déplacement d'influence qu'on observe chez nous à la même époque, et pour des causes à peu près identiques, en faveur de Souvigny, de La Palisse et de Moulins.

En effet, Souvigny succéda au chef-lieu de la vieille viguerie de Châtel-de-Neuvre, Lapalisse à Lubié, Cusset à Vichy, comme siège de l'archiprêtré ; Moulins à la suprématie religieuse d'Iseure, et au rôle politique et administratif de Bourbon et de Souvigny (3).

De même Montluçon remplaça Nérès, et au point de vue religieux en devenant le siège de l'archiprêtré (4), et au point de vue civil comme chef-lieu administratif et politique de toute la région.

L'évolution était faite au *x^e* siècle. Un géographe arabe, EDRIÏ, mentionne dans sa géographie rédigée vers 1153 (5) que si « Montluçon, dépendance du Berry », est une *ville* peu considérable, *elle est*

(1) *Northman*, homme du Nord.

(2) 28, 129 ; — 32, 10 et notes.

(3) 28, 121.

(4) « Le nom ecclésiastique de la circonscription resta, jusqu'en 1792, comme un fidèle témoignage de l'antique suprématie de Nérès. Il y eut bien l'archiprêtré de Montluçon, mais l'archidiaconé (qui comprenait aux *x^e* et *xii^e* siècles, les archiprêtres de Chantelle, Montluçon, Saint-Désiré (?) et Huriel c'est-à-dire beaucoup plus évidemment que l'ancienne viguerie de Nérès)... l'archidiaconé, lui, garda jusqu'au bout le nom de Narzenne, qui n'est autre, sans doute, qu'une corruption d'une des formes *Nereensis*, *Neerensis*, *Nercensis*, que donnent divers textes de Grégoire de Tours. » (28, 129. — Cf. LONGNON, *ouvr. cité*, p. 470)

(5) 28, p. 130 ; — 46, *cat.*, p. 630, qui fait remarquer que, d'après la préface de l'auteur, Edrisi a dû terminer son ouvrage à la mi-janvier de l'an 1154 de J.-C.

bien peuplée, et que ses « environs sont pittoresques et le territoire très productif » (1).

Il est évident que si, en 1153, Montluçon, « petite ville » (jusqu'au commencement du xix^e siècle), était cependant alors déjà *bien peuplée*, c'est que son existence et son importance comme cité ne dataient pas de la veille, et que sans doute, formée au point stratégique du croisement de voies romaines et à la frontière des peuplades du Berry, de l'Auvergne et de la Marche, comme on le constate déjà à l'époque gallo-romaine, elle avait dû se constituer autour de l'oppidum qu'y signale, vers 720, l'auteur de la vie du saint abbé de Menat, à mesure que Nérès, ruinée de plus en plus, perdait de son importance à son profit (2).

La situation géographique et donc stratégique de Montluçon avait appelé la ville à jouer un rôle de premier plan lors des invasions des barbares et, plus tard, dans la défense de la nouvelle province bourbonnaise qui allait se constituer (3).

(A suivre.)

CHANOINE J. CLÉMENT.

(1) Parlant aussi de Bourges, EDRISI ajoute : « Bourges... est, ainsi que Montluçon, environné de villages bien peuplés, de terrains fertiles et de vignobles. » 46 rég., p. 630, n° 56, d'après l'*Abrégé de la géographie d'Edrisi*, traduit par Amédée Jaubert, dans le *Recueil de voyages et de mémoires*, publié par la Société de Géographie, 2 vol. 4°, Paris, 1836-1840, t. II, p. 239 et 242 (Cf. 28, 130).

(2) « Montluçon... que sa position sur une hauteur facile à défendre, et selon toute apparence un *castrum* ou château-fort, soit en pierre, soit en bois, avait dû mettre à l'abri d'un coup de main, put résister aux Hongrois mieux que Nérès, s'accroître à ses dépens et, par suite, l'empêcher en lui succédant, de se relever de ses ruines. » (28, 130.)

(3) C'est ce qu'a bien saisi Achille Allier, qui a montré dans Montluçon « la clé de passage de l'Auvergne au Berry, la première place des basses terres contre laquelle venaient se heurter les maîtres de l'Aquitaine en suivant la longue et douce pente du Limousin et de la Marche ». (11, t. I, 311.) Cf. 81, 263.





Un aveu et dénombrement de la seigneurie de Saint-Gérand-de-Vaux

PAR

Jean de Chauvigny, chevalier, 8 janvier 1443 (v. st.)

Notre confrère, M. Louis Grégoire, avant de verser aux Archives départementales de l'Allier, l'aveu et dénombrement dont il s'agit, a eu la gracieuse pensée de donner à la Société communication de cette pièce intéressante pour l'histoire de la seigneurie de Saint-Gérand-de-Vaux. Toutefois nous n'en présenterons pas la teneur *in extenso*, car le document communiqué n'est que la copie faite au XVIII^e siècle d'un *vidimus* du 9 octobre 1495. Le scribe du XVIII^e siècle a du reste commis des fautes dans la transcription de cet acte ; ce serait un délit de lèse-érudition que de publier ce texte sans un collationnement préalable avec l'original qui existe dans la série P des Archives Nationales ; les *Noms féodaux* de Dom Bétencourt nous en donnent la preuve (1).

Laissant à ceux qui écriront un jour l'histoire de Saint-Gérand-de-Vaux le soin d'un récolement avec l'original et la comparaison avec d'autres pièces similaires (2), nous nous bornerons ici à extraire de cette copie du XVIII^e siècle d'un *vidimus* de 1495 de l'aveu de 1443, ce qu'on peut appeler, à la façon de Rabelais : « la substantifique moëlle ».

(1) Voir : *Noms féodaux*, à Jean de Chauvigny, 1443, cote indiquée : Registre 459, p. 123. Cette cote de Dom Bétencourt permettrait de retrouver la concordance avec le classement actuel de la série P. des Archives Nationales.

(2) Voir *Noms féodaux* autres aveux et dénombrement fournis par les Chauvigny pour Saint-Gérand-de-Vaux.

C'était une seigneurie d'importance que celle de Saint-Gérand-de-Vaux (1). On ne possède de renseignements certains sur cette terre bourbonnaise, à ma connaissance, qu'à partir du ^{xiv}^e siècle et elle est déjà aux mains des Chauvigny ou Chouvigny, vieille maison féodale de la meilleure noblesse, connue surtout, jusqu'à nos jours, sous le nom de Chauvigny ou Chouvigny de Blot.

Il est à supposer que la terre de Saint-Gérand-de-Vaux appartint tout d'abord aux sires de Bourbon de la première race, celle qu'on appelle communément la maison des Archambaud de Bourbon. On est induit à le penser parce que Louis, duc de Bourbonnois, étant en otage à Londres (2), avait encore des possessions sur la paroisse de Saint-Gérand-de-Vaux et, en février 1359 (vieux style), donna toutes les dites possessions à Philippe de Chauvigny, dit Bichat de Nades, chevalier, seigneur de Saint-Gérand-de-Vaux en partie, son cham-bellan, en récompense de ses bons offices, moyennant une rente de 49 livres tournois.

On pourrait donc peut-être supposer que les Archambaud de Bourbon donnèrent en fief à la maison de Chauvigny, partie de la terre de Saint-Gérand-de-Vaux (3).

Quoi qu'il en soit de cette hypothèse, quand l'histoire de la seigneurie de Saint-Gérand-de-Vaux sort des brumes du passé, au ^{xiv}^e siècle, elle est, pour une bonne partie, possédée par les Chauvigny.

Le premier que nous rencontrons est Blain de Chauvigny, dit de

(1) Actuellement commune du canton de Neuilly-le-Réal, arrondissement de Moulins (Allier).

(2) Le duc Louis II de Bourbon, à la suite de la désastreuse bataille de Poitiers, était alors un des otages envoyés en Angleterre par le roi Jean-le-Bon.

(3) On ne peut admettre, *a priori*, que cette terre de Saint-Gérand-de-Vaux soit venue aux Chauvigny par les Blot, car l'alliance Chauvigny et Blot est postérieure à l'époque où la branche des Chauvigny, sgrs de Saint-Gérand-de-Vaux, s'est détachée de la souche primitive. Sans cette circonstance, on aurait pu soutenir que les Archambaud de Bourbon auraient donné la majeure partie de Saint-Gérand-de-Vaux aux Blot, leurs cadets, et que ceux-ci l'auraient transmise aux Chauvigny. Il est vrai que, contre cette hypothèse, s'élèverait aussi le fait qu'aucun document, à ma connaissance, ne fait figurer Saint-Gérand-de-Vaux parmi les possessions des Blot, dont les seigneuries se trouvaient dans la partie de l'Auvergne qui touche au Bourbonnais, en Combraille, près d'Hérisson, et enfin en Morvand et Nivernais.

Nades, chevalier, sgr de Santes, de Saint-Just-en-Combraille, de *Saint-Gérard-de-Vaux*, de Valençon et de Gouise, né vers 1300. On n'est pas bien fixé sur son ascendance. Des Gozis le pense fils d'André de Chauvigny, dit de Nades, vivant vers 1300.

D'une alliance inconnue, il eut un fils aîné Jean, et un cadet, Philippe.

Philippe de Chouigny, dit Bichat de Nades, chevalier, fut seigneur de Saint-Gérard-de-Vaux en partie, de Valençon, de Saint-Loup, de Rongère, de Varennes, de Saint-Gérard-le-Puy et de Paray. Etant chambellan du duc Louis II, an 1359 (v. st.), il en reçut, au mois de février, la donation de terres à Saint-Gérard-de-Vaux, dont il a été déjà parlé plus haut. En 1366 et 1376 (*Noms féodaux*), il rendit hommage et fit aveu et dénombrement pour Saint-Gérard-de Vaux, Paray et autres seigneuries.

Entre autres enfants, ce Philippe de Chouigny, dit Bichat de Nades, eut un fils Jean, chevalier, et c'est ce Jean de Chouigny, qui, le 3 novembre 1443 (v. st.), fit le dénombrement que le Directeur du *Bulletin* m'a prié d'analyser pour notre Société.

Le chevalier Jean reconnaît tout d'abord tenir du duc de Bourbonnois, à cause de sa châtellenie de Verneuil, le « lieu et château » fort de Saint-Gérard-de-Vaux, comme il est environné de fossés, « avec les jardins, garennes appartenant audit lieu ».

Puis viennent en la ville de Saint-Gérard-de-Vaux, des tailles aux villages du Vernoy et du Crozet. Ces lieux dits et ceux qui vont suivre se retrouvent pour la plupart sur nos cartes modernes et permettent de délimiter, de façon assez précise, l'étendue de la seigneurie de Saint-Gérard-de-Vaux.

Des tailles sont encore perçues au village des Sallannes, qui, un jour, monté en grade, devait devenir un fief de la vieille famille des Roy ; aux villages de Plamat, de Villards, de Vauvre, de Luzeray, de La Forest de l'Hôpital (1) ; aux Echerolles, qui seront un jour fief des Giraud des Echerolles.

(1) A la Forêt de l'Hôpital, le seigneur touche des cens en monnaie pougeoise. Il est plusieurs fois question, dans le dénombrement, de monnaie pougeoise.

La Curie de Saint-Palais nous dit que par monnaie pougeoise ou pougoise, il faut entendre une monnaie du temps de saint Louis.

Du Cange fait dériver ce mot de *pogesia*, en sous-entendant *moneta*, et il

Jean de Chouvigny perçoit des cens. Il possède aussi : « le grand « dixme de Villards que part par nos devis avec l'abbé de Saint-Gilbert, à cause de la maison de Luzeray, assise en ladite paroisse de « Saint-Géran ».

Viennent ensuite les petits dixmes et perciers (1) de l'hôtel de Saint-Géran, les perciers de Chassignolles, les dixmes et perciers de Fols et de Crozay, de Verzures, des dixmes aux Echerolles, dont certaines parties sont partagées avec les héritiers de Laurent Gaucher.

Divers prés appartiennent au seigneur de Saint-Gérand-de-Vaux. Ce sont : Le grand pré, « assis devant le fort de Saint-Géran » ; les prés de La Pele, des Annoys, « assis contre la rivière de Rison » ; le pré Bau, assis au terroir des Annoys, acquis par ledit seigneur de Jean Cheru, de Ville ; le grand pré de Vauchieux Gardinet, qui fut jadis de feu Jean Paupreu (?) « assis contre le chemin commun venant de l'église dudit lieu [Saint-Gérand-de-Vaux] ». Un quartier de pré « assis en la sauve de l'étang de Guichard de Bruny ».

Sont encore énumérés : Le grand pré du Vernay « cost l'étang dudit seigneur de Saint Geran » : les prés de Mortais et le pré Bouchet.

Le dénombrement passe ensuite aux étangs : L'étang de Veroy, l'étang du Crozet ; le pré et l'étang des Préaux, assis au terroir de « Chazeul » ; l'étang d'Uxel.

Puis ce sont les « bois, vernais et garennes » du Vernay, de Renaudière, du village du Crozet, « cost le tènement Picard », le Petit Bouchet, la garenne de Merlaix, assise au-dessous de la maison de Chausson ; les bois Vernaix, au terroir du Crozet, autour de l'étang ; « un petit bouchet de bois assis au bout dudit étang » ; bois de Fols « cost le chemin de Loxme, avec le verger ; le bois de la Grange et garenne d'Uxel, au-dessous de l'étang du seigneur de Saint-Géran, etc. . . ».

Signalons une *molte*, qui peut-être ne fut jamais féodale, mais n'en

fait venir *pogesia* de *pogiensis*, monnaie des évêques du Puy qui valait dix-sept sols, six deniers (tournois probablement).

(1) Perciers ou mieux percrières, droit perçu sur les terres nouvellement défrichées, et qui, par suite, sortaient, au profit du cultivateur, du domaine direct du seigneur.

est pas moins intéressante à mentionner comme trace d'habitation ancienne, d'autant que la charrie l'a peut-être nivelée :

« Une motte et fossés appelés de Mons, avec les garennes et appartenances. »

Le dénombrement signale de plus une « grande quantité de terres hermes (1), en tout soixante septérées de terre ou environ, à l'entour dudit Saint-Géran », etc.

La blérie (2) de ladite paroisse de Saint-Gérand.

De la seigneurie de Saint-Gérand-de-Vaux relèvent : « Le fief de Pierre de Saint-Aubin qu'il tient et porte dudit seigneur de Saint-Géran, sur un dixme assis sur la paroisse de Guize [Gouise] »...

« Item la terre de Saint-Loup et les appartenances » plus encore, la terre de Bredour.

Analyser par le menu tous les droits dont jouissait le seigneur de Saint-Gérand-de-Vaux, à raison de Saint-Loup et Bredour, nous entraînerait bien loin. Je me bornerai à mentionner les droits de mesure, de layde (3) et de four (4), le droit de justice.

Au point de vue topographique et d'ancien habitat humain, il convient de signaler aussi : « La motte de Saint-Andrieu, si comme elle est environnée de fossés doubles, avec les garennes, atou-
« chant tout autour ladite motte »...

« Item, une motte appelée le Châtel, si comme elle est close de fossés, avec les garennes à ce appartenant. Item les vignes et La
« Malgarnie assis cost laditte motte, le chemin entre deux. »

Dans la paroisse et justice de Saint-Loup, Jean de Chouvigny fait encore aveu et dénombrement de terres, vignes, terres gagnables et

(1) Terres hermes : terres en friche.

(2) Blérie ou blairie, redevance perçue par le seigneur en échange de la faculté donnée aux manants et habitants de la seigneurie, de faire pâturer leurs bestiaux sur ses terres, après levée de récolte ou dans les bois et héritages non pourvus de clôtures.

(3) Leyde ou layde, droit de place au marché et droit perçu sur les marchandises qui y étaient apportées.

(4) C'est le droit de four banal. A l'origine, ce fut un véritable service rendu aux habitants qui n'avaient pas le moyen de construire des fours dans leurs maisons. Le seigneur fit donc les frais de construction de fours banaux, auxquels on devait venir faire cuire son pain contre redevance. Plus tard, quand les logis furent construits en pierres et tuiles et qu'on put avoir des fours à domicile, le four banal parut une sujétion incommode, parce qu'il ne répondait plus à un besoin ou à un service rendu.

non gagnables, plus des droits que ledit seigneur partage avec les nommés Perrin et Antoine Gabart, notamment au Grand et au Petit Toulais. Il en partage également audit lieu avec les héritiers d'Antoine Vigier, de La Ferté. Il possède aussi maisons et pressoir à Saint-Loup, divers étangs, des chaumes, bruyères, terres gagnées et non gagnées, tant sur la terre de Saint-Loup que sur celle acquise « de Saint-Andrieu ». Il a aussi les « sailles » et prairies de Saint-Loup.

De lui relève le fief de Perrin et autre (*sic*) Gabart [lire *Antoine Gabart*].

Après les malheurs subis par les vieilles archives du duché de Bourbonnais, il n'est peut-être pas inutile de relater en quels termes les gens de la chambre ducale des Comptes recevaient les dénominements des vassaux :

« Cette nommée baillée par Messire Jehan de Chouvigny, chevallier, seigneur de Saint-Gérand-de-Vaux, a été reçue en la Chambre des Comptes, à Moulins, par Messieurs de la Chambre desdits Comptes, sous audition et réservation que si en la ditte nommée est mis chose déritage ou de justice qui appartienne à mon dit seigneur et non mi audit chevallier, que de laditte nommée il ne se puisse aider contre mondit seigneur au requeste de ce moi (*sic*) s'en aidera Monsieur contre luy d'avoir mal fait et mal dénombré, à la peine qui y échera, et si en laditte nommée il y a obmis et délaissé de mettre aucune chose qui tienne du fief de mondit seigneur, mondit seigneur pourra recevoir son droit de fief et autres droits qui luy appartiendra sur lesdites choses obmises. Fait le huitiesme jour de janvier, l'an mil quatre cent quarante-trois. »

« Plus estoit escrit au dos ce qui s'ensuit :

« Verneuilh. La nommée de Monsieur de Saint-Gérand-de-Vaux à cause de son chasteau et forteresse dudit lieu de Saint-Gérand. Item de sa terre de Bredour et de Saint-Loup avec les grands et petits dixmes dudit sieur » [lire, vraisemblablement, *audit lieu*].

La copie, très fautive en divers points, communiquée par M. Louis Grégoire, faite au XVIII^e siècle par un homme d'affaires quelconque, le fut sur un *vidimus* de la fin du XV^e siècle, établi à l'occasion d'un différend survenu entre le seigneur de Saint-Gérand-de-Vaux et

Saint-Loup et quelques habitants de cette dernière paroisse. A cette époque ces deux terres étaient sorties de la maison de Chouigny. Elles appartenaient à Charles Soreau, écuyer, neveu d'Agnès, la célèbre petite reine... *in partibus*, la « belle amie » de Charles VII. C'est ce que l'on voit par le procès-verbal de collationnement reproduit dans la copie du XVIII^e siècle communiquée par notre confrère Louis Grégoire :

« Collation a été faite à l'original de laditte nommée par nous,
« Durand Debarbier, licencié ès loix, conseiller du Roy, maître des
« requestes du roy nostre sire, lieutenant général de M^r le bailly de
« St-Pierre-le-Moustier, commissaire commis et ordonné et député
« par nos seigneurs les gens tenant la cour des requestes du Roy
« nostre sire, en son palais, à Paris, pour faire la collation pour et
« à la requeste de noble homme Charles Soraul (*sic*), seigneur de
« Saint-Géran-de-Vaux et de Saint-Loup, demandeur en certaine
« cause pendante en la Cour des dites requestes, à l'encontre des
« manans et habitans dudit Saint-Loup autres (*sic*) que Thévenin
« Plates, du Muset, Jehan Berthomier, du Feling, Antoine Guérin
« lénné et Jehan Durand lainé. — Laditte collation faite en la
« chambre des Comptes de Moulins, où estoient lesdits nommés (*sic* ;
« lire sans doute : *ladite nommée*) qui nous a esté baillée pour en
« faire les coppies et cotation (*sic* ; pour *collation*) par les gens des-
« dits comptes de M. le duc de Bourbonnois et d'Auvergne, par
« commandement de nous à eux fait par Pierre Babot, procureur
« dudit officier (*sic*) et Antoine Forestier comme procureur desdits
« habitants et de M^e Beras Belissier, licencié ès loix qui auroit
« comparu ce jourd'hui par devant nous, à la requeste dudit de-
« mandeur, pour voir faire ladite collation par Jehan de Chauigny,
« sergent royal (1), ainsi qu'il nous a relaté de vive voix, apellé avec
« nous pour laditte collation faire, Jehan Guerard, nostre greffier
« au siège dudit Saint-Pierre-le-Moustier, le neufviesme jour du
« mois d'octobre, l'an mil-quatre-cent-quatre vingt quinze. Signé :
« Belissier et Babot. »

(1) Quel est ce Jean de Chauigny, resté comme un témoin et un souvenir de la possession de Saint-Gérand-de-Vaux et de Saint-Loup par la puissante maison dont il portait le nom ?

La copie du XVIII^e se termine comme suit :

« NOTA. — Il y a un aveu et dénombrement en datte de l'an 1351
« portant de plus que celui de 1443, les prés appelés Junoyer et
« des Aunes, plus le chauffage (1), bâtiment et pâturage qui est
« autour du Bateau, plus du droit que ledit seigneur de Saint-Gérard
« a accoutumé de percevoir dans le bois et forest de Royer ; laquelle
« forest appartient au seigneur de Jaligny et tenu du fief d'iceluy
« seigneur de Jaligny et arrière fief du duc de Bourbonnois. »

Par l'analyse détaillée reproduite plus haut, on voit que nul érudit ne pourra se dispenser, pour une étude un peu poussée concernant Saint-Gérard-de-Vaux, de recourir à l'*original* de cet aveu et aux pièces similaires signalées au début de cette étude. On constatera aussi que les documents de ce genre fournissent en outre des renseignements parfois inattendus sur des points de topographie et d'archéologie, témoins ces mentions de mottes dont pourront profiter les opiniâtres chercheurs de notre compagnie qui s'efforcent de compléter sur ce point les relevés commencés par nos anciens.

PH. TIERSONNIER.

(1) Chauffage : maison pourvue de cheminée.





LES REGNAULT DE CORDEBŒUF ET LE CHATEAU DE BEAUVERGER EN BOURBONNAIS

Comme de tant d'autres, l'origine de ces Regnault était controversée. A les croire (1), ils descendraient d'un chancelier de France en 955, dont le neveu fut chancelier du roi Henri 1^{er}, suivant des manuscrits de Saint-Martin-des-Champs. D'autres (2), désintéressés, qui trouvent des Regnault répandus dans la contrée, présumant qu'ils venaient de simples bourgeois de Gannat, mentionnés aux *Noms Féodaux*. Mais sans preuves. Car leur filiation paraît suivie seulement à partir de Jean (3), lequel, en février 1300 (v. style), reconnaît tenir, du chef de Pétronille de Saulzet, sa femme, des cens en blés, gélignes, parcières, etc., en la chàtellenie de Gannat, pour une valeur totale de 70 sous. Vers le même temps, en 1302, Hughes ou Hues Renault (4) servait dans la guerre de Flandre. A celui-ci s'arrête Chérin (5), pour reconnaître à leur descendant le droit de monter dans les carrosses du roi.

Les voici pour trois siècles enracinés dans ce mol coin de Limagne, disputé entre deux provinces, qui n'est presque plus bour-

(1) Cf. Bib. Nat. Pièces originales 853, f^o 12. Manuscrit anonyme.

(2) Hypothèse émise par l'abbé Peynot, dans le compte rendu de la X^e excursion de la Société d'Emulation du Bourbonnais dans la région Nord-Est de Gannat, 1908, p. 140. — Le lecteur voudra bien, pour ce qui concerne l'origine des Regnault, se reporter à sa monographie, qui nous a permis d'être très bref.

(3) *Ibid.*, p. 134.

(4) L'auteur du manuscrit précité de la Bib. Nat. a eu sous les yeux deux quittances de ses gages données par cet Hughes. La seconde portait un sceau de cire rouge sur lequel se distinguaient deux chevrons, deux oiseaux, etc.

(5) Bib. Nat.

bonnais, sans être encore d'Auvergne. Les monts lointains y ferment de trois côtés l'horizon ; mais, à l'orient de Gannat, « y a la belle plaine (1), terres fortes à froment, prés, pascages ; et sur la montagne entre l'orient et le septentrion, sont les grands vignobles de longue estendue, qui produisent abondance de bons vins et délicieux, de manière que ladite chastellenie est abondante en blés, vins, chairs, huiles, beurres, fruits et safrans pour le commodité des habitants. » Nos Regnault sur la crête possédaient la moitié de la grande dime de Mazerier ; puis, au pied du coteau, parmi les noyers et les saules, le petit fief démembré de Saulzet, qu'ils appelèrent de ce nom prometteur : Beauverger. C'est là qu'advint à Guillaume Regnault la fâcheuse aventure rapportée tout au long dans un ancien Bulletin (tome XIII, p. 408, article intitulé : *Quelques traits de mœurs féodales*). Un soir de novembre 1439, une femme frappa à la porte de l'« ostel ». Et comme elle ne sut dire ce qu'elle voulait, Guillaume, sur la déposition d'un valet, la prenant pour une empoisonneuse, la fit mener dans une chambre et là « mettre en geyne » si « âpre » qu'elle mourut dans la nuit.

Nous ne reviendrons pas sur les détails connus de cette scène pénible. L'affaire, comme on sait, se termina par des lettres de rémission, qui furent accordées à Guillaume par le duc Pierre de Bourbon. Retenons seulement que le duc pardonna comme « mehu de pitié », mais aussi « par contemplacion » de sa « très chière dame et mère » (2) et de sa « très chère et amée sueur l'emperesse de Costentinople » (3), qui le prièrent pour le coupable. Car Guillaume était, les lettres nous l'apprennent, écuyer de la duchesse douairière.

Outre la lumière assez crue qu'il projette sur des mœurs rudes, ce tragique épisode a le mérite de nous montrer, dès le tiers du xiv^e siècle, nos Regnault établis à Beauverger, et déjà tenant une place dans l'entourage domestique des Bourbons, leurs suzerains.

Guillaume, sur les hauts de Mazerier, bâtit le château de la

(1) Nicolas DE NICOLAY : *Générale description du Bourbonnais*, publiée par A. Vayssiére, Moulins, 1889, t. II, p. 138.

(2) Marie de Hainaut.

(3) Marie de Bourbon, épouse de Robert de Sicile, prince d'Achaïe et de Tarente, empereur titulaire de Constantinople.

Motte (1), qu'il transmitt à son fils aîné. Au second, Guillaume de la **Motte**, échut Beauverger, et, je ne sais comment, une autre seigneurie, dont nous le trouvons pourvu, ce Cordebœuf, sis plus bas, au fil de l'Allier (2), dont les Regnault retinrent le nom à travers les siècles. Mais ce second domaine passa vite en d'autres mains, et le château subsistant, que le diable visita (3), semble bien jeune pour qu'y demeure le souvenir des seigneurs qui nous occupent.

Quand le duc de Bourbon fonda son ordre de l'Ecu d'Or ou de Notre-Dame du Chardon, le sire de Cordebœuf fut compris dans la première promotion (4).

Messire Guillaume, chevalier, apparaît dans un titre de l'an 1375 (5). Il commandait lors à un chevalier et sept écuyers. Puis, le 3 septembre 1388 (6), Jean de Berry nomma le seigneur de Cordebœuf, chevalier bachelier, parmi gens de son « hostel, montez et armez soufizamment pour servir Monseigneur le Roy en ces présents voyages de la Meigne ». (C'est, je pense, de l'expédition de Charles V en Gueldre qu'il s'agit.)

Sorti, pour combattre, du Bourbonnais natal, Guillaume poussa sa fortune ; et nous le trouvons, en mai 1398, chambellan du pauvre Charles VI (7).

Durant de Cordebœuf, son fils, passe modestement entre ce vaillant père et ses propres enfants. De ceux-ci, pour mémoire seulement, nous citerons le chevalier Guillaume, l'aîné, élu de la Haute-Auvergne, lequel épousa, le 12 avril 1431 (8), Louise de la Roche, vicomtesse de la Motte, « veuve de noble homme Dalmas de Vis-sac ». Il décéda sans postérité légitime et son frère recueillit son héritage.

Ce cadet, le seigneur de Beauverger, occupe encore les érudits (9). Continuant la tradition du grand-père, nous le verrons à

(1) Cf. Abbé PEYNOT, *loc. cit.*, p. 42 : seigneurie de la Motte Mazerier.

(2) En la commune de Paray-sous-Briailles.

(3) Sur la légende de Cordebœuf. Cf. *L'Ancien Bourbonnais*, t. II, p. 326.

(4) DE COIFFIER-DEMORST : *Histoire du Bourbonnais*, t. II, p. 357-362.

(5) Bib. Nat. Pièces originales, 853, f° 13.

(6) *Ibid.*

(7) Archives de l'Allier, E 251.

(8) Bib. Nat. Pièces originales, *loc. cit.*, f° 14 v°.

(9) Cf. Dans la *Romania* les remarquables articles de M. A. Thomas, sur

son tour chambellan de Louis XI, mêlé pour sa part modeste aux péripéties de ces temps agités. Son mariage d'abord est digne de remarque, et par la femme qu'il épouse, et par le lieu de sa célébration.

M. de Quirielle a publié déjà les vers si flatteurs du *Champion des Dames* sur cette « aultre Minerve » :

..... la belle Jamette
Niece de Pierre de Nesson.

Longtemps encore après, en 1538, Jean Bouchet la nomme en son *Jugement poétic du sexe féminin* :

Je n'obliray la subtile Jeannette,
Fille à Nesson, qui de rythme tant nette
Sceust bien user....

Double erreur et sur le prénom de la dame et sur sa parenté. Du moins le souvenir de la poétesse n'avait pas encore péri. — Si cette Minerve oubliée méritait tant d'honneur, nous n'en saurions juger ; car son œuvre tout entière, qui dut être abondante, s'est perdue, hormis un seul rondeau qu'on va lire (1), ni moins bon, ni meilleur que tant d'autres, écrits en cet âge fécond où l'amour courtois suscitait tant de rimes.

C'est pour me receller les biens
Qui sont en vous, comme je tiens,
Que ne voulez que je vous voye ;
Mon cuer s'en plaint, que vous envoie :
Aussi font les pouvres yeux myens.

Chacun jour je vois et reviens,
Regardant si je verray riens,
Ainssi que de coutume avoye :
C'est pour me [receller les biens].

Merlin de Cordebœuf (tome XXXV, p. 82 et suiv.) et sur Pierre de Neason (t. XXXIII, p. 340 et suiv.). — M. de Quirielle a déjà donné de ces articles dans le *Bulletin* de 1906 (p. 241 et suiv.) un excellent compte rendu. Nous nous efforcerons de le compléter en évitant — autant que nous le pourrons — les redites.

(1) Publié par Gaston Raynaud : *Rondeaux et autres poésies du XV^e s.*, p. 59. Paris, in-8°, 1889.

Toutesfoiz, se nul n'en retiens,
 Devant tout le monde maintiens
 Que je veu j'en ay tel montjoye
 Qu'on ne pœut plus ; maiz quoy ? ma joye
 Ce n'est pas celle ou je viens :
 C'est pour me [receller les biens].

Je voudrais, pour l'honneur de la dame, que ces vers, d'une ardeur subtile, fussent adressés au futur mari. Mais je ne puis céler que l'objet de sa flamme poétique n'ait été Tanguy du Châtel, le neveu, digne chevalier d'ailleurs, qui se devait distinguer par une fidélité méritoire envers son roi défunt. Il répondit (1) à Jamette en même langage, assez gaillard, sur les mêmes rimes, mais ses vers sont moins bons. Rien ne permet de dater cet échange de rondeaux, sans résultat peut-être, car nous ignorons quelle réalité se cache sous le mensonge des vers. Mais sans doute M. de Cordebœuf a dû connaître l'inconvénient d'être mari d'une poétesse.

Sur les Nesson, M. de Quirielle ne nous a rien laissé à dire. Ils étaient d'Aigueperse, de riches marchands de drap. Le bisaïeul, Guillaume, avançait de l'argent au duc de Berry. Le grand-père, sire Barthelémy de Nesson, conseiller du roi et de Monseigneur de Berry, fut par celui-ci nommé en 1393 châtelain de son comté de Montpensier. Grand bâtisseur et pieux, il a fait construire, au long de l'église paroissiale, le « Nesson », cette curieuse chapelle des morts à deux étages en pierre noire, surmontée d'un clocheton à huit pans. Il était « molt grand riche homme » et possédait, disent les gens d'Aigueperse (2) « plus de domaines en la ville que le duc ». Mais, comme il s'arrangeait à peu payer la taille, ses administrés, un dimanche de 1412, saccagèrent sa maison, emportant « tous ses draps et les portes et les fenêtres ».

De ses fils, le second est presque célèbre ; c'est Pierre de Nesson, l'auteur du *Lai de Guerre*, bien connu des lecteurs du *Bulletin*.

Attaché « dès son enfance » aux Bourbons, poète quasi officiel de la petite cour ducale, il fut introduit par sa duchesse dans l'entourage du roi. L'honnête Alain Chartier venait justement d'y faire scandale. Nesson, pour venger l'honneur des dames, le « diffama...

(1) *Ibid.*, p. 60.

(2) Cf. A. Thomas, *op. cit.*, t. XXXIII, p. 550-551.

publiquement » (1). Il fut prôné par ceux, par celles dont il exprimait les rancunes et connut le succès.

Moins notoire, le frère aîné, Jamet, avait aussi sa place à la cour, en qualité (dès 1398) de valet de chambre, garde des coffres ou trésorier de la cassette particulière de Charles VI : poste de confiance assurément. Sa femme, la « Marcadée », petite-fille d'un financier, fille d'un valet de chambre du roi, était sœur du premier sommelier.

Evidemment, tout ce petit monde de bourgeois anoblis, riches d'ailleurs, vivait dans l'intimité, dans la faveur royale, inaperçu, certes, des chroniqueurs, justement négligé des historiens. Mais, en cette cour des Valois, brillante, quand on avait de l'argent, et lettrée, ils tenaient leur rang. Non pas seigneurs, mais « domestiques », partant plus près de l'oreille du maître.

C'est dans ce milieu très spécial, d'un éclat emprunté, que Jamette était née. Le petit-fils du chambellan Guillaume de Cordebœuf l'épousa, le 25 janvier 1431 (nouv. style). Le garde-coffres était mort, sa femme remariée. La sœur aînée, Guillemette, avait épousé l'écuyer Jacques Falle, un parisien. Et c'est à Paris que le mariage fut célébré, dans ce Paris d'Henri VI où les Armagnacs étaient traqués. Après M. Thomas, M. de Quirielle se demande comment le sire de Cordebœuf, suspect par toutes ses origines, put bénéficier de cette « trêve nuptiale ». Mais sans doute les Nesson tenaient dans la bourgeoisie parisienne à trop de gens qu'il fallait ménager. L'Anglais jugea sage de fermer les yeux.

Sur le mariage même, nous ne savons rien que sa date. Car, le jour même, par devant deux notaires au Châtelet (2), Jacques de Vaux et Jehan-François, « Huguet, dit Merlin de Cordebœuf, autrement dit Regnault de Cordebœuf » et Jamette s'accordent avec Guillemette et son mari, « qu'ils voudroient en faveur de fraternité et de lignage aider de tout leur poyoir ». Merlin s'engage à recouvrer les immeubles laissés par feu Jamet à Aigueperse, au sud de la Loire (dans les provinces soumises au roi Charles que l'acte

(1) Sur cette querelle, lire dans la *Romania*, t. XXX, l'article de M. Piaget, p. 35 et suiv.

(2) Copie du contrat est donnée dans le manuscrit précité de la Bibliothèque Nationale, f° 16.

n'ose nommer). Semblablement, Jacques Falle et sa femme promettent qu'au cas où, par la grâce de Dieu, il « adviendrait ou seroit paix en ce royaume, de venir lors et rapporter à loyal partage tout ce que pourroient avoir recouvré des biens meubles dudit feu Jamet ».

Puis Merlin reprend auprès des Bourbons son service héréditaire. Le prisonnier d'Azincourt est mort en la terre d'exil. Son fils, le « spécieux » comte de Clermont, — cet autre Absalon et cet autre Pâris, — devient le duc Charles en 1434. « C'étoit l'un des meilleurs corps, fût à pied ou à cheval, et l'un des plaisans et mondains, non pas seulement des princes, mais des chevaliers de France ». La fidélité est facile envers ce seigneur charmant. Merlin s'applique à mériter sa faveur et l'obtient. Le duc bientôt lui confiera la garde et le gouvernement de son château de Gannat (1). Il est si sûr de sa loyauté qu'il le prête même au roi.

En juillet 1438 (2). Charles VII et « Messeigneurs de son conseil » délèguent le sire de Cordeboeuf d'Amboise en Auvergne « par devers plusieurs grands seigneurs, barons, chevaliers, écuyers, élus sur le fait des aides oudit pays... pour aucunes choses touchant le fait desdites aides, le bien aussi et prouffit du roy et dudit pays, auquel voyage faisant, alant et séjournant ledit Merlin a vacqué et séjourné à gran frais et despens l'espace [de] 53 jours commençant le dernier jour de juillet dernier passé (1438) ». A ces causes, les généraux des finances ordonnent à son profit, le 9 septembre 1438, une somme de cent livres tournois. Et, dans la quittance (3) qu'il en donne le 15 février 1439 (nouv. style) au receveur de Clermont, Merlin prend cette qualité nouvelle : échanson du roi notre sire.

Mais, avant que d'appartenir au roi, il reste le féal de son duc :

(1) Dans les lettres du duc, du 27 mars 1449, dont il sera parlé plus loin au sujet des fortifications de Beauverger, Merlin est qualifié de « capitaine de Gannat ». Puis, par autres lettres du 21 avril 1457 (Registre III de la Chambre des Comptes du Bourbonnais, f° 93), il est pourvu de l'office de capitaine-châtelain de Gannat. Serment prêté le 14 novembre suivant. (Renseignement fourni par M. Tiersonnier.)

(2) Bib. Nat., manuscrit cité, f° 16 v°. — Lettres données le 9 septembre 1438 par les généraux des finances.

(3) Ibid.

quand il faut choisir, c'est vers Bourbon que l'entraîne sa vassalité ancienne. Tandis que Gannat ouvre « avec moult joierie » (1) ses portes à Charles VII, Merlin s'est joint aux princes rebelles. Les lettres d'abolition du 15 juillet 1440 mentionnent nommément le sire de Cordebœuf parmi les officiers ducaux impliqués dans la mansuétude royale.

Peu importe au surplus cette folle équipée. Bourbon s'en tire avec une grosse pension, et Merlin pardonné va se trouver plus avant dans la confiance du roi. — Mais seulement dans la grosse plaine où s'étend Beauverger, les bandes ont passé des seigneurs en retraite, puis les poursuivantes ; l'« ostel » des Regnault, qui n'est guère défendu, a bien dû être en conscience pillé et par les amis et par les ennemis de son maître. C'est l'époque horrible de l'écorcherie. Le fameux Villandrado, tout à côté, jette son dévolu sur le château de Rochefort (2), à pic sur la Sioule. Le mal de la guerre redouble tellement en ces années sinistres qu'il faut se soucier enfin d'y porter remède. Notre Merlin est de ceux qui s'y emploient. Il se trouvait, au début de 1445, avec la Cour, à Nancy, lorsque la réforme de l'armée fut secrètement décidée. Le roi et le maréchal de la Fayette le dépêchent une nouvelle fois en Auvergne, auprès des gens d'Eglise et nobles du Bas Pays, assemblés à Riom. Et il rapporte au roi la réponse favorable des trois Etats, qui « pour l'entretien et souldoyment des gens de guerre, affin de les tenir hors du royaume et es frontières », lui veulent bien octroyer la somme de 52.000 livres sur les 300.000 francs imposés aux pays de Languedoc (3). Les Etats votent à Merlin pour son « voyage » une indemnité de 50 livres tournois.

On sait le bon usage qu'a fait Charles VII des subsides alloués.

Seuls sont retenus dans les nouvelles « compagnies d'ordonnances » les hommes d'armes « les plus sages et les mieux habillés », tandis que les autres se doivent retirer « hâtivement et sans délai es pays d'où ils estoient originaires ». Naturellement Merlin de

(1) Achille ALLIER : *op. cit.*, t. II, p. 354.

(2) C^{te} de Saint-Bonnet-de-Rochefort. — Il ne peut d'ailleurs en prendre possession à cause de l'usufruit de Jeanne Flotte, veuve de François d'Auberchicourt. (Renseignement fourni par M. Tiersonnier.)

(3) Antoine THOMAS : *les Etats provinciaux de la France centrale sous Charles VII*, Paris, 1879, t. II, p. 209.

Cordebœuf conserve le droit de revêtir le « *blanc harnois* » des troupes royales. Plus encore, le voici pourvu du titre important d'*écuyer d'écurie*. Et sans doute il suit le roi ambulant dans son inquiet vagabondage à travers les provinces, qu'à cette date justement lui reproche en termes amers l'évêque de Beauvais. Il est de cette suite assez mince que Charles traîne derrière soi en ces « châteaux, méchantes places et manières de petites chambrettes », où l'ancien roi de Bourges aime à « mucher » sa défiance, sans se montrer « ni ouïr les plaintes de son peuple ». Mais, cependant qu'il chemine ainsi de place en place, Merlin garde la pensée du domaine héréditaire, agrandi, maintenant que le voilà riche, de la seigneurie voisine de Saint-Pont (1). Il garde le souvenir du pillage récent dont son « *ostel* » relève tout juste. Et voici qu'à la Cour on parle de recommencer la guerre anglaise. Est-ce que va se relancer sur le plat pays sans défense la tourbe des écorcheurs ? Le sire de Cordebœuf prend ses précautions.

S'il ne peut de son Beauverger faire une place forte, — à quoi la nature s'oppose, — il est possible du moins de le ceinturer de tours, de le coiffer de créneaux ; la fontaine voisine, qui sourd entre les saules, donne de l'eau assez pour emplir des fossés. Ainsi l'hôtel, mal situé dans sa plaine, au bord de la grand'route, pourra résister à des pillards du moins, — si toutefois le roi, à qui les châteaux sont suspects, veut bien tolérer qu'on fortifie celui-ci. La permission est accordée par lettres de mars 1449 (nouv. style), datées de Montilz-les-Tours (2). Car « ledit lieu et place de Beauvergier est grant et spacieux ». Et c'est raison que Merlin s'y veuille « retraire en seureté, lui, ses biens et de ses hommes et subgiez et obvier aux logeiz, courses, pilleries et autres maux et damages que leur Pourroient faire les gens de guerre ou temps avenir, se la guerre retournoit, que Dieu ne vueille ! » Et puis le roi considère « les bons et agréables services que ledit suppliant nous a faiz ou fait de nos guerres et autrement le temps passé, fait chascun jour, et espérons que plus face ou temps à venir... A iceluy pour

(1) A vrai dire, le texte des lettres royales porte Saint-Port. Mais nous pensons avec M. Thomas qu'il s'agit là d'une erreur de plume, le nom de Saint-Port n'existant pas dans la région de Saulzet.

(2) Bib. Nat. JJ 179, n° 339.

ces causes... avons octroïé et octroions... congïé et licence de faire fortiffier et emparer ledit lieu et place de foussez, murailles, tours, palliz, barbacanes, boulevards, eschiffes, portaulx, pont leveiz. harses, barrières, carneaulx a machecolliz et austres clostures et fortifications acoustumées... et qu'il verra nécessaires pour la seurté dudit lieu et que bon lui semblera, pourveu toutes voies que ce ne porte dommage ou préjudice à la chose publique dudit pais ». Le tout sous la réserve ordinaire des droits des tiers et nommément du suzerain. Mais le duc n'eut garde de faire attendre la permission « a son amé et féal escuyer ». Par ses lettres du même mois, 27 mars (1), il l'autorise à « fortifier et amparer » Beauverger, et par surcroît de faveur, lui donne encore « audit lieu haute, moyenne et basse justice ». Voici enfin le petit fief des Regnault parvenu à la totalité des droits, des honneurs féodaux.

Dans quelle mesure profita Merlin de cette large permission ? Contre les fâcheux, il se prémunit d'abord par de bons fossés, lesquels, selon Nicolay (2), subsistaient en 1569 : encore visibles en 1794, bien qu'en partie comblés, asséchés, envahis par les saules au témoignage du citoyen Cariol, commissaire du district (3). Mais je ne trouve aucun vestige de pont-levis. La porte, toute petite, fut défendue par des mâchicoulis, doublée d'une herse de fer (4), après quoi l'indésirable se venait heurter à une seconde porte (5), plus massive, en fer, percée de quatre meurtrières à volet, qui ferment l'escalier. Aux quatre angles, de grosses tours (6) surgirent et une demi-tour encore au milieu de la façade nord, qui regarde la route d'Auvergne. Puis une couronne crénelée, en forte saillie, fut posée sur le tout. Et comme, au xv^e, l'art avait des droits nouveaux, cet entablement un peu rude qui couvrait le chemin de ronde s'orna au dehors d'une frise de blasons alternant avec des

(1) **Registre II de la Chambre des Comptes du Bourbonnais** f° 121. A Montluçon le 27 mars 1449. Expédié le 15 avril 1450. (Renseignement fourni par M. Tiersonnier.)

(2) *Op. cit.*, t. I, p. 141. « Saulzet... deux chasteaux, l'un appelé Beauverger, bien fossoyé et décoré d'un bois, et l'autre Saulzet. »

(3) **Archives de l'Allier, série L, 482, District de Gannat. Police, n° 91.**

(4) Il n'en reste que la rainure.

(5) Encore en place.

(6) Deux de ces tours furent abattues au xix^e siècle, sous prétexte de restauration.

épées, tandis que des rinceaux aux fines nervures surmontaient les machicoulis. Hélas ! sur cet ensemble délicat, l'ineffable Cariol, au nom de la République, s'est évertué avec son marteau. Sous des coups imbéciles, la broderie des rinceaux s'est effritée avec les blasons des Cordebœuf. Et c'est heureux encore que Thermidor, qui sauva tant de têtes, soit venu préserver les créneaux eux-mêmes de la destruction ordonnée contre eux.

Merlin assurément n'avait point prévu cette disgrâce. Cependant que, livré aux maçons, son Beauverger devenait digne de sa fortune, lui-même et sa femme continuaient près du vieux roi leurs services. Dans cette cour peu nombreuse, des usages subsistaient d'une familiarité charmante. Et, par exemple, à l'occasion du nouvel an, le roi non seulement donnait, mais recevait des étrennes de tout son entourage. Nous avons par fortune conservé les comptes des années 1453 et 1454 (1). Nous y voyons la femme du trésorier Hardouin offrir à Charles VII des poires. Son peintre, Jacob de Létement, lui présente un tableau sur cuir (2), ses orfèvres lui remettent une image de saint Michel et un chapelet de jaspe. D'autres cadeaux sont faits par des artilleurs, des haubergiers, des brigandiniers, tous gens de métier à la suite de la cour. Or voici dans cette liste ce qui concerne le ménage de Cordebœuf :

En 1453 (3), Merlin offre au roi un avant-bras garni d'or, et sa femme « unes cartes bien riches » (un jeu de cartes) ; ils reçoivent en retour respectivement dix et vingt aunes de damas. Même gratification du roi l'année suivante. Merlin, cette fois, a donné au prince des « estrietz » (étriers) de madre, et sa femme un tablier divisé, qui est une table pour les jeux de dames, de trictrac et d'échecs.

Mais c'est décidément aux missions de finances que l'écuyer d'écurie est surtout employé. En 1459, il représente son suzerain, le duc de Bourbon, à l'assiette d'un impôt sur la Basse-Auvergne (4).

Charles VII meurt. Le sire de Cordebœuf sera-t-il enveloppé

(1) Bib. Nat., ms. fr. 40371. Cité par A. Thomas, *Romania*, t. XXXV, p. 20.

(2) Cf. Marquis de BEAUCOURT : *Histoire de Charles VII*, t. V, p. 81.

(3) On trouvera dans l'article de M. de Quirielle textuellement reproduites les mentions du registre (p. 248, note 1).

(4) Cf. THOMAS : *les Etats Provinciaux*, t. I, p. 172.

dans la disgrâce brutale qui s'abat sur les féaux du roi défunt ? Nous voyons Louis XI au contraire lui accorder tout de suite sa confiance. L'ancien familier de son père figure en bonne place dans l'armée que le duc de Nemours, en 1462, conduit en Roussillon. Sa signature est au bas d'une quittance délivrée par les principaux capitaines (1). Merlin (ainsi tout court l'appelle le roi) et Pierre Aubert sont chargés de garder les cols des Pyrénées, afin d'empêcher la désertion des troupes, cependant que le maréchal de Comminges occupera la Navarre (2).

(A suivre.)

MARC CHASSAIGNE.

(1) Cf. Joseph CALMETTE: *Louis XI, Jean II, et la Révolution Catalane*, in-8°, 1903, p. 164, note 2.

(2) VAESSEN et CHARAVAY: *Lettres de Louis XI*, t. II, p. 65 et 92.



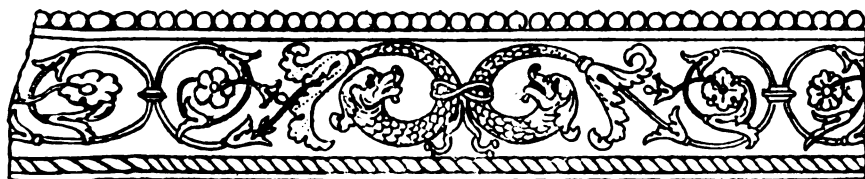
L'Intermédiaire des Recherches et des Echanges

I. — Un membre de la Société d'Emulation possédant en double Etrennes et Almanachs bourbonnais, époque Révolution, demande à faire échange.

II. — Notre collègue M. Léon Bideau prend la direction d'une nouvelle revue qu'il vient de fonder avec la collaboration de plusieurs membres de l'Institut, archéologues, littérateurs et savants, intitulée *La Revue des Pays de France : le Pays natal*. Les membres de la Société peuvent s'inscrire dès maintenant pour un abonnement partant du 1^{er} juillet, au prix de 12 francs (M. Léon Bideau, 43, boulevard de la Pie, villa Marcelle-Robert, Saint-Maur-des-Fossés, Seine).

III. — La Société d'Emulation a désormais un insigne officiel, petite broche en bronze d'art et émail représentant l'écusson du Bourbonnais et la ceinture « Espérance ». Cet insigne sera utile pour les excursions et dans toutes les circonstances où la Compagnie paraîtra en corps ; quelques membres l'ont déjà adopté comme broche ou épingle de cravate. On se le procure, moyennant cinq francs, en écrivant au Directeur du *Bulletin*, 11, place de la République, Moulins.





Une Exposition Artistique Bourbonnaise

EN 1925

Renouant avec d'anciennes traditions, la *Société d'Emulation* se dispose à prêter son concours pour organiser, l'an prochain, une manifestation régionaliste en vue de laquelle elle fait, dès maintenant, appel à la collaboration de tous ses membres et de tous les Amis des Arts de notre province.

Après avoir rendu, en 1923, un éclatant hommage à la mémoire de Théodore de Banville, enfant de Moulins, prince du Parnasse, et payé ainsi un juste tribut aux Lettres Françaises, c'est à la glorification de l'Art, — et particulièrement de notre art régional, — qu'elle compte, en 1925, consacrer ses efforts, de concert cette fois avec le Syndicat d'Initiative Bourbonnais.

Dans sa séance du 5 mai dernier, notre Compagnie, sur la demande du Syndicat d'Initiative Bourbonnais, adoptait le principe de sa participation et de son appui, en faveur d'une Exposition Artistique, de caractère nettement bourbonnais. Une Commission fut nommée, qui, d'accord avec les dirigeants du Syndicat d'Initiative, jeta les premières bases de cette manifestation. Les Pouvoirs publics, pressentis, promirent leur appui : les sociétés locales s'intéressèrent au projet ; des artistes s'inscrivirent, nombreux, avant même que l'Exposition fût officiellement annoncée. En face de telles promesses, un Comité fut constitué dont on lira plus loin la composition, ainsi que le règlement qu'il elabora.

La *Société d'Emulation* n'était-elle pas pleinement dans son rôle

en accordant son patronage et le concours de ses membres à cette exposition projetée ? Et, ce faisant, ne s'inspirait-elle pas tout simplement de l'esprit même de ses statuts, qui précisent qu'un de ses buts est de « cultiver les Arts, spécialement en ce que leurs sujets intéressent l'ancienne province du Bourbonnais, stimuler et encourager les travaux qui s'y rapportent » (art. 1^{er}), et qui prévoient, à cet effet, des expositions comme moyen d'action (art. 2) ? Et ne suivait-elle pas, de ce fait, la voie de son passé et l'exemple des années 1852, 1862, 1869, 1877, 1885 et 1896, au cours desquelles des expositions artistiques furent organisées par ses soins ou sous ses auspices, obtenant le plus encourageant succès ?

Car ceux qui vont disant que notre Bourbonnais n'a guère le tempérament artiste semblent oublier que c'est à Moulins que fut fondée, en 1836, sur l'initiative d'Achille Allier, la *Société Centrale des Amis des Arts en province*, dont l'action décentralisatrice fut, à l'époque, des plus fécondes, et qui, par ses expositions, par sa revue *L'Art en Province*, éditée à Moulins, contribua si largement au progrès de l'art dans les départements ; et peut-être aussi feignent-ils bien légèrement d'ignorer les noms des peintres, sculpteurs, graveurs ou musiciens, d'origine bourbonnaise, dont les œuvres sont appréciées en dehors de la province, alors que celle-ci pourrait en tirer honneur et profit !

Et combien de talents sommeillent ou s'ignorent, faute de pouvoir se révéler ! Ne conviendrait-il pas alors de les aider à prendre conscience d'eux-mêmes et de leur offrir au moins cette occasion d'entrer en contact avec le public dont les critiques leur seraient aussi précieuses que les encouragements ?

★★

Cette Exposition sera donc essentiellement bourbonnaise. Et, en cela, elle différera des précédentes exhibitions artistiques dont plusieurs de nos contemporains ont gardé l'agréable souvenir. Parlez à ceux qui en furent témoins, de l'exposition de 1885 : tous seront unanimes à en louer la haute tenue artistique et à en rappeler le succès. Il est évident qu'en 1925 nous ne saurions faire aussi bien. Les éléments sont tout différents et il convient de le préciser dès aujourd'hui pour éviter des désillusions ultérieures. Alors qu'en 1885 et 1896, — pour ne citer que les deux derniers

et les mieux réussis, — les portes de ces Salons moulinois s'étaient ouvertes à tous les artistes français, il s'agit, pour 1925, de restreindre le cadre et de limiter les exposants. Ce qui ne devrait pas être une cause d'appauvrissement, mais bien au contraire un intérêt de plus : aux Bourbonnais de le prouver !

Ainsi que le programme le prévoit, seules seront admises les œuvres d'origine ou d'inspiration bourbonnaise, ce qui revient à dire qu'à côté des artistes étrangers dont les œuvres se rattacheraient à notre département par leur caractère ou leur sujet, pourront exposer tous les artistes bourbonnais, d'origine ou d'adoption. Et ce sera l'occasion de faire l'appel de toutes nos gloires locales, qui sont parties loin du clocher, chercher sous des cieux plus favorables, les encouragements et les commandes que, dans son ignorance ou dans son apathie, leur refusait la petite patrie ; l'occasion donc de faire mentir l'adage cruel qui prétend que « nul n'est prophète en son pays ».



Sacrifiant à l'usage établi, le programme prévoit les deux sections : Beaux-Arts et Arts appliqués. Sans vouloir chercher ce que présente d'artificiel une telle division ni prendre parti pour ou contre l'opportunité de semblable distinction, le Comité souhaite pouvoir mettre les objets d'art dans le cadre qui les fera le mieux valoir, c'est-à-dire, autant que faire se pourra, dans leur milieu de destination. Rien n'est plus fastidieux pour le visiteur que de longues salles remplies de tableaux ou d'interminables galeries ornées de plâtres ou de marbres, presque toujours assez disparates et ne voisinant que pour la circonstance.

Il serait à souhaiter que les « ensembles » soient assez nombreux pour permettre de distribuer les œuvres des peintres et des sculpteurs, celles des ferronniers, des peintres-verriers et de tous les artisans du bois, du verre et du métal, dans les chambres, salons et autres pièces que pourront présenter les décorateurs et les artistes du meuble ou de l'intérieur, c'est-à-dire à la place réelle qu'elles occuperaient dans une habitation. Le Comité souhaite porter son effort dans ce sens et espère y être aidé par le public et par les exposants ; ceux-ci, au lieu de travailler isolément, pourraient se concerter et former des ateliers pour le groupement harmonieux de leurs diverses productions.

Une Exposition régionaliste comme celle-ci devrait, pour être complète, offrir à l'amateur autre chose que ces toiles et ces marbres, ces meubles ou ces bronzes d'art. Il appartiendra au Comité d'organisation, au cours des réunions qu'il va tenir cet hiver, de préciser le programme de ces à-côtés de l'exposition proprement dite ; il envisage, dès maintenant, la constitution d'une commission musicale qui se chargerait de l'audition de vieux noëls bourbonnais, de quelques-unes de nos bonnes chansons du terroir, si typiques et savoureuses, de présentations de danses en costumes du pays, de concerts tirés des œuvres de nos compositeurs bourbonnais, de soirées où se feraient apprécier nos sociétés musicales...

Une section culinaire, avec dégustation de mets et de vins du pays, tentera peut-être quelques adeptes de notre bonne cuisine et amateurs de « gâteau de Gannat » ou de « pompe aux grattons », arrosée de crus saint-pourcinois.

De l'ordre des arts de la femme, qui groupent déjà tous les travaux de broderie, de tapisserie et de dentelle, pourraient relever quelques pièces d'art religieux ; il est, de par nos villes et villages, d'alertes aiguilles dont les productions seraient de nature à captiver les connaisseurs.

Il est vivement à désirer que les membres de la Société qui ont accepté de consacrer leurs efforts à la réunion de documents anciens intéressant la province, puissent réussir à mettre sur pied la « Rétrospective » que le Comité souhaite adjoindre à l'Exposition : rétrospective de notre mobilier, de notre costume, rétrospective de nos artistes : Desboutins, Perret, Tudot, Bariau, Coulon, etc... ; avec même, peut-être, une section préhistorique qui, dans ce département, pourrait être d'une grande richesse et présenter un intérêt de premier plan.

En un mot, c'est plus, ou du moins c'est autre chose, qu'une exposition ordinaire de Peinture et de Sculpture que le Comité s'efforcera de réaliser : une sorte de « Quinzaine bourbonnaise », où trouveraient place toutes les productions artistiques, d'inspiration bourbonnaise, quel que soit leur domaine particulier.

★★

Le programme est vaste ; les ouvriers peuvent être nombreux. Nous voudrions les voir tous au travail pour que notre Exposition,

au cadre restreint, marque malgré tout une date dans notre histoire provinciale, pour que, surtout, les artistes en tirent leçon et profit par la critique du public et la sanction de son goût.

Aussi bien, si le Comité compte sur les artistes qu'il a sollicités pour participer à l'exposition de 1925, il n'attend pas moins de la population bourbonnaise, dont le concours peut lui être si précieux. Pour faire face aux frais très élevés qu'il prévoit, il a décidé d'émettre des actions de 50 francs, présentant de réels avantages pour les souscripteurs : droit d'accès permanent aux salles d'exposition, entrée gratuite à toutes les auditions et conférences, droit à un billet pour la tombola qui clôturera l'exposition et dont les lots seront exclusivement des objets d'art offerts par les artistes ou achetés par le Comité. Les gens pratiques calculeront que leur argent se trouvera ainsi largement remboursé. Ceux, plus désintéressés, qui veulent faire mieux qu'un bon placement, une bonne action, travailleront, en souscrivant, à assurer le succès de cette exposition bourbonnaise ; leur geste, qui sera un stimulant pour les artistes, contribuera surtout à répandre le goût des arts parmi la population bourbonnaise.

La tâche est lourde pour ceux qui ont assumé la responsabilité de mettre sur pied un tel ensemble ; l'amour de la petite patrie leur est une raison suffisante de persévérer dans leurs efforts ; encore une fois, le concours de tous les amis du Bourbonnais et de tous les artistes leur est indispensable pour réaliser ce vaste ensemble ; aussi l'attendent-ils en toute confiance.

Et, faisant leur la fière devise des bons chevaliers d'antan, ils gravent « Espérance » au fronton de leurs tablettes.

MARCEL GÉNERMONT,
Commissaire général de l'Exposition.



COMITÉ D'ORGANISATION

PRÉSIDENTS D'HONNEUR

M. le Préfet de l'Allier ; M. le Président du Conseil général ; M. le Maire de Moulins ; Mgr l'Evêque de Moulins ; M. le Président de la Société d'Emulation ; M. le Président de la Société d'Agriculture ; M. le Président de la Société d'Horticulture ; M. le Président du Comité des fêtes.

BUREAU

Président : **M. Lucien Chambron**, conseiller municipal, président du Syndicat d'Initiative Bourbonnais.

Vice-Présidents : Section des Beaux-Arts, **M. Edgar Capelin**, secrétaire général de la Société d'Emulation ; Section des Arts appliqués, **M. Georges Bruel**, vice-président de la Société d'Emulation.

Commissaire général : **M. Marcel Génormont**, architecte D. P. L. G.

Secrétaire-Trésorier : **M. Adrien Mitton**, Architecte E. D. B. A.

MEMBRES DU COMITÉ

I. — SECTION DES BEAUX-ARTS (président : M. Edgar CAPELIN)

M^{me} Monceau ; **MM. Bucheron**, vice-président du Syndicat d'Initiative ; **Chatron**, secrétaire du Syndicat d'Initiative ; le Chanoine **Clément**, correspondant du Ministère de l'Instruction publique ; **Crépin-Leblond**, directeur du *Courrier de l'Allier* ; **Delaigue**, ancien directeur des *Annales Bourbonnaises* ; **Fournier des Corats**, artiste peintre ; **Grégoire**, ancien libraire, à Hérisson ; **Leprat**, président des « Amis de Montluçon » ; **Milcent**, vice-président de la Société d'Emulation ; **Pinston**, trésorier du Syndicat d'Initiative ; **Place**, directeur de la *Chronique des Lettres Françaises*, à Vichy ; **Ray**, conseiller municipal, vice-président du Syndicat d'Initiative ; **Tiersonnier**, ancien président de la Société d'Emulation ; **Thonier de la Bussérie**, secrétaire-adjoint de la Société d'Emulation ; **Viple**, président de la Société bourbonnaise des Etudes locales, à Cusset.

II. — SECTION DES ARTS APPLIQUÉS (président : M. Georges BRUEL)

MM. Baury, architecte ; **Henri Buvat**, conseiller municipal, ameublement et décoration ; **Paul Buvat**, ameublement et décoration ; **Délinière**, bibliophile ; **Lamy**, rédacteur en chef du *Progrès de l'Allier* ; **Frobert**, président des « Amis de la Musique » ; **Galfione**, conseiller municipal, peintre décorateur ; **Giron**, photographe à Vichy ; **Herblay**, peintre décorateur ; **Leutrat**, bibliothécaire de la Société d'Emulation ; **Michel Mitton**, architecte ; **René Moreau**, architecte des Monuments historiques ; **Queyroi**, conservateur des collections de la Société d'Emulation ; **Albert Sarrazin**, secrétaire de la Société d'Emulation ; **Joseph Treyve**, architecte paysagiste à Yzeure ; **Verdeau**, photographie.



RÈGLEMENT GÉNÉRAL

ARTICLE PREMIER. — Une exposition des Beaux-Arts et Arts décoratifs, de nature bourbonnaise, aura lieu à Moulins, du 14 au 29 mars 1925, dans le hall de la Société d'Agriculture de l'Allier.

ART. 2. — Cette Exposition est organisée par le Syndicat d'Initiative Bour-

bonnais (Moulins et sa région), avec le concours de la Société d'Emulation du Bourbonnais qui a constitué une Commission d'étude.

ART. 3. — Cette Exposition est divisée en deux sections pouvant comporter chacune autant de groupes qu'il sera nécessaire :

1^{re} Section : Beaux-Arts. — Peinture (dessins, aquarelles, fusains, etc.) ; Sculpture (bas-reliefs, sculpture sur bois, pierre, etc.) ; Architecture ; Gravures (en médailles, sur pierres fines, sur cuivre, lithographie, etc.).

2^e Section : Arts décoratifs, Arts appliqués et divers. — Arts décoratifs (ensembles, mobiliers, etc.) ; Arts appliqués (verreries, faïences, terres cuites, etc.) ; Photographie ; Arts de la femme ; Musique.

ART. 4. — Les œuvres présentées devront obligatoirement être de caractère bourbonnais, soit par leur sujet, soit par leur auteur (d'origine ou d'adoption).

ART. 5. — Ne pourront être présentées : les copies, même celles qui reproduiraient un ouvrage par un procédé différent (sauf pour la gravure et la photographie), les tableaux sans cadres, les ouvrages non signés, les sculptures en terre non cuite.

ART. 6. — Les demandes d'admission devront être adressées au Commissaire général, avant le 1^{er} décembre 1924.

ART. 7. — Les œuvres diverses destinées à l'Exposition devront être rendues à Moulins, du 9 au 13 mars, dernier délai ; elles ne pourront être retirées de l'Exposition avant la clôture.

ART. 8. — Les envois devront être effectués dans des caisses fermant à vis et ne présentant aucun jour. Chaque caisse portera le nom de l'exposant, son domicile et l'adresse suivante : « M. le Président de l'Exposition artistique bourbonnaise, hall de la Société d'Agriculture, Moulins ». Les frais de transport et d'emballage sont à la charge de l'exposant, tant au retour qu'à l'aller. Le Comité ne sera en aucun cas responsable des avaries que les objets pourraient subir.

ART. 9. — Les exposants de la section des Arts décoratifs devront installer à leurs frais leurs stands, ensembles ou vitrines, à la place fixée par le Comité. L'installation devra être terminée pour le 13 mars.

ART. 10. — Tous les objets destinés à l'Exposition seront assurés contre l'incendie et contre le vol par le Comité ; mais, en cas de sinistre, les exposants seront soumis, pour le règlement des dommages, aux conditions générales et particulières des polices contractées, comme si eux-mêmes les avaient souscrites aux Compagnies. Faculté est laissée aux concurrents de s'assurer eux-mêmes à leurs frais.

ART. 11. — Les objets de toutes catégories destinés à l'Exposition seront inscrits sur un registre spécial et il en sera délivré récépissé.

ART. 12. — Le soin de statuer sur les admissions des œuvres est délégué aux membres du Comité d'organisation, lesquels constituent le jury d'admission. Le principe d'admission des ensembles décoratifs sera décidé après examen des dessins et maquettes déposés le 1^{er} décembre au plus tard.

ART. 13. — Chaque envoi sera accompagné d'une notice rédigée par l'auteur indiquant ses nom, prénoms, récompenses précédemment obtenues ; sujet et dimensions des œuvres envoyées et le prix qu'il en demande en cas de vente, celui-ci devant servir de base pour l'assurance.

ART. 14. — Un bureau de vente fonctionnera en permanence pendant la durée de l'Exposition. Le Comité prélèvera 10 % sur le prix de vente, pour se couvrir des frais de gardiennage et d'assurance.

ART. 15. — Aucun ouvrage exposé ne pourra être reproduit, de quelque manière que ce soit, sans l'autorisation écrite de l'auteur.

ART. 16. — Le Comité ne sera en aucun cas responsable des avaries que les objets pourraient subir. Il s'engage toutefois à prendre les plus grands soins lors du déballage et de la réexpédition.

ART. 17. — MM. les artistes dont les œuvres auront été admises ainsi que les membres du Comité d'organisation, recevront une carte d'entrée permanente qui devra porter la signature du titulaire et sera rigoureusement personnelle.

ART. 18. — Des médailles et mentions honorables seront décernées aux exposants. Un jury nommé par le Comité statuera sur les récompenses. Les exposants membres du Jury, seront hors concours.

ART. 19. — L'Exposition sera ouverte tous les jours, de 9 heures à midi et de 14 à 17 heures ; en cas de changement dans les heures d'ouverture, il en serait donné connaissance par la voie de la presse.

Le prix d'entrée est fixé à deux francs tous les jours, sauf le dimanche où il sera d'un franc et le mardi de cinq francs. Il pourra être perçu un droit spécial pour les conférences ou auditions.

ART. 20. — Afin de couvrir les dépenses de l'Exposition et d'augmenter les ressources mises à la disposition du Comité par les pouvoirs publics et les sociétés locales, une souscription d'actions est ouverte.

Chaque action, dont le prix est de cinquante francs, donne droit :

1° A une entrée permanente pendant toute la durée de l'Exposition ;

2° A une deuxième carte d'entrée, également permanente, dont le souscripteur pourra disposer au profit d'une seule personne, carte qui devra porter leurs deux signatures ;

3° A un numéro pour le tirage d'une loterie composée d'objets et œuvres exposés, acheté par le Comité.

La liste des souscripteurs sera publiée dans les journaux du département.

ART. 21. — Tout exposant déclare adhérer sans réserve aux conditions du présent règlement.

ART. 22. — Toutes communications et demandes de renseignements doivent être adressées au Commissaire général de l'Exposition, M. **Marcel Génarmont**, architecte D. P. L. G., 11, place de la République, à Moulins.

Le Président du Comité d'organisation :

LUCIEN CHAMBRON,

Président du Syndicat d'Initiative Bourbonnais.



LES REGNAULT DE CORDEBŒUF ET LE CHATEAU DE BEAUVERGER

EN BOURBONNAIS (*Suite*) (1)

Puis éclate la grande crise de la Ligue du Bien Public. Vassal du duc de Bourbon, - c'est maintenant Jean II, — capitaine de son château de Gannat, le seigneur de Cordebœuf est requis par deux devoirs contraires. Mais, depuis la Praguerie et si longtemps qu'il appartient au roi, le lien féodal s'est bien relâché. Il n'hésite pas. Et Bourbon, sûr de son infidélité, le « désappointe » de Gannat, qu'il confie à son archer, Jean de la Ribe (2). Mais Merlin peut conserver à Louis XI les deux meilleurs châteaux du pays, l'illustre Montpensier sur son pic et Rochefort sur la Sioule. Quinze francs archers gardent l'un, et dans l'autre dix tiennent garnison (3). D'ailleurs, « tous les chevaliers et escuyers du pays de Bourbonnois, écrit Joachim Rouault, le 19 mai 1465, s'en vont tous en leurs maisons et ne se veulent point armer contre le roy ». Bourbon attend Louis XI en Berry ; mais l'armée royale, contournant Bourges, enlève Saint-Amand, emporte Montluçon et fonce sur Gannat. Le 21 juin (4), le roi était à Saint-Pourçain, quand, « environ une heure après mynuyt », des espions apportent la nouvelle que Bourbon et tous les princes ligüés, Nemours, Armagnac, Al-

(1) Voir page 165 du *Bul. de la Soc. d'Emul.*, mai-juin 1924.

(2) Par provisions du 25 avril 1465. (Reg. III de la Chambre des Comptes, f° 53. — Renseignement fourni par M. Tiersonnier.)

(3) Bib. Nat., ms. fr. 20496, f° 30, cité par Vaesen et Charavay, *op. cit.*, t. II, p. 92, note 4.

(4) Cf. Lettre de G. Cousinot au chancelier de Morvilliers (24 juin 1465), Arch. Nat. J 1021. Publiée dans le *Bulletin de la Société d'Emulation*, t. XII, p. 412 à 418.

bret, Dammartin, le sire de Beaujeu « et toute leur puissance » sont entrés la veille à Riom « environ souper ». Sur l'heure même, le roi fait « partir Merlin avec 80 francs archiers pour aler enforcer la garnison de Montpensier ».

Au jour, tout le reste de l'armée, toute l'artillerie s'ébranle « pour tirer audit Ganat et à Ryon ». On couche le soir à Escurolles. « Et le lendemain bien matin », Sallezart, Regnault de Giresme et Cousinot s'en vont devant Gannat « par l'ordonnance du roy ». Au héraut Guyenne qui le somme de rendre la place, le « seigneur de Ribes » répond « qu'il ne connaît le roy, et qu'il ne sait que c'est de ce roy et qu'il ne luy obéira point; que Monseigneur de Bourbon est son seigneur et qu'il gardera bien la place pour lui ». Ce qu'entendant, les royaux mettent pied à terre, attaquent la ville à la fois par les faubourgs du Nord et du Sud, et la serrent de si près « que en moins de quatre heures, sans qu'il y eut cop d'artillerie tiré, sinon les couleuvrines », elle est prise d'assaut.

La garnison se réfugia dans le château, lequel était hors des murs, « assez beau et fort, de forme carrée, à quatre grosses tours rondes, bien percées et crénelées (1), ayant fausses braies et grands fossés pleins d'eau », alimentés par la rivière d'Andelot.

Sous ce réduit, d'un côté arrive le maréchal de Comminges ; Louis XI se présente de l'autre ; il dresse son artillerie. Le batardeau qui retenait l'eau du fossé est rompu par les boulets ; l'assaut commence et bien vite la garnison se rend à discrétion. Louis XI entre dans le château, mange un œuf, « car autre chose n'y avoit » ; puis, sans s'attarder, il remonte à cheval et toute l'armée vient « au giste » à Aigueperse, où se présentent les envoyés des princes. La campagne du Bourbonnais est finie. Le duc s'en retourne à Moulins. Les Armagnacs ménagent une trêve.

Ensuite, c'est la bataille de Montherly, les traités de Conflans et de Saint-Maur. Louis XI confère au duc de Bourbon la lieutenance générale de toutes les provinces du centre, un quart du royaume. Et Merlin, comme après la Praguerie, se trouve cette fois encore impliqué dans la réconciliation de son duc et du roi. Par lettres du

(1) Nicolas DE NICOLAY : *op. cit.*, t. II, p. 137. — Là aussi sont passés les Vandales. Les tours découronnées sont maintenant coiffées de tuiles. Le château, fort dégradé, sert de prison.

8 février 1466 (1), Jean II lui rend sa charge de châtelain de Gannat « par considération de ce que ledit Merlin nous a toujours oudit office de capitaine bien et loialement servi et de plusieurs bons et agréables services qu'il nous a ci-devant faits, fait par chacun jour » (2).

Le 6 février 1469 (3), Louis XI mande à Merlin de Cordebœuf, conjointement avec l'échanson Merlin de Néreuc, de « mener et conduire [les] gens de guerre de la charge et retenue du seigneur de Lescum au pais de Cathelongne », où l'« universel araigne » continuait de tisser la toile de ses intrigues. Et quand ils seront là-bas, le roi, confiant à plein dans leur « sens, vaillance, loiauté, diligence et expérience en fait de guerre », les charge de passer montres et revues de toutes les troupes françaises « toutes et quantes fois que besoing sera ».

Le 20 juillet de la même année, Merlin apparaît encore dans une montre passée par Guillaume de Thouars, comme un des 95 hommes d'armes qui sont « sous la charge et conduite de Messire Georges de la Trémouille, seigneur de Craon » (4).

Mais c'est, nous l'avons dit, dans les missions de finances que ce militaire donne toute sa mesure. Louis XI l'y emploie comme son père. Il le fait chevalier, son conseiller et son chambellan. Et, en cette qualité nouvelle, il le délègue une fois de plus auprès des Etats de la Basse-Auvergne. Quel y fut au juste son rôle, les textes ne le disent pas ; mais utile à coup sûr, car « les gens desdits trois états pour aucunement [le] récompenser... d'aucuns grands services par lui à eux et à tout ledit pais fait », lui votèrent et « libéralement accordèrent » la grosse somme de 300 livre· tournois à lever et « cueillir » en chacun an sur la province. Fallait à ce vote la sanction du roi, qui l'accorde par lettres (5), données à Amboise le 2 septembre 1472, en raison des « bons, agréables et continuels

(1) Bib. Nat., Pièces originales, n° 853, f° 19 v°.

(2) Ces provisions, je ne sais pourquoi, ne furent enregistrées qu'en 1471 à la Chambre des Comptes. (Registre IV, f° 85.)

(3) Bib. Nat. Carrés d'Hozier : n° 201, f° 182.

(4) Bib. Nat. Pièces originales, n° 853, f° 20 v°. — Le rôle porte non Merlin, mais Regnault de Cordebœuf. S'agirait-il du bâtard de Guillaume de Cordebœuf ?

(5) Bib. Nat. Pièces originales, n° 853, f° 9. Original.

services que ledit Merlin de Cordebeuf a par longtemps faiz a feu notre che: seigneur et pere que Dieu absolve et a nous ou fait des guerres et aultrement ».

Le 14 mai 1472 (1), Merlin toucha le premier terme de sa rente des mains de Pierre Resmond, receveur ordinaire de Montferrand.

Faut-il voir dans cette libéralité des états d'Auvergne une façon de retraite que Louis XI sut, sans délier sa bourse, ménager au serviteur vieilli de son père et de lui-même ? Le texte officiel nous y invite. Et c'est le dernier acte de la vie publique de Merlin, dont soit fait mention (2).

Il avait reçu parfois des commissions singulières, celle par exemple, dont parle M. Tardieu (3), de peupler de daims et de cerfs le parc entourant le château d'Amboise, que Louis XI, ce bâtisseur méconnu, faisait reconstruire avec magnificence. C'est que daims et cerfs abondaient à cette époque dans les grandes forêts environnant Gannat, s'étendant jusqu'à Riom. Et dans cette marche entre l'Auvergne et le Bourbonnais, le sire de Cordebœuf, sans titre régulier, était, on l'a vu assez, l'agent du roi.

Nous savons peu de choses sur sa vie privée. De sa femme Jamette il n'eut pas d'enfant, ou du moins nul ne survécut. Et cette première période de son existence familiale n'aurait point laissé de traces, n'était l'interminable procès (4) qu'il dut soutenir, du

(1) Bib. Nat., *ibid.* — Original. — Le sceau sur la quittance a été malheureusement découpé. D'après l'Armorial de Guillaume Revel (B. N., ms. fr. 22297, f° 53, la Comté et chasteau de Montpensier), Merlin de Cordebœuf portait : *Ecartelé en sautoir d'hermine et de sable, à la bordure de l'un en l'autre.*

(2) Au registre IV, f° 103, de la Chambre des Comptes, se trouvaient les « lettres de provisions de l'office de capitaine de Gannat en faveur de Jean de Saint-Priest, escuyer, vacant par le décès de feu M^{re} Merlin de Cordebœuf, chevalier. A St-Jean-d'Angély, le 2 juin 1472, expédiées le 10 juin ». (Renseignement fourni par M. Tiersonnier.) Or nous allons voir Merlin intervenir après cette date et jusqu'en 1499 dans une série d'actes authentiques. Comment concilier ces textes contradictoires ? Peut-être Merlin a-t-il été frappé alors d'une maladie grave, telle que le bruit de sa mort ait couru et qu'il se soit trouvé incapable de continuer ses services au duc et au roi.

(3) *Dictionnaire des anciennes familles d'Auvergne*, v° de Cordebœuf. M. Tardieu ne fait pas connaître ses sources.

(4) V. au sujet de ce procès l'excellent article publié par M. A. Thomas dans la *Romania*, t. XXXIV, p. 540 et suiv. — Nous n'avons fait que le résumer après M. de Quirielle.

chef de sa femme, contre l'oncle de celle-ci, le fameux Pierre de Nesson. Le poète était un cadet, plus riche de gloire que d'argent. **Et**, comme il avait pour son compte neuf enfants, la gloire ne lui suffit pas. Quand Jamet, son frère aîné, fut mort très jeune, il circonvinrent habilement son père, qui l'institua héritier universel. Puis sa **mère**, par donation entre vifs, lui céda tous les biens qu'elle se trouvait posséder. Après quoi, disent ses adversaires, il aurait poussé contre elle l'ingratitude jusqu'à la laisser presque mourir de **faim**. Mais faut-il croire des plaideurs ?

Le certain est que Pierre, en vue d'assurer « à tous les Nessons et Nessonnes » une part de biens terrestres qui n'est pas comprise en son Testament poétique, s'arrangea sans doute à l'amiable avec son **dernier** frère, Jean, mais dépouilla totalement les deux orphelins, ses nièces. Jamette, aux droits de sa sœur, l'assigna devant le **sénéchal** d'Auvergne. Comme il procédait à une enquête, son **lieutenant**, Pierre de Toucy, mourut. Alors, Nesson, gagnant le **clerc** de Toucy, fit passer à la veuve une prétendue lettre de son **mari**, lui enjoignant de remettre au clerc le procès-verbal en cours ; ce **qu'elle** fit. A quatre lieues de Riom, on surprit Nesson et le **clerc** qui lisaient les dépositions. Ce premier faux coûta au poète une **amende** de 1.200 livres.

Il **en** commit aussitôt un second, de prétendues lettres annulant la **donation** faite naguère à Jamet de Nesson. Il mourut fort à propos **pour** éviter une condamnation nouvelle, qui eût été plus lourde. **Mais** le procès continua contre ses héritiers. Soit imprudence ou **naïveté**, Barthélemy, son second fils, élu de Clermont, présenta lui-même la fameuse pièce au Prévôt de Paris. Le faux fut constaté du **premier** coup et l'affaire faillit tourner très mal pour l'imprudent **plaideur**.

Il est évident que cette manière de défendre une cause, — qui déjà n'était pas fort bonne, — en devait infailliblement compromettre le succès. Jamette l'emporta devant toutes les juridictions et définitivement par arrêt du Parlement rendu le 5 juillet 1445. Les enfants de Pierre furent condamnés à restituer le tiers des immeubles de la succession du grand-père et à payer 1.200 livres tournois représentant le tiers des meubles, ainsi que les revenus et intérêts.

Jamette, nous l'avons vu, vivait encore en 1454. Elle était morte en 1476, attendu qu'à cette date nous trouvons Merlin remarié avec

Anthonie ou Antoinette Blanc. Voici plus que jamais le sire de Cordebœuf établi à demeure en son Beauverger.

Les Blanc (1) étaient des petits-cousins des Regnault, descendant d'Alice de Champrobert, une nièce de Pétronille de Saulzet. Une autre branche de cette famille, qui possédait plus au nord le château de la Baume (2), est entrée dans l'histoire en la personne de Louise de la Vallière. Jacques Blanc, seigneur de Saulzet pour moitié, est père de notre Antoinette et d'un fils, Martin, lequel épousa probablement une sœur de son beau-frère. Merlin fut parrain de l'enfant (3) issu de ce mariage, doublement son neveu.

Lui-même eut aussi la joie d'avoir un fils qu'il nomma Robert, puis un second, de prénom inconnu. Le ménage était pieux, car, le jour des ides de janvier 1476, à Tours, le légat pontifical Nicolas (4) fit conjointement à Merlin et à Antoinette concession d'un autel portatif, preuve qu'ils se déplaçaient encore.

Et si connue était leur probité qu'au temps de la Guerre Folle, Gilbert de Bourbon, le comte Dauphin, et son beau-père, Louis de la Trémoille, le vainqueur futur de Saint-Aubin-du-Cormier, déposèrent aux mains des Cordebœuf l'argenterie de la maison de Montpensier. Gabrielle de Bourbon en donna décharge le 23 janvier 1486, à Antonie « Blanche » (5). Ce trésor consistait en une nef d'argent doré, garnie de deux lions, deux brocs, deux douzaines de tasses à pied, des bouteilles, des pots, des flacons dorés, deux aiguières, six plats, deux chandeliers, un drageoir et encore des tasses dorées et d'autres pour faire les essais, « toutes lesdites pièces se montant ensemble à 525 mares 11 onces 3 quarts ».

Puis le silence se fait sur le ménage. Le chambellan vieilli paraît soucieux d'accroître son bien. Il achète en la châtellenie de Montluçon la seigneurie de Faye (6), et, afin d'arrondir ce domaine nouveau, il décide de marier le petit Robert avec une enfant, Fran-

(1) Cf. Sur cette famille la remarquable étude publiée dans le compte rendu de la X^e excursion de la Société d'Emulation du Bourbonnais, p. 137.

(2) C^{te} de Lurcy-Lévy, art de Moulins. Cf. Eug. LE BRUN : *Les ancêtres de Louise de la Vallière*, Paris, 1903, in-8°.

(3) Noble homme Merlin Blanc, escuyer, seigneur de Sozet en partye et de Saint-Genys du Retz (en 1501), d'après le terrier du doyenné d'Escurolles.

(4) Bib. Nat Carrés d'Hozier, f° 183.

(5) Bib. Nat. Pièces originales, n° 853, f° 23.

(6) *Ibid.*, f° 25.

goise de la Garde, fille de Jean de la Garde, écuyer, seigneur de la Mallerée, dans la même paroisse de Saint-Genest.

Le traité de ce mariage (1) « qui se fera si Dieu plaît » est passé le tiers jours de janvier 1497. Trop âgé pour se déplacer, Merlin est représenté par noble homme Gilbert Duvernay. A son fils, il laissera, après son décès, en partage « sa maison de Beauverger, avec ses appartenances, justice haute, moyenne et basse, cens, rentes, métairies, prés, vignes et sa maison, terre et seigneurie de Faye ». Le cadet aura les biens provenant des Nesson, l'hôtel d'Aigueperse avec les métairies de Pruns et de Coreil.

Le seigneur de la Mallerée promet à sa fille 2.500 livres tournois, dont 1.500 seulement payables comptant, le reste dans 5 ans. Mais sa femme veillait. Celle-ci, qui était fort entendue, profitant du trop peu d'expérience de son futur gendre, — ou de son trop de passion, — eut soin, à l'insu de son mari, de faire rabattre par Robert, avant l'accomplissement du mariage, une somme de 500 livres sur la dot, lequel rabat elle fit encore ratifier plus tard par les jeunes époux. Ce qu'apprenant, Jean de la Garde, au bout de dix ans, entra dans une belle colère. « Estimant que sa dite fille avait été grandement déçue et aussi que de ce elle n'étoit pas suffisamment appanée ne proportionnée », le père cassa les quittances et compléta la dot. Il n'empêche qu'en cette famille les femmes avaient la tête solide. Nous retrouverons la petite Françoise plus tard.

Merlin de Cordebœuf et Antoinette Blanc ratifièrent le mariage de leur fils, le 21 juin 1499, quand les contractants atteignirent l'âge nubile. Puis, cet acte suprême accompli, les deux époux s'effacent dans l'ombre et nous ignorons la date de leur mort.

Faut-il sur Merlin porter un jugement ? Plus qu'un vrai soldat, il se montre un souple, avisé fonctionnaire, à l'esprit bien positif et précis, bon comptable des deniers du roi, bon négociateur auprès des Etats d'Auvergne. Or, cet homme sage, rompu aux chiffres, qui s'essayait aux méthodes de l'administration moderne, faisait ses délices des romans de chevalerie. Et ce surnom même de Merlin, sous lequel il était seul connu, n'est-ce pas à l'enchanteur de nos vieilles légendes qu'il l'avait emprunté ? Nous n'avons, bien sûrement de lui, gardé qu'un très petit opuscule. Il est intitulé : *Ordonnance et matière des chevaliers errants*. Et l'on pensera

(1) Bib. Nat. Pièces originales, n° 853, f° 24 v°.

peut-être que c'est un étrange sujet d'étude pour un chambellan de Louis XI.

Mais n'était-ce pas un commensal du même Louis XI, dauphin, cet Antoine de la Salle, l'auteur du *Petit Jehan de Saintré* ? Ouvrage équivoque assurément, où l'apologie de la chevalerie errante se tourne à la fin en raillerie : raillerie voilée, tandis que l'apologie s'étale. Tels chapitres de Saintré semblent le développement des préceptes un peu concis de Merlin. Il est clair que la chevalerie, — et peut-être parce que les mœurs s'en éloignaient chaque jour davantage, — avait conservé son prestigieux attrait sur l'imagination française, malgré cent ans de guerre vilaine, tant de meurtres et tant de trahisons, et malgré l'écorcherie. Est-ce qu'un siècle encore après, nous ne verrons pas, dans les *Mémoires* du moins du Loyal Serviteur, Bayard à son tour faire armes de par le monde pour accroître son honneur ?

Notre traité débute ainsi (1) : « Ici d'après s'ensuit par chapitres l'ordonnance et manière des chevaliers errans comme je Merlin de Cordebeuf me suis pensé estre chose de grant bruit et de grande plaisance pour esbattre les seigneurs, princes, chevaliers et escuiers de ce royaume. Et premièrement la facon des armes de leurs personnes ; secondement celle de leurs chevaulx... »

Tous ces détails d'armement et de costume réglés avec une minutie attentive, où nous sentons l'inspecteur d'armée, Merlin, dans une seconde partie (2), plus intéressante, traite des « formes et manières comment les chevaliers errans querront leurs aventures ».

« Premièrement, quelles armes ilz porteront en leurs escuz » — non pas à leur fantaisie, mais bien celles « d'un des chevaliers de la table ronde du temps passé » que les hérauts leur enjoindront de porter.

« Secondement, comment ilz seront accompagnés » — de deux ou trois gentilshommes et autant de valets, plus un héraut ou poursuivant pour rapporter au roi les aventures qui leur seront arrivées.

(1) Il en existe au moins deux exemplaires manuscrits à la Bibliothèque Nationale : ms. fr. n° 1997 (les deux derniers feuillets déchirés), 5241 complet. Le marquis DE BELLEVAL a publié la 1^{re} partie dans son traité : *Du costume militaire des Français en 1446*, Paris, 1866, in-4°.

(2) Inédite. Ms. fr., 1997, f° 87 et suiv.

« Tiercement, la forme et manière comment ilz devront quérir leur hébergement.

« Quartement la forme et manière comment ilz devront envair et courre sus l'un à l'autre. Que premièrement tousiours en chevauchant leur chemin chevauchent devant eulx ung hérault ou poursuivant de leur compaignie, lequel aura la charge de adviser s'il treuve point de chevalier errant auquel il fera le message et l'ambassade de l'autre... et alors d'un cousté et d'autre lesditz escuiers chevauchants après leurs maistres leurs laceront les heaumes, metront l'escu au coul et leur bailleront leurs lances, puis lesditz chevaliers errans si tost qu'ilz s'entreverront brocheront leurs destriers des esperons et laisseront courre sus l'un à l'autre, et après lesdites lances rompues et leurs courses faites metront la main aux espées et feront quatre ou cinq venues a cheval de leurdites espées et frapperont d'estoc et de taille sur l'escu ou harnois blanc et non ailleurs sur paine de confisquer les espées aux heraulx... et sera ledit chevalier banny de la compaignie des autres chevaliers errans pour une espace de temps ainsi qu'il sera advisé. »

Le traité continue : « Quintement, la forme et manière comment ilz devront chevaucher par le país.

« Sixtement, les sermens qu'ilz auront à fair pour estre chevaliers errans et en quel main.

« Setième[ment], coment dames et damoysselles yront par país avecques lesditz chevaliers errans.

« Huitième[ment], ce que hérault et poursuivant auront à faire...

« Item, de toutes les choses devant dictes je Merlin de Cordebeuf devant nommé fait ses advis au Roy nostre Sire et à Mess^{rs} de l'ordre de la Rose blanche ou du serment de la Targe (1), affin que de sa maison ysse nouveaulx esbatements en armes qui piéça ne furent faiz depuis le temps du règne du roi Artus, soulz la bonne correction du Roy nostre dit s^r, de Mess^{rs} de l'Ordre et de tous ceulx qui y saulont aucune chose mieulx adjouster. »

A quelle date Merlin rédigea sa plaquette, il n'en dit rien. Mais dans les deux manuscrits connus, elle est jointe à un traité anonyme (2) dont voici les premières lignes :

(1) Non plus que M. Thomas, nous ne pouvons fournir sur ces ordres aucun éclaircissement.

(2) C'est ce traité qui fait l'objet principal du livre de M. de Belleval.

« Icy après s'en suit la façon comment les gens de guerre du royaume de France, tant à pié comme à cheval, sont habillez et la manière et usance de leur guerrier qu'ilz font contre leurs ennemis.

« Item aussy la façon comment aud. royaume tant hommes que femmes se habillent en vestemens aujourd'huy... aussi après metray la manière de leurs dancez qui aujourdhuy court oudit royaume de France, de leurs festoimens, et aussi comment et en quelz harnois ilz joustent. »

Ce traité, d'après son texte, a été composé aux alentours de 1448. On peut présumer, — mais ce n'est qu'une hypothèse, — que ces deux opuscules, dont l'objet commun témoigne d'une préoccupation si spéciale, ont été rédigés vers la même date et par le même auteur.



Moins connu que son père, Robert de Cordebœuf servit dans la compagnie de Louis de la Trémoille, cet autre chevalier sans reproche. Il eut deux filles qui se firent religieuses à Sales, une autre qui mourut jeune, un seul fils, Bénigne, dont le mariage brillant devait transmettre à sa postérité, avec un lustre nouveau, un nouveau nom qu'elle porte encore (1).

C'est le 21 novembre 1540 que Bénigne de Cordebœuf, écuyer, fils et assisté de Messire Robert de Cordebœuf, chevalier, seigneur de Beauverger, Matroux, la Mallerée et de Faye, épousa par contrat (2) damoiselle Louise de Léothoing, fille et autorisée de Messire Jean de Léothoing, chevalier, seigneur et baron de Coren, Mongon, la Claux et la Pignède, et de dame Françoise de Montmorin.

La future reçut de ses parents 6.000 livres tournois et 500 pour ses habits nuptiaux, bagues et bijoux, laquelle dot le seigneur de Cordebœuf... « assigne sur la terre, justice et seigneurie de Beauverger »... « Enfin, pour l'amour paternel que ledit Robert a et porte audit Bénigne et par bonne considération et car ainsi lui platt, lui donne par donation entre vifs la terre et seigneurie de Beauverger et toutes ses appartenances », s'en réservant toutefois l'usufruit.

(1) Le chef actuel de la famille est le marquis de Montgon.

(2) Bib. Nat. Pièces originales, n° 853, f° 29 v°.

Le jeune ménage y vivra d'ailleurs avec les parents ; mais, comme **il faut tout prévoir**, « il a été accordé que si les futurs époux ne **pouvoient** se compatir avec lesdits seigneur et dame de Beauverger, ils **pourront** se retirer, si bon leur semble, en la seigneurie de **Matroux**. »

Le noble Bénigne de Beauverger, « homme d'armes des ordonnances du Roy de la compagnie de Monseigneur de Tavannes », guerroyait en Piémont, quand il fut « un peu navré en son corps d'un coup d'espée ». On le porta à Carignan, dans une ambulance établie « au palais de Monsieur de Montaffre », et là, le 5 février 1552, « se doutant de quelque danger de mort », en la présence des médecins, il dicta son testament (1).

Il ordonne que son corps soit enseveli en l'église des Augustins de Carignan. « Plus ledit seigneur très humblement supplie à **Madame** sa mère que luy plaise pardonner de tout ce qui la pourroit **avoir** offensée en quelque façon et manière que ce soit et aussi **lui** plaise avoir pour recommandés les pauvres petits enfants, **plus** encore prie mademoiselle sa femme que lesdits petits enfants à lui soyent pour recomandés avecue ladite madame sa mère **et** que elle n'y fasse point ce que pourroit bien fere pour l'honneur de Dieu et de la amitié que leur a portée. Et tous ses autres biens, droits et seigneuries présentes et à venir, veut et ordonne qu'ils soient mis en les mains de ladite madame sa mère et que **elle** n'en puisse faire et disposer comme bon lui semblera, ayant toujours ces petits enfants pour recommandés, comme dessus. Plus lègue à chacune de ses trois filles la somme de 3.000 livres. Et qu'il **n'aye** une religieuse si elle n'a voullanté. Plus veut et ordonne que **son** cheval soit baillé et donné à Monsieur de la Maison Nove, nommé Jehan, son neveu. » Bénigne mourut, anxieux à la pensée des pauvres petits enfants.

Et par sa mort, c'est Françoise de Lagarde, l'aïeule, qui devint — au déplaisir peut-être de sa bru — le vrai chef de la maison.

Elle aimait peu Beauverger, s'était retirée à la Mallerée dans ses terres de famille. Elle voulut qu'on l'y ensevelt « au tombeau de ses prédécesseurs ». Et c'est le même souci de perpétuer la lignée éteinte des Lagarde et leur blason qu'elle manifeste, alors qu'elle

(1) Bib. Nat. *Ibid.*, f° 31.

cède en 1567 à ses deux petits-fils, François et Jean, moyennant 20.000 livres, sa terre de la Mallerée et ses droits sur celle de Faye, « à la charge que celui des acheteurs à qui adviendra la seigneurie de la Mallerée en son partage sera tenu d'en porter les nom et armes, comme ci-devant ont fait ladite dame venderesse et ses prédécesseurs (1). »

François, l'aîné, était homme d'armes à la Compagnie Linières (2), dont son cadet était enseigne. Or, cet été de 1567, leur achat à peine conclu, « ils ont été mandés pour se trouver vers ledit sieur de Linières avec leurs armes et chevaux pour della s'acheminer en l'armée qui se dresse en (Poitou ?) contre l'ennemy qui s'y est déjà retiré et a envahi plusieurs villes. » Pour le danger des « éminents périlz de ladite guerre à laquelle ils vont ensemblement, ils désirent disposer de leurs biens entre eux communs et néanmoins faire pacte mutuel et réciproque que le survivant d'eux succédera au prémourant » (3).

A Jean appartiendront « à perpétuel » les deux terres de Beauverger et de Matroux « consistant en maison forte, fousés, justice, bois, étangs, garennes. » François aura la Mallerée, la terre de l'aïeule. Et puis, ils promettent de doter leur sœur Gilberte, « lorsqu'elle trouvera son party ».

Mais François bientôt recueillit tout l'héritage, car son frère mourut. Mortes aussi sa mère et sa grand'mère ; le jeune homme restait seul de sa lignée dans ses châteaux déserts. Il se fiança le 7 décembre 1569 avec demoiselle Marguerite de Monestay, assistée de dame Jeanne de Mauvoisin, sa mère, et encore de noble et scientifique personne M^e Pierre de Monestay, protonotaire du Saint-Siège apostolique.

La fiancée était de bonne race, fille d'Octavien de Monestay, sei-

(1) Les jeunes gens conservèrent leur nom de Beauverger, mais ils portèrent désormais pour blason : *burelé de 10 pièces d'argent et d'azur, flancé d'hermine*. Ces armoiries figurent notamment sur trois quittances de leurs soldes conservées à la Bib. Nat. (Pièces originales, n° 255, f° 3, 14 et 15) des 20 septembre 1568, 20 février 1568, 21 février 1573. Le même blason est visible à Beauverger sur les girouettes et à la voûte d'une ancienne chapelle ; c'est sans doute de cette époque que date la haute toiture du château.

(2) Antoine de Linières, vicomte de Bridiers, gouverneur de Chartres, capitaine de gendarmerie.

(3) Bib. Nat. Pièces originales, n° 853, f° 34.

gneur des Forges, qui, pour sa belle conduite à Cérisolles, fut nommé capitaine de gens de pied (1544), gouverneur de Nérès, Verneuil, Villebret, guidon à la Compagnie Tavannes et qui périt à la bataille de Renty en 1554 (1). Le grand-père Eustache avait été gouverneur de Gênes, « château et citadelle de Saint-François » pour Louis XII. C'est le 1^{er} mai 1570 (2) que « puissant seigneur François de Beauverger, seigneur dudit lieu, de la Mallerée, de Matroux et de Faye, guidon de la compagnie du seigneur de la Fayette », épousa Marguerite de Monestay, en présence de Gaspard d'Alègre, chevalier de l'ordre du roi. La fiancée apporta en dot 10.000 livres et ses habits nuptiaux. Pour recevoir sa nouvelle dame, Beauverger fit toilette. De hauts toits, à la mode du temps, furent posés un peu partout sur les terrasses gothiques. — La vieille demeure se pare à la veille de son abandon. Car bientôt un nom plus prestigieux va jeter ceux des ancêtres dans l'oubli ; des terres plus éminentes en dignité feront délaisser l'ancien château de famille. L'oncle de Jean, qui était vieux et riche et qui n'avait pas d'enfant, haut et puissant seigneur Jacques de Léotoing, chevalier de l'ordre du roi, baron de Coren, seigneur de Montgon, par acte du 16 mai 1579 (3), transmet à son neveu la nue propriété de toutes ses terres et baronnie. « Et pour perpétuer le nom et armes de sa maison », il substitua lesdites terres à Pierre de Beauverger, le second fils de François.

L'aîné, Antoine de Beauverger, épousa le 21 février 1605 Claude de Chazeron, fille de haut et puissant Gilbert, chevalier des ordres du roi, capitaine de 50 hommes d'armes, et de Gabrielle de Sennataire. Chevalier des ordres à son tour, maréchal et sénéchal du Bourbonnais (4), il décéda sans enfant. Et Beauverger, définitivement échut à Pierre de Montgon, marié lui-même le 28 mars 1598 avec demoiselle Charlotte de Chabannes, fille de Messire Gabriel, vicomte de Savigny et de Gabrielle d'Apehon.

(1) La famille de Monestay est assurément l'une des plus connues des lecteurs du *Bulletin*. V. notamment l'article du Dr Sarrot, dans le *Bulletin* de 1906, p. 73, note 1, et encore *Bulletin* de 1923, p. 94.

(2) Bib. Nat. Pièces originales, n° 853, f° 35.

(3) *Ibid.*

(4) Cf. Dr DE RIBIER : *Recherches générales de la noblesse d'Auvergne*.
v de Cordebœuf.

Cependant qu'en sa province, son père devenait lieutenant de M. de Randan, gouverneur d'Auvergne, que Philibert, son frère cadet, faisait ses preuves de chevalier de Malte, Pierre, comme autrefois Merlin, son aïeul, mais sous un nom nouveau, poussait à la Cour sa fortune. Gentilhomme ordinaire du roi, capitaine de cheveau-légers, il est en crédit près d'Henri IV. Louis XIII lui accorde une pension de 3.000 livres. Grand chasseur, orgueilleux de sa race et pénétré de ses droits, il était la terreur des manants d'Auvergne qui n'osaient qu'en tremblant pénétrer sur ses terres. Sa « vanité arrogante » n'épargnait pas même ses égaux. Comme le comte d'Ayen, lieutenant général au haut pays d'Auvergne, s'était permis en chassant d'approcher de ses bois, l'irascible seigneur envoya chercher à Auzon son ami le marquis de Chalençon et le chargea de porter au comte ses « objurgations et défenses itératives ». Chalençon atteignit Noailles, près de Saint-Flour ; mais ce fut l'interpellé qui se plaignit au roi. Par sa lettre du 5 décembre 1607, il dénonçait les façons despotiques de son turbulent adversaire, mal conseillé par le vicomte de Canillac... Les manants de Saulzet se pouvaient consoler de l'absence de leur seigneur (1). Lui pourtant, afin de continuer, à côté des Montgon, la lignée des Beauverger, laissa à Jacques, son fils aîné, la maison des ancêtres. Et celui-ci, par un échange heureux avec le propriétaire d'alors, Paul Forget, ayant acquis les fiefs de Saulzet et de Listenois, se trouva enfin l'unique seigneur de toute la paroisse unie pour la première fois. Mais il mourut peu après son mariage avec Anne de Chouigny de Blot, laquelle en secondes noces épousa Philippe de Montmorin de Saint-Hérem, comte de Châteauneuf. Devenue veuve une deuxième fois, elle fit, par acte du 24 février 1658, donation à Pierre, son fils aîné du premier lit, de toutes ses terres de Saulzet. Ce Pierre s'unit à son tour avec une fille de grand nom, Marie de la Rochefoucauld (2) ; mais il manquait de sagesse. Et Beau-

(1) Cf. *Journal des Débats* du 21 septembre 1923. (Renseignement fourni par M. Génémont.)

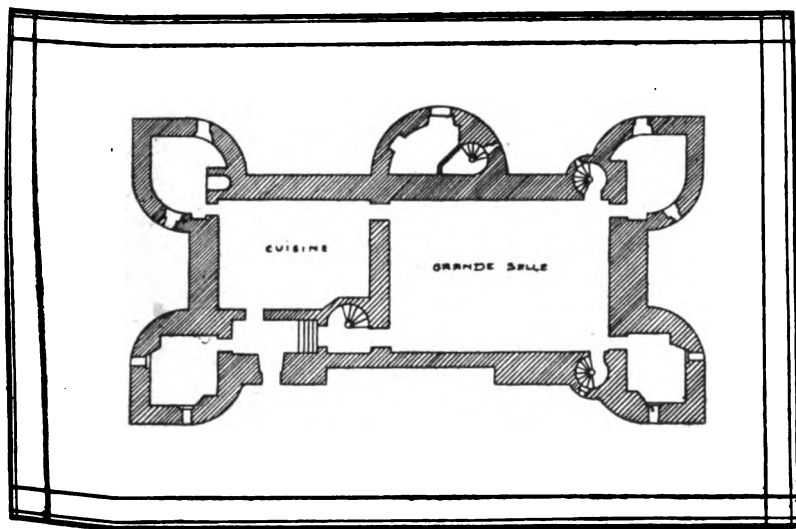
(2) D'une branche cadette, fille de Charles-Ignace de la Rochefoucauld, seigneur de Domérac, et de Claude Guillemine du Cluzel. Leur postérité finit dans les cadets de la maison de la Rochelambert (la Valette). Simone de Cordebœuf épousa son cousin Henri-Gaston de la Rochefoucauld-Langeac. (Renseignement fourni par M. Tiersonnier.)

verger fut sur lui saisi, adjugé le 20 mai 1677 à Jean de Longueil, conseiller du roi en sa cour de Parlement, commissaire aux requêtes du Palais, dont les descendants le gardèrent deux siècles à leur tour, pendant lesquels le domaine connut des destinées nouvelles.

MARC CHASSAIGNE.

APPENDICE

Les lecteurs du Bulletin ont eu trop souvent occasion d'apprécier le style du « citoyen Cariol aîné » pour qu'il soit utile de reproduire in extenso le rapport par lui dressé le 10 prairial an II, en exécution des lois des 6 août et 13 pluviôse. Nous en détacherons seulement la description minutieuse qu'il donne du château de Beauverger à cette date (1).



Plan du Château de Beauverger.

...Le plan du château présente un quarré long de quatre-vingt-sept pieds de longueur sur cinquante quatre pieds de largeur, y compris les parties saillantes des quatres tours qui ferment les quatres angles du bâtiment, lesquelles tours sont partie arrondis

(1) Archives de l'Allier, série L n° 482. District de Gannat. Police.

sur leurs retours aux façades du corps de logis (1), lesquelles forment un carré parfait sur les quatre angles extérieurs.

Le rez de chaussées de ce bâtiment est composé d'un escalier tournant qui se présente sur le côté du vestibule de la porte d'entrées. Sur le derrière de l'escalier sont les cuisines (2) et autres appartements accessoires qui sont, dans le rez de chaussées des deux tours de l'aspect du couchant. A droite de l'escalier, l'on monte quelques marches de degré (3), à la première porte, l'on entre dans une grande salle (4) d'environ trente et quelques pieds de longueur sur environ 24 pieds de largeur, dans laquelle j'av remarqué qu'il y a des corbeaux de pierre de tailles sur chaque poutres du plancher supérieur auxquels étoient sculpté des emblèmes de féodalité qui sont actuellement mutilées et effassées (5). Aux fond de cette salle se trouve deux chambres situé dans les deux tours faisant les deux angles du château à l'aspect du levant. Sur le derrier de la salle à l'aspect du nord est un cabinet, faisant un office donnant dans une d'aille tour ronde qui est placé au milieu du corps de logis, formant avant corps saillant d'environ sept pieds. A côté de ce cabinet est pratiqué un escalier à vis qui communique au premier étage des appartements des deux mêmes tours (6). Sous les appartements de ce rez de chaussées sont les caves voûtées, placé en partie sous la grande salle et sous les deux

(1) Exact aux étages supérieurs. Au rez-de-chaussée, le « retour aux façades » principales était à angle droit ainsi que le prouvent les fondations qui subsistent des tours du levant. Celles du couchant ont été conservées, sauf le couronnement qui a été remanié. M^{me} de Longueil faisait procéder à sa démolition lors de la visite du citoyen Cariol.

(2) La cuisine très vaste et voûtée pourrait bien être la grande salle du primitif « ostel ».

(3) C'est là que se trouve la porte de fer dont il a été parlé plus haut.

(4) Maintenant divisée. Sur le manteau de la cheminée de la salle à manger, une fresque de Trouillebert prétend reproduire le château dans son premier état : reconstitution conjecturale et certainement inexacte. La toiture autrefois était de tuiles et non d'ardoises. Au premier plan un étang, qui n'existait pas encore en 1813 et dont ne subsiste aucune trace.

(5) Il n'en reste rien.

(6) Inexact. L'escalier conduit à une petite chambre qui, par rapport au bâtiment principal, se trouve à mi-étage. Au-dessous de la plateforme de la tour se trouve un ancien oratoire dont la voûte est ornée de fort jolies clefs. Ces clefs portent à leur milieu une coquille, motif qui se trouve reproduit de nombreuses fois dans le château et dont nous ignorons l'origine. Nous accueillerons avec plaisir toute précision qui pourra nous être donnée.

chambres des tours, lesquelles sont aérées par des larmier vertical fort étroit qui présente à la vue extérieure des espesses de canardierres.

De suite étant monté au premier étage de ce corps de logis... cet étage présente à peu près la même distribution que celle du rez de chaussée, où il se trouve une grande salle pendante à celle du bas assez délabré et sans ornements (1), les appartements logeable et à cheminés sont pratiqué dans l'intérieur des quatre tours (2).

Etant monté au second étage (3), où prend la naissance d'une charpente formant le comble du corps de logis laquelle est extrêmement élevées, j'ai observées que sur les deux façades du corps de logis aincy que sur le pourtours des deux tours qui sont à l'aspect du couchant, de même qu'à la demie tour qui est à l'aspect du nord, les murs se termine sur leurs pourtours par des em-

(1) Toute cette partie du château a été complètement remaniée, la salle divisée par des cloisons, le plafond baissé, de sorte que la partie supérieure des fenêtres ouvre maintenant dans le grenier. Comme au rez-de-chaussée, les corbeaux des poutres portaient des ornements héraldiques.

(2) Il a toujours dû exister en outre une grande chambre au-dessus de la cuisine. Refaite à l'époque de l'Empire.

(3) Du côté du couchant, le château de Beauverger comprend un étage de plus. Dans une grande salle au-dessus de la cuisine se trouvent sur les corbeaux des poutres des armoiries martelées, généralement mi-parties. Le seul écusson plein semble pouvoir se lire ainsi : *fascé de... et de... à la bordure de l'un en l'autre*. Mais, sauf une fois, cet écusson est flanqué, tantôt à dextre et tantôt à senestre, d'un autre où apparaissent des tourteaux (ou besants), rangés en fasces (5, 5, 5, et peut-être 2 en pointe). Il est probable que l'écu fascé (peut-être d'argent et d'azur) a été à une époque celui des Cordebœuf. L'écu à tourteaux (ou besants) serait-il celui, inconnu jusqu'ici, d'Antoinette Blanc ? D'après les armoriaux que nous avons consultés, aucune des familles auxquelles ont appartenu les dames de Beauverger, ne peut avoir porté de tourteaux. Mais cette hypothèse a contre elle l'armorial de Revel, qui ne donne pas encore à Merlin de Cordebœuf les armoiries à fasces portées par ses descendants. Le problème reste donc entier. Notons seulement que la salle en question doit se trouver dans la plus ancienne partie du château. A côté dans les tours subsistent des chambres voûtées dont les cheminées de pierre sont assez ornementées. Il est probable qu'au XVIII^e siècle ces appartements, non aménagés, étaient déjà fort délabrés. L'une des chambres hautes des tours a été utilisée comme colombier. Ajoutons qu'au XVI^e siècle une grande salle a dû être construite dans la charpente prenant jour sur le chemin de ronde, dont elle était séparée par un colombage. Il en reste une belle cheminée, malheureusement très dégradée. Les fenêtres à meneaux sont encore visibles dans l'enchevêtrement des poutres.

blèmes d'ataques et de défense, composé de creneaux saillant de près de deux pieds hors l'aplomb des surfaces extérieures des murs, lesquels créneaux figurent à l'extérieur un entablement portant sa corniche à plusieurs assises de pierre de taille formant un plain d'environ deux pieds de distance les uns des autres, entre lesquels sont pratiqué des embrasures formant des meurtrières couvertes sur le devant par des parpains de pierre de taille qui se termine à sept à huit pieds plus haut que l'écoutille des meurtrières, ou sont pratiqué dans chaque embrasures des visières en formes de canardierres. Sur le pourtour des deux tours citué à l'aspect du couchant reignes aussy a peu pres les memes emblèmes. Elles étoient couvertes la flèche en forme de cône, objets qui se détruit actuellement. Les deux tours qui sont à l'aspect du levant se trouvent couverte par un comble à thuille creuzes en forme d'apenty et ne sont décorées d'aucune marque de féodalité (1), à l'exception de quelques vuides qui donne jour aux caves et à des appartements plus élevées.

Ayant fait le tour extérieur de ce cy devant chateau, j'ay remarqué qu'enciennement il étoit entourres de fossés, qu'il existe encore une mare d'eau sur le derrierre à l'aspect du nort qui peut avoir environ dix à douze pieds de largeur, objet que l'on a laissé pour faire une pêcherie, le surplus de ces fossées ce trouvent en parties comblé, il y a même dans ce local des plantations en bois de saulles (2).

(1) Les tours n'ont-elles jamais été terminées, ou leur couronnement avait-il disparu dans une réparation mal faite? La constatation de Cariol rend leur disparition un peu moins regrettable. Il est probable d'ailleurs qu'englobées dans les constructions faites sous l'Empire par la famille de Longueuil, elles avaient dû être percées d'ouvertures et transformées. Au lieu de les rétablir conformément au plan primitif, on trouva plus simple de les abattre, en même temps que les constructions auxquelles elles étaient incorporées. De cette aile ajoutée au *ix^e* siècle ne restent que les fondations sur lesquelles s'étend une terrasse. La construction devait être achevée en 1813 d'après le cadastre. Au même moment, au milieu de la façade, fut percée une grande porte et construit un perron donnant accès à la salle du rez-de-chaussée.

(2) Ces fossés avaient été signalés par Nicolay en 1569. Ils ont totalement disparu. L'Ancoutay passe maintenant presque au pied des tours, drainant l'eau des sources qui devaient les alimenter. Le bois, depuis le *xvi^e* siècle, a disparu également. Le petit parc qui entoure actuellement le château a été planté au milieu du *xix^e* siècle.



La fête de saint Louis à Ygrande

De 1814 à 1817 (1)

**16 août 1814. Procès-verbal qui règle
la cérémonie de la Fête de Saint Louis.**

« Aujourd'hui seize août mil huit cent quatorze, le Conseil municipal de la commune d'Ygrande, canton de Bourbon, arrondissement de Moulins, département de l'Allier, réuni au lieu de ses séances ordinaires, en nombre voulu par la loi ; en vertu de la lettre de Monsieur le Marquis de Frondeville, préfet du département de l'Allier, en date du neuf du courant, concernant la célébration de la Fête de saint Louis, qui se trouvera le 25 du présent mois. Considérant qu'il importe d'en consacrer le souvenir d'une manière éclatante en lui donnant toute la solennité que permette les circonstances et les localités. Le Conseil arrête que la fête du 25 août sera annoncée la veille par le son de la cloche et de la caisse ; que pareille annonce sera faite le matin à six heures, que Monsieur le Déservant de cette paroisse sera prier de célébrer une grand messe à dix heures du matin et de chanter à son issue un *Te Deum* où les autorités civile et militaire devront y assister d'après les invitations que leur en fera Monsieur le Maire, ainsi qu'aux principaux habitants de cette commune qui seront pareillement invités de se réunir au Banquet qui aura lieu ce jour là en l'honneur de la Fête de Saint Louis et qu'il y aura en outre Bal et danses ouvertes aux peuples en réjouissance de la fête de Louis le

(1) Notre collègue M. Camille Gagnon a retrouvé dans les vieilles archives révolutionnaires de la commune d'Ygrande, son pays natal, de curieux procès-verbaux relatifs à divers événements historiques. Il a bien voulu transcrire à notre intention ceux que nous sommes heureux de publier.

Désiré rappelé sur le trône de France. Et comme il est dans le vœu du conseil municipal de faire participer à l'alégresse de ce beau jour tous les habitants de sa commune et particulièrement les indigens, infirmes, et vieillard a arrêté qu'il serait fait une distribution de comestibles par le Maire et l'Adjoint ; il a en conséquence voté pour cette dépense la somme de trente cinq francs, et qu'expédition de la présente délibération sera adressée à Monsieur le Sous-Préfet de cet arrondissement pour être par lui transmis à Monsieur le Préfet. Et ont les membres présens signé :

Fait en mairie à Ygrande les jours, mois et an que dessus.

Signé : Duvernay, Petel, Guèton, Dubost aîné, Ville, Barathon, Henry, Périgneaux, Madet, Charbonnier, Delan, Febvre.

**Procès-verbal de la fête de Saint Louis
de l'année 1814.**

« Aujourd'hui, vingt-cinq août mil huit cent quatorze, à dix heures du matin, en vertu de notre arrêté du 16 courant, le conseil municipal, l'adjoint, le maire et plusieurs notables de cette commune se sont réunis à la Mairie et sont ensuite partis en cortège pour se rendre à l'église et au même instant les cris de Vive le Roy, Vive Monsieur Comte d'Artois et toute la famille des Bourbons se sont fait entendre de toutes parts, par le peuple qui l'accompagnait. Et après avoir assisté à la messe et au Têdèum, ont est reparti dans le même ordre pour retourner à la chambre commune où les mêmes cris ont été réitérés : et ensuite après la cérémonie on s'est rendu avec plusieurs notables de cette commune à un Banquet où l'on a porté des toasts à Sa Majesté Louis dix huit, Monsieur Comte d'Artois, à toutes la famille des Bourbons, à Messieurs le Préfet et Sous Préfet. Après le banquet, le bal a commencé et s'est continué avec beaucoup de gaité fort avant dans la nuit, et depuis la sortie de la messe les danses avaient été ouvertes aux peuples et les distributions de comestibles faites aux indigens et infirmes de cette commune qui en ont témoigné leur joie et leur reconnaissance par les cris mille fois répétés de Vive le Roy et les Bourbons. De tout quoi avons dressé le présent procès verbal dont expédition sera adressée à Monsieur le Sous Préfet de cet arrondissement pour être transmise, etc... (Mêmes signatures.)

**Procès-verbal de la fête de Saint Louis
pour l'année 1815.**

« Aujourd'hui vingt cinq août, heure de dix du matin, en vertu de la lettre de Monsieur le Préfet de l'Allier, en date du 22 du courant, par laquelle il nous a invité de nous réunir et de nous concerter avec Monsieur notre desservant pour rendre des actions de grâce à l'Eternel et implorer sa toute puissante protection pour le monarque et pour son peuple, et afin de répondre au désir de la lettre susdatée, le Conseil municipal de la commune d'Ygrande, l'adjoint, le maire et plusieurs notables de cette commune, accompagné de Monsieur le Capitaine Commandant la première compagnie du 2^e Régiment ainsi que les sous officiers et dragons de la dite compagnie cantonné en cette commune, se sont réunis avec nous à la mairie. Et ensuite de là, nous sommes tous parties en cortèges pour nous rendre à l'Eglise et y entendre la messe à l'honneur de la fête de Saint Louis, où M^r notre desservant nous attendait. Et après l'office finit, le cortège est reparti dans le même ordre pour retourner à la mairie où les cris de Vive le Roi, Vive Louis dix huit et Vive les Bourbons se sont fait entendre de toutes parts avec beaucoup d'acclamation et d'enthousiasme. Et ensuite nous avons fait la distribution aux dits dragons d'une bouteille de vin et d'une livre de viande par hommes en l'honneur de la fête de Saint Louis, ainsi que nous y a autorisé Monsieur le Préfet par sa lettre du 23 août présent mois. Plusieurs banquets ont eu lieu dans lesquels on a chanté des chansons en l'honneur de la fête et porté des toasts à Louis 18 et à la famille des Bourbons ; les danses ont été ouvertes aux peuples ; toute la journée l'union et la tranquillité ont régné parmi tous les individus qui ont pris part à cette fête laquelle a été célébrée avec joie et enthousiasme dans cette commune, tant par les dits dragons que par les habitants. De tout quoi, etc...

Signé : Dubost aîné, Henry, Febyre, Charbonnier adjoint, Madet, Delan maire, Cié.

**Procès-verbal de la célébration de la fête
de Saint Louis de l'année 1818.**

« Aujourd'hui, vingt cinq août mil huit cent seize, à neuf heures du matin, le Conseil municipal, l'adjoint, le maire, le percepteur

et plusieurs notables de cette commune, se sont réunis en la **mairie** où il y avait un détachement de la Garde Nationale qui les **attendaient**, et ensuite, ils sont tous partis en cortège pour se rendre à l'église pour entendre la messe en l'honneur de la fête de **Saint Louis**. De toutes parts des cris de **Vive le Roi, Vive Monsieur le Comte d'Artois**, vivent la famille des Bourbons se sont fait entendre par le peuple qui les accompagnaient. Après la messe, on est allée en procession dans le même ordre à la Chapelle de **Saint Rich**. La cérémonie terminée on est revenu à la chambre commune, où les mêmes cris de **Vive le Roi, Vive Louis dix huit**, se sont fait entendre : au sortire de la mairie une grande partie des fonctionnaires publics et plusieurs notables de cette commune se sont réunis à un Banquet où Monsieur le Maire a porté des toast à Sa Majesté Louis dix huit, Monsieur l'adjoint à Monsieur Comte d'Artois, Monsieur le Percepteur à la famille des Bourbons. Le bal a commencé à l'issue du banquet et s'est continué avec beaucoup de gaieté jusqu'à minuit : dès la sortie de la messe, des danses ont été ouvertes aux peuples qui y a pris part avec joie et aux cris répétés de **Vive le Roi, Vivent les Bourbons**. C'est ainsi que s'est terminée cette journée si chérie et si désirée par les bons François. De tout quoi nous avons rédigé le présent procès verbal dont expédition sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Allier., **Vive le Roi**.

Fait en mairie à Ygrande, les jour moi et an que dessus.

Signé : Charbonnier, Jullien, Delan.

Fête de Saint Louis 1818 (sic).

« L'an mil huit cent dix sept, le vingt cinq du mois d'août, à neuf heures du matin MM. le Maire, adjoint, membres du Conseil municipal, percepteur et plusieurs notables de cette commune se sont réunis à la mairie et sont partis en ordre pour se rendre à l'Eglise y entendre la messe qui a été célébrée en l'honneur de la fête de **Saint Louis** : de toutes parts des cris de **Vive le Roi** et vivent les Bourbons se sont faits entendre ; après l'office, il a été chanté un Tedeum. La cérémonie terminée, le cortège est revenu dans le même ordre à la mairie, où de nouveau les cris de **Vive le Roi, Vivent les Bourbons** se sont faits entendre, et au sortir de la mairie une distribution de pain a été faite aux indigens de cette

commune qui ont témoignées leur reconnaissance par les cris réitérés de Vive Louis dix huit, Vive la famille royale ; cette distribution achevée, une partie des fonctionnaires et plusieurs notables se sont réunis à un Banquet qu'ils avaient fait préparer chez M. le Desservant, pendant lequel repas, cet ecclésiastique est sorti dans la rue à plusieurs fois jeter des pièces de monnaie au peuple et au dessert le premier toast a été porté par M. le Maire à Sa Majesté Louis 18, le second par M. l'adjoint à M. le Comte d'Artois, le troisième par M. le Desservant au rétablissement de la Religion et à la prospérité de la France et le quatrième par M. le percepteur à la famille royale : le banquet terminé, le bal a commencé et s'est continué avec beaucoup de gayeté jusqu'à minuit, et dès la sortie de la messe des danses avaient été ouvertes au peuple qui a pris part avec joie et satisfaction et aux cris répétés de Vive le Roi jusque bien avant dans la nuit. C'est ainsi que s'est terminé cette fête si chérie et si désirée par tous les bons français. De tout quoi nous avons rédigé le présent procès verbal dont expédition sera adressée à M. le Préfet de l'Allier. Vive le Roi.

Fait en mairie à Ygrande, les jour, mois et an que dessus, à minuit.

Signé : Madet, Charbonnier adjoint, Dubost aîné, Delan maire, Veyssière, Jullien, Ville fils.

(Extrait des registres des délibérations du Conseil municipal d'Ygrande.)



Sur un projet d'achèvement du transept de la cathédrale de Clermont-Ferrand

M. Féron, avocat à Clermont, m'a fait connaître, à l'occasion du congrès de la Société Française d'Archéologie, un projet d'achèvement du transept Sud de la cathédrale, qui offre le plus haut intérêt.

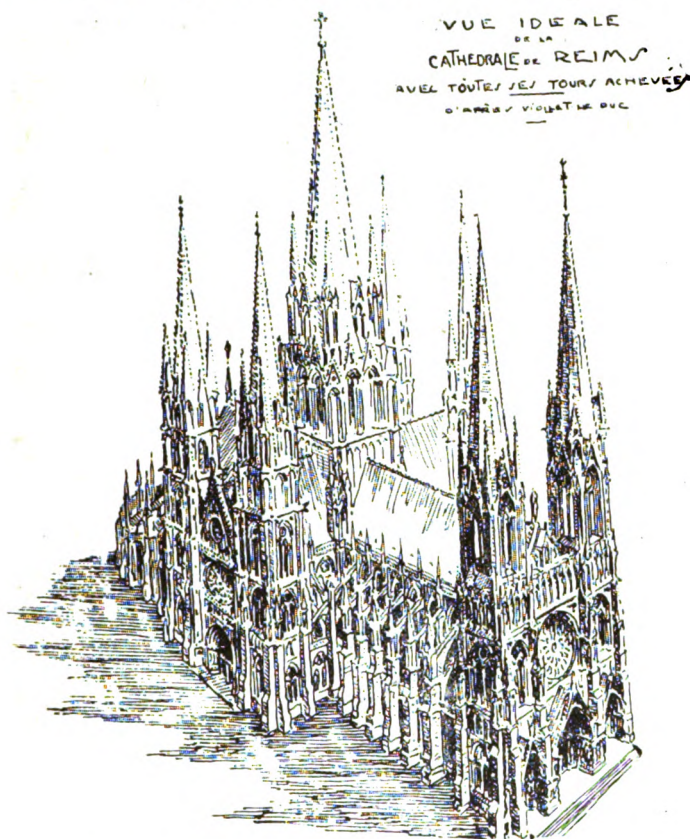


On sait que quelques-unes parmi nos plus belles cathédrales étaient prévues pour porter, en outre des tours de la façade principale, deux autres tours à chaque transept et une septième à la croisée des nefs : telles avaient été prévues les cathédrales de Laon, de Chartres, de Reims, de Rouen. A propos de Reims, Viollet-le-Duc a dessiné une prestigieuse perspective de ce qu'aurait été une grande cathédrale du XIII^e siècle, si elle avait pu être complètement

achevée. Tel semble être, en effet, l'idéal rêvé par nos vieux architectes. Rêvé seulement, car un si émouvant faisceau de flèches et de tours n'a jamais été réalisé, faute de temps, d'argent et d'enthousiasme. Ou bien (c'est le cas à Chartres) les flèches latérales et centrale furent construites en bois et anéanties par l'incendie.

M. l'abbé Gobillot auteur d'un livre très documenté sur la cathédrale de Clermont, a montré que, si les flèches du transept n'ont jamais existé, du moins, avant la Révolution, les tours dépassaient-elles leur niveau actuel de tout un étage.

Dans le projet dont M. Féron fut le zélé promoteur et qui fut dessiné par M. Chainé, architecte diocésain, on voit qu'il aurait suffi d'ajouter un fronton ajouré et de monter deux courtes flèches pour changer en légèreté toute la lourdeur du transept Sud.



A cette époque, 400.000 fr., dont la majeure partie était donnée par l'État, suffisaient pour réaliser ces plans. Combien de millions faudrait-il aujourd'hui ?

La proposition fut faite au conseil municipal dans les temps du ministère Combes ; et les conseillers, influencés par les luttes politique et religieuse qui battaient leur plein, crurent de leur devoir de s'opposer à tout embellissement d'un édifice culturel. Décision regrettable, car on perdit ce jour-là une occasion unique de construire un transept complet comme aucune cathédrale de France n'en possède aujourd'hui.

A. MITTON.



MONTLUÇON

ET SES RICHESSES D'ART

(Suite) (1)

B. — HISTOIRE

CHAPITRE II

LA VILLE FÉODALE

c). — Ses seigneurs particuliers.

Les dévastations des barbares, en particulier des Normands, au ix^e siècle, avaient poussé, logiquement, les populations dispersées des campagnes à se grouper pour résister à l'invasion et, au milieu de l'anarchie générale, à se réfugier sous la protection des lieux fortifiés, des châteaux...

C'est le régime féodal qui se fonde.

Nous assistons alors, en France, à un premier et naturel démembrement de l'empire carolingien en grands fiefs, comme le duché de France, érigé en 861 en faveur de Robert le Fort, comte d'Angers ; le comté de Flandre, fondé en 863 par le gendre de Charles le Chauve ; le duché de Guyenne, etc., et ainsi à une multitude de petites dominations locales (2) qui fermèrent d'abord le pays aux

(1) Voir *Bulletin*, pages 38, 81, 138.

(2) Parlant des successeurs de Charlemagne, M. Jacques Bainville (*Histoire de France*, Paris, Em. Fayard, 1924, p. 41) résume admirablement, en de courtes phrases, cette situation : « L'impuissance des carolingiens à repousser les envahisseurs hâta la dissolution générale... Alors, les hauts fonctionnaires se rendent indépendants. Le système féodal que Charlemagne avait régularisé et discipliné, s'affranchit et produit un pullulement de

invasions des barbares et constituèrent, à la longue, autant de petites seigneuries, comme chez nous, celles d'Huriel, de Montluçon, de Souvigny, et au-dessus d'elles, au x^e siècle, la sirie de Bourbon.

Les carolingiens gouvernaient le royaume par le moyen de magistrats : ducs, comtes, vicaires, qui possédaient des commandements militaires et des attributions civiles (1). D'électives, ces fonctions devinrent naturellement à la longue héréditaires, par l'occupation durable des charges et des offices. Et c'est ainsi que, dans ces temps si troublés des règnes de la seconde dynastie, les pouvoirs administratifs, que de puissants fonctionnaires tenaient du roi par délégation, se transformèrent, entre leurs mains, « à force d'empiètements successifs » (2), et nous ajouterons de services rendus dans la défense des populations qui s'étaient mises sous leur protection, en un droit de propriété sur les territoires qu'ils gouvernaient.

C'est ainsi qu'à défaut de documents authentiques qui paraissent avoir tous disparu (3), on peut seulement expliquer l'origine des premiers seigneurs montluçonnais.

souverainetés. L'autorité publique s'est évanouie : c'est le chaos social et politique... Cent, mille autorités locales, au hasard des circonstances, prennent le pouvoir. » — Cf. 28, 137.

(1) « D'après la chronique d'Adhémar de Chabannais [D. Bousquet, t. VIII, 232], confirmée par celle de Geoffroy, prieur de Vigéois (ms. de l'abbé Legros, séminaire de Limoges, I, 58), le roi Eudes, en 892, après avoir prononcé la déchéance de Guillaume le Pieux, aurait institué des comtes dans toute l'Aquitaine et confié à des vicomtes le gouvernement du Berry et du Limousin. » — Cf. 82, I, 336. — 28, 143.

(2) 28, 122.

(3) On sait que les archives de la Chambre des Comptes de Moulins, si riches en documents, furent réunies par François I^{er}, en 1531, à celles de la Chambre de Paris, qui furent presque détruites par un grand incendie en 1737. Les titres restés à Moulins furent brûlés, comme entachés de « féodalité » par ordre du directoire du district de Moulins, le 10 août, le 29 septembre et le 13 décembre 1793 par les révolutionnaires. Les archives de l'Intendance eurent le même sort. Nous y perdions même pour notre région montluçonnaise une documentation très importante. Ajoutons que des milliers d'actes, de documents, diplômes, chartes... ont été anéantis à Montluçon, comme ailleurs, depuis la Révolution. Non seulement des terriers, des titres féodaux ont été, en 1793, brûlés ou transportés à Moulins pour y subir le même sort, mais au cours du xix^e siècle le vandalisme a sévi chez nous avec une intensité et une audace inimaginables... Dévastation et pillage systématique des archives publiques, destructions intéressées ou inconscientes des papiers de famille, de chartes souvent importantes même pour

Eloignés du pouvoir central, officiers ou non des vicomtes de Berry, ils se sont taillés, selon toute vraisemblance, dans cette vaste province (1) et sur sa frontière, en face d'autres seigneuries de la Marche et de l'Auvergne. le domaine qui devait constituer la seigneurie ou *baronnie* (2), et plus tard la châtellenie de Montluçon, en même temps que, plus à l'Est, les sires puis les ducs de Bourbon, devenaient maîtres d'un vaste territoire qui forma, aux dépens du Berry, de l'Autunois et de l'Auvergne, la province du Bourbonnais, en absorbant soit par conquêtes, soit par alliances ou donations, les petites dominations particulières voisines.

La question de l'origine des premiers seigneurs de Montluçon resté encore obscure, en l'absence de définitifs documents (3).

l'histoire générale, ont achevé l'œuvre de la politique antiféodale. A ce sujet, les confidences des relieurs locaux et même des « cuisinières de bonnes maisons » seraient fort suggestives !... Que de pots de confitures, que de dos et de gardes de livres, de registres surtout, ont été recouverts par des feuilles résistantes de parchemins dont quelques-uns étaient même ornés de précieuses enluminures, arrachées à des livres d'heures et plus souvent à des registres de comptes ou de procédures, à des actes de partages... Nombreuses sont les bibliothèques privées montluçonnaises qui conservent ainsi des volumes reliés solidement avec des documents qui aujourd'hui aideraient à établir l'histoire de notre cité, de ses seigneurs, de ses fonctionnaires, des institutions et des familles du pays, et sans lesquels on est réduit trop souvent à des hypothèses et à des conjectures qui, pour être fondées sur de vraisemblables traditions, n'offrent pas cependant de bases scientifiques.

(1) Si les seigneurs de Montluçon doivent leur origine à ces circonstances, on peut dire qu'ils ne faisaient que suivre l'exemple des plus grands feudataires... On se rappelle la fière et curieuse réplique du comte de Périgord s'établissant en maître à Tours et recevant un héraut qui, au nom du roi Hugues, lui demanda : « Qui t'a fait comte ? » et qui répondit : « Qui t'a fait roi ? »...

(2) Pour ce titre de « baronnie » donné souvent à notre seigneurie montluçonnaise, Cf. 57, année 1249, n° 303 ; 1250, n° 304 ; 1266, n° 439 ; 1272 ; n° 531, etc.

(3) Ce n'est pourtant pas faute d'avoir été agitée depuis cent ans ! Les historiens se partagent sur cette question en deux camps presque ennemis !... Les uns, avec Justel, Blondel, du Bouchet (Cf. 28, 153, 158, 179, 181, 189 — et 5, 11, 84 à 103), de Soultrait (85, 6), et dont M. du Broc de Segange a repris copieusement les thèses (174-175), estiment que les premiers seigneurs de Montluçon sont de la même famille que les sires de Bourbon, formant une branche cadette détachée de leur maison par Aimon. — Les autres, M. Chazaud (28, 153, 158, 189) et surtout M. Fazy dans sa thèse (46) soutiennent, — surtout ce dernier avec véhémence même, —

Sans retenir ici la mention d'un oppidum à Montluçon du temps de saint Ménélee, il est certain qu'un *castrum* y est mentionné au XI^e siècle. Ce « *castrum Montis Lucii* » est signalé, le 1^{er} janvier 1049, dans une lettre authentique de Jotzald, moine de Souvigny, annonçant la mort d'Odilon survenue à cette date, et dans l'*Epitaphium* consacré au même saint abbé, et qui n'est pas postérieur à 1053 (1). Il est évident que le château de Montluçon au XI^e siècle n'était pas sans propriétaire... et relevait, comme ses voisins, de seigneurs particuliers.

Toutefois nous ne trouvons la mention d'un titulaire qu'au siècle suivant.

C'est le cartulaire de l'abbaye de Bonlieu (2), fondée vers 1141 (3) dans le diocèse de Limoges, qui nous fait connaître ce seigneur de Montluçon.

En effet, dans les premiers actes qui rappellent les donations faites en faveur du premier établissement de ce monastère dans la mense de Mazerolles, en faveur de Roger, abbé de Dalon (4), nous trouvons parmi les bienfaiteurs *Willelmus de Borbo, dominus de Monte Lucio* : Guillaume de Borbo, seigneur de Montluçon.

qu'il n'a jamais existé une origine commune entre eux. Nous ne pouvons ici exposer les arguments des divers partis. Nous renvoyons pour leur exposé à l'excellent travail de M. Fazy, particulièrement à l'appendice de sa thèse (pp. 186-216). Mais du moins il faut reconnaître que les tenants de l'une et de l'autre opinion n'apportent aucune preuve décisive, aucun texte pour la soutenir, et que la question n'est pas « résolue ». Il faut sans doute attendre les révélations possibles d'actes encore inconnus, de cartulaires non encore publiés pour pouvoir trancher définitivement cette controverse : en attendant : *sub judice lis est*.

La plupart des auteurs — (entre autres 194) — qui parlent des « seigneurs de Montluçon », se copiant les uns les autres, ne font que reproduire les fabuleuses et tendancieuses généalogies édifiées sur « l'histoire » fabriquée par le P. André. Cf. 28 et 46.

(1) 46, thèse, 186.

(2) 46, *id.* 187, qui fait remarquer que l'original de ce cartulaire a disparu et qu'on n'en possède qu'une copie du XVIII^e siècle, par Dom Col, conservée à la Bib. N^{le} (latin, 9196, p. 1-401).

(3) *Id.*, p. 190.

(4) Il succédait à Géraud, « premier chef des moines établis à Mazerolles, qui devaient former la congrégation de Bonlieu », 46, thèse, 190, — Roger lui succéda entre 1120 et 1137, et eut lui-même pour successeur Pierre [de Saint-Julien] dont le commencement d'abbatit, à Bonlieu, peut être placé en 1141.

Ce même personnage figure comme témoin, à cette date de 1141, dans divers actes de libéralités en faveur de Bonlieu (1) faites notamment par le bailli de Nérès (Petrus, bailes de Nérès).

Lui-même abandonne aux moines de Bonlieu (2) ce qu'il tient à « Soz-sal », acte suivi de deux autres donations pieuses. Il est enfin témoin de nouvelles générosités (3) faites entre les mains de l'abbé Pierre, à des dates qui peuvent se placer entre 1141 et 1151.

Quel était ce Guillaume de Borbo ? D'où venait-il ? Ce sont là des questions qui restent encore sans réponses définitives.

On ne sait pas même d'où vient à Guillaume ce singulier surnom de « Borbo » (4). Les partisans de l'origine commune des barons de Montluçon et des sires de Bourbon pourraient y voir un argument en faveur de leur thèse. Ils ne manqueraient pas sans doute d'y trouver l'indication que l'ancêtre de nos barons venait de Bourbon ; possédait ce fief qui aurait été plus tard abandonné aux seigneurs de Souvigny, de Châtel-de-Neuvre, de Longvé, et devenus ainsi les sires de Bourbon. Les actes connus jusqu'à présent n'autorisent pourtant pas cette audacieuse hypothèse...

Ce que nous apprennent seulement les actes connus, c'est que notre premier (?), baron montluçonnais, Guillaume de Borbo, avait une parenté étroite avec les Saint-Julien (5), seigneurs de Saint-

(1) 46, th., 190-191.

(2) *Id.*, 191.

(3) *Id.*, 191, 192.

(4) M. Fazy fait observer au sujet de ce vocable que si M. Chazaud note que jamais le sire de Bourbon n'est dit « Borbo », on pourrait supposer que « de Borbo » est là pour « Borbonensis », « Borbonii », ou « de Borbonio », par suite d'une erreur de copie, provenant soit de Dom Col, soit du rédacteur du cartulaire original..., et il ajoute : « au cas où cela voudrait dire « de Bourbon », de Borbo serait un surnom, comme pour Etienne de Bourbon, par exemple ». — (Cf. Molinier, III, n° 2699. — 46, 196.)

(5) A propos de ces Saint-Julien, seigneurs de Saint-Gérard, on peut se demander s'ils n'appartenaient pas à la puissante maison originaire de la Marche, que M. des Gozis, le distingué généalogiste montluçonnais, signale comme « tombée en quenouille » au XI^e siècle, et dont la race moderne de ce nom (*d'argent à un chien d'azur ou de sable — suivant des auteurs — semé de billettes d'or, au lion du même brochant, armé et lampassé de gueules*) descendait d'Alix de Saint-Julien, dernière héritière de l'antique souche, qui épousa, au milieu du XI^e siècle, Amiel ou Amelin II de Chambon, prince de Combraille, père d'un autre Amelin qui eut l'importante baronnie

Gérard (le Puy ?), sans pourtant qu'on puisse indiquer aujourd'hui quelle est de ces deux maisons celle qui descend de l'autre.

Dans une « notice » où apparaît le premier abbé de Bonlieu, Pierre de Saint-Julien (1), c'est-à-dire entre 1141 et 1151, et qui parle de la dernière maladie de Guillaume de Borbo, on voit que celui-ci avait pour héritier — sans doute par défaut d'enfants — son neveu (2), autre Guillaume, fils d'Archambaud de Saint-Julien ou de Saint-Gérard.

Ainsi Guillaume de Saint-Julien devint, vers 1151, seigneur de Montluçon, par suite du testament de son oncle.

Il figure à ce titre : *Willelmus de Montelucio de Sancta Gira*, dans divers accords, passés en 1174 entre les chanoines d'Evaux et les moines de Bonlieu au sujet de la ville d'Argenty, dépendante alors de la paroisse de Lignerolles (*Linarolii*) (3), et clos de vignes situées

de Saint-Julien-le-Châtel, en aurait retenu le nom pour ses descendants, et qui fonda précisément l'abbaye de Bonlieu que ses héritiers comblèrent de leurs générosités de concert avec Guillaume de Borbo, seigneur de Montluçon et beau-frère d'Archambaud de Saint-Julien, seigneur de Saint-Gérard. (Cf. ADA, dossier des Gozis : les Saint-Julien, fol. 3, 4.) — Parlant des Saint-Julien, seigneurs de Saint-Gérard, M. des Gozis dit encore : « Maison noble sortie des seigneurs de Montluçon. » (*Id.*, fol. 3) ; et il considère Archambaud, dit de Saint-Gérard, seigneur de Saint-Gérard-le-Puy, Périgny, Pierremond, Châteldon, comme le fils cadet d'Archambaud II de Montluçon. Malheureusement, le docte auteur n'indique aucune référence de ses affirmations.

(1) ADA. Fonds des Gozis : Saint-Julien.

(2) « ... *Ego W. nepos ejus, filius Archembaldi de Santo Juliano, id est de Sangiran, quem ipse W. de Borbo avunculus meus, fecit sibi heredem... dono fratribus Boni Loci... pro anima mea... avunculi mei omnia prædicta dona... quæ donavit fratribus Boni Loci W. de Borbo avunculus meus... Factum est hoc in manu P. primi abbatibus Boni Loci Testes : P. Bailles de Nérès...* » (46 th. 192, 193) Cet acte permet de supposer que Guillaume de Bourbon était le frère de la mère du jeune Guillaume dont le père est appelé dans le texte : Archambaud de Saint-Julien

Dans un acte du mois d'août 1220 (?) [46, cat. 428, n° 595], cet Archambaud de Saint-Julien, seigneur de Saint-Gérard, fils du premier Archambaud, déclare qu'étant sous la tutelle de son frère Guillaume, seigneur de Montluçon [vers 1200. 46, p. 373, n° 468], il avait tenu du comte d'Auvergne son château de Châteldon, mais que depuis il avait reconnu que ce fief relevait d'Archambaud, sire de Bourbon, et qu'il lui en avait rendu foi et hommage.

(3) 46, th. 335, n° 402, 403.

dans les paroisses de Montluçon, de Saulx (*Sallis*) et de Domérat (*Domairaco*) (1).

C'est lui sans doute, ou son fils, qui portait le même nom et le même titre, que nous trouvons comme bienfaiteur du même monastère, avant 1197, en confirmant les donations précédemment faites par Guillaume de Montluçon (2).

Le dernier de nos barons que nous font connaître divers actes, sans cependant nous indiquer son degré de parenté avec les précédents, est un nouvel Archambaud, seigneur de Montluçon, *dominus Montis Lucii*.

Entre le 2 avril 1200 et le 24 mars 1201, ce baron donne à Jean, prévôt de Nérès, la charge du bailliage et ce qu'il possède dans le péage de l'antique cité (3).

Puis, voulant participer à la croisade alors en préparation (4), il conclut, vers 1202, avant de partir, d'abord un accord avec Guy, comte d'Auvergne, au sujet d'une alliance du fils de ce dernier avec sa propre fille aînée (5).

(1) 46, th. 194, et cat., 335-6, n° 404.

(2) *Id.*, 193.

(3) 46, cat., 375, n° 472, qui pense pouvoir placer cet acte au commencement de 1202.

(4) Il s'agit ici de la quatrième croisade (1202-1204) entreprise après l'échec de la troisième (1189-1193) à la suite de la prise de Jérusalem, en 1187, par Saladin, et qui avait été dirigée par l'empereur Frédéric Barberousse, le roi de France Philippe-Auguste, et le prince anglais Richard Cœur-de-Lion. Le pape Innocent III avait alors (1197) confié à Foulques, curé de Neuilly, la mission de prêcher en Occident une nouvelle croisade qui devait atteindre les buts que s'était proposés la troisième. On sait que soit découragement, soit pour des raisons politiques, « les rois » restèrent sourds à sa voix. Ce furent, cette fois, les barons féodaux français, comme Villehardouin, sénéchal de Champagne, Baudouin, comte de Flandre, Louis de Blois, Eudes de Bourgogne, Boniface de Montferrat... qui, s'appuyant sur la puissante marine de Venise, partirent pour la Terre Sainte. Mais, se laissant détourner de leur véritable objectif, ils ne parvinrent qu'à s'emparer par deux fois de Constantinople, détruisirent l'empire grec, et sur ses ruines fondèrent un empire latin (1204), dont le premier souverain fut le comte Baudouin de Flandre. Comme on le voit, cette « croisade des Féodaux » avait ému notre baron montluçonnais qui, en fait, pour des raisons que nous ne connaissons pas, ne put y participer.

(5) Le fils du comte Guy devait avoir la Combraille et le comté « *Combralliam et comitetum* ». Cf. 46, th., 376.7, n° 476 et 477, qui cite un acte passé

Enfin, pour la même raison de son départ projeté outre-mer, et considérant qu'« il a subi des répercussions de la guerre violente que se faisaient les rois de France et d'Angleterre, et que sa terre, pays frontière, *in Marchia consistens*, et mouvante du roi d'Angleterre, — comme duc de Guyenne, — avait été envahie à l'instigation de Guy de Dampierre, sire de Bourbon, par le roi de France (1), Archambaud, seigneur de Montluçon, suppliait le pape de lui assurer l'appui de l'archevêque de Bourges, ainsi que celui de l'évêque de Limoges et du prévôt d'Évaux, dans la crainte que l'archevêque ne montrât pas l'énergie nécessaire (!), afin de protéger ses terres des envahisseurs et de prendre toutes mesures convenables s'il venait à succomber à la croisade ».

Tous ces actes sont évidemment antérieurs — mais peut-être seulement de quelques mois — à la donation dont nous parlerons ci-après et que fit à Guy de Dampierre, sire de Bourbon, le roi Philippe-Auguste, en cette année 1202, de la seigneurie de Montluçon dont il s'était emparé, ce qui fit entrer notre baronnie dans le domaine de Bourbon (2).

à Montluçon, par lequel Guillaume, évêque de Cahors, fait connaître qu'il s'est rencontré à Montluçon avec les évêques de Limoges et de Clermont et que tous les trois ont promis de faire respecter la convention conclue entre Archambaud, seigneur de Montluçon et Guy, comte d'Auvergne, au sujet du mariage projeté entre le fils du comte et la fille d'Archambaud. — Cette dernière s'appelait Isabelle. d'après Moreri. (Cf. *Dict.*; II, 142.)

(1) 46, th. n° 476-479 : « ... et terra mea de feudo regis Anglorum in *Marchia consistens* in tanta fuerit suspicionem quod dominus Rex Francorum eam manu invaserit violenter et hoc instinctu Guidonis de Domnapetra domini Borbonii mihi aliquandiu inimicantis. » — Cf. 175, p. 2-3.

(2) Cette donation royale, qui dépouillait de la possession de Montluçon ses seigneurs particuliers, ne signifie pas que ceux-ci ne laissent pas d'héritiers. Nous venons de voir que le dernier baron avait une fille qui devait épouser le fils du comte d'Auvergne. Il en avait une autre, Béatrix, qui épousa Archambaud VII, le propre fils de Guy de Dampierre, ainsi que l'atteste le testament d'Archambaud VIII de Bourbon, fait en 1248 (46, th., 560-6, n° 934).

D'autre part, nous voyons figurer dans l'histoire divers personnages qui paraissent les descendants de nos barons Montluçonnais. Mais il faut reconnaître que très souvent la désignation « de Montluçon » à la suite d'un nom de personne n'indique pas autre chose que le lieu de sa naissance. On ne peut en inférer que le personnage appartient à la famille des seigneurs de notre baronnie : ainsi, avant même la dépossession de nos barons, en 1175, on trouve un Pierre de Montluçon, « *Petrus de Monte Lucii* », prieur de

d). — Les sires, puis les ducs de Bourbon.

Avant cet acte important qui mettait brutalement fin à la possession de la baronnie montluçonnaise par des seigneurs particuliers, les sires de Bourbon occupés à étendre leur domination dans la région de Souvigny, de Bourbon et de Moulins, n'apparaissent qu'à de rares intervalles sur les bords du Cher.

Il semble qu'ils soient, au cours du ^x^e et du ^{xii}^e siècle, devenus possesseurs de toute la viguerie de Bourbon, et peu à peu, tout autour de Montluçon, — comme pour en faire le siège, — suzerains des territoires de Cérilly, d'Hérisson, en attendant qu'en 1202, notre baronnie à son tour tombât elle-même entre leurs mains (1).

Fougerolles, comme témoin d'un accord passé entre le prieur de Saint-Léopardin-d'Augy et Ebbes, vicomte de Nevers, et qui ne paraît pas devoir figurer dans la généalogie des barons montluçonnais (46, cat., 337, n° 404). De même on a fait, dit M. Chazaud (28, 194), « dame de Montluçon » en 1377, Marguerite, *dame du Breuil*, femme de Pierre de Roche-d'Agoult, « dont l'aveu si connu doit sa presque célébrité à une clause plus que bizarre citée dans le glossaire de Ducange », et qu'on ne peut écrire qu'en latin « qui brave l'honnêteté ». — On trouve enfin, une généalogie des seigneurs de Montluçon « prolongée contre toute vraisemblance, remarque le même auteur (*id.*, p. 189), jusque très avant dans le ^{xiv}^e siècle », d'après une généalogie manuscrite trouvée dans les papiers de Baluze (Arch. Nat., M. 354).

Les personnages qui portent ce nom, après le ^{xiii}^e siècle, semblent plutôt des enfants naturels auxquels on a donné le nom de la ville qui les avait vus naître ; ce doit être le cas des célèbres peintres Jean et Jacques ou Jacqueline de Montluçon, qu'on retrouve au ^{xv}^e et au ^{xvi}^e siècle, à Bourges, où ils laissent de leurs œuvres, les auteurs du magnifique polyptique de Notre-Dame de Montluçon, enfin d'une miniature de l'admirable livre d'Heures de la bibliothèque de l'Arsenal que signa Jean de Montluçon et dont nous parlerons dans la troisième partie de cette étude. C'est également le cas des « Montluçon » qui habitaient au milieu du siècle dernier notre bonne ville et dont nos contemporains ont connu le dernier descendant.

(1) Cf. CHAZAUD (28, 31), Pierre GAUTIER (51), Emile CHÉNON (32, 33), M. FAZY (46), qui soulignent les interventions des sires de Bourbon à La Chapelaude en qualité de suzerains de Jean de Saint-Caprais.

Archambaud III avait confirmé, lors de son passage à Montluçon — « *hoc actum est apud Montemlucium* », — en 1079, les privilèges que son père avait accordés aux moines de La Chapelaude (46, cat., 143, n° 141). — Ce même seigneur, ayant eu des différends avec les chanoines d'Evaux au sujet de revenus qui lui étaient dus sur le territoire de l'église de Blanzat, avait envahi les possessions d'Evaux, notamment à Montluçon. Mais le prieur d'Evaux Lafola avait été assez habile pour obliger le sire de Bourbon à

C'est, en effet, vers la fin de 1202 ou au commencement de l'année suivante que Philippe-Auguste, voulant récompenser la fidélité et les services rendus à sa couronne par le sire de Bourbon, Guy de Dampierre, et aussi « en considération du mariage de son amé et féal vassal avec Mahaud, dame de Bourbon », enleva la seigneurie de Montluçon au dernier baron, la donna « en augmentation de fief, avec toutes ses dépendances », et le reçut en hommage lige pour cette inféodation (1).

Nous ne savons pas ce que devint Archambaud, le sire de Montluçon, dépouillé de sa terre ; mais cette spoliation perdit de son caractère odieux, quelques années après, par le mariage de Béatrix, fille de notre dernier baron, avec Archambaud VII (2), le propre fils de Guy de Dampierre, — manière élégante et toute diplomatique de terminer cette affaire, en confondant les droits respectifs des époux, et de mieux unir la baronnie des bords du Cher à la déjà puissante sirie de Bourbon (3).

En mai 1223, le sire de Bourbon, Archambaud VII, étant à

renoncer à ses prétentions et à rendre les biens usurpés, spécialement les églises de Nérès et de Mazirat (1078-1095. — 46, cat., 174, n° 178). — En 1171, le sire de Bourbon, reconnaissant ses torts vis-à-vis du prieur de La Chapelaude, lui accordait deux mesures de seigle de revenu annuel, et Agnès, sa mère, y ajoutait des dons particuliers ; parmi les témoins de cet acte de réparation, on trouve Constance, viguier de Montluçon, « *vigerius Montelucii* » (46, cat., 329, n° 392).

(1) Cet acte d'un si grand intérêt doit être placé entre le 14 avril 1202 et le 5 avril 1203. (Cf. 46, th., p. 97 ; 28, 189). L'original, en parchemin, est aux Archives départementales de l'Allier. On y lit notamment :

... *Noverint universi, presentes pariter et futuri, quod nos amico et fideli [nostro] Guidoni de Dompna Petra et hæredibus suis, concedimus Montem-Lucium cum [pertinenci]is suis IN AUGMENTUM FEODI SUI, et ipsum de eo in hominem ligium re[cepimus]. Quod ut] perpetuum robur obtineat, præsentem paginam sigilli nostri au[ctoritate ac regii nomi]nis Karactere inferius annotato confirmamus. Actum...*

A propos de cet acte Cf. 2, 15, l'interprétation donnée par M. Jules Roy, après M. Chazaud (28, 189-192).

(2) Pour la « numération » des sires de Bourbon, nous adoptons celle que M. Fazy (46) a cru devoir adopter, en rectifiant celle qu'avait donnée M. Chazaud (28).

(3) Nous trouvons cette Béatrix, avec le titre de dame de Montluçon, son mari, le sire de Bourbon, et Mathilde ou Mahaud, sa belle-mère « *comitissa Borbonii* », donnant à Robert, évêque de Clermont, tous leurs droits sur le domaine de Mauzun (46, th., 443, n° 636, du 3 avril 1222 au 22 avril 1223).

Montluçon, « *actum apud Montem Lucium* », rendit hommage à Simon, archevêque de Bourges, pour la paroisse de Villebret qui, tout en étant comprise dans la baronnie montluçonnaise, relevait du prélat (1).



Fig. 5. — Armoiries des Sires de Bourbon.

Il semble qu'avant de parler du fils d'Archambaud VII et de Béatrix de Montluçon, qui donna à notre cité sa charte d'affranchissement, il convient de parler des armoiries (2) adoptées par les descendants de Guy de Dampierre (3).

Ils portaient : *d'or, au lion de gueules, à l'orle de huit coquilles d'azur* (fig. 5) (4).

(1) 46, cat., 444, n° 638. — Le même sire donne entre 1232 et 1233, à Pierre de Jaucourt, du consentement de Béatrix sa femme, 40 livres de rente sur la censive de Montluçon (id., 482, n° 736).

(2) On sait que le blason est né, comme l'écrivait M. des Gozis, dans toutes les armées européennes, à la suite de la première croisade, du besoin de se faire reconnaître, par suite de la difficulté qu'éprouvaient les hommes d'armes à percer le voile épais des casques de fer. Cela rendit indispensable aux chevaliers, l'usage de signes de reconnaissance constants et d'une vue facile. C'est donc, en dépit des légendes, une invention européenne et chrétienne répondant, lorsqu'elle fut adoptée, à un des besoins les plus actuels du temps, et portant en soi-même la marque évidente de son origine. Les Sarrasins, auxquels on veut en faire honneur, ne l'ont ni connu ni adopté. Si les premiers chevaliers en contact avec eux ont emprunté certains termes arabes pour désigner leurs couleurs (*ghul* pour rose, rouge; sable, de *zabel*, noir; azur, d'*azul*, bleu), c'est précisément que ces mots de l'Orient exprimaient les couleurs de leurs armoiries, tout en conservant pour les profanes un cachet mystérieux qui convenait aux initiés. Cet intelligent moyen de se faire reconnaître par les siens fut imité par les autres seigneurs, soit pour les tournois, soit pour les usages ordinaires.

(3) M. de Soultrait (85, 3), dit que « les sires de Bourbon issus de Guy de Dampierre quittèrent le nom et le blason de leur famille paternelle, pour prendre ceux de la maison de Bourbon ». Cependant si l'on tient compte que les Dampierre dits de Flandre portaient : *d'argent, au lion de gueules, accompagné de onze coquilles du même, rangées en orle* (*Armorial général* de Rietstap, I, 508), on est autorisé, sans doute, à penser que les armoiries adoptées par les sires de Bourbon et qu'on retrouve dans divers édifices, à Champaigue près Souvigny, à l'abbaye de Bellaigue... sont celles que Guy de Dampierre apporta en Bourbonnais, et qui furent adoptées par ses descendants avec quelques modifications, dans l'émail du champ, la couleur et le nombre des coquilles placées en orle.

(4) 85, 3, d'après l'*Histoire des grands officiers de la couronne*. — Cf. 59

On trouve ces armoiries sculptées sur les tombeaux d'Archambaud VII et de sa femme Béatrix de Montluçon, à l'abbaye de Bellaigue, où ils furent inhumés (1), dans les ruines de la chapelle des Cordeliers de Champaigue, à Souvigny (2), et dans les sceaux des sires de Bourbon.

Le 5 décembre 1242, « la veille de la saint Nicolas d'iver », Archambaud VIII, sire de Bourbon et de Montluçon, du consentement de sa mère Béatrix, fille du dernier seigneur de notre baronnie, en présence de son père Guillaume, de ses amis et de ses hommes, parmi lesquels nous trouvons Rogier de Montluçon, Guy de la Faye, châtelain de Montluçon (3)... octroya aux habitants de notre ville une *charte de franchise* (4), à peu près semblable à celles de Villefranche, de Moulins et de Gannat (5).

Cette charte si importante au point de vue social, renouvelée

l'édition donnée par M. de Chantelauze, t. III, et les dessins de M. André Steyert. M. de Soulltrait déclare en note de son article consacré aux armoiries des sires de Bourbon, que « le nombre des coquilles n'a jamais été bien fixé ». Nous donnons la figure de ce blason d'après le docte auteur et les monuments où nous avons nous-même retrouvé ces armoiries. Pour les sceaux des sires de Bourbon, cf. 85, p. 3 à 5.

(1) Pour l'église de Bellaigue, ou la sépulture de nos sires, cf. 28, 216. — 11, I, 385; II, 362; — *Essai sur les églises romanes du Puy-de-Dôme*, par MALLAY, Moulins, 1841, p. 13-14.

(2) 5, 1909, onzième Excursion, p. 558.

(3) 46, p. 526-7, n° 845.

(4) Nous devons à M. Géraud Lavergne (62, 14-5) l'indication précieuse suivante sur le titre de ces privilèges : « L'original de cette charte d'affranchissement de 1212 est perdu. Nous la connaissons : a), par la confirmation d'Agnès, dame de Bourbon, du 5 mars 1268 ; copiée après 1325, par le notaire Jean Guogue, dont la transcription est aux Archives Nat., P 1357¹, c. 351, et a été publiée par La Mure, t. III, p. 94. Une seconde copie se trouve dans le ms. 69 de la Bibliothèque de Moulins, fol. 10^r publiée par l'*Ancien Bourbonnais*, t. I, p. 404-5 ; — b), par un *vidimus* de Louis II, d'avril 1367, conservé par un autre *vidimus* du 29 mars 1369, des Archives Nat., P 1351¹, c. 352 ; — enfin, c) par le *vidimus* de la confirmation de Charles I^{er}, du 6 janvier 1413, qu'on trouve aux Archives dép. de l'Allier, c. 30. » — Cf. 28, 217-204 ; — et l'intéressant volume publié par M^{lle} Léonie Duchet : 217, qui a donné les diverses confirmations des titres d'affranchissement, p. 133, 175.

(5) On remarque que cette charte de franchise accordée par Archambaud VIII à Montluçon, paraît calquée spécialement sur celle de Gannat. Elle atteste, en plus, la présence, à Montluçon, d'étrangers, notamment de Juifs.

depuis, notamment en 1268, par Agnès de Bourgogne (1), fixait comme ses semblables, les droits respectifs du suzerain et de la commune. Ces chartes de franchise sont comme le prélude du grand mouvement communal qui devait à bref délai transformer la société féodale. C'est l'inauguration d'un nouveau régime de liberté qui détermine les impôts, donc les charges, mais aussi les droits de chacun. C'est l'organisation des municipalités et du gouvernement urbain par l'administration consulaire sous la souveraineté du sire, plus tard du duc, maître de la Province.

Le 29 août 1244, le même sire de Bourbon accorda à Conrad Catarano et aux deux frères Guillaume et Pierre de Quarantà, marchands *lombards* de la ville d'Asti, la permission de demeurer à Montluçon et d'y jouir de toutes les franchises et immunités dont jouissaient les autres bourgeois du Bourbonnais, pendant dix ans, à condition de lui payer chaque année deux marcs d'argent à la Saint-Jean-Baptiste, pour tous droits de censive et de bourgeoisie, s'engageant à les protéger, eux et leurs biens, et à leur assurer le libre exercice de leur industrie, quelle qu'elle soit, dans toute l'étendue de ses domaines (2).

Le sire de Bourbon ayant fait son testament, suivit saint Louis à sa première croisade, mais il mourut à l'île de Chypre, le 15 janvier 1249. Sa veuve, Yolande de Châtillon, qui l'avait accompagné, ramena son corps en Bourbonnais, et ne lui survécut que deux ans (3).

Les deux filles d'Archambaud VIII lui succédèrent l'une après

(1) Cf. 85, 58. — Dans sa confirmation par Agnès, veuve de Jean de Bourgogne, la taille due en quatre cas par la ville, au sire de Bourbon, s'élevait à quatre cents livres, juste le double de ce qu'Archambaud VIII avait d'abord imposée à Montluçon, ce qui semble confirmer ce que nous savons déjà par Edrisi, le géographe arabe d'Espagne du XII^e siècle, de « l'importance commerciale de Montluçon à cette époque ». (Cf. 3, 262-3.)

(2) 46, cat., 534, n° 86.7. — C'est peut-être ce qui explique le nom de « Lombardie » qui est resté à un quartier de la ville, contigu au faubourg de Bretoni, qu'habitèrent sans doute les marchands italiens. (Cf. 5, xv, 19.)

M. Chazaud (28, 219) appelle le premier de ces marchands : Evrard Cataran et cite, comme référence de l'acte, les Archives Nat., P 1376, cote 2731. Il publie in-extenso le document dans le *Bulletin de la Société d'Emulation*, t. XV, p. 21-22, mais avec une référence différente : Arch. Nat., P 1357, cote 375.

(3) 28, 225.

l'autre. Mathilde, l'aînée, avait épousé Eudes de Bourgogne, dont nous parlerons à propos des monnaies frappées par lui dans l'atelier monétaire de Montluçon.

En mai 1260, les deux époux approuvèrent la fondation du chapitre Saint-Nicolas de notre ville (1). L'année suivante, Mathilde mourait et la sirie passa à sa sœur Agnès, mariée à Jean, second fils du duc de Bourgogne et frère d'Eudes, devenu depuis cette époque tout à fait étranger au Bourbonnais.

Le nouveau sire ratifia, avec Agnès, le 16 avril 1266, le don fait par Archambaud VIII à son fauconnier Henri, de divers villages et de six quartiers de vignes, près Montluçon, assises au terroir de Châteaueux (2). La même année, ils reçurent en don, de leur oncle Guy de Bourbon, tout ce que celui-ci possédait dans les baronnies de Bourbon et de Montluçon, c'est-à-dire Nérès, Villebret, Reugni, la Marche, la Celle, etc., et leurs dépendances, avec réserve, sa vie durant, de l'usufruit de sa maison de Nérès (3).

Le lundi 4 mars 1268, Agnès confirmait les franchises accordées par son père à la ville de Montluçon.

Enfin, elle maria sa fille Béatrix à Robert, comte de Clermont, sixième fils de saint Louis et de Marguerite de Provence, qui allait devenir la tige des Ducs de Bourbon.

Robert de Clermont était né en 1256. En 1270 il avait reçu en apanage le comté de Clermont, qui comprenait alors tous le Beauvaisis et diverses terres. C'était relativement peu de biens pour un fils de France ! Mais en 1276, son mariage avec l'héritière des sires de Bourbon le mettait en possession de la belle province du Bourbonnais (4).

Il apportait comme blason celui de France : *d'azur, semé de fleurs de lys d'or* en nombre indéterminé (5). En arrivant en Bourbonnais il couvrit le « semé » de fleurs de lys d'or, comme brisure, *d'un bâton*

(1) 26, 232, Arch. Nat., P 1376, cote 2697.

(2) *Id.*, 234, Arch. Nat., P 1357, cote 390.

(3) *Id.*, 235, Arch. Nat. P 1373, cote 2128 ; et P 1374, cotes 2298 et 2360.

(4) Pour ce prince, cf. 2, *Robert de Clermont*, par M. J.-M. Roy, 2, 1887, 27-388 ; notamment son mariage, p. 256.

(5) Cf. 85.6.

de gueules brochant sur le tout, comme le montre notre figure 6. C'est sous cet aspect que ses armoiries se présentent, seules ou dans les sceaux, jusqu'au duc Charles I^{er}, comme nous le dirons plus loin.



Fig. 6. — Armoiries des ducs de Bourbon jusqu'à Charles I^{er}

Nous ne savons rien sur le rôle joué vis-à-vis de Montluçon par le nouveau seigneur de Bourbon qui, d'ailleurs, habita peu son nouveau domaine.

Le fils de Robert de Clermont et de Béatrix de Bourbon, Louis I^{er}, qui prit possession du Bourbonnais à la mort de sa mère, survenue au château de Murat — douaire de nos duchesses, — le 1^{er} octobre 1310 (1), vit la vieille sirie de Bourbon érigée par Charles-le-Bel, le 27 décembre 1327, en duché-pairie (2).

Trop préoccupé par ses ambitions et ses affaires, il eut peu de rapports avec Montluçon ; pas plus que son fils Pierre I^{er}, duc de Bourbon, né vers 1311, tempérament chevaleresque, plus fait pour les tournois et les rudes combats que pour l'administration de ses domaines, et qui fut tué le 19 septembre 1356, à la bataille de Poitiers.

Mais il n'en fut pas de même du fils aîné de ce dernier, Louis II, auquel l'histoire donna le nom de « Bon » (3).

Ce prince, « le parfait chevalier tel que l'avait conçu et rêvé le moyen âge ; brave et courtois aux dames, pieux et bon » (4), qui fut duc de Bourbon, comte de Clermont, de Forez et de Château-Chinon, seigneur de Beaujeu et des Dombes, était né le 4 août 1336.

(1) Robert de France, dit de Clermont, ne conserva que l'administration de son comté de Clermont et de ses autres biens, qu'il céda d'ailleurs à son fils Louis en 1314.

(2) Cf. *Généalogie de la maison de Bourbon*, par DUSSEUX, *ouv. cité*, 2, 3.

(3) Pour l'histoire du bon duc Louis II, cf. 29, — et l'excellent résumé qu'en a donné M. l'abbé Philippe Dumont, dans une magistrale étude présentée comme thèse pour le doctorat ès lettres : *Le Chapitre collégial de Notre-Dame de Moulins ; la Fondation et le Fondateur, 1378-1410*, Moulins, Revéret éd., 1924, pp. 76-121.

(4) 81, 41 : — Louis II fut « chanté » par Christine de Pisan....



Fig. 7. — Le "bon duc" Louis II.

Il épousa — après un traité passé à Montbrison le 4 août 1368, — le 19 août 1371, Anne, dauphine d'Auvergne, comtesse de Forez, dame de Mercœur, fille unique de Beraud II, comte de Clermont, et de Jeanne de Forez.

Louis II ne fit pas que promener sa loyale et vaillante épée des boues des Flandres aux coteaux ensoleillés de Guyenne ou dans les brumes de Normandie, ou les menhirs de Bretagne, ou sur la terre d'Auvergne, dans le royaume d'Espagne ou en Valais, ... ni éblouir par une munificence toute royale la cour d'Angleterre (1), où il resta comme otage, ni diriger vers les plages africaines — où était mort saint Louis — une nouvelle croisade tout aussi héroïque et tout aussi stérile que celle de son aïeul, ni enfin aider son beau-frère, le roi Charles V, à défendre sa couronne, il s'occupa des affaires de son duché avec un zèle, une généreuse pitié et une maîtrise qui lui valurent d'être regardé comme le duc le plus grand et la figure la plus attachante du Bourbonnais, et un des princes les plus distingués et les plus valeureux du royaume de France (2).

On peut affirmer que Montluçon, par sa position de ville frontière, aux portes du domaine soumis à la domination anglaise, avait aux yeux du duc une réelle importance. Louis II semble en avoir fait « sa résidence de prédilection » (3). Il la transforma en place, la plus forte de son duché ; relevant ses murailles (4), reconstruisant son château (5). Pendant cette trop longue guerre de Cent Ans, au

(1) L'auteur de la *Chronique du bon duc Loys de Bourbon* nous parle plus particulièrement de l'admiration de la reine « et pour la vaillance et belle jeunesse qu'elle remira au duc de Bourbon, son parent, qui estoit ung moult bel chevalier et gracieux, et qui aimoit l'honneur sur tout rien, regardant aussi les bonnes meurs dont il étoit plain... et celle grâce d'aller et venir par toutes festes et esbanois, avoit le duc Loys, par sa gracieuseté, joieuse parole, et bel vivre, ce que nul, tenant les hostaiges, n'avoit, et tant, que par le royaume d'Angleterre les dames et damoiselles, les chevaliers et escuyers l'appeloient le Roi de l'honneur et de liesse ». 29, 4, 5.

(2) Cf. Fig. 7, le Bon Duc Louis II sur son trône, vers 1400, d'après un dessin tiré du *Dictionnaire du mobilier Français*, par VIOULET-LE-DUC, t. IV, p. 380-1. Nous avons déjà donné cette solennelle représentation du duc dans *L'Ecu d'Or de l'Ordre de Notre-Dame*, Moulins, H. Durond éd., 1900, frontispice, XVII^e volume des *Curiosités Bourbonnaises*.

(3) 2, 223.

(4) Cf. ADA, série E, E^{AA}, année 1360, 20 nov. ; 1376, 14 mai ; 1377, 3 déc., etc...

(5) 29, 163, « Et aussi fit commencer (!?) le chastel de Montluçon » ; p. 319. Enumérant les constructions entreprises par Louis II, son biographe cite :

milieu de tant de ruines, Montluçon dut réellement au bon duc de connaître une période de richesse et d'éclat.

La guerre devait obliger Louis II à intervenir soit directement, soit par ses gens de Montluçon.

En 1369, les hostilités, un instant suspendues en France par le traité de Brétigny (1360), avaient repris avec une âpreté nouvelle. — Les traités n'empêchent pas toujours, hélas ! le retour des guerres ! — Charles V avait rappelé Du Guesclin d'Espagne, et de leur côté, les Anglais, que les conventions de Brétigny avaient mis en possession du Poitou et du Limousin, se préparèrent à envahir les provinces voisines.

Les plaines plantureuses de la Limagne, qu'un relief puissant du côté de l'ouest mettait en quelque sorte à l'abri des bandes anglaises de Guyenne, ne semblaient vulnérables que par la trouée du Bourbonnais. Montluçon se trouvait plus que jamais transformé en une *marche* très exposée et visitée fréquemment par « des coureurs d'aventures qu'attirait la riche Auvergne » (1). Menacé vers le sud par les troupes anglaises de Guyenne, Montluçon l'était encore du côté de l'ouest et du nord par les bandes formées dans le Poitou, et qui, venues à travers le Bas-Berry, dévastaient tout sur leur passage (2). Le Bourbonnais fut occupé en partie jusqu'en 1373 (3) et, pour en délivrer le pays, il fallut la guerre sans merci que Louis II, revenu définitivement d'Angleterre, fit aux Anglais ou aux ramassis d'aventuriers qui les suivaient ou qui travaillaient pour leur compte.

Parmi les coups de mains qui se succédaient de tous les côtés, tentés par les Anglais contre des places bourbonnaises, et dont l'issue intéresse la région montluçonnaise, il convient de rappeler l'épisode du siège de Belleperche.

« le chastel de Hériçon... celui de Montluçon ». Nous verrons plus loin que si un *castrum* existait déjà à Montluçon, Louis II peut du moins être regardé comme le véritable constructeur du château actuel.

(1) 81, 42.

(2) Cf. M. Emile CHÉNON : *Histoire de Sainte-Sévère en Berry*, Paris, L. Larose, 1888, chap. IV, qui cite FROISSART : *Histoire et Chronique*, édit. par Denis Sauvage, Lyon, 1569, vol. I, ch. 260. — 60, nouvelle édition, II, 420. — 82, 11, 389-39.

(3) Voir dans l'*Histoire de Bertrand Duguesclin*, par M. Siméon Luce, la

Pendant l'hiver de 1369 à 1370 (1), Ysabelle de Valois, la mère de notre duc et de la reine de France, se trouvant dans le château fort de Belleperche, au nord de Moulins, une centaine de reîtres anglais l'apprirent (2) et s'emparèrent du château et de la duchesse comme d'une proie autant précieuse que facile. Louis en fut informé, revint aussitôt en Bourbonnais, et ayant rassemblé une nombreuse troupe, mit le siège devant la place. Une armée anglaise, commandée par le comte de Buckingham, étant accourue en renfort, arriva au secours des assiégés. Mais les « grosses arbalètes de Chantelle » et la valeur de la troupe française firent si bien merveille, que les Anglais, emmenant la duchesse captive, décampèrent pendant une nuit.

« Les Anglois, ajoute le chroniqueur, se delougèrent et allèrent bien dix lieux eulx lougier, pour tirer vers Montluçon (3). » Louis II ordonna de les poursuivre tandis qu'il se « retrahiroit à Molins ». Ce que firent ses chevaliers « et par la fort neige que a donc faisoit, on trouvoit les Anglois esparpillés par le pais, desquels on en tuoit tant que on en atteignoit. Et tirèrent les Anglois à Montluçon qui pour lors estoit près [du parti] de Guyenne : et en un villaige (4) près de Montluçon estoit loughié ung de leurs capitaines appelé le grant David Olegreve, qui estoit l'ung des grans hommes que on peust veoir et des orgueilleux, et portoit deux espées, une seinte, et l'autre à l'arçon de la selle. Si allèrent férir, à une aube de jour, le mareschal de Sancerre et les gens du duc de Bourbon a son loughis, et fut le loughis des troussés, et mors quant qu'il y ot d'Anglois, et qui bien estoient trois cens hommes d'armes : et là mesme fut mort le capitaine, le grant David, par la main du mareschal de Sancerre, et y ot une des belles destrousses que l'on oïst parler en ce temps-là et plus dommaigeable au pais de Guyenne. Et de six mille combatans que estoient les Anglois avec le comte de Boucquinquam, ils en perdirent bien trois mille à venir à Belleperche, selon que ont depuis rapporté Pocqueron et le Borgne Foulcault, qui lors estoient Anglois... »

table des lieux occupés dans le Bourbonnais par les compagnies anglo-navarraises — et Cf. abbé Ph. Dumont, ouv. cité, p. 106.

(1) Lire dans la *Chronique* (29, chap. xxix, p. 80-86), le pittoresque récit de cet événement : « Comment le duc Loys de Bourbon recouvra Belleperche, et comment le comte de Boucquinquam s'en partit, et puis retourna ; et comment le grant David fut mort. »

(2) Ce fut surtout trois écuyers anglais : Ortingo, Bernard de Wiste et Bernard de la Salle, « hardis et aperts hommes d'armes et moult grans adviseurs et eschelleurs de forteresses », qui, se préparant à faire le siège de Sainte-Sévère, sur les marches du Limousin, avaient dépêché des espions dans les environs et, par eux, avaient su que le château de Belleperche, où résidait Isabeau de Valois, était à peine gardé et que la « bonne dame estoit là, seule entre ses gens ». (Cf. M. Emile CHÉNON, ouv. cité, d'après *Histoire et Chronique* de Froissart, I, ch. 266, p. 367.)

(3) 29, 84.

(4) Sans doute Argenty, car le fait rapporté ici semble avoir donné lieu à l'institution du *Chevaufug* qui se rendait traditionnellement chaque année à Argenty pour commémorer l'événement. Cf. 18, 180, n° 116-118 — 29, 85.

L'affaire de Belleperche était à peine terminée que Louis II, avec le connétable et le maréchal de Sancerre, marchèrent vers le Berry pour reprendre Sainte-Sévère aux Anglais (1).

Ceux-ci s'étaient installés à Sainte-Sévère en 1369. Le duc de Berry, Jean, frère du roi, à qui ce dernier venait de rendre le comté de Poitou, ayant à cœur de reprendre son apanage, s'unit au duc Louis de Bourbon, qui, lui, avait à venger l'injure faite à sa mère et le siège de Belleperche, sans parler ici de l'intérêt national qu'il avait tant à cœur. Les deux ducs, suivant le récit de Froissart, s'étaient entendus pour se rendre ensemble « a grand' foison de gens d'armes d'Auvergne, de Berry et de Bourgogne », mettre fin aux pillages organisés des Anglais en reprenant Sainte-Sévère (2), et dégager ensuite le Poitou (3).

Louis II « au courage hardy » rejoignit ses hommes d'armes sur les marches du Berry et de Montluçon » (4), et se dirigea vers Sainte-Sévère, accompagné de Louis de Sancerre, de Du Guesclin, que le roi avait nommé connétable (oct. 1370), et de nombreux et brillants capitaines, « à la tête de trois mille hommes d'armes et de huit cens arbalestiers génois ». Le siège, commencé en 1372, se poursuivit avec des alternatives et des aventures « dont les chroniqueurs et les trouvères, amoureux de nobles aventures et de beaux faits d'armes, ont laissé de longs récits, mêlant la légende à l'histoire » (5). Il prit fin la même année. Malgré une courageuse défense, la ville fut prise d'assaut ; les princes mêmes montèrent à l'échelle comme les autres.

Le bon duc de Berry n'aloit point reculant
Et le duc de Bourbon, il aloit bien avant (6)...

Si avant même que Du Guesclin, qui avait pour notre duc une

(1) Cf. 29, XII, p. 31-35, etc. — M. Emile CHÉNON, *Histoire de Sainte-Sévère*, ouv. cité, p. 62 à 82. L'érudit auteur consacre tout le chapitre IV à cette phase de la guerre de Cent Ans en Berry, en s'appuyant sur les plus sérieuses références qui servent à dater d'une façon définitive tous ces événements.

(2) Froissart, ouv. cité, I, ch. 308, p. 424.

(3) 29, 31, 32.

(4) *Id.*, 32.

(5) Cf. Emile CHÉNON, ouv. cité, p. 65.

(6) Cuvelier, cité par M. Emile Chénon, 76.

affection aussi vive qu'elle était partagée, le blâma plusieurs fois de sa témérité. Louis II acheva cette campagne par la reprise des forteresses du Poitou.

La dernière fois que Montluçon souffrit de la guerre anglaise fut lors de la chevauchée du duc de Lancastre. En 1373, le duc débarquait à Calais, avec 30.000 hommes. Il ravagea d'abord la Picardie, puis rebroussa chemin à Plancy (Aube), devant les défenses que Louis II avait dressées et qu'on a appelées, suivant la pittoresque expression de Châteaumorand « la barrière amoureuse » ; assiégea vainement Troyes ; battit en retraite sur la Loire, qu'il franchit à Marcigny, et envahit le Bourbonnais (1). Après une attaque infructueuse de Souvigny, Lancastre se dirigea sur l'Auvergne, non sans ravager Saint-Pourçain. Les Français, sous les ordres de Louis II et du duc de Bourgogne, poursuivirent l'ennemi à Aigueperse, qui, après le 10 novembre, revint à Montluçon. Le 15 novembre, l'évacuation du Bourbonnais était définitive ; les troupes françaises furent licenciées, et le duc de Bourbon « put travailler à réparer les ravages de cette longue occupation ».

Le bon duc, entre chaque campagne, relevait les ruines de ses châteaux et comblait de ses bienfaits monastères et paroisses.

De 1378 à 1408 il fonda et organisa le chapitre collégial de Notre-Dame, à Moulins, et multiplia ses fondations pieuses (2).

Il mettait la dernière main, en 1410, à l'établissement du couvent des Célestins de Vichy, où il se proposait de terminer ses jours, dans la solitude et les exercices de piété, quand son patriotisme et son caractère chevaleresque le rejetèrent une dernière fois dans le feu des combats. Prévenu que Jean sans Peur a rassemblé une armée contre les princes d'Orléans qui appellent à leur secours sa toujours vaillante épée, Louis II n'hésite pas (3). Il part au secours de ses neveux d'Orléans : « Puis que je vois que c'est à certes que

(1) Cf. 29, ch. xx, p. 54. « Comment Anglois chevauchèrent par Bourbonnais » ; — 3, III, 241-244. — Dans le *Courrier de l'Allier*, octobre 1911, article de M. Géraud Lavergne sur « la guerre anglaise en Bourbonnais ».

(2) Cf. *Le Chapitre collégial de Notre-Dame de Moulins*, ouv. cité. M. l'abbé Dumont mentionne parmi les fondations du duc celles de messes annuelles au prieuré de Saulx, près Montluçon, le 3 mars 1398 ; de trois grand'messes annuelles dans le même prieuré, le 1^{er} août 1409 (p. 96-7)...

(3) 59, 11, 99-100.



Fig. 8. — Mort du "bon duc" Louis II à Montluçon, en 1310.

(Miniature calquée par M. QUEYROY,
dans le ms. de la *Chronique*, du Musée impérial de Saint-Petersbourg.)

l'on veult destruire mes nepveux, si voue et promects à Dieu, que, tant comme j'auroi vie, je mettrai corps avoir et pouvoir a desrainier les querelles de mes nepveux et me desclare être de leur partie » (1).

Il manda « ses hommes d'armes à Montluçon, où il estoit, qui se esbattoit à la chasse, en les actendant, pour les mener avec ses alliés à la guerre » (2).

Hélas ! le bon duc ne put mettre ses projets à exécution, car « après la solempnité de Nostre-Dame de mi-aoust, que le duc avoit solempnisée en grant dévociion, il se sentit agrégier, et congnoissant la fin de ses jours approcher, loua Dieu dévotement, en le regrant de sa voulonté, qu'estoit telle de l'appeler ». Louis II expira le mardi 19 août 1410, et son corps fut transporté à Souvigny pour y être descendu dans le magnifique caveau qu'il avait fait élever dans la chapelle dite Vieille, tandis que « estoient les gens à grans tourbes, regretans leur seigneur, plourans et crians si hault que les voix en résonnoient bien loing, et disoient : « Ah ! ah ! mort, tu « nous as osté a ce jour nostre soubstènement, celui qui nous gar- « doit et défendoit de toutes oppresseures »...

A ce noble et magnifique prince succéda un fils indigne, Jean I^{er}, né en mars 1380, mort en janvier 1433 à Londres, où il était prisonnier depuis la bataille d'Azincourt, « vaincu par sa captivité, s'engageant à livrer ses places fortes au roi d'Angleterre, et le reconnaissant pour son souverain légitime » (3).

Charles I^{er} (1434-1456), fils de Jean I^{er}, fut lui aussi un prince médiocre, et sa vie ne nous donne pas une haute idée de son esprit politique, de sa bravoure, « ni de ses vertus privées » (4).

(1) 29, 311.

(2) 29, 313. Il faut lire dans le texte même de la *Chronique* tout le chapitre xcvi (p. 313-316) consacré aux derniers moments de ce prince, véritable descendant de saint Louis par sa piété et sa vaillance.

(3) 81, 45-46. M. Rayeur souligne les conséquences malheureuses du contrat de mariage de Jean I^{er} avec la fille du duc de Berry, le 27 mai 1400, qui transformait le Bourbonnais en terre d'apanage, en le faisant rentrer dans le domaine de la couronne, au cas où la postérité « masculine » de Jean de Bourbon et de Marie de Berry viendrait à faire défaut...

(4) 81, 46. — Il est juste cependant, pour la mémoire de ce duc, d'observer qu'on trouve dans ses ordonnances certains actes de charité. C'est ainsi qu'il décida, le 20 mai 1450, à Montluçon, « que quinze pauvres femmes ne pouvant gagner leur vie, recevront de la part du duc Charles, une fois l'an, des aumônes de pain et de vin, au château de Clermont en Beauvoisis, sur

C'est sous ce prince que les armoiries ducales furent modifiées (1).

Son fils Jean II (1426-1488), dit « le fléau des Anglais », nous rappelle au contraire le bon duc Louis II, par sa bravoure qui contribua pour une grande part au succès de la victoire de Formigny, et lui mérita les faveurs de Charles VIII. Après les luttes de la Ligue du Bien public. Louis XI n'eut pas de plus fidèle allié. Il s'occupa de mettre en bon état de défense les villes de son duché, et nous avons divers mandements de lui concernant les fortifications de Montluçon (2).



Fig. 9. — Armoiries des ducs de Bourbon depuis Charles I^{er}.

Nous ne retiendrons pas ici le nom de son frère et successeur, le cardinal Charles de Bourbon, qui ne fut duc de Bourbon que pendant l'espace d'un mois, en 1488, et mourut archevêque de Lyon cette même année.

Leur frère, Pierre II (1439-1503) et particulièrement la femme de ce duc, Anne de France, fille de Louis XI, ont laissé en Bourbonnais de grands souvenirs, en ajoutant encore à la puissance territoriale de leur beau domaine. Montluçon fut souvent l'objet de leur sollicitude (3).

Après eux, la ville ne joua plus de rôles ni militaire ni politique. Anne de France perdit sa fille Suzanne, le 28 avril 1521, et mourut

le pont du château de Moulins, en la cour du château de Montluçon, et en la cour de l'hôtel de Souvigny »... « La charité ne couvre-t-elle pas la multitude des péchés » !...

(1) On avait prétendu que ce fut Jean I^{er} qui avait, le premier, réduit à trois le nombre des fleurs de lys de l'écusson ducal, « à l'imitation du roi Charles VI ». On sait que cette dernière affirmation est une erreur, car on trouve, même en 1287, un sceau de Philippe-le-Bel avec trois fleurs de lys ; celui de Charles V offre la même modification. Cf. 85, 12, 14.

Charles I^{er} se conforma d'abord aux anciens usages de sa maison, mais il adopta la réduction des fleurs de lys à trois au moins dès 1439, puisqu'une charte de cette date porte ainsi modifié le blason ducal dans son sceau et son contre-sceau. Cf. 59, II, 156, 159, 176, notes ; III, 33.

(2) Cf. ADA, EAA.

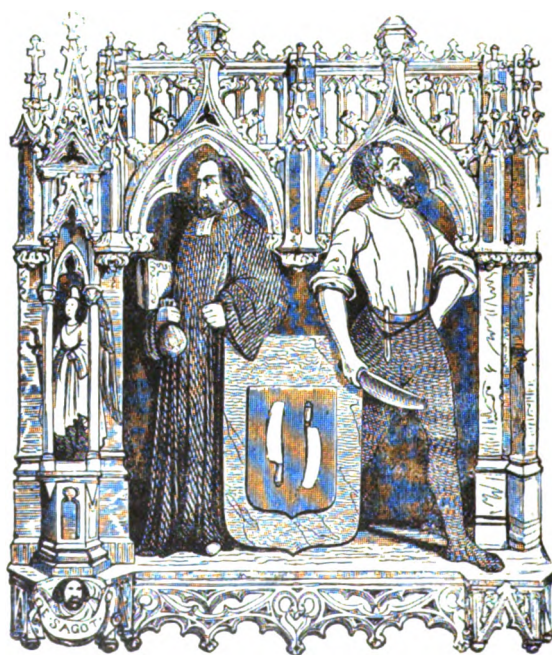
(3) Cf. ADA Ecc 1506, mandement d'Anne de France... Err, Ew, etc.

à son tour l'année suivante, à Chantelle, le 14 novembre 1522, laissant son gendre, le trop fameux connétable de Bourbon, aux prises avec la persécution haineuse et intéressée de Louis de Savoie, aux tracasseries indignes de François I^{er}, s'égarer jusqu'à la défection, pour ne pas dire la trahison vis-à-vis de sa patrie, et à la fin d'un chef vulgaire révolté de lansquenets, dans l'assaut impie de la Ville éternelle, livrée au brigandage et aux assassinats.

Montluçon partagea le sort du Bourbonnais confisqué et réuni dès lors au domaine de la couronne de France, servant d'abord de complément de douaire aux reines-mères, jusqu'à ce qu'en 1661, par échange avec la terre d'Albret, il passa sous l'autorité des princes de Condé, qui en conservèrent l'usufruit jusqu'à la Révolution.

(A suivre.)

CHANOINE J. CLÉMENT.





LE 58^e CONGRÈS DES SOCIÉTÉS SAVANTES

(PARIS, AVRIL 1925)

Il nous a paru utile, malgré leur longueur et en raison de leur intérêt, de donner aux membres de la Société d'Emulation les conditions d'admission au 58^e Congrès des Sociétés Savantes de Paris et des Départements, ainsi que le programme détaillé des questions inscrites à l'ordre du jour et sur lesquelles chaque membre des Sociétés Savantes de Province peut envoyer un rapport ou des communications, fruit de ses recherches personnelles et de ses études particulières :

Le 58^e Congrès des Sociétés savantes de Paris et des départements s'ouvrira à la Sorbonne, le mardi 14 avril 1925, à 2 heures. Les journées des mardi 14, mercredi 15, jeudi 16 et vendredi 17 avril seront consacrées aux travaux du Congrès. M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts présidera la séance générale de clôture, le samedi 18 avril, à 2 heures.

COMMUNICATIONS FAITES AU CONGRÈS. — Les manuscrits, entièrement terminés, lisiblement écrits *sur le recto*, accompagnés des dessins, cartes, croquis, etc. nécessaires et portant le nom et l'adresse de l'auteur, devront être adressés, *avant le 10 février 1925, au 2^e Bureau de la Direction de l'Enseignement supérieur*. Il ne pourra être tenu compte des envois parvenus postérieurement à cette date.

En vue de la publication au *Journal officiel* des procès-verbaux des séances du Congrès, un résumé succinct de chaque communication devra être joint au manuscrit.

Il est laissé aux congressistes toute latitude dans le choix des

sujets traités, qu'ils aient ou non un lien avec le *Programme* ci-joint, dressé par le Comité des travaux historiques et scientifiques. Toutefois l'inscription à l'ordre du jour du Congrès des communications présentées sera subordonnée à l'approbation dudit Comité.

Ces prescriptions ne restreignent pas le droit, pour chaque congressiste, de demander la parole sur les questions du programme.

CONDITIONS DE PARTICIPATION AU CONGRÈS. — Les personnes désireuses de prendre part aux travaux du Congrès recevront, sur demande adressée, *avant le 20 mars*, à M. le Ministre — 2^e Bureau de la Direction de l'Enseignement supérieur, — une carte de congressiste donnant accès dans les salles des séances.

En ce qui concerne les réductions que les diverses Compagnies de chemins de fer consentaient autrefois, sur les tarifs normaux, aux délégués des Sociétés savantes et qu'elles se sont vues obligées de supprimer depuis les hostilités, elles seront l'objet d'une circulaire spéciale dans le cas où il paraîtrait possible aux Compagnies de les rétablir en vue du Congrès de Paris.



PROGRAMME

*arrêté par le Comité des travaux historiques et scientifiques
en vue du Congrès des Sociétés savantes à Paris en 1925.*

SECTION DE PHILOGIE ET D'HISTOIRE

(JUSQU'À 1715)

1^o Indiquer les manuscrits exécutés au moyen âge dans un établissement ou dans un groupe d'établissements d'une région déterminée.

Rechercher les particularités d'écriture et d'enluminure qui caractérisent ces manuscrits, et en présenter des reproductions photographiques.

2^o Signaler et étudier les authentiques de reliques conservées dans les trésors de diverses églises.

3^o Signaler les cartulaires, les obituaires et les pouillés conservés en dehors des dépôts publics.

4^o Signaler les polyptiques, terriers, censiers et comptes de trésoreries conservés en dehors des dépôts publics.

5° Critiquer les actes apocryphes ou interpolés, publiés ou inédits. Rechercher la date et les motifs des fraudes de ce genre.

6° Dresser le catalogue des plus anciens documents d'archives écrits en langue vulgaire dans un département de la France.

7° Etablir et justifier la chronologie des fonctionnaires ou dignitaires, civils ou ecclésiastiques, dont il n'existe pas de listes suffisamment exactes.

[Les documents financiers peuvent en particulier être utilement consultés.]

8° Signaler dans les archives et dans les bibliothèques les pièces manuscrites ou les imprimés rares qui contiennent des textes inédits ou peu connus de chartes de communes ou de coutumes.

[Joindre au texte du document une courte notice indiquant la date certaine ou probable de la charte, les circonstances dans lesquelles elle a été rédigée, les dispositions qui la différencient des textes analogues de la même région, les noms modernes et la situation des localités mentionnées, etc.]

9° Dresser, en prenant provisoirement le département pour cadre topographique, la liste des juridictions laïques et ecclésiastiques qui ont existé sous l'ancien régime.

[On indiquera le nom et qualité du justicier, le ressort, la compétence et le lieu siège de la justice, la juridiction d'appel.]

10° Etudier d'après les documents de la pratique (archives notariales et judiciaires) le développement du droit français après la rédaction des coutumes.

11° Etudier l'histoire des juridictions consulaires depuis le xvi^e siècle.

12° Signaler les anciennes archives privées conservées dans les familles, indiquer les principales publications dont elles ont été l'objet et, autant que possible, les fonds dont elles se composent.

[On signalera tout particulièrement les livres de raison.]

13° Etudier l'administration et les finances d'une localité sous l'ancien régime. Définir les fonctions des officiers municipaux et déterminer le mode d'élection, la durée des fonctions, le traitement ou les privilèges qui y étaient attachés. Indiquer le rôle des assemblées d'habitants.

[On utilisera tout spécialement les délibérations constituées en collections ou insérées dans les registres de notaires, ainsi que les comptes communaux.]

14° Signaler, pour les XIII^e, XIV^e et XV^e siècles, les listes de vassaux, ou les états de fiefs mouvant d'une seigneurie ou d'une église quelconque; indiquer le profit qu'on peut en tirer pour l'histoire féodale et pour la géographie historique.

15° Etudier les terriers et autres documents qui font connaître le morcellement de la propriété rurale dans une province à la fin du moyen âge.

16° Rechercher dans quelles circonstances de grandes propriétés se sont constituées en France à partir du XVI^e siècle.

17° Rechercher, pour une région déterminée, les phénomènes météorologiques anormaux, hivers rigoureux, inondations, sécheresses, orages, tremblements de terre, etc., signalés anciennement dans les chroniques locales, livres de raison, registres de délibérations de corps municipaux, registres paroissiaux, correspondance des intendants, journaux, etc.

18° Dresser des listes, par diocèses, des synodes et des ordonnances épiscopales antérieures à la Révolution.

19° Etudier l'administration temporelle d'une paroisse sous l'ancien régime (marguilliers, fabriciens, etc.).

20° Chercher, pour une région, dans les délibérations communales et les comptes communaux, les mentions relatives à l'instruction publique : subventions, nominations, listes de régents, matières et objet de l'enseignement, méthodes employées.

21° Signaler les feuillets d'anciens manuscrits ou d'anciens imprimés qui ont été découpés et ont été employés dans les reliures, ou sont conservés, comme objets d'art et de curiosité, dans les collections particulières et les musées.

22° Signaler et décrire sommairement les livrets connus sous le nom d'*Album amicorum*.

23° Etudier, dans une région, la fabrication et le commerce du papier, et rechercher les anciens documents relatifs aux différentes fabriques de papier.

24° Origines et histoire des anciens ateliers typographiques en France. [Faire connaître les pièces d'archives, les **mentions** historiques et les anciens imprimés qui peuvent jeter un jour nouveau sur la date de l'établissement de l'imprimerie dans une localité, sur les migrations des premiers typographes et sur les productions sorties de chaque atelier. Signaler les parties de matériel ancien, antérieures au XIX^e siècle conservées encore dans les imprimeries et les collections publiques ou privées. Dresser le catalogue descriptif des premiers livres imprimés dans une localité.]

25° Donner des renseignements sur les livres liturgiques (bréviaires, missels, antiphonaires, diurnaux, manuels, processionnaires, etc.), imprimés avant le XIX^e siècle, à l'usage d'un diocèse, d'une église ou d'un ordre religieux.

26° Etudier, dans une région, les documents qui peuvent servir à l'histoire de la presse sous l'ancien régime (fraudes, contrefaçons fran-

çaises ou étrangères, impressions clandestines, imprimeries domestiques, etc.).

27° Recueillir les renseignements qui peuvent jeter de la lumière sur l'état du théâtre dans une région, sur la production dramatique ainsi que sur la vie des comédiens depuis la Renaissance.

28° Etudier la vie littéraire dans une ville ou une région de la France antérieurement au XVIII^e siècle.

29° Rechercher, pour une région déterminée, dans les inventaires et autres documents, l'estimation et les prix courants des objets usuels en monnaie du pays.

30° Relever dans une localité, spécialement d'après les documents d'archives, les termes techniques relatifs à l'exercice des métiers, et en particulier les termes relatifs à l'agriculture ou aux industries locales.

[On ne se contentera pas, pour cette étude, de généralités; elle devra être poussée jusque dans le détail. C'est ainsi, par exemple, qu'on pourra relever les noms de tous les objets, meubles et outils qui se trouvent dans une maison de paysan, en définissant exactement chacun des mots qui les désignent et, au besoin, en accompagnant cette description d'une figure précise.]

31° Relever les noms de personnes (noms et surnoms) d'une région déterminée.

SECTION D'ARCHEOLOGIE

Le Comité examinera très volontiers les propositions qui pourraient être faites de joindre, à titre d'illustration, des projections à la lecture de certains mémoires et à l'exposé de certaines communications. Mais il est indispensable que, dans ce cas, une épreuve des clichés proposés lui parvienne en même temps que le mémoire manuscrit.

I. ARCHÉOLOGIE PRÉROMAINE.

1° Rechercher et signaler les gravures et peintures préhistoriques sur les parois des grottes, les rochers isolés ou les dolmens, ainsi que les nouvelles découvertes de statues-menhirs. Accompagner ces études de moulages ou d'estampages.

2° Etudier la construction des dolmens, en déterminer les diverses variétés et signaler les vestiges de constructions antiques autour des dolmens.

3° Décrire les divers aspects de l'industrie paléolithique et néolithique dans une région déterminée.

4° Etudier dans chaque département les sépultures préromaines en décrivant systématiquement leur mobilier funéraire.

5° Indiquer et décrire les trésors de monnaies gauloises.

6° Signaler les monnaies gauloises que l'on recueille habituellement dispersées sur le sol dans une région nettement délimitée.

7° Signaler les découvertes d'antiquités grecques sur le sol de la France.

II. ARCHÉOLOGIE ROMAINE.

8° Dresser, pour une région déterminée ou le territoire d'une ville, une carte indiquant les monuments et les vestiges de monuments gallo-romains détruits ou conservés.

9° Etudier les divinités indigènes d'après les monuments figurés et les monuments épigraphiques. Signaler ceux de ces monuments qui seraient encore inédits ou imparfaitement publiés.

10° Etudier les monuments figurés, votifs ou funéraires, concernant l'industrie ou le commerce.

11° Décrire les mosaïques antiques non relevées jusqu'à présent en France et en Afrique. Rechercher et étudier les anciens dessins conservés dans les collections publiques ou particulières et qui reproduisent des mosaïques aujourd'hui détruites.

12° Signaler les peintures antiques découvertes en Gaule, les dessins ou les aquarelles qui les reproduisent.

13° Rechercher les centres de fabrication de la céramique en Gaule et en Afrique aux époques romaine et préromaine.

14° Décrire les pièces de verrerie antique les plus importantes conservées dans les musées ou les collections particulières de la France et de l'Afrique; en indiquer la provenance, relever les inscriptions qu'elles portent.

15° Etudier les pierres gravées enchâssées dans les pièces d'orfèvrerie anciennes; en faire connaître les sujets, les inscriptions, les dimensions et la matière. Accompagner ces études d'empreintes, de préférence à des dessins.

16° Décrire et classer les plombs monétiformes portant des sujets figurés ou des inscriptions; en indiquer la provenance.

17° Signaler les documents d'archives, les manuscrits anciens ou la correspondance des antiquaires des derniers siècles qui relatent une trouvaille ou peuvent servir à établir l'âge ou l'histoire d'un monument archéologique déterminé.

18° Décrire les monuments grecs qui se trouvent dans les musées publics et dans les collections privées; en préciser la provenance.

[Un grand nombre de nos musées provinciaux et quelques collections particulières renferment des inscriptions, des bas-reliefs, des vases peints, des terres cuites que des voyageurs ou des marins ont rapportés des pays helléniques: il serait très utile de faire connaître ces monuments.]

19° Rechercher le tracé des voies romaines; en étudier la construction; signaler les bornes milliaires inédites.

20° Etudier les anciennes enceintes romaines tant au point de vue de la construction qu'au point de vue du tracé.

21° Signaler les restes des anciennes *villae* des époques romaine et franque.

III. ARCHÉOLOGIE DU MOYEN-ÂGE

22° Donner, avec plans et dessins à l'appui, la description d'un édifice réputé antérieur à la période romane.

23° Présenter la monographie d'une église du moyen âge.

24° Signaler les monuments chrétiens antérieurs au XI^e siècle; rechercher en particulier les inscriptions, les sculptures, les mosaïques, les verres gravés, les objets d'orfèvrerie et les pierres gravées.

25° Etudier les caractères qui distinguent les diverses écoles d'architecture religieuse à l'époque romane, en s'attachant à mettre en relief les éléments constitutifs des monuments (plans, voûtes, etc.).

26° Etudier l'iconographie des chapiteaux d'une église romane.

27° Rechercher, dans une contrée déterminée, les monuments de l'architecture militaire aux diverses époques du moyen âge; signaler les documents qui peuvent servir à en fixer la date; accompagner les communications de dessins et de plans.

28° Signaler dans une région ou une ville déterminée et décrire les différents types de maisons antérieures au XVII^e siècle, en particulier les maisons de bois.

29° Etudier les monnaies féodales de la France, surtout à l'aide des documents d'archives; faire connaître ceux de ces documents qui seraient inédits et les commenter.

30° Décrire les sceaux conservés dans les archives publiques ou privées; accompagner cette description de moulages ou, au moins, de photographies.

31° Signaler, dans chaque région de la France, les centres de fabrication de l'orfèvrerie pendant le moyen âge; indiquer les caractères et tout spécialement les marques et poinçons qui permettent d'en distinguer les produits.

32° Décrire et photographier les anciens tissus, quelle qu'en soit l'origine, conservés dans les églises, les musées ou les collections particulières.

33° Recueillir les documents écrits ou les monuments figurés intéressant l'histoire du costume dans une région déterminée.

34° Signaler les carrelages de terre vernissée, les documents concernant leur fabrication, et fournir les calques des sujets représentés et de leurs inscriptions.

35° Etudier, dans une localité déterminée, les caractères et l'évolution de la poterie commune depuis l'époque mérovingienne jusqu'au xvii^e siècle.

36° Faire, par ancien diocèse, par ville ou par édifice, le recueil des pierres tombales et des inscriptions, publiées ou non ; accompagner ce recueil, autant que possible, d'estampages ou de dessins.

37° Explorer et étudier méthodiquement les souterrains-refuges dans une région déterminée ; dresser l'inventaire du mobilier recueilli ; donner le plan des parties conservées.

38° Rechercher et commenter les documents d'archives concernant les constructions, le mobilier et les collections artistiques des anciens châteaux de France.

IV. ARCHÉOLOGIE ORIENTALE

39° Signaler dans les collections particulières et les musées de France les monuments se rapportant aux civilisations antiques de l'Orient, et spécialement les monuments de provenance africaine ou syrienne.

40° Signaler dans les collections publiques ou privées de la France et de l'Afrique du Nord les monnaies arabes inédites, les objets d'art musulmans, et en particulier les monuments céramiques provenant de nos possessions de l'Afrique du Nord et de la Syrie.

41° Signaler, décrire et photographier dans les collections publiques et privées de France les monuments (sculptures, peintures, vases, inscriptions, manuscrits, bronzes, sceaux, médailles, objets préhistoriques, etc.) provenant de l'Indochine.

SECTION DES SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES

1° Y a-t-il lieu d'organiser *la propriété scientifique*, c'est-à-dire d'accorder certains droits aux inventeurs de théories scientifiques, de principes théoriques, aux auteurs de découvertes de lois naturelles, lorsque d'autres personnes en trouvent des applications industrielles ? Quels devraient être ces droits ?

2° Etudier la théorie du domaine public payant en matière de propriété littéraire et artistique.

3° Quelles mesures pourraient contribuer à répandre l'assurance sur la vie parmi les ouvriers ?

4° Quelles causes nuisent en France à une plus grande diffusion des chèques ? Spécialement quelles modifications ou additions y aurait-il lieu d'apporter à la loi en vigueur pour favoriser cette diffusion ?

5° Etudier la crise de l'apprentissage et les remèdes qui peuvent être proposés.

- 6° Le problème monétaire et les moyens de le résoudre.
- 7° Etudier, dans une localité industrielle, les changements survenus depuis cent ans dans la condition générale des ouvriers ou dans celle d'une famille ouvrière.
- 8° Des appellations d'origine (produits agricoles et vinicoles).
- 9° Etudier, dans une ville ou dans une commune rurale, le taux des salaires de certaines industries depuis le milieu du XIX^e siècle.
- 10° Etudier, pour une ville déterminée, les causes diverses (géographiques, économiques ou autres) qui expliquent sa formation et son développement.
- 11° Exposer les transformations récemment introduites dans une région déterminée par l'utilisation industrielle de la houille blanche et de l'électricité.
- 12° De l'attribution d'un droit de vote plural à certaines actions: avantages, inconvénients, réglementation possible.
- 13° Etudier les causes des variations du cours du change.
- 14° Indiquer quelques causes qui peuvent influencer les cours des titres à revenu fixe et de ceux à revenu variable.
- 15° Du droit de réponse en matière de presse.

SECTION D'HISTOIRE MODERNE (DEPUIS 1715) ET D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

XVIII^e SIÈCLE

1° Etudier, dans une région déterminée (bailliage, élection) ou dans une paroisse ou un groupe de paroisses, les conditions dans lesquelles était pratiqué l'affermage des terres au XVIII^e siècle.

[On utilisera notamment les papiers seigneuriaux de la série E des archives départementales, les titres de propriété des établissements ecclésiastiques (séries G et H), les minutes de notaires.]

2° Rechercher, dans une paroisse ou un groupe de paroisses, s'il y a eu, au cours de la seconde moitié du XVIII^e siècle, tendance marquée soit au morcellement, soit à la concentration de la propriété foncière ou de l'exploitation du sol.

3° Etudier dans un dépôt d'archives un fonds d'amirauté et mettre en relief les documents intéressants soit pour l'histoire économique en général, soit pour l'histoire du commerce extérieur en particulier.

4° Etudier, d'après les catalogues imprimés ou manuscrits de bibliothèques privées et les inventaires après décès, la diffusion des livres dans une région déterminée de la France au XVIII^e siècle.

5° Rechercher quelle a été, dans le ressort d'un parlement autre

que celui de Paris, la répression de la propagande philosophique au XVIII^e siècle.

6° Faire l'histoire d'une académie ou d'une société littéraire provinciale en France au XVIII^e siècle, en montrant la relation de son activité aux grands mouvements d'idées, de sensibilité et de goût qui ont traversé la société française.

7° Etudier les documents (correspondances, journaux, relations de voyage, etc.), laissés par des particuliers obscurs qui sont conservés dans les bibliothèques et les archives locales et rassembler les indications qu'ils peuvent fournir sur la culture de la classe moyenne.

8° Etudier dans une région de la France l'activité philosophique et philanthropique de la franc-maçonnerie au XVIII^e siècle.

9° Etudier l'histoire de la gabelle dans une province (1715-1790).

Période révolutionnaire

10° Rechercher, pour une région de la France, dans les archives départementales ou communales, et analyser les documents relatifs à la perception de la dime ecclésiastique sous la Révolution, pendant la période où cette redevance, abolie en principe le 4 août 1789, fut maintenue provisoirement, c'est-à-dire jusqu'au 1^{er} janvier 1791.

11° Recueillir dans la série L des archives départementales les rapports de caractère périodique, tels que les comptes décadaires, et montrer ce qu'ils contiennent d'intéressant pour l'histoire.

12° Etudier la fédération de 1790 dans un département.

13° Levée, composition et organisation d'un bataillon de volontaires dans un département.

14° Les fabrications de guerre dans un département sous la Terreur.

15° Etudier, dans un département, un district ou une commune, l'application du décret du 22 floréal an II qui ordonnait la formation d'un livre de la bienfaisance nationale.

16° Etudier, soit au point de vue de l'histoire politique, soit au point de vue de l'histoire économique, les délibérations d'une municipalité depuis 1790, jusqu'à l'application de la Constitution de l'an III.

17° Tracer l'histoire d'un comité de surveillance ou d'une société populaire pendant la Révolution.

Dix-neuvième siècle

18° Etudier les variations de l'esprit public dans un département sous le Consulat et l'Empire, notamment d'après les procès-verbaux d'opérations électorales.

19° Etudier l'occupation ennemie dans une ville, un arrondissement ou un département, lors de l'invasion de 1814-1815.

20° Etudier l'histoire religieuse d'un diocèse ou d'une ville pendant la Restauration.

21° Etudier l'organisation et le fonctionnement de la Cour prévôtale dans un département (1816-1817).

22° Rechercher les documents relatifs à l'histoire de l'enseignement primaire dans un département, un arrondissement, un canton ou une commune, depuis la loi du 11 floréal an x jusqu'à celle du 28 juin 1833, et mettre en lumière ceux qui offrent le plus d'intérêt.

[On pourra se borner à l'étude d'une des deux périodes : celle de l'Empire ou celle de la Restauration.

Les principaux textes législatifs sont : 1° la loi du 11 floréal an x et les décrets impériaux des 17 mars 1808 et 15 novembre 1811 ; 2° les ordonnances royales des 29 février 1816, 3 avril et 2 août 1820, 8 avril 1824, 21 avril 1828, 14 février et 16 octobre 1830. Voir ces textes et les circulaires ministérielles dans GRÉARD, *La législation de l'enseignement primaire en France*, tome I^{er}.

Les sources du sujet sont dans la série T des archives départementales (instruction publique), la correspondance préfectorale (série M), les délibérations du conseil général (série N), les séries D (délibérations du conseil municipal, arrêtés du maire, correspondance) et R (instruction publique) des archives communales, et dans les archives de l'inspection académique, lorsqu'elles n'ont pas été versées aux archives départementales.

On recueillera les renseignements sur les bâtiments scolaires, — sur le personnel des instituteurs laïques ou ecclésiastiques (capacité, moralité, relations avec les autorités locales et avec les familles, avec l'autorité académique, avec l'administration préfectorale, situation matérielle), — la fréquentation scolaire, — les méthodes pédagogiques (modes d'enseignement mutuel, simultané, etc., matières enseignées, livres en usage), — le rôle des comités cantonaux de surveillance et des comités d'arrondissement, — l'éducation des filles, etc.]

23° Tracer la biographie d'un représentant du peuple à la Constituante ou à la Législative sous la deuxième République.

24° Esquisser l'histoire d'un lycée ou d'un collège communal au XIX^e siècle jusqu'à la loi du 15 mars 1850.

25° Etudier l'application de la loi Falloux dans l'enseignement secondaire, jusqu'à la fin du ministère Fortoul.

26° Faire, pour la période antérieure au second Empire, la bibliographie raisonnée de la presse périodique (journaux et revues) pour un département, un arrondissement ou une ville.

27° Signaler d'après les archives d'un département les documents propres à faire connaître la résistance ou l'opposition au Coup d'Etat du 2 décembre 1851.

28° Etudier l'histoire religieuse d'un diocèse ou d'une ville sous le second Empire.

29° Faire l'histoire d'une grève sous le second Empire.

SECTION DES SCIENCES

1° Exposer les progrès récents de la science dans l'étude des mouvements tourbillonnaires.

2° Méthodes modernes dans la théorie des fonctions.

3° Etudes concernant la formation de catalogues strictement fondamentaux de positions stellaires.

4° Utilisation d'une série importante d'observations non encore publiées d'étoiles variables.

5° Appliquer un objectif photographique, à champ de 8 à 10 degrés, à la détermination des ascensions droites et des déclinaisons des étoiles d'un cliché du même ordre d'étendue que ce champ.

Comparer les résultats à ceux que donnerait sur la même région du ciel le rattachement de clichés ou fractions de clichés du catalogue photographique international qui couvriraient un carré de 6 degrés de côté.

6° Etudier une phase des efforts faits en France pour cesser d'être tributaire de l'étranger dans la construction des instruments d'optique et d'astronomie.

7° Etude métallographique des minerais opaques.

8° Etude des liquides anisotropes.

9° Etudes locales sur les orages, leur fréquence et les dégâts produits par la grêle.

10° Applications de la photographie et de la cinématographie aux études biologiques.

11° Recherches et observations sur la détermination artificielle des sexes et sur les causes naturelles qui paraissent la déterminer.

12° Flore et faune des estuaires.

13° La tuberculose et les moyens d'en diminuer la contagion.

14° Les méthodes de désinfection contre les maladies contagieuses et les résultats obtenus dans les villes, les campagnes, les navires et les établissements où la désinfection des locaux habités est pratiquée.

15° Adduction des eaux dans les villes. — Etudes sur la pollution des nappes souterraines. — Des égouts dans les grandes villes.

16° Collecte, enlèvement et destruction des ordures ménagères.

17° Puériculture. — Modes d'élevage des enfants en élevage mercenaire. — Statistiques et quotients de mortalité.

18° Hygiène de l'enfant à l'école.

SECTION DE GÉOGRAPHIE

1° Signaler les documents géographiques manuscrits les plus intéressants (textes et cartes) qui se trouvent dans les bibliothèques publiques et les archives des départements, des communes ou des ports, et les archives particulières.

2° Dresser le catalogue raisonné des cartes locales anciennes, manuscrites et imprimées : cartes de généralités, de diocèses, de provinces, plans et vues de villes, etc.

3° Déterminer l'étendue d'un ou plusieurs « pays » d'une région française, en s'appuyant sur l'étude physique, sur les documents écrits et sur l'usage local.

4° Rechercher les formes réelles des noms de lieux et les comparer à leurs orthographes officielles (cadastre, carte d'état-major, dictionnaire des postes, cachets de mairie, etc.).

[On s'attachera à la reconstitution des formes et non pas à la recherche des étymologies.]

5° Déterminer les limites et dresser des cartes des anciennes circonscriptions ecclésiastiques, féodales, administratives, etc., sous l'ancien régime.

6° Indiquer la répartition et l'extension géographique (en dresser la carte) de termes du glossaire toponymique français. (Exemples : puy, dive, couse, nant, etc.).

7° Modifications anciennes et actuelles des côtes. — Cordons littoraux, bancs, etc. — Formation des dunes et des étangs. — Landes, forêts sous-marines, etc.

8° Tracer les limites comparatives d'une forêt en France, aux différentes époques. — Déboisements et reboisements.

9° Étudier la situation, le site et le développement historique d'une localité française.

[S'attacher plus spécialement aux localités du bassin parisien.]

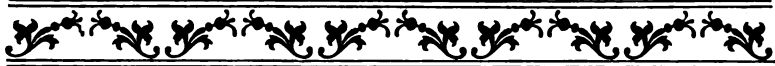
10° Étudier le rôle des éléments de populations étrangères dans la vie matérielle, politique ou morale d'une cité française. Rechercher en particulier l'origine des noms de rues dus à ces éléments (rues des Lombards, des Juifs).

11° Causes du tracé des cours d'eau ; variations, captures.

12° Voies anciennes de la France (routes militaires, routes commerciales, routes de pèlerinage, chemins sauniers et chemins de transhumance).

- 13° Biographies des anciens voyageurs et géographes français.
- 14° Documents inédits sur l'histoire des colonies françaises.
- 15° Missions et voyages de savants et agents diplomatiques ou consulaires français à l'étranger, antérieurement à la création des *Archives des missions scientifiques et littéraires* (1849).
- 16° Documents relatifs aux variations des glaciers dans les Alpes et les Pyrénées.
- 17° Répartition des forces hydrauliques dans une région de la France.
- 18° Déterminer et limiter, si possible, une région.
[La région idéale doit être un compromis équitable de tous ses éléments caractéristiques: ethniques, linguistiques, historiques, économiques, administratifs, politiques, intellectuels, etc.]
- 19° Signaler et étudier les conventions politiques ou scientifiques internationales d'après lesquelles ont été fixées les limites géographiques des océans, des mers et des détroits.





UN POÈTE ET PROSATEUR

INDIVIS

ENTRE NIVERNAIS ET BOURBONNAIS

Le littérateur que le Nivernais et le Bourbonnais peuvent revendiquer en commun, est *Pierre Pierre de Frasnay*, écuyer, seigneur de Frasnay-le-Ravier, Neuvy-en-Barrois, etc., Conseiller du roi, Trésorier de France au Bureau des Finances de la Généralité de Moulins.

Le Nivernais peut à bon droit le revendiquer, parce que sa famille, aussi loin qu'on puisse remonter (xv^e siècle), se rencontre à Dienne et à Decize. De plus, Pierre de Frasnay était possessionné en Nivernais, enfin il est né à Nevers en 1676 et y mourut en 1753.

D'autre part, le Bourbonnais a quelques droits sur lui. Il fut en effet reçu Trésorier de France à Moulins, le 15 décembre 1701. au lieu de Jean Gaulmyn, seigneur de Lalye. Son frère, Jean-Jacques *Pierre de Saincy*, écuyer, seigneur de Saincy, Orvalet..., aussi Trésorier de France à Moulins, le 10 mai 1723, au lieu de son beau-père Jean Vauvrille. écuyer. seigneur des Vesvres. fonda une branche bien connue en Bourbonnais par sa richesse, ses alliances et ses malheurs pendant la Révolution. Cette branche a possédé en Bourbonnais, les fiefs et seigneuries de Saint-Pourçain-Malchère Orvalet, La Vallée (paroisse de Saint-Pourçain-Malchère), L'Etoile (paroisse d'Iseure). La Barre (paroisse de Château-sur-Allier), Paray, Briaille, La Pinsonne La Robine. Bonnefond (paroisse de Paray-sous-Briaille), Le Lonzat (paroisse du Lonzat), Bricadet, Toutifault (paroisse de Loriges), Les Chevennes (paroisse de Chapeau)(1).

(1) Par alliances, les Chevennes sont passés des Pierre de Saint-Cy, ou Saincy, aux Bravard d'Eyssat du Prat, puis aux Bourbon-Busset et sont maintenant aux mains du Comte et de la Comtesse Urbain de Rougé, cette dernière, née Sophie de Bourbon-Busset.

Ces *Pierre*, pourvus d'une charge anoblissante au deuxième degré, étaient nobles de fraîche date, par leur père, Pierre Pierre, écuyer, seigneur de Saincy, Frasnay-le-Ravier, etc., marié à Augustine-Guillemette Ferrand, lequel acquit la noblesse au premier degré par une charge de conseiller, secrétaire du roi, maison et couronne de France et de ses finances.

M. de Frasnay était intelligent, lettré, entreprenant. Près de son château de Neuvy les-Barrois, en Nivernais, il fonda une manufacture de faïences, qui fonctionna avec succès pendant un certain nombre d'années. Cette entreprise industrielle ne suffisait pas à occuper les loisirs que lui laissait sa charge de trésorier de France, aussi M. de Frasnay, d'ailleurs célibataire, cultivait les Muses. On connaît de lui des poésies et des articles en prose, publiés par le *Mercur de France*.

Enfin, son capital ouvrage fut : la *Mythologie ou Recueil de fables grecques, ésopiques et sybaritiques mises en vers*, édité à Paris, 1750, en 2 volumes in-12, ainsi que nous l'apprend Née de la Rochelle, dans ses *Mémoires sur le département de la Nièvre*, t. III, p. 174 (1).

T.

(1) Pour les Pierre de Frasnay, de Saincy et de Champrobert, en Nivernais et Bourbonnais, voir la *Collection des Gozis*, qui utilise à peu près toutes les sources relatives à cette famille. Voir aussi Arch. : *Allier E supplément*, les *Registres paroissiaux de Saint-Pierre-des-Ménestreaux*, à Moulins, l'*Inventaire de la série B des Archives de l'Allier*, p. 89, 98, 108, 211, 303, 368, 417. Enfin l'*Epigraphie héraldique du département de la Nièvre*, par le Comte de Sornay, et les bonnes feuilles du 2^e volume des *Fiefs du Bourbonnais*.



PAGES DU ROI

DE LA GRANDE ET PETITE ÉCURIE (1680-1761)

indiqués par leurs preuves comme étant du Bourbonnais

Un nombre respectable de preuves faites pour l'entrée aux Pages de la Grande et de la Petite Ecurie du Roi, existe encore à la Bibliothèque Nationale (Cabinet des Titres). Nous donnons ci-dessous la liste des pages que le catalogue de ces preuves indique comme étant du Bourbonnais.

On sait que les pages élevés dans la Grande et la Petite Ecurie du Roi, à Versailles, devaient, pour obtenir leur admission, prouver quatre degrés de noblesse paternelle. Beaucoup d'entre eux remontaient la généalogie de leur famille à des degrés plus éloignés. Ces preuves renferment donc des renseignements fort utiles pour l'histoire de certaines familles anciennes de notre province. Les preuves en question échelonnées de 1680 à 1761, ont été faites devant Messieurs d'Hozier. Les dates extrêmes que nous indiquons, prouvent à elles seules que le recueil de ces preuves est loin d'être complet.

PETITE ÉCURIE

Cabinet des Titres. V. 6.

60. — Louis-Henri de Chantelot de La Chaize (1680).

Cabinet des Titres. V. 7.

47. — Michel de Neuschèzes (1703).

Cabinet des Titres. V. 8.

4. — Gilbert Cadier de Veauce (1710).

17. — Antoine-Joseph d'Estut de Traci (1711).

Cabinet des Titres. V. 9.

51. — René-François de Montbel-Champeron (1730).

57. — Claude de Villars Mauvesinière (1731).

Cabinet des Titres. V. 10.

22. — François-Claude Cadier de Veauce (1739).
82. — Claude-Gilbert de Chovigny de Blot (1746).

Cabinet des Titres. V. 11.

7. — Nicolas-Pardoux-Louis de Villaines (1749).
90. — Etienne-Philippe de Villaines (1756).
95. — Jean-Baptiste-Joseph de Rochedragon et Jean-François de
Rochedragon de La Voreille (1756).

Cabinet des Titres. V. 12.

75. — André Cadier de Veauce (1764).
95. — Charles-François de Bonnay (1765).

GRANDE ÉCURIE*Cabinet des Titres. V. 276.*

74. — Gilbert-Honoré de Chabanes (1700).

Cabinet des Titres. V. 277.

58. — Pierre de Louan de Persac (1711).

Cabinet des Titres. V. 278.

49. — Jean-Batiste-Claude de Las de Valotte (1720).

Cabinet des Titres. V. 280.

37. — Pierre-Gilbert-Philippe de Veini d'Arbouze de Villemont (1733).
74. — Claude-Léonor de Réclaines de Lionne (1737).

Cabinet des Titres. V. 281.

47. — Jean de Meschatin (1743).
69. — Michel-Claude de Neufschèzes (1746).

Cabinet des Titres. V. 282.

17. — François du Bouy (1747).

Cabinet des Titres. V. 283.

6. — Edme-Philippe de Marcellanges (1752).
72. — François de Salvert (1756).

Cabinet des Titres. V. 284.

15. — Louis-François de Salvert (1757).
20. — Charles des Prés de Roches (1758).

PH. TIERSONNIER.



BIBLIOGRAPHIE

Max FAZY, Archiviste de l'Allier, Docteur ès-lettres, **Le Bourbonnais, des origines à nos jours.**

Ont paru :

Tomes I et II : *Les Origines du Bourbonnais*, deux volumes, de 700 pages et 300 pages. En vente aux Archives départementales, 4, rue Michel-de-l'Hôpital, *Moulins-sur-Allier*, au prix de **26 francs**. (**29 fr.** avec le port).

En préparation :

Les Origines du Bourbonnais, tome III (tables-tableaux généalogiques, cartes).

Tome IV : *Le Bourbonnais, du milieu du XIII^e siècle à sa réunion à la couronne (1527).*

Tome V : *Le Bourbonnais, de 1527 à 1789.*

Tome VI : *Le Bourbonnais, de 1789 à nos jours.*



F.-B. GUÉRET : **Guide-Souvenir de Souvigny.** Moulins, les Imprimeries Réunies. — (En vente au presbytère de Souvigny.)

En publiant ce petit guide, d'aspect agréable et de format facile, M. le Curé de Souvigny a voulu combler une lacune et répondre aux désirs des visiteurs, chaque saison plus nombreux, de notre vieille abbaye. Touristes affairés, voyageurs de passage, certains n'ont pas le temps de compulser les ouvrages spéciaux et détaillés ; mais ils se trouvent pris à leur propre piège. Et ce modeste guide, en leur révélant les beautés du merveilleux édifice, les rend curieux de son histoire et amoureux de ses formes. Mis en goût par cette description précise et une visite rapide, ils reviendront, au seuil de ce sanctuaire unique, épeler, une à une, ses splendeurs et vénérer ses reliques. L'art et notre Bourbonnais y gagneront d'être mieux et plus généralement connus.

M. le Curé de Souvigny nous annonce, pour cette année, une *Petite vie de saint Mayeul* qui complètera fort heureusement cet excellent guide.

M. G.



A. MEILLET. Professeur au Collège de France : Les langues dans l'Europe nouvelle.

Chaque ligne de cet ouvrage est intéressante. Puisqu'il faut me borner, je ne citerai que les faits intéressant les Français, et en particulier les Bourbonnais.

1. *Sur l'auteur.* — Meillet dit lui-même dans son livre qu'il est né à Saint-Désiré, dans le Bourbonnais, mais que ses ancêtres sont du village de Meillet. Il fait remarquer à ce propos que le nom de Meillet est commun à beaucoup de pays, mais plus ou moins déformé : c'est Meilhac en Gascogne, Meillat en Limousin, Meilly au nord du Bourbonnais (je crois qu'on pourrait y ajouter Milhau dans le Larzac et Milly en Bourgogne), Château-Meillant en Berry, dont le nom diffère peu, a même étymologie gauloise que Milan : *Mediolanum*.

2. *Sur les langues celtiques.* — L'auteur regrette la disparition de l'ancien gaulois. Il se réjouit, au point de vue linguistique, de la révolte irlandaise, qui va sans doute rendre un peu de vie au gaélique moribond : 15 % seulement des Irlandais parlent gaélique. En Ecosse, la situation est pire : 4 % seulement des Ecossais parlent le gaélique d'Ecosse. Par contre, près d'un tiers des Gallois parlent encore leur vieille langue, qui est sœur très proche de notre breton.

Le cornique, qu'on parlait encore au ^{xviii}^e siècle, en Cornouaille anglaise, est tout à fait disparu.

Dans notre Bretagne, le breton recule chaque jour devant la langue officielle.

3. *Sur l'origine des langues romanes.* — L'auteur développe cette idée, plus neuve qu'elle n'en a l'air, à savoir que dans le haut Moyen Age, les Français, Italiens et autres Romains, s'étant éloignés de plus en plus du latin dans leur langage parlé, tandis que les rares clercs qui subsistaient, continuaient à grand'peine d'écrire un médiocre latin, personne, lettré ni illettré, ne remarquait dans les premiers temps quel abîme se creusait chaque année entre la langue écrite et le patois parlé. Après bien des générations, on finit par remarquer qu'un patois existait réellement fils bâtard et presque méconnaissable de la langue romaine ; on osa le fixer sur le vélin ; et c'est ce jour-là que naquirent les langues nationales romanes.

En résumé, cet ouvrage est un modèle de littérature didactique ; le style, d'une élégance austère, est parfaitement clair et limpide ; les idées et les faits jaillissent à chaque ligne ; qualité plus rare peut-être : l'impartialité est parfaite.

A. MITTON.





NOS CONFRÈRES MM. Jean GOTTELAND, inspecteur d'académie de l'Allier, et Auguste DÉRET, directeur d'école à Moulins, ont été promus officiers de l'instruction publique.

✚ Des médailles de la prévoyance sociale ont été décernées, en 1923 et 1924, à plusieurs de nos confrères appartenant à « l'état-major » de la Caisse d'épargne de Moulins et de ses succursales :

Médaille d'or : M. Léon TISSIER, président.

Médailles d'argent : MM. Henri FROBERT, Georges MILCENT, Gabriel MORAND, René MOREAU, Gustave QUEYROI, François TREYVE, administrateurs ; Charles DE CHAZETTES DE BARGUES, président de la succursale de Bourbon-l'Archambault ; Marcel ROUILLON, administrateur de la succursale de Souvigny.

Médaille de bronze : M. Adolphe BONNET, administrateur.

✚ M. René MOREAU a été élu membre de la Société centrale des architectes.

NOS COMPATRIOTES M. Antoine MEILLET, professeur au Collège de France, récemment élu membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, a présidé la distribution des prix du lycée de Moulins, où il fit ses études, et y a prononcé une allocution.

✚ L'Académie des sciences morales a décerné un prix de 1.000 francs à M. Albert PEYRONNET, sénateur de l'Allier, ancien ministre du travail, pour son ouvrage : *le Ministère du Travail, 1906-1923*.

MIETTES ✚ Aux élections législatives, qui ont eu lieu le 11 mai, quatre
D'HISTOIRE listés étaient en présence, dans l'Allier, où la diminution de
LOCALE ✚ la population a réduit à cinq, au lieu de six, le nombre des députés à élire.

La liste de concentration républicaine et sociale comprenait : MM. VIDAL, LAMOUREUX, PÉRONNET, CHATEAU, députés sortants, et BLANC, maire de Moulins. La liste républicaine et d'union nationale : MM. HERNANDEZ, RAYNAUD, ADMIRAND, DE VAULX et le docteur FOURNY. La liste d'union socialiste : MM. CONSTANS, BOUDET, DORMOY, PUECHMAILLE et THIVRIER. La liste du bloc ouvrier-paysan (parti communiste) : MM. BIERJON, LAJARGE, ROUSSAT, TAUVERON et VÉNUAT.

Ont été élus : MM. CONSTANS, BOUDET, PUECHMAILLE, THIVRIER, socialistes, et notre confrère LAMOUREUX, radical-socialiste sortant.

CURIOSITÉS **✂** Lors de la vente de tableaux anciens, de la collection **BOURBONNAISES** V..., faite à l'Hôtel Drouot les 27 et 28 juin, est passé un *Portrait du roi Louis XI*, (0,37 X 0,27), provenant de l'ancienne collection Roger de Gaignières. Ce petit panneau, d'une qualité exceptionnelle et d'un parfait état de conservation, qui figura en 1904 à l'Exposition des Primitifs français, est attribué au maître de Moulins ; sur une demande de 80.000, il fut adjugé à 89 000 francs.

➔ A l'occasion de son concours agricole des 10 et 11 août 1924, la petite ville d'Hérisson a voulu réunir les souvenirs artistiques laissés par les principaux artistes ayant séjourné dans la Vallée de l'Aumance. Nos collègues L. Grégoire et Walther, secondés par un artiste paysagiste M. Casenave, ont réussi à réunir une centaine d'aquarelles, de gravures, de tableaux à l'huile de l'école d'Harpignies, et de son principal élève Dutasta, possédés par des amateurs de la région. Les artistes résidant actuellement à Hérisson, ainsi que M. C. Grégoire, M. et M^{lle} Casenave, avaient prêté quelques-unes de leurs œuvres qui complétèrent cette curieuse exposition où figuraient également des bibelots, meubles et objets d'art.

NOTES **✂** **✂** **✂** Relevé des publications enregistrées par le service du dépôt légal : Imprimerie Brunet, à Vichy : *Les Armes et les Munitions de chasse modernes*, par le commandant DE MONBRISON, 3^e édition. 64 p. — Imprimerie du *Progrès de l'Allier*, à Moulins : *Le Bourbonnais à la fin de l'Empire et sous le gouvernement de la Défense nationale*, par J. CORNILLON, 345 pp. ; *Les Origines du Bourbonnais* : tome I^{er} : Catalogue des actes concernant l'histoire du Bourbonnais jusqu'au milieu du XIII^e siècle, accompagné d'un régeste des documents narratifs, XIV-683 pp. ; tome II : Histoire des sires de Bourbon jusqu'à la mort d'Archambaud VIII (1249) et de la formation territoriale du Bourbonnais, XXXIX-243 pp., par Max FAZY, archiviste de l'Allier, docteur ès-lettres ; *Le Bourbonnais sous la seconde Restauration : l'Esprit public*, par J.-B. BOISSONNET, docteur en droit. — Imprimerie Wallon, à Vichy : *Guide de l'étranger à Vichy*, 72 pp. ; *Histoire contemporaine de Vichy de 1789 à 1889*, par Ant. MALLAT, 816 pp. (a paru en 1921).

Ont paru : aux Presses universitaires de France, à Paris : *Un Rêveur de paix sous Louis XIII* : Emeric Crucé, Parisien, par Hubert PAJOT, docteur en droit, 153 pp. ; chez Ferenczi, à Paris : *Histoire de quinze hommes : Une Equipe de Rugby*, par Marcel BERGER, 323 pp. ; chez Peyronnet et C^{ie} à Paris, Collection « les Clochers de France » : *Par ordre du Roy : « Tartufe » et « les Plaideurs »*, par Paul MOREL (André LÉOVILLE), 63 pp. ; — chez Plon, à Paris : *Le Marchand de Secrets*, par Raoul AUERNHEIMER, préface et traduction de Marcel DUNAN, XIII-249 pp.

De M. Marcel DUNAN également, *l'Illustration* publie en ce moment une traduction de *la Ville impériale*, roman viennois de Paul ZIFFERER. Le fils de notre regretté confrère s'est donné pour tâche patriotique, peut-on dire, de libérer de la tutelle allemande la littérature autrichienne.

RÉGEMORTES.



PROCÈS-VERBAUX

SÉANCE DU 7 JUILLET 1924

PRÉSIDENCE DE M. LE D^r DE BRINON

— Etaient présents : M^{me} MONCEAU ; MM. Amédée BARDET, BONY, CAPELIN, chanoine CLÉMENT, abbé DUMONT, GÉDEL, GÉNERMONT, Adrien MITTON, docteur MONCEAU, D'ORJO DE MARCHOVELETTE, TIERSONNIER, DE VERRIÈRES.

— Excusés : MM. GOTTELAND, lieutenant-colonel DE SAINT-HILLIER, MOREAU.

— Le procès-verbal de la précédente séance est lu et approuvé.

— M. le PRÉSIDENT annonce à l'assistance le décès récent de notre confrère M. de Villequetout, rappelle la haute courtoisie du défunt et adresse à la famille l'expression de ses condoléances.

— Il est procédé au dépouillement de la correspondance. Lettres :

— De notre confrère M. LASSIMONNE, président de la *Société Scientifique du Bourbonnais*, nous conviant à prendre part à la l'excursion qui aura lieu le jeudi 17 juillet, dans la région du Montoncel.

— De démission de M. le contrôleur général DE FEYDEAU, entré dans notre Société en 1911, en qualité de membre correspondant.

— De M. le PRÉFET, annonçant que le Conseil général, dans sa séance du 27 mai, a rejeté la demande de subvention, les disponibilités financières ne lui permettant pas de l'accueillir.

— De M. Léon BIDEAU, exposant le projet de création d'une Revue du Bourbonnais qui ferait partie de la collection intitulée

« Revue des pays de France ». Notre confrère publierait deux fascicules : l'*Histoire d'un village en Bourbonnais* et l'*Histoire d'une paroisse*. M. Bideau demande des collaborateurs qui seront en même temps des abonnés (12 francs), et aussi l'insertion d'une annonce. Renvoyé à la Commission du *Bulletin*.

— M. le Président adresse des félicitations à notre confrère M. l'abbé Dumont, qui vient de soutenir, devant la Faculté des Lettres de Clermont, une thèse de doctorat ès histoire ; et des remerciements pour le don qu'il veut bien en faire à notre Bibliothèque. Les deux sujets traités sont les suivants : *Le Chapitre collégial de Notre-Dame de Moulins (1378-1408)* et *La Réforme du Prieuré d'Yzeure-Moulins (1503-1508)*. Il en sera donné un compte rendu dans la Bibliographie.

— M. GÉNERMONT, qui a bien voulu se charger du dessin d'un insigne et de sa réalisation, présente à l'assistance le résultat obtenu. Inspiré de motifs bourbonnais, peu encombrant et surtout peu voyant, l'insigne fait honneur à l'artiste qui l'a conçu et à l'orfèvre qui l'a réalisé.

— M. Adrien MITTON prend la parole pour rendre compte de l'Excursion annuelle faite, cette année-ci, à Clermont.

L'intéressante lecture de M. Adrien Mitton ouvre la voie à des aperçus énoncés par M. le chanoine Clément sur des particularités de l'architecture romane.

— M. le chanoine Clément, passant à un autre ordre d'idées, présente à l'assistance une carte des excursions accomplies et de celles qui nous resteraient à faire. Nos confrères pourront désormais, à l'aide de cette carte, se prononcer s'ils veulent retourner dans une même région pour en étudier à fond tout ce qui pourrait s'y trouver, ou varier les directions afin de maintenir le niveau de l'intérêt.

— M. Amédée BARDET rend compte de la visite récente qu'il a faite à la grotte de Sanssat, dont il a relevé le plan. A l'entrée de la grotte, les fouilles, menées avec autant de sagacité que de prudence, ont amené la découverte d'os de porcs, de vertèbres de chevaux et de reliefs de volaille. Nous nous trouvons à Sanssat en présence d'un « Kjôkkenmôding » (foyer néolithique) bourbonnais.

— M^{me} MONCEAU demande où en est la question du chauffage de la Bibliothèque. M. le Président craint que la solution ne soit pas donnée avant l'hiver prochain.

— M. le Président rend compte que M. l'Inspecteur d'Académie lui a communiqué les résultats de l'enquête sur le préhistorique, prescrite par le ministère de l'Instruction Publique. Bien que les faits relevés par les instituteurs soient en partie connus, il y a cependant un certain nombre d'indications utiles à retenir de cette enquête. La Société d'Emulation est très reconnaissante à M. l'Inspecteur de sa bienveillante communication et félicite les instituteurs qui ont répondu à l'enquête et montré l'intérêt qu'ils portaient à la préhistoire.

— M. le Président lit une note relative aux fouilles projetées au Peunémin, commune de Montaigu-le-Blin, par M. Choisy.

— M. Adrien MITTON fait circuler une curieuse carte postale où se trouve figuré le projet de Chêne, complétant par des clochetons le transept de la cathédrale de Clermont. Ce projet, inspiré du style du XIII^e siècle, aurait très certainement complété un ensemble déjà très intéressant ; mais la pénurie budgétaire n'en a pas permis l'accomplissement.

— Sont admis comme membre titulaires : MM. DEXANT et BOUSSAC.

— L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22 heures.

E. CAPELIN.

SÉANCE DU 6 OCTOBRE 1924

PRÉSIDENCE DE M. le D^r DE BRINON

— Étaient présents : M^{me} MONCEAU ; MM. BAURY, Augustin BERNARD, BOUSSAC, CAPELIN, CHAMBROY, chanoine CLÉMENT, abbé DUMONT, GÉNERMONT, D^r MONCEAU, PAVAILLON, André ROY, lieutenant-colonel DE SAINT-HILLIER, SARRAZIN, TIERSONNIER.

— Excusé : M. Amédée BARDET.

— La séance ouverte, lecture est donnée du procès-verbal de la précédente réunion. Adopté.

— M. LE PRÉSIDENT salue la présence de M. Boussac, qui assiste pour la première fois à nos séances.

« Le samedi 20 septembre, continue le Président, a eu lieu l'inhumation de notre confrère René Moreau, architecte. Cette perte sera cruellement ressentie par la Société d'Emulation »

De sympathiques condoléances sont adressées à la famille.

M. le D^r de Brinon a pris la parole en ces termes, au cimetière, au nom de notre Compagnie :

« Au nom de la Société d'Emulation, je viens saluer la mémoire d'un collègue qui nous a donné, pendant plus de trente ans, la plus franche collaboration.

Archéologue et artiste de grande valeur, notre collègue René Moreau était en même temps un fin lettré. Les nombreux monuments dont il a enrichi notre Bourbonnais sont la meilleure démonstration de sa haute valeur artistique. Le succès qu'il a obtenu en organisant les fêtes du centenaire de Banville a établi sa maîtrise dans le domaine des lettres. Il nous parut à tous qu'en ces jours mémorables le gouvernement n'avait pas été jusqu'au bout de ce qu'il nous devait. Celui qui avait su rassembler une foule autour du poète pour entendre vanter les beautés du langage français nous semblait mériter une distinction. Nous avons souffert de ce qui nous a paru une injustice, et nous voudrions la réparer dans la mesure possible en proclamant notre estime pour l'habile architecte qui a créé notre Caisse d'épargne.

Nous envoyons à la famille l'assurance de la part que nous prenons à son deuil. »

— La Société a reçu de M. l'abbé F.-B. Guéret, curé de Souvigny, deux brochures : *Petite vie de saint Mayeul*, le grand thau-maturge du x^e siècle, et un *Guide-souvenir de Souvigny*, 12 pages in-16, avec une vue de l'église prieurale, reproduction d'une aquarelle de M. P. Mouret.

La seconde de ces brochures permet à chaque visiteur de suivre avec connaissance de cause les détails du monument et d'en emporter un souvenir agréable et un guide non encombrant.

— De M. Louis GRÉGOIRE, le programme officiel du concours-exposition tenu à Hérisson, le 10 et le 11 août 1924. Notre aimable confrère, dont la sollicitude pour Hérisson est bien connue, s'est chargé de rédiger une notice qui est un véritable guide de la région. Le texte est illustré de vues reproduisant l'Aumance. Ce qui habituellement reste un imprimé sans intérêt ni valeur, devient, par la grâce de la littérature et de l'art, un livret charmant non moins qu'instructif.

— Reçu, avec dédicace autographe de la main de l'auteur, une étude intitulée : *Bayard, lieutenant-général à Grenoble*, œuvre de M. Jacques CHEVALIER, président de l'Académie Delphinale.

— Du même : le discours qu'il a prononcé à Clermont, à la séance solennelle tenue, le 9 juillet 1923, par l'Académie de Clermont, à l'occasion du 3^e centenaire de Pascal.

— M. LE PRÉSIDENT remercie les généreux donateurs. Il ajoute : « Je ne peux me défendre d'engager tous les amis du beau langage français, à lire les deux opuscules de M. Chevalier. Le discours sur Pascal ne nous intéresse pas au point de vue bourbonnais ; mais le travail sur Bayard signale deux faits : la venue de Bayard à Moulins pour armer le fils aîné du Connétable, et la formation en Bourbonnais de bandes de soudards que Bayard dut repousser devant Grenoble (1523).

— Il est procédé au dépouillement de la correspondance :

— Lettre de M. Robert DEXANT, remerciant de son admission.

— Circulaire du Ministère de l'Instruction publique, annonçant que le 58^e congrès des Sociétés savantes de Paris et des départements, s'ouvrira à la Sorbonne, le mardi 14 avril 1925. Le texte en a été publié *in-extenso* dans le dernier *Bulletin*.

— Extrait des comptes rendus des séances de l'Académie des Sciences, contenant le détail des opérations entreprises à Solutré. M. le Président a bien voulu nous en faire un résumé.

— Circulaire de l'Association régionale pour le développement des Recherches de paléontologie humaine et de préhistoire, accompagnée d'un bulletin. Le secrétariat de cette association se trouve à la Faculté des Sciences de Lyon.

— Bulletin-programme de l'exposition artistique bourbonnaise, projetée pour mars 1925.

— Bulletin de souscription à l'*Histoire de Limoges*, par Paul DUCOURTIEUX.

— Bulletin de souscription au *Dictionnaire historique et géographique de la Haute-Vienne*, par LECLER.

— *Revue des Autographes*. Librairie Charavay.

— Circulaire annonçant la publication d'une brochure intitulée : *Histoire de Neuvy et de ses gentilhommières, et Neuvy pendant la grande guerre*. L'auteur est M. CHARDEVILLE, officier d'Académie.

chevalier du Mérite agricole, ancien instituteur à Neuvy. En vente à la librairie du *Progrès*.

— Sont signalés les articles suivants parus dans diverses Revues :

— *Société des Antiquaires de France*, 5 décembre 1923. Dans un article à propos des cloches de la cathédrale de Bethléem, M. Enlart signale la similitude de l'inscription avec celle de Vaumas (xiii^e siècle). La légende *Vox Domini*, abrégée en raison de la petitesse de la cloche, est plus complète à Vaumas : *Vox Domini vocor*.

— *Société des Antiquaires de France*, 7 mars 1923. — M. A. Rhein étudie les origines du sciapode. Le sciapode, un des êtres légendaires dont l'art du moyen âge reproduisit la figure, désigne un homme muni d'une jambe unique terminée par un énorme pied, dont il se sert comme d'un abri contre les rayons du soleil. Il figure au portail central de Sens, à Anzy-le-Duc, etc. Il est présent, mais avec une pose un peu différente, sur la célèbre colonne de Souvigny, debout sur sa jambe : il mériterait mieux, en dépit de l'inscription qui l'accompagne, le nom de monocole ou unipède, qui lui fut parfois aussi donné. (Achille ALLIER : *L'Ancien Bourbonnais*, atlas, p. 40.)

Il semble que ce qui a donné naissance à cette légende, ce serait l'existence de certaines peuplades nègres du Soudan qui se tiennent immobiles sur un pied pendant des heures, comme les échassiers.

— *Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*. Séance du 28 mars 1924. — M. Paul Durrieu lit une communication sur la descendance de Philippe de Macédoine en France. Le roi de France Henri I^{er} épousa Anne de Russie, petite-fille d'Anne de Constantinople (1051). Celle-ci descendait directement de Basile I^{er}, le Macédonien (867), qui prétendait avoir pour ancêtre Philippe de Macédoine, père d'Alexandre-le-Grand. Le premier né d'Henri I^{er} fut appelé Philippe, en raison de ce prétendu lignage, et l'introduction de ce prénom inusité dans la lignée des rois de France n'a pas d'autre cause.

Néris. — *Bronzes gallo-romains ; Bacchus et panthère et enfant vendangeur*. — A la séance du 14 mars 1924 de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, M. Adrien Blanchet a présenté deux statuettes en bronze trouvées à Néris. L'un de ces bronzes est un groupe qui représente Bacchus jeune, assis sur une panthère. L'autre paraît être un enfant vendangeur, coiffé de la corbeille à raisins. Il porte au poignet gauche un petit panier ou coffret, où sont probablement

ses outils. Remarquables à divers titres, ajoute M. Blanchet, l'un parce qu'il est un groupe et par conséquent assez rare, l'autre à cause des détails typiques, ces deux petits monuments sont certainement l'œuvre des bronziers de la Gaule : ils n'ont pas été importés de Rome ou d'Orient. — (*Comptes rendus des séances de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, année 1924. *Bulletin* de mars-avril-mai, page 39.)

— M. le chanoine CLÉMENT fait circuler deux photographies prises par notre confrère M. l'abbé Marcel Muller, à Souvigny. Elles représentent saint Paul et saint Simon. Ces statuettes en pierre, du xv^e siècle, décorent les contreforts de l'armoire aux reliques de la célèbre église.

Puis il nous parle d'une excursion faite dans les premiers jours de septembre, à l'ancien monastère de Bussière-les-Nonains, dont les bâtiments existants sont à cheval sur les paroisses de Saint-Vitte (Cher) et de Saint-Désiré (Allier). C'est de cette maison de Bernardines que sont venues, au xvii^e siècle, à Montluçon, les religieuses qui enseignèrent les jeunes filles de la bourgeoisie et dont la maison, prise par la Révolution, servit à abriter le collège municipal au cours du xix^e siècle, collège qui fut remplacé par le lycée actuel. Le monastère de Bussière a complètement disparu, mais le logis moderne des maîtres, autrefois l'hôtellerie, conserve de précieux souvenirs de l'ancien établissement : un portrait d'abbesse, son précieux livre d'heures, etc. Dans l'angle nord-ouest du jardin, une tour avait été aménagée au xv^e siècle en chapelle pour le service de l'abbesse. Elle renferme des richesses archéologiques : statue du xv^e siècle, en pierre, de Notre-Dame de Bussière ; tableau du xvi^e siècle, sur bois, en trois panneaux, dont celui du centre représente la Vierge Immaculée entourée des emblèmes mystiques, et les panneaux extérieurs, les donateurs et leurs armoiries ; enfin de multiples statuettes en pierre et en bois du xvi^e siècle, des tableaux de piété, et un vitrail composé de huit médaillons retraçant la vie de la Vierge, les patrons du couvent ou des abbesses, enchâssés dans une mosaïque en verre du xviii^e siècle. La porte d'entrée de cet oratoire précieux est en bois sculpté, dont le panneau supérieur représente l'Annonciation et les armes mutilées d'une abbesse du xvi^e siècle.

Enfin, questionné par M. le Président sur un projet d'excursion de la Société pour l'année prochaine, M. le chanoine Clément répond

que tout dépend de la solution qu'il prie la Société de bien vouloir donner à la question suivante : le moment semble venu pour la Société d'adopter un des principes qui doivent servir à régler le choix de ces excursions annuelles.

Il y a, en effet, deux manières d'envisager le plan qui doit présider à l'organisation de ces déplacements à travers le département :

Ou bien, pour donner satisfaction à plus de nos membres, et rompre la monotonie des visites dans la même région, on peut aller tantôt dans le nord, tantôt dans le midi, ou à l'ouest ou à l'est du département, visiter les monuments et les curiosités du pays, et c'est ce qui a été pratiqué jusqu'ici au cours de ces vingt-deux excursions ;

Ou bien, on peut explorer à fond une région convenue, en revenant plusieurs années consécutives dans la même direction pour voir les régions voisines et ainsi permettre d'étudier mieux et plus systématiquement le pays. C'est ce que demandait notre confrère M. Tieronnier, l'an dernier, estimant que cette seconde méthode aurait l'avantage de faire connaître plus parfaitement notre pays, en évitant des redites historiques ou généalogiques dans les comptes rendus.

M. le chanoine Clément, — déclarant qu'il n'avait point sur ces questions de préférence absolue, qu'il n'avait été conduit jusqu'ici dans le choix des excursions qu'il préparait que par le désir 1° de mettre plus de variétés dans nos excursions ; 2° de donner satisfaction à plus de nos membres dispersés dans divers cantons du département ; 3° de voir de préférence les régions qu'il estimait les plus intéressantes, tant au point de vue des monuments que des sites ; 4° enfin, dans un but de propagande, de faire connaître l'existence et l'activité de notre Compagnie, — demande à la Société de se prononcer sur la question méthode qui se pose aujourd'hui. Suivant la solution qui sera acceptée par la Société, il proposera pour l'an prochain, soit une excursion dans la direction du Veurdre, au nord du département, soit une excursion du côté de Montmarault, au sud du département, pour compléter la visite faite l'an dernier dans la région de Bellevaux, Charroux, Chantelle.

M. TIERONNIER fait observer qu'il serait peut-être bon que la question fût posée à tous les membres par voie de referendum.

M. le chanoine Clément accepte très volontiers cette proposition et prie M. le Président de vouloir bien poser la question à la séance

statutaire prochaine, qui résoudra par elle-même la question ou décidera d'en demander la solution à tous les membres par la voie du *Bulletin*.

— M. PAVAILLON donne des détails sur les projets de la Société des autocars, qui organiserait des promenades automobiles dont Moulins serait le point central.

— M. le lieutenant-colonel DE SAINT-HILLIER continue la lecture de son travail sur les voies romaines. L'assistance suit les différents tracés, à l'aide de nombreuses cartes mises à sa disposition.

— M. l'abbé DUMONT veut bien nous donner quelques détails sur une étude qu'il a entreprise sur les origines du prieuré de Souvigny, lié à la fondation de l'abbaye de Cluny.

— M. Augustin BERNARD présente à l'assistance des photographies de miniatures provenant des *Chroniques* de Froissard, qui ont figuré à l'exposition coloniale de Marseille. Elles ont pour sujet l'expédition du duc Louis II à Mehedia (Tunisie). Cette action militaire peut être considérée comme la dernière des croisades ou la première des expéditions coloniales.

M. Bernard a obtenu une photographie, fort belle, d'une petite statue de Louis II, qui décorait la sainte chapelle de Bourbon et qui fait aujourd'hui partie d'une collection privée, à Paris. Le Musée de Moulins en possède un moulage.

— M^{me} MONCEAU fait observer que les mesures de gardiennage envisagées pour permettre de voir la Bible de Souvigny, n'ont qu'en partie été réalisées.

— M. le PRÉSIDENT donne lecture d'un résumé des ouvrages de M. l'abbé Dumont. (Voir aux Bibliographies.)

— M. le PRÉSIDENT communique les notes suivantes :

« M. MONTAGNE a retrouvé les deux menhirs signalés à Estivareilles, par M. Brugière de la Motte (*Bulletin* de la Société, année 1899, page 161). Il en donne les dimensions : hauteur au-dessus du sol 1^m,90 et 1^m,40 ; circonférence à 1 mètre du sol : 2^m,50 et 1^m,79. Il en a fixé les emplacements. M. Montagne a retrouvé un troisième menhir à Givarlais, qui a 2^m,05 de haut et 2^m,60 de circonférence. Il indique sa position géographique et il envoie des photographies des trois menhirs.

« Il communique ensuite les résultats de ses premières observa-

tions sur les Pierres Jaumâtres, dont il envoie aussi des photographies. Il a fait ses observations en compagnie de M. Zèle. M. Morin, professeur de géologie, quittant Montluçon, n'a pu l'accompagner.

« Au point de vue de leur aspect extérieur, il serait porté à admettre que leur forme arrondie, polie, dépourvue d'angles et marques d'érosions larges et lisses, pourrait être l'action des flots d'une mer peu profonde à l'époque tertiaire ou secondaire. Les érosions se sont produites surtout de l'ouest à l'est.

« Quant au champ de pierres de Toulx, il ne serait pas éloigné de le rattacher à un phénomène glaciaire.

« En ce qui concerne les cuvettes et les bassins, il n'y voit aucun caractère celtique et encore moins druidique. Il admet que les Celtes ou les peuples innommés qui les ont précédés, aient pu les utiliser comme monuments religieux. Ce seraient alors les hauts-lieux dont parle la Bible et qu'on retrouve depuis l'Inde jusqu'en nos pays. Il signale des vases de bassins et de cupules absolument pareilles à celles des Pierres Jaumâtres, vases reproduites dans un ouvrage intitulé : *Canaan*, d'après l'exploration récente par le père HUGUES VINCENT (Lecoffre, 1909). Tous ces bassins sont considérés comme intentionnels et ayant une signification religieuse ; il n'y a aucune raison pour qu'aux Jaumâtres, il en soit autrement. Les surfaces, et seulement les surfaces supérieures des Jaumâtres, sont creusées de ces cavités rondes, régulières, profondes, quelquefois avec des angles rentrants. M. Montagne dit qu'il serait curieux d'entendre expliquer comment la nature a pu les produire. La désagrégation par la pluie ou les eaux courantes, qui donne les marmites de géants (thèse de M. Morin), n'aboutit pas à ces formes. »

— M. l'instituteur de Beaulon a bien voulu nous adresser plusieurs objets de l'époque préhistorique trouvés à Beaulon, à la station du bourg. Un coup de poing et plusieurs haches composent ce lot, dont la fabrication indique la période néolithique.

— M^{me} MONCEAU signale que M. Vouilloux, le zélé gardien de notre Musée, a trouvé et fait acheter une jardinière en faïence de Moulins (1750). Le décor chinois de cet objet est identique à celui du plat qui faisait déjà l'admiration des visiteurs.

— M. le PRÉSIDENT donne lecture d'un article qui a paru dans le *Courrier de l'Allier*, du jeudi 25 septembre 1924, et qui est relatif à Banville :

« Pour les Banvillistes. — Dimanche prochain, une cérémonie tout à fait jolie aura lieu dans la petite ville de la Turbie, en souvenir de Théodore de Banville.

Quand le poète des *Cariatides* vint à la Turbie, au cours de l'hiver 1859-1860, il y admira fort le monument romain connu sous le nom de Trophée d'Auguste, et plus encore un laurier géant dont il écrivit avec enthousiasme dans *la Mer de Nice* :

C'est la plus belle parure de la Turbie ! Ce laurier gigantesque, né cent ans avant Molière, haut comme un chêne de Sully, est capable d'abriter sous ses rameaux énormes tous les immortels de l'Académie française. Oh ! que de rameaux à détacher de ce front inouï, et qu'il me rassure pour les poètes !...

Banville fit plus encore que de noter ce vert laurier dans ses lettres de Nice ; il lui consacra un poème de vers, intitulé *Le Laurier de la Turbie* :

Toi qui jusques au ciel montes, colosse droit,
Et qui poses tes pieds dans le roc dur et froid,
O symbole ! géant, bel arbre aux feuilles lisses !
Laurier, ma lâche envie et mes saintes délices !

Le laurier de la Turbie fut longtemps l'objet de la curiosité des touristes et de la sympathie vénératrice des poètes. Mais un jour, intoxiqué par les déchets de la fabrication d'un moulin à huile, le bel arbre mourut. Il fallut l'abattre.

Or voici que le maire de la Turbie, M. Philippe Casimir, auquel on doit le dégagement du trophée des décombres où il s'enlisait, a eu l'idée charmante de replanter, à la place exacte où Banville l'admira, le laurier de la Turbie.

Il a retrouvé, dans le jardin d'un propriétaire du village, des rejetons de l'arbre fameux dont on avait pris jadis des boutures. De sorte que le poème de Banville retrouvera son objet dans ce laurier reverdi.

Dimanche donc, à l'occasion de la fête patronale du village, on procédera à la mise en place de l'arbre votif. M^{re} Séverin-Mars et M. Henri Sellier, du Théâtre Sarah-Bernhardt, diront le poème de Banville et les stances écrites par Catulle Mendès au lendemain de la mort du poète. »

— Sont présentés à l'admission :

M. ROCARD (Louis-Charles), photographe, place de la République, Moulins, par MM. le chanoine Clément, D^r Monceau, Générmont.

M. l'abbé ROYER (Louis), curé de Saint-Etienne-de-Vicq, par MM. le D^r de Brinon, l'abbé Muller, le chanoine Clément.

M. l'abbé LARROQUE (François), étudiant en théologie, rue des Potiers, 20, Moulins, par MM. le D^r de Brinon, Générmont, le chanoine Clément.

M. DELMAS (Jules), secrétaire de la Mairie, par MM. Générmont, Chambron, D^r de Brinon.

M. Pierre GOLLIAUD, licencié en droit, croix de guerre, cours d'Angleterre, 12, par MM. le chanoine Clément, Queyroi, André Roy.

— L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22 h. 1/2

E. CAPELIN.





MONTLUÇON

ET SES RICHESSES D'ART

(Suite) (1)

B. — HISTOIRE

CHAPITRE II. — LA VILLE FÉODALE

e.) — Héraldique et numismatique.

I. — Les armoiries.

Sans connaître à quelle date précise la ville de Montluçon eut des armoiries, il est rationnel d'en faire remonter l'origine à la charte d'affranchissement qu'Archambaud VIII lui délivra en 1242, — sans doute à la prière de sa mère, Béatrix de Montluçon, — et qui fut confirmée en 1268 par la duchesse de Bourbon, Agnès de Bourgogne.

Leur forme exacte nous est connue par divers documents, comme la pierre sculptée qui ornait la porte d'entrée de l'ancien collège, en 1588, et par le motif qui décore la grosse cloche de Notre-Dame de Montluçon, datée de 1722.

On peut « lire » ces armoiries : d'azur, au château d'argent, posé sur une montagne d'or, le tout surmonté d'un soleil de même (2) (fig. 10).



Fig. 10. — Armoiries de la ville de Montluçon.

(1) Voir *Bulletin*, pages 38, 81, 138, 210.

(2) Cf. 85, I, 58, et planche IV ; — l'*Armorial manuscrit des villes de France* ; — et l'*Armorial général de France*, recueil officiel dressé en vertu de l'édit de 1696, généralité de Moulins, élection de Montluçon ; renfermant « l'état des armoiries des personnes et communautés dénommées ci-après envoyées aux bureaux établis par M^e Adrien Vanier, chargé de l'exécution

Comme la ville, les corps d'officiers des diverses administrations, ducales ou municipales de Montluçon possédaient des armoiries que nous fait connaître l'*Armorial manuscrit de la généralité de Moulins* :

- 1). LE CORPS DES OFFICIERS DE L'ÉLECTION DE MONTLUÇON :
D'azur à l'œil d'or. — (Fig. 11) (1). — (L'arrêt de l'enregistrement est du 25 novembre 1701. Signé : Sandras.)
- 2). LE CORPS DES OFFICIERS DE LA CHATELLENIE DE MONTLUÇON :
Parti d'or et de gueules, à la fasce d'argent brochant sur le tout. — Fig. (12) (2). — (Arrêt du 9 décembre 1701.)
- 3). LE CORPS DES OFFICIERS DE LA VILLE :
De sable, à la montagne d'argent, et au chef cousu de gueules. — (Fig. 13) (3). — (Arrêt du 2 novembre 1701.)
- 4). LE CORPS DES OFFICIERS DU GRENIER A SEL DE MONTLUÇON :
Tranché d'azur et d'argent, à l'arbre arraché de sinople brochant sur le tout. — (Fig. 14) (4). — (Arrêt du 9 décembre 1701.)
- 5). LE CORPS DES OFFICIERS DES TRAITES FORAINES DE MONTLUÇON :
Coupé d'argent et d'azur, à l'aigle de sable brochant sur le tout. — (Fig. 15) (5). — (Arrêt du 9 décembre 1701.)

de l'édit du mois de novembre 1696, pour estre présentées à NN. SS. les commissaires généraux du conseil, députés par sa Majesté, par arrêts des 4 décembre 1696 et 23 janvier 1697 ».

A la fin de ces enregistrements, — qui semblent se rapporter à des armes imposées d'office, comme le remarque M. des Gozis dans sa copie manuscrite de l'*Armorial général de France* (AP, b), — on lit : 12). LA VILLE DE MONTLUÇON : de gueules à une montagne d'or, et à un chef cousu de sable chargé d'une lanterne d'argent (!). Ces armoiries fantaisistes qu'aucun document montluçonnais ne reproduit, ont été cependant signalées comme celles de la ville dans plusieurs ouvrages, par exemple dans l'*Armorial national de France*, de H. TRAVERSIER, 1843, Challamel, éd., 4, rue de l'Abbaye, Faub. Saint-Germain à Paris, avec en sous titre : « recueil complet (?) des armes des villes et provinces du territoire français » ! — Même sans la « lanterne d'argent », le *Dictionnaire Larousse illustré* (t. VI, p. 198) représente les armes de Montluçon d'une façon tout à fait capricieuse sans se servir de la forme traditionnelle sous laquelle elles ont été adoptées à Montluçon depuis des siècles... — Voir dans la troisième partie : Notre-Dame, cloche de 1722, et ADA, C, 30.

(1) Cf. 85, I, 58. — La couleur de l'émail de la figure 11 est inexacte en ce qui regarde « l'œil » qui doit être représenté d'or.

(2) *Id.*, p. 59.

(3) *Id.*

(4, 5) *Id.*, p. 60.

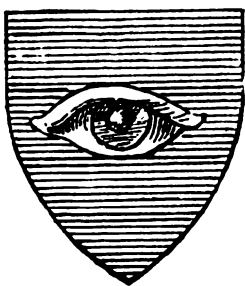


*Fig. 11. — Officiers
de l'élection.*

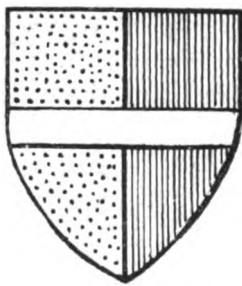


*Fig. 12. — Officiers de
la châtellenie.*

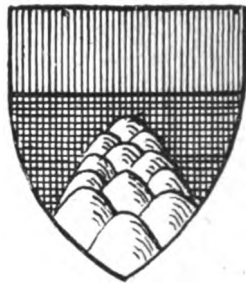


*Fig. 13. — Officiers
de la ville.*



*Fig. 14. — Officiers
du grenier à sel.*



*Fig. 15. — Officiers
des traites foraines.*

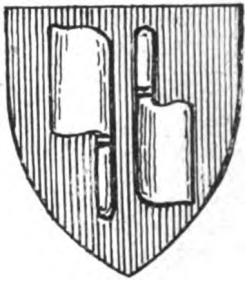


*Fig. 16. — Bouchers
de Montluçon.*

ARMOIRIES

des officiers de l'administration montluçonnaise
et de la corporation des bouchers.

6). LA CORPORATION DES BOUCHERS DE MONTLUÇON :

que l'*Armorial Bourbonnais* (85, I, 60) blasonne :

De gueules, à deux couperets d'argent en pal, l'un droit, l'autre renversé. — (Fig. 16) (1).

Quant aux armoiries des établissements ecclésiastiques et des couvents, on en trouvera la description particulière et les dates d'enregistrement au § II, consacré à Montluçon « religieux ».

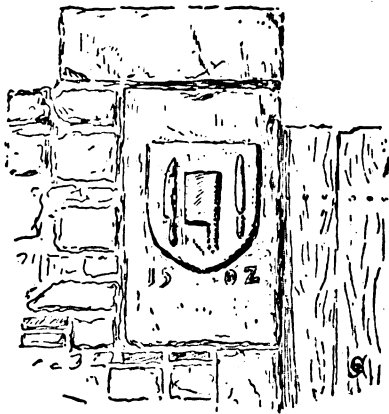


Fig. 17. — Armoiries de la corporation des bouchers, 1502 (rue du Cheval-Fug).

II. — Les monnaies.

Nous ne connaissons aucune monnaie frappée par les seigneurs particuliers de Montluçon, tandis qu'on en possède qui furent émises par leurs plus modestes voisins et leurs contemporains, les Humbaud, barons d'Huriel, qui s'étaient attribué ce droit souverain, à l'instar de tant d'autres petits seigneurs.

C'est seulement après la réunion de la baronnie de Montluçon à la sirerie de Bourbon, en 1202, que nous voyons un atelier monétaire fonctionner dans notre ville, frappant des monnaies à l'effigie de son nouveau maître, Guy de Dampierre (1196-1216), second époux de Mathilde, dame de Bourbon (2).

(1) 85, I, 60, d'après l'*Ancien Bourbonnais*. Notre figure reproduit ici les armoiries telles que M. de Soultrait les a dessinées dans son volume. Mais le dessin de l'*Ancien Bourbonnais* est fautif, comme le prouvent les armes sculptées sur une pierre posée à l'angle de la propriété des Cordeliers, dans la rue actuelle du Cheval-Fug, et que l'on voyait encore en bon état en 1879 lorsque nous avons pu la dessiner sur place. Nous les donnons ci-contre (fig. 17). Aujourd'hui la pierre, très effritée, ne laisse plus deviner que les contours de l'écu. — Il conviendrait donc d'attribuer à la célèbre corporation des bouchers montluçonnais, comme armoiries : *de gueules, à un coupeau, un couperet et un fusil à aiguiser d'argent, posés en pal*.

(2) Pour le monnayage de Montluçon, Cf. (5, VI, pp. 237 à 241, et pl. II, nos 3, 4, 5), l'article consacré par M. de Soultrait à la numismatique bour-

GUY DE DAMPIERRE se hâta, sans droit régulier d'ailleurs. de frapper monnaie, et c'est à cette fabrication qu'on doit des deniers de trois types connus.

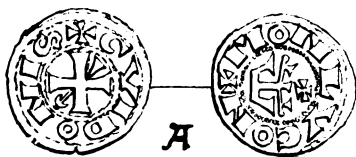


Fig. 18. — Monnaie de Guy de Dampierre (1202-1213).

1) + GVIDONIS entre grènetis, croix à branches égales, légèrement pattée, cantonnée au 2 d'un alpha et au 3 d'un oméga (1).

✠ + MONLVCON entre grènetis. Monogramme angevin renversé et dégénéré.

Billon (2), diam. : 0^m,019 ; poids : 0,9 gr. (Fig. 18) A. (3).

2) Mêmes légendes et même type, sauf que l'oméga est au premier canton de la croix, et l'alpha au quatrième.

Mêmes matière, diam. et poids (4).

3) Mêmes légendes et même type que les précédents, sauf que l'alpha est au premier canton et l'oméga au quatrième, et que le monogramme est légèrement modifié.

Mêmes matière et diamètre ; poids : 0,85 gr. (5).

bonnaise. — *Manuels Roret : nouveau manuel complet de numismatique du moyen-âge...*, par J.-B.-A. BARTHÉLEMY, p. 159. — *Saint Louis*, par H. WAL-LON, Tours, A. Mame, 1878. Eclaircissement II, p. 515, article de M. Anatole de Barthélemy, sur les monnaies de France sous saint Louis. — *Revue numismatique*, 1834, pl. 11, n° 9 ; 1838, pl. 110 ; 1858, l'excellent article de M. Cartier, p. 115. — *Le Catalogue du musée de Moulins* (26, 137) mentionne 39 pièces de monnaie qui ont été trouvées entre les pierres du pont de Montluçon ; p. 138, monnaies de Guy de Dampierre.

(1) M. de Soultrait fait remarquer que ces deux signes sont tout à fait dégénérés et identiques à ceux que l'on voit sur les monnaies de Gien : l'alpha ressemble à un coin et l'oméga à un clou à tête ronde. Cf. p. 237, et p. 238 pour les discussions de l'origine de ce type. Guy de Dampierre l'aurait choisi à cause de la faveur dont jouissait alors la monnaie de Gien dans le commerce.

(2) A cette époque monnaie de cuivre alliée d'un peu d'argent.

(3) Cf. M. de Soultrait, planche II, n° 3, d'après l'exemplaire du cabinet des médailles. — 217, couverture et titre, p. 150.

(4) Cf. M. de Soultrait ; d'après l'exemplaire du cabinet de M. Bouillet, *Revue num.*, 1838, p. 113, avec vignette.

(5) Cf. *Id.*, d'après le cabinet de M. Poey d'Avant, pl. IX, n° 10, et *Rev. num.*, 1838, p. 113, avec vignette.

Mais en 1213, un acte du 28 décembre (1) nous apprend que Guy de Dampierre fut associé par Hugues, prieur de Souvigny, — pour sa vie durant, — à la dépense et au profit du monnayage de Souvigny (2). En échange, le sire de Bourbon s'engagea, « tant qu'il tiendrait Montluçon en sa possession », à n'y plus frapper de monnaies.

Cet atelier resta en effet fermé jusqu'à l'avènement d'Eudes de Bourgogne, comte de Nevers, époux de Mathilde ou Mahaut II, qui était devenu sire de Bourbon à la mort de son beau-frère, Archambaud VIII, survenue à Nicosie, le 15 janvier 1249.

Le nouveau sire refusa de continuer l'association monétaire avec les prieurs de Souvigny, et recommença le monnayage de Montluçon.

Les monnaies émises pendant le règne d'Eudes de Bourgogne, c'est-à-dire de 1249 à 1262 (3), sont rares (4) et se réduisent à quatre types particuliers, inspirés tous des espèces nivernaises :

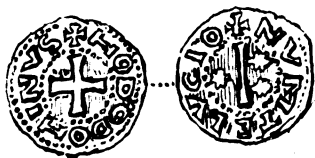


Fig. 19. — Monnaie
d'Eudes de Bourgogne, sire de Bourbon.

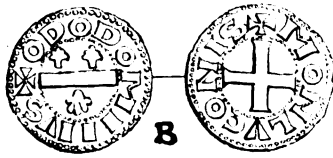


Fig. 20. — Monnaie
d'Eudes de Bourgogne, sire de Bourbon.

1) + HODO DOMINVS entre grènetis, croix à branches égales légèrement pattées.

✠ + NVMTLVICIO (3) entre grènetis. Fasce, accompagnée de trois coquilles, celle de la pointe renversée.

(1) 46, cat., 396-7, n° 517. Voir, p. 397, les références de cet acte important.

(2) Le prieuré de Souvigny frappa longtemps monnaie, d'abord seul, à l'exemple sans doute de son chef d'ordre, Cluny ; plus tard, en association avec les sires de Bourbon, en 1242, 1263 et 1271 [v. st.]. Cf. DE BARTHÉLEMY, *Saint Louis*, ouv. cité, p. 515.

(3) M. DE SOULTRAIT écrit : 1269, mais on sait que Mahaut mourut en 1262 et que la sirie de Bourbon passa alors à sa sœur Agnès, dame de Bourbon (1262-1287), épouse en premières noces de Jean de Bourgogne, frère d'Eudes, et en secondes noces (1277), de Robert d'Artois.

(4) « Ce qui prouve, dit M. de Soultrait (ouv. cit., p. 239), le peu de faveur dont elles jouissaient dans le commerce. »

(5) Pour MVNTELVICIO ; ces erreurs ou distractions des graveurs ne sont pas rares à cette époque, — les coquilles qui figurent ici dans le champ

Billon, diam., 0^m,018 ; poids : 0,9 gr. (fig. 19) (1), du cabinet de M. Brugière de la Motte.

2) + ODO DOMINVS entre grènetis, Fasce accompagnée de trois coquilles.

Ry. + MONLVCONIS entre grènetis. Croix à branches égales.

Billon, diam., 0^m,019 ; poids : 0,9 gr. (fig. 20) B. (2), du cabinet de M. Brugière de la Motte.

3) + ODO DOMINVS entre grènetis. Dans le champ, une fasce accompagnée en chef de deux coquilles de forme très dégénérée, et en pointe d'un M (3).

Ry + MONLVCONIS entre grènetis, croix à branches égales et légèrement pattée.

Billon, diam., 0^m,019 ; poids : 0,9 gr., du cabinet de M. Brugière de la Motte (4).

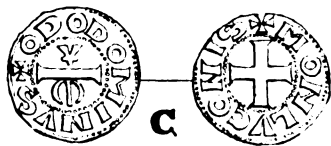


Fig. 21. — Monnaie d'Eudes de Bourgogne, sire de Bourbon.

4) — ODO DOMINVS entre grènetis. Fasce accompagnée en chef d'une coquille dégénérée, semblable à celle du dessin précédent, et en pointe d'un M.

Ry Comme le précédent.

Billon, diam., 0^m,0185 ; poids : 0,9 gr. (fig. 21) C. (5), du cabinet de M. Brugière de la Motte.

rappellent peut-être celles qu'on remarque à l'orle du blason des sires de Bourbon. Il paraît fort naturel à M. de Soultrait que Eudes, « qui plaçait son blason sur les monnaies de Nevers, ait voulu rappeler celui de sa femme sur les pièces émises dans le pays de cette princesse ». (*Id.*)

(1) Cf. *Rev. num.*, 1838, pl. 116, avec vignette. Nous la reproduisons d'après l'*Hist. de saint Louis*, ouv. cit., p. 515, fig. 180. Ce denier semble bien le plus ancien du monnayage d'Eudes. Il est très inférieur aux monnaies suivantes pour la correction des légendes. M. de Soultrait partage l'opinion de M. Cartier (*Rev. num.*, 1838, p. 116, note), qui voit dans ce produit un « essai » monétaire bientôt corrigé.

(2) M. DE SOULTRAIT, ouv. cité, p. 239, pl. II, n° 4. — *Revue num.*, 1838, p. 117, avec vignette.

(3) Il faut voir dans cette M capitale gothique l'initiale de « Montluçon » pour indiquer, sans doute, l'atelier monétaire où le denier était frappé.

(4) Cf. *Revue num.*, 1838, p. 117, avec vignette.

(5) DE SOULTRAIT (ouv. cité), pl. II, n° 5. — *Rev. num.*, 1838, p. 117, avec vignette.

Agnès de Bourbon, qui succéda à sa sœur Mahaut (1262), épouse de Jean de Bourgogne, frère d'Eudes, s'étant associée de nouveau avec les prieurs de Souvigny, en 1272 (n. s.) (1), l'atelier monétaire de Montluçon fut fermé pour toujours.

f). — A. La ville fortifiée.

A la fin du ^{xv}^e siècle, peu de cités françaises offraient, autant que notre cité féodale, l'aspect d'une ville aussi fortifiée et imprenable avant le complet développement de l'artillerie.

Au centre, dominant tout de sa haute taille, surgissait son château, logis et donjon crénelé, lourd et massif, comme la personnification de la force, solidement campé sur un roc altier qui portait aussi l'esplanade défendue par les dix hautes tours de sa robuste enceinte (2). A leurs pieds se dressaient les maisons gothiques aux hauts pignons cloisonnés, aux charpentes apparentes délicatement sculptées, aux étages surplombants, coiffés de toits aigus ; vieilles demeures pressées confusément les unes contre les autres, escaladant le lacy des rues étroites et tournantes, pour échapper aux feux du soleil de la canicule d'été comme aux morsures de l'âpre bise des hivers. C'étaient les logis des clercs et des communautés, des nobles, des bourgeois et des artisans, qu'une épaisse et majestueuse muraille entourait d'une solide ceinture de granit, interrompue seulement par ses quatre portes fortifiées, et que flanquaient trente-trois tours dont les bases en glais baignaient dans de larges et profonds fossés.

I. — Le château et son enceinte.

La seule mention, à Montluçon, d'un oppidum, « *in quodam oppido* », qui figure dans la vie de saint Ménelée, mort le 12 juillet, vers 720, et dont nous avons déjà parlé (p. 150) (3), ne suffit pas pour nous

(1) Cf. 57, n° 531, 16 janvier 1272 (n. st.): « ... *Obligamus etiam nos dicta Agnes, et promittimus quod dictam monetam recipiemus... et recipi fasciemus per totam baroniam nostram de Montelucio quamdiu vitam duxerimus in humanis...* »

(2) Les murs mesuraient en moyenne de 9 à 10 mètres de hauteur, 0^m,80 d'épaisseur au sommet, et 2 mètres à la base.

(3) D'après 46, 575-576 (registre n° 11 et thèse, XXII). Aux références que nous avons données, d'après M. Fazy (Molinier, I, n° 593, p. 163), nous croyons devoir ajouter les suivantes qui les complètent et qui pourront être utilement consultées pour l'histoire définitive du château de Montlu-

indiquer en quoi consistaient les moyens de défense dont disposait notre vieille cité, ni à quelle époque précise on peut les faire remonter.

Nous savons d'autre part, très positivement, d'après les actes émanant du moine de Souvigny Jotzald (1), qu'un château existait à Montluçon au ^x^e siècle « *montis Lucii castrum* », puisqu'il est cité le 1^{er} janvier 1049 et vers 1053 (2).

Au ^{xii}^e siècle il est fait encore allusion au *castrum* de Montluçon, dans un acte du 11 février 1188, daté de Pérouse, par lequel le pape Clément III charge Nicolas de L'Abbaye, chanoine de Saint-Martin de Tours, d'instruire un différend survenu entre l'archevêque de Bourges et différents personnages, entre autres le châtelain de Murat, Raimond, prévost de Montluçon, *prepositus de Montelucio*, qui entraient la juridiction de l'archevêque, mais, par contre, l'oblige à ne prononcer la peine d'excommunication et à ne jeter l'interdit sur la terre du sire de Bourbon, et *in universitatem castri de Murato et de Montelucio*, que sur son ordre (3).

Ce *castrum*, ruiné au cours des luttes du roi de France et des sires de Bourbon contre les Anglais, par l'occupation de ces derniers, fut remplacé, à la fin du ^{xiv}^e siècle, par le château actuel. En effet, le biographe du bon duc Louis II déclare formellement qu'à son retour de captivité, ce prince donna l'ordre à messire Pierre de Norris, gentilhomme Nivernais, lieutenant général du duc en Bourbonnais et en Forez, qui avait « prinst le gouvernement en sa main comme le duc le lui avoit enchargié », d'en commencer la construction (4).

L'édifice devait être terminé en 1410, car il n'en subsiste rien qui soit postérieur à la mort de Louis II.

Le célèbre géographe de Charles IX, Nicolas de Nicolay, qui nous a laissé une si intéressante description du Bourbonnais en 1569,

çon : LABBE : *Nova bibl. mss.* (1657) ; II, 591-3 ; — MABILLON : *Acta ss. ord. S. Benedic.* (1672), III, I, 404 (2^e 384) ; — PERSIGNAN : *Vie de saint Ménélee* ; Le Mans, 1877, in-8°, 124 pp. ; — PINIUS : *Comment. præv.* dans *Acta Bolland.* (1727) juillet, V, 302 à 308 ; et *Bibl. hagiographique*, 5919.

(1) Cf. chap. II, § 1, c. p. 213.

(2) 48, thèse, 186.

(3) *Id.*, cat., 355, n° 440, d'après ADC, série G, cartulaire de l'archevêché, p. 264.

(4) Cf. chapitre II, § 1, c. p. 226 ; — 29, 163, 319.

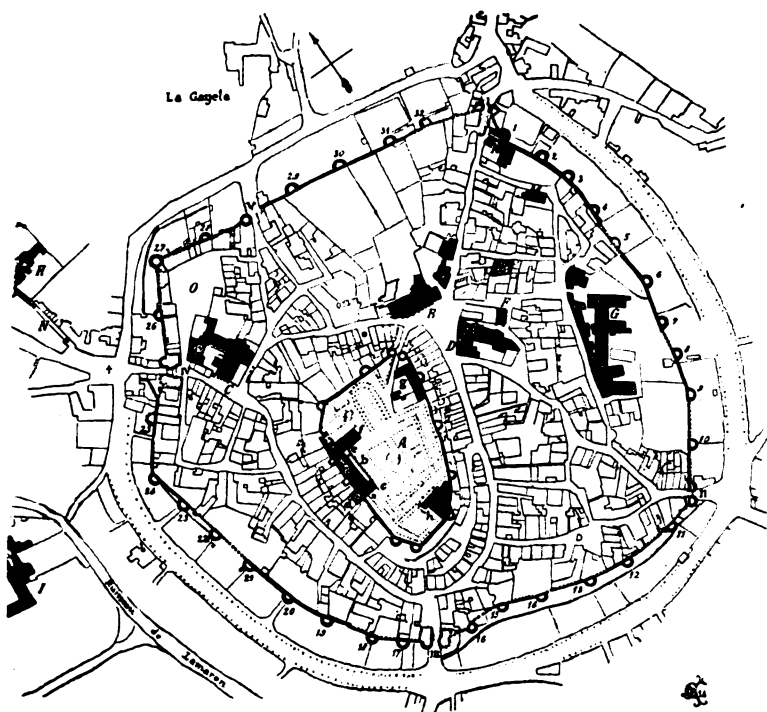


Fig. 22. — Plan de la ville de Montluçon, du XV^e au XVIII^e siècle.

(D'après le relevé de M. Dufour et le cadastre.)

A, château ; **a**, grand logis ; **b**, galerie ; **c**, ancienne chapelle ; **d**, donjon ; **e**, tour d'escalier et horloge ; **f**, services et conciergerie ; **g**, prison ; **h**, pressoirs et granges ; **i**, salle Bernard ; **j**, promenade publique établie en 1749 ; — **B**, église Notre-Dame, avec, à côté, le prieuré et le cimetière ; — **C**, église Saint-Pierre, **c**, prieuré ; — **D**, Collégiale Saint-Nicolas ; — **E**, doyenné de Saint-Nicolas ; — **F**, chapelle Saint-Louis ; **G**, couvent des Ursulines ; — **H**, couvent des Capucins ; **I**, couvent des Bernardines ; — **J**, ancien Hôtel-de-Ville ; — **K**, ancien collège ; — **L**, maison des Charités ; — **M**, Four banal ; — **N**, Pont vieux ; — **O**, cimetière Saint-Pierre ; — **P**, porte des Cordeliers ; **II**, porte des Forges ; **III**, porte de Bretonni ; **IV**, porte Saint-Pierre ; **V**, poterne Fouquet. — 1 à 32, tours de l'enceinte de la ville, dont la plupart furent démolies au cours des XVII^e et XVIII^e siècles ; la 33^e tour protégeait la poterne Fouquet (**V**).

consacre à notre château quelques lignes d'autant plus précieuses qu'elles émanent d'un témoin oculaire (1).

« Au lieu plus haut et plus éminent de la ville, sur une motte élevée, entre le Midi et l'Orient, est assis le chasteau de Montluçon consistant en un beau corps de *logis* édifié par le duc Louis sur une grande et longue place, dans lequel sont plusieurs saïles, chambres, garde-robes, cabinets et autres membres et offices commodes et par espécial le *grand pavillon* qui est le logis du prince, sur lequel est la tour de l'*horloge* (2); mais à faute d'entretienement de couverture, on le laisse tomber en ruine, ce qui est très grand dommage.

« Tout le long dudit chastel, du costé d'Occident, il y a une *longue galerie* haute, partie en deux, au milieu de laquelle est la *chapelle* (3) des ducs de Bourbon, qui est assez belle. Tout le reste du logis est en *caves*, *celliers* et *greniers* qui servent à serrer les blés et les vins qui proviennent de la recette de la chastellenie; et à main sénestre, à l'entrée du chastel, dans une maison basse, se tiennent les *plaids de la justice*. Tout le reste du vieil bastiment est tombé en ruines (4). »

(1) 74, I, 197-8.

(2) Nous parlerons plus spécialement de cette tour, surmontée depuis le xvi^e siècle de l'horloge urbaine, d'abord dans ce paragraphe, et dans la partie descriptive, à propos du château.

(3) On trouve cette chapelle mentionnée dans une fondation de Charles I^{er}, qui, au mois d'août 1454, énumère divers dons faits par les ducs ses prédécesseurs « ... que comme feus de bonne mémoire nos seigneurs prédécesseurs le duc Pierre et aussi le duc Louis son fils... pour le salut et remède de leur âme et de leurs parens et secours et clémence de Dieu nostre Benoist Créateur et de sa Benoïste et glorieuse Mère avait fondé anciennement deux chapelles ou vicairies dont l'une en l'honneur de monseigneur saint Louis, confesseur, jadis roi de France, en l'église collégiale de monseigneur Saint-Nicolas de Montluçon, à la charge de trois messes la semaine en la *chapelle de nostre chastel de Montluçon* » et ajoute : « et le samedi sera ditte et célébrée messe et office de Nostre-Dame qui commence SALVE SANCTA PARENS, en l'église de Nostre-Dame de Montluçon en l'hostel et chapelle de Nostre-Dame ». (Cf. ADA, fonds de Saint-Nicolas.)

Elle est en outre représentée dans un dessin d'un très grand intérêt qui nous renseigne sur l'état du château tout entier à la fin du xviii^e siècle, et qui est reproduit dans l'ouvrage publié par M^{lle} L. DUCHET (217, 212-213).

(4) Un inventaire des meubles du château, établi le 7 août 1518, par le lieutenant de Montluçon, et que nous fait connaître le précieux ouvrage de Gilbert Bon-Perrot de Saint-Angel (217, 260, d'après un document des Arch. Nat. P 1357^r, cote 378, et 57, n° 8053), montre combien était encore somptueux le mobilier qui restait dans la chambre de la duchesse et les appartements du logis : ... « En la chambre de Madame : 3 lictz garniz de coecte et cuissin ; 6 piesses de tapisserie de verdure et unq ciel ; 4 piesses de tapisserie de chardon ; cinq grand tapys de ouvraige de Turguye ; ... 3 petits tappis de Turquie ; une couverture de fleur de lictz (*sic*) ; un grand tableau où est l'imaige de Nostre-Dame ; une piessie de tapisserie des Fagon-teurs (*sic*) ; ... au logis hault, 15 lictz garniz de cuissins ; ... 14 couvertures blanches que le dit Jacques [Rudrus] dict que ma dicte dame [Anne

Deux grosses tours encadraient la porte d'entrée du château et huit autres flanquaient les angles de la vaste enceinte.

A la fin du ^{xv}^e siècle et au cours du suivant, pour empêcher la

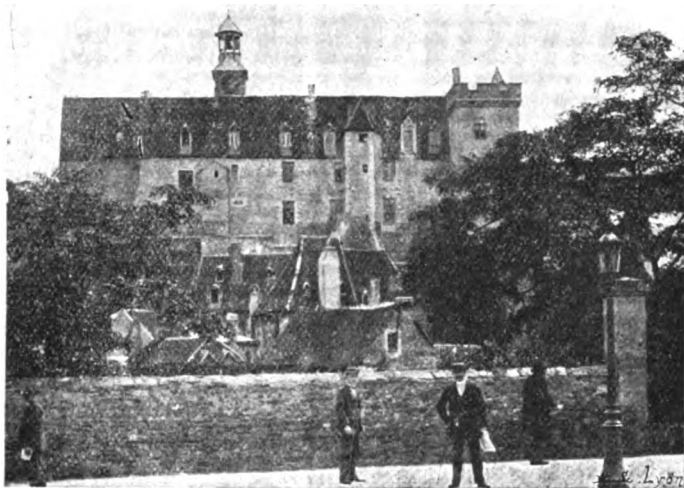


Fig. 23. — Le château de Montluçon vers 1850 (1).

ruine complète de tous ces bâtiments, quelques réparations furent entreprises au vieux castel et à quelques tours, ainsi qu'en témoignent divers mandements des successeurs de Louis II (2).

de France] les avoit fetez faire en ceste ville en son dernier voyage; deulx cielz de verdure; 4 piesses de verdure et unq ciel de verdure; deux paremens d'autel en facton (sic) Turqueye; ... plus en la chambre de nous lieutenant dessus dict, 3 vieilles piesses de tapisserie à chardon. Le tout laissé es dictes chambres du dict castel. »

Tout cela n'était pourtant que le reste du mobilier qui n'avait pas été jugé digne d'être transporté quelques années plus tôt au château de Moulins...

(1) Cf. 179, *Néris-les-Bains*, p. 65. Le cliché nous a été aimablement communiqué par l'éditeur.

(2) Louis Meusnier, « garde de la vaisselle de cuisine », est institué « contrôleur des réparations du château de Montluçon », par acte « signé au château de Montluçon, le 21 décembre 1488 ». (Papiers du Fourny, fol. 350 (p. 143), BN, fonds Gaignières : 654; copie ADA, n° 267, p. 131.)

Mais déjà ruiné en 1569, il fut, à partir du xvii^e siècle, à peu près abandonné, dévasté pendant la Révolution, transformé en caserne au siècle dernier et laissé dans le malheureux état où nous le verrons dans la troisième partie de cette étude (1), avec l'espoir pourtant d'être sommairement restauré au cours du xx^e siècle, pour recevoir le Musée et, sans doute, la Bibliothèque Municipale.

II. — Les murailles, les portes et les tours de la cité.

La ville était protégée contre les attaques extérieures par une haute muraille (2) de « six pieds », dont la chaîne solide, épaulée par de nombreuses tours, n'était interrompue que par quatre portes, fortifiées chacune de deux grosses tours.

Au Nord-Est, la porte « Marchio » (*fig. 22, I*) (3), appelée plus tard : porte des « Cordeliers », parce qu'elle s'ouvrait sur le chemin qui conduisait chez ces religieux, permettant aux habitants de prendre la direction de Moulins à droite, et à gauche celle du Berry, de Saint-Amand et de Paris.

Au Sud-Est, la porte « des Forges » (*fig. 22, II* et *fig. 24* ci-après) (4), s'ouvrait sur la route de Nérès, de Marcillat, de l'Auvergne.

Au Sud, la porte de « Bretonnie », anciennement « Porte de la Boucherie » (*fig. 22, III*) (5) facilitait les relations avec la Marche et le Limousin.

(1) Nous laissons à Jean Tizon (M. Vignier), le soin de décrire d'imaginaires tournois et des fêtes qui auraient été donnés sur l'esplanade du château par nos ducs, en y transportant même des scènes qui se déroulèrent au château de Moulins... (Cf. *Paris-Centre*, 26 et 27 décembre 1912.)

(2) On peut sans doute faire remonter au milieu du xiv^e siècle la construction de ces fortifications. Par suite des guerres anglaises, elles avaient besoin de réparations à la fin de ce siècle : « En 1390, on répara les tourelles, murailles de la ville de Montluçon. » (Cf. **217**, 191). — Le 10 juillet 1512, « les consuls adjugèrent à Geoffroy Brictour, la reconstruction d'une partie du mur de la ville entre la porte des Forges et celle de Bretonny, moyennant la somme de quatre-vingts livres » (*id.*, 193).

(3) Un acte du 16 décembre 1462 montre qu'on avait fait à cette porte d'importantes réparations « cinq ou six ans » avant, **ADA**, E, cité par **194**, 57.

(4) Pour la vue extérieure de cette porte, Cf. **194**, 335, le remarquable dessin de M^{me} de Rochedragon, en 1790. — C'est à l'excellent ouvrage publié par M^{lle} Duchet, que nous empruntons le plan de la porte des Forges (Cf. **217**, 7).

(5) Cf. **217**, 206.

Enfin à l'Ouest, la porte « Saint-Pierre » (fig. 22, IV et fig. 25 et 26) mettait en rapport la cité avec le Limousin et le Bas-Berry.

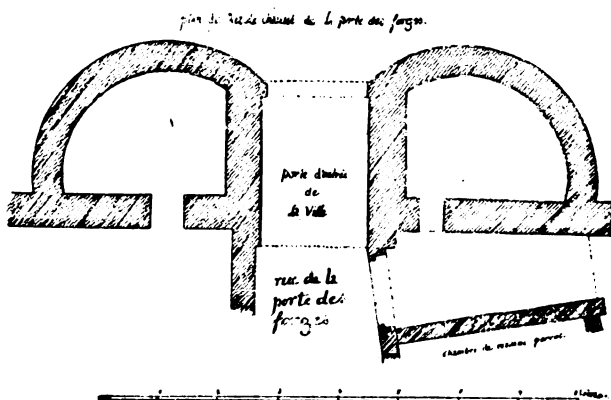


Fig. 24. — Porte des Forges. Plan.
(Dessin de M^{lle} Léonie Duchet.)

Le 21 décembre 1664, partageant la disgrâce du célèbre surintendant des finances de Louis XIV, Nicolas Fouquet (1), sa mère, Marie de Maupeau, sa femme, Marie-Madeleine de Castille, avec ses trois enfants et son frère Gilles, sur l'ordre du roi se retirèrent tous à Montluçon (2). Ils habitèrent, hors les murs, une maison aujourd'hui détruite, appelée « le palais de la Cave » ou de la Gaieté. Entourés du respect universel et trouvant moyen, malgré leur réel dénûment, de faire beaucoup de bien, payant de leurs personnes,

(1) On sait que le fameux surintendant, né à Paris en 1615 et mort le 23 mai 1680, fut arrêté à Nantes, dans la matinée du 5 septembre 1661, sous l'accusation de péculat, et condamné trois ans plus tard au bannissement et à la confiscation de ses biens comme concussionnaire du trésor public. Le roi commua sa peine de bannissement en celle de la prison perpétuelle. — Le 27 décembre 1664, Nicolas Fouquet fut incarcéré à Pignerol, où il subit pendant dix-huit ans une étroite et dure captivité.

(2) 81, 264, parlant du surintendant le faisait passer par Montluçon « où il trouva un moment de repos dans son long et douloureux voyage de Paris à Pignerol ». La phrase est jolie et l'intention bonne, mais nous n'avons pas trouvé de preuves que le condamné eut la joie d'accompagner sa famille dans notre ville et qu'il n'ait pas été conduit sous bonne escorte directement de Paris à Pignerol.

pour le soulagement des malades et des blessés (1), ils obtinrent des consuls la permission d'établir dans la muraille de leur demeure une poterne qu'on a improprement appelée depuis la « Porte Fouquet » (2) (fig. 22, V), afin d'avoir un accès plus aisé dans la ville pour vaquer aux exercices de leur charité et de leur dévotion dans les églises de Notre-Dame et surtout de Saint-Pierre (3).

Trente-trois *tours* renforçaient la muraille d'enceinte, constituant,

(1) Cf. *Les Fiefs du Bourbonnais*, par M. AUBERT DE LA FAIGE, t. II, 107, 342-4; — 8, 1884, 48; — 3, 143; — 217, 216, qui écrit: « Par acte du 10 février 1667, reçu Perrot, la veuve Fouquet et Marie-Madeleine de Castille sa bru, épouse de Nicolas Fouquet, ministre d'Etat et surintendant des finances, firent don à la maison de Charité de la ville de Montluçon, d'une somme de 2.000 livres pour l'entretien d'une des Sœurs de l'ordre de Saint-Lazare que l'on fesoit venir pour gouverner cette maison. »

(2) Cf. 217, 206.

(3) Mesdames Fouquet restèrent à Montluçon de 1664 jusqu'en 1674. Elles eurent en 1671 la consolation de recevoir la visite de l'archevêque de Narbonne, frère aîné du surintendant. C'est la *Chronique* manuscrite des Ursulines de Montluçon qui raconte le fait (p. 508, 509): « Le sacrement de Confirmation, l'année 1671 (en août), fut administré à quelques personnes de la ville par l'archevêque de Narbonne, lequel estait venu à Montluçon pour voir Madame Fouquet la douairière sa mère. »

Il s'agit, en effet, ici de Mgr François Fouquet, frère aîné du surintendant des finances, qui fut d'abord évêque de Bayonne, puis d'Agde, coadjuteur de Narbonne, le 18 décembre 1635, et enfin archevêque de cette ville en 1659; puis enveloppé dans la disgrâce de son frère et relégué à Alençon, il y mourut le 19 octobre 1673. (*Les évêques et les archevêques de France*, par le P. Armand JEAN. S. J., Paris, Picard, MDCCCXCI, 251.)

Cette même année 1671, le 25 juillet, Mesdames Fouquet purent acquérir à Moulins où les appelaient de vieilles amitiés, une maison, place des Lices [auj. d'Allier], et dans les environs le petit castel de Pomay. Elles ne purent cependant quitter Montluçon qu'au commencement de 1674. Elles reçurent, en mai 1676, à Moulins, la visite de la marquise de Sévigné, qui raconta à sa fille ses entretiens avec elles, dans une lettre intéressante datée du 17 mai, de la chambre où était morte sainte Jeanne de Chantal, « sa grand'mère ».

En 1679, Madame Fouquet, aidée de généreux ecclésiastiques, mit sa maison de Moulins à la disposition d'une école pour des filles de familles pauvres, et en 1682 elle y installa comme maitresses les Sœurs dites « de la Croix ».

Mesdames Fouquet ne tardèrent pas à abandonner Pomay et à retourner à Paris, « où les rappelait la fortune de plus en plus brillante du fils cadet du surintendant, Louis Fouquet, le futur maréchal de Belle Isle ». Cf. *Les Fiefs*, ouv. cité; — Henri FAURE: *Histoire de Moulins*, Moulins, Crépin-Leblond, imp. éd., 1900, I, 146; II, 154, 493, 520; — 3, 1890, 139 et suivantes; — J. LAIR: *Nicolas Fouquet...* Paris, Plon-Nourrit, 1890; — 92, 1922, 198, le bel article de M. G. Pradel sur *Madame de Sévigné en Bourbonnais*.



Fig. 25. — Extérieur (Vue du faubourg Saint-Pierre).



Fig. 26. — Intérieur (Vue de la place Saint-Pierre).

Porte Saint-Pierre

(D'après Madame la comtesse d'Osmond.)

avec les huit tours (1) des portes, un système de défense véritablement impressionnant (2). Au xvii^e siècle, ayant perdu leur valeur défensive, ces tours furent utilisées pour les besoins de la ville ou des particuliers (3).

III. — Les fabriques d'armes et de poudre.

La ville féodale si fortifiée, parce que trop exposée aux entreprises des ennemis du royaume, ne pouvait manquer d'établissements qui fabriquaient les armes qui lui étaient nécessaires. Aussi signale-t-on, jusqu'au xvi^e siècle, des arquebusiers habiles qui fournissaient la ville d'armes très estimées, « des épées qui rivalisaient avec les lances de Tolède », pour une population toujours sur le qui-vive, toujours prête à repousser l'agression (4).

Dans l'*Ancien Bourbonnais* (5), Achille Allier parle des vigoureux armuriers du faubourg Saint-Pierre, comme fort capables de savoir manier les bonnes épées qu'ils forgeaient.

Un marché pour la fonte d'une couleuvrine commandée à un fondeur de Troyes, montre que cette industrie de guerre avait beaucoup

(1) Ce qui fait 11 tours et non « 40 » comme le répètent les auteurs qui se sont occupés de Montluçon. La 33^e tour de l'enceinte est celle qu'on voit dans notre *figure 22*, marquée du chiffre V, qu'on appelle « porte Fouquet », qui n'était en réalité qu'une poterne percée dans la muraille, au Nord de cette tour.

(2) Parlant de la construction des remparts de Montluçon flanqués des tours de défense, édifiés avec les mêmes matériaux, Prosper Mérimée, un des premiers inspecteurs généraux des monuments historiques, écrivait, en 1838, dans un rapport adressé à son ministre, « qu'ils se faisaient remarquer par leur appareil singulier : construits de grosses pierres, dont un grand nombre par leur forme ronde montrent qu'elles ont été prises dans le lit des torrents. Anguleuses ou arrondies, grosses ou petites, toutes sont noyées pêle-mêle dans un ciment fort dur, et le résultat m'a semblé d'une grande solidité... » *Notes d'un voyage en Auvergne*. Paris, lib. H. Fournier, 1838, 70.

(3) C'est ainsi qu'en 1650 les consuls cédèrent à Philippe Thévenet, prêtre communaliste de Notre-Dame, la jouissance pendant sa vie de la « Tour Neuve », entre la porte des Cordeliers et la porte des Forges, à condition qu'ils pourraient y faire monter la garde et en avoir l'accès pendant les troubles... Cf. 63, 32, note 3, d'après ADA. — A propos de cette « Tour Neuve », Baraillon dit qu'on lisait sur une pierre de sa restauration la date de « 1610 » (18, 186, notes sur Montluçon) ; — Cf. 217, p. 199, qui confirme cette date de reconstruction de la Tour Neuve. — Voir : C. architecture militaire.

(4) 81, 263.

(5) 11, I, 311.

périlcité à la fin du ^{xvi}^e siècle (1). Cependant on trouve encore en octobre 1620, Etienne Delapoi, qui semble habiter Montluçon, « s'obliger envers les consuls de faire quatre pièces de fonte pour la défense de la ville » (2).

D'autre part, des documents signalent, dès 1547, une fabrique de poudre à Montluçon (3).

Au ^{xvii}^e siècle, toutes ces industries avaient vécu ; on trouvait non loin du châtelet, sur le ruisseau Lamaron, les restes d'une manufacture d'armes autrefois prospère, qui n'offrait plus que des

(1) Cf. 3, II, 179, 239-241, 18 mai 1593 : marché entre les consuls de Montluçon et Jean Desmolins, maître fondeur de la ville de Troves, pour la fonte d'une coulevrine. Desmolins s'engage « de faire une pièce de canon appelée coluvrine moyenne de la longueur de dix piedz et demy ou onze piedz, portant la balle du calibre qu'il l'a pourtraict sur certain papier qu'il a déclaré ausd. consulz et de la grosseur et pourportion neccessaires à ladite longueur ; à laquelle il sera tenu graver en bosse les armes de la ville et ce qui lui sera ordonné et déclaré par lesd. consulz, soit escriptures ou aultres armoyries »... Suivent de curieuses mais longues stipulations pour ce qui sera nécessaire au fondeur pour établir son moule. Desmolins avait deux mois pour achever l'ouvrage, et il devait essayer la pièce « avec la charge de pouldre de la pesanteur de la balle du calibre de la pièce, laquelle balle pourra estre de la pesanteur de huit livres, le tout moyennant la somme de cent escuz... Faict à Montluçon, au corps de garde de la porte de Bretonny, avant midi, es presences de Gilbert de Monnestay, escuyer, sgr de Frontenact, gouverneur dud. Montluçon, etc. »...

La pièce en question fut sans doute défectueuse, car on voit les consuls passer, le 28 novembre de la même année 1593, un nouveau « marché avec Guillaume Panyer (Paye), maître fondeur demeurant au faulxbourg d'Allier, de la ville de Moulins, pour la refonte d'une grande coulvrine de la longueur de douze piedz de chasse, au calibre du roy ou de tel et semblable calibre que ladite coulvrine à fondre est de *present*... » ; — 217, 197, 198 ; — 194, 69. — Acte du 10 juin 1593, par lequel Martial Pradier, marchand de la ville de Chambon, « s'engage envers les consuls à leur fournir dans les deux mois cinq cens pesans, au poic de ceste ville, de bonne rouzete, autrement cuyvre rouge... et encores la quantité d'un millier de métal bonne et propre à faire fonte de canon, moyennant deux cents écus » (ADA série E). C'est sans doute avec ces matières premières que le fondeur de Moulins put refaire la coulvrine dont il vient d'être parlé.

(2) Cf. 217, 199 ; — 194, 41, qui mentionne dans une des salles de l'hôtel de ville « des boulets en pierre renfermés dans un caisson portatif de l'époque, deux canons très anciens, cerclés de fer et se chargeant par la culasse, datant certainement des premiers temps de l'artillerie, et qui seraient d'après une tradition très plausible, un des trophées pris sur les Anglais sous les murs de Montluçon ou à Argenty »...

(3) Cf. 63, 136 ; — 194, 76.

ruines et dont le terrain servit à l'établissement du pensionnat tenu par les religieuses Bernardines (1).

B. Les guerres et les sièges.

On s'explique d'autant mieux l'importance des fortifications de Montluçon, si longtemps ville frontière entre les provinces du Bourbonnais, du Berry, de la Marche et de l'Auvergne, — et pour les Anglais, clef de ces trois riches provinces — qu'elle eut à souffrir des guerres et des troubles qui, au moyen âge, mirent la royauté aux prises avec les gens de la Guyenne possédée par les rois d'Angleterre, de la guerre de Cent Ans et des ligues diverses qui agitèrent la monarchie, soit par des compétitions politiques, soit par de malheureuses guerres de religion provoquées par l'établissement de la Réforme.

I. — Les Anglais et les Grandes Compagnies. La guerre de Cent Ans.

Achille Allier a pu justement écrire : « Montluçon vit souvent les bandes anglaises descendre des côtes ravineées de Lamais, d'Huriel et des Guineberts, pour s'établir par delà le Cher et le long du ruisseau du Lamaron, dans les faubourgs de la Gironde, de la Lombardie, de Bretonnie (2). » Il pouvait ajouter : de la Presle qui garde dans son nom même le souvenir de luttes patriotiques...

En 1170, vers le 23 novembre, on voit le roi d'Angleterre Henri II, venu du Berry, s'avancer vers Montluçon (3). La ville tomba au pouvoir des Anglais et ils n'en furent chassés qu'en 1188 par l'arrivée du roi de France, Philippe-Auguste, qui délivra la cité (4).

(1) Voir plus loin § II, d, « Les communautés religieuses de femmes » : les Bernardines.

(2) 11, I, 311 ; — Cf. 194, 46, etc. : divers actes tirés des Archives Nationales ou des Archives Dép^{tes} concernant les armements de la ville ou des habitants pour faire face aux agressions anglaises.

(3) Cf. 46, regest., n° 61, p. 633 : « ... *Et rex Anglie, circa festum sancti Clementis venit in Berriam, versus Munt-Luzum.* » (BENOIT DE PETERBOROUGH : *Gesta Henrici II et Ricardi I regum* : Historiens de France, t. XIII, 145.

(4) « Un peu avant août 1188 Philippe-Auguste, à la poursuite des Anglais, s'empara de Ralluau, du Châtelet, de Culan, de la Roche-Guillebaud, de Montluçon (et Montem Luzzonis) et de tout ce qui relevait du roi d'Angleterre en Berry et en Auvergne. » (46, reg., n° 65, p. 635-6, d'après RIGORD : *Gesta Philippi-Augusti*, éd. Delaborde, I, 92, et Historiens de France, XVII,

Nous avons vu qu'Archambaud, le dernier baron de Montluçon (1), se plaignait que Philippe-Auguste avait envahi de nouveau ses terres vers 1202 à l'instigation de Guy de Dampierre. Il craignait sans doute que, sous prétexte de défendre Montluçon contre le retour possible des troupes anglaises, le roi de France ne s'emparât de la baronnie au profit du sire de Bourbon, ce qui en réalité se réalisa la même année ou au commencement de l'année suivante (2).

Après la rupture du traité de Brétigny, les Anglais reparurent sous les murs de Montluçon, en 1370. Nous avons parlé de ce coup de main, à l'occasion du siège de Belleperche, en racontant comment les bandes anglaises fuyant dans la direction de la Marche furent atteintes près de Montluçon par le maréchal de Sancerre, dispersées, anéanties en partie, avec leur chef « le grand David Olegreve », ce qui paraît avoir donné naissance à la fête commémorative des cheveu-fugs (3).

En 1373, la chevauchée du duc de Lancastre, dont eut tant à souffrir le Bourbonnais, ramena vers Montluçon (4) les troupes anglaises poursuivies par le duc Louis II, qui en novembre eut la satisfaction de voir sa chère province momentanément débarrassée des Anglais.

Enfin, au cours de cette malheureuse guerre de Cent Ans, en 1412, Charles VI, poursuivant la délivrance de son royaume, venant de Bourges, se serait présenté devant les portes de Montluçon dont les clefs lui auraient été offertes par Antoine Arnoux, bourgeois et l'un des consuls de la ville (5).

27; et Guillaume LE BRETON : *Gesta Philippi Regis* (éd. Delaborde, I, 188; dans sa *Philippide* (éd. Delaborde, II, 67). Ce dernier ne parle seulement que de la prise de Montluçon et de la soumission de toute l'Auvergne.

(1) P. 217, d'après 46, thèse, n° 476-479.

(2) P. 219; 46, th., p. 97.

(3) P. 228, d'après *La Chronique du bon duc Loys* (29, 80-86).

(4) P. 230, et références dans la note I, — et 3, III (1894), p. 239, article de Max BRUCHET.

(5) Cf. *Nobiliaire d'Auvergne*, par J.-B. BOUILLET, Clermont-Ferrand, typ. Perol, 1847, I, 63. — De cet Antoine « Arnoulx » descendait autre Antoine Arnoulx, écuyer seigneur du Mas (Teillet), qui vivait en 1505, et dont un fils construisit à Riom un des plus beaux hôtels de la ville. On voit sur le portique de la cour intérieure de cette demeure les armoiries de cette famille : d'or, à la fasce de sable, chargée de trois mouchetures d'hermine,

II. — La Praguerie.

Dans la révolte, qui éclata en France, en 1440, contre les sages et utiles réformes de Charles VII, — appelée Praguerie par analogie avec le soulèvement des Hussites à Prague. et qui avait pour chefs les grands seigneurs de France avec la complicité du jeune Dauphin, devenu plus tard le roi Louis XI, — le duc de Bourbon, Charles I^{er}, s'allia aux conjurés dans l'espoir de partager le gouvernement du royaume. Il donna asile au Dauphin. On attribua même au duc de Bourbon l'initiative d'être allé le prendre au château de Loches pour le conduire secrètement à Moulins même en passant par Montluçon !... (1).

Le roi et le connétable réunirent promptement une armée fidèle et, pour étouffer au plus vite cette rébellion, partirent de Poitiers dans la direction du Bourbonnais, passèrent à Guéret, et firent prendre d'assaut Chambon et Evaux, ainsi que les forteresses qui jalonnaient leur route (2).

Les villes du Bourbonnais, de l'Auvergne et du Forez, se soumirent les unes après les autres, mais non sans avoir eu pourtant à souffrir du passage des troupes royales.

Tout finit bientôt par la réconciliation du roi avec son fils le Dauphin, qui eut lieu le 24 juillet, dans l'entrevue extraordinairement mouvementée de Cusset (3).

accompagnées de trois roses feuillées de gueules, deux en chef, et une en pointe.
— En 1413, le duc de Bourbon Jean I^{er} aurait fait signer à Montluçon un traité de confédération avec la noblesse de plusieurs provinces contre les Anglais. Cf. 59, III, 188.

(1) *Ephémérides Bourbonnaises*, par M. ALARY, ms. : AP, b, archives de l'auteur. — Naturellement M. Alary ne cite pas de références ! Les historiens de Montluçon d'autre part n'hésitent pas à répéter les uns les autres, sans contrôle, que Charles VII aurait pris la ville d'assaut pour s'emparer du Dauphin qui s'y était réfugié !! Si les mémoires du temps permettent d'établir que Charles VII fit rentrer Montluçon dans son obéissance, tous les documents prouvent du moins que le Dauphin n'y attendait pas son père... Cf. G. DU FRESNE DE BEAUCOURT : *Hist. de Charles VII*, 6 vol., in-8°, Paris, 1881-1891, t. III, 126.

(2) Pour les forteresses prises à cette occasion, Cf. : DE BEAUCOURT, *ouv. cité*, III, 126, d'après : Chartier, I, 254-258 ; et le Mémoire publié parmi les preuves de l'édition de Beaucourt, de la *Chronique* de Mathieu d'Escouchy, pp. 5-7.

(3) Nous savons par les Mémoires cités par le même de Beaucourt (*id.*, 61), qu'en juin 1439, Montluçon avait reçu déjà la visite de Charles VII. Le roi,

III. — La ligue dite du Bien Public.

Dans cette nouvelle ligue, formée encore par les grands vassaux, cette fois contre Louis XI, notre duc Jean II, quoique beau-frère du roi, irrité de ne pas en recevoir l'épée de connétable et d'être privé du gouvernement de Guyenne (1), se mit à la tête des mécontents, aux côtés du duc de Berry, le propre frère du monarque, des ducs de Bretagne, de Nemours, des comtes de Charolais, d'Armagnac, d'Albret et de Dunon. Il publiait, à Moulins, le 13 mars 1464, son « manifeste de révolte », mettait toutes ses places en état de défense (2), et faisait envoyer une partie de la milice à Bourges, afin d'arrêter la marche de Louis XI, qui se trouvait à cette époque à Poitiers (3).

Mais le roi voulant réduire le duc de Bourbon, avant que les coalisés eussent organisé leurs forces, accourut vers le Bourbonnais et, laissant Bourges de côté, s'empara presque sans combat de Saint-Amand. En attendant que ses gens se rendissent maîtres d'Hérisson, il mit, le 16 mai de cette année 1465, le siège devant Montluçon, « la seconde ville du Bourbonnais, où tenait garnison Jacques de Bourbon avec xxxv lances.. et bien vi^{xx} autres combattants » (4).

Notre ville, après vingt-quatre heures de résistance, se rendit à discrétion :

« ... laquelle place n'a tenu qu'ung jour et une nuict, et s'est rendue et mise en notre obeissance. Et en pitie et miséricorde, avons donné la vie à tous les dictz gens de guerre qui estoient dedans, avecque tous leurs

« en revenant de Lyon, le 15 juin 1439, prit le chemin de la Touraine, en traversant Clermont qu'il n'avait pu visiter au passage, et Ebreuil où le duc de Bourbon se rendit près de lui, l'accompagnant jusqu'à Montluçon, à la limite du Bourbonnais ». Charles VII exhorta le prince à venir le rejoindre à Orléans pour l'accompagner « au voyage de Meaux »...

(1) Cf. CHAZAUD : *Une campagne de Louis XI et la ligue du Bien Public*, 5, XII, 1873, 23-185 ; — 59, II, 261-273.

(2) CHAZAUD, *id.*, p. 46 : « Montluçon avait reçu sa garnison. » — Le manifeste du duc de Bourbon, qui déclancha la guerre du Bien Public, est dans l'édition de l'abbé Lenglet-Dufresnoy, des *Mémoires de COMMYNES* (Paris, 1747, preuves, III, 443 et suiv.).

(3) Cf. *Histoire de Moulins*, par H. FAURE, p. 35, d'après 40, II, et 5, XII, 63.

(4) Cf. CHAZAUD : 5, 65-67, et pièce justificative, p. 142 : lettre circulaire de Louis XI (14-15 mai 1465) ; — 59, II, 265 ; — 217-191 ; — PHILIPPE DE COMMYNES, *Mémoires* édités par Joseph Calmette, et le chanoine G. Durville, Paris, H. Champion, éd. 1924, p. 17 ; — H. STEIN : *Charles de France*, p. 79.

biens, ja soit que, selon la raison de la guerre, aux gens et à l'artillerie que nous avons, nous les eussions prins d'assault, en peu de jours, ou eus à nostre volonté. Et quant à ceulx de la dicte ville, nous les avons traittez comme nous voulons qu'il soit faict à nos bons et obéissans subjectz (1). »

Libérale autant qu'habile conclusion de ce siège, car le chef de la garnison, Jacques, bâtard de Bourbon, se retirant à la tête de ses troupes, « s'engagea par serment, et ses gens avec lui, à ne plus jamais porter les armes contre le roi » (2).

Cette générosité « diplomatique » de Louis XI reçut sa récompense. Toute la partie avoisinante du Bourbonnais et de l'Auvergne fit sa soumission. Le roi reçut à Montluçon même, avant le 20 mai, les députations de tout le pays : « Murat, Ganat (*sic*), Aigueperse, Montpensier et tout le quartier de par deçà sont renduz et sont yci venus... les gens de M^{re} de Montpensier, pour traiter son appointment envers le roi » (3). Celui-ci reçut encore à Montluçon la duchesse douairière de Nevers, Marie d'Albret, le seigneur de Chaumont, Pierre d'Amboise et sa femme, le duc de Nemours, le chancelier du Bourbonnais, Louis de la Vernade, Anne du Breuil, sœur de Jean du Breuil, amiral de France sous Charles VII, enfin sa propre sœur, la duchesse de Bourbon, accompagnée de Robert de Balsac...

Louis XI quitta Montluçon pour terminer cette campagne si heureusement commencée. Il était le 1^{er} juin à Saint-Pourçain, le 11 à Varennes. Et, dans l'intention de pousser jusqu'à Moulins, il fit traverser l'Allier à son artillerie et logea une partie de ses troupes à Bessay (12 juin). « Vichy, La Palisse, Ris, s'étaient empressés, sachant le roi à Varennes, de venir demander leur pardon... » Le 17, Verneuil était investi par les troupes royales, la garnison obtenait une capitulation honorable et, le lendemain, la place fut rasée parce qu'elle était un perpétuel danger pour la ville voisine de Saint-Pourçain.

Le roi reprit ensuite, le 21 juin, Gannat qui était passé au service du duc de Bourbon, et marcha sur la Basse-Auvergne, par Aigueperse,

(1) Cf. CHAZAUD, d'après JEAN DE ROYE : *Journal de Jean de Roye, connu sous le nom de Chronique scandaleuse*, coll. Petitot, XIII, 269.

(2) Cf. CHAZAUD, *id.*, p. 69.

(3) *Id.*, 70 et 145, d'après G. Cousinot, dans une lettre à son cousin le chancelier, datée de Montluçon, le 20 mai ; et pièce justificative, n° XVIII.

Riom..., d'où les ducs révoltés s'enfuirent (1). La guerre du Bien Public, au moins pour le Bourbonnais, était terminée, et au profit de Louis XI...

On sait comment la médiation de la duchesse de Bourbon rendit la paix possible entre le roi son frère et son mari, qui, après une reprise peu loyale des hostilités, put, en même temps que les autres chefs de la ligue, traiter définitivement à Conflans (2) et à Saint-Maur (5 et 29 octobre 1465) (3) avec Louis XI, auquel il resta enfin très attaché.

IV. — Les guerres de Religion et la Ligue.

Montluçon fut peu agité par les *guerres de religion*. Le tempérament pondéré de ses habitants, leur sincère esprit religieux, les éloignaient des discussions que soulevait âprement la Réforme.

Les partisans de ces nouveautés, appuyés par des luttes fratricides « provoquées par les protestants voulant imposer de force leurs doctrines et détruire le catholicisme (4), y étaient peu nombreux et encore moins belliqueux.

En Bourbonnais l'armée protestante, après sa victoire à Cognat, en 1568, s'était dirigée vers le Berry, par Gannat, Charroux, Chantelle, le Montet-aux-Moines, Hérisson, Cérilly et Ainay-le-Château, détruisant tout ce qui avait un caractère catholique, incendiant les monastères et les églises, brûlant les statues, enlevant les vases sacrés et les ornements, promenant la profanation partout.

(1) Cf. CHAZAUD, p. 83.

(2) Cf. PHILIPPE DE COMMYNES, *Mémoires* édités par Joseph Calmette, ouv. cité, I, 85 (chapitre XIV) : « Comment l'appointement fut fait entre le roi et les seigneurs qui fut appelé le traité de Conflans. »

(3) *Id.*, p. 86, note 3, et références.

(4) Sur les vraies responsabilités des guerres de religion si odieusement travesties par l'esprit de parti et la prétendue Libre-pensée, cf. Jean GUIRAUD : *Histoire partielle et histoire vraie*, Paris, Gabriel Beauchesne, t. I, 65-70-71 ; t. II, chap. XII, 285 ; ch. XIV, 319 ; ch. XVI, 375 et suiv. ; — Louis MADELIN : *Histoire de la nation française*, publiée sous la direction de M. Hanotaux ; t. IV, *Histoire politique*, de 1515 à 1804, pp. 97-112, qui affirme les mêmes vérités « avec une impartialité et une science » à laquelle M. Guiraud (dans la *Croix*, 26-27 octobre 1924) rend publiquement hommage en constatant que M. Madelin arrive aux mêmes conclusions que lui « avec des preuves documentaires et une argumentation irréfutable ». — Pour tout ce qui regarde les origines de la Réforme ; cf. les beaux et définitifs travaux de M. IMBART DE LA TOUR : *Histoire de la Réforme*, 4 volumes, et : *Questions d'histoire sociale et religieuse*, 1 vol. in-16, librairie Hachette.

Mais en 1576 la ville, comme les autres cités, eut à souffrir du passage des troupes de reîtres qui prêtaient leur concours au prince de Condé ou à ses lieutenants gagnés à l'hérésie (1). Elle dut payer de fortes contributions cette même année (2) ; en 1578 ce fut le tour d'Huriel et de Domérat.

Eloignés des luttes religieuses, les Montluçonnais restèrent aussi étrangers aux préoccupations de la *Ligue* (1576-1591).

V. — Les troubles de la Fronde.

On peut dire la même chose des querelles de la Fronde (3). « la dernière échauffourée féodale » qui, pendant la minorité de Louis XIV, troubla pour la dernière fois (1648-1653), au cours des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, la paix intérieure dont jouit le pays jusqu'à la fin de l'Ancien Régime : Montluçon y reste étranger.

La lutte des partis se fit surtout sentir en Berry, dans la région de Saint-Amand-Montrond, et chez nous à Cérilly, à Hérisson et à l'Est de la province. Cependant, pour parer aux événements qui

(1) Cf. 23, 501, 541 et 576 ; — Louis AUDIAT : « *La Réforme et la Fronde en Bourbonnais*, p. 607, qui raconte que les Huguenots commirent à Huriel, sur leur passage, les pires profanations, notamment envers une statue antique de la Vierge qu'ils attachèrent à la queue d'un cheval et qui fut ainsi trainée dans les rues et jetée sur un bûcher. » — Tout autour de la ville, les Huguenots se conduisirent aussi odieusement. Les registres paroissiaux de Néris contiennent, au 5 février 1597, la mention suivante : Baptême à Néris, d'une fille de Chamblet, « à cause de l'inconvénient et massacre de leur esglise par le régiment de Rouzant qui tua plusieurs chrétiens dans leur esglise ». — Cf. 194-70.

(2) « Le 4 janvier 1576, la ville est obligée de fournir au camp formé à Gien, 6 muids de bled, 4 muids d'avoine, 15 muids de vin, quatre bœufs et 3 moutons » ; ... « le 15 mars suivant, le sieur Cournatin, maréchal de Mgr, ordonna aux habitants de la dicte ville de lui fournir 30.000 pains de munition, 200 pièces de vin... Les consuls ayant représenté que les habitants avoient eux même de la peine à trouver des grains pour leur subsistance, attendu que la récolte avoit été en grande partie mangée ou dissipée par l'armée qui avoit séjourné pendant longtemps aux environs de Montluçon et dont les restes même étoient encore logés depuis 8 jours dans les fauxbourgs, cette contribution fut modérée par arrêté du Conseil de Mgr, du 17 du dit mois, à 16.000 pains de douze onces »..., etc... Cf. 217, 195, d'après les Archives Municipales de Montluçon.

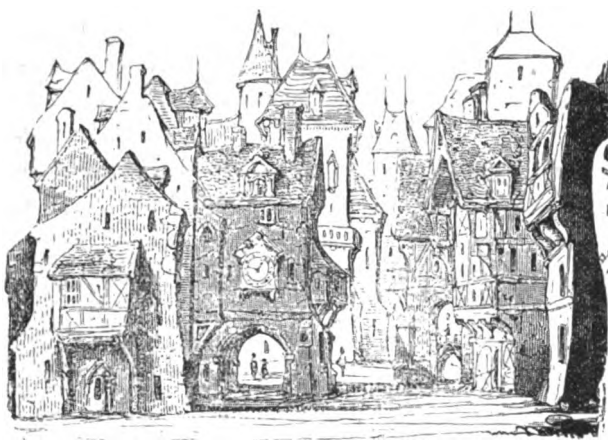
(3) Cf. 15, BOUCHARD : *Les troubles de la Fronde en Bourbonnais* ; — Louis AUDIAT : *La Réforme et la Fronde en Bourbonnais* ; — 83 : chapitre consacré à la *Fronde*.

pouvaient compromettre la tranquillité des Montluçonnais, les vigiliants consuls, par acte du 24 avril 1650, « voiant les troubles que les ennemis du cardinal Mazarin suscitoient dans le royaume, voulant mettre leur ville en état de défense, adjudèrent à Pierre Brunot, François Courty, Vincent Leboulle et Vincent Veronnet. la réparation de deux brèches faites aux murs de la ville entre la porte des Forges et celle de Saint-Pierre, moiennant la somme de 1.680 livres... Ils firent aussi venir des troupes de lignes » (1).

(1) 217, 202 (d'après les Archives Municipales) signale encore une tentative des « rebelles » maîtres de plusieurs places des environs de Montluçon qui, n'osant attaquer la ville, cherchèrent, mais en vain, à en obtenir des contributions... et le 7 novembre de la même année 1650 le passage du régiment de « Petit Navale » qui fut logé à Désertines. — Voir, dans le même recueil, diverses pièces établissant les frais qu'avaient occasionnés à la ville les troubles de la Fronde, p. 205-206 ; — et 194, 91, 12 juillet 1657.

(A suivre.)

CHANOINE J. CLÉMENT.





JOACHIM DE POMPÉRANC

Qui était Joachim de Pompéranc, un des fidèles du connétable Charles de Bourbon lors de sa défection ?

Cette question, bien des fois les érudits de notre compagnie se l'étaient posée sans avoir pu la résoudre. D'autant qu'hypnotisés par l'idée que Pompéranc devait être un gentilhomme bourbonnais, les chercheurs s'efforçaient en vain de trouver une maison noble de Pompéranc ou tout au moins un fief de ce nom, sis en Bourbonnais ou près de ses frontières.

Un érudit bien connu de notre Compagnie (1), M. Georges Paul, d'Allègre, a mis la question au point dans une brochure parue chez Champion, en 1923, sous ce titre : *Un favori du connétable de Bourbon, Joachim de Pompéranc* (2).

Loin d'être un bourbonnais, Pompéranc était du Gévaudan. Il s'appelait Joachim Dracon, seigneur de Pompéranc, fief situé près La Besseyre Sainte-Marie, et relevant de la seigneurie de Saugues en Gévaudan, appartenant aux Bourbon-Montpensier. Suivant l'usage du temps, on le désignait communément sous son nom de

(1) C'est à lui qu'on doit notamment : *Le château d'Allègre et ses seigneurs*. — *Armorial général du Velay*. — *Les d'Allègre (1122-1361)*. — *Morinot de Tourzel (1352-1416)*. — *L'Élection de Brioude dans l'Armorial général de France*.

(2) Cette brochure est accompagnée de six gravures, dont cinq hors-texte. Ce sont : La vue de l'ancien château de Pompéranc, en son état actuel. Une vue de Châteauneuf du Drac. Un plan du même château. Un portrait du connétable Charles, duc de Bourbon. Le château de La Garde, près le Malzieu (Lozère), dans son état actuel. Le sceau de Joachim de Pompéranc. Deux spécimens de sa signature.

L'orthographe *Pompéranc* a été adoptée par M. Paul comme conforme à la signature du personnage et à la légende de son sceau.

terre et de là vient que les érudits de notre province n'avaient pas soupçonné le nom patronymique de Joachim de Pompéranc. Il était fils cadet de noble Armand Dracon, seigneur de Pompéranc dès 1501, lequel, d'une alliance restée inconnue, eut quatre enfants :

1° *Louis Dracons*, que M. Paul a trouvé en 1515 avec la qualification de seigneur de Pompéranc. Il a dû mourir relativement jeune et laisser cette seigneurie à son cadet.

2° *Joachim de Pompéranc*, chevalier, écuyer et favori du connétable de Bourbon.

3° *Pons*, abbé de Caunes au diocèse de Narbonne.

4° *Antoinette*, que l'on croit avoir été mariée en 1511, à N..... de Chapelu, d'une ancienne maison noble du Gévaudan.

Les Dracon, seigneurs de Pompéranc, dont le nom, nous dit M. Paul, se trouve aussi sous les formes Drac, Dragols, Dragon, étaient, dès 1350, au moins, établis à Pompéranc, terre dont le nom se trouve antérieurement écrit sous les formes Pompeirenc, Pompeirent, Pomperant, Pomperanc ; en latin : de *Ponte lapideo*. De nos jours c'est Pompeyrin.

Les Dracon de Pompéranc étaient certainement de même souche que les Dragon, ou Dragol, déjà seigneurs de Ribennes (Lozère), en 1261, et tous paraissent se rattacher aux du Drac, seigneurs de Châteauneuf, du Drac, paroisse de Sainte-Catherine-du-Frais, diocèse de Clermont, et de bien d'autres terres. Ce lignage connu dès le XII^e siècle, a eu son nom orthographié indifféremment : Drac, Drag, Dragon ; en latin : *Draco, Draconis, de Dracu*. Les du Drac de Châteauneuf portaient : *d'or au dragon de sinople, armé, lampassé et couronné de gueules*. Or, nous savons par le sceau de Joachim de Pompéranc, que son écu familial se meublait aussi d'un dragon (1).

Voici, d'après une reproduction d'empreintes, donnée par M. Paul, la description de ce sceau :

Sceau rond, renfermant un écusson de..... à un dragon ailé de..... L'écu timbré d'un heaume fermé, sommé d'un bourrelet surmonté d'un dragon issant. Le heaume accompagné de lambrequins garnissant toute la partie du champ non occupée par l'écusson.

(1) Bibl. Nat. Pièces originales 2.324, n° 52.449.

Légende, en lettres capitales romaines :

IOACHIM DE POMPÉRANC

La similitude du nom et des armoiries portent donc à considérer les **Dracon de Pompéranc**, comme un rameau des du **Drac de Châteauneuf**. A tout le moins doit-on reconnaître que l'hypothèse faite par M. Paul est des plus plausibles.

Les du **Drac** et les **Dragon de Pompéranc** sont éteints depuis longtemps ; on en pourrait presque dire autant du manoir de Pompéranc « Aujourd'hui, dit M. Georges Paul, il ne reste plus que d'humbles vestiges de ce qui fut le manoir de Pomperanc. Et si ce n'était un semblant de tour dont l'escalier à vis dessert de modestes bâtiments de ferme, si ce n'était surtout le souvenir du vaillant capitaine dont le berceau, loin d'être comme on l'a prétendu, le Bourbonnais (1), fut bien ce hameau perdu, à cheval entre le Velay, l'Auvergne et le Gévaudan, ce village, à vrai dire, ne vaudrait guère la peine qu'on s'y arrêtât. C'est un des coins les plus sauvages de nos régions. L'accès en est pénible, des ravins profonds semblent à jamais vouloir l'isoler du reste du monde. Et le touriste qui s'aventure dans ces gorges ne sait trop ce qu'il doit le plus admirer de ce sol étrangement tourmenté, ou du charme à la fois sévère et grandiose de ces lieux. »

Avec M. Paul, on peut se demander si le dur pays de sa naissance ne fut pas pour quelque chose dans le caractère rude, irascible, batailleur, mais aussi noble, généreux, intrépide, qui fut celui de Joachim de Pompéranc.

A dire vrai, on ne sait rien des premières années de Pompéranc, et quand les chroniqueurs commencent à s'occuper de lui, il a environ vingt ans, est à la cour de France, sans que nous sachions quand et comment il y vint. Bref, nous sommes en 1517 lorsque Pompéranc, après deux duels qui s'étaient terminés par la mort de ses adversaires, eut une nouvelle affaire ; elle fut bien près de se terminer pour lui de la façon la plus tragique.

Un jour, à Amboise, raconte Pavie de Fourquevaux, le sieur de Chissay, l'un des quatre capitaines des gardes du corps du roi, se

(1) F. PAVIE DE FOURQUEVAUX : *Les vies de plusieurs grands capitaines français*. Paris, Jean du Bray, 1643, p. 21.

trouvant tout armé, prêt d'entrer en un tournoi avec François I^{er}, plaisante et offense Pompéranc, qui lui, est en simple pourpoint. Ce dernier sans hésiter, malgré des amis qui prennent parti pour Chissay, tire l'épée, charge le capitaine des gardes et l'atteint à la gorge, sous le heaume légèrement haussé.

Chissay était aimé du roi. A la nouvelle que son capitaine des gardes vient d'être mortellement blessé, François I^{er} décide que Pompéranc sera exécuté.

Or, le connétable de Bourbon qui s'intéressait à Joachim, sans doute parce que la terre de Pompéranc relevait de sa seigneurie de Saugues et avait déjà, dans les occasions précédentes, tiré son vassal d'affaire, intervient à nouveau.

Tout d'abord, il fait éclipser sans bruit le trop heureux duelliste, puis, plaide sa cause et finalement, en 1521, lors de la campagne de Picardie, finit par lui obtenir lettres de rémission (1).

Charles de Bourbon avait sauvé la vie à Pompéranc. Pompéranc ne l'oublia jamais et dès lors, jusqu'à Pavie, il lui sera dévoué corps et âme, ne le quittera pas.

Aussi, lorsque poussé à bout par la méfiance qu'on lui témoigne, les procès qu'on lui intente, la confiscation préalable de ses biens dont on le frappe, Charles de Bourbon, pensant et agissant en grand seigneur féodal, considère que le roi a le premier rompu les liens du sang, de suzeraineté et vassalité qui les unissent, se décide à rompre, à tirer l'épée, Pompéranc est du petit groupe des fidèles qui le suivent jusqu'au bout, risquant leurs biens et leur vie pour le suzerain qu'il y aurait félonie à abandonner.

Pompéranc semble bien avoir organisé et dirigé la fuite du connétable. Il l'accompagna du reste.

On a déjà tant écrit sur ce sujet en Bourbonnais, que je ne veux pas rouvrir les discussions qui se sont élevées touchant l'itinéraire suivi par Charles de Bourbon. Je préfère renvoyer le lecteur à l'étude si intéressante de M. Paul (2), ou encore à notre *Bulletin* (3)

(1) LA MURE : *Histoire des ducs de Bourbon et comtes de Forez*, t. II, p. 265, note.

(2) Pages 25 et suivantes de sa brochure sur Pompéranc.

(3) 1907, p. 93. M. Paul est d'accord avec moi. Il estime qu'il faut suivre au début la déposition du châtelain d'Hermant, témoin oculaire, puis après la pointe infructueuse vers l'Espagne, qu'on peut, pour la fin, s'en rapporter à du Bellay.

que cet auteur cite aimablement, avec une mention réellement trop flatteuse pour moi.

Nous ne suivrons pas davantage Pompéranc en Italie où sa vie continue à être unie, de la façon la plus intime, à celle du duc Charles ; il faut abrégé, courir d'une traite jusqu'au jour de Pavie (25 février 1525), à l'heure où la bataille apparaît déjà comme irrémédiablement perdue pour les Français. Et ici je laisse une fois de plus la parole à M. Paul. Il va nous raconter ce que fit Pompéranc.

« Blessé au-dessus du sourcil et à la main droite, le roi luttait avec une énergie indomptable, entouré d'Espagnols et d'Allemands. Il allait sans doute payer de sa vie une pareille témérité, quand, au dire de témoins oculaires, le hasard de la lutte amena en ces lieux Pompéranc. Le capitaine en chef des troupes de Bourbon reconnaît de suite le roi à son armure somptueuse. Il voit le danger couru par son souverain, pare adroitement les coups qui lui sont destinés et, aidé d'après certains, par La Mothe des Noyers (1), est assez heureux pour parvenir à le dégager. Alors il ploie un genou en terre et propose au prince « de bailler sa foi » à Charles de Bourbon. François refuse avec colère. Pompéranc est mieux inspiré en envoyant chercher le vice-roi de Naples. Charles de Lannoy reçut aux pieds du Roi son épée sanglante et lui offrit la sienne en échange. »

Et en note (note 3 de la page 26), M. Paul précise sa manière de voir : « C'est bien Pompéranc et non Charles de Saint-Aubin [Charles de Togues], s^{er} de la Mothe des Noyers, comme le veulent Hermandez et Paul Jove, qui eut l'honneur de sauver la personne du Roi. Tous les principaux historiens sont de cet avis. Voyez : Martin du Bellay, Belcarius, Brantôme (hommes illustres), Alfonse d'Ullsa (*Vita del Carlos V*), Guicciardini, Georges de Frecundsberg (*Mémoires*), Sismondi, Michelet, Guizot, H. Martin, etc.

On pourra comparer ce récit avec celui de notre confrère, M. Montagne, dans son intéressante notice sur Charles de Togues. Pour lui, c'est sans aucun doute le seigneur de la Mothe des Noyers qui sauva François I^{er}.

Pour ma part, j'estime que Joachim de Pompéranc et Charles de

(1) Voir *Bulletin*, 1908, p. 237-238.

M. Paul, trompé par certaines sources dont M. Montagne a fait justice, croit, à tort, que La Mothe des Noyers s'appelait Charles de Saint-Aubin. (p. 39, note 3).

Togues furent tous deux présents en cette circonstance, mais que le premier rôle fut joué par Pompéranc. La destinée subséquente des deux personnages me semble l'indiquer de façon péremptoire. En effet, tandis que Charles de Togues demeure un proscrit jusqu'à sa fin pitoyable, Pompéranc rentre en grâce auprès du Roi de France.

Certains chroniqueurs prétendent que, le soir même de Pavie, Pompéranc partit pour la France, portant à Louise de Savoie la lettre où se trouve la phrase célèbre : « Madame, de toutes choses ne m'est demeuré que l'honneur et la vie qui est saulée. »

Il est acquis, en tous cas, que, durant son séjour à Pizzighitona, le royal captif dépêcha à sa mère Joachim de Pompéranc, chargé de mission confidentielle

Quels purent être les sentiments de Pompéranc lorsque, sur le champ de bataille de Pavie, il se retrouva pour la première fois en présence du Roi, sauvant la vie à celui qui l'avait jadis condamné à mort. On ne peut que le supposer.

Toujours est-il que, dès le mois de juillet 1525, François I^{er} manifesta hautement qu'il devait quelque reconnaissance à Pompéranc en le faisant capitaine d'une compagnie de cinquante hommes d'armes et archers de ses ordonnances, poste devenu vacant par la mort du sieur de Saint-Mesme.

Après Pavie, ayant largement payé la dette de reconnaissance qui le liait à Charles de Bourbon, il semble que Pompéranc ait songé à la sauvegarde de ses intérêts.

A-t-il agi ainsi d'accord avec l'ancien connétable, à l'heure où ce prince pouvait espérer rentrer dans la possession de ses biens ? Leur secrète pensée à tous deux était-elle que Pompéranc rentré en grâce, pouvait discrètement agir en faveur du duc de Bourbon ? C'est ce que nous ne saurons jamais.

En août 1526, Pompéranc entra en cette Italie qu'il connaissait si bien, servant sous les ordres de Lautrec. C'est en Italie, au service de la France, qu'il devait poursuivre et terminer sa carrière. Elle prit fin en 1529, au malheureux siège d'Aversa, où périrent presque en entier les débris de la quatrième des armées englouties en Italie depuis le début du règne de François I^{er}.

M. Paul raconte comme suit, d'après Pavie de Fourquevaux, la mort du vaillant capitaine dont je voudrais pouvoir avec plus de

détails retracer les exploits, mais le lecteur curieux les trouvera dans la brochure dont j'achève à larges traits l'analyse.

« Pompéranc, qui avait résisté jusque là aux privations de toutes sortes, n'eut pas pourtant à rendre son épée. Affaibli par une blessure, terrassé par les premiers symptômes de la fièvre pestilentielle, sa mort arriva avant la capitulation d'Aversa. Atteint jusqu'au cœur du regret d'avoir vu disparaître ses compagnons d'armes, « il tomba roide mort en terre, rapporte son biographe, laissant volontairement la vie qu'il n'avoit peu perdre par la force entre tant de hazards et de calamitez. Heureux en cela par-dessus ceux de ses compagnons qui furent après luy contraints de passer par une honteuse capitulation, d'avoir peu mourir avant que de rien signer qui fut honteux à sa mémoire et qui luy peust estre reprochable à l'advenir. »

Ainsi périt celui que Messire Martin du Bellay, seigneur de Languey, en connaisseur, appelle « gentil capitaine ».

Pavie de Fourquevaux nous a conservé le texte de l'épithaphe destinée à la tombe de Joachim de Pompéranc. Elle ne manque pas d'une grandiloquente exagération :

DES GUERRES LES PLUS GRANDS HAZARDS,
NI DU TEMPS LES FUNESTES DARDS,
QUI DE TOUT ONT TOUSIOURS VICTOIRE,
N'ONT PAS MIS POMPÉRANT ICY.
SOUS CETTE LAME FROIDE ET NOIRE,
PASSANT, QUI CONTEMPLER CECY,
NE LEUR DONNE POINT CETTE GLOIRE.
C'EST LUY QUI LE VOULUT AINSI.

L'étude de M. Paul est on le voit pleine d'intérêt pour notre histoire provinciale. C'est l'heureux pendant du *Charles de Tognes* de M. Montagne. Je ne saurais trop, pour ma part, inviter les membres de notre compagnie à lire le *Pompéranc* de M. Paul, comme jadis ils ont lu le *Tognes* de notre confrère Montagne.

PHILIPPE TIERSONNIER.



NÉCROLOGIE

RENÉ MOREAU

1858-1924

René Moreau (1), architecte à Moulins et inspecteur des Monuments historiques du département de l'Allier, appartenait depuis 1891 à la Société d'émulation. Un mal sans rémission, contre lequel il luttait depuis plus d'une année, l'a emporté alors qu'il s'intéressait de plus en plus à l'histoire locale, cette étude favorite de notre compagne. Ses travaux professionnels l'y avaient incliné et il s'y était livré avec une ardeur juvénile, dont, en ce *Bulletin* même (2), il nous donnait, voici peu de mois, le témoi-



gnage. C'est dans le feu de ces recherches qu'il eut connaissance qu'une servile copie de notre Jaquemart venait d'être édifiée quelque part en Angleterre. L'architecte et le Moulinois se révoltèrent contre ce pillage sans vergogne, et Moreau le flagella d'un article caustique où il se plut à rassembler, brassée de verges cinglantes, les faits dont le guetteur de notre vieux beffroi fut le spectateur aux temps des interminables guerres franco-anglaises. Et l'on sentait que l'hostilité marquée dont nous assiège, depuis six ans, comme depuis toujours, le gouvernement de Sa gracieuse Majesté, avait dicté à notre confrère cette énumération vengeresse.

(1) Né à Moulins, le 28 avril 1858 ; mort dans la même ville, le 18 septembre 1924. Officier de l'Instruction publique ; chevalier d'Isabelle la Catholique.

(2) Année 1924, page 30.

D'autres travaux historiques plus étendus avaient précédé ces pages polémiques.

Déjà, il y a trois ans, recevant à Vichy, — en sa qualité de président des Architectes du Centre, — ses confrères de l'Association provinciale, Moreau avait, avec bonhomie, résumé pour eux, en une rapide conférence (1), cette histoire du Bourbonnais dont il était tout pénétré. Puis il aborda un sujet plus personnel, en écrivant sur Souvigny une courte monographie. Depuis vingt ans, comme inspecteur des Monuments historiques, il avait eu à diriger, à la vieille église prieurale, de nombreuses campagnes de restaurations, notamment la couverture en pierre des bas-côtés, la réfection des piliers du chœur et celle des balustrades extérieures des façades. La fréquentation assidue de ce beau monument, orgueil de notre province, avait éveillé en lui le désir ardent de percer le mystère qui entoure la chronologie des églises successivement bâties au cours des âges sur le même sol. La question intrigue les spécialistes et soulève plus d'une controverse... Notre confrère a pu verser au débat des données nouvelles d'une haute portée, en faisant effectuer une série de fouilles (2). Celles qu'il entreprit à l'intérieur de l'édifice, tant dans la nef centrale que dans le chœur, lui firent retrouver les traces, particulièrement curieuses, de l'église du onzième siècle : tandis que celles qu'il pratiqua devant la façade confirmèrent définitivement l'emplacement de l'église primitive. Ces découvertes heureuses, — il espérait les continuer, — l'amènèrent à entreprendre, dans le domaine historique, des recherches suivies sur le vénérable prieuré bénédictin et, de cette compilation très étendue, il avait tiré une intéressante notice à peu près achevée.

Par contre, un autre travail, beaucoup plus important, reste à l'état d'ébauche. Là aussi, c'est l'architecte des Monuments historiques qui mit en mouvement l'érudit.

On sait — peut-être ne le sait-on guère — que, si le tombeau du duc de Montmorency est « classé », la chapelle de l'ancienne Visitation, où il fut édifié, ne l'est pas. Moreau conçut le projet d'obtenir le classement. Il entreprit donc sur cette question un rapport docu-

(1) Publiée sous ce titre : *Le Bourbonnais en trente-cinq minutes* ; Moulins, 1922 (non mise en librairie).

(2) Cf. un article de M. Deshoulières, dans le *Bulletin monumental*, 1924, p. 160.

*Cliché Rocard.***MOULINS — LA CAISSE D'ÉPARGNE**

menté... Mais il fut conquis par l'intérêt de son travail et, le doigt dans l'engrenage, — tous les chercheurs le comprendront, — il y passa tout entier : Le duc de Montmorency et sa tragique destinée,

la duchesse, la création de l'ordre des Visitandines, la fondation du monastère de Moulins, la construction de la chapelle, sa description détaillée, l'édification du tombeau, le transfert du cercueil, la chapelle sous la Révolution, l'école centrale installée dans le couvent « ci-devant Sainte-Marie », le lycée qui lui succède en 1803, etc ..., furent l'objet des recherches de notre confrère dans les dépôts publics, dans les archives privées, dans les bibliothèques. Et ces recherches constituent un dossier considérable, en partie même rédigé.

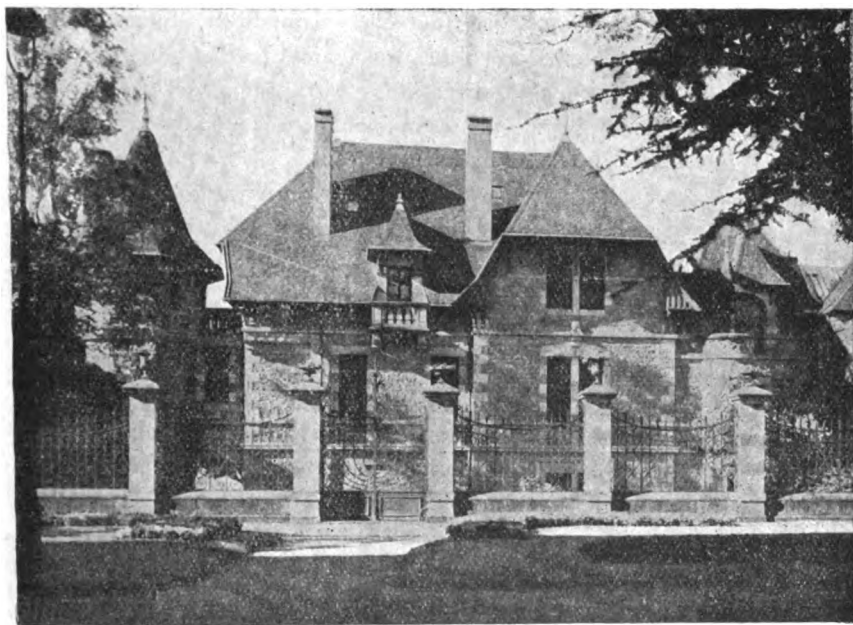
Voilà donc comment l'architecte devint archéologue et familier de notre histoire locale. Mais, architecte, notre confrère l'avait été de naissance. peut-on dire. Fils de ce Jean Moreau qui dirigea, sous Millet, la construction de la Cathédrale de Moulins et à qui notre région doit tant d'églises et de châteaux (1), il avait été à bonne école, à forte école. Passionné pour l'architecture du Moyen-Age et de la Renaissance, affiné par son passage à l'Ecole des beaux-arts, il continua l'œuvre de son père avec une note personnelle plus moderne (2), mais où se retrouvait toujours l'influence de sa formation première.

A Moulins, la notoriété de René Moreau était due surtout à son imposante Caisse d'épargne et au petit hôtel qu'il bâtit pour Louis Martin. La première de ces constructions, l'un des plus amples édifices de la ville, renferme, peu connue du public, une salle d'honneur de lignes magistrales. La seconde avait permis à son auteur de témoigner de son tact artistique. La tâche était difficile, d'insérer une construction neuve, qui ne fût ni criarde ni banale, entre le donjon de nos ducs et les restes du logis d'Anne de France. Notre confrère s'en tira à son honneur et l'œuvre atteste un rare doigté. Notons encore la vaste villa, maintenant tapissée de verdure,

(1) Cf. *A la mémoire de Jean Moreau, architecte...*; Moulins, 1899 (non mis en librairie).

(2) Cette remarque a été déjà faite par M. Louis Laroque, architecte à Moulins, dans le *Bulletin mensuel* de l'Association provinciale des architectes français, p. 318. Nous avons consulté utilement cette notice, ainsi que les documents obligeamment communiqués par notre confrère M. Baury qui, longtemps attaché au cabinet de René Moreau, lui apporta le concours de sa collaboration pendant les derniers temps de sa maladie.

de la rue Marcellin-Desboutin et le monument du colonel Laussedat (Sicard, de l'Institut, statuaire). Ici et là, des magasins où l'on reconnaît sa « patte » d'artiste, de même qu'on le vit toujours traiter avec respect les vestiges du passé : refaisant, par exemple, dans



MOULINS. — L'HOTEL MANTIN

Cliché Rocard.

une note exacte, la toiture de l'ancien hôtel d'Orvilliers (rue d'Allier), ou rendant à la « Bonne Dame » du carrefour des Quartes la partie inférieure qu'elle avait fâcheusement perdue au cours des siècles.

Bien entendu, à Moulins comme ailleurs, nous ne parlons pas des travaux d'architecture courante. Nous signalerons toutefois, au chef-lieu, l'usine de chaussures Blancher, « dont le plan est remarquable » (1), et le Solarium d'Aubrac (Aveyron), double preuve que leur auteur savait se plier aussi aux manifestations utilitaires de la vie moderne.

(1) Appréciation de M. Louis Laroque, dans l'article signalé plus haut.

En dehors de Moulins, nous avons relevé parmi les œuvres principales de René Moreau : dans l'Allier, le château du Vieux-Monceau ; en Saône-et-Loire, le très beau château de Montrifaud ; l'église de Rosières (Haute-Loire) ; des villas au Puy et à la Baule.

Quant aux restaurations, nous n'avons que la difficulté de choisir entre tant de « chantiers », — sans nous occuper de toutes celles qu'effectuèrent aux quatre coins du département les Monuments historiques et dont il assurait la direction. — En première ligne, nous inscrirons la restauration du célèbre château de Sully-sur-Loire (Loiret) qui comporta deux campagnes : l'une, il y a plus de vingt ans, où les injures du temps et de la Révolution furent atténuées par la reconstruction de deux tours maîtresses ; l'autre, toute récente, où l'incendie de 1918 donna lieu à la réédification d'un important corps de logis, ce qui permit à Moreau de faire disparaître, en s'inspirant de documents puisés dans les archives du château, une déplorable altération subie par le monument à une date déjà ancienne. Le château du Tremblay, dans la Nièvre, d'abord restauré par notre confrère, fut, lui aussi, incendié il y a peu d'années et Moreau en assura la reconstruction. Citons encore le château de Flaghac (Haute-Loire) et celui de Puifol, près de Cindré Allier, où les travaux sont en cours.

.*.*

Mais, on s'en rend compte, les temps troublés qu'a connus jusqu'ici le vingtième siècle appartenaient de moins en moins aux églises et aux châteaux... Le talent de René Moreau avait dû, voici quelque quinze ans, se renouveler. Les constructions hôtelières sollicitèrent son labeur. Il s'adapta avec une souplesse remarquable à un genre de travaux, qui ne comportait point seulement un type architectonique extérieur tout différent de ce qu'il pratiquait depuis sa jeunesse, mais aussi les mille rouages, sans cesse multipliés, du mécanisme d'un hôtel. Les services généraux, avec tous les raffinements actuels ; les appartements individuels pourvus des innovations du confort dernier cri ; et les innombrables « dessous » — office, dépense, cuisine, frigorifique, cave, laverie, lingerie, chauffage, etc. — qu'un progrès incessant améliore et modifie chaque jour : tout cela Moreau dut l'étudier avec un souci consciencieux que faisait naître chacune de ses constructions. Aussi, ses hôtels

de Vichy ont-ils été reconnus comme des modèles de moderne mise au point, sans que jamais, d'ailleurs, l'artiste ait abandonné ses droits sur le technicien.



LE THERMAL DE VICHY

Cliché Giron.

Vichy doit à René Moreau l'Hôtel Astoria et les bureaux de la Société générale, le Carlton, le Thermal-Palace, la transformation de l'Hôtel du Parc et l'immense salle de restaurant commune à ce dernier établissement et au Majestic. Ici, l'utilisation du ciment armé donna des résultats particulièrement heureux, tandis que les

proportions du vaisseau et la grâce du style — cela a été dit et écrit — ont fait de cette salle « l'une des plus belles d'Europe ». A Vichy encore, Moreau dota le Casino des Fleurs d'une salle de spectacle, d'un salon de jeu et d'un théâtre en plein air, ensemble distingué qui dut être conduit avec cette célérité un peu trépidante qu'imposent les exigences d'une ouverture de saison.

★★

Vint la guerre... A l'arrêt presque total des travaux du bâtiment, l'activité de notre confrère — qui donna ainsi la mesure de sa valeur — suppléa par les études historiques dont nous avons parlé. La tourmente passée, l'occasion s'offrit à lui d'affirmer la maîtrise multiforme de son crayon en édifiant l'arc de triomphe dont Moulins accueillit son 36^e d'artillerie, retour du Rhin : œuvre éphémère, malheureusement, mais grandiose, d'allure vraiment majestueuse, comme peu de villes de France certainement en connurent. Puis ce fut une belle série de « monuments aux morts ». Notons, entre autres, autour de nous, ceux de Souvigny et de Coulandon, l'autel-mémorial de Dompierre et celui de la Cathédrale de Moulins ; enfin le monument de Ceyssac (Haute-Loire), — tous travaux de nobles lignes qui portaient la marque de ce beau talent d'artiste. Car, artiste, Moreau l'était dans l'âme, révélant partout, par quelque détail, dans sa production si variée, la recherche élégante et le goût qu'entretenait en lui son culte admiratif pour les vieux maîtres de nos grandes époques. Aussi, ses envois au Salon furent-ils toujours très remarqués, signalés et reproduits par les revues d'architecture. Il en eut sept, que nous relevons aux catalogues des Artistes français :

1887. — *Projet de restauration d'une chapelle dédiée à saint Lazare, à Saint-Aignan (Loir-et-Cher) ; trois châssis.*

1888. — *Projet pour la construction du château de la R..., près Moulins ; cinq châssis.*

1889. — *Le Doyenné, à Moulins, état actuel.*

Projet pour la construction d'un stand, à Moulins.

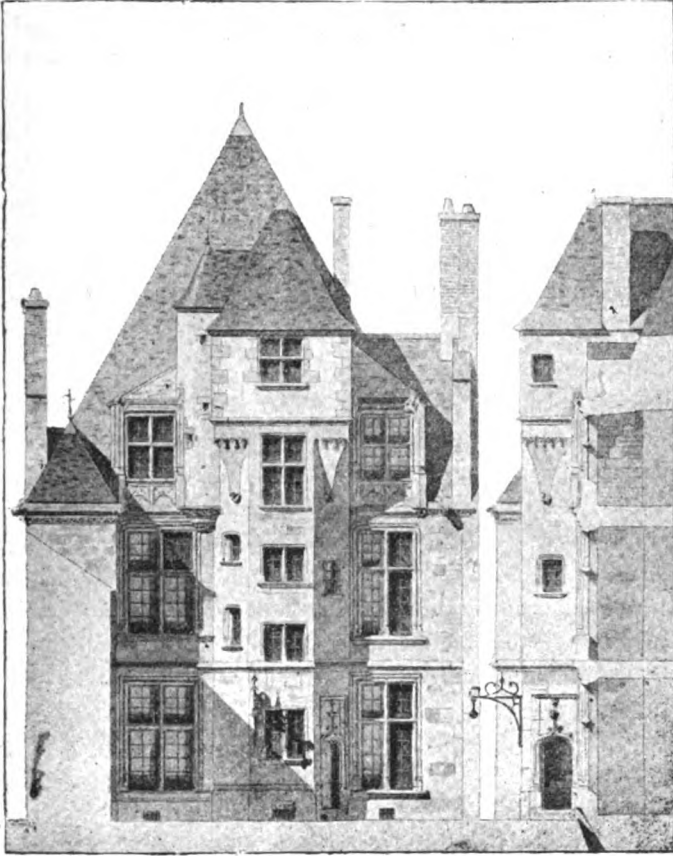
1890. — *Etude d'Hôpital ; cinq châssis.*

1891. — *Château de Contresol (Allier) ; six châssis et un cadre.*

1893. — *Construction d'un petit hôtel pour M. M... [Mantin], à Moulins.*

En 1889, au même Salon où Marius Perret, le bon peintre mouli-

nois, remportait pour la première fois une mention honorable. Moreau se voyait décerner la même récompense pour son *Doyenné*. L'année



MOULINS. — LE DOYENNÉ (1)
(Mention honorable au Salon de 1889)

suivante, il obtenait une troisième médaille avec son *Hôpital*, « œuvre importante »..., « étude très appréciée »..., « dénotant un architecte sérieux qui s'occupe des questions à l'ordre du jour » (2).

(1) Cliché extrait du *Guide archéologique dans Moulins*, par M. DE QUIRIELLE. Librairie Chambaloux, à Moulins.

(2) *L'Architecture*, journal hebdomadaire de la Société centrale des architectes français, 1890, p. 322.

Moulins — *si parva licet...* — a aussi ses Salons. (Nos amis du Syndicat d'initiative ne nous en préparent-ils pas un en ce moment ?) On a certainement gardé mémoire de l'Exposition des beaux-arts organisée en 1896, sous les auspices de notre société, et qui réussit merveilleusement (1). Elle avait été installée, avenue Victor-Hugo, dans les terrains que le département y possédait encore à cette époque. Un baraquement, bien clair, construit par M. Tourteau au milieu d'un beau jardin aux arbres splendides, fut aménagé avec une très élégante intelligence de sa destination. Et, sur les panneaux de ses cinq vastes salles, René Moreau, aidé, entre autres, de notre confrère feu Camille Grégoire, sut disposer harmonieusement les envois nombreux que nous avons reçus et qui nous firent admirer des toiles de Puvis de Chavannes, de Desboutin, de Gervex, de Rochegrosse, de José Frappa, d'Ulpiano Checa. J'en passe et des meilleurs. D'heureuses oppositions, un habile équilibre des dimensions et de la tonalité générale des œuvres exposées avaient assuré un coup d'œil séduisant à ce Salon, qui attirait dès l'abord par le charme de son accueil et, lorsqu'on l'étudiait ensuite en détail, donnait une réelle impression d'art. René Moreau, secrétaire général de l'Exposition, s'était consacré avec enthousiasme, pendant des mois, à cette organisation qui fut de tous points parfaite et qu'il sut marquer de spectacles délicats, notamment d'une représentation du *Baiser*, de Théodore de Banville.

Une chose à noter, et cela servira sa mémoire. C'est à René Moreau, cet homme qui, certes, n'aimait point à « se mettre en avant », que nous dûmes le succès des deux manifestations artistiques mémorables que Moulins, sur l'initiative de notre société, connut en ces trente dernières années : l'Exposition de 1896, dont nous venons de parler, et le centenaire de Banville, célébré avec tant d'éclat l'an dernier (2). Nommé président du Comité Banville, notre confrère en prit immédiatement en mains la direction tout entière, établit aussitôt le contact avec la Comédie-Française dont le concours lui fut libéralement assuré, sollicita les subventions des pouvoirs publics, organisa un cycle de conférences. Pour chacune

(1) Cf. *Bulletin-Revue de la Société d'émulation*, 1896, *passim* ; et aussi la *Quinzaine bourbonnaise*, même année, pp. 289 et suivantes.

(2) Cf. *Bulletin de la Société d'émulation*, 1923, pp. 153-360.

de ces « leçons », et s'attachant à faire connaître à l'auditoire les liens du bon rimeur avec le Bourbonnais, il prépara d'aimables « levers de rideau ».

Puis, la « journée Banville » étant enfin prochaine, le meneur du jeu se multiplia. Architecte, il dessina pour la maison natale du poète une plaque commémorative qui y avait son « logement » tout indiqué et que les banvillistes y attendaient depuis trente ans. Metteur en scène, il fit approprier à la représentation de *Florise* les modestes ressources de notre théâtre. Décorateur, il voulut qu'un cadre élégant entourât la statue de Banville. Et, président, il guida par la ville le cortège officiel, en marquant toutes les étapes d'une allocution ou d'un discours. Bref, on peut bien dire qu'il fut le grand ouvrier de cette belle fête moulinoise, où la gloire de Banville, magnifiée par un ministre ami des lettres et champion résolu de notre culture nationale, fut dorée d'une noble auréole.



Tandis qu'il réalisait ainsi, sans un accroc, le souhait de notre compagnie, Moreau préparait avec soin le Congrès de l'Association provinciale des architectes français qui se tint à Périgueux deux semaines après. Il n'était que vice-président de cette société ; mais le président, gravement malade depuis de longs mois, — et qui devait succomber peu après — avait laissé toutes choses en souffrance. Notre confrère dut donc, en présence d'une situation qui exigeait un effort énorme et, vis-à-vis du président malade, un tact parfait, mettre sur pied, loin des archives et de la correspondance, à travers maintes difficultés, le Congrès périgourdin. La réussite de ces assises d'une puissante association fut parfaite et Moreau s'y vit porter par acclamation à la présidence.

Déjà il sentait les atteintes du mal... Et, pourtant, il prit vaillamment en mains ces lourdes fonctions qui venaient se superposer au travail de son cabinet d'architecte. Avec l'active collaboration de notre confrère Marcel Générmont — qu'il avait réclamé comme directeur du *Bulletin mensuel* de l'association, sachant que c'était assurer à ce périodique une allure bien vivante, — Moreau s'occupa assidûment des intérêts de sa société. Dans le *Bulletin*, il traitait lui-même avec une compétence avisée les questions professionnelles que les complications de l'heure présente rendent souvent épineuses

et difficiles. Et, pendant de longs mois, malgré la maladie qui le talonnait douloureusement, il prépara le Congrès de Reims (juin 1924), dont il dirigea les travaux au milieu de l'angoisse discrètement inquiète des congressistes.

Tout récemment, il était élu à la Société centrale des architectes, académie à recrutement limité, qui n'accueille que des hommes ayant derrière eux un long passé d'œuvres maitresses. Le bagage que René Moreau — il avait travaillé dans dix-huit départements — présentait aux suffrages de cette élite de l'architecture française était considérable. Nous en signalons plus haut les pages capitales : mais nous noterons ici qu'un nombre important de dessins accompagnaient chaque envoi, prouvant le soin minutieux avec lequel avaient été étudiés tout les détails d'exécution de ces constructions diverses.

On voit — Moreau était également vice-président de la Fédération des Sociétés françaises d'architectes — on voit quelle estime ses maîtres et ses pairs témoignaient hautement pour l'œuvre, pour les qualités professionnelles et pour la personne de notre confrère. Il sied de dire aussi la déférente sympathie professée à son endroit par ceux qui menèrent sous ses ordres leur belle tâche de constructeurs.

« On aimait à travailler sous sa direction... » a dit devant son cercueil le président du Bâtiment, M. Charpy. Et, dans sa simplicité, cette formule rend bien l'impression de ceux qui furent, à tous les titres, les réalisateurs des conceptions de René Moreau. D'accueil plutôt froid tout d'abord, le maître de l'œuvre ne tardait guère à se confier aux collaborateurs dont il sentait l'esprit ouvert à cet instinct du « mieux faire » qui était sa règle. Aussi se plaisait-il à écouter, à solliciter parfois les observations de ses entrepreneurs et des ouvriers eux-mêmes, accueillant d'emblée ce qu'il estimait en elles de fondé ; examinant par le menu ce qui lui semblait discutable. Et, s'il écartait finalement une suggestion, ce n'était pas sans avoir donné, avec une courtoise clarté, les raisons de technique ou d'art qui dictaient sa décision.

Il fallait le voir arriver sur un chantier, nous disait quelqu'un, le caractéristique chapeau aux larges ailes campé en arrière, les mains dans les poches, avec cette carrure qui rappelait celle de son père. D'un coup d'œil, il embrassait le travail fait depuis sa dernière

visite. Il en approuvait l'exécution d'un *satisfecit* cordial ; ou bien, d'un « Ah ! mais non !... » bien marqué, il relevait la faute commise par le praticien, ou même, en toute modestie, redressait l'erreur qu'il avait pu par inadvertance inspirer. Et ce n'était pas d'une indication sommaire qu'il se contentait, — de celles que dessine souvent... dans l'air... un rapide tracé du pouce. — Il avait tôt pris un papier et, sur un coin d'échafaudage, d'un crayon expert, il donnait avec une précise netteté l'indication utile, résolvant la difficulté. Tous ses travaux, d'ailleurs, étaient scrupuleusement étudiés dans le détail, car c'était un dessinateur de premier ordre. Aussi, « on aimait à travailler sous sa direction... »

La froideur de son abord premier, d'autres que les collaborateurs professionnels de René Moreau ont pu la constater, qui ne tardèrent pas à être conquis par les qualités heureuses que cet homme possédait et qu'il n'extériorisait qu'à la longue. Il s'enfermait volontiers dans sa tâche laborieuse, ce puissant « abatteur » de besogne, qui travailla jusqu'à ses derniers jours, alors que le mal resserrait progressivement sur lui l'étreinte à quoi l'on ne résiste pas.

Nous avons dit ce que furent en lui le chercheur artiste et l'érudit bourbonnais. « C'était aussi un esprit élégamment cultivé, un fervent des bonnes lettres, une âme délicate et d'une absolue droiture (1). » Il faisait honneur à notre compagnie. Aussi, notre président tint-il à lui apporter, — tant au cimetière de Moulins (2) qu'à notre séance mensuelle d'octobre, — avec nos regrets à tous, l'hommage reconnaissant de la Société d'émulation.

MARCELLIN CRÉPIN-LEBLOND.

(1) *Courrier de l'Allier* du 19 septembre.

(2) D'autres discours ont été prononcés aux obsèques par MM. Charpy, président de la Chambre syndicale des entrepreneurs ; Laroque, au nom des Architectes du Centre ; Générmont, au nom de la Société des architectes diplômés ; Talbourdeau, architecte à Montluçon, au nom de la Fédération et de la Société centrale ; Dufay-Lamy, architecte à Reims, vice-président à l'Association provinciale.





BIBLIOGRAPHIE

Le Chapitre Collégial de Notre-Dame de Moulins, 1378-1408, la fondation et le fondateur, par M. l'abbé Philippe DUMONT, docteur ès lettres. — Moulins, E. Revéret, libraire-éditeur, 1924, 160 pages de texte et 50 de document, 14 planches hors-texte.

La fondation du Chapitre de Moulins (1384) occupe le point central de notre histoire bourbonnaise. Elle correspond en même temps, dans l'histoire de France, à la période si troublée qui précède l'expulsion des Anglais et la formation définitive de l'unité nationale. M. l'abbé Dumont a brossé le tableau de cette époque de notre vie bourbonnaise et de notre vie française avec une maîtrise qui dénote un vrai talent d'historien.

Son étude est divisée en neuf chapitres.

En tête, vient la requête de Louis II à Clément VII, suppliant le Pape d'autoriser la création d'un Chapitre à Moulins : la raison principale est l'intérêt religieux des habitants de Moulins. Cette ville, capitale du duché, n'a pas d'église paroissiale, mais une simple chapelle desservie par un chapelain dont la subsistance n'est même pas assurée par des revenus perpétuels.

Pour entretenir le nouveau Chapitre, le Duc croit pouvoir disposer d'une somme de deux mille francs d'or promise par le roi Charles V en dédommagement de la suppression par le fait des guerres, des vicairies fondées à Villeneuve par Pierre de Belleperche. Il dispose aussi du revenu des chapelles supprimées de Céron et de Bessay et des vicairies déjà fondées à Moulins.

Louis II prévoit un Chapitre de 12 chanoines dont le doyen sera élu par le Chapitre et confirmé par le prieur de Souvigny, patron de la chapelle de Moulins.

Le duc constituera une rente annuelle et perpétuelles de 100 livres sur ses deniers personnels ; il aura le titre de fondateur, et la collégiale sera sous sa sauvegarde. Que représentait la ville de Moulins à la fin du ^{xiv}^e siècle ? M. Dumont nous en fait la description complète, après avoir retracé les différentes phases de son histoire. — Depuis son apparition en 990-91 sous forme de simple villa du *Pagus Augustidunensis*, jusqu'à son incorporation dans la sirie de Bourbon, incorporation dont la date pourrait remonter au delà de 1108, nous ne savons rien de ses premiers débuts. — La présence d'un château-fort en 1108-09

paraît vraisemblable à notre historien. Mais, à partir de 1327, Moulins devient la capitale du nouveau duché et, dès lors, devient le centre de la cour ducale qui entraîne la création de divers organes administratifs, Chambre des Comptes, etc., et entraîne aussi la nécessité d'une enceinte de protection, dont M. l'abbé Dumont nous fait suivre la ligne ininterrompue encore facile à repérer par la situation des cours.

La situation religieuse a encore plus d'importance au point de vue de la création du Chapitre que la situation civile et militaire. Moulins se partage entre deux paroisses du diocèse d'Autun : Yzeure et Saint-Bonnet, et la fondation du Chapitre qui aura pour conséquence l'inauguration d'un nouveau centre paroissial, va jeter le trouble, non seulement dans la situation des titulaires d'Yzeure et Saint-Bonnet qui dépendent de l'évêque d'Autun, mais dans les droits du prieuré de Souvigny, à qui la *Villa de Molinis* a été donnée en 990. Dès lors la fondation du duc Louis II se trouve avoir le dire des curés à éviter. Mais le duc a une haute position à la cour de France, et cette position lui assure un crédit suffisant auprès de la cour pontificale d'Avignon. Il surmontera donc tous les obstacles, et le 7 décembre 1386, l'évêque de Nevers, Maurice de Coulange, érige la chapelle de Moulins et installe la collégiale. — Huit ans se sont passés depuis la bulle de Clément VII, autorisant cette fondation. En réalité, Louis II, malgré sa richesse, a de la peine à réunir les fonds de sa fondation.

M. Dumont nous explique les causes de cet embarras financier, difficile à comprendre pour qui connaît la magnifique fortune de nos ducs. C'est qu'en réalité, Louis II est un grand dépensier et que, pour subvenir au faste de sa vie princière, à ses expéditions, à ses constructions, aucune fortune ne peut suffire. Nous devons remercier M. Dumont de nous avoir tracé un portrait si poussé de ce haut personnage, qui a été pour la France et pour le Bourbonnais un des premiers acteurs du xiv^e siècle.

La fin de l'ouvrage est consacré à :

- 1^o L'annexion d'Yzeure.
- 2^o Les privilèges du Chapitre.
- 3^o L'histoire de la Collégiale.

De très belles planches ornent cet ouvrage, qui restera un véritable monument d'érudition faisant date dans nos annales.

Dr DE B.

La Réforme du Prieuré d'Yzeure-les-Moulins, 1503-1508. par M. l'abbé Philippe DUMONT, docteur ès lettres. — 1 volume in-8°, Moulins, E. Revéret, libraire-éditeur, 1924. — 94 pages de texte et 36 de documents, 6 illustrations hors-texte et une dans le texte.

M. l'abbé Dumont nous offre, en même temps que son histoire du Chapitre de Moulins, le récit des faits qui se sont passés à Yzeure, au moment de la réforme du prieuré, c'est-à-dire entre 1503 et 1508.

Dans son introduction, notre nouvel historien nous fait connaître l'état lamentable dans lequel étaient tombés les ordres monastiques vers la fin du x^v^e siècle, et par quelles mesures aussi rigoureuses que pondérées, l'Eglise s'était attachée spontanément à cette dure réforme, bien avant que le mouvement protestant vînt en proclamer la nécessité.

Quelle est l'origine du prieuré d'Yzeure ? Le titre le plus ancien est un diplôme de Charles le Gros, par lequel Guillaume, comte de Nevers, cède à l'évêque de Nevers, l'abbaye de Saint-Pierre d'Yzeure située dans le comté d'Autun. Le titre est de 883-886 ; le mot abbaye est là pour église.

Vient ensuite le titre de 1150, base du patronage de Saint-Menoux sur Yzeure. D'après cet acte, l'évêque de Nevers cède à l'abbaye de Saint-Menoux l'église d'Yzeure, qui, dit-il, lui appartenait déjà du temps de son prédécesseur Etienne.

Le patronage de Saint-Menoux consiste en ce que l'abbesse nomme, avec l'assentiment de l'évêque, le chapelain de l'église d'Yzeure. Le curé d'Yzeure n'est que le vicaire de l'abbesse de Saint-Menoux.

Le prieuré d'Yzeure existe avant 1312, distinct de l'église. Il semble qu'il ait été fondé vers 1250 par l'abbaye de Saint-Menoux.

Jusqu'à la réforme, le prieuré ne tient que trois ou quatre religieuses envoyées de Saint-Menoux et dont la supérieure est désignée par l'abbesse de Saint-Menoux ; il ne se recrute pas et dépend complètement de Saint-Menoux.

Les revenus du prieuré viennent de la dotation constituée par Saint-Menoux et des donations et fondations postérieures à sa création.

En fait, en 1478, il y avait à Yzeure quatre religieuses qui vivaient presque en séculières et n'avaient pas d'office solennel.

A ce moment l'abbesse de Saint-Menoux obtient du Pape Sixte IV, avec l'approbation de Louis XI, l'annexion du prieuré à l'abbaye.

L'abbesse de Saint-Menoux est Madeleine d'Amboise, qui réunit

en ses mains le gouvernement des deux abbayes de Charenton et de Saint-Menoux. Mais cette réunion d'Yzeure à Saint-Menoux n'a pas de durée, car Blanche de Guénégaud, prieure d'Yzeure, qui a accepté l'annexion en 1478, meurt six ans après, en 1484 ; elle résigne en faveur de Jeanne Mareschal II. Cette résignation approuvée à Rome, implante à Yzeure une personnalité qui refuse absolument de se dessaisir en faveur de Saint-Menoux, et la résistance de Jeanne Mareschal II est un des épisodes les plus curieux de cette phase de la réforme.

C'est en 1503, au mois de février, que le légat chargé de la réforme des ordres monastiques entreprend la réforme d'Yzeure ; il en charge treize délégués ecclésiastiques, qui prennent les premières mesures urgentes : rétablissement de la clôture, introduction de nouvelles religieuses pour aider à transformer la vie intérieure du prieuré ; mais, peu après, ces religieuses se réunissent en salle capitulaire et demandent au légat certaines modifications importantes à leur statut : l'élection de la supérieure, la jouissance des revenus.

Par une bulle datée de Lyon, avril 1503, le légat approuve.

Dans une troisième bulle, datée encore de Lyon, mai 1503, le légat enregistre le scandale qui vient de se produire à Yzeure : la prieure Jeanne Mareschal a quitté de nuit son monastère, et il charge ses délégués de nommer une supérieure provisoire et de prendre les moyens nécessaires pour faire rentrer Jeanne Mareschal dans son couvent. Jeanne Mareschal, sous la menace de l'excommunication, rentre au couvent, mais elle persiste dans sa rébellion à la réforme. On décide de la transférer d'office à Laveine, mais ce transfert n'a pas lieu, et Jeanne Mareschal meurt hors du couvent, en 1505.

Elle est remplacée par Madeleine de Chazeron ; elle est la première prieure élue, et à partir de ce moment là la réforme triomphe à Yzeure. — Au début, c'est la règle Bénédictine qui est appliquée ; à partir de 1508, c'est celle de Chezal-Benoit et, comme avec la réforme le nombre des religieuses augmente rapidement, force est de s'occuper du revenu. Beaucoup des biens du prieuré sont tombés entre les mains de laïcs. Une bulle du légat, avec menace d'excommunication, les fait rentrer et en même temps les donations reparaissent et la situation critique ne dure pas.

Dans un dernier chapitre, l'auteur étudie les suites de la réforme à Yzeure, la maison de Gipy et de Bouloët, l'émancipation maté-

rielle et spirituelle du prieuré et, sous la direction autorisée des religieux de Chezal-Benoît, le prieuré poursuit jusqu'à la Révolution, une marche régulière qui montre ici plus de vitalité qu'à Saint-Menoux.

D^r DE B.

Lieutenant Hugues DE LAUZANNE : Généalogie de la Maison de Lauzanne. — Moulins, Crépin-Leblond, 1924.

Cette publication, non mise dans le commerce, intéresse le Bourbonnais, car les Lauzanne ont été seigneurs en Bourbonnais : de Puy-de-Varennes, de Launoy, des Neurissons, de Comme-ce-Soit, (paroisse de Neuilly-en-Dun), du Péc, *alias* du Pré (paroisse de Neuvy-le-Barrois), de La Trolière et de Valvinaud (paroisse de Theneuille).

Sans compter de nombreux fiefs en Marche, leur province d'origine, en Bretagne et en Auvergne.

Leurs alliances avec les familles de Saint-Julien, de Durat, des Brandons, de Bosredon, Mulatier de La Trolière, de Bron, de Vichy, Le Borgne, de la Roche Aymon, de Chaslus, de Salvart de Montrognon, de Frétat, intéressent notre province.

Le travail du lieutenant de Lauzanne donne de courtes notices ou généalogies relatives à ces familles.

Faite à l'aide des meilleures sources, cette généalogie est une œuvre érudite, consciencieuse, qui fait honneur à la famille et à l'auteur.

Le lieutenant de Lauzanne a pu remonter la filiation suivie jusqu'à Jehan de Lauzanne, damoiseau *alias* écuyer, seigneur de Lestang et de Bezergue en Marche, né vers 1380, encore vivant le 14 décembre 1464.

Les armes de la maison de Lauzanne sont : *d'azur, au croissant d'argent, accompagné de deux étoiles d'or, l'une en chef et l'autre en pointe.*

PH. T.

Abbé GUÉRET : Petite vie de saint Mayeul, le saint de Souvigny — Moulins, Imprimeries Réunies, 1924. — En vente au presbytère de Souvigny : 1 fr. 25.

Continuant la série de ses petites monographies relatives à Souvigny et à ses illustrations, notre confrère M. l'abbé Guéret nous donne, cette fois, une vie de saint Mayeul, le grand thaumaturge du x^e siècle.

La vie de ce grand abbé de Cluny, réformateur insigne de la vie monastique, fondateur du monastère de Paray-le-Monial, n'est sans doute pas connue comme elle le mériterait, et M. le curé de Souvigny a bien fait de la mettre ainsi à la portée de ses ouailles comme des nombreux étrangers qui visitent son tombeau. Mais la vie de ce grand saint que l'on représente la tiare aux pieds en souvenir du refus qu'il fit de la papauté, à lui offerte par sainte Adélaïde, Othon II et le clergé romain, ne fut pas qu'un exemple de pieuses vertus : elle intéresse en bien des points notre province. Ses funérailles attirèrent à Souvigny un tel concours de peuples que la ville ne put les contenir ; on dressa des tentes dans les prairies de la Queusne ; Hugues Capet vint lui-même, avec une suite nombreuse, assister aux obsèques de « son meilleur ami ». Il trouva d'ailleurs près du corps du bienheureux, la guérison d'un mal rebelle.

Ce ne fut pas le seul miracle accompli par ses reliques. M. l'abbé Guéret en rappelle plusieurs autres, dont bénéficièrent des personnes d'Avermes, de Bressolles, de Cusset et surtout de Souvigny.

M. G.

A la mémoire de F. Chalandre. — Le bénéfice réalisé sur la vente de cette plaquette, ainsi que le produit d'une souscription privée, ouverte, en même temps, entre les sociétaires du Groupe, les amis et les admirateurs de Fernand Chalandre, est destinée à l'érection au cimetière de Nevers, sur la tombe du graveur disparu, d'un souvenir consistant, dans le cadre d'une architecture simple de volvic, en la reproduction, sur pierre ou sur métal, d'une œuvre de l'artiste regretté

Le Groupe d'Emulation artistique du Nivernais a décidé la publication d'un second tirage, numéroté de 421 à 620, absolument identique au premier et cédé au même prix : 5 francs, pris à la Maison du Groupe, 17, rue Saint-Etienne à Nevers ; 5 fr. 50 franco-poste sur demande à la même adresse.

Les fonds nouveaux recueillis seront employés intégralement, avec le reliquat déjà existant, à l'achat, pour la salle spéciale en cours d'exécution au Musée Municipal de Nevers, d'œuvres originales : aquarelles, dessins, esquisses, de Fernand Chalandre.

La brochure « A la mémoire de Chalandre » contient un portrait du disparu par André Favory et la reproduction de 15 « bois » de Chalandre.



NOS CONFRÈRES M. Joseph VIPLE, procureur de la République à Cusset, est nommé en la même qualité à Moulins, où il avait été, il y a peu d'années, substitut.

✦ M. Jacques CHEVALIER, président de l'Académie delphinale, vient de publier dans le *Bulletin* de cette compagnie une très belle étude sur « Bayard, lieutenant général à Grenoble ». Il y fait revivre, avec la hauteur de vues et la noblesse d'idées qui lui sont coutumières, la « physionomie spirituelle du héros dauphinois ».

NOS COMPATRIOTES Le Conseil général de l'Allier a attribué le prix Robichon 1924 à M. Max FAZY, archiviste de l'Allier, pour ses deux ouvrages sur *les Origines du Bourbonnais*.

LES CONFÉRENCES BOURBONNAISES ✧ Notre érudit confrère Paul DUCHON a inauguré, en octobre, le cycle des Conférences de cet hiver, en parlant de *la Chanson bourbonnaise* en une causerie charmante « illustrée » d'auditions de ces cantilènes populaires.

Voici le programme des conférences suivantes :

Novembre : *la Rivière d'Allier et son utilisation jusqu'au XX^e siècle*, par M. MAUVE.

Décembre : *le Bourbonnais il y a cinquante ans ; sorciers et guérisseurs préjugés et superstitions*, par M. BARDET.

Janvier : *les Paysages bourbonnais, d'après les écrivains bourbonnais*, par M^{lle} Nelly MELIN.

Février : *Marcellin Desboutin et son œuvre*, par M. CAPELIN.

Mars : *les Corporations en Bourbonnais*, par M^{lle} PERSON, directrice de l'Ecole normale d'institutrices.

CURIOSITÉS BOURBONNAISES ✧ Le laurier de la Turbie, célébré par Banville dans *la Mer de Nice* et chanté par lui dans *les Exilés*, était mort il y a déjà nombre d'années. Mais, de ce géant, des rejetons poussaient avec vigueur dans un jardin du village. L'un d'eux vient d'être solennellement planté à la place exacte où Banville admira l'arbre illustre. Et cette pensée poétique vaut mieux, croyons-nous, qu'un mauvais monument.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES ✧ ✧ ✧ ✧ A paru chez Dorbon aîné, à Paris : *Providence*, par [le lieutenant-colonel] Charles WEISS.

Notre compatriote M. Marcel DUNAN vient de faire éditer chez Plon, à Paris, sa traduction de la *Ville impériale* de Paul ZIFFERER, dont nous avons signalé la publication dans *l'Illustration*.



PROCÈS-VERBAUX

SÉANCE STATUTAIRE DU 3 NOVEMBRE 1924

PRÉSIDENCE DE M. LE D^r DE BRINON

— Etaient présents : M^{me} MONCEAU ; MM. BAURY, DE BONY, BONY, BOUSSAC, BUVAT, CAPELIN, CHAMBRON, chanoine CLÉMENT, abbé DUMONT, D^r FOURNY, GÉDEL, GÉNERMONT, LOISEAU, LOIZEL, MILCENT, Adrien MITTON, François MITTON, D^r MONCEAU, André ROY, lieutenant-colonel DE SAINT-HILLIER, SARRAZIN, TIERSONNIER.

— Excusés : M^{me} DE BONAND ; MM. Amédée BARDET, COLLAS DE CHATELPERRON, GOTTELAND, MAUVE, D'ORJO, RAYMOND, VIPLE.

— M. LE PRÉSIDENT donne le programme des conférences bourbonnaises projetées, la date, leurs sujets, le nom des conférenciers (1).

— Il est procédé au dépouillement de la correspondance. Lettres :

— De M. SAYET, rendant compte des démarches qu'il a entreprises à Paris, à l'effet de savoir où en est au Conseil d'Etat la reconnaissance d'utilité publique de notre Société.

— De M. DE LA BOULAYE, ancien président, faisant connaître que, s'il se retire de notre Société, il y sera remplacé par M^{me} de La Boulaye.

— De M. MONTAGNE, de laquelle nous extrayons les passages sui-

(1) Ce programme a été publié dans la chronique de notre dernier numéro, p. 320.

vants : « Je suis allé une dernière fois aux Pierres Jaumâtres avant l'hiver. Jusqu'à ce jour mes voyages ont été plutôt d'exploration ; je veux connaître, non seulement le groupe principal, mais aussi tous les mégalithes de la campagne environnante ; ils sont nombreux et quelques-uns curieux et jamais visités, parce que non signalés, témoin le champignon dont je vous ai envoyé une photographie. Lundi, nous avons, M. Zèle et moi, relevé quelques bassins intéressants. Nous avons constaté sur les pierres des érosions formidables, qui, presque toutes, sont orientées de l'Est à l'Ouest. Nous les relèverons toutes plus tard : photos et plans. Je ne suis pas un savant et n'ai nullement la prétention d'imposer mon opinion, j'émets des hypothèses, voilà tout. Sans aucune idée préconçue, je dis ce que j'ai cru voir. Eh bien, jusqu'à preuve du contraire, je suis d'avis que ces pierres énormes n'ont pu être rodées que par les glaces et je partage cette opinion qu'elles ont été déposées là par les glaciers, contre celle de M. Morin qui soutient qu'elles ne sont que le produit du ruissellement ; la moraine de plus de deux cents mètres de long sur trente ou quarante de large en est certainement une preuve. M. Zèle vous envoie les dessins et coupes de deux bassins d'une des pierres du groupe principal (celle de la carte postale que je vous ai envoyée où sont les deux personnages debout). Vous avez la photo d'un de ces bassins, sur laquelle vous pourrez facilement distinguer les angles rentrants. Le bassin en cœur est sur la plateforme et n'a pas d'écoulement ; faute d'éloignement, je n'ai pu en prendre une photo, mais je ne désespère pas de réussir. . »

— De M. Louis BRÉHIER, professeur à la Faculté des Lettres de Clermont-Ferrand, remerciant de l'envoi d'un tirage spécial relatif à sa conférence sur les Bibles de Souvigny et de Clermont.

— Le *Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne*, 1924, n° 10, page 174, renferme un article intitulé : *Michel de l'Hospital et sa légende*. Note signée R. C. Le caractère du chancelier, étudié d'après les documents, ne ressemble en rien à celui qu'on lui attribue : il ne lui reste guère que le mérite d'avoir vêtu d'une parure littéraire les volontés de Catherine de Médicis.

— Don à la bibliothèque : Dr Albert CAPELIN. *Contribution à l'étude du traitement des névralgies faciales, par l'alcoolisation du ganglion de Gasser*. Thèse soutenue en juillet 1924 devant la Faculté de

Médecine de Paris. M. le Dr de Brinon en rend compte en ces termes : « Travail remarquable par sa précision scientifique et sa documentation. On y sent un esprit cultivé qui expose son sujet avec la rigueur d'un mathématicien et en développe les conclusions pratiques sans s'attarder aux discussions byzantines. Nos compliments au jeune lauréat et nos remerciements. »

— M. le chanoine CLÉMENT prie l'assistance de trancher la question des itinéraires des excursions annuelles.

M. TIERSONNIER estime que les membres présents ne peuvent lier définitivement la Société par leur vote.

Cette manière de voir n'est pas adoptée, en raison du caractère statutaire de la réunion générale de ce jour.

— M. André Roy propose d'explorer le département par arrondissements, avec retour dans le même à l'expiration d'un cycle de quatre ans.

L'assistance manifeste une sympathie marquée pour ce projet. La motion Roy est adoptée à une forte majorité

Il est passé à l'ordre du jour.

— M. François MITROX donne lecture de la note suivante :

« Notre compatriote, le lieutenant Roger Givaudan, du Montet, a fait une étude importante sur le Cameroun. Le lieutenant Givaudan, à sa sortie de Saint-Cyr, a séjourné trois ans dans la région située au sud du lac Tchad et dénommée le « Bec de Canard », où il a exercé le commandement de la subdivision de Yagoua. Il a, pendant ces trois ans de séjour, accumulé de nombreux documents sur la constitution zoologique, l'hydrographie, le climat, les caractères physiques et moraux des populations, leur histoire, leur religion, le commerce, l'industrie, l'agriculture, les voies de communication, la faune et la flore de cette région. Ces documents très copieux ont été conservés aux archives de la colonie.

— M. Adrien MITROX donne les renseignements suivants, sur deux pièces préhistoriques conservées au Musée de Moulins.

Il y a sans doute beaucoup à deviner, mais il y a très peu à affirmer au sujet des deux pièces préhistoriques que M. le Président m'a chargé de relever.

Ce sont deux pierres presque informes qui ont été découvertes

à Châtel-Montagne et sont conservées aujourd'hui dans le jardin du Musée.

Toutes deux présentent une cavité héli-sphérique qui ne suffirait pas à elle seule à prouver le travail de l'homme, si l'une des pierres ne présentait aussi trois cannelures demi-cylindriques parfaitement régulières. La grosse pierre, celle qui porte les cannelures, est en granite rose à grains fins ; elle a 0^m,50 de long, 0^m,50 de large et 0^m,23 de haut. Sa cuvette, qui a 0^m,15 de diamètre et 0^m,06 de profond, est absolument régulière. La petite pierre est plus informe ; elle a 0^m,45 de long, 0^m,33 de large et 0^m,21 de haut. Sa cuvette, qui a 0^m,10 à 0^m,12 de diamètre et 0^m,08 de profond, est moins parfaitement circulaire ; son axe est placé en biais et elle présente une espèce de déversoir. La pierre est en granite gris à grains fins.

Je laisse à de plus compétents que moi le soin d'interpréter ces cannelures et ces cuvettes.

Un dessin très habile et parfaitement documentaire de M. A. Mitton circule et permet aux assistants de juger de l'intérêt des objets en question.

M. le Président insiste sur l'importance documentaire de ces deux pierres du Musée qui sont des étalons sur lesquels on peut se faire un jugement sur la question discutée des pierres à bassin. Il serait à souhaiter que l'administration du Musée les signale à l'attention par une étiquette : car la plupart des visiteurs passent devant sans les voir et sans se douter de l'intérêt qu'elles présentent. Cette question des étiquettes est d'ailleurs beaucoup plus générale ; et la plupart des pièces de valeur de nos collections restent ignorées faute d'indication.

— M. le chanoine CLÉMENT, en faisant circuler des photographies d'une statue de Madone, d'une armure et d'une charte, nous entretient d'une visite qu'il a faite au château de Lys et à l'ancienne chapelle de Longvé, dans la paroisse de Bressolles, et qui appartiennent à notre confrère M. le colonel de Saint-Hillier.

Entre la chapelle et le château, M. Lomet, arrière-grand-père du propriétaire actuel, avait fait édifier, dans les premières années du siècle dernier, et proche de la maison prieurale de Longvé qui existe encore, un petit édicule qui a reçu une superbe statue en pierre de Vierge provenant sans doute de la chapelle voisine. Cette sculpture

représente la Madone assise, tenant l'Enfant Jésus qui joue avec les pages d'un gros livre ouvert sur le genou droit de sa Mère, c'est une œuvre très importante du xv^e siècle et une des plus belles statues de la région, enfin une pièce de choix pour un grand Musée.

Le château conserve de multiples œuvres d'art, tableaux, objets de curiosité, qui mériteraient un catalogue spécial et une minutieuse description. Nous nous bornerons, aujourd'hui, à signaler en passant, plusieurs pièces d'une armure : casque, plastron d'une cuirasse avec spallière et amorce de braconnière, deux brassards avec arrière-bras dont les canons sont très ornementés, cubitière et avant-bras... Ces restes semblent de la fin du xvi^e siècle et peut-être des premières années du suivant. Elles ont été trouvées au château du Plessis (Autry-Issard) et peuvent légitimement être attribuées, comme le veut une tradition constante, à un chevalier de la famille Aubery.

Mais la pièce qui mérite une particulière mention est une charte relative à la construction de la chapelle de Longvé. Ce document, mutilé en certaines parties, signalé déjà par le regretté commandant du Broc de Segange, dans sa notice sur les fiefs de la paroisse de Bressolles, nous apprend que deux frères Nicéphore de Bressolles et Raymond donnèrent aux habitants de Longvé, « *Longo vernenses* », l'autorisation de construire une église de la grandeur et de l'importance qu'ils voudraient, avec certaines réserves de droit en faveur de l'église mère de Bressolles et l'obligation pour eux de satisfaire au précepte d'entendre la messe en cette église pour les fêtes de Pâques, de la Pentecôte, de la Toussaint et du saint Sauveur, qui était celle de l'église paroissiale, exception faite en faveur des « *moines* » qui naturellement pouvaient célébrer ces fêtes dans leur chapelle de Longvé, etc.

Malheureusement, ce document qui signale ainsi la présence des bénédictins de Souvigny, qu'on retrouve dans d'autres actes authentiques des xii^e et xiii^e siècles sur Longvé, n'est pas daté. Il semble pourtant à notre confrère qu'il peut être placé à la fin du xi^e siècle et en tout cas au commencement du douzième, si on en juge par la présence de certaines abréviations comme *l* barrée pour *vel*, et par quelques petites particularités, par exemple la forme de la lettre *e* remplaçant la lettre double *æ* dans *ecclesie*, qui ne porte pas la

sorte de petite cédille souscrite qui caractérise l'abréviation courante au **xi^e** siècle. Notre confrère se réserve d'ailleurs d'étudier et de nous faire connaître plus à fond, ce document si important pour l'histoire civile et religieuse de notre région au Moyen-Age.

— M. TIERSONNIER a relevé sur le catalogue d'octobre 1924 de la librairie Henri Saffroy, 15, rue Guénégaud, Paris VI^e (*Autographes, Documents manuscrits et imprimés*) :

« 12063 BANVILLE (Théodore DE), le célèbre poète. — Lettre aut. signée à une dame, 3 p. in-8. 50 fr.

« Il est las d'avoir tant souffert et ne peut écrire le prologue qu'elle lui a demandé, car il est condamné à un repos absolu. Maurice Bouchor pourrait écrire ce prologue aussi bien que lui. « Non seulement c'est un grand poète, mais il est profondément musicien, savant en musique, dévot passionné de Bach, et il pourrait parler d'Haydn et de *La Création* avec plus de compétence que per-
« sonne. »

« 12064 BANVILLE (Théodore DE), le célèbre poète. *Echo de Paris*, manuscrit aut. signé, 20 pages in-fol. (le ff. 16 manque). 50 fr. ».

Puis il donne lecture d'une bulle du Pape Pie V, concernant la chapelle Notre-Dame de Lorette, paroisse de Thionne. (Renvoyé à la Commission du *Bulletin*.)

M. Tiersonnier continue :

« Notre confrère, M. Max Boirot, à qui l'on doit un excellent guide de Bourbon-Lancy, paru peu de temps avant la guerre, sous les auspices du Syndicat d'initiative de cette station thermale, fait paraître de temps à autres des articles d'histoire locale dans le *Paris-Centre*.

« Signalons en particulier, dans le numéro du 25 août 1924 : *Le Cardinal de Richelieu à Bourbon-Lancy*. Ce séjour eut lieu en 1642. Quelques mois plus tard, le 4 décembre 1642, le grand ministre mourait.

« Dans les numéros du 29 et du 30 septembre 1924, sous le titre : *Madame de Sévigné à Bourbon*, M. Max Boirot s'attaque à une légende, suivant laquelle la spirituelle Marquise vient prendre les eaux de Bourbon-Lancy. Il prouve péremptoirement que c'est à Bourbon-l'Archambault qu'elle vint séjourner en 1687. »

M. Tiersonnier donne lecture de ce dernier article, où il est ques-

tion de M. Griffet, intendant des eaux minérales de Bourbon-l'Archambault, ancêtre d'une part des Griffet de La Baume, à la veille de finir en quenouille, et d'une autre branche éteinte, à laquelle appartenaient le P. Griffet et son frère, qui comptent l'un et l'autre dans les illustrations moulinoises.

M. Tiersonnier verse les extraits de ces numéros aux archives de la Société.

— M. le lieutenant-colonel DE SAINT-HILLIER continue la série de ses communications sur les voies romaines. La région dont nous entretenons aujourd'hui notre confrère, est celle de Bourges, un des carrefours de routes du monde romain.

— Sont présentés à l'admission :

M^{lle} Madeleine DE LA BOULAYE, rue Grenier, à Moulins ; par MM. Maurice Moulin, René Chabot, D^r de Brinon.

M^{lle} Jeanne CHARPY, artiste-peintre, route de Limoges, 32 bis ; par MM. le D^r de Brinon, Générmont, chanoine Clément.

M^{me} veuve François DE CHARETTE, château d'Aubigny, par Villeneuve ; par M^{me} la baronne Henri Durye, M^{lle} de Bonand, D^r de Brinon.

— Sont admis en qualité de membres titulaires : MM. DELMAS, GOLLIAUD, ROCARD, abbé ROYER, abbé LARROQUE.

— L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22 h. 1/2.

E. CAPELIN.

SEANCE DU 1^{er} DÉCEMBRE 1924

PRÉSIDENCE DE M. LE D^r DE BRINON

Étaient présents : M^{me} MONCEAU, MM. Georges BRUEL, CAPELIN, chanoine CLÉMENT, abbé DUMONT, GAUTIER, GÉNÉRMONT, P. GOLLIAUD, GUY-COQUILLE, D^r MONCEAU, PAVAILLON, ROCARD, André ROY, lieutenant-colonel DE SAINT-HILLIER.

— Excusés : MM. Amédée BARDET, abbé LARROQUE, MORAND, RATMOND.

- Le procès-verbal de la précédente séance est lu et approuvé.
- M. le PRÉSIDENT souhaite la bienvenue à MM. P. Golliaud et Rocard, qui assistent pour la première fois à nos séances.
- Lettre de M. l'abbé François LARROQUE, remerciant de son admission.

— Il est donné lecture d'une lettre de M. SEXEN, demandant à la Société de donner son appui moral à une conférence de M. Claude Farrère. Le sujet serait : « le Génie de Pierre Loti ». Cette séance aurait lieu le lundi 9 février 1925, dans la salle du Cinéma Américain. Avis favorable.

- Lettre de M. MORAND et un jeton.

« La belle conférence de M. Mauve sur *l'Allier et sa navigation*, va avoir un résultat imprévu : faire sortir de collections privées des souvenirs du fleuve moulinois ; pour ma part, je vous prierai de faire passer sous les yeux de nos confrères deux de ces souvenirs.

« 1° Une action (en blanc) de la *Société des bateaux à vapeur sur l'Allier* en 1840.

« 2° Un jeton en argent de la *communauté des marchands fréquentant la rivière de Loire et fleuves descendant en icelle*.

« Ce jeton m'a été donné par un vieux pêcheur de Billy, qui prétendait l'avoir trouvé dans les sables du fleuve, lors de la construction du pont vers 1880.

« Ces jetons ne sont pas très rares, il en existe de quatre modèles, dont trois en cuivre et un en argent ; tous portent des dates différentes. D'après M. Mantellier, l'historien de la communauté, ce sont :

« 1° Avers pour la *comm. d. march. freq. la R. D. Loire*. Au milieu de roseaux le fleuve assis sur une urne d'où s'échappent les flots. A sa gauche, Mercure lui tend la main droite et tient le caducée de la gauche.

« A l'exergue *Ligeris 1597*. A l'avvers, une vue d'Orléans, siège de la communauté avec au premier plan le pont et le fleuve. En exergue, *Avrelia*.

« Il existe ce type avec les dates 1597, 1625, 1653 et 1657.

« C'est un jeton de ce dernier type qui fut présenté à notre Société, par M. C. Grégoire, à la réunion de mars 1905.

« 2° Même avers sans date au revers. *Louis XIV cuirassé*, en exergue : « *Lud XIII D. G. Fr. et Nav. rex* ».

« 3° Même avers sans date, au revers tête de Louis XIV avec en exergue : « *Louis le Gr. roy de France* ».

« 4° Avers. *Pour la comp. D. March. freq. la R. D. Loire*. La Loire couchée au milieu de roseaux, accoudée sur une urne. Dans le champ, deux ancras en sautoir cantonnées de fleurs de lys. A l'exergue : « *Ligeris 1735* ». Au revers, une rue d'Orléans, et à l'exergue : « *ex libertate commercii vbertas. Avrellia* » (poids 10 gr.).

« Le jeton que je présente est de ce type, mais avec la date 1739.

« J'appellerai l'attention sur la devise, que je traduis : « *L'abondance naît de la liberté du commerce* », et dont nos gouvernants pourraient faire la leur en ces temps de disette. »

— M. G. BRUEL appelle l'attention de nos confrères sur les notes de M. de Launay, membre de l'Institut, ancien ingénieur des mines à Moulins : *Sur le terrain tertiaire de la Limagne Bourbonnaise*, (146 pages), accompagnées de mémoires sur la paléontologie de Ch. Depéret (vertébrés, 3 p.) et de M. G. Dollfus (mollusques, 41 pages).

C'est le numéro 147 du *Bulletin de la Carte géologique de France* (1). Il est abondamment illustré de cartes, croquis, coupes, gravures diverses, au nombre de 70 et de 7 planches en héliogravure, montrant notamment la carrière de Coulandon, l'empreinte d'un oiseau (*Palæortyx* ?) de Menat, de coquilles fossiles : *Hélix*, *Potamides*, *Eyrena*, qui permettront aux profanes de les identifier facilement.

Tous ceux qui s'intéressent à la géologie et à la faune préhistoriques de notre Bourbonnais, tiendront à consulter ce très important mémoire, fruit d'études faites sur place, de 1885 à 1900.

— M. DE BRION signale un passage d'un manuel de géographie, mis entre les mains de la jeunesse et où le département de l'Allier est ainsi décrit :

« *Le Bourbonnais*. — Au confluent de la Loire et de l'Allier, au point de convergence de la Limagne et du Forez, la plaine du Bourbonnais, couverte de sables granitiques est marécageuse et infertile, au point de mériter le nom de Sologne bourbonnaise. Toutefois, elle

(1) Paris, Ch. Béranger, éd. 1923.

tire une certaine importance de sa situation à la tête des lignes de pénétration vers l'intérieur du massif, par les deux plaines dont elle est l'issue. Peu peuplée, elle n'a qu'une grande ville, Moulins. — (P. 249. *Géographie de la France* : L. GALLOUÉDEC et F. MAURETTE. Librairie Hachette, 1923.)

Ainsi l'auteur multiplie les erreurs et les omissions. Il ignore l'existence de Montluçon et de Vichy dans l'Allier ! L'inexactitude de cette note est sévèrement commentée. Ce texte sera soumis à M. l'inspecteur d'académie, à l'effet d'obtenir de l'auteur une rectification et, au préalable, de vouloir bien nous indiquer la marche à suivre pour obtenir une revision du texte.

— Notre confrère, M. SÈQUE, nous adresse une liste des curés de Coulandon.

MM. Ficault François, avant et après 1495. Archimbaud Jean, avant et après 1526. Palierne Gabriel, avant et après 1608. Boulay, avant 1626 et après 1635. Conssion François, avant 1674-1709. Jarrouflet Jean, 1709-1739. Angrand Gabriel, 1740-1748. Coupery Jacques, 1749-1792. Bouyot Jean, 1802, non installé. Harault Antoine-Marc, 1803, non installé. Veyssière Benoît, 1804-1813. Bardoux, 1814-1817. Chevogeon Jacques, 1817-1822. Brayard Pierre, 1822-1825. Querry, 1825-1827. James François, 1827-1860. Vernay Marie-Antoine, 1860-1866. Rondet Jean-Baptiste, 1866-1873. Escot Louis-Victor, 1874-1893. Lamouroux Frédéric, 1893-1897. Sauvade Antoine, 1897-1907. Duprat Antonin, 1907-1911. Ardillon Gabriel, 1911.

— M. Georges BUEL, parlant au nom de M. Mauve, qui vient de faire récemment une conférence sur la batellerie de l'Allier, demande communication de tout dessin ou autres documents iconographiques, relatifs aux bateaux inexplorables qui naviguaient sur notre rivière.

— M. le Dr MONCEAU répond qu'il existe, dans les annuaires de l'époque, une vignette représentant un des dits pyroscaphes.

— M. le Chanoine CLÉMENT, en qualité d'inspecteur de la Société française d'Archéologie, offre, au nom de cette compagnie, le volume nouvellement paru, contenant le compte rendu de l'excursion faite par le congrès, en Rhénanie, en 1922.

De vifs remerciements sont adressés à cette Société, et son ou-

vrage, rempli de dessins, photographies et plans, tous extrêmement documentaires, obtient un vif succès.

Puis M. le chanoine Clément entretient la Société d'une visite qu'il a faite le samedi 20 octobre dernier, à l'église d'Agonges, pour relever le dessin d'une ancienne peinture murale de la sacristie. Conduit par notre confrère M. le chanoine de la Celle, et en compagnie de notre jeune confrère M. Jacques Monicat, et de M. Pierre Caillet, tous les deux élèves de l'école des Chartes, ils ont pu exécuter des photographies de cette intéressante décoration dont M. le chanoine Clément nous fait voir une épreuve mise en couleur.

On connaît la charmante église rurale d'Agonges. Cet édifice roman possédait à l'extrémité Sud de son transept une chapelle construite par les seigneurs de l'Epine au ^{xv}^e siècle. Elle passa aux Pères Chartreux au ^{xvii}^e siècle. Or l'église d'Agonges ne possédait pas de sacristie avant 1732. Dans une visite pastorale de l'archevêque de Bourges, Mgr de la Rochefoucauld, ce prélat constate cette année même l'absence d'une sacristie et l'obligation pour le desservant de la paroisse de se revêtir des ornements sacrés sur l'autel, en présence du peuple, ce qui était d'ailleurs la règle séculaire pour presque toutes les églises au Moyen-Age, mais dont on s'accommodait mal depuis la Renaissance. Il ordonna donc qu'on prendrait pour la sacristie la chapelle Sainte-Madeleine.

Mais le 26 septembre 1792, M. Martinant, curé d'Agonges, constatant que la chapelle Sainte-Madeleine était trop petite et trop humide, demanda au directeur du district de Moulins l'autorisation de prendre pour sacristie « une chapelle dépendant de la terre de l'Epine des ci-devant Chartreux ». Ce qui lui fut accordé.

Les successeurs de M. Martinant firent meubler cette chapelle dépouillée de son autel, de placards, qui couvrirent les murs jusqu'aux cintres des arcs formerets. Cette opération cacha la peinture murale qui décorait le mur Est et qui surmontait l'autel.

Après avoir enlevé la partie haute d'un placard, nous avons mis à jour, dit notre confrère, le sommet de cette décoration.

Elle représente la Trinité. Le Père Éternel assis sur l'arc-en-ciel tient de ses deux mains étendues le Christ en Croix, attaché par trois clous, tandis que la colombe symbolisant le Saint-Esprit vole entre

la barbe blanche du Père et l'auréole crucifère du Fils, d'où se détache sa tête couronnée d'épines.

Le Père est coiffé de la tiare à la triple couronne d'or. Il est revêtu de l'aube blanche avec franges d'or, de la tunique pontificale blanche sur laquelle pend l'étole de même couleur, timbrée de croix rouges. Une chape blanche doublée de vert l'enveloppe en entier, des rayons d'or s'échappent de tous côtés autour de l'auguste représentation qu'entourent des vols de séraphins aux six ailes rouges comme on les voit représentés si fréquemment dans les œuvres du ^{xv}^e siècle, notamment dans les miniatures de Fouquet.

Cette belle décoration, qui a beaucoup souffert, et qu'avait signalée déjà M. Vincent Durand (1), dans le *Bulletin monumental* (1870, p. 194), a dû inspirer en 1854 M. Villier, peintre verrier de Bordeaux, pour le vitrail qui représente le même sujet et qui a été placé dans la fenêtre centrale du sanctuaire, au-dessus du maître-autel.

La largeur totale de la peinture murale de la sacristie mesure 1^m,60, la hauteur du Père éternel, du sommet du nimbe aux pieds, est de 0^m,77, et la largeur de la croix du Christ 0^m,47.

Comme à la base de cette représentation on découvre quatre nimbes entourant des têtes de saints et des sommets de phylactères portant des inscriptions, on peut supposer que la décoration descendait jusqu'aux gradins de l'autel.

Notre confrère se propose de faire classer cette peinture murale si intéressante, et de solliciter de la Commission des Monuments historiques un crédit qui lui permette de faire enlever les boiseries qui dissimulent le bas de la décoration, afin de pouvoir la photographier dans son entier.

— M. GÉNÉRMONT fait connaître le résultat des démarches entreprises au sujet de l'exposition artistique projetée. Les adhésions arrivent nombreuses, et le projet rencontre dans tous les milieux l'accueil le plus sympathique.

(1) Il est vrai que M. Durand voit dans cette peinture murale « le Christ entouré de ses apôtres » !... La représentation de la Trinité était pourtant fréquente sous les mêmes formes, au Moyen-Age. Cf. *Histoire poétique du xv^e siècle*, par Pierre CHAMPION, édition Laurens, 1923, t. II, p. 208. « Les Lunettes des Princes », par Jean MESCHINOT, d'après la miniature du manuscrit, Bib. N^o réserve, Y^o 285.

M. le Président en exprime sa vive satisfaction à notre confrère.

— M. le lieutenant-colonel DE SAINT-HILLIER entretient l'assistance du tracé des voies romaines en France. Cette communication complète et termine la série des précédentes. Notre confrère résume ses observations qui ont frappé vivement tous les auditeurs. Les membres présents regretteront de voir arriver la fin d'un travail original, documenté, semé d'aperçus ingénieux.

— M. le D^r DE BRINON présente à l'assistance un très important mémoire consacré aux mottes Bourbonnaises, qu'il définit : des monticules artificiels entourés de fossés, en opposition aux « tumulus », monuments funéraires jamais encerclés de douves. Notre distingué Président attire l'attention de nos membres sur le fait que les mottes qui abondent dans le pays entre Loire et Allier, se raréfient et ne sont qu'en nombre infime sur la rive gauche de l'Allier. De la Loire à l'Allier ce sont des lignes ininterrompues de mottes presque toutes circulaires, parfois rectangulaires, très rarement triangulaires.

M. le D^r de Brinon croit ces mottes postérieures à l'époque néolithique. On peut les attribuer soit aux Gaulois, auxquels elles auraient servi de refuges en cas d'invasions : soit aux Boiens, établis par les Eduens sur leur frontière externe, soit aux Loetes ou barbares établis à postes fixes par l'empire romain après Constantin, pour servir de protection contre les dangers qui menaçaient de l'extérieur.

— Sont présentées à l'admission :

M^{me} GUET-BERNARD, à Bourbon-l'Archambault, par MM. le chanoine Clément, le D^r et M^{me} Monceau.

M^{lle} Marie-Andrée TERRASSE, cours d'Angleterre, Moulins, par MM. le chanoine Clément, Joseph Guy-Coquille et de Bony.

M^{lle} Charlotte GUY-COQUILLE, par MM. le chanoine Clément, Milcent et Joseph Guy-Coquille.

— Sont admises en qualité de membres titulaires :

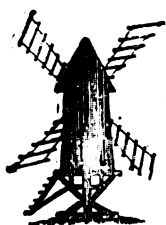
M^{lle} Madeleine DE LA BOULAYE ; M^{lle} Marguerite-Jeanne CHARPY ; M^{me} François DE CHARETTE.

— L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22 h. 1/4.

E. CAPELIN.



LA QUINZAINE BOURBONNAISE DE 1925



Ce sera un des beaux gestes qui compteront le plus dans les annales de notre jeune Syndicat d'Initiative Bourbonnais que d'avoir pris en mains, non sans une téméraire hardiesse, en des heures difficiles, l'organisation fort complexe de cette Exposition Artistique qui doit, en mars prochain, grouper à Moulins les envois des artistes de la province. Et cela seul suffirait à justifier la création et à démontrer l'opportunité d'un groupement comme celui-ci auquel, d'ailleurs, notre Compagnie s'est plu à témoigner, dès le berceau, une très réelle sympathie et à prêter son plus entier concours.

Aussi bien, fort de la collaboration gracieuse du plus grand nombre des membres de la Société d'Emulation, le Comité d'organisation a-t-il pu ordonner ses premières démarches et espère-t-il mener à bien la tâche qui lui a été confiée. Les bonnes volontés se sont révélées et multipliées à son appel ; chacun a tenu à prendre part à cette œuvre de décentralisation artistique dont chaque jour confirme la portée ; et c'est chose à la fois touchante et réconfortante de constater l'unanimité qui s'est faite sur ce terrain où communient, dans le même et généreux amour de l'art, amateurs et artistes. Quelques mois seulement nous séparent de l'annonce de ce Salon et bien courte a été la période de mise en train de cette quinzaine ; mais déjà il est possible de se rendre compte du travail accompli et des promesses qui donnent courage et confiance aux organisateurs.



Tout d'abord les inscriptions sont venues aussi nombreuses, plus nombreuses même, qu'il était possible de le souhaiter : nous avons, au 31 décembre, 152 dossiers complets d'exposants, représentant plus de 800 œuvres, et il nous faut compter sur une bonne trentaine de retardataires qui ont bien promis leur participation mais n'ont pas encore retourné leurs fiches. La presque unanimité des artistes bourbonnais, sociétaires des Artistes Français ou de la Société Nationale des Beaux-Arts, et exposant généralement dans les Salons parisiens, nous enverront une sélection de leurs œuvres. Et nos compatriotes retrouveront avec plaisir plusieurs envois des Salons de 1924 : le *Jardin de l'Horticulteur*, d'Ansaloni (A. F.) ; le *Couvent dans la Montagne*, de Ch. Bellenfant (S. N.) ; des *Roses*, aquarelles de M^{lle} Charpy, *l'Ecolière*, d'H. Chaumard (A. F.), le *Monument aux Morts* de P. Mouret, un *Paysage Bourbonnais*, de L. Neillot (Salon d'Automne) ; la *Porte Ouverte* et la *Commode à la Lampe*, de M^{lle} Tissier (S. N.), qui figurera également à la gravure avec un album de bois originaux : « *Vieilles Demeures Bourbonnaises* », le *Portrait de M. L. P...*, par Lucien Pénat ; des croquis marocains de M^{lle} Richard (S. N.), membre de la Société Coloniale des Artistes Français ; quatre gouachés de G. Lacroix-Bravard, etc.

Et tant d'autres habitués des cymaises parisiennes sont également inscrits : M^{me} Dorbec-Charvot, Noirot, M^{me} Barba (A. F.), avec des crayons et aquarelles d'enfants, R. Chaffray et Ch. Didier, du Salon des Indépendants, André Chapuy, avec ses paysages de l'Allier, le sculpteur Raymond Rivoire, médaillé des A. F., qui enverra une cire perdue, réduction de la *Jeanne d'Arc* de la Cathédrale de Moulins ; Andreau, dont une œuvre est au Musée de la Ville ; Ad. Demange (A. F.), F. Forest, Camille Grégoire, le peintre animalier de Lastic, P. Leprat, avec des peintures et aquarelles de la région de Montluçon, Martinez, boursier du Gouvernement Général de l'Algérie, qui présente des tableaux d'Afrique et d'Allier ; M^{lle} Meyer, des Artistes Indépendants d'Alsace ; Alp. Osbert (S. N.) et M^{lle} Osbert (S. N., Union des Femmes-Peintres), Léon Paul, bien connu des habitués de la Nationale, P. Raynaud (A. F.), le grand peintre Rochegrosse, bourbonnais d'adoption, qui nous donne une nouvelle preuve de l'attachement qu'il porte, en souvenir de son beau-père, à la patrie de Th. de

Banville par une participation absolument exceptionnelle à notre Exposition avec une de ses maîtresses toiles, l'*Appel*, dont on verrait, avec plaisir, notre Musée s'enrichir ; le graveur P. Devaulx, qui donnera à l'Exposition la primeur de son album de bois : « *Les Coins curieux et pittoresques du Bourbonnais* » ; les sculpteurs Robert Baron et Fournier des Corats, M^{lle} Stella-Samson, M^{me} Bizard, médaillée des A. F. ; Jean Desboutin et ses photos en couleur, le statuaire James Vibert, Amédée Wetter (S. N.) ; le peintre moulinois de la Boulaye, dont les amateurs reverront avec plaisir des œuvres très appréciées ; M^{me} de Montlivault ; le peintre Lafay, d'Arfeuilles, et tant d'autres, auxquels il nous faudrait ajouter les amateurs, plus nombreux encore, dont, pour beaucoup, cette exposition sera la première manifestation publique. Pussions-nous y avoir d'intéressantes révélations ! Ce dont nous ne serions nullement surpris, car le culte de l'art est plus répandu qu'on ne le croirait, dans notre bonne province. Ces trois derniers mois, passés à prendre contact avec tant de peintres et de sculpteurs, peu connus du grand public, timides pour n'avoir pas eu d'occasion de se produire, nous ont permis de rencontrer de vrais tempéraments d'artistes, heureux des facilités que leur offre cette Quinzaine pour recueillir les premiers encouragements et les franches critiques dont sauront profiter des talents qui, trop souvent, s'ignorent.



Dans la deuxième section (arts appliqués), pour plus restreintes, les inscriptions ne révèlent pas moins de sérieuses promesses ; parmi les premières adhésions, nous relevons celles des élèves de M^{lle} Perrier, de la maison Mazoyer, avec ses émaux sur verre d'une technique si spéciale et vraiment originale, des élèves de M^{me} Paissaud, des ouvriers du Bon-Pasteur et de la rue de Villars, de l'atelier Corbière (émaux, cuivre, bois, cuir), des décorateurs Galfione (A. D.), Gaucher (A. D.), Herblay (B. A. P.), du photographe Rocard, de l'atelier de batik de M^{me} Galland, des marqueries Joly, des ébénistes et artisans du bois Buvat, Gillioz, Pichonnet, etc., etc... La section d'art religieux groupe un certain nombre d'exposants, et il sera curieux de voir ce que le département produit dans ce cadre artistique assez particulier.

Les concours, disions-nous, sont venus spontanément et de toutes parts ; les professeurs et chefs d'ateliers : M^{me} Pingeon, MM. Fournier des Corats, Forichon, Cessieux, Pouzadoux... exposent et encouragent leurs élèves à exposer ; plusieurs jeunes élèves-architectes de l'Ecole des Beaux-Arts — Raymon, Baur, Heuillard, Chevrier, Bougerolle, — seront représentés par des envois ; la Société *Les Amis des Arts* exposera collectivement, et sa récente manifestation de l'été dernier à Vichy laisse bien augurer de l'homogénéité et de la valeur du groupe.

La Presse a été, pour les organisateurs, un auxiliaire précieux ; sans parler des journaux de la région, toujours dévoués pour les œuvres d'intérêt local et qui ont moins que jamais marchandé leur concours, il est à noter que la plupart des quotidiens de Paris, les grandes revues d'art, la *Revue de la Nièvre et du Centre*, qui prépare un numéro spécial consacré à notre Quinzaine, la *Revue des Deux-Mondes*, *Art et Décoration*, etc., ont annoncé l'Exposition et nombre d'artistes que nous n'avions pu toucher directement ont eu ainsi connaissance de l'Exposition et se sont fait inscrire.



La *Rétrospective* (1) prendra plusieurs salles et ce ne seront certes pas les moins visitées de l'Exposition ; outre les présentations de meubles, de faïences et de costumes, le Comité s'attache à grouper une sélection des œuvres de nos artistes disparus. Là encore, il a trouvé les concours les plus gracieux et il tient à exprimer toute sa reconnaissance aux amateurs qui, spontanément, ont offert de se séparer de tableaux de leurs galeries et de pièces de leurs collections. Il pourra, de la sorte, offrir aux visiteurs une suite d'œuvres de Perret, d'Outin, de Bariau, de Dufour, de Chavigny, de Dussour, de Margottet, de S. Milanolo, de M^{me} Moulinot, de Charvot, de Noirot, de Marcel Fournier, de Fournier des Corats, de Tudot, de Belin-Dollet, etc...

Le sculpteur Coulon sera représenté par son *Grand Ferré*, récemment acheté par la Ville de Moulins, qui figurera à l'Exposi-

(1) *Commission de la Rétrospective* : M. Edgard Capelin, rue de Bourgogne à Moulins ; M^{me} Monceau ; MM. Paul Buvat, chanoine Clément, Crépin-Leblond, Queyroi, de Quirielle, Tiersonnier.

tion avant d'aller prendre place au Musée ; grâce à l'extrême bienveillance des fils de Marcellin Desboutins, l'illustre graveur sera très largement représenté aussi : par des peintures (*L'Homme à la Palette, Portraits de Degas, Labiche, Etudes d'Enfants*), des gravures (*Renoir, Manet, Richépin, A. Sylvestre, H. de Rochefort, Degas, de Goncourt, l'Homme à la Pipe*) et des dessins (*Etudes d'Enfants, Portrait du Pasteur Puaux*).

La Société d'Emulation compte figurer à la Rétrospective par une galerie de portraits bourbonnais et une série de notabilités du département.

Enfin, par l'intermédiaire dévoué de M. Grégoire, le Comité espère réunir une sélection d'œuvres d'Harpignies et des meilleurs de ses élèves, dont la région d'Hérisson fut la source la plus féconde d'inspiration et de succès.



En marge de l'Exposition proprement dite, et pour révéler, au cours de cette quinzaine, aussi bien à nos compatriotes qu'aux étrangers, toutes les ressources, passées et présentes, du Bourbonnais, dans les divers domaines de l'art, la Commission des Auditions et Conférences (1) a mis au point un programme de réunions que nous nous bornons à résumer :

Des conférences littéraires, avec auditions, sur les gens de lettres bourbonnais : les écrivains disparus (de Baude et Lingendes à Panville et Ch.-L. Philippe) par M. Buriot-Darsiles, professeur au Lycée, directeur des *Cahiers du Centre* ; les écrivains vivants, par M. Joseph Place, directeur de la *Chronique des Lettres Françaises* ;

Des conférences artistiques : le graveur *Marcellin Desboutin*, par M. Edg. Capelin, secrétaire général de la Société d'Emulation ; *Moulins à l'Epoque romantique (1830-1850) ; sa mémorable floraison artistique et littéraire*, par M. de Quirielle, ancien président de la Société d'Emulation ;

(1) *Commission des Auditions et Conférences* : M. Albert Sarrazin, rue de la Flèche à Moulins ; M^{mes} Chambron et Monceau ; MM. Bussière, H. Buvat, H. Buriot, Frobert, Laroque, A. Mitton et Viple.

Une représentation de gala de *Véronique*, opéra-comique en trois actes, de Messager, au Théâtre de Moulins ;

Une soirée consacrée aux vieilles chansons bourbonnaises, organisée par la *Schola* ;

Un gala, donné par la Lyre et la Chorale, des œuvres des compositeurs bourbonnais : Boulard, Ganne, Messager, Maillard.

Une audition de musique religieuse, d'auteurs bourbonnais : Chérion, Magnasse, etc., à la Collégiale de Moulins, par la Matrise ;

Une soirée consacrée à la reconstitution de danses populaires ;

Et enfin une *Revue Moulineoise*, dont on nous dit grand bien et à laquelle nous ne pouvons que souhaiter le même succès qu'aux scènes délicates et spirituelles de M. Sauroy, dont on parle encore et qui méritaient ce lendemain.

★★

La *Tombola* (1) constituera une des attractions de la Quinzaine. Rappelons que les lots seront exclusivement choisis parmi les œuvres exposées, achetées par le Comité ou offertes par les artistes. Nombreux déjà sont en effet les exposants qui ont eu le geste généreux, — et pour lequel le Comité leur exprime toute sa reconnaissance, — d'abandonner certains de leurs envois en faveur de la *Tombola*.

Nous sommes heureux de donner la première liste des œuvres offertes, à ce jour, par leurs auteurs :

- | | |
|-----------------------------------|--|
| 1. — L. HOUOT. | Peinture à l'huile: <i>Paysage Bourbonnais</i> . |
| 2. — P. DEVAULX. | Gravure encadrée. |
| 3. — M ^{lle} L. LAMBERT. | Un Coussin en filet ancien. |
| 4. — M ^{me} M. GALLAND. | Une Aiguère peinte. |
| 5. — — | Une Boîte à poudre. |
| 6. — Joseph TREYVE. | Une Aquarelle. |
| 7. — M ^{lle} E. MEYER. | Gravure sur bois: <i>La Cathédrale de Strasbourg</i> . |
| 8. — — | — <i>Strasbourg</i> . |
| 9. — M ^{lle} E. PERRET. | Aquarelle: <i>Les Bégonias</i> . |
| 10. — M ^{lle} M. PAUL. | Aquarelle: <i>Paysage Bourbonnais</i> . |

(1) *Commission des Finances, de la Tombola et de la Propagande* : M. Adrien Mitton, rue des Couteliers à Moulins : MM. G. Bruel, Chatron, H. Frobert, M. Périn et Pinston.

- | | |
|---------------------------------------|---|
| 11. — M ^{lle} PASSANT. | Peinture: <i>La Prison</i> (Moulins). |
| 12. — — | — <i>Une Bourbonnaise.</i> |
| 13. — P. MOURET. | Eau-forte: <i>La Route de Valmondois.</i> |
| 14. — M. VIGNIER. | Aquarelle: <i>Les Peupliers.</i> |
| 15. — R. MARTINEZ. | Peinture: <i>Les Chênes d'Automne.</i> |
| 16. — — | — <i>Rocher de la Mine.</i> |
| 17. — L. PÉNAT. | Eau-forte: <i>Place Saint-Pierre à Montluçon.</i> |
| 18. — M ^{me} DESFOSSÉS. | Aquarelle: <i>Etude.</i> |
| 19. — M ^{lle} J. CHARPY. | Aquarelle: <i>Roses blanches.</i> |
| 20. — L. PIERREZ. | Dessin. |
| 21. — L. GARY. | Croquis encadré. |
| 22. — M ^{lle} STELLA-SAMSON. | Aquarelle: <i>Cerises et Bleuets.</i> |
| 23. — M ^{me} MACHEFER. | Une Coupe verre. |
| 24. — — | Un Vase (poterie). |
| 25. — GIRAUDET. | Aquarelle: <i>Les Alignements de Carnac.</i> |
| 26. — THUILLIER. | Terre-Cuite. |
| 27. — DEMANGE. | Peinture: <i>Le Golf de Vichy en avril.</i> |
| 28. — M ^{me} FEUILLOUX. | Poupée Bourbonnaise. |
| 29. — — | Pastel: <i>Vieilles Maisons de Saint-Pourçain.</i> |
| 30. — M ^{me} POPUI. | Ecran mousseline peinte. |
| 31. — M ^{lle} RICHARD. | Gravure: <i>Vue du Maroc.</i> |
| 32. — — | — <i>Vue du Bourbonnais.</i> |
| 33. — C. RIPAUT. | Peinture: <i>Crépuscule sur l'Allier.</i> |
| 34. — M. FOREST. | Peinture: <i>L'Eglise de Nérès.</i> |
| 35. — M. GILLIOZ. | Un Chandelier bois tourné. |
| 36. — ROCHEGROSSE. | Aquarelle: <i>Vent d'Automne.</i> |
| 37. — L. NEILLOT. | Dessin. |
| 38. — L. PAUL. | Peinture: <i>Bord de la Marne</i> (Buzancy). |
| 39. — ROCARD. | Photo-Bromure: <i>Le Soir sur l'Allier.</i> |
| 40. — P. ELMER. | Peinture: <i>La Loire près de Coulanges.</i> |
| 41-42. — | <i>Revue de la Nièvre et du Centre.</i> Deux abonnements d'un an. |
| 43-44. — MAZOYER. | Vase et Coupe (émaux sur verre). |

Nous souhaitons que de nombreuses œuvres nouvelles viennent grossir ce premier contingent. Quoiqu'il en soit, le Comité se propose de consacrer la totalité de ses recettes nettes à des achats de lots pour la Tombola, en sorte que toutes les sommes souscrites profiteront aux artistes comme, d'ailleurs, aux souscripteurs, dont les chances ne feront que s'accroître. Et si l'on songe que certains lots auront une valeur de plusieurs centaines ou milliers de francs, on conviendra que le prix de cinquante francs demandé pour une action est des plus raisonnables.

Une dernière tâche, — et urgente, — s'impose à tous : celle de contribuer au succès financier de l'Exposition. Beaucoup de nos membres peuvent y aider, et nous sommes certains de ne pas faire appel en vain à leur générosité ; ils donneront, en souscri-

vant aux actions, la meilleure preuve de l'intérêt qu'ils portent à l'art de la province. Dans un des derniers numéros du Bulletin, une feuille de souscription avait été encartée pour solliciter leur adhésion. Plusieurs ont répondu, certains ont remis à plus tard ; nous leur demandons de ne plus attendre et de venir au plus tôt ajouter leur nom à ceux de cette première liste, arrêtée au 15 décembre :

Conseil général de l'Allier		500 francs	
Conseil municipal de Moulins		6.000 francs	
Actions		Actions	
MM. Barathon	1	M ^{me} Guilbert	1
Bargues (de).	1	M ^{lle} Joyon	1
M ^{me} Baubert (de).	1	MM. Judet	1
MM. Baury.	1	Lagardette	2
Boiron	2	Legros	1
Bony de Lavergne (le C ^t		Maget	1
Charles de).	2	Malleret	1
Bonnet	1	M ^{me} Mathé	1
Bougerolle	1	MM. Mitton (Michel)	1
M ^{lle} Brucl (Andrée)	1	Mitton (François).	1
M ^{me} Bruel (G.)	1	Mitton (Adrien)	1
MM. Bruel (G.)	2	M ^{me} Monceau (Léon)	1
Brunat (Louis)	1	M. Monceau (Dr Henri)	2
Bucheron	2	M ^{me} Montivault (la V ^{me} de).	2
Buvat	2	M. Mouret (P.).	1
Capelin	2	M ^{me} M.	1
Chambron	4	M ^{lle} Perrier	2
Champfeu (le comte de)	1	M ^{me} Pénard	1
M ^{me} Charette (M. de)	1	M. Pouenat	1
Chaubiron	1	M ^{me} Poulet	1
Chavagnac (le comte de)	1	MM. Quirielle (de).	1
Chevrier	1	Ray	1
Clément (le chanoine)	1	M ^{lle} Reige.	1
Col (Albert)	1	M ^{lle} Rocard	1
Corre	1	MM. Rochegrosse	2
Crépin-Leblond	2	Rondepierre	1
Denavit	2	M ^{me} Sabatier (J.)	1
M ^{mes} Dorbec-Charvot	1	MM. Saint-Hillier (le lieutenant de)	1
Ducarre	1	Sorbets (le général)	2
Dumas	1	Tissier	1
MM. Faure.	1	Villette (Guy de).	1
Gallione et Grémillon.	1	Viple	1
Générmont.	2	M ^{me} X.	1
Gillioz	1		
Giraud	2		
Gomot (Dr).	2		
		TOTAL à ce jour	88
		Actions A ou B	

Lors de l'Exposition moulinoise de 1885, il avait été souscrit 663 actions de 25 francs ; il ne doit pas être impossible d'obtenir, quarante ans après, un succès au moins égal, pourvu que chacun veuille bien s'y prêter.

Le Comité fait, dès maintenant, le plus large appel pour cette publicité, et par tous les moyens en son pouvoir : la presse quotidienne lui ouvre ses colonnes ; les premières affiches vont être incessamment collées sur nos murs ; désormais les lettres, timbrées au bureau central de Moulins, porteront l'estampille officielle : *Exposition Artistique Bourbonnaise de 1925*, afin que nul n'en ignore ! Une de nos adhérentes les plus dévouées, Madame Monceau, a bien voulu accepter de coordonner les efforts des placiers volontaires d'actions et de grouper les souscriptions ; il est à souhaiter que les personnes de bon vouloir qui ont accepté de recueillir ces adhésions reçoivent de tous le meilleur accueil.

Les frais d'installation seront considérables, d'autant plus que le nombre des envois et l'importance prise par la Rétrospective obligent la Commission des Travaux (1) à aménager de très vastes salles. Les Banques de Moulins, les Sociétés locales, — au premier rang desquelles l'Association Commerciale et Industrielle, — et plusieurs groupements ont promis de souscrire collectivement, et nous les en remercions. Mais le Comité sollicite avec insistance le plus grand nombre de souscriptions particulières.

Nous rappelons que les actions, du prix uniforme de cinquante francs, sont de deux sortes : Actions A, donnant droit à deux entrées permanentes et gratuites à l'Exposition, à d'importants avantages et réductions pour les auditions et les conférences, et à un billet de la tombola ; Actions B, donnant droit à trois billets de tombola, ceci pour permettre aux personnes n'habitant pas Moulins ou voulant coopérer plus largement au succès de l'Exposition, de souscrire à l'une ou à l'autre catégorie. Pour aucune raison, des billets de tombola ne pourront être vendus isolément. Par contre, deux personnes peuvent se grouper pour acheter une action A, trois, une action B.

★★

Deux mois à peine nous séparent de l'Exposition Artistique Bourbonnaise, et quand paraîtra le prochain *Bulletin*, elle sera à

(1) *Commission des Travaux* ; M. Michel Mitton, rue de la Flèche à Moulins ; MM. Baurv, H. Buvat, P. Buvat, Galfione, Herblay, Merlin et Treyve.

la veille d'ouvrir ses portes. Beaucoup de travail reste à faire. Souhaitons que ces quelques semaines procurent au Comité les moyens financiers qui lui permettront de présenter dignement les œuvres, fruits de tant d'efforts de la part de nos compatriotes, et aussi les ressources nécessaires à l'achat des meilleurs d'entre elles ; souhaitons que les amateurs s'intéressent à notre Quinzaine Bourbonnaise et que les visiteurs viennent nombreux à l'Exposition, de telle sorte qu'il se crée, à cette occasion, un vrai centre de transactions et d'affaires, et qu'elle suscite, de par toute la région, un mouvement de sympathie dont bénéficieront, les premiers, les arts et les artistes d'une province qui est nôtre et que nous vénérons.

MARCEL GÉNERMONT,
Commissaire Général de l'Exposition.





L'Hôpital des Chevaliers Français de Malte

PENDANT LA GUERRE (1914-1918)

SON SÉJOUR A MOULINS (1914-1915)

Souverain de droit, militaire par tradition, l'Ordre de Malte est resté de nos jours ce qu'il fut de tout temps : hospitalier. Se consacrer aux œuvres hospitalières et charitables a été de tout temps le but poursuivi par les diverses associations nationales, groupant les membres de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem dans les pays, tels la France, où les biens des chevaliers ayant été sécularisés par les Révolutions, ils ne possèdent plus de commanderies.

Entre toutes les œuvres fondées ou envisagées par l'Association française (1), la création d'un hôpital pour secours aux blessés militaires en cas de guerre fut toujours au premier plan. Dès 1874, dans son ouvrage : *Les chevaliers de Malte ou de Saint-Jean de Jérusalem, Organisation contemporaine, liste générale*, le baron Elyzée de Montagnac (2) appelait de tous ses vœux la création, par les chevaliers

(1) Dès avant la guerre, au moyen de ses faibles ressources, l'Association française entretenait : une chapelle dans la basilique de Montmartre, un dispensaire ouvert tous les jours gratuitement aux malheureux et où donnait ses consultations le docteur Lorenzi, Donat d'honneur et de dévotion de deuxième classe ; une salle hospitalière à Lourdes, pendant les grands pèlerinages, pour servir d'abri aux pauvres et aux pèlerins sans gîte. Elle contribuait à entretenir en Palestine l'hôpital de Tantur, près Bethléem.

(2) Le baron E. de Montagnac, reçu chevalier d'honneur et de dévotion le 18 mars 1858, fut pendant de longues années le délégué en France du grand Magistère. Il était issu de la maison, en Bourbonnais, bien connue, dont il portait le nom.

français, d'un hôpital militaire, desservi par leurs soins et entretenu à leurs frais.

Ce fut seulement en 1910 que le duc de Caylus (1), bailli grand croix d'honneur et de dévotion, alors Président de l'Association française des chevaliers de Malte, parvint enfin à réaliser le vœu depuis si longtemps formé. Il réunit les fonds nécessaires, organisa les cadres, acheta le matériel. La formation sanitaire ainsi constituée fut affiliée, le 24 juin 1911, à la Société de Secours aux blessés militaires.

Au décès du duc de Caylus, son successeur, le Comte de Bonneval (2), continua l'œuvre entreprise. Bref, à la déclaration de guerre, l'hôpital des chevaliers de Malte était prêt à fonctionner.

Dès le second jour de la mobilisation, la formation sanitaire des membres français de l'Ordre de Malte, portant alors le nom d'hôpital auxiliaire du territoire n° 26, se constituait à Ancemont, sur la ligne de Saint-Mihiel à Verdun. Elle prenait aussitôt possession du château de Monthairon, appartenant au baron Chadenet et mis généreusement par ce dernier à la disposition du Service de Santé.

Tandis que le matériel entreposé à Boulogne-sur-Seine était expédié sans retard, le personnel rejoignait en toute hâte son poste de mobilisation. Ce personnel se composait de : MM. le Comte J. de Berg de Bréda et Charles de Charette de la Contrie (3), chevaliers d'honneur et de dévotion de l'Ordre de Malte, administrateurs ; le Marquis de Vézins, le lieutenant-colonel de Saint-Rémy, le Comte de Royère (4), le Baron de Villebois-Mareuil, le Comte du Fay de Carsix et le Vicomte de Chabrol, tous deux chevaliers d'honneur et de dévotion de l'Ordre de Malte, l'abbé de Launay, aumônier, le docteur Récamier (5), médecin-chef, les docteurs Moignet et Auffret, M^{me} Rillart de Verneuil, surveillante générale, M^{lle} Maréchal, infir-

(1) Arthur-Marie-Paul-Augustin, comte de Rougé, duc de Caylus, Grand d'Espagne de première classe, cousin du comte Urbain de Rougé, membre de la Société d'Emulation du Bourbonnais.

(2) Le Comte de Bonneval, d'abord reçu chevalier d'honneur et de dévotion, fut promu bailli grand Croix en 1911, par le prince Grand Maître.

(3) Notre compatriote, domicilié au château de Villeneuve-sur-Allier.

(4) Le nom de Royère n'est pas inconnu aux habitants actuels de Moulins.

(5) Le docteur Récamier est Donat d'honneur et de dévotion de première classe de l'Ordre de Malte.

mière-major. M^{me} Charveirat, la Comtesse du Fay de Carsix, la Comtesse de Lépinois, la Comtesse de Loppinot. M^{me} de Saint-Rémy, M^{me} Segard, M^{lle} Nau de Bauregard (1), la Comtesse de Persan (2), M^{lle} de Tarsigny et trois religieuses de Saint-Vincent de Paul, attachées à l'hôpital du docteur Récamier à Paris.

Le chef administratif de la formation était le Comte de Bréda, ancien officier. Déjà étreint par le mal qui devait l'emporter l'année suivante, il ne put faire que de courtes apparitions à Monthairon. Dès le début, l'honneur et la charge de le remplacer échurent à notre compatriote, M. Charles de Charette.

L'hôpital fonctionnait déjà, quand, par décision ministérielle du 16 août 1914, il fut classé hôpital en première catégorie, comportant 50 lits, et reçut le nom officiel d'Hôpital auxiliaire n° 41.

Le château de Monthairon se trouvait à proximité du fort de Génicourt ; le 25 août 1914, le général de Lardemelle vint prévenir M. de Charette que cet ouvrage pouvait entrer en action d'un jour à l'autre, il fallait donc évacuer Monthairon et chercher un autre asile aux 35 blessés déjà hospitalisés. Et ce fut le premier déménagement.

Aucun local n'ayant pu être trouvé à Verdun, M. de Charette dut faire évacuer ses blessés et transférer son hôpital à Châlons-sur-Marne. Il y arrivait le 27 août, recevant le meilleur accueil du général Pistor (3), commandant la VI^e région, et du docteur Pierrot, directeur du Service de Santé. Grâce à la généreuse intervention de Monseigneur Tissier, dont nul n'ignore, pendant cette longue guerre, l'admirable dévouement et l'inlassable énergie, le couvent des

(1) Notre compatriote, propriétaire du château de Neuville, commune de Neuvy-les-Moulins, dont son cousin le commandant G. du Broc de Segange a retracé l'histoire dans des pages que connaissent bien tous les érudits du Bourbonnais.

(2) On sait quels liens rattachent au Bourbonnais les Doublet de Persan. M^{me} de Persan, qui s'est dévouée à l'hôpital de Malte, née Bataille de Mandelot, a épousé Georges de Persan, officier de cavalerie, autrefois en garnison à Moulins.

(3) D'une famille alsacienne, le général Pistor est devenu notre compatriote par son mariage avec M^{lle} Patissier. Il habite maintenant Souvigny. En 1870, n'étant que jeune polytechnicien, il donna, en volontaire, des preuves de courage et d'initiative qui lui valurent la croix de la Légion d'honneur. Il a eu la joie d'assister à cette revanche préparée et espérée pendant toute sa carrière militaire.

Dames de la Congrégation, chanoinesses de Saint-Augustin, situé rue de la Grande-Etape, fut mis à la disposition de l'hôpital auxiliaire 41.

Lorsque M. de Charette se présenta pour prendre possession des locaux affectés à sa formation sanitaire, la Mère Supérieure lui dit : « Nous venons de terminer la lecture d'un ouvrage sur les cheya-
« liers de Malte et nous faisons des prières pour avoir un hôpital
« comme le vôtre. C'est vous dire que les portes de notre couvent
« vous sont ouvertes et que vous pouvez y entrer de suite. » Or, une partie du couvent était sous séquestre. M. de Charette dut se débrouiller. Des démarches furent faites auprès du Préfet, qui autorisa, si besoin était, à installer des salles de blessés dans la partie séquestrée.

Grâce au zèle et à l'activité de tout le personnel, dès le 29 août 1914, l'hôpital était prêt et recevait de nouveaux blessés.

Mais la poussée allemande se faisait sentir et, le 3 septembre 1914, à 20 heures, le directeur du Service de Santé donnait l'ordre d'évacuation immédiate. Les blessés en état de supporter le voyage furent envoyés à l'intérieur, les plus gravement atteints transportés à l'hôpital Sainte-Croix. Le 4, à 4 heures du matin, l'évacuation devait être terminée.

C'est ici que l'hôpital auxiliaire 41, l'hôpital des chevaliers de Malte français, se lie, pour près d'un an, à l'histoire de Moulins pendant la guerre.

M. de Charette n'avait reçu qu'un ordre, celui du départ. Faute de temps pour en provoquer quant au lieu de destination, de l'assentiment de ses collaborateurs, il décida de conduire l'hôpital à Moulins. Il avait la certitude de trouver en Bourbonnais un local, des facilités d'approvisionnements et l'occasion de rendre service.

Le départ s'effectua le 4 septembre, au milieu des plus grandes difficultés. Une fraction seulement du matériel put être embarquée. Tandis que le docteur Récamier et une partie du personnel prenaient place dans un train de blessés, où, pendant un trajet de quarante heures, ils prodiguèrent leurs soins sans répit, MM. de Charette, du Fay, de Loppinot et de Royère restaient à Châlons, pour mettre en lieu sûr tout ce qui ne pouvait être emporté. Ils purent quitter Châlons-sur-Marne par un des derniers trains, et bientôt,

tout le personnel, le matériel indispensable, se trouvaient rassemblés à Moulins.

Le couvent de la Visitation fut affecté aux chevaliers de Malte. On devine l'accueil fait à ces modernes hospitaliers. Telle avait été la réception chez les Chanoinesses de Saint-Augustin, telle elle fut chez les Visitandines. Le 7 septembre, trois jours après le départ de Châlons, l'hôpital auxiliaire 41, derechef installé, recevait des grands blessés.

Le directeur du Service de Santé de la XIII^e région, au cours d'une inspection, reconnut la bonne installation de l'hôpital, les services rendus. Sachant tout ce qu'il pouvait attendre de la science et du dévouement du docteur Récamier, il lui demanda d'assurer la surveillance de 500 lits dans les hôpitaux de la ville, avec le titre de chirurgien consultant de la Place, et d'y pratiquer toutes les opérations qu'il jugerait utiles.

Le 1^{er} avril 1915, pendant le séjour à Moulins, un changement se produisait dans l'administration de l'hôpital. M. de Charette était mobilisé dans les services auxiliaires et le Comte du Fay de Carsix, avec le même dévouement et le même succès, prenait sa place.

Le 15 juin suivant, une décision du général commandant les subdivisions d'Amiens et d'Abbeville, remplaçait M. Charles de Charette à la tête de l'hôpital auxiliaire 41. A cette même date, l'autorisation de regagner Châlons, tant de fois sollicitée, était accordée. Pour répondre à une des conditions imposées, après entente avec le Comte de Bonneval et M. de Valence (1), le nombre des lits était porté à soixante.

A cette époque, le manque de personnel causa de réelles difficultés, mais de nouveaux dévouements vinrent s'offrir. M. Le Picard, Donat d'honneur et de dévotion de première classe de l'Ordre de Malte, Louis de Caillebot marquis de La Salle, le Baron de Saint-Pern (2), M. Jacques Chambon (3), M. Henri Bernard (4), le Comte

(1) M. de Valence de Minardièrre qui a rendu de si grands services, jusqu'à sa mort, à la Société de secours aux blessés militaires, était chevalier d'honneur et de dévotion de l'Ordre de Malte. De nombreux liens rattachent les Valence au Bourbonnais.

(2) Par les Vellard, la maison de Saint-Pern se rattache à notre province.

(3) Notre compatriote, gendre du général Baron Marion.

(4) M. Henri Bernard, aujourd'hui avoué à la Cour d'Appel de Paris, est notre compatriote. Fils de M. Bernard et de M^{me} née Sayet; demeurant à Moulins.

de Marcellus, le Marquis de Malherbe, chevalier d'honneur et de dévotion, M^{me} Le Picard, la Baronne de Villebois-Mareuil, M^{me} Salvy (1), M^{me} Lugnier, M^{me} de Coatpont, M^{me} de Coupigny, M^{me} Récamier, remplacèrent le Baron de Villebois-Mareuil, engagé volontaire à 58 ans, qui devait revenir à l'hôpital comme blessé, avant de mourir glorieusement pour la France ; la Comtesse de Lépinos, qui devait être mortellement frappée le 9 septembre 1917 à l'ambulance de Vadelincourt ; le Comte de Loppinot et le Comte de Royère, anciens officiers, qui avaient repris du service.

Le 17 juin 1915, l'hôpital des chevaliers de Malte retrouvait sa place au couvent des chanoinesses de Saint-Augustin. Il n'en devait plus bouger presque jusqu'au jour de sa dissolution.

C'est dans cette période que M^{me} Rillart de Verneuil rendit encore d'inappréciables services, doublant le dévouement par la plus large générosité, tandis que son mari, capitaine de cavalerie, qui fut blessé, cité, décoré, venait à l'hôpital au cours de ses permissions de détente, mettre son dévouement au service de ses confrères (2).

Pendant de longs mois, le personnel se consacra à sa tâche, avec une totale abnégation, ne prenant que les permissions réglementaires, malgré son indépendance relative, et les subordonnant aux besoins du service.

Le docteur Récamier donnait l'exemple. Il ne s'absentait que pendant les périodes de calme, ajournant au besoin ses permissions au dernier moment, pour ne pas priver un blessé de soins qu'il jugeait utiles. Malgré sa fatigue et ses deuils, le docteur Récamier tint jusqu'au bout, se surpassant aux heures de crise. Au moment de l'attaque de Champagne, il opéra pendant 32 heures consécutives. Il ne consentit à prendre un peu de repos qu'après avoir fait de ses propres mains tout le nécessaire pour les grands blessés, dirigés de préférence sur l'hôpital où il se dépensait (3).

(1) La famille Salvy, si éprouvée pendant la guerre, a de nombreux liens avec le Bourbonnais, à commencer par ceux qui l'unissent à notre confrère l'abbé Bujon, décoré de la croix d'or *pro piis meritis* de l'Ordre de Malte.

(2) Henri Rillart de Verneuil est chevalier magistral de l'Ordre de Malte. Il a fait partie de la Chambre des députés.

(3) Le docteur Récamier, pour donner l'exemple de la discipline, malgré l'autorité qui s'attachait à son nom, avait revêtu l'uniforme. Nommé médecin aide-major de première classe, le 6 octobre 1915, il fut promu médecin.

Par suite du nombre des grands blessés, en raison surtout des frais occasionnés par les soins délicats, minutieux, dispendieux qu'on avait à cœur de leur prodiguer, la situation budgétaire devint critique, malgré l'indemnité journalière de 2 francs versée par l'Etat pour chaque blessé hospitalisé.

Le Comte de Bonneval se fit alors frère quêteur. Il s'adressa à ses confrères de l'Ordre. Tous ceux qui le purent répondirent à son appel. Les uns du fond de leurs postes de commandement aux tranchées, les autres des divers hôpitaux où ils servaient, envoyèrent leur aumône. intéressèrent à l'œuvre femmes, enfants, parents. En ce temps, plus d'une petite bourse d'écolier se vida pour l'ambulance des chevaliers. M. de Bonneval proposa aussi aux personnes qui s'intéressaient à l'œuvre de prendre à leur charge un lit moyennant 350 francs par an ; on répondit à son appel. Je ne citerai pas ici les donateurs ; ce que leur charité fit pour l'amour de Dieu, de la Patrie et du prochain, ne fut pas accompli pour voir mettre des noms en vedette. Je ne ferai d'exception que pour un de nos compatriotes, mort au champ d'honneur, le lieutenant Comte de Monspey, chevalier de la Légion d'honneur, décoré de la Croix de guerre, et depuis longtemps déjà chevalier d'honneur et de dévotion de l'Ordre de Malte (1).

Grâce à ces concours M. de Charette recevait chaque mois une somme de 1.500 francs, augmentée encore par d'autres dons : certains vinrent même de l'Association britannique et de l'Association espagnole des chevaliers de Malte.

Dès cette époque, mais surtout en 1917 et 1918, diverses œuvres charitables donnèrent aide par l'envoi de matériel, de pansements, de médicaments et même d'approvisionnements, permettant d'améliorer l'ordinaire des blessés.

Ces œuvres charitables furent : *Le Comité général du Canada ; L'Entrepôt des Dons* (bastion 55) ; *Le Service américain de distribution ; Le Comité international de pansements des Etats-Unis ; L'Œuvre des dépôts d'Eclopés ; Le Comité de Londres de la Croix Rouge fran-*

major le 1^{er} mai 1918. Il fut fait chevalier de la Légion d'honneur au titre militaire, le 3 février 1917.

(1) Les Princes de la Maison de France n'oublièrent pas non plus l'hôpital des chevaliers de Malte. Plusieurs du reste sont membres d'honneur et de dévotion de l'Ordre et font partie de l'Association française.

caise, présidé par la Comtesse de La Panouse ; *Le Comité central américain*.

Dans le courant de 1916 le personnel de l'hôpital perdit le concours de deux de ses membres de la première heure. Le 1^{er} avril 1916, le Vicomte de Chabrol avait pris du service dans l'artillerie. Sa vaillante conduite lui mérita les galons de sous-lieutenant et la croix de guerre. Le Comte du Fay de Carsix obtenait sa réintégration dans la cavalerie et au front gagnait lui aussi la croix de guerre (1).

Entre temps, l'hôpital recevait d'illustres visites. Après les généraux de Langle de Cary et Roques, le général Gouraud qui les remplaça à la tête de la IV^e armée, le général Pétain, commandant le groupe d'armée du Centre, le général Conneau, vinrent fréquemment à l'hôpital, y apportant un puissant appui moral, donnant le concours et le poids de leur autorité pour toutes les améliorations utiles.

S. M. la reine Amélie (2), de passage à Châlons, n'oublia pas non plus de rendre visite au docteur Récamier, fidèle ami de sa famille, et à l'hôpital des chevaliers de Malte. Cette reine, qui a tant souffert, sut trouver dans son cœur de princesse de France et de mère, les mots qui consolent et apaisent les douleurs. Elle tint à s'arrêter auprès de chacun des blessés, lui laissant avec de réconfortantes paroles, un souvenir de sa visite.

Nous avons vu combien avaient été mouvementés les débuts de

(1) D'autres membres de l'Ordre étaient aussi au front. Parmi eux, nous mentionnerons les trois suivants, nos compatriotes : le baron de Traitzaigne, sous-intendant militaire, qui a obtenu la Croix de guerre et la rosette d'officier de la Légion d'honneur ; il était chevalier magistral de l'Ordre. Le capitaine Philippe Tierzonier, décoré de la Croix de guerre et chevalier de la Légion d'honneur ; il est Donat d'honneur et de dévotion de première classe de l'Ordre de Malte. Le Baron Jean de Trétaigne, lieutenant d'infanterie, grièvement blessé, chevalier de la Légion d'honneur et décoré de la Croix de guerre ; chevalier d'honneur et de dévotion de l'Ordre de Malte. Les deux premiers, dégagés par leur âge de toute obligation militaire, sont partis au front sur leur demande. Tous trois ont compté ou comptent encore parmi les membres de la Société d'Emulation.

(2) Sa Majesté très fidèle Marie-Amélie, reine mère de Portugal, est depuis le 15 mai 1893 décorée de la Grand-Croix d'honneur et de dévotion de l'Ordre de Malte. Son fils, Emmanuel II, roi de Portugal, est bailli Grand-Croix d'honneur et de dévotion, du 22 janvier 1907. On sait par suite de quelles révolutions tous deux sont en exil.

l'hôpital auxiliaire 41, ses derniers mois de vie ne le furent pas moins. Dès 1917, Châlons était devenu un des principaux objectifs des avions et des pièces à longue portée des Allemands, d'où des dégâts et des victimes. A compter de mai 1918 les visites d'avions, les bombardements, se multiplièrent. A diverses époques ils se renouvelèrent chaque nuit, pendant plusieurs heures, causant des dommages matériels de plus en plus considérables, allumant des incendies nombreux et simultanés. Pendant les bombardements M. de Charette se multipliait. Sans souci du danger, il accomplissait des rondes fréquentes dans les salles des blessés et autour des bâtiments, en vue d'assurer les plus prompts secours en cas d'incendie ou d'explosion de projectiles.

Les bombardements croissant en intensité, les pertes devenant de plus en plus sévères, l'explosion de torpilles ayant causé de sérieux dégâts à l'hôpital, il fallut songer à mettre à l'abri les malheureux grands blessés qu'il contenait.

Le 30 juin 1918 l'ordre d'évacuation est donné et exécuté d'urgence. Trois wagons emportent à Villeneuve-sur-Allier 60.000 kilogrammes de matériel de toute nature. Le personnel militaire, ayant à sa tête le docteur Récamier, M^{me} Rillart de Verneuil et plusieurs infirmières, est dirigé sur l'hôpital Corbineau à Châlons, puis à Vitry-le-François.

Quant à l'hôpital auxiliaire 41, il cessa de fonctionner le 14 juillet 1918, et une décision ministérielle du 9 décembre 1918 consacra sa fermeture définitive.

Hôpital du front, pendant une carrière mouvementée, il reçut, outre de nombreux projectiles de tout calibre et de tout genre, 1.235 blessés, représentant 35.000 journées d'hospitalisation. La comparaison de ces deux chiffres suffit à montrer qu'il s'agissait de grands blessés, alités pour de longs mois et à qui il fallait les soins les plus délicats et les plus minutieux.

Au moment de sa dislocation, le personnel hospitalier comprenait : le docteur Récamier, médecin-chef, l'aide-major Bezy (1). M. Charles de Charette, administrateur, M^{mes} de Verneuil, du Fay,

(1) Les aides-majors Hennons, Risler, Lugnier et Bubendorf ont été aussi attachés à la formation et lui ont donné tout leur dévouement.

Charvériat, M^{lle} Récamier, MM. de Malherbe, de Marcellus et de Saint-Pern.

Lors de la mobilisation, l'hôpital avait été doté d'un fonds d'entrée en campagne de 48.829 francs, fourni par l'Association française des chevaliers de Malte. De 1914 à 1918 l'hôpital reçut encore :

De l'Association française des chevaliers de Malte . . .	15.000 fr. »
Dons personnels des membres de l'Association . . .	45.645 fr. »
Des chevaliers britanniques de l'Ordre de Malte . . .	5.528 fr. 30
Des chevaliers espagnols de l'Ordre de Malte . . .	597 fr. 25
Dons particuliers faits à l'hôpital et subventions de la Société de secours aux blessés militaires. . . .	133.258 fr. 55

Ces sommes et les journées d'hospitalisation payées par l'Etat couvrirent tous les frais, et M. de Charette eut la satisfaction de pouvoir remettre au Comte de Bonneval un reliquat actif de 8.206 fr. 71.

Par les pages qui précèdent on voit que l'histoire de l'hôpital des chevaliers français de l'Ordre de Malte n'est pas étrangère à celle du Bourbonnais, de Moulins, de Villeneuve-sur-Allier en particulier, et que plusieurs de nos compatriotes y ont joué leur rôle. Un habitant du Bourbonnais en fut l'âme et la cheville ouvrière, M. Charles de Charette (1), dont le nom revient si souvent dans ces pages.

Après avoir été hospitalisé pendant plusieurs mois à Villeneuve-sur-Allier, le matériel de l'hôpital est à l'heure actuelle déposé dans les magasins de la Croix Rouge. Les instruments de chirurgie se trouvent à l'hôpital Saint-Michel, et le docteur Récamier veut bien prendre soin de leur entretien. L'hôpital est de nouveau prêt à rendre service si les circonstances venaient à l'exiger.

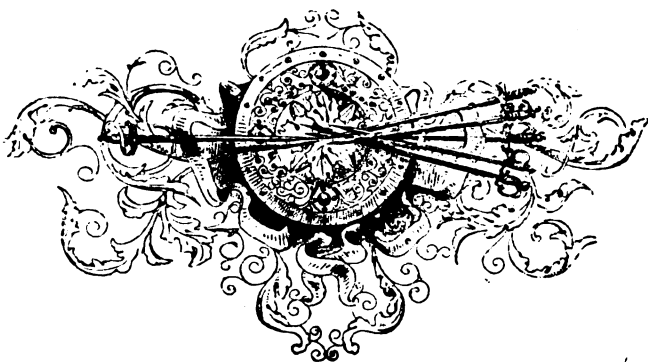
L'hôpital français des chevaliers de Malte ne fut pas le seul effort de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem en faveur des victimes de la grande guerre. Un train sanitaire, un des mieux aménagés de ceux qui ont fonctionné sur le front français, fut envoyé d'Italie par l'Or-

(1) M^{me} de Charette, née Boutry, a secondé de loin les efforts de son mari. Elle fut en Bourbonnais le véritable Intendant de l'hôpital, y faisant expédier tout ce qui était nécessaire. Dans cette œuvre obscure et ingrate et pourtant si utile, elle a fait preuve d'une générosité, d'un zèle, d'un dévouement et de qualités administratives égaux à ceux de M. de Charette.

dre de Malte. Sur les autres fronts et en Italie et Pologne, aussi bien qu'en Allemagne et Autriche-Hongrie, des formations sanitaires au front et des hôpitaux à l'intérieur, établis dès le temps de paix, fonctionnèrent également.

En 1921, à la dixième Conférence internationale de la Croix Rouge, à Genève, le délégué officiel de l'Ordre de Malte a lu un rapport, fort documenté, relatif au fonctionnement des diverses formations sanitaires de l'Ordre sur tous les fronts. L'assemblée n'a pu que constater les immenses services de ces formations sur les champs de bataille, rendre hommage au zèle et au dévouement de tous ceux qui s'y dépensèrent, constater enfin que l'Ordre de Malte n'a pas dégénéré, qu'il reste fidèle à ses chrétiennes et chevaleresques traditions d'honneur, de dévouement et de charité.

* * *





MONTLUÇON

ET SES RICHESSES D'ART

(Suite) (1)

B. — HISTOIRE

CHAPITRE II. — LA VILLE FÉODALE

g). — Les Institutions et les Administrations civiles.

I. — Offices et officiers (2).

La châtellenie royale était administrée (3) par un président, un lieutenant civil, un lieutenant criminel, un lieutenant particulier, un procureur du Roi et son substitut, un directeur du bureau d'élection, un chef du grenier à sel, un lieutenant de la sénéchaussée de Moulins et sept archers.

On distinguait : les *officiers de l'élection* (4) dont le tribunal connaissait en première instance, tant en matière civile que criminelle, de tous faits des aides et des tailles. Ils assignaient les tailles des

(1) Voir *Bulletin*, pages 38, 81, 138, 210, 268.

(2) Voir plus haut, p. 270, les armoiries (imposées) de ces agents de l'administration civile, seigneuriale, royale, et urbaine.

(3) Cf. 217. *passim* ; — 63, rapport de l'intendant Jacques Le Vayer, p. 33 ; — 194, rapport de l'intendant Jean de Turmenyes, seigneur de Nointel, p. 101, etc.

(4) Cf. 217, 23. — Les appels du siège de la châtellenie avaient lieu au Présidial de Moulins, ceux du siège d'élection étaient portés devant le bureau des finances de Moulins, où siégeaient les Trésoriers de France qui s'occupaient également de toutes causes concernant le domaine, la grande et petite voirie, le recouvrement de sommes dues au Trésor (Cf. 194, 106) ; — et surtout la thèse très documentée de M. François DUMONT : *Le Bureau des Finances de la Généralité de Moulins*, de 1587 à 1790, Moulins, imp. du *Progrès de l'Allier*, 1924.

paroisses. Les *officiers du grenier à sel* (1) connaissaient en première instance de « toutes les contraventions relatives à l'impôt sur le sel ou gabelle ». Ceux des *traites foraines* (2) étaient proposés à la vérification et à la levée des impôts qui frappaient toutes les marchandises qui entraient dans le ressort de l'élection (3).

Le corps de la ville, — qu'on nomme aujourd'hui le conseil municipal, — se composa de trois, puis de quatre consuls ou échevins — car la charge de maire ne fut créée qu'en 1699 — et « de dix-huit conseillers esleus tous les deux ans, et d'un procureur du faict commun » (4).

II. — Services urbains.

a' La « Maison commune » ou Hôtel de Ville.

La « maison commune » — appelée plus tard « Hôtel de Ville », puis « Mairie » — est l'immeuble qui tient la première place dans les préoccupations municipales.

Celui qui abrita nos consuls et nos conseillers fut la porte des Cordeliers jusqu'à la Révolution, qui, en « enlevant » aux Ursulines leur monastère, y installa sans vergogne les services urbains, et transforma cette propriété religieuse privée en Hôtel de Ville, et la chapelle... en théâtre (5).

C'est donc dans la grande salle haute et voûtée qui s'étendait sur le premier étage de la porte des Cordeliers (6) que siégea le conseil. Quatre chambres des tours reçurent les archives et tout ce qui était nécessaire aux besoins de la ville (7).

(1) 217, 29. — Le bureau de Montluçon pour la vente du sel fournissait trois cents paroisses de Gannat et de Saint-Amand, (Cf. 194, 106.)

(2) Cf. 217 33. Voir dans le même recueil : subdélégation, 35 ; directeur des aides, 37 ; droit de maille sur le vin, 151 ; droits sur les foires et marchés, 154.

(3) Cf. CHÉRUÉL : *Dict. hist. des Institutions*, Paris, Hachette, 1884.

(4) On dirait aujourd'hui « un receveur municipal ». Pour ce paragraphe, cf. 83, 33 ; — 194, 101 et 105, rapport de M. de Nointel ; — 217, 99. 271 ; — 194, 57, « 1464 : mécanisme de l'installation des consuls » ; 97 : « composition du conseil de la ville ».

(5) Cf. 194, 207. — Voir la protestation de la Municipalité, en date du 25 octobre 1797, contre le projet d'aliénation de la porte des Cordeliers.

(6) On accédait à la salle commune par « quatre-vingt-quatre marches », ce qui donne de cette porte une haute idée.

(7) Voir dans 217, 99 ; le tableau des maires, consuls, échevins et adjoints, 105 ; des receveurs, 117 ; des secrétaires, 118.

b' L'horloge.

Dans la description du château empruntée au géographe Nicolas de Nicolay, on a vu qu'il était fait allusion à l' « horloge » qui servait à toute la ville.

Lors de la construction de la tour d'escalier qui devait la recevoir à la fin du xvi^e siècle, l'architecte de Louis II semble (1) n'avoir prévu, dans les premières années du xv^e siècle, que l'établissement d'un cadran solaire dont la place est indiquée sous les élégantes moulures en tiers-point qu'on y remarque encore aujourd'hui (2).

C'est en 1495 qu'une horloge nouvelle aurait été placée, aux frais de la ville (3), au sommet de la tour.

Le 10 septembre 1767, le serrurier François Martin fut « chargé de la conduite de cette horloge » (4) On verra plus tard que ces vieux rouages durent être changés et la partie haute modifiée au cours des âges (5). L'horloge elle-même fut complètement remplacée en 1863 (6).

c' Les premières casernes.

Les troupes qui défendaient Montluçon trouvaient sur l'esplanade du château des logis qui les abritaient. Ce n'est qu'en 1763

(1) En tout cas, deux mois après la mort de Louis II, une horloge a dû être placée sur la tour, car un acte du 20 octobre 1410 nous apprend que Jean Mignot, « moyne de Menat et gouverneur du reloge de Montluçon, reconnoist avoir reçu des conseultz ceste présente année la somme de cent soltz t. pour ses gaiges définitz à gouverner led. reloge ». (194, 48, d'après ADA série E, fonds de Montluçon.)

(2) Cf. B. Description ; monuments militaires : le château.

(3) 194, 20, d'après Archives de la ville, 1^{er} vol. des délibérations ; — « une enquête, faite le dernier février 1505 par le lieutenant de la châtellenie, constatait que les consuls de la ville avaient seuls le droit de conférer l'office de gouverneur de l'horloge, quoiqu'il fût placé sur la tour du château, parce que dix ans auparavant les mouvements du dit horloge avaient été faits aux dépens de la ville et qu'il avoit été employé deux mois à leur confection (217, 192-3).

(4) Cf. 187, 28 ; — 194, 120.

(5) « Au mois de mai 1715, la couverture de l'horloge de la ville de Montluçon qui étoit tout en plomb en dedans et en dehors fut entièrement enlevée par un coup de vent, à l'exception de la charpente. On fut obligé d'ôter les bois de la flèche parce qu'ils menaçoient d'une chute prochaine, par leur pente du côté de la rue des Serruriers. On ôta aussi le plomb qui restait que l'on fit transporter à la chambre de ville sur cinq ou six charrettes. » (217, 209.)

(6) Cf. 187, 11, 38 ; — 194, 341.

qu'on voit les conseillers de la ville décider « l'acquisition d'un magasin, d'une petite maison et d'un jardin appartenant à M. Alarose de Breust, écuyer... afin d'y aménager des écuries pouvant loger vingt-quatre chevaux et une compagnie de gendarmes (1). C'est le xix^e siècle qui devait voir s'élever en 1859, autour du vieux manoir, des baraquements provisoires destinés à recevoir de la troupe, en attendant la construction, à notre époque, des vastes casernes du Cluseau.

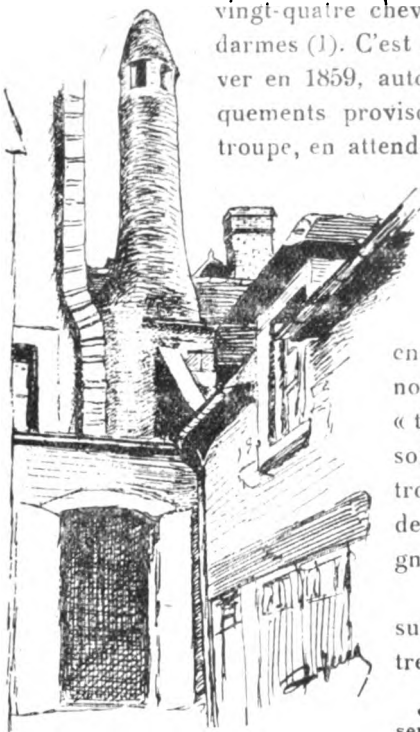


Fig. 27. — Cheminée d'un four banal, rue Montperroux.

d' Les Fours banaux.

On les trouve mentionnés dès le xiv^e siècle. La reconnaissance, en 1375, des privilèges de la ville nous fait savoir qu'il existait alors « trois fours banniers, dont les deux sont à Monseigneur, et le tiers (le troisième) à M. de Norry, à cause de sa femme ayant cause du seigneur Monboisset » (2).

D'autre part, à la fin du siècle suivant, un acte de 1498 nous montre ce nombre réduit à deux :

« La ville dudit Montluçon a de présent deux fours banniers seulement, appartenans à mond. seigneur le duc, et toutes manières de gens peuvent cuire leurs pains en quelque four qu'ilz veulent des deux, et doivent pour chacun

sestier de blé qu'ilz cuisent en pain, soit froment ou soithe (seigle) et soit en gros pain ou menu, six deniers tournois de fournage (3). »

Au xviii^e siècle la ville comptait six fours banaux, trois sur la pa-

(1) Cf. 194, 116.

(2) Cf. 5, XVIII, 424, reproduit par 194, 28.

(3) *Id.* — Pour ce droit de maille prélevé sur le pain blanc, et celui de seigle, dit « tourte blanche », il ne constitue pas, en 1763, un impôt « onéreux aux habitants » déclarent les officiers de police dans un rapport de cette année, « attendu, disent ces magistrats, qu'il se fait dans la ville une troisième espèce de pain, appelée « bis », dont ils vivent et qui est exemptée du droit de maille ». (Cf. 194, 116.)

roisse de Notre-Dame : ceux de « Notre-Dame », des « Cordeliers », du « faubourg des Forges » ; trois autres sur celle de Saint-Pierre : ceux de « Saint-Pierre ville », du « faubourg Saint-Pierre », du faubourg « Bretonny ». Ils étaient affermés, en décembre 1775, respectivement : 185, 40 200, 130, 200, 58 livres par an (1).

Un de ces fours, peut-être celui de Notre-Dame — dont la haute cheminée prise par les habitants pour un ancien « Lampier » ou « Lanterne des morts », — était installé dans une maison qui occupe le bas de la rue Montpérourx, presque en face de la porte de la chapelle actuelle de l'Orphelinat (*fig. 27*) (2).

e' Les Foires et marchés.

On a vu plus haut que déjà, en 1153, Edrisi signale notre ville comme « petite », mais « bien peuplée », et « son territoire très productif » (3), cela laisse entendre l'importance commerciale qu'elle dut avoir au ^{xv}^e siècle. A cette époque, en effet, elle avait déjà sept foires par an (4) :

« Le lundi avant la feste de la Purification Notre-Dame ; le jeudi avant Pasques fleuries ; le premier may, le lundi après la feste de la Panthecouste, le jour de la feste de la Collation de Saint Jehan Baptiste, le jour de l'octave de Saint Michiel, le jour et feste de Saint Thomas apostre ; et aussi y a en lad. ville dud. Montluçon chacune sepmaine marchez communs à jour de samedi et mercredi ; esquelles foires et marchez se veudent toutes manières

(1) Cf. **ADA**, série A, n° 99. Dans ces baux passés devant Vidal et son collègue Chabot, notaires à Montluçon, messire Nicolas Gille agit en qualité d'« agent des affaires de S. A. S. monseigneur le prince de Condé et son receveur et régisseur des revenus de la châtellenie de Montluçon et Hérisson, demeurant à Montluçon, paroisse Saint-Pierre ». L'emplacement des fours banaux n'est pas spécifié dans ces actes.

(2) On sait que les Lanternes des morts, ou Lampiers, étaient élevées uniquement dans les cimetières, comme le prouve la situation de tous ces petits monuments qu'on rencontre dans la Creuse, et, chez nous, à Estivareilles. Ils occupaient le milieu des cimetières qui, depuis la Révolution, ont été presque partout transformés en places publiques. Cf. VIOLLET LE DUC : *Dict. rais. de l'architecture française*, VI-154. — DE CAUMONT : *Cours d'antiquité*, VI ; — *Bulletin monumental* : III, 452 ; IV, 540. — Pour la cheminée du four banal. Cf. le dessin de M^{lle} Duchet (**217**, 189). Nous reproduisons ici (*fig. 27*), avec la courtoise autorisation de l'auteur, la silhouette de cette cheminée d'après le cliché publié par **212**, p. 16.

(3) Cf. p. 156.

(4) Cf. p. 222 ; — **3**, 262-3 ; — **217**, 154-159 ; thalamus ou abutement des mesures du Bourbonnais en 1475, 160-167.

de denrées qui y sont amenées... » (1) et qui étaient vendues à la « mesure » de Montluçon (2).

Tous les documents s'accordent à montrer que la ville était admirablement approvisionnée en bestiaux, chevaux, ânes... légumes, blé, seigle, vin... même en étoffes pour les vêtements. « Les jours de ces marchés et foires, il se vend, entre autres marchandises et denrées, beaucoup de toiles crues et de droguets, la plupart apportées d'Auvergne où elles ont été fabriquées » (3).

(1) Cf. Charte du 18 janvier 1498 (n. s.). **ADA**, A, 107, dans 5, xviii, 416. — A propos des droits de *layde* sur les marchandises et denrées mises en vente les jours de foire et de marché que les sires, puis les ducs de Bourbon, avaient la coutume de prendre à Montluçon de par la charte même de franchise donnée à la ville en 1242, voir 5, xviii, 414-424. — 187, 4 cite une autre imposition : deux *acquits* pour environ 300 litres de vin, qui coûtaient en 1755, 6 sous !. Voir plus loin : le prix très bas du vin au xviii^e s. — Il est intéressant pour l'histoire du commerce local et aussi pour mieux comprendre nos lois sociales actuelles, de comparer ces tarifs d'impôts qui grevaient parfois légèrement les contribuables, avec les écrasantes impositions et les droits élevés des octrois modernes, sans parler naturellement de la « vie chère » d'aujourd'hui que nous espérons toujours transitoire...

(2) Dès les premières années du xiv^e siècle, on parle de « la mesure » de Montluçon... — En 1301, Pierre, archiprêtre d'Huriel, enregistre la reconnaissance de Guillaume de Passat, damoiseau, qui reconnaît être tenu envers le duc de Bourbon de divers cens sur des blés... « à la mesure de Mollicon... » (Cf. 62, 85, d'après **AN**, P 461², c. 100); — 217, 154-159; et thalamus ou abutement des mesures du Bourbonnais cité plus haut, 160-167; dans le même ouvrage, p. 14-15: les mesures pour les terres; et p. 108, la reproduction en phototypie des trois anciennes mesures du grenier à sel au xviii^e siècle.

(3) Cf. 217, 154-155 et 157 spécialement qui énumère les multiples provisions et les échanges commerciaux dont bénéficiait la ville dès le xv^e siècle.

Au point de vue de l'alimentation abondante du Moyen-Age et des prix de chaque denrée, il faut lire particulièrement les ouvrages si documentés de Jean GUIRAUD, professeur d'histoire à l'Université de Besançon: *Histoire partielle et histoire vraie*, Paris, Gabriel Beauchesne éd., 1914, t. I, p. 365: « Le peuple était-il misérable au Moyen-Age? », 263. « Grande prospérité des campagnes entre 1440 et 1560 »; — D'AVENEL: *Histoire économique de la propriété, des salaires, des denrées et de tous les prix en général depuis 1200 jusqu'à l'an 1800*, Paris, imp. Nationale, 1894, t. I, p. 336: « En moins de quarante ans, la misère de la guerre de Cent Ans avait fait place à l'aisance et à la richesse. » — Cette période de soixante-quinze ans, qui va de 1450 à 1525, fut, d'après les preuves fournies par M. d'Avenel, « une période de bombance où la population mangea largement à sa faim »...; — PIGONNEAU: *Histoire économique de la France*, Paris, Cerf éd., 1889, *passim*. — Si on peut signaler à bon droit, au Moyen-Age, des disettes dont 194, copiant 217, se

*La boucherie et la corporation
des bouchers.*

La corporation des bouchers (1) si puissante au Moyen-Age, avait été l'objet au cours des âges de divers règlements.

C'est ainsi qu'en 1380 le bon duc Louis II rendit une ordonnance en vertu de laquelle aucune bête ne pouvait être abattue par la boucherie (2) « qu'elle n'eust esté amenée en lieu public et qu'elle n'eust esté trouvée vive, sayne, buvant et mangeant et visitée par les dis deux bouchiers juréz » (3).

En 1375 (4), la reconnaissance des privilèges de Montluçon mentionne « deux boucheries notables, une appelée la grande et l'autre petite boucherie, es quelles monseigneur prend par an, sur chacun bouchier, cinq sols et une longe de bœuf. Et en outre doivent tous dis bouchiers ensemble pour au qu'ils payent la veille de Noël, avec les longes de bœufs dessus dites, cinq cuisses de bœufs des meilleurs bœufs qui soient vendus, au choix de monseigneur, desqueux cinq cuisses l'une est au receveur ».

fait l'écho, c'est moins la rareté de la production qui les explique que l'inégale répartition des produits entre les consommateurs, répartition défecueuse justifiée par les difficultés des communications de l'époque.

(1) Cf. p. 270-271, les armoiries des Bouchiers. Ces distinctions avaient dû être accordées aux membres de la corporation pour reconnaître leur ardeur à défendre la ville contre les invasions anglaises. Cette même tradition dont les anciens historiens se sont inspirés sans preuves (11, *Voyage pittoresque*, 382; — 194, 51, etc.), veut qu'une charte du couvent des Cordeliers témoigne que les membres de la corporation. « 1° Marchaient les premiers de tous les corps d'état, dans les processions et cérémonies; 2° qu'ils avaient droit de danser, avec accompagnement de tambours autour du feu de Saint-Jean; 3° que leur bannière était enrichie d'un couperet d'argent béni par le Pape... » De fait, comme nous l'avons fait remarquer les armes des bouchers se voient encore, rue des Chevaux-Fug, à l'angle d'un mur qui clôturait, avant 1789, l'enclos des Cordeliers. C'était peut-être en souvenir de services rendus par la corporation, particulièrement au monastère franciscain.

Les bouchers portaient le surnom de « Girauds ». Ils l'auraient, d'après nous, tiré de l'habitation de plusieurs d'entre eux dans le faubourg qui porte le nom de la Gironde (194, 63), et je soupçonne que ce dernier vocable est venu au quartier voisin de celui de la Presle, par suite de campements des Anglais de Guyenne au cours des guerres de Cent Ans. En tout cas, au xvii^e siècle, comme nous le verrons plus loin, les bouchers n'habitaient plus exclusivement la rue de la Gironde.

(2) La rue de la Boucherie aboutissait à la porte du même nom qui ne fut connue, depuis le xvi^e siècle, que sous celui de Porte Bretonnie (224, 17; — Cf., les plans anciens).

(3) 194, 39. — On voit par ces minutieuses précautions le souci de Louis II pour la santé publique; nous n'en faisons pas plus aujourd'hui.

(4) 5, xviii, 424, reproduit par 194, 28.

Les Archives départementales de l'Allier renferment divers titres de maîtrise concernant les bouchers, qui établissent que les membres de la corporation habitaient indifféremment les divers quartiers de la ville (1), surtout à partir du xvii^e siècle.

Le 25 mai 1790, une halle de boucherie fut édiflée aux frais des habitants « sur le fossé de la tuerie, au nord du ruisseau de Lameron ; deux ans plus tard, les contributions volontaires étant épuisées, une imposition de 5 210 livres, 13 sols, permit d'acheter la construction (2).

On assigne à l'année 1676 l'institution de la CORPORATION DES CHARCUTIERS (3).

g^e Le Grenier à sel.

Dans le pays de Grande Gabelle qu'était le Bourbonnais, un grenier à sel fut établi à Montluçon (4) dès 1583.

Sa juridiction était fort étendue tout d'abord. Après l'établissement d'autres greniers à Ainay, Gannat, Germigny et Saint-Amand, elle fut restreinte à 131 paroisses ou collectes (5). Un président, un contrôleur, un grénétier, un procureur du roi et un receveur étaient préposés à ce service. Enfin le grenier avait cinq brigades (Montluçon, La Chapelaude, Montaigut, Pionsat, Evaux), composées chacune d'un capitaine, d'un lieutenant et de quatre cavaliers.

En outre, l'intendant mettait sept archers de la maréchaussée à la disposition des greniers à sel. Ce n'était pas de trop pour réprimer et tenir en respect les nombreux faux-sauniers, qui faisaient

(1) 4 septembre 1648, les officiers de la ville « vendent à Jean Jaladon, boucher à Montluçon, une mestrise de mestier et art de boucher pour tuer bestes grosses et menues et icelles exposées en vante dans boutique et ban qu'il pourra dresser au devant d'icelle au *faubourg des Forges*... moyennant 180 livres t. et un cens annuel de cinq sous »...

30 mars 1649 : « vente dans les mêmes formes, par les mêmes, à Pierre Perrot, d'une maitrise de boucher au *faubourg Saint-Pierre*, moyennant 360 l. t. et un cens annuel de cinq sous... » — 2 décembre 1650 : vente par les mêmes « à Jean Sestre, d'une maitrise de boucher au *faubourg des Cordeliers*, moyennant 100 l. t. comme prix de vente, et un cens annuel de un sou ». — (Cf. ADA série E ; — 217, 205 ; — 194, 91.)

(2) 217, 237 et 239.

(3) 194, 97.

(4) Le Bourbonnais comptait trois greniers à sel : à Moulins, à Montluçon et à Gannat. La chambre de Vichy dépendait de ce dernier.

(5) Cf. l'énumération de ces collectes et la liste des officiers dans 217, 29-32.

d'autant plus la contrebande du sel que les pays voisins, le Limousin et une partie de l'Auvergne, étaient pays de franc-salé, c'est-à-dire exceptés de payer des droits (1).

Le grenier à sel fut supprimé à la Révolution (2) sans laisser de traces de l'emplacement que les locaux occupaient à Montluçon.

Si la perception des impôts sur le sel pouvait déplaire aux contribuables Montluçonnais - et c'est le cas pour toutes les impositions surtout personnelles (3), - du moins la ville en tirait largement profit pour réparer ses édifices ou mettre ses murailles en état de défense (4).

(1) Cf. Roger DELVAUX : *Gabeleurs et Faux-Sauniers...* Moulins, imp. Crépin-Leblond, 1909, 14. Au sujet des faux-sauniers si nombreux dans la région, voir dans cet excellent ouvrage, p. 86, l'information faite en 1704 par François Alamargot, en résidence à Montluçon, contre le sieur Richard, qui avait été rencontré à la tête de 180 contrebandiers, conduisant chacun un cheval chargé de sacs de sel... ; p. 101-103, l'exposé de l'affaire du faux-saunage commis en décembre 1706, par une vingtaine d'hommes du régiment de Saint-Germain-Beaupré qui, après s'être battus pendant l'été en Italie, avaient été envoyés en quartier d'hiver à Montluçon. Pour occuper leurs loisirs, les cavaliers s'y livraient au faux saunage!... ; enfin, p. 111, une lettre, de M. de Radiolles, du 28 janvier 1711, dénonçait au contrôleur général, des dragons qui transportaient en plein jour du sel, et des soldats que les collecteurs d'impôts du grenier à sel de Montluçon signalaient comme empêchant la perception de l'impôt et même poursuivant en armes ces officiers » II...

(2) Cf. 217, 229 ; — cependant le 12 février 1790, le receveur du grenier à sel faisait dire par le maire « à des marchands étrangers qui au mépris de la loi (!) vendoient publiquement du sel... que la liberté de la vente du sel n'étant pas encore permise, la municipalité était obligée d'empêcher ladite vente et les engageait à la cesser »... (*Id.*, p. 236.)

(3) A l'encontre du grenier de Moulins, qui seul était de vente « volontaire », c'est-à-dire que tous ceux qui habitaient dans son ressort ne payaient le sel qu'autant qu'ils en prenaient pour faire face à leur besoin, ce qui constitue un impôt réel, le grenier de Montluçon, — comme celui de Gannat d'ailleurs, — à cause de la trop grande proximité du pays franc-salé, pratiquait l'impôt « forcé ». Là on imposait à chaque paroisse et à chaque famille une quantité de sel proportionnée à leur importance et à leurs besoins supposés, ce qui rendait la gabelle un impôt personnel, impôt personnel très lourd puisque, d'après M. Roger DELVAUX, *ouv. cit.* plus haut, p. 10, « le sel était taxé d'un droit de près de cinq fois sa valeur marchande ». M. Pérot de Saint-Angel, de son côté, fait observer que les « familles de Montluçon étaient taxées à acheter annuellement neuf livres de sel par tête, avec défense de revenir ce qu'on avait de trop ;... et que le prix du quintal s'élevait jusqu'à 62 livres ». (217, 29.)

(4) C'est ainsi que, par lettres patentes de Charles IX, du 7 septembre

Si la ville féodale ne connut, sur le Lamaron, que de légères passerelles en bois, du moins, pour trancher le Cher ou les petits bras qui faisaient du quartier Saint-Pierre une sorte d'île, elle pouvait disposer de trois ponts.

I. — Le plus ancien, « *le Pont vieux* », appelé parfois le « pont du château » (*fig. 22, plan : N.*), rebâti en pierre, au Moyen-Âge, sans doute sur l'emplacement du pont romain (1), au centre du faubourg Saint-Pierre, couvrait le bras du Cher qui devait alimenter les fossés de la Porte voisine. A droite et à gauche, comme aujourd'hui, il était serré par des maisons sur pilotis qui abritaient peut-être une partie de l'industrie des armuriers. C'est sur son dos qu'on met la perception de l'inconvenant autant que bruyant prélèvement du « cens », qu'aurait exigée en 1468, Marguerite, dame du Breuil, sur les ribaudes du temps voulant entrer en ville ou en sortir (2).

Il mesure trois mètres de large et ne présente, sous un faible parapet, que trois arches utiles munies d'éperons solides.

II. — Le « Pont de Pierre » de six arches, le seul aujourd'hui qui relie la vieille cité à la ville industrielle, s'est encore appelé le « Grand Pont » et le « Pont Saint-Pierre », dans des actes (3) qui nous font connaître que sur lui aussi « s'élevaient des boutiques de petits commerçants et même des maisons couvertes en tuiles » (4), qui ne furent démolies qu'en 1750 (5).

1569, il fut accordé à la ville un droit de vingt deniers par chaque minot de sel vendu, pour être employé à parachever le pont de pierres (217, 194). Autres lettres patentes de Louis XIII (Fontainebleau, 14 septembre 1629) « prorogeant pour six ans, commençant au 23 avril 1628, date de l'expiration de précédentes lettres d'octroi, le droit pour les habitants de Montluçon de percevoir 3 s. 4 d. sur chaque minot de sel qui se vendait aux greniers à sel de Montluçon, Saint-Amand, Gannat, pour les deniers en provenant être employés aux réparations des murailles, tours, portes, portaux, ponts-bois, pavés et chaussées des environs. » (ADA, série E.; — 194, 90.)

(1) Cf. 8, 185, n° 123.

(2) Voir plus haut, p. 218; — Cf. 18, 187, qui a été copié par 11, *Voy. pittoresque*, p. 380 du tirage à part, et reproduit trop complaisamment par 224, 45, et presque tous les auteurs qui se sont occupés de Montluçon.

(3) Cf. 63, 32, d'après les ADA, série E. fonds de Montluçon.

(4) Cf. 217, 203 : « Les consuls vendirent, le 7 janvier 1653, à Jean Urban, marchand, une maison couverte à tuile et située sur le pont de pierre de la ville, moyennant 120 livres, et à charge de cinq sous de cens. »

(5) Cf. 217, 214 : « en 1750 on démolit les maisons construites sur les piliers du pont de Montluçon ».

En 1300, il fut sinon construit, du moins réparé (1). Les consuls entreprirent en 1484 sa restauration, dont les travaux importants durèrent jusqu'en 1490 (2). Soins inutiles, car en 1502, par suite d'une crue d'une violence extrême, le pont fut emporté (3). Il fut reconstruit et retomba dans le Cher le 14 mai 1527, par suite d'une nouvelle inondation (4), relevé vers 1569 (5), puis restauré en 1737 (6) et en 1750... (7).

Une croix de fer marquait le milieu de cet ouvrage (8).

C'est le grand pont actuel, dont la reconstruction totale et l'élargissement furent projetés en 1873, et qui fut édifié, à la fin du siècle dernier, en ciment armé.

II. — Enfin, un troisième pont, nommé « Bufecie » (9), avait été jeté, de 1307 à 1309 (10), sur le Cher, dans l'axe de la voie romaine qui allait vers Eaux, et auquel aboutissaient les rues Romaine et Appienne, en face du village des « Isles ». Il était dans la direction du faubourg de Bretonnie. Il fut remplacé après 1800, au passage d'un gué situé en amont de l'ancien pont Bufecie, par la passerelle de bois dite « des Isles », puis Pont Ringuet (11), qui subsiste encore, mais sur lequel le droit primitif de péage a été aboli au xix^e siècle.

(1) Cf. 217, 190.

(2) Le 6 et le 28 novembre 1490, le duc de Bourbon donnait aux habitants de Montluçon, pendant dix ans, « le tiers de la maille qui se lève sur toutes les marchandises à son profit pour contribuer à la confection du pont » ADA, papiers du Fourny (copie), 8^e cahiers, f. 484.

(3) Cf. 217, 192; — 194, 54. « Le 12 août 1503, Nicolas Maignet, masson, reconnaît avoir reçu de Pierre Pointe, licencié en lois, Loys Pinelle et Guyot Milet, consuls, ceste présente année, la somme de 290 liv. t. pour le prix faict à lui de abattre et démolir les pilles tombées du pont de Montluçon et assemblé la pierre et quartiers d'icelluy et chaucé les fondements dudit pont. » ADA, série E. fonds de Montluçon; — 194, 58.

(4) Cf. 217, 193.

(5) On a vu plus haut, à propos du grenier à sel, que Charles IX donna par lettres patentes, le 7 septembre 1569, à la ville le droit de prendre vingt deniers par chaque minot de sel vendu « pour être employé à parachever le pont de pierre ». Cf. 217, 194.

(6) Cf. 217, 210.

(7) Cf. *Id.*, 214.

(8) Voir chapitre III, *Montluçon moderne*, xix^e-xx^e siècles, la gravure qui représente le pont avant sa dernière réfection.

(9) Cf. 18, 185; — 194, 63; — 217, 190.

(10) Cf. 217, 190.

(11) Cf. 194, 226-277.

i' *Les Fontaines publiques.*

La ville eut à sa disposition, au Moyen-Age, des eaux parfaites. La première mention qu'on rencontre dans les documents concernant les fontaines est un prix fait, du 12 décembre 1479, entre les consuls et Jean Lumonnier, moyennant 143 livres, pour la construction d'un conduit qui devait amener l'eau de la fontaine Notre-Dame (1) jusqu'à celle de Saint-Pierre (2).

Une eau excellente venait de Châteauneuf, d'un bassin appelé « la mère des Fontaines » (3).

Parmi les fontaines de la ville, celle de la porte des Forges a toujours joui d'une réputation particulière.

Elles étaient toutes l'objet de soins vigilants des autorités et entretenues par d'intelligentes et fréquentes réparations (4).

III. — Caractère, costume, mœurs et coutumes.

a' *Le Caractère.*

Il est intéressant d'entendre sur cette question les jugements que portaient sur les habitants de Montluçon les étrangers qui traversèrent la ville, au cours des deux derniers siècles de l'Ancien Régime. En 1619, le Père Fodéré, visiteur trop rapide des Cordeliers (5), écrivait :

... « Les habitants de Montluçon semblent estre d'un naturel rude et rébarbatif; mais c'est seulement en leur parler, car si sont-ils néanmoins courtois et humains en leurs actions... : ils sont fort dévots et fréquentent fort les églises. »

(1) La fontaine de Notre-Dame avait une allure très pittoresque que nous a conservée le premier panneau du précieux polyptyque de l'église Notre-Dame, peint à la fin du xv^e siècle, sans doute, par Jean et Jacquelin de Montluçon; et, plus près de nous, par le fidèle dessin de la comtesse d'Osmond dans : *Souvenirs de Nérès et de ses environs*, Paris, 1836 (Cf. 217, 172). Elle a malheureusement perdu depuis tout son cachet primitif, par la destruction de son bassin à pans et l'application brutale et utilitaire de bornes fontaines en fonte...

(2) Cf. 217, 171-174 et actes de 1625, 1695 et 1761.

(3) Cf. *Id.*, acte de juin 1616.

(4) Le 28 février 1762, des habitants demandaient au subdélégué de l'intendance que, pour les réparations importantes qu'on devait faire aux fontaines publiques, on abandonnât les divers projets présentés sur l'ordre de M. l'intendant de Bernage par le sieur Benoist, sous-ingénieur des ponts et chaussées, de la province, pour adopter celui qu'avait établi le sieur Rolland, fontainier à Riom (194, 116).

(5) Cf. 48, cité par 63, 33, note 2.

L'intendant du Bourbonnais Le Vayer (1), dans un rapport officiel, est plus sévère :

« Cette ville fournit commodément ce qui est nécessaire pour vivre agréablement et faire bonne chère; les vins des environs sont très abondants et très délicats, la viande y est très excellente et les veaux de Montluçon sont très estimés; le gibier, et la perdrix rouge surtout, y sont merveilleux. Le peuple y est poli, mais peu laborieux et abusant de ce don que la nature lui a présenté, car il se donne beaucoup au vin. »

Ce reproche, qui généralise trop, est vraiment injurieux et excessif.

Dans la *Physiologie du Bourbonnais*, l'auteur (2) prétend nous dépeindre les Montluçonnais de 1840 :

« Il y a peu d'aristocratie à Montluçon. Les anciennes familles n'y sont pas nombreuses. C'est la bourgeoisie qui tient le haut pas. Sans être riche, elle est aisée, et elle a toujours été regardée comme folle de fêtes et de plaisirs. J'ai souvent entendu lui reprocher son excessive vanité. — Chacun veut primer sur son voisin; le plus petit veut s'élever à la taille du plus grand. C'est une lutte incessante d'amour-propre. A Montluçon, on vit peu en famille; les hommes abandonnent leurs femmes dans leurs ménages, et se réunissent dans les cafés. Là on joue et l'on médit le plus qu'on peut. — Ces messieurs recherchent, avec une infatigable assiduité, les faveurs des grisettes de la ville... On aime beaucoup à Montluçon les belles toilettes et les grands repas. A cet égard, on se jalouse les uns les autres. C'est d'ailleurs un pays de cocagne où l'on vit à peu de frais. Vous n'avez qu'à voir le marché qui se tient sur la place Notre-Dame, et vous jugerez par l'abondance des provisions, que la gastronomie doit être fort en honneur dans ce pays.

Bien que les femmes gardent le coin du feu, elles ne laissent pas que d'être coquettes; elles supportent difficilement les rivales qui peuvent les surpasser en beauté...

Du reste, allez vous promener sur les boulevards, et vous verrez tous les dandys et toutes les dames à la mode de l'endroit. C'est là qu'on étale son petit luxe et qu'on se montre dans tous ses atours. Mais c'est surtout pour les soirées dansantes qu'on réserve ses plus magnifiques toilettes, on ne peut voir de bals plus brillants que ceux qui se donnent à l'hôtel de ville pour la Bonne-Dame de septembre. Pour ma part j'y ai assisté une fois, et j'ai été émerveillé de toutes les grâces féminines que j'ai vues s'y déployer.

D'après tout ce que je viens de dire, il semblerait que les affaires sérieuses dussent préoccuper fort peu les habitants de Montluçon; cependant cette ville est assez commerçante, elle a même quelques petites industries qui prospèrent très bien.

Une justice à rendre aux Montluçonnais, c'est qu'ils ont l'esprit vif et qu'ils comprennent parfaitement les devoirs de l'hospitalité; ils reçoivent leurs amis d'une manière fort cordiale. Je suis d'autant plus content de dire cela, que tout ce qui précède pourrait me faire passer pour un homme qui se plaît à médire, ce dont « Dieu me garde ».

Nos contemporains jugeront eux-mêmes si M. « Lewis » a fait des

(1) Cf. 33, 33.

(2) *Physiologie du Bourbonnais*, par B. LEWIS, illustrée de 60 gravures, par Pottin, Moulins, P.-A. Desrosiers: Montluçon, pp. 93-101. — B. Lewis est le pseudonyme de M. Louis Batissier, l'auteur du fantaisiste *Voyage pittoresque*, dans l'*Ancien Bourbonnais*.

instantanés, et s'il n'y a pas lieu, aujourd'hui, de retoucher le « cliché », ou du moins « l'épreuve »...

Un Montluçonnais observateur, M. Gilbert-Bon Perrot de Saint-Angel (1), qui connaissait bien ses compatriotes, semble plus juste quand il en traçait l'esquisse suivante :

« Les habitants sont doux, affables et prévenants envers les étrangers, aiment les plaisirs, la bonne chère et le luxe, sont peu entreprenants, peu laborieux (2), nullement industriels et ne se livrent à aucun commerce. Pendant les secousses terribles de la Révolution, ils sont restés calmes et ont su se prémunir contre les instigations de quelques têtes exaltées, qui étoient fâchées de les voir jouir d'une tranquillité si douce dans un temps si orageux. »

Il y aurait peu de chose à ajouter à ce vivant portrait. On pourrait peut-être cependant faire observer, pour le mettre au point, que « l'esprit peu entreprenant, peu laborieux, nullement industriels » que M. Perrot de Saint-Angel constatait chez les Montluçonnais de la fin du XVIII^e siècle et des premières années du suivant, a fait place à une activité qui range la ville au premier rang du département. On peut dire des habitants de notre ville ce que M. Coupas (3) écrivait sur les Bourbonnais en général, qu'ils sont entrés sans résistance et avec une certaine promptitude d'assimilation, sans le céder à personne, dans les voies nouvelles ouvertes par les sciences modernes, et dans le domaine industriel et dans le domaine commercial.

b' *Le Costume.*

L'auteur du *Voyage pittoresque en Bourbonnais* (4) dit que le costume des habitants des villages,

« avait beaucoup d'analogie avec celui des environs de Gannat. Les hommes portent toujours la longue veste, le large chapeau, les culottes à guêtres et un gilet croisé. Les femmes ont une robe à peu près comme celles d'Auvergne, sans velours. Leur tête est couverte d'un petit bonnet rond, dont le fond est très plat, et la garniture très courte. Elles ont un tablier de couleur rouge en général et qui descend jusqu'aux pieds. Quand il pleut,

(1) 217, 13.

(2) On chantait au XVI^e siècle à Montluçon une chanson dont un couplet semble dire qu'à cette époque, les habitants de la ville méritaient bien le reproche d'être « peu laborieux ». (196, 23.)

• Moliçon, pays de coquaigne,
Qui plus y dort, plus y gaigne ;
Cil qui dort jusqu'à midy
Gaigne cinq sols et demy. »

(3) Cf. 39, 35.

(4) Page 387 du tirage à part.

elles mettent une cape, dont l'extrémité supérieure a la forme pointue d'un capuchon. Presque toutes les femmes arrivent en ville la hotte sur le dos. Leurs sabots bien découverts et à larges recolles, sont ornés de dessins qui souvent ne manquent pas de goût. »

Quant aux citadins, ils portèrent, durant tout le Moyen-Age, le costume des gens de leur condition et dont la description se trouve dans tous les ouvrages qui s'occupent de cette question (1).

b' Mœurs et coutumes.

Les Trafugeaux et le « Cheveu-fug ».

Aux traits relatifs au caractère montluçonnais, l'auteur de la *Physiologie du Bourbonnais* (2) ajoute celui-ci, qui révèle les mœurs et coutumes du pays... en 1840 (1).

« Les habitants de Montluçon sont Bourbonnais : c'est-à-dire qu'ils sont frivoles au suprême degré ; aussi le plus petit événement, un rien, met-il toute la ville en émoi. Cela est si vrai, qu'un artiste [Achille Allier], qui connaissait très bien ses compatriotes, a dit : Il fut un temps où un roulement de tambour et quelques notes aiguës du fifre causaient à Montluçon une émeute de bons vivants, une révolution de gaité. »

Autrefois, il ne se faisait en général ni baptême ni mariage, sans que le tambour et le fifre soient de la partie. Lors des baptêmes, c'est précédée de ces deux instruments que la « bonne de la maison » allait porter en ville des bonbons aux amis et connaissances de sa

(1) Cf. *Dictionnaire raison. du mobilier français*, par E. VIOLLET-LE-DUC, tomes III et IV, *passim* ; — *Mœurs, usages et costumes au Moyen-Age et à l'époque de la Renaissance*, par PAUL LACROIX (Bibliophile Jacob), Paris, Firmin-Didot, 1877, *passim*, etc. C'est dans ces divers ouvrages que 194 a puisé les descriptions des pages 66 et 67.

(2) Ouv. cité, p. 96, voir dans cet ouvrage l'histoire du vieux et jovial bonhomme de l'ancien régime qui mettait tous les habitants dans les rues lorsqu'il les traversait avec son tambour. « Vous eussiez vu l'ouvrier jeter ses outils, la ménagère son bas, le clerc sa plume, le bourgeois ouvrir précipitamment sa porte... la foule grossissait toujours, et bientôt la moitié de la ville courait par les rues tortueuses, et l'autre moitié le regardait passer en riant. » — Lire encore dans le *Centre* (26 juin 1910), certains détails sur les mœurs et coutumes particulières à la ville.

Le peuple ne manquait pas d'une certaine malignité narquoise dont quelques noms anciens de rues « affichaient » le témoignage. En dehors de celles qui rappelaient normalement un souvenir historique, la situation ou les institutions de la ville, on en trouvait d'autres au coin de certaines ruelles comme la rue du *Dieu-d'Amour*, la rue d'*Ahl-Ahl*, la rue *Casse-Cou*, la rue du *Pas-Glissant*, la rue de *La-Gaieté*, la rue *Furet*, la rue du *Poëlon*, la rue des *Soupirs*, la rue du *Pied-Coupé*, même la rue du *Pet-en-l'Air*... qui devaient rappeler de vieilles histoires dont s'amusaient nos pères et dont le souvenir même s'est effacé.

maîtresse, emmenant avec elle les domestiques de toutes les personnes invitées au festin qui faisaient, toujours avec elle, joyeusement ces courses dans la ville ».

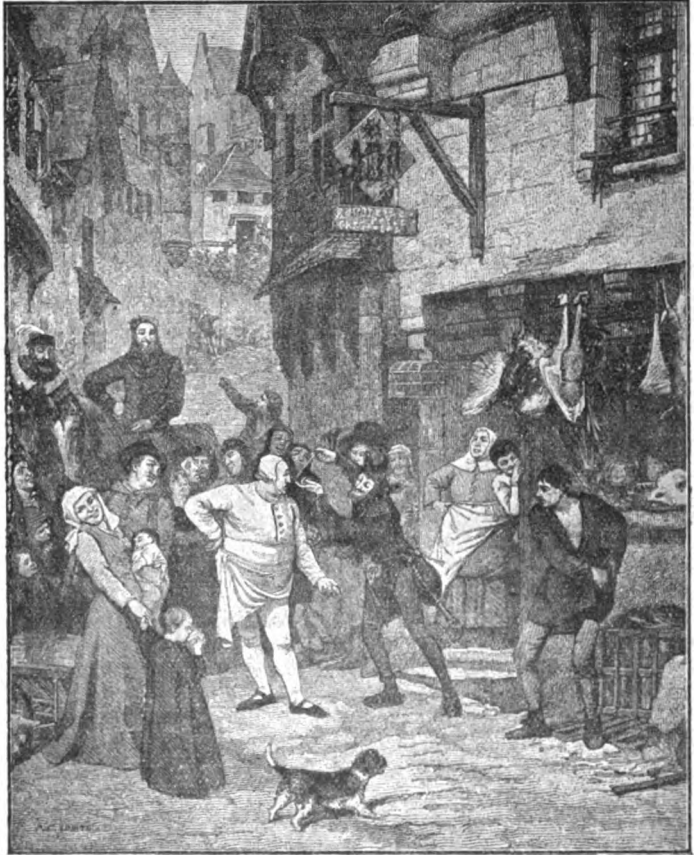


Fig. 28. — Scène de la rue, au Moyen-Âge.

(Tableau de P.-C. Comte. 1863)

Le même auteur parle de « l'affreux charivari » qu'on donnait à ceux qui convoiaient en mariage, soit à un certain âge, soit après la mort d'un premier époux. Mais pour y être traditionnelle, cette coutume n'était pourtant pas spéciale à Montluçon.

Les saltimbanques, les jongleurs, les chanteurs des rues, avaient

les plus vifs succès auprès d'une population qui aimait à s'« esbaudir ». (Voir fig. 28.)

1° Les Trafugeaux.

Une autre coutume, presque générale en Bourbonnais, la fête de la Saint-Jean, était à Montluçon observée avec un rite un peu spécial. Nous voulons parler des TRAFUGEUX, que décrit l'auteur de la *Physiologie* déjà citée (1).

« Le jour des brandons, les habitants élèvent dans chaque faubourg un grand feu de joie. Le soir venu, ils vont chercher un des notables de la ville pour l'allumer. Celui qui a reçu cet honneur paie à boire à tous les gaillards qui l'ont choisi. On établit ainsi trois ou quatre feux. Le plus beau est presque toujours celui de Saint-Pierre. Les habitants des hameaux voisins accourent en ville, et l'on danse toute la soirée autour des bûches enflammées. — Ce sont là les trafugeaux. »

2° Le Cheveu-fug.

Une curieuse réjouissance importée peut-être d'ailleurs, mais qui eut dans cette ville une adaptation particulière à Montluçon, fut celle des *Cheveux-fugs* (2).

(1) Page 97. Cf. 194, 105 : « En 1744 Montluçon ayant eu encore à loger et à entretenir des prisonniers, on défendit d'allumer les trafugeaux. » — Au sujet de cette coutume, M. Paul Vignier (*Centre*, 11 juillet 1910) en rappelle une autre qui n'a complètement disparu que vers 1870, et que nous signalons ici pour en conserver le souvenir :

« A l'heure actuelle, les feux de quartier n'ont plus lieu, on les a remplacés par des réunions de famille, au cours desquelles on fait sauter des beignets que l'on n'oublie pas d'arroser copieusement en chantant :

Jour des Brandons
Laisse tout à l'abandon.

« Encore aujourd'hui, dans la campagne, les anciens brandons sont remplacés par des coups de fusil.

« On peut regarder comme se rattachant à cette coutume celle qui consiste à faire « fumer hommes, femmes et filles ». Voici en quoi elle consiste : On se rend en groupe chez les amis qu'il s'agit de « fumer ». Arrivé dans leur demeure, on y installe un réchaud dont on a eu soin de se munir. Lorsqu'il est allumé on jette de l'encens sur les charbons ardents. Il s'en échappe force fumée qui remplit toute la maison. Inutile d'ajouter que la fumée ne va pas sans de copieuses libations. Le 2^e jeudi avant le dimanche gras, les garçons fument les filles ; le dimanche suivant, c'est au tour des filles de fumer les garçons. Le jeudi gras les hommes mariés fument les femmes en même temps qu'on promène le bœuf gras. Et enfin, le dimanche gras, les femmes mariées, qui sont réservées pour la bonne bouche, fument les hommes. Ce divertissement a été abandonné en ville. Il ne se pratique plus guère que dans les quartiers tout à fait excentriques. »

(2) La littérature de ce sujet est très abondante. Toutes les revues de la

C'était une sorte de cavalcade organisée par les confrères du Saint-Esprit, et qui avait lieu chaque année, le lundi de la Pentecôte (1). Les « confrères », vêtus comme les soldats du temps de Louis XII, les uns avec des épées de bois, les autres émergeant de chevaux de carton peints et caparaçonnés avec de riches rubans de couleurs et de tentures flottantes, qui dissimulaient leurs pieds, s'avançaient avec des mouvements qui rappelaient moins une marche qu'une danse, entrechoquant leurs bras en cadence. Ils semblaient être divisés en deux camps. Les cavaliers figurant les Anglais, les hommes d'armes à pied les Français. Les uns tombaient subitement à la renverse, criant et simulant d'être blessés grièvement, les autres feignaient une retraite. Le cortège partait des rues du Cheveau-Fug, de la Gironde et de la Presle, précédé d'une musique bruyante. Après une première halte chez les magistrats de la ville et chez les Cordeliers, et des gambades sur l'esplanade du château, les guerriers traversaient Montluçon, caracolant et chantant un refrain dont on ne connaît pas au juste la provenance.

Qué le Ray Lanchio
Ambais sou tré touniaux...



Fig. 29. — Air des « Chevaux frux ».

et se dirigeaient vers le village d'Argenty, où le seigneur du lieu leur offrait de copieuses libations qu'on jugeait bien gagnées.

région ont consacré, après l'*Ancien Bourbonnais*, à cette singulière coutume des articles plus ou moins fantaisistes. — Cf. spécialement : 1, 1809, 57; — 2, 1889, 382; — 11, I, 311 et *Voyage pittoresque* (tirage à part), 381; — 38, II, 128; — 92, 1921, 86; — 194, 42; — 217, 87; — 224, 85; etc.

(1) Cf. 2, 1889, 384, — et *Bulletin historique et philologique*, 1898. Articles de M. Francis Pérot.



Fig. 30. — Les « Chivaoux Frux ».
(D'après une gravure ancienne.)

Au retour, les sauteries, les simulacres d'attaques et les gambades reprenaient de plus belle devant la demeure des notables généreux, jusqu'à la dislocation devant le château (1), au milieu d'une foule en fête, obligée dans les derniers temps d'aider les chevaux-fugs à se débarrasser de leurs coursiers et de leurs armures, parfois aussi à les porter eux-mêmes dans leurs lits... De pareilles manifestations, même inspirées par le patriotique souvenir de la défaite des Anglais sous les murs de la ville, à la fin du xiv^e siècle, ne pouvaient pas se produire sans entraîner, à la longue, des abus.

En 1775, il paraît que les chevaux-fugs avaient obtenu des communalistes de Notre-Dame, la permission de pénétrer même dans l'église avec leurs montures et campements militaires, et de faire le simulacre de faire manger de l'avoine à leurs coursiers de carton sur le maître-autel et à les faire boire dans les bénitiers, en souvenir, sans doute, des profanations commises par les Anglais.

Sous la Révolution, de mesquines parodies mirent fin à cette burlesque coutume, qui fut d'ailleurs interdite définitivement par le clergé en 1819 (2).

On s'accorde généralement (3), surtout à Montluçon, à attribuer l'origine de cette manifestation, — qui paraît remonter à 1400, et aurait été réglementée en 1430, — à la délivrance de la ville et au massacre des Anglais dans le bourg d'Argenty; mais il faut reconnaître qu'il n'y eut peut-être là qu'une heureuse et patriotique adaptation, à un événement local, de fêtes qui se célébraient ailleurs (4) comme

(1) 11, *Voyage pittoresque*, ouv. cité, parlant de la clôture de la fête, dit qu'« après la cérémonie, les Cordeliers régalaient les confrères, et que les vins de Désertines et de Saint-Victor étendaient à terre plus d'un combattant ».

(2) Cf. 18, 179, M. BARAILLON écrit : « L'institution des cheveu-fugs subsiste encore, an XII (1804-5) » ; — 224, 85. — Les chevaux de carton et tous les accessoires qui avaient été « remisés » dans les combles de l'hôtel de ville, furent brûlés, en 1867, d'après M. Pérot, et il ne reste de cette singulière parade qu'un souvenir de plus en plus confus mêlé d'anecdotes.

(3) Cf. *La France Pittoresque*, 3 vol., Paris, I, 143; — *Promenade archéologique de Clermont à Bourges*, par BOUILLET, 1839, 27; — 153, Montluçon; — 224, 85.

(4) En effet, on retrouve à Aix, en Provence, une fête des *chevaux-frus* qui rappelle celle de Montluçon (*Explication de la Fête-Dieu d'Aix en Provence*, Aix, 1777, 101-188), et dont on attribue la création au bon roi René, grand amateur de tournois, de jeux, de « célébration de mystères

en témoigne notre gravure, qui représente la fête des chevaux-fruz de Provence (*Fig. 30*) (1).

IV. — Langage et légendes.

a' *Le Langage.*

Au Moyen-Age, les lettrés : clercs, robins, officiers de l'administration ducale et urbaine, écrivaient et parlaient, non une langue spéciale, mais le bon français du temps, dérivé de la vieille langue romane, le français enfin tel qu'on le parlait alors dans cette région

et d'allégories ». Parlant de cette réjouissance, l'auteur de l'*Explication* dit que « son histoire est agréable à voir, qu'elle se composait d'une troupe de dix jeunes gens qui portaient un haut plumet et une cocarde à leur chaperon de feutre gris, qu'ils étaient habillés de blanc avec des rubans de couleurs, et un scapulaire de Notre-Dame du Carmel. Ils montaient chacun un cheval de carton peint... De la main gauche ils faisaient mouvoir le cheval et faisaient une danse très variée sur l'air consacré des chevaux-fruz et qui était aussi attribué au roi René »...

L'*Ancienne chevalerie* (I, 76, signalée par M. Pérot, fait aussi mention de réjouissance pareille : « Plusieurs chevaliers ayant été créés dans une même promotion se sont réunis pour caracoler en cadence et mêler leurs danses à celles du peuple qui les environnait, c'est l'origine « des festes ou ballets à cheval », et qui se dansaient encore à la Cour du temps de Brantôme... »

Enfin le *Courrier de Monaco* (vol. LX, 1775, 242) raconte, de son côté, qu'« on exécuta en présence du Roy d'Espagne et des princes, l'espèce de tournois appelé *Las Paréjas* et qui est un divertissement donné par douze cavaliers qui portaient des couleurs différentes, en faisant des évolutions cadencées au son d'une musique particulière ».

Aussi bien la représentation de l'homme au cheval de carton est d'inspiration même plus lointaine. Montluçon comme le bon René d'Anjou, ont pu l'emprunter aux Grecs... si l'on s'en rapporte à un vase gréco-romain du Musée de Béziers et dont la panse ronde est ornée de peinture représentant un guerrier enfourchant un cheval postiche; on voit au-dessous les jambes de ce cavalier dans l'attitude du galop.

Nos chevaux-fuz ne seraient donc qu'une fête renouvelée des Grecs par nos Gallo-Romains, et adoptée au xv^e siècle par les Provençaux pour rappeler un souvenir de guerre et par les Montluçonnais pour commémorer la délivrance de leur ville de l'occupation anglaise...

(1) La gravure *fig. 30* est empruntée à 2, 1889, 385.

— Dans ce paragraphe des mœurs et coutumes locales, on nous excusera de ne pas faire mention de certains usages grossiers, dont les jonrnaux, même « illustrés », ont perpétué le souvenir, comme par exemple la coutume de promener dans les rues, à califourchon sur un âne, la figure tournée vers la queue de l'animal, l'homme que sa femme avait battu !... Cf. article de M. VIGNIER dans le *Centre*, juin 1910 ; — *Journal illustré*, 25 mars 1900 ; — *Le Petit Journal*, supplément, avril 1900.

limitrophe de la langue d'oïl ou d'ouï (1) et de la langue d'oc, avec seulement quelques variantes (2).

Mais le peuple parlait un patois pittoresque qui était, à peu près, celui de la région immédiatement environnante, c'est-à-dire Nérès, Villebret...

Des poésies de l'avocat Gilbert Cheville (3), connu sous le pseudonyme de « Bias », et composées dans le premier tiers du XVIII^e siècle (4), nous permettent d'en donner quelques spécimens (5).

C'est d'abord une pièce relative à sainte Madeleine pénitente, dont voici le premier couplet :

Coué le boun Dguieu, la bouna Viarge (6)
S'é promenavont tou los dous,
Y-z'-ont rencontra la Madeleine
Qué gibève ambé los garçons.
Fatibo, Marie-Madelaine,
Valé-tu veni ambé nous ?
— Arréta don, bouna Viarge,
Que m'anne faire coueffa...

(1) Cf. *L'Histoire de la nation Française*, de Gabriel HANOTAUX, t. I, *Géographie humaine*, par Jean BRUNES, Paris, Plon-Nourrit, p. 38, la région montluçonnaise aurait pour dominante la langue d'oïl.

(2) Cf. 62 : phonétique, p. 110, 111, 113, 120, 122, 125-128 ; morphologie, 133.

(3) Il était né à Montluçon, le 6 juillet 1675, et vivait encore en 1734 (217, 278). — Sur la famille montluçonnaise de Chevillé, cf. les notes de M^{lle} L. Duchet, 217, 278-9.

(4) Cheville composa ses Noëls entre 1710 et 1720, et non « à la fin du XVIII^e siècle », comme l'écrit 62 (p. 141 note) en citant un de ses Noëls paru dans la *Revue Lyonnaise* de 1884, p. 323.

(5) Cf. 11, *Voyage pittoresque*, ouv. cité, 20 ; — 217, 275 ; — 194, 491, 492. — Voir aussi dans la *Physiologie du Bourbonnais* l'histoire racontée par M. Batissier (B. Lewis), p. 101, du paysan qui, à la fin de l'Empire, avait demandé au sous-préfet de Boussac, nommé Bardou, de faire exempter son fils du service militaire. Malgré l'argument décisif d'un superbe brochet qui accompagnait la supplique, le fils partit ; et le paysan de dire alors au fonctionnaire qui plaidait les nécessités patriotiques : « Quoué bon ! quoué bon ! t'as raison, Bardou ! t'as fait parti mon garçou et t'as migea mon pessou !... » Réponse qui convient sans doute à tous ces donneurs d'eau bénite de cour, mais qui met en valeur le parler patois des vieux montluçonnais.

(6) C'est le bon Dieu, la bonne Vierge,
Qui se promenaient tous les deux.
Ils ont rencontré Madeleine
Qui jouait avec les garçons...
Bon jour, Marie-Madeleine,
Veux-tu venir avec nous ?
— Arrêtez donc, bonne Vierge,
Que j'aïlle me faire coiffer...

Mais c'est surtout dans ses deux NOËLS, chansons-cantiques (1) sous forme de dialogues, que Cheville composa, en collaboration avec l'abbé Chavreton, chanoine de Beaulieu, et l'avocat André, qu'on retrouve le micux le patois montluçonnais.

Nous donnons le début du premier de ces Noël.

BIAS (2)

N'annens veire finir la guiarre.
Vetchi le boun tems revingu ;
Nové est nagu
Par désarssa la tchiârre,
Serens maitreis chiez nous ;
Ne craindrens pu dégu
— N'annens veire finir la guiarre,
Vetchi le boun tems revingu.

GILBERT

Nous allons voir finir la guerre (3)
Voici le bon temps revenu ;
Noël est né
Pour désarmer la terre,
Serons maitres chez nous ;
Ne craignons plus personne.
Nous allons voir finir la guerre,
Voici le bon temps revenu.

TOINON (4)

Pus de gealades, ni de couleure,
Satan vé bien être affiata ;
Au nous a torminta
Et chaffraya d'arrure,
Tout nott petit fait,
En est dégasutta.
— Pus de gealades, ni de couleure,
Satan vé bien être affiata...

ANTOINE

Plus de gelée ni de coulure (5),
Satan va bien être attrapé ;
Il nous a tourmentés
Et effrayés sans cesse,
Tout notre petit bien
En est tout dévasté.
— Plus de gelée ni de coulure,
Satan va bien être attrapé...

(1) Le jour de Noël, tandis que la neige tombait, on chantait ces Noël en famille en attendant la messe de minuit, tandis que de petits pauvres, « les chanteurs de Noël », les répétaient de porte en porte, et qu'ils recevaient en échange du pain, des bûches de bois, des pièces de monnaie, et souvent de chauds vêtements...

(2) Pour « Gilbert », qui en patois se disait : *Gibias* ou *Bias*.

(3) Il s'agit ici de la guerre de la succession d'Espagne (1701-1714). Après la seconde période de cette guerre (1704-1710) au cours de laquelle la France avait été accablée par des revers et l'hiver rigoureux de 1709, Louis XIV était résolu à demander la paix ; mais ses glorieuses victoires, jointes à la désunion des ennemis pendant cette troisième période (1710-1714) permettaient d'espérer que la guerre « allait finir » par le triomphe de la France. C'est ce qu'exprime le poète montluçonnais dans ses deux premières strophes.

(4) Nom patois d'Antoine. Jacques se disait : Jacquet ; Etienne Tiennon ; Pierre Piarre ; Michel Michiaud ou simplement Michio ; Nicolas Coulas ; Léonard Yona... (Cf. 217, 279).

(5) Allusion au terrible hiver de 1709, et aux gelées qui éprouvèrent toute la France, et dont on espérait bien ne plus voir le retour. — Pour l'hiver de 1709. Cf. 194, 108.

Le second Noël « pour l'an de grâce 1711 » (1), et attribué aux mêmes auteurs, est chanté par Francès (François) Vigneron, Michiaud (Michel) et Coulas (Nicolas), avocats de village, sur l'air : « *Dans ces beaux lieux, Amour quitte les armes* »...

Voici les premiers couplets de ce dialogue :

COULAS

Vanté, Francès, et segons que l'étele
Que los pus vieux n'avont jamais vegu ;
Los ciaux offront quele chandelle
A Nové que l'y zé vingu.

MICHIAUD

Qui co vint donc cherchà dessus la tiarre,
Co biau Dauphin qu'ères si bien sud haut ?
S'o fasév' la pe d'Angletiarre
Los Houlandois serient penauds.
Si coué co Ré, y faut bé qui l'y mène
In caire un ré que bé tant de son jus,
Coué le brave ré que proumeune
Le camp-voulant do cheveau-fug.

COULAS

Notrés bargiès, din l'étable badade,
S'affanont prou à réchandi co ré.
Bias zé vinger la viaille enflade,
Los dés l'y bousinont de fré... Etc.

NICOLAS

Viens donc, François, et suivons cette étoile
Que nos anciens n'avaient pas encore vue,
Les cieux offrent cette chandelle
A Noël qui nous est venu.

MICHEL

Que vient-il donc chercher sur la terre.
Ce beau Dauphin qui était si bien au ciel ?
Ah ! s'il faisait la paix d'Angleterre.,
Les Hollandais seraient penauds.
Si c'est le Roi, il faut bien que je lui mène
Un autre roi qui boit tant de son jus,
C'est le brave roi qui promène
Le camp-volant du cheveau-fug.

NICOLAS

Nos bergers, dans l'étable ouverte,
Se fatiguent assez pour réchauffer ce Roi.
Gilbert est venu la joue enflée,
Les doigts lui « bousinent » de froid...

Au XIX^e siècle, ce patois était encore parlé autour de Montluçon, mais avec des incorrections et surtout une prononciation un peu spéciale (2).

Nous avons pour Nérès un exemple datant du milieu du siècle dernier, qui renferme un reste de patois compris dans les faubourgs de Montluçon. C'est une adaptation, par l'érudit abbé Forichon, docteur en médecine et poète original, de la seconde fable du bon La Fontaine.

(1) Cf. 194, 485-489.

(2) Chez les « Biachets », exactement à Désertines, et à Marmignolles, gros village de la même commune, on parlait un patois très particulier à ces deux agglomérations. Il était tout à fait différent de celui qu'employaient Domérat, Huriel..., et surtout de la langue dont se servaient les communes situées au Nord de Montluçon : Bizeneuille, Saint-Victor, Chamblet Saint-Angel, etc.

L'Agrôle et le Rena (1)

En 1850, le bétchio parlève inquera ; v'la c'quo disève :

Un jou d'hivia, quou ne fasève pas trop biau,
 L'agrôle ère juchade
 Au bout d'un balivian
 L'ère su daut moutade,
 Pa fère son dinà
 Que l'aye prépara.

Embèi un groua fromage vaingu de Chambéra...
 Le rena dépeu treis jous que n'aye pas de pain,
 Aussitou a s'apprèsché en faisant le calin.

— Eh, bonjou nôte dame, quema vous pourtez-vous ?
 Hela ! qué sé contint de vous véire chia nous !
 Et vous trouve si jinte embèi quo néi mantian !
 Présoune dé le boux n'en pourte un aussi biau !
 Votés souliès sont faits d'iune piau qué tant fine,
 Et creye que le ré
 N'en a pas de parés
 Pindus à sa souline.

Ar sé é vous écouti dire iune chansou
 Et cregus, oui ma foué, quou ère le rossignou.
 Si zère chabretère, par avi voté jeu
 E' doniau, é n'en jure, la méta de ma queue.
 L'agrôle qu'ère enchantade
 De se veire vantà
 Pa li douna l'aubade
 Se meté à couana.

Son fromage devalé dé la gueule do renà,
 Elle resté su-daut la gouarge bade.
 Ma l'autre, li dissé, en migeant son fricot,
 — Ne si'a donc pas si buse un autre co (2).

(1) Cf. 194, qui a reproduit, p. 517, cette fable du « Corbeau et le Renard », bien connue dans toute la région.

(2) Enfin, pour avoir une idée du vocabulaire populaire que l'on pouvait entendre à Montluçon, dans la rue, jusqu'au milieu du XIX^e siècle, on peut lire dans le *Centre* (26 juin 1910), le passage où M. Paul Vignier nous raconte ses impressions et dont nous donnons l'extrait suivant :

« Le jour de mon arrivée à Montluçon, le 1^{er} décembre 1831, il faisait un temps magnifique, la ville était en fête. Curieusement, je m'informai de tout ce brouhaha, de cette effervescence populaires. On s'étonne de mes questions, on me regarde de travers, les passants me traitent de « saccarot », de « bredin ». Il n'a pas fini de « bafouiller » celui-là. Qu'est-ce qu'il veut ce « mameau » !!!

« Mais, citoyens, je suis étranger, j'arrive à l'instant ». « Ouache », es-

b' *Les chansons et les légendes du bon vieux temps.*

Au cours des longues veillées d'hiver, devant les feux rougeoyants de l'âtre, nos pères, comme aujourd'hui, mais avec bien plus d'intimité, — dans un cercle familial et amical encore plus élargi, — devisaient sur les événements quotidiens, tantôt gais et tantôt tristes. Les premiers se traduisaient par des chansons, car on chantait même davantage qu'aujourd'hui (1) ; les autres faits étaient entourés de légendes à l'usage des enfants petits et... grands.

Quant aux *chansons* montluçonnaises du Moyen-Age, on peut se faire une idée du thème et, du moins, de la forme de quelques-unes par les exemples que nous venons de citer plus haut, au sujet du

pèce « d'ébrelingué », me répond-on de tous côtés, vous ne savez pas qu'aujourd'hui le maréchal Soult et le fils aîné du roi Louis-Philippe sont à Moulins et qu'ils viendront probablement à Montluçon. — Ma foi non. — Oh ! pauvre « zizou », pauvre « fafiot » !!! Une bonne femme a pitié de moi. N'y faites pas attention, me dit-elle, ce sont tous des « jacassous ».

(1) Le Moyen-Age a été défiguré depuis deux siècles par des écrivains qu'inspiraient moins le souci de la vérité — qu'ils connaissaient mal et même qu'ils négligeaient d'aller chercher dans les actes authentiques et les documents de l'époque — que l'esprit de parti et leurs préjugés politiques, quand ce n'était pas une haine aussi aveugle qu'idiote à l'égard des siècles que leurs passions sectaires leur montraient comme animés de sentiments religieux. Des manuels scolaires depuis trente ans « bourrent le crâne » de notre pauvre jeunesse de pitoyables inepties sur des temps qu'on nous dépeint sans joie, sans bonheur et où tout n'était que larme et farouche désespoir... Les chercheurs de documents ont mis heureusement les choses au point. Voir à ce sujet la note que nous donnons plus loin, au sujet des foires et marchés ; — Jean GUIRAUD, ouvr. cité, qui met les choses au point, I, 30-31 ; — et dans l'*Histoire de France* de Lavis (qu'on ne saurait regarder comme « cléricale ») l'article de M. LUCHAIRE, professeur à la Sorbonne et membre de l'Institut (III, partie I, 390-391) ; — c'est encore ce que vient de proclamer l'archiviste départemental de l'Allier, M. Max Fazy, de religion protestante et d'impartialité reconnue, dans sa conférence sur la *Société bourbonnaise jusqu'au milieu du XIII^e siècle*, reproduite, en supplément, par le *Bulletin de la Société Bourbonnaise des Etudes Locales* (n° 8, oct.-décembre, pp. 111-124), et qui débute ainsi : « On se fait d'ordinaire du Moyen-Age une conception absolument fautive. Période d'ignorance, de grossièreté, de stagnation dans tous les domaines, clame-t-on un peu partout. Navrantes pauvretés que ces affirmations qui ne reposent sur aucune réalité... LE MOYEN-AGE EST AU CONTRAIRE LA PLUS BELLE PÉRIODE DE NOTRE HISTOIRE, l'époque admirable où l'âme française se montre dans toute sa pureté. Périodes de décadence au contraire pour la France que cette Renaissance trop vantée... »

langage. De plus on est autorisé à restituer au répertoire montluçon-nais certaines chansons, dont les auteurs comme M. Louis Batissier (41. *Voy. pitt.*, déjà cité, p. 33), déclarent ignorer l'origine et que nous retrouvons sous la plume de M. Vignier (*Centre*, 26 juin 1910) :

Darrié cheu nous y at un yia bocage,
Le rossignol ô li chante tous los jous
Là ô li dit en sa charmeinte langage
Los amoureux sont maléroux torjous.

, Au bord dô Cher lit-à t'une fontaine
Où sous un fragne notès dous noms sont gravès
Le tems ô dechtrui notès doux noms sur le fragne
Màs dès nostés cœurs le tems los a conservés.

Le mau d'amour est una ruda pelne,
Lorsqu'ô nous teint a nous fô en meuri
Liarbe dos pras qu'à si souveraine
Liarbe dos pras ne sauriâ nous guâri...

Le répertoire de ces chansons était très complet au dire des anciens : malheureusement elles ont été oubliées et remplacées peu à peu par les romances banales des temps modernes, pour ne point rappeler les sottises égrillardes, empruntées au répertoire grivois des tristes cafés-concerts, ou aux lamentables productions « bêtes à pleurer », que vendent, lors des jours de foires et marchés, de louches colporteurs, payés par des entreprises de démoralisation et d'abêtissement national.

A côté des récits et des chants que les jongleurs, les troubadours, les ménestrels, colportaient partout (1) célébrant les épopées les hauts faits et prouesses des anciens chevaliers, répétant les chansons de geste et de la table ronde, les naïfs Noël's, les pièces satiriques, sentimentales ou frivoles, il y avait place aussi pour les « légendes » que les longues guerres, comme celle qu'on a appelée de Cent Ans, avaient fait germer sur tout le territoire...

Montluçon avait les siennes. Celles que les traditions locales nous ont léguées se rapportent généralement au temps des croisades et

(1) Cf. *La musique des troubadours*, par Jean BECK, Paris, Henri Laurens, passim ; — et *Histoire de la chanson populaire en France*, par TIERSOT, Paris, 1889.

des chevauchées, au souvenir du passage malfaisant des routiers des grandes compagnies ; au bon duc Louis II, auteur de la cité « féodale »...

Ces légendes ont surtout pour théâtres trois lieux différents : le roc du Saint (1), Châtelard (2), le château de l'Ours (3).

Elles ont toutes été reproduites dans divers ouvrages et ont servi de thème au chanoine Bournichon (4), — montluçonnais et auteur d'esprit et de talent, — pour écrire un roman qui utilise très habilement toutes les légendes connues, et qui jouit d'un grand succès lors de sa publication (5).

I. *Le Roc du Saint* (6). — Sur les bords du Lamaron, en face Châtelard et au-dessous de Marignon, à mi-côte d'une des collines qui forment comme un cirque autour du ruisseau, deux rocs. L'un comme une épaisse dalle retombant sur l'autre, ont donné naissance à un abri, qui agrandi peut-être par les hommes primitifs ou moins anciennement par des bergers, a l'aspect d'une grotte peu profonde. C'est en ce lieu qu'on place la légende d'un horrible dragon à la tête de caïman avec des yeux d'émeraude, à la croupe d'alezan, qui endormait par ses chants langoureux, et par son haleine desséchait le torrent et l'herbe de ses rives. Blotti dans cette caverne surtout le jour, il en sortait la nuit pour de tragiques randonnées afin de se repaître des imprudents ou des coureurs d'aventures qui s'égarèrent dans les gorges du Lamaron. Pour apaiser ses transports furieux et restreindre le nombre de ses victimes on devait déposer à l'entrée de son antre les couvées de vingt gelines blanches ou de larges gâteaux d'orge et de miel... Un jour la gracieuse Yolande, la fille d'un noble châtelain voisin attirée par la douceur de la voix du dragon et l'éclat ensorceleur de ses yeux « comme la nocturne phaïène par la lumière du phare » est happée par le monstre. Un chevalier accourt, et combat le dragon, mais touché par la langue empoi-

(1) Situé sur le territoire de la commune de Nérès, à 3 kilomètres 500 environ, dans la direction E.-S.-E. de Montluçon, sur les pentes de collines au bas desquelles coule le Lamaron et que côtoie le chemin de fer de Montluçon à Commeny.

(2) Le Château de Châtelard était à 2 kil. 500, à l'Est de la ville, au milieu du village au pied duquel circule aujourd'hui la route de Montluçon à Chamblet et à Moulins.

(3) Au Sud de Montluçon, dont il est séparé par 9 kil. 600, et aux confins Nord du territoire de Sainte-Thérènce auquel il appartient.

(4) Le bon chanoine littérateur, poète, musicien, auteur de nombreux ouvrages et de pièces de théâtre, après avoir été curé de Saint-Just, dans le Cher, s'était retiré à Aygurande (Indre), dont il avait été longtemps curé doyen. Il est mort en 1924, dans cette dernière paroisse.

(5) *Le Château de l'Ours*, par LEROC-DUSSAINT, Paris, Blériot et Gauthier, lib. éd., 1882. Cet ouvrage est devenu fort rare. Nous devons faire observer que le chanoine Bournichon, qui prend ici le pseudonyme de « Leroc-Dussaint », est aussi connu sous celui de « Méténier » qui était le nom de sa mère.

(6) Cf. 224, 50, 55 ; — 194, 71-75 ; — 92, 1913, 13 : plainte par M. G. P., sur le Dragon du roc, etc.

sonnée de la terrible bête, il tombe mort à son tour. Il faut qu'un autre noble paladin paraisse, pour renouveler le geste attribué à saint Georges (1), et jeter « le dragon aux ongles de fer, égorgé, hors de sa roche escarpée ».

Le vainqueur du serpent monstrueux aurait été un valeureux chevalier devenu un pieux ermite, qui après sa victoire, fit choix comme demeure du roc redouté. Il y aurait vécu de longues années « à la façon des anciens anachorètes, des Hilarion et des Antoine. Il était un sujet d'édification pour toute la cité, et la sainteté de sa vie avait fait surnommer la grotte qu'il habitait : « le roc du saint ».

II. *Le château de Châtelard* qui s'élevait au milieu du joli village surplombant aujourd'hui la route en lacets de Montluçon à Chamblet aurait été le théâtre de « l'histoire d'Agnès de Châtelard » (2). La jeune Agnès fille du châtelain était si belle « que sa voix de sirène et qu'un regard de ses yeux aurait fait perdre à des Hilarion, pour l'éternité, leur part de paradis » ! ! !... Le matin d'une Pâque fleurie elle était sortie de l'église, quand en échangeant l'eau bénite avec un mystérieux chevalier noir, elle lit son sort dans ses yeux de flammes. Son cœur est prisonnier. Des mois se passent, quand un soir d'automne un chevalier blessé à la chasse, est apporté devant le pont-levis du château de Châtelard. Quoique blessé à mort, le beau mais ténébreux paladin fut guéri par les soins de la douce Agnès. « L'amour ne possède-t-il pas de secrets dictames ? », dit le naïf narrateur qui nous a conservé ce conte. Puis l'étrange chevalier s'en fut. Hélas ! Agnès en mourut. Son père, vieux seigneur dont la fille était la seule raison de vivre, fit « alors le serment de faire périr dans des tourments affreux l'hôte infâme qui de son souffle avait empoisonné la source de ses affections ». Le lendemain « il vendait son château, donnait la liberté aux serfs de ses domaines, puis partait avec son fidèle écuyer, couverts tous les deux d'armures à la couleur sombre, montés sur des chevaux à robe d'ébène ». (3), et voilà qu'un soir, à l'heure où sonne l'*Angelus*, le père courroucé se trouve face à face avec le chevalier maudit « possédé du diable », sinon Satan lui-même et en ce temps chef d'une bande de routiers, sans doute, anglais...

Le père élève sa lance et fond sur l'infâme ravisseur de son enfant, mais la lance vole en éclats. Alors il tire sa longue et large épée qui au contact de la cuirasse « du noir chevalier aux prunelles de feu », se brise comme du verre, il saisit alors « son poignard, sa dernière espérance, et en porte un coup à la face de son adversaire impassible. Le fers émousse et se recourbe comme une bande de carton », et comme il blasphème de colère, il entend son ennemi surhumain, lui crier : « Vassal rebelle à ton seigneur, ne sais-tu donc pas, que ton père, pour sauver sa vie des tourments que lui réservaient ses sorts révoltés, me vendit son âme, et que toute la race de ton père m'appartient, à moi le roi des sombres royaumes et que j'en puis disposer à mon gré... » Il dit : les flammes de ses yeux s'éteignirent et il disparut, tandis que le sire de Châtelard, poussant un long soupir, tomba mort de son cheval. L'écuyer emporta son corps pour l'ensevelir auprès de celui de la pauvre et belle Agnès... et passa le reste de ses jours à prier et à pleurer ses maîtres chéris... Et le conteur ajoute que c'est cet écuyer qui « vécut longtemps dans un trou de roche, pansant les plaies des pauvres

(1) A propos de saint Georges, personnification du chevalier idéal, sans peur et sans reproche, au secours de la princesse Aja, si souvent représenté dans les légendes et les images des XV^e et XVI^e siècles, voir la *Légende dorée* de Jacques DE VORAGINE, éd. Th. de Wyzewa, Perrin, lib., 226 et suiv. ; — *Caractéristiques des saints*, par le P. Ch. CAHIER, 407 et *passim*. — *Répertoire de peintures...* par Salomon REINACH, IV, voir : table, p. 727 ; — *Saint Georges*, par Aug. MARGUILLIER, *L'Art et les Saints*, Paris, H. Laurens éd., 6, et *passim* pour les gravures, etc.

(2) Cf. 224, 55 ; — 194, 72-3, qui rapporte la légende en la modifiant.

(3) Cela ne rappelle-t-il pas le moderne combat de nègres, à minuit, dans un noir tunnel ? !

malades, soignant les lépreux et instruisant dans la vraie foi les enfants de la contrée, et qu'après sa mort, on venait de loin en pèlerinage, à son agreste demeure, qu'on appela du nom de *Roc du Saint*, qui s'est perpétué jusqu'à nos jours .. »

III. *Le château de l'Ours*. « La légende du château maudit (1) ou la belle Odile de Montluçon (2). » Le possesseur du château de l'Ours était au temps de la troisième croisade : Humbald, chevalier craint à la ronde, qui portait sur le sinople de son blason — qui montrait bien la méchanceté de son cœur — un ours au poil d'argent !... Ce redoutable seigneur vit la belle Odile, fille de son voisin Archambaud de Montluçon, et l'aima, « amour terrible. hélas » !... « qu'on se figure un tigre aimant une gazelle », écrit le narrateur. Mais, par malheur, Odile avait engagé sa foi au beau — naturellement — et valeureux écuyer de son noble père. Alors le terrible Humbald déclara la guerre à son voisin... et la main de la pauvre Odile fut le prix de son odieuse victoire. La pauvre « placée entre ses deux devoirs : l'obéissance à son père, et la fidélité au fiancé de son choix, se décida — on peut supposer sans entrain — pour sauver l'honneur et la vie de son auguste père du redoutable courroux d'Humbald, à se sacrifier, ainsi que le bel écuyer qui l'aimait et qu'elle aimait »... On voit comme tout cela est touchant, et bien plus fréquent qu'on ne saurait se l'imaginer... La suite est encore plus tragique. Voilà qu'à la grande voix du prédicateur de la troisième croisade, tous les seigneurs — du moins la légende dit : ceux de la région de Montluçon — se croisent, et suivent le roi en Palestine. Ils se croisent aussi le bel écuyer et même le farouche Humbald de l'Ours. « Le premier par foi et pour offrir le sacrifice de son amour à Dieu, le second par ambition de gloire » et sans doute aussi par méchanceté, « pour occire des sarrazins »...

Odile resta seule, dans la désolation. Des mois s'écoulèrent, les compagnons d'Humbald de l'Ours, revenus au pays, racontèrent que l'odieux seigneur avait été vu au siège de Saint-Jean-d'Acre, tombant sous un monceau de morts. Quant à l'écuyer il continuait de s'illustrer au pays d'Outre-Mer...

Un an se passe et voilà que le bel écuyer, couvert de gloire, revient au pays, avec le titre de chevalier. Ce qui devait arriver arriva !... Après avoir lutté longtemps et attendu un an encore, puis deux, Odile accorda sa main à son chevalier fidèle. Ce fut fête au château de l'Ours. Ménestrels, troubadours célébraient l'hyménée, au milieu de la joie des seigneurs voisins, quand au milieu du festin un son de cloche se fait lugubrement entendre au-dessus du pont-levis. Les époux et leurs convives tressaillent, un page annonce un pèlerin : « Ouvrez au pauvre pèlerin, dit l'épouse, un pèlerin est un envoyé de Dieu !... » Mais déjà celui-ci, introduit, fait entendre d'une voix cavernreuse : « Non, le pèlerin qui arrive n'est pas l'envoyé de Dieu », et jetant à terre sa pèlerine chargée de coquilles, sous son armure, avec des traits menaçants et une barbe hirsute, il apparaît ce qu'il était vraiment, le farouche Humbald en chair et en os arraché à la mort et qui crie : « Ah ! vous ne m'aviez pas invité à vos noces. Mais elles ne s'achèveront pas sans moi !... » Les convives terrorisés croyant être en présence d'un fantôme, s'enfuient dans toutes les directions...

Deux hommes masqués qui accompagnaient Humbald saisissent le chevalier... Et le soir le Cher roulait son corps sanglant et déchiré par les roches, tandis qu'Odile plus morte que vive, vêtue d'une lourde peau d'ours à la place de ses vêtements de nocce, était précipitée dans la salle basse de la grande tour avec les hommes masqués pour geôliers... Son martyre dura un an, sans que les chevaliers voisins se fussent débarrassés de la terreur que

(1) Cf. 68, déjà cité, 125.

(2) 194, 74-5, qui donne là encore une version nouvelle des légendes du château de l'Ours. A celle d'Odile de Montluçon, il ajoute celle d'Emma de Lignerolles, dont le brutal mari passe pour avoir été tué, non en Palestine, lors de la troisième croisade, et en 1191, mais à Mansourah, dans la Basse Egypte en 1250, à la croisade dirigée par saint Louis !...

leur inspirait le mort resuscité... Mais Odile allait être délivrée ! « La première nuit de l'année suivante, le tonnerre gronda sur les monts, ses bruits répercutés dans les gorges ébranlèrent les échos des profondes vallées, les éclairs brillèrent comme jamais on n'avait vu briller les éclairs »...

Dans le bruit de la tourmente on avait perçu du château proche de La Garde des voix de désespoir mêlées aux éclats de la foudre qui tombait sur le donjon de l'Ours.

Et le lendemain, sous une épaisse fumée qui planait comme un drap de mort sur le château maudit et ses murailles écroulées, quand on put approcher de la tour calcinée, on ne vit que meubles en cendres... L'enfer avait repris Humbald qui n'avait vécu cette horrible année que farouche et désespéré comme le remords et le crime, tandis que le paradis avait reçu pour toujours l'âme innocente de la belle Odile de Montluçon (1)...

(A suivre.)

CHANOINE J. CLÉMENT.

(1) Chaque siècle a ses légendes ! Dans le *Centre* (16 juin 1912), M. Paul Vignier raconte celle de Clairette, des Fougerettes, qu'il a recueillie et qui se serait passée en 1815, à Marignon et au village de Nerde.



L'Intermédiaire des Recherches et des Echanges

IV. — En vue d'illustrer un prochain article ayant trait à la navigation à vapeur sur l'Allier au XIX^e siècle, nous prions ceux de nos membres qui auraient en leur possession une reproduction de bateau type Inexplosible, de vouloir bien nous la communiquer.

Adresser le document à M. le Directeur du *Bulletin*.

V. — On désirerait savoir à quelle date ont été supprimés les cadrans à auvents du Jacquemart de Moulins, qui figurent sur la gravure de l'*Ancien Bourbonnais* de 1834. et ont été remplacés par les cadrans actuels.

VI. — La Société d'Emulation devant faire figurer à l'Exposition Artistique Bourbonnaise de mars 1925 une galerie de portraits bourbonnais, les personnes possédant quelques tableaux de notabilités et d'illustrations de la province, et qui accepteraient de s'en séparer pour cette quinzaine, sont priées d'en aviser le Directeur du *Bulletin*.



A propos de Jean de Lingendes

« Une coquille d'imprimerie d'un récent numéro du *Bulletin* est la première raison de cette lettre. On a imprimé : de la petite bibliothèque « normande », au lieu de « surannée ». Le mal n'est pas grand, et le nom de Jean de Lingendes qui la précède, m'a rappelé tout de suite ceci : c'est qu'un auteur normand, Gaston Lavalley, attribue, d'après un manuscrit de la Bibliothèque Nationale, une des plus vieilles chansons de notre vieux poète Bourbonnais à un auteur normand qui n'a pas besoin de cela pour être célèbre, je veux parler de l'évêque d'Avranches, Daniel Huet...

« Vous connaissez l'œuvre de Jean de Lingendes. Peut-être n'avez-vous pas sous la main le travail de Lavalley. Je vous abandonne celui-ci, le livre avec mon barbouillage antérieur. Vous verrez, comparant les textes et pensant aux dates 1605 parution des *Changements de la bergère Iris*, et 1630 naissance de Huet, que ce dernier n'a fait que changer le nom des personnages et moderniser un peu la forme des vers. Le livre de Lavalley n'est pas récent. Peut-être a-t-on déjà protesté à Moulins contre l'attribution fautive que je vous signale. Si on l'a fait, je n'ai rien dit. Si on ne l'a pas fait encore, et que vous jugiez que cela en vaille la peine, rétablissez la vérité. »

« I. — M. Griffiths, dans son *Introduction aux Œuvres de Jean de Lingendes*, étudie ou signale neuf éditions des *Changements de la bergère Iris* : cinq à Paris, deux à Rouen, une à Tournon et une à Lyon. Mais n'y en aurait-il pas une dixième qui serait l'avant-dernière des vieilles éditions jusqu'ici connues ?

« On lit dans le *Bulletin mensuel* : « Livres rares et curieux »,

Paris, Alvarès libraire. 24, rue de la Lune, 1860 (n° de juillet, p. 84) :

« 372. DE LINGENDES. *Les Changements de la bergère Iris, à la princesse de Conti, divisez en cinq chants et augmentez de nouveau de la Complainte de Léandre*. Lyon, 1621, in-12, mar. violet, fil d. s. tr. (Niédée). 27 fr.

« II. — L'avocat au Présidial de Moulins, Jean de Lingendes, qui a donné des vers latins à Antoine de Laval pour ses *Desseins de Professions nobles et publiques*, en a donné aussi à Jean Chenu de la ville de Bourges pour son *Recueil de Réglements notables*... Ils suivent, en ce dernier ouvrage, un sonnet et des vers latins d'Etienne Bournier, le poète Moulinois, qui, dans l'édition de 1620, est appelé Bornier, comme l'Académicien.

« III. — En plus des *Eloges funèbres de Victor-Amédée, duc de Savoie, et de Louis XIII*, Jean de Lingendes, évêque de Mâcon, a fait ou laisser imprimer : « *Procès-verbal de la vérification du suaire de Jésus-Christ*.

« IV. — On a vendu en 1914, de la bibliothèque de feu A. Claudin :

« N° 87. *Quelques avis pour bien vivre selon Dieu*. Par le R. Père Claude de Lingendes, etc. A Versailles, chez François Muguet, 1685, in-12.

« Il y eut une édition (latine) des sermons du P. de Lingendes à Cologne en 1689, 3 vol. in-4°.

« *Le Catalogue de l'Histoire de France de la Bibliothèque Nationale* mentionne du P. C. de Lingendes : *Lettre d'un avocat sur ce qui s'est passé dans l'église Saint-Paul*.

« V. — François Colletet a dédié son livre *Le Tracas de Paris*... en vers burlesques : A MONSIEUR DE LINGENDES, que le bibliophile Jacob (Paul Lacroix), dit être « Nicolas de Lingendes, maître d'hôtel ordinaire du roi, de la reine et des princes, auteur de l'*Etat des Officiers commensaux du roi, de la reine et des princes* (Paris, Guignard, 1651, in-12), frère de Jean de Lingendes, évêque de Sarlat, puis de Mâcon..., et parent du P. de Lingendes, savant Jésuite ». Nicolas de Lingendes mourut en 1697. (Clef. : *Paris ridicule et burlesque au XVII^e siècle*. Paris, Delahais, 1859, p. 187.)

« Le catalogue de l'Histoire de France cité plus haut mentionne de ce même auteur : *Un Etat de la France*, et une *Lettre à M^{lle} de Mayenne*.

« VI. — Antoine FOURNIER DE CUSSET. (Voir tome XXV du *Bulletin*, p. 36.) Un exemplaire de l'édition de Rouen, petit in-8°, goth. de 32 ff., fut adjugé 90 francs à la vente Claudin. Il est daté, sans doute d'après une note manuscrite de Claudin lui-même, de *vers 1505*.

« VII. — Jacques RIBAUT DE LA CHAPELLE (1704-1781). Ses biographes ne citent guère avec ses titres littéraires et scientifiques que sa profession d'avocat. Il appartenait également à l'Administration et peut-être se prénommaient-il aussi Jean.

« Au verso du premier feuillet d'un exemplaire des *Dissertations sur le règne de Clovis* (ouvrage anonyme, sans lieu d'impression, 1741, petit in-4°), se trouve cette note manuscrite : « Ces Dissertations sont de M. Jean Ribaut, Receveur des Traités à Ganat en Bourbonnois, province d'Auvergne, lequel m'a fait l'amitié de me les envoyer. Je les ai reçues à l'avis le 1^{er} janvier 1742. »

« VIII. — Dans la collection des *Mercure galant* qui va de 1674 à 1700, on rencontre un sonnet signé : MAUGUIN, de Bourbon-l'Archambault. Qui est ce Mauguin ? »

CL. MOSNIER.

En communiquant ces notes à la Société, M. le Président les accompagna du commentaire suivant :

« Un auteur normand, Gaston Lavalley, attribue, d'après un manuscrit de la Bibliothèque Nationale, une des plus belles chansons de notre vieux poète bourbonnais Jean de Lingendes, à un autre Normand qui n'a pas besoin de cela pour rester célèbre, je veux parler de l'évêque d'Avranches, Daniel Huet.

« Les poésies de Lingendes ont paru de 1605 à 1628. Huet est né en 1630.

« La poésie dont il s'agit est intitulée « Alcidon parle », elle figure à la page 165 de l'édition E.-T. Griffiths (Hachette, 1716). D'autre part, l'ouvrage de M. Gaston Lavalley est intitulé : *Les poésies françaises de Daniel Huet, évêque d'Avranches*, Paris, E. Dante, Laon, Eug. Vallin, sans date. »

J. DE LINGENDES

Alcidon parle

Fillis, auprès de cet ormeau
Où paissait son petit troupeau,
Estant toute triste et pensive,
De son doigt escrивait un jour,
Sur le sablon de ceste rive :
« Alcidon est mon seul amour. »

Je ne devais pas m'asseurer
De voir sa promesse durer,
Parce qu'en chose plus légère
Ny plus ressemblante à sa foy,
L'ingrate et parjure bergère
Ne pouuait se promettre à moi.

Un petit vent qui s'esleuait
En même instant qu'elle escrивait
Ceste preuue si peu durable
Effacea sans plus de longueur
Sa promesse dans le sable
Et son amour dedans son cœur.

DANIEL HUET

(Gaston Lavallée, p. 16.)

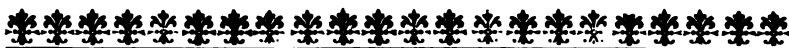
ROMANCE

Aminte, auprès de cet ormeau
Où paissait son petit troupeau,
Estant seule, triste et pensive,
De son doigt escrивait un jour
Sur le sable de cette rive :
« L'alcion est mon seul amour. »

Je ne devais pas m'assurer
De voir sa promesse durer,
Parce qu'en chose plus légère
Ni plus ressemblante à sa foi,
L'ingrate et parjure bergère
Ne se pouvait promettre à moi.

Un petit vent qui s'eslevait
Au même instant qu'elle escrивait
Cette preuve si peu durable
Effaçà sans plus de longueur
Ces paroles dessus le sable
Et son amour dedans son cœur.





BIBLIOGRAPHIE

PIERRE CHAMPION : Histoire poétique du quinzième siècle. 2 vol.
Edouard Champion, éditeur, 5, quai Malaquais, Paris, 1923.

Grâce à une aimable attention de la librairie Champion, cette œuvre magistrale de l'érudit Pierre Champion a été acquise par notre bibliothèque dans des conditions fort avantageuses pour notre Compagnie ; nous ne saurions trop en remercier et l'auteur et l'éditeur.

Nul n'était mieux qualifié que M. Pierre Champion pour mener à bonne fin cette histoire poétique, car l'auteur sait à fond son *xv^e siècle*. Grands et petits personnages de cette époque si attachante lui sont connus comme des contemporains.

Depuis son apparition, l'*Histoire poétique du xv^e siècle* a été louée et appréciée par des plumes certes plus autorisées que la mienne. A ces éloges, je me garderai d'en adjoindre d'autres qui n'auraient pas la même valeur. Je me bornerai donc à dire rapidement ce qu'on trouve dans cette *Histoire*, en signalant tout ce qui s'y rencontre de particulièrement intéressant pour notre Bourbonnais.

M. Pierre Champion n'a pas eu l'intention de donner la monographie de tous les poètes français du *xv^e siècle*, il nous en avertit aux premières lignes de son avant-propos. Il a voulu faire « un spicilège des biographies de ceux » qu'il considérerait « comme les plus représentatifs de ce temps ».

Dans le premier volume, l'auteur nous donne les biographies et études littéraires suivantes, et il attribue à chacun des poètes un qualificatif qui d'un mot le caractérise : Maître Alain Chartier, secrétaire du Roi ; Pierre de Nesson, le poète de la mort ; noble homme Jean Régnier, le prisonnier ; Michault Taillevent, valet de chambre ; Pierre Chastellain, dit Vaillant.

Dans cette série, Pierre Nesson et Jean Régnier intéressent notre province. Il a été parlé, et à diverses reprises, des Nesson dans le *Bulletin*. Il est donc inutile d'insister. Quant à Jean Régnier, des Gozis le fait sortir d'une famille originaire de Saint-Pourçain-sur-

Sioule, mais c'est une donnée généalogique dont M. Pierre Champion ne dit rien. Il nous le montre né à Auxerre vers 1390 et dit la famille originaire de Vézelay. Son lignage serait donc bourguignon, et non saint-pourcinois. En tout cas, Jean Régnier se mêle à notre histoire, car il rencontra Jean II, duc de Bourbonnais, et, à sa requête aussi bien qu'à celle du duc de Bourgogne, composa un beau « rondel ». Il fut aussi en relations avec Pierre de Beaujeu, frère cadet de notre duc, et qui fut plus tard lui aussi duc de Bourbonnais.

Le second volume est consacré à : Charles d'Orléans, prince des lis et de la poésie ; le pauvre Villon ; Arnoul Greban ; Jean Meschinot, le « banni de liesse » ; M^e Henri Baude, élu des finances et poète ; Jean Molinet, rhétoriqueur.

Déjà dans les *Fiefs du Bourbonnais*, arrondissement de La Palisse, MM. Aubert de la Faïge et Roger de La Boutresse avaient signalé, d'après M. Longnon, que François Villon pourrait bien se rattacher au Bourbonnais et à la maison de Montcorbier. M. Champion précise. « François de Montcorbier, dit des Loges, naquit à Paris, en 1431, de parents pauvres. » Et il ajoute : « Le nom de Montcorbier nous permet de penser que le père de François tirait son origine de l'ancienne province du Bourbonnais. Un grand nombre de Bourbonnais durent venir s'établir à Paris, à la suite du mariage de Charles V avec Jeanne de Bourbon. La mère de François habitait précisément le quartier des Célestins, très aristocratique alors, où se trouvait l'hôtel Saint-Pol, la résidence royale. »

On lira donc avec un particulier intérêt l'étude consacrée à Villon, étude en laquelle M. Pierre Champion résume les deux volumes consacrés à Villon en 1913, sous ce titre : « *François Villon, sa vie et son temps.* »

Quant à M^e Henri Baude, ce n'est pas un inconnu pour les lecteurs de notre *Bulletin*, et on ne lira qu'avec plus d'intérêt la biographie très complète qui lui est consacrée dans l'*Histoire poétique du xv^e siècle*.

L'ouvrage de M. Champion est abondamment illustré « d'images » judicieusement choisies et très documentaires.

Quant à la table des noms de personnes et de lieux, elle sera consultée avec fruit par les érudits de notre province qui s'intéressent à son passé. Nul ne regrettera de lire de la première à la dernière page ce bel et bon livre dédié par l'érudite chartiste « à sa mère chérie ».

PH. T.



NOS COMPATRIOTES L'Académie des Sciences a attribué le prix Henri Becquerel (3 000 fr.), à M. René GARNIER, professeur à la Faculté des Sciences de Poitiers.

✦ A la séance du 3 novembre de la même compagnie, l'astronome C. de Baillaud a entretenu ses collègues d'observations extrêmement intéressantes, faites sur « une nouvelle étoile », par M. BRUN, instituteur au Breuil.

✦ M. Jacques CHEVALIER, professeur à la Faculté des Lettres de Grenoble, a été élu vice-président de la Société des Amis de Pascal.

NOTES  Relevé des publications enregistrées par le service du dépôt légal : Imprimerie Crépin-Leblond, à Moulins : René Moreau, architecte, inspecteur des monuments historiques, 29 pp. (extraits du *Bulletin mensuel* de l'Association provinciale des architectes, du *Courrier de l'Allier* et du *Bulletin* de la Société d'Emulation du Bourbonnais) ; René Moreau, par Marcellin CRÉPIN-LEBLOND, 22 pp. ; *La Révolution du Paysan*, par Pierre RUSTAUD, 135 pp.

Ont paru : chez J. de Gigord, à Paris : *Un Apôtre* : A. Limagne ; l'éducateur, l'homme d'œuvres ; l'aumônier militaire, par Ph. GOBILLOT, 590 pp. ; à la Librairie académique Perrin et C^{ie} : *Théodore de Banville* ; l'homme et son œuvre, par John CHARPENTIER, 255 pp. ; chez J. Gabalda, à Paris : *Pascal* ; *Pensées sur la vérité de la religion chrétienne*, par Jacques CHEVALIER, professeur à l'Université de Grenoble, deux vol. de XIX-607 pp. ; à Paris : *le Bienheureux Pierre Canisius*, par l'abbé Léon CRISTIANI (collection « Les Saints ») ; à l'Imprimerie Express, à Lyon : *L'Ulcère de l'estomac et du duodénum chez les arabes de Tunisie*, par le docteur Gilbert RONCHAUD, interne de l'hôpital Sadiki (Tunis), 71 pp.

RÉGEMORTES.

Erratum

Page 267. Ajouter :

« Sont admis comme membres titulaires : MM. Boussac et Dexant. »



ANNUAIRE 1924

Composition du Conseil d'Administration (1921-1926)

BUREAU

Président : M. le comte Henri DE BRINON.

Vice-Présidents : MM. Georges MILCENT ;
Georges BRUEL.

Secrétaire général : M. Edgard CAPELIN.

Secrétaire adjoint : M. André THONIER DE LA BUSSERIE.

Secrétaire suppléant : M. Albert SARRAZIN.

Trésorier : M. Henri FROBERT.

Directeur du Bulletin : M. Marcel GÉNERMONT.

Conservateur des Collections : M. Gustave QUEYROI.

Bibliothécaire-Archiviste : M. Henri LEUTRAT.

ADMINISTRATEURS

MM. Ernest DELAIGUE, Gabriel MORAND, Roger DE QUIRIELLE, Ph.
TIERSONNIER, anciens présidents.

MM. Lucien CHAMBRON.

le Chanoine Joseph CLÉMENT.

Amédée BARDET.

Marcel DUPUY.

Marcellin CRÉPIN-LEBLOND.

GÉDEL.

Louis MONTAGNE.

André ROY.

Auguste SABATIER.

Joseph VIPLE.

COMMISSION DU " BULLETIN "

MM. le Chanoine CLÉMENT.

l'Abbé COTE.

L. DÉNIER.

Ph. TIERSONNIER.

LISTE DES MEMBRES

de la Société d'Emulation du Bourbonnais ⁽¹⁾

* Chevalier de la Légion d'Honneur (O. Officier ; C. Commandeur.) † Médaille Militaire. ‡ Croix de Guerre.	• Mérite Agricole. Ⓐ Officier d'Académie. Ⓘ I. — de l'Instruction Publique. ✕ Décorations diverses et étrangères.
---	--

I. — MEMBRES DE DROIT

M^{re} l'EVÊQUE du diocèse de Moulins.
 M. le PRÉFET du département de l'Allier.
 M. le MAIRE de la ville de Moulins.
 M. le GÉNÉRAL commandant d'armes de la place de Moulins.

II. — MEMBRES HONORAIRES

M. le comte DE CHABANNES ✕ (Saint-Grégoire), ancien officier
 d'artillerie, place Bellecour, 30 bis, Lyon.
 CLAUDON (Ferdinand), archiviste de la Côte-d'Or, Dijon.
 LA DIANA, Société historique et archéologique du Forez, Mont-
 brison.

III. — MEMBRES TITULAIRES

M^{me} ADENOT (Marie-Josèphe), cours de Russie, 26.
 M. AUDIN (l'abbé Gustave), ancien curé-doyen de Montaigüet,
 précepteur, Le Barret-Vieux, par Arles (B.-du-R.).
 M^{lle} AURRAIE (Marie), institutrice à Echassières.
 MM. AUTRAND (André), docteur en médecine, Le Vilhain.
 BAËR (Gustave), * ‡, architecte, boulevard de Courtais, 9.
 BAËR (Paul), docteur en droit, chef de division à la Préfec-
 ture, boulevard de Courtais, 59.
 BAGNOLET (Paul), négociant, rue Mathieu-de-Dombasle.
 BALMONT (Gaston), propriétaire, château de Coulombière,
 Saint-Aubin-le-Monial. (Membre à vie.)

(1) Toutes les adresses non suivies d'indication de ville sont de Moulins ;
 toutes celles non suivies d'indication de département, de l'Allier.

- MM. BARDET (Amédée),  , directeur d'école, rue du Jeu-de-Paume, 47. *Administrateur.*
- BARDET (Augustin), avoué, cours de Russie, 23.
- BARGNOUX, industriel à Cusset.
- BARGUES (Charles DE), , château de Ruzières, par Bourbon-l'Archambault. (Membre à vie.)
- BAURY (Joseph), architecte, rue Gaston, 18.
- M^{me} BEAUCHAMP (Michel), château de Vaumas.
- M. BEAUMONT (l'abbé Etienne), , licencié ès-lettres, professeur à l'Institution du Sacré-Cœur, 51, rue de Paris.
- M^{lle} BEAURY (Jeanne), institutrice à Chantelle.
- MM. BÉHIER (Albert), trésorier-payeur général de l'Allier, avenue Victor-Hugo, 5.
- BÉLOT, , docteur en médecine, place de la République.
- BÉLOT (Georges), avenue Meunier, 28.
- M^{lle} BÉRAUD (Julie), rue Jeanne-Marie-Bourau, 11.
- MM. BERLAND (Emile), notaire, avenue Victor-Hugo, 12.
- BERNARD (Léopold), , , avocat à la Cour d'appel de Paris, Saint-Menoux.
- BERNARD (Augustin), , prof. à la Sorbonne, rue Decamps, 10, Paris-XVI^e.
- BERTAUX (Louis), agent général de l'Abeille, place de la République, 3.
- M^{me} BERTRAND, la Pacaudière (Loire).
- MM. BESSON (Gabriel), rue des Minimes, 3, Epinal (Vosges).
- BESSON (Louis), directeur des Services météorologiques de la Ville de Paris, avenue de Châtillon, 38, Paris.
- BIDEAU (Léon), , rédacteur au Cabinet du Sous-Secrétaire de l'Enseignement technique, rue de Grenelle, 110 Paris-7^e.
- BLONDEAU (Pierre), maître-menuisier, rue de l'Ancien-Palais, 11.
- BODARD (Georges), , libraire à Cérilly.
- BOILARD, route de Lyon.
- BOIROT (Max), avocat, ass. corresp. national de la Société des Antiquaires de France, rue Lamartine, 26, Paris (9^e).
- M^{lle} BOISÉ DE COURGENAY (Joséphine DE), château de Chabenet, par Saint-Marcel (Indre).
- M. BOISSONNET (J.-B.), contrôleur des Contributions directes, Châlon-sur-Saône.
- M^{me} BONAND (Odile DE), château de Montaret, Souvigny.

- M^{lle} BONAND (Françoise DE), rue de Denain, 7.
- MM. BONNET (Adolphe), notaire, place de la République, 22.
 BONNETON (René), château de Corgenay, par Chantelle.
 BONNY (Charles DE), ✚, propriétaire à Aurouër. (M. à V.).
 BONY (Antoine), professeur à St-Gilles, rue Achille-Roche, 2.
 BOUCOMONT (Antoine), ✚, ✚, docteur en droit, avocat-avoué,
 rue de Cours, 18. Cosne (Nièvre).
 BOUDEVILLE (Jean-Baptiste), ✚, entrepreneur, à Dompierre-sur-Besbre.
 BOUET (Victor), vice-président de l'*Union Bourbonnaise de Paris*, avenue Pasteur, 29, Courbevoie (Seine).
 BOUILLON (l'abbé Benoit), curé de Nocq-Chambérat, par Huriel.
 BOURBON-BUSSET (Comte François DE), ✚, ✚, ancien officier, château de Busset, à Busset.
 BOURDELIER (le chanoine Jean), curé-archiprêtre de Notre-Dame, rue de la Croix-Verte, Montluçon.
 BOURDERIOUX (Gustave), pharmacien de 1^{re} classe, ex-interne des hôpitaux de Paris, à Bourbon-l'Archambault. (M. à V.).
 BOUSSAC (Georges), bijoutier, rue de l'Horloge.
 BRIDOT, instituteur-adjoint, à Ebreuil.
 BRINON (Comte Henri DE), docteur en médecine de la Faculté de Paris, boulevard de Courtais, 25. *Président*.
 BROSSARD (Aristide), quincaillier, rue de Bourgogne, 27.
 BRUEL (Georges), ✚, I. ✚, ✚ (colon.), ✚✚, administrateur en chef honoraire des Colonies, membre correspondant de l'Académie des Sciences Coloniales, rue de Villars, 7.
Vice-président. (Membre à vie.)
 BRUEL (Hubert), ingénieur E. C. P., place d'Allier, 64.
 BRUEL (Maurice), ingénieur E. C. P., rue du Cerf-Volant, 37.
 BRUNET (Gaspard), à Lurcy-Lévy.
 BRUNAT (Louis), propriétaire, rue de Bourgogne, 118.
 BUISSON (Félix), avenue de la Gare, Vichy.
 BUJON (l'abbé Charles), ✚ (Malte), missionnaire apostolique, ancien avocat, à Nomazy, par Moulins.
 BURE (Georges DE), château de la Bèche, par Bert.
 BURIAS (l'abbé Emile), curé-doyen de Busset.
 BURIAS (Léon), ✚, archiviste de la Charente, rue de la Préfecture, 5, Angoulême.
 BUSSIÈRE (Jules), ✚, négociant, place Cortet.
 BUSSONNET (L.), ✚, ✚, notaire, à Saint-Germain-des-Fossés.

- MM. BUVAT (Henri), négociant, rue Gambetta, 10.
 BUVAT (Paul), négociant et antiquaire, rue de Paris, 32.
 CAGNAT (Maurice), directeur de l'Hôtel de Paris.
 CAPELIN (Edgar), r. de Bourgogne, 81, (M. à V.) *Secrétaire*.
 CELLE (l'abbé Jules DE LA), *, ☙, chanoine honoraire, rue de Bourgogne, 28.
 CHABANNES LA PALICE (Jean, Comte DE), *, ☙, officier de marine de réserve, château d'Avrilly, à Trevol. (M. à V.)
 CHABOT (René), propriétaire-agriculteur, La Roche, par Saint-Germain-des-Fossés. Membre à vie.
 CHACATON (Maurice DE), *, chevalier d'honneur et de dévotion de l'Ordre de Malte, château de Chermont, par Saint-Germain-des-Fossés.
 CHAMBALOUS (Marcel), libraire, r. François-Péron, 2, Moulins.
 CHAMBRE DE COMMERCE DE MOULINS-LAPALISSE, cours de Belgique, 11.
 CHAMBRON (Lucien), ☙, ☙, industriel, ingénieur-agronome, conseiller municipal, rue de Bourgogne, 30.
Administrateur (Membre à vie.)
 M^{me} CHAMPEAUX (Marquise DE), rue de Denain, 7.
 M. CHAMPENIER (Fernand), cours de Russie, 26.
 M. CHAMPFEU (Léon, Comte DE), O. *, * (1870-71), capitaine de frégate en retraite, rue de Bourgogne, 42, Paris-7^e.
 M^{me} CHAMPIGNY (DE), château de Champigny, par Hérisson.
 MM. CHAMPS DE VERNEIX (Victor DES), *, à Cusset.
 CHANIER, greffier du tribunal de commerce, boulevard Ledru-Rollin, 52.
 CHANTEMESSE (Robert), rue Boissy-d'Anglas, Paris-8^e.
 M^{me} CHARETTE (Vve François DE), château d'Aubigny, par Villeneuve.
 M^{lles} CHARLES, institutrice, Ecole Sévigné, Vichy.
 CHARPY (Jeanne), artiste-peintre, route de Limoges, 32 bis, La Madeleine.
 MM. CHARPY (J.-B.), ☙, entrepreneur de serrurerie, rue du Vert-Galant, 17.
 CHATEAU (Gilles), *, ☙, avoué, Cusset.
 CHASSAIGNE (Marc), château de Beauverger, à Saulzet, et rue Copernic, 52, Paris.
 CHAUCHARD (André), *, capitaine de cavalerie honoraire, château de Mézangy, à Pouzy.
 M^{me} CHAUVIGNY DE BLOT (la comtesse H. DE), Bessé-sur-Braye (Sarthe).

- MM. CHAUVIGNY DE BLÔT (J. DE). ✱, ☼, directeur particulier de la Compagnie d'assurances *l'Union*, à Troyes.
- CHEVALIER (Jacques), I. ✱, ✱ (M. M. angl.), docteur ès lettres, professeur à la Faculté des lettres, Université de Grenoble. Villa Primerose, La Tronche (Isère).
- CHOPARD (docteur Emmanuel), médecin honoraire de l'Hôpital thermal de Vichy, licencié en droit, château d'Authézat, par Authézat (Puy-de-Dôme).
- CLAYEUX (Edmond), ☼, château des Gouttes, par Jaligny.
- CLÉMENT (le chanoine Joseph), ✱, correspondant du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, inspecteur de la Société Française d'Archéologie, correspondant national de la Société des Antiquaires de France, rue du Châmbon, 2, à la Madeleine. *Administrateur* (Membre à vie.)
- CLÉMENT (Benoît), instituteur, à La Guillerme.
- COL LÉON, négociant, rue de l'Horloge, 8.
- COLLAS (Louis), ingénieur-agronome, propriétaire à Besson.
- COLLAS DE CHATELPERRON (Max), propriétaire, rue de Bourgogne, 35.
- CORDEZ (André), château des Chaulets, par Souvigny. (M. à V.)
- CÔTE (l'abbé Léon), licencié ès-lettres, professeur de première à l'Institution du Sacré-Cœur.
- COUGNET, avenue Meunier, 43.
- M^{lle} COURROUX, barrière du Jeu-de-Paume, Yzeure.
- MM. CRÉPIN-LEBLOND (Marcellin), imprimeur, direct. du *Courrier de l'Allier*, r. J.-J. Rousseau, 13. *Administrateur*. (M. à V.)
- CROCHET (l'abbé Jean-Baptiste), curé de Thionne, par Jaligny.
- CUEILLAT (l'abbé Auguste), curé-doyen de Saint-Germain-des-Fossés.
- DARÇON (Henri), comptable, à Saint-Hilaire.
- DEBESSON (l'abbé François), prêtre retiré, rue des Serruriers, 26, Montluçon.
- DECRAND, docteur en médecine, boulevard Ledru-Rollin, 25.
- DEFAVE (Maurice), château de la Motte, Dompierre-sur-Besbre.
- M^{lle} DEJOUX (Camille), institutrice à Châtillon.
- MM. DELAIGUE (Ernest), ✱, corresp. de la Commission des monuments historiques, Bd de Courtais, 5. *Ancien président*.
- DELINIÈRE (Léonce), entrepreneur de déménagements, rue du Vert-Galant, 15.

- MM. DELMAS, secrétaire de la Mairie de Moulins.
 DÉNIER (Marc), ☿, propriétaire, rue du Lycée, 6.
 DEPIGNY (Pierre), industriel, rue des Tanneries.
 DÉRÉT (Auguste), dir. d'école, rue Achille-Roche. (M. à V.)
 DESCHAMPS (Monseigneur Raphaël), protonotaire apostolique, vicaire général, rue de Decize, 23.
 DESCOMBES (P.), directeur de la *Semaine de Cusset*, Vichy.
 M^{me} DESMAROUX DE GAULMIN (Baronne), château de Saint-Alyre, par Saint-Gérard-le-Puy.
 MM. DESNOIX (le chanoine Pierre), rue du Lycée, 32.
 DESROSNIERS (l'abbé Athanase), à Cuffy (Cher).
 DEXANT (Robert), chirurgien-dentiste, rue Achille-Allier, à Montluçon.
 DREUILLE (Comte Henri DE), agriculteur, chât. de Dreuille, Cressanges.
 DREUILLE (Comte Jean DE), *, ☿, ancien officier, rue du Vert-Galant 19. (Membre à vie.)
 DUBOST (Pierre), docteur en droit, propriétaire, à Treteau.
 M^{lle} DUCHET (Léonie), boulevard de Courtais, 71, Montluçon. (Membre à vie.)
 MM. DUCHON (Paul), château de la Grye, par Ambierle (Loire).
 DUMONT (l'abbé Philippe), licencié ès-lettres, professeur de philosophie, à l'Inst. du Sacré-Cœur, rue de Paris, 51.
 DUPUIS (l'abbé Charles), docteur en théologie, curé de Saint-Gérard-de-Vaux.
 M^{me} DUPUY (Marcel), née Y. DE CASTAIGNER-CHASTAIGNER, rue Voltaire, 18. (Membre à vie.)
 MM. DUPUY (Marcel), rue Voltaire, 18. *Administrateur* (M. à V.)
 DURAT (Vicomte DE), *, capitaine honoraire d'artillerie, château du Ludeix, par Marcillat.
 DURIAT (l'abbé Abel), curé de Louroux-Bourbonnais.
 M^{me} DURYE (Baronne Henri), château du Riau, Villeneuve.
 MM. ESTOILLE (Comte DE L'), ☿, agriculteur, château de l'Ecluse, Neuilly-le-Réal.
 FAULQUIER (Jacques), château de Pontot, par Cervon (Nièvre).
 FAURE (Gabriel), *, maître de conférences à l'Ecole Centrale, rue de Berne, 35, Paris (8^e). (Membre à vie.)
 FAVARDIN (Docteur), maire de Sauvagny, par Cosne-d'Allier.
 FORESTIER (l'abbé Louis), curé de Billy.
 FORICHON (l'abbé Jean-Baptiste), curé d'Agonges.
 FOURNIER (Pierre), propriétaire, cours de Belgique, 19.

- M. FOURNY (Maurice), O. *, , chef de bataillon d'infant. de réserve, docteur en médecine, boulevard Ledru-Rollin, 29.
- M^{me} FRADEL (la comtesse Louise de), rue Pape-Carpantier, 36.
- MM. FROBERT (Henri), banquier, av. Théodore-de-Banville, 22.
Trésorier (Membre à vie.)
- GADY (Félix), conservateur honoraire des hypothèques, rue de Longchamp, Vichy.
- M^{me} GAGET (J.), professeur au lycée de jeunes filles, rue Denis-Papin, Yzeure.
- MM. GAGNIÈRE (l'abbé Gilbert), curé-doyen de Cérilly.
- GAGNON (Camille), docteur en droit, attaché au Parquet de la Seine, rue des Fossés-Saint-Jacques, 19, Paris-5^e.
- GALFIONE (Louis), , peintre-décorateur, conseiller municipal, place de la République, 16.
- M^{me} GANNAT (Edith), rue du Cerf-Volant, 24.
- MM. GAULMYN (Comte de), château de Rimazoir, par Souvigny.
- GAUTIER (Hubert), *, direct. honoraire de l'Enregistrement, rue de Decize, 27.
- GAVELLE (Chanoine Paul), curé-doyen d'Ebreuil.
- GEDEL, O. *, Sous-Intendant militaire de réserve, av. Meunier, 45. *Administrateur.*
- GÉNERAUD (Philippe), directeur de la *Société Générale*, place d'Allier, 48.
- GÉNERMONT (Marcel), , architecte diplômé par le Gouvernement, place de la République, 11.
Directeur du Bulletin. (Membre à vie.)
- GERBAUD (Paul), *, chef d'escadron de cavalerie en retraite. Ussel.
- GIACOBBI (Antoine-Félix), sous-préfet de Lapalisse.
- GIRAUDET (Gabriel), agriculteur à Franchesse. (M. à vie.)
- GIRAUDET DE BOUEMANGE (Pierre), rue de Vaugirard, 56. Paris-VI^e.
- GIRON (Pierre), photographe, rue Lucas, 34, à Vichy.
- GOLIAUD (André), , château des Bédoures, Trevol.
- GOLIAUD (Pierre), , licencié en droit, c. d'Angleterre, 12.
- GOMOT (Maurice), doct. en médéc., rue Michel-de-l'Hosp., 18.
- GOTTELAND (Jean), *, , I. , agrégé, inspecteur d'académie, rue de l'Industrie, 1.
- GOULFERT (le chanoine), supérieur de l'Inst. du Sacré-Cœur, rue de Paris, 51.
- GOUTAUDIER (Ernest), instituteur-adjoint, à Ebreuil.

- MM. GRANDMOUGIN (Jules), directeur de la *Banque Régionale du Centre*, avenue Théodore-de-Banville, 1.
 GRAVIER DU MONSSEAUX, (C. C. Alexandre), *, *** rue Verrier, 3, Vichy.
 GRÉGOIRE (Louis), ancien libraire, à Jeu, près Hérisson.
 GRELLET-DUMAZEAU (Albert), *, docteur en droit, conseiller à la cour d'appel de Lyon, 10, rue du Plat, Lyon (Rhône).
 GRILLOT (Joseph), professeur à St-Gilles, r. Achille-Roche, 2.
 GUÉRET (l'abbé Blaise-François), curé-doyen de Souvigny.
 GUIBOURET (Henri), peintre-verrier, rue Rosa-Bonheur, Les Bataillots, Yzeure.
 GUSTAVE-MARIE (Frère), prof. de sciences, r. de Paris, 87.
 GUY-COQUILLE (Joseph), avocat, rue du Cerf-Volant, 31.
 HENRI (abbé Louis), curé de Villefranche.
 HERBLAY (Paul), **, artiste-peintre E. B. A., 27, r. Gaspard-Roux.
 JALADON DE LA BARRE (Raymond), château de la Prée, par Chantenay-Saint-Imbert (Nièvre).
 JAVOGUES (Pierre), *, **, commandant, rue Centrale Saint-Jean, 5, Roanne.
 JOLIVET (l'abbé Antoine), curé-doyen de Saint-Menoux.
 M^{me} JOTILLON (Victor), la Doncka, rue Alquié, Vichy.
 M. JOYEUX DE LANÇON (André), rue Paul-Bert.
 M^{me} LA BOULAYE (DU BUISSON DE), rue Grenier, 5.
 MM. LA BOUTRESSE (Roger DE), château des Quillels, Trezelles.
 LACARELLE (Comte Etienne DURIEU DE), chât. de la Grillère, Monétay-sur-Allier, par Châtel-de-Neuvre. (Membre à vie.)
 LA CHAUVINIÈRE (Marquis Léon DE), *, rue de l'Alboni, 5, Paris-16^e. (Membre à vie.)
 LA CHAUVINIÈRE (Paul DE), rue de l'Alboni, 5, Paris-16^e.
 LA COUTURE (André), docteur en médecine, Bourbon-l'Archambault.
 LA DURE (Edouard AUJAY DE), château de Saint-Août, Saint-Août (Indre). (Membre à vie.)
 LAMAUGARNY (Camille DE), château d'Audes, à Audes.
 LAMAUGARNY (Arthur DE), château de Magnette, par Audes.
 LAMOUREUX (Lucien), avocat, député de l'Allier, Palais Bourbon, Paris.
 LAPLANCHE (Louis DE), château du Beyrat, par Bellenaves.
 LARROQUE (l'abbé François), étudiant en théologie, rue des Potiers, 20.

MM. LARZAT (Victor), avenue Victor-Hugo.

LASSIMONNE (S.-E.), O. , géomètre-expert, président de la
Société Scientifique du Bourbonnais, avenue Meunier, 22.
(Membre à vie.)

LA TOURFONDUE (Comte DE), rue Porte-des-Forges, Montluçon.

LAURENT, représentant de commerce, rue Bertin, 15.

LAVAUT, proviseur du Lycée, Montpellier (Hérault).

LE BRUN (Eugène), associé correspondant national de la So-
ciété des Antiquaires de France, licencié en droit, place
Saint-Georges, 32, Paris-IX^e.

LEFORT (Gustave), propriétaire aux Mescliers. par Saint-
Didier-en-Rollat.

LÉRAT (abbé François-Xavier), rue Voltaire, 11.

LEUTRAT (Henri), rue du Jeu-de-Paume, 35. *Bibliothécaire*.

LÈVÊQUE (Louis), château de Beauvoir, par Echassières.

LIGIER (l'abbé Edouard-Frédéric), hôpital de Chantelle.

M^{me} LIGNERIS (la marquise DES), château de Bressolles.

MM. LOISEAU, directeur de l'Ecole normale d'instituteurs.

LOIZEL (Léon), industriel à la Madeleine, r. de Limoges, 18.

MAIGRET (Frédéric), boulevard Militaire, 93, Ixelles (Belgique).

MALLAT (Ant.), membre correspondant de l'*Académie de Mé-*
decine, correspondant national de la *Société des Antiquai-*
res de France, à Beauregard, par Eellerive.

MANDET (l'abbé Jacques-Philippe), curé-doyen de Charroux.

MARESCHAL (Johanny), rue de Miromesnil, 64, Paris-8^e.

MARESCHAL (Xavier DE), docteur en droit. château des Ma-
gnoux, Voussac.

MATHÉ (Charles), agriculteur, Bellevue-Yzeure.

MAUVE, prof. à l'Ecole Normale d'instituteurs, rte de Lyon, 27.

MAUZAT (Gilbert-François), ingénieur agricole, propriétaire,
à Commentry.

MÉPLAIN (Docteur Firmin), *, rue du Lycée, 7.

MÉPLAIN (Henri), château du Coude, par Montaigut.

MÉTÉNIER (Fernand), , propriétaire à Cronat (S.-et-L.).

MICHEL DES MODIÈRES (Edouard), cours Lafayette, 14, à
Cusset.

MICHEL DE TRÉTRAIGNE (Baron), *, , vil. Li-Tsin, Arcachon.

MILCENT (Georges), *, , ancien officier de cavalerie, rue de
Villars, 25. *Vice-Président*.

MITTON (Adrien), Elève des Beaux-Arts, architecte, rue des
Couteliers, 46.

- MM. MITTON (François), ingénieur E. C. P., architecte, r. des Couteliers, 46.
 MITTON (Michel), architecte, rue des Couteliers, 46.
 MONCEAU (Henri), ✚, chirurgien-adjoint de l'hôpital de Moulins, boulevard de Courtais, 35. (Membre à vie.)
 M^{me} MONCEAU (Henri), boulevard de Courtais, 35. (Membre à vie.)
 MM. MONERY (Louis), rue de la Sous-Préfecture, 9, Roanne (Loire).
 MONICAT (Pierre), avocat, conseiller municipal, rue de Bourgogne, 39.
 MONICAT (Jacques), élève à l'Ecole des Chartes, rue de Bourgogne, 39.
 MONNAC (Louis), notaire, rue de Paris, 17.
 M^{me} MONNIER (Louis), château de la Presle, Pouzy-Mézangy.
 MM. MOSNIER (Lucien), rue Mombrun, Vichy.
 MONTAGNE (Louis), juge de paix honoraire, rue Molière, 8, Montluçon. *Administrateur.* (Membre à vie.)
 MONTILLIET (Gabriel), château de Poënat, par Billy. (M. à V.)
 MONTLAUR (Georges DE VILLARDI, comte DE), *, ancien officier de cavalerie, cours d'Angleterre, 6. (M. à V.)
 MONTLIVAUT (Vicomte Guy DE), *, ✚, chef de bataillon de territoriale, boul. de Courcelles, 12, Paris-17°. (M. à V.)
 MORAND (Gabriel), ancien notaire, av. Théod.-de-Banville, 9. *Ancien président.*
 MOREL (Jules), Montaigut-le-Blin.
 MORLET (Antonin), docteur en médecine, rue de l'Etablissement, Vichy.
 MOSNIER (Claude), r. de Paris, 73, St-Leu-la-Forêt (S.-et-O.).
 MOSNIER (Jean), Pensionnat Saint-Gilles, rue Achille-Roche, 2.
 MOUCHET, docteur en médecine, au Veurdre.
 MOULIN (Maurice), château de la Pommeraye, par St-Menoux.
 MOULIN (Simon), ✚, ✚, instituteur à l'Ecole Carnot, 104, boulevard Denière, Vichy.
 MULLER (l'abbé Marcel), vicaire au Sacré-Cœur.
 MUNET (Elysée), *, château de Plaisance, Yzeure.
 MURAT, instituteur, Péraclos, commune de Chouvigny.
 NAGELEISEN (Paul), négociant, rue Louis-Laussedat.
 NOAILLY (Paul), maire de Sanssat, ch. de Teillat, Sanssat. (Membre à vie.)
 NOBLET (Comte J. DE), *, Hôtel d'Yversen, Gaillac-sur-Tarn (Tarn).

- MM. NOMAZY DU JONET (le baron DE), rue de Metzeral, 1 bis, Strasbourg-Neudorf (Bas-Rhin).
- OLLAGNIER (Pierre), ingénieur civil des Mines, directeur des Mines de Bert, Montcombroux.
- OLIVIER (Jean), co-directeur de la *Revue Scientifique du Bourbonnais*, cours de Russie, 10.
- M^{me} ORCET (Vicomtesse d'), rue Denain, 7.
- ORJO DE MARCHOVELETTE (Joseph d'), rue Michel-de-l'Hospital, 22.
- MM. PARDIEU (marquis Henri DE), chalet de La Pierre, par Thiel.
- PATURET (A.), pharmacien à Ebreuil.
- PAVAILLON (Paul), rue Régemortes, 13.
- PAVAILLON (Alfred), fourreur, rue Bourau-Frères, 5.
- PEGAT (Georges), ancien magistrat, ✕ C. (Saint-Grégoire), château de la Croix-de-l'Orme, par Billy.
- PÉNARD (Joseph), chirurgien en chef des Hôpitaux de Moulins, ex-interne des hôpitaux de Paris, r. des Tanneries, 37.
- PEYNOT (l'abbé Michel), curé de La Petite-Marche.
- PICARD DE GRANDCHAMP (Louis-Charles), Pierrefitte-sur-Loire.
- PICHONNET, entrepreneur de transports, rue du Lycée, 17.
- PICQ (l'abbé Edouard), curé de Bourbon-l'Archambault.
- M^{me} PINGEON (Rachel), ✕, professeur de dessin au lycée de jeunes filles et à l'Ecole Normale, avenue d'Orvilliers, 45.
- M. PINSTON, propriétaire, rue des Fausses-Braies, 2.
- M^{le} PLACE (Esther), rue des Jardins-Bas.
- MM. PLACE (Joseph), avocat près le tribunal de Cusset, 21, rue Bintot, Vichy.
- PLANCHARD (Léon), ingénieur, rue de Refembre, 47.
- PLANCHE (l'abbé), curé-doyen d'Hérisson.
- POINTET (Antonin), propriétaire, avenue d'Orvilliers, 32.
- POURRAT, médecin principal de l'armée en retraite, à Limoise.
- POUZADOUX (Pierre), ✕, instituteur, école Carnot, 104, boulevard Denière, Vichy.
- PRADAT (Charles), les Allains, Trevol.
- M^{me} PRIEUR (Léon), rue de Decize, 9.
- MM. PROVENCHÈRES (Henri DE), agriculteur, la Fin, Thiel.
- QUEYROI (Gustave), ancien officier d'infanterie, rue de Bourgogne, 34. *Conservateur des Collections.*
- QUIRIELLE (Roger DE), Montaigüet. *Ancien président.*
- RANGLARET (André), docteur en médecine, ancien interne des hôpitaux, rue Michel-de-l'Hospital, 2.

- MM. RAYMOND (A.), imprimeur, 4, passage de Nîmes, Vichy.
 RAYNAUD (J.-J.), I. ㄣ, directeur d'école en retraite, avenue Meunier, 9 bis.
 REVÉRET (Eugène), imprimeur-éditeur, 10, rue de l'Horloge.
 ROCARD (Louis-Charles), photographe, place de la République.
 M^{lle} ROGIER (Marguerite), château de Beaulon, à Beaulon.
 M^{mes} ROMAGÈRE (Comtesse Charles de la), boulevard de Courtais, Montluçon.
 ROQUEFEUIL (Comtesse Ed. de, née du CORAIL), château de Jenzat.
 MM. ROUGANE DE CHATELOUP, propriétaire, avenue d'Orvilliers, 14.
 ROUGÉ (Comte Urbain de), ㄣ, rue de Paris, 38.
 ROUILLON, directeur de la Verrerie de Souvigny.
 ROUX (Pierre), propriétaire à Saint-Germain-des-Fossés.
 ROY (André), propriétaire, ancien inspecteur-adjoint des eaux et forêts, rue de Decize, 4. *Administrateur.* (M. à V.).
 ROY (Paul), docteur en médecine, rue d'Hautefeuille, 19, Paris-VI.
 ROYER (l'abbé Louis), curé de Saint-Etienne-de-Vicq.
 SABATIER (Auguste), ㄣ, ㄣ, conseiller mun., ancien notaire, ch. de la Motte-Ponay, Aurouër. *Administrateur.* (M. à V.).
 SADOURNY (Robert), inspecteur d'assurances, cours de Russie, 20.
 SAINT-HILLIER (Henri de), O. ㄣ, lieutenant-colonel, château de Lys, Bressolles, par Moulins. (Membre à vie.)
 SALIN (Pierre), ingénieur, directeur des Mines de La Machine (Nièvre).
 SARASSAT (l'abbé Louis), curé de Beaune, par Montmarault.
 SARRASSAT, instituteur, rue Liandon, 12. à Cusset.
 SARRAZIN (Albert), docteur en droit, notaire, rue de la Flèche, 17. *Secrétaire suppléant.* (Membre à vie.)
 SARROT (Philippe), à Saint-Pourçain-sur-Sioule.
 SARROT (Pierre), docteur en médecine, courtier d'assurances, 31, boulevard du Nord, Nanterre (Seine).
 SAUROY (Auguste), I. ㄣ, artiste-peintre, passage Saint-Julien, 22, Tours.
 SAYET (Hippolyte), ㄣ, rue du Rocher, 65, Paris-8.
 M^{me} SCEY (la Marquise de BRUN de), château de Berthier, par Vorey-sur-l'Oignon (Haute-Saône).
 MM. SEGUIN fils, ㄣ, rue de l'Industrie, 6.
 SÈQUE, industriel, rue de Lyon, 80.

- MM. SEULLIET (Marc), agriculteur à la Vernière, par Diou.
 SORIN DE BONNE (Louis), ancien sous-préfet, château d'Estrées, Molinet.
 SOUCACHET (Pierre), château de Champaigue, par Souvigny.
 TABOUËT (Edmond), château de Reterre, par Saint-Désiré.
 TAMINEAU (Abbé),
 TARDY (Henri), ingénieur T. P. E., Varennes.
 THÉNOT (Eugène), professeur d'histoire au Lycée Banville.
 THIGER, , directeur d'école à Saint-Yorre.
- M^{lle} THOMAS, directrice du lycée de jeunes filles, r. Jeanne-Marie-Boureau.
- MM. THOMAS (J.-B.), commis-greffier près le tribunal de première instance de Gannat.
 THONIER DE LA BUSSERIE (André) docteur en droit, avocat, aven. d'Orvilliers, 14 *ter*. *Secrétaire-adjoint.* (M. à V.)
- M^{lle} THONIER-LA-ROCHELLE, rue de la Croix-Verte, 5, Montluçon.
 (Membre à vie.)
- MM. THURET (Robert), château de Béguin, par Lurey-Lévy.
 TIERSONNIER (Philippe), , ,  (Malte). donat de 1^{re} classe de l'ordre de Malte, capitaine honoraire d'infanterie, inspecteur de la *Mutuelle de l'Allier*, rue Pape-Carpantier.
Ancien président.
- TISSIER (Julien), propriétaire. aux Bataillots, Yzeure.
 TISSIER (Léon), avocat, conseiller municipal, r. du Lycée, 8.
 TORTEI (Pierre), O. , maire de Chapeau, r. de Bourgogne, 16.
 TREYVE (Henri), , docteur en médecine, av. Th.-de-Banville.
 TREYVE (François). , O. , ingénieur-agronome, horticulteur, architecte-paysagiste, à Foulet, Yzeure.
 TRINQUES (Henri), professeur au collège St-Paul, Angoulême.
- M^{me} TULLE (DE), rue de Bourgogne, 22.
- MM. VALLERY (Louis), notaire à Arfeuilles.
 VALOIS (Georges), D^r en médecine, médecin-oculiste des Hôpitaux de Moulins, pl. Bréchimbault, 21.
 VERDEAU (Henri), photographe, av. Th.-de-Banville, 6 bis.
 VERNOS (Jacques). , colonel commandant le 16^e tirailleurs, à Ems. S. P. 131.
 (Membre à vie.)
 VERRIÈRES (Raoul DE), propriétaire. château des Guillaumais, Montmarault.
 (Membre à vie.)
 VILLATTE DES PRUGNES (Robert). O. , , ingénieur-agronome, château des Prûgnes, par Vallon-en-Sully.

- MM. VILLETTE (Guy DE), château de Sommary, par Gilly-sur-Loire (Saône-et-Loire).
 VIPLE (Joseph), , docteur en droit, procureur de la République, à Moulins. *Administrateur.*
 VIRLOGEUX (René), docteur en droit, agriculteur à Neuvy.
 VIRMAUX (Jean), conseiller municipal, 2, rue Mignet, Paris-16.
 VIROTTE-DUCHARME, percepteur de Moulins, r. des Potiers, 35.
 VIVIER, avoué, rue de Paris, 14.
 VOUILLOUX (Antoine), gardien-chef du Musée départemental.
 WALDNER DE FREUNDSTEIN (Baron DE), château de Lévy, par Lurcy-Lévy.
 WALTHER (Victor), instituteur en retraite, rue de Favrotière, Hérisson.
-

ABONNÉS DU " BULLETIN "

- ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE L'ALLIER.
 BIBLIOTHÈQUE DE L'EVÊCHÉ de Moulins, rue du Lycée, 11.
 BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE de Montluçon.
 CERCLE BOURBONNAIS, cours de Russie, 21.
 ETABLISSEMENT THERMAL, à Vichy (deux abonnements).
 MM. BERNASCONI-SCETI, place d'Allier.
 CHAMPION (Edouard), éditeur (British Muséum), quai Malaquais, 5, Paris-6.
 CHATEAUBODEAU (Comte de), château de Bouen, par Chazelles (Charente).
 CROIZIER, propriétaire, à Liernolles.
 DEGUISE, horloger, à Beaune (Côte-d'Or).
 M. FÉJARD (Marc), au Prieuré, Souvigny.
 M^{lle} GUILLEMET, route de Limoges, Montluçon.
 M. LEFORT, ancien avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation, boulevard Emile-Augier, 58, Paris-16.
 M^{me} B. LUYLIER DU PLAIX, château du Plaix, par Meaulne.
 M^{me} PATISSIER, à l'Eglantier, par Souvigny.
 MM. PARKER et SON, 27, Broad-Street, Oxford (Angleterre).
 M^{me} Veuve Ambroise REIGNIER, boulevard de Courtais, 10 bis.
 M. THÉVENIN, ancien pharmacien, rue Regnaudin, 4.
 M^{me} THOMAS (Philippe), rue de Decize, 13.
 M. TRACY (DE), à Paray-le-Frésil.
-

SERVICE GRATUIT DU "BULLETIN"

Membres de droit, honoraires et à vie. — Bibliothèque municipale de Moulins. — Dépôt légal. — M. Ronchaud, rue de Bourgogne, 53 (Trésorerie de la Société). — Musée d'Art et d'Histoire de la ville de Genève. — Le *Journal des Débats*, 17, rue des Prêtres-Saint-Germain-l'Auxerrois, Paris. — Bibliothèque des Sociétés Savantes (Bib. Nationale), 53, rue de Richelieu, Paris.

PUBLICATIONS ÉCHANGÉES

Le Cousin Pons, revue d'art. Rue des Saints-Pères, 10. Paris (6^e).
Revue du Berry. Directeur: M. PIERRE, château de Charon, par Cluis (Indre).
Revue Mabillon. Abbaye Saint-Martin, Ligugé (Vienne).
Revue des Etudes historiques, rue Bonaparte, 82, Paris.
Smithsonian Institution. Washington (U. S. A.).
Société de l'Histoire Nationale. Direction: M. G. Hanotaux. — Plon-Nourrit, éditeur, Paris,
 Bibliothèque de la Ville de Genève (Bibliographie de M. R. Montaudon).

Messieurs les Membres de la Société et Abonnés sont priés de signaler au Directeur du *Bulletin*, 11, place de la République, à Moulins, les erreurs et les omissions commises dans l'inscription de leurs noms, titres ou adresses.

Sociétés Correspondantes

Abbeville. — Société d'Emulation.
Agen. — Société d'Agriculture, Sciences et Arts.
Alençon. — Société historique et archéologique de l'Orne.
Amiens. — Société des Antiquaires de Picardie.
Angoulême. — Société archéologique et historique de la Charente.
Aurillac. — Société de la Haute-Auvergne.
Autun. — Société Eduenne. — Société d'Histoire naturelle.
Auxerre. — Société des Sciences historiques et naturelles de l'Yonne.
Beaune. — Société d'Archéologie, d'Histoire et de Littérature de Beaune.
Beauvais. — Société académique de l'Oise.
Besançon. — Académie des Sciences, Lettres et Arts. — Société d'Emulation du Doubs.

- Béziers.* — Société archéologique, scientifique et littéraire.
Bourg. — Société d'Emulation de l'Ain.
Bourges. — Société historique du Cher. — Antiquaires du Centre.
Brest. — Société académique.
Brive. — Société d'archéologie.
Cambrai. — Société d'Emulation.
Chalon-sur-Saône. — Société d'Histoire et d'Archéologie.
Chambéry. — Société savoisienne d'Histoire et d'Archéologie. — Académie des Sciences, Lettres et Arts.
Chartres. — Société archéologique d'Eure-et-Loir.
Cherbourg. — Société académique.
Clermont-Ferrand. — Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres. — Société des amis de l'Université (Revue d'Auvergne).
Dijon. — Commission des Antiquités de la Côte-d'Or. — Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres.
Eraguignan. — Société d'Agriculture, scientifique et littéraire du Var
Dunkerque. — Société dunkerquoise des Lettres, Sciences et Arts.
Gannat. — Société des Sciences médicales.
Guéret. — Société des Sciences naturelles de la Creuse.
Langres. — Société d'Histoire et d'Archéologie de la Haute-Marne.
Laon. — Société académique.
Laval. — Commission historique et archéologique de la Mayenne.
Lille. — Société des Sciences, de l'Agriculture et des Arts.
Limoges. — Société archéologique, historique et des Arts.
Lyon. — Académie des Sciences et Belles-Lettres. — Bulletin historique du diocèse de Lyon.
Mâcon. — Académie de Mâcon.
Metz. — Académie Nationale.
Montauban. — Société archéologique du Tarn-et-Garonne.
Montbéliard. — Société d'Emulation.
Montbrison. — La Diana, Société historique et archéologique du Forez.
Montluçon. — Les Amis de Montluçon.
Moulins. — Sociétés: d'Agriculture; — d'Horticulture.
Nancy. — Académie Stanislas.
Nantes. — Société archéologique. — Société académique.
Nevers. — Société nivernaise des Sciences, Lettres et Arts.
Nîmes. — Académie du Gard.
Niort. — Société scientifique et littéraire des Deux-Sèvres.
Orléans. — Société archéologique et historique de l'Orléanais.
Paris. — Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. — Comité des travaux historiques et scientifiques. — Sociétés: des Antiquaires de

France; -- de l'Histoire de France; — d'Anthropologie de France; de l'Histoire de Paris et de l'Ile-de-France; — Française d'Archéologie 8, Cité Vaneau; — Musée Guimet; — Union bourbonnaise, 29, avenue Pasteur, à Courbevoie.

Périgueux. — Société historique et archéologique du Périgord.

Poitiers. — Société des Antiquaires de l'Ouest.

Reims. — Académie de Reims.

Rennes. — Société archéologique du département d'Ille-et-Vilaine.

Rouen. — Académie des Sciences, Lettres et Arts.

Saintes. — Société des Archives historiques de Saintonge et Aunis.

Saint-Dié. — Société philomatique Vosgienne.

Saint-Lô. — Société d'Agriculture, d'Archéologie et d'Histoire naturelle du département de la Manche.

Saint-Malo. — Société historique et archéologique de l'arr. de St-Malo.

Saint-Omer. — Société des Antiquaires de la Morinie.

Sens. -- Société archéologique.

Soissons. — Société archéologique, historique et scientifique.

Strasbourg. — Société des Sciences, Agriculture et Arts du Bas-Rhin.

Toulouse. — Académie des Sciences, Inscriptions et Belles-Lettres. — Société archéologique du Midi de la France.

Tours. — Société archéologique de Touraine.

Vendôme. — Société archéologique du Vendômois.

Vesoul. — Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Haute-Saône.

Vitry-le-François. — Société archéologique.





TABLE DES MATIÈRES

— 1924 —

Admission des nouveaux Membres

MM.	Pages.	MM.	Pages.
ADENOT (M ^{me} M.-J.) . . .	127-135	GUY-COQUILLE (M ^{lle} C.) . . .	333
BAGNOLET (P.)	7-16	GUY-COQUILLE (J.) . . .	7
BONAND (M ^{me} DE)	127-135	GOLLIAUD (Pierre) . . .	267-327
BOILLARD	7-14	LARROQUE (Abbé) . . .	267-327
BOUET (V.)	16-70	LARZAT (Victor)	78-127
BOISSONNET (J.-B.) . . .	70-78	MONICAT (Jacques) . . .	70-71
BOULAYE (M ^{lle} DE LA) . . .	327-333	MUNET (Elysée)	70-78
BOUSSAC (G.)	135-267	NAGELEISEN (Paul) . . .	16-70
M ^{lle} CHARPY	327-333	ORJO DE MARCHOVE-	
CHARETTE (M ^{me} F. DE) . . .	337-333	LETTE (J. D')	70-78
CLÉMENT (Benoît)	127-135	PAVAILLON (Alfred) . . .	16-70
CHAMBRE DE COMMERCE		POURRAT (D')	70-88
MOULINS-LAPALISSE . . .	7	ROCARD (L.-C.)	267-327
COLLAS DE CHATELPER-		ROUGANE DE CHANTE-	
RON (M.)	16-70	LOUP	16-70
CHAMPENIER (F.)	127-135	ROYER (Abbé)	267-327
DEXANT (R.)	135-267	SCEY DE BRUN (M ^{me} DE) .	127-135
DELMAS (J.)	267-327	TARDY (H.)	7-16
GERBAUD (P.)	127-135	TAMINEAU (Abbé) . . .	7
GIACOBBI	69-78	TERRASSE (M ^{lle} M.-A.) . .	333
GUET-BERNARD (M ^{me}) . . .	333	THURET (R.)	70-78

Procès-Verbaux des Séances

7 Janvier : 1. — 4 Février : 7. — 3 Mars : 65. — 7 Avril ; 70. —
 5 Mai : 113. — 2 Juin : 128. — 7 Juillet : 257. — 6 Octobre : 259. —
 3 Novembre : 321 ; 1^{er} Décembre : 327.

Articles publiés par nos Membres

	Pages.
BRINON (D ^r DE). Fouilles au vieux château de Munay . . .	36
— Notes sur Voussac	100
DELAIGUE (E.). Sur la Bible de Souvigny : Une lettre de M. Dufour.	20
CLÉMENT (Chanoine) Montluçon et ses richesses d'art . .	38-
	81-138-210-268-355
CHASSAIGNE (M.) Les Regnault de Cordebœuf et le château de Beauverger.	165-185
GÉNERMONT (M.) Une exposition artistique Bourbonnaise .	177-334
GIACOBBI. Une exposition bourbonnaise du travail.	17
MITTON (A.). L'excursion de la Société à Clermont	136
— Sur un projet d'achèvement de la cathédrale de Clermont.	208
MONCEAU (D ^r). Application des Rayons X à l'étude des tableaux	93
MOSNIER (Cl.). A propos de Jean de Lingendes.	386
MOHEAU (R.). Une Réplique anglaise du Jacquemart Mou- linois	30
SABATIER. La mésaventure de Rochon de Valette en 1780. .	49
TIERSONNIER (H.). Trois inscriptions bourbonnaises du xviii ^e siècle.	95
— L'Ancien petit château du Plaix.	102
— Un aveu et dénombrement de la Seigneurie de Saint-Gérard-de-Vaux	157
— Un poète et prosateur indivis entre Nivernais et Bourbonnais	249
— Pages du Roi de la grande et petite écurie. . . .	251
— Joachim de Pompéranc	294
— L'hôpital des Chevaliers de Malte pendant la guerre ; son séjour à Moulins	344

Communications faites en Séances

BERNARD (Aug.). Miniatures des <i>Chroniques</i> de Froissard .	265
BRINON (D ^r DE). L'avocat Agénor Bardoux	2
— Passage à Moulins de l'abbé Guipon.	5
— Les pierres à bassin	6-9-165-322

	Pages.
BRINON (Dr DE). La motte de Saint-Loup	11
— Le groupe de Montluçon	74
— Les fouilles de Montespan	75
— Le Bourbonnais tel qu'il est défini dans un ma- nuel scolaire	329
— Les mottes bourbonnaises	333
BRUEL (G.). Le Mont Laussedat au Canada	4
— Notes sur la géologie (M de Launay)	329
CAPELIN (E.). Les noms de lieux de la France (A. Longnon).	134
— Deux pierres sculptées du xvi ^e siècle.	125
CLÉMENT (B.). Le rocher de Carton	114
CLÉMENT (Chanoine). La thèse de M. F. Dumont	14
— Un curieux manuscrit de la bibliothèque municipale	15
— Le monument aux morts de Moulins	67
— Communications diverses	115
— Peinture murale de l'église d'Agonges	331
— L'ancien monastère de Bussière-les-Nonains	263
— La chapelle de Longvé	324
DELINIÈRE (L.). La vente d'un « Plutarque »	10
GAUTIER. Un couteau de fauconnier	130
— Le grand Prieuré du Val-des-Choux	75
GÉNÈRMONT (M.). La protection des Monuments historiques.	72
— L'organisation d'une exposition artistique bour- bonnaise.	122
MONCEAU (M ^{me}). Une lettre de M ^{me} de Pompadour.	13
MONTAGNE (M.). Communications diverses	114-129-265-322
MORAND (G.) et abbé FORESTIER. La grotte de Sanssat	8-128-258
MORAND (G.). — Les jetons des bateaux à vapeur de l'Allier.	328
MITTON (A.). Les chapiteaux gallo-romains de la région.	116
— Deux pièces préhistoriques du Musée	323
MONCEAU (Dr). Photographies moulinoises de M. Rocard	127
SAINT-HILLIER (Col. DE). Les voies romaines.	13-78-120-265-327-333
SÈQUE. Les curés de Coulandon	330
TIERSONNIER (Ph.). Charles VIII et la moutarde.	77
— Lettres de Th. de Banville.	119-326
— Description du château de Rochefort	120
— Les hôtes célèbres de Bourbon-Lancy	326
WALTHER. La cherté de la vie en l'an II.	121

Communications et Articles divers

	Pages.
GRAS. Les ruines du château de Bourbon au XIX ^e siècle.	91
MORIN. La région entre Bouble et Sioule	12
Banville et le laurier de la Turbie	267
Le 58 ^e Congrès des Sociétés Savantes	235
La fête de Saint-Louis à Ygrande de 1814 à 1817	203
La reconnaissance d'utilité publique.	73-114
Œil ou Aumance (réponse du Ministère).	6
Comptes de 1923 et budget de 1924	68
L'excursion de Clermont	77-79-133
Les excursions de la Société	258-263-323
Liste des membres de la Société (annuaire 1924)	393
 Bibliographie. — <i>Le Bourbonnais et le Berry</i> , par Aug. Bernard (Ph. Tiersonnier)	
— <i>Un double centenaire : L'évêché de Moulins et son premier évêque</i> , par le chanoine Clément (E. Capelin)	56
— <i>Le Bourbonnais à la fin de l'Empire</i> , par M. le D ^r Cornillon (E. D.)	105
— <i>Louis, comte de Montlaur (1372-1440)</i> , par E. Grellet de la Deyte (Ph. Tiersonnier)	106
— <i>Les Heures légères et les Heures graves</i> , par D. Charbonnier (E. Capelin)	107
— <i>Enseignement et Réalité</i> , par Abel Faure.	110
— <i>Le Bourbonnais, des origines à nos jours</i> , par M. Fazy.	253
— <i>Histoire poétique du XV^e siècle</i> , par P. Champion (Ph. T.)	390
— <i>Guide-Souvenir de Souvigny</i> , par M. l'abbé Guéret (M. G.)	253
— <i>Les langues dans l'Europe nouvelle</i> , par A. Meillet (A. Mitton).	254
— <i>Le Chapitre Collégial de N.-D. de Moulins</i> , par M. l'abbé Dumont (D ^r de B.)	314
— <i>La Réforme du Prieuré d'Yzeure</i> , par M. l'abbé Dumont (D ^r de B.)	316

	Pages.
Bibliographie. — <i>Généalogie de la Maison de Lauzanne</i> , par M. H. de Lauzanne (Ph. T.).	318
— <i>Petite vie de saint Mayeul</i> , par M. l'abbé Guéret (M. G.)	318
— <i>A la mémoire de Chalandre</i>	319
Nécrologie. — Le baron M. de Trétaigne (Ph. Tiersonnier). .	53
— Le marquis de Las Cases (L. Chambron) . . .	103
— René Moreau (M. Crépin-Leblond)	301

L'Intermédiaire des Recherches et des Echanges

Echange d'almanachs. — La Revue des Pays de France : le *Pays Natal*. — L'insigne de la Société, 176. — Les bateaux « Inexploisibles ». — Les cadrans de Jacquemart — Galerie bourbonnaise, 385.

Chronique, par RÉGEMORTES

Nos Confrères. — Gabriel Faure, 63. — Joseph Viple, 11. — J. Goteland ; A. Déret, 255 ; Médailleurs de la Caisse d'Epargne, 255. — J. Viple ; J. Chevalier, 320.

Nos Compatriotes. — MM. Peyronnet et Vidal, 111. — M. Meillet ; M. Peyronnet, 255. — M. Fazy, 320. — MM. R. Garnier, Brun, Chevalier, 392.

Carnet de Donil. — J. de Champigny, 63.

Caricatures Bourbonnaises. — 256-320.

Miettes d'Histoire locale. — Constitution du Syndicat d'Initiative Bourbonnais, 63. — La nouvelle porte de l'église Saint-Pierre, de Moulins, 112 — Les Elections législatives, 255. — Conférences Bourbonnaises, 320.

A travers les Lettres. — Conférence H. Bordeaux, 63.

Beaux-Arts. — Le Monument aux Morts de Moulins, 63. — Les Salons, 111.

Notes Bibliographiques. — 64-256-320-392.

Dons à la Bibliothèque et aux Collections de la Société

BOIROT (Max) : <i>Bourbon-Lancy, le Pont Saint-Martin</i> . etc. .	132
CAPELIN (D ^r) : <i>Traitement des névralgies faciales par l'alcoolisation du ganglion de Gasser</i>	322
CHARBONNIER (Daniel) : <i>Les heures légères et les heures graves</i> . .	71-128

	Pages.
CRÉPIN-LEBLOND (M.): <i>L'abbé Amédée Laronde</i>	15
CORNILLON (D ^r): <i>Le Bourbonnais à la fin de l'Empire</i>	72
CHEVALIER (Jacques): <i>Discours à l'Académie Delphinale</i>	72
— <i>Bayard lieutenant général à Grenoble</i>	261
GRELLET DELA DEYTE (E.): <i>Louis C^{ie} de Montlaur (1372-1440)</i>	71
GUÉRET (Abbé): <i>Petite vie de saint Mayeul et Guide-Souvenir de Souvigny</i>	260
SARROT (Philippe): <i>La Banque de Savoie et le droit d'émission de billets</i>	72
<i>Société Française d'Archéologie : Congrès de Rhénanie. 1922.</i>	330

Illustrations dans le texte

Le Jacquemart de Moulins et le beffroi de Loughborough.	33
Divers chapiteaux romains (croquis A. Mitton).	117-118
Deux pierres sculptées du xvi ^e siècle (Dessins E. Capelin).	124-125
Montluçon. — Voies Gallo-Romaines de l'Allier.	142
— Inscription du Peschin.	148
— Lance gallo-romaine.	149
— Inscription de Nérès.	153
— Armoiries des sires et des ducs de Bourbon.	220-224-233
— Le bon duc Louis II.	225
— La mort du « bon duc » à Montluçon.	231
— Armoiries diverses.	268-270-271
— Monnaies diverses.	272-273-274
— Le château de Montluçon vers 1350.	279
— Plans de Montluçon.	277-281
— Porte Saint-Pierre.	283
Cheminée d'un four banal.	358
Scène de la rue au Moyen-Age.	378
Les chevaux-frux.	372-373
Plan du château de Beauverger.	199
Les cathédrales de Clermont et de Reims, avec leurs tours.	208-209
René Moreau.	301
Œuvres de M. R. Moreau : La Caisse d'Epargne de Moulins, 304 ; l'hôtel Mantin, 305 ; le Thermal de Vichy, 307 ; le Doyenné, 309.	

UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 07369 6406

